U.F.R. Science Politique

THESE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR EN SCIENCE POLITIQUE

Présentée et soutenue publiquement par **Jean-Loup SAMAAN**

Le 10 janvier 2009

Contribution à une sociologie de l'expertise militaire : La RAND Corporation dans le champ américain des études stratégiques depuis 1989

Thèse dirigée par Madame **Josepha Laroche**

Professeur de science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Membres du jury :

Monsieur **Frédéric Charillon**, professeur de science politique à l'Université d'Auvergne

Monsieur **Michel Dobry**, professeur de science politique à l'Université Paris 1

Monsieur **Wolf-Dieter Eberwein**, professeur de science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (rapporteur)

Monsieur **Thomas Lindemann**, professeur de science politique à l'Université d'Artois (rapporteur)

RESUME

Créée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la RAND Corporation a exercé son activité d'expertise militaire en se fondant sur l'environnement international structurant de l'époque : la Guerre froide. Lorsque le système bipolaire s'est effondré, les dirigeants du centre de recherche ont dû repenser leur positionnement dans le champ des études stratégiques américain. En effet, à la suite de l'effondrement de l'URSS, de nombreux éléments sont venus altérer les propriétés originelles de ce monde : la baisse des budgets militaires, l'incursion des cabinets de conseil ou encore l'émergence d'un nouveau paradigme pour les armées, nommé la *Révolution dans les Affaires Militaires*. Dès lors, la RAND a déployé de multiples stratégies pour préserver son rang : l'internationalisation de ses programmes et l'abandon de thématiques jugées obsolètes – telles que la sécurité européenne – au profit de nouveaux objets – parmi lesquels, la Chine et les *cyberguerres*.
Entendant ne pas se réduire à un simple portrait d'une cellule d'expertise américaine, l'analyse sociologique des évolutions de la RAND met en lumière les logiques d'un monde social, celui des *stratégistes*, en grande partie façonné initialement depuis la RAND et à partir de sa relation étroite avec l'armée américaine. Plus encore, l'étude de ce secteur permet de saisir comment les variables des politiques de défense des Etats-Unis depuis 1989, les incertitudes bureaucratiques et leurs déclinaisons doctrinales, ont irrigué les événements internationaux majeurs des deux dernières décennies.

ABSTRACT

After its inception at the end of the Second World War, the RAND Corporation framed its research activities according to its international political environment: the Cold War. When the bipolar order ended, RAND's management team faced a challenging new context where its hegemonic position regarding strategic studies was no longer obvious. Indeed several events occured in the 90s and severely altered the dynamics of the defense community : e.g. the rise of strategic consultancies, the advent of the much-discussed Revolution in the Military Affairs. Therefore RAND implemented several key corporate strategies to preserve its statute : it internationalized its programs, it gave up some issues which suddenly became obsolete (like European security) to dedicate itself to new issues (like China or cyberwars).
Beyond this specific case study, this PhD dissertation is more than a historical portray of a American research center. Through RAND and its relationship with the American Military, it aims at understanding the rules of the « field » of strategic studies in the US. Moreover this work allows us to better apprehend the way the elements driving the US defense policies since 1989 – the political uncertainty and its doctrinal consequences – shaped the major international events in the last two decades.

« L’Université n’entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur. »

REMERCIEMENTS

De nombreuses personnes ont aidé à la réalisation de ce travail de thèse.

En premier lieu, ma gratitude la plus forte va à ma directrice de recherche, madame le professeur Josepha Laroche, qui m'a encadré dès mon arrivée en DEA à l'Université Paris 1. Pour son soutien, je lui dois beaucoup.

Le ministère de la Défense français a permis à la fois le financement de cette thèse et mon accès à la RAND. Qu'il me soit donc permis de remercier à la Direction Générale de l'Armement et à la Délégation aux Affaires Stratégiques : Christine Couesnon, Marie André et le Vice-Amiral Anne-François de Saint-Salvy. Ils m'ont ainsi fait bénéficié de leur soutien tout en me laissant libre des orientations de recherche de ce travail.

A la RAND Corporation, je reste extrêmement reconnaissant envers ceux qui, très simplement, m'ont fait confiance et m'ont offert des conditions de travail inespérées pour un thésard français : merci donc à Stephen Larrabee, James Dobbins, Lynn Davis, Michael Rich, James Thomson.

Outre les aspects logistiques, de multiples personnes à Paris comme à Washington m'ont fait partager leurs riches expériences intellectuelles et politiques. Merci à Stuart Johnson, Peter Wilson, Laurent Murawiec, Bruno Tertrais, Jeremy Shapiro, Justin Vaisse, Roger Molander, David Ronfeldt, John Arquilla, David Gompert. J'adresse des remerciements plus particuliers à monsieur François Géré qui, sans rentrer directement dans mes travaux de thèse, m'a permis d'assimiler les règles, invisibles pour le jeune doctorant, du monde de l'expertise militaire aux Etats-Unis et en France.

A l'école doctorale de Paris 1, je remercie Benjamin Gourisse, Arnaud Le Gall et Quentin Delpech pour leurs conseils, leurs suggestions bibliographiques et leurs relectures.

Enfin, j'ai eu la chance de profiter du soutien de ma mère et d'Aude qui, toutes deux, ont subi les phases d'écriture et m'ont aidé à corriger, à traduire les multiples documents exploités ici.

Que chacune de ces personnes me pardonnent de ne pas avoir toujours su, pu, ou voulu tenir compte de leurs nombreuses suggestions.

SOMMAIRE

Introduction 6

Partie I
La restructuration de la RAND dans le champ militaro-intellectuel 33

Chapitre 1: Les dynamiques pérennes des interactions militaro-intellectuelles 39

1. Les pratiques routinisées de l'externalisation scientifique 46
2. L'institutionnalisation de carrières individuelles autour de la RAND 76

Chapitre 2: L'internationalisation novatrice de la RAND 124

1. Des stratégies de régionalisation représentatives de la politique étrangère américaine 134
2. La diffusion internationale des sciences américaines de gouvernement 167

Partie II
La difficile refonte intellectuelle de la doctrine militaire américaine 198

Chapitre 1: La consolidation scientifique des nouvelles préoccupations militaires 202

1. Les effets structurants des mutations du Département de la Défense 212
2. Un travail de légitimation directe et indirecte des agendas politiques 243

Chapitre 2: Le désenchantement des intellectuels bureaucrates 286

1. Les luttes organisationnelles autour de l'identité de la RAND 290
2. La consécration d'une idéologie techniciste 321

Conclusion 347

Bibliographie 355
Annexes 374
Table des matières 445

Introduction

« Nous allons vous infliger le pire des maux : vous priver d'ennemi. »
Alexandre Arbatov, diplomate soviétique, 1989.

Le 17 mai 2008, la RAND Corporation a célébré, au même moment que l'Etat d'Israël, son soixantième anniversaire dans ses locaux de Santa Monica, en Californie. Animé par ses dirigeants, James Thomson et Michael Rich – respectivement Président et vice-Président – l'événement a pris la forme d'une conférence consacrée aux travaux réalisés par l'organisation au cours des six dernières décennies, principalement dans le domaine de la recherche liée à la *sécurité nationale*. Ce fut l'occasion pour Thomson et Rich de dresser un bilan statistique de leur entreprise. Soixante ans après sa naissance, la RAND affichait un chiffre d'affaires annuel d'environ 200 millions de dollars, comptait près de 1500 employés et disposait de cinq bureaux aux Etats-Unis (Santa Monica, Washington, Pittsburgh, Jackson, La Nouvelle Orléans), deux en Europe (Cambridge, Bruxelles) et un au Qatar (Doha).

Quelques jours auparavant, Alex Abella, un journaliste indépendant américain, a publié un ouvrage intitulé *Soldiers of Reason : The RAND Corporation and the Rise of the American Empire*. De la guerre de Corée en 1950 à l'invasion de l'Irak en 2003, Abella décrit l'histoire d'un centre de recherche confidentiel qui aurait été à l'origine de la quasi-intégralité des orientations politiques des gouvernements des Etats-Unis depuis

Eisenhower[1]. Omnipotente et omniprésente, la RAND aurait ainsi été la source même des tourments des Etats-Unis dans le monde en général et au Moyen-Orient en particulier. En fait, cédant à la caricature et au sensationnel, la thèse d'Abella se trouve n'être que la dernière expression médiatique d'une curiosité – voire d'une fascination – que l'organisme a pu susciter depuis sa création.

Quarante-quatre ans auparavant, en 1964, sortait sur les écrans américains le nouveau film du réalisateur Stanley Kubrick, *Doctor Strangelove or : How I Learned to Stop Worrying and Love the Bomb*. Sous la forme d'un huit clos, le film décrit comment à la suite d'une erreur technique dans le système de communication de bombardiers américains, les Etats-Unis et l'URSS se trouvent accidentellement confrontés à une guerre nucléaire. La grande partie du film se déroule dans une hypothétique salle de crise aux Etats-Unis où officiers militaires et conseillers du Président américain discutent des options envisageables. Au bout de trente minutes, apparaît un personnage insolite, en chaise roulante, parlant avec un fort accent allemand et se retenant difficilement de faire le salut hitlérien : le *Doctor Strangelove* (*Docteur Folamour*). Celui-ci explique que son organisation, inconnue des autres personnes réunies, a rédigé un rapport hautement classifié sur les estimations des pertes humaines dans le cadre d'une frappe soviétique sur le sol américain. De façon négligente, Peter Sellers, l'acteur jouant l'iconoclaste *Doctor Strangelove*, mentionne le nom de la mystérieuse organisation pour laquelle il travaille : la « *Bland Corporation* »[2].

De même, dix ans plus tard, dans le film *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola, Marlon Brando, interprétant un colonel américain devenu psychotique au cours de la guerre du Viêt-Nam, prononce face à la caméra un long monologue dans lequel il entend dénoncer les « *politiques de Washington* » éloignés des réalités de terrain et se fiant à des experts illégitimes. Il mentionne alors avec sarcasme un « *rapport de la RAND Corporation* ».

Pour le chercheur en sciences sociales, rien de plus frappant que de constater combien une entité suggère aussi facilement des repères cognitifs et des imaginaires politiques, tout en restant le plus souvent entourée d'un important mystère. En l'occurrence, ce mystère se révèle assez peu justifié. En effet, une recherche sommaire à

[1] ABELLA Alex, *Soldiers of Reason: The RAND Corporation and the Rise of the American Empire*, New York, Harcourt, 2008.
[2] Soulignons le jeu de mots avec *Bland* qui peut, en anglais, signifier *terne* ou *sinistre*.

partir de sources ouvertes au public nous apprend rapidement que – contrairement à ce qu'Alex Abella et ses prédécesseurs peuvent laisser entendre – la RAND ne décide pas de la politique américaine, pas plus que n'importe quel groupe d'intérêt ou cellule d'expertise à Washington.

Mais une fois dépassé l'écueil de l'*influence* de l'acteur, sa généalogie fait apparaître des éléments particulièrement intéressants. « *La RAND est née d'une idée simple dans un monde complexe* » nous explique ainsi Toby Maguire, narrateur du documentaire vidéo *Ideas in Action : 60 Years of RAND*.

Cette idée simple a été émise lorsque, dans les mois qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, Theodore Von Karman, membre du conseil scientifique de l'Air Force, a rédigé un mémorandum intitulé *Air Force Project RAND* (pour *Research and Development*). Von Karman entendait y promouvoir la création d'un organisme extérieur au Département de la Défense qui puisse lui livrer des rapports d'expertise stratégique sous une forme contractuelle. Il s'agissait de réfléchir au mode d'emploi de l'arme nucléaire, dans le cadre d'un affrontement hypothétique avec l'URSS.

L'Air Force et Douglas Aircraft, la principale industrie aéronautique de l'époque, se sont alors entendus pour allouer un bureau de recherche-développement à Santa Monica à une équipe de chercheurs issus du milieu académique. Le 1er mars 1946, était signé le contrat de recherche de l'Air Force n° MX-791 et la RAND Corporation débutait officiellement son activité.

Au terme d'une collaboration peu concluante avec les responsables industriels de Douglas Aircraft, l'organisation s'en est détaché financièrement en 1948, date retenue aujourd'hui pour célébrer son anniversaire.

Ainsi la RAND Corporation a été créée par un service militaire encore embryonnaire – l'Air Force – pour travailler explicitement sur un environnement international historiquement situé – la Guerre froide. Dès lors, au-delà de la question d'une *influence* sur la politique étrangère, la commémoration des soixante ans de l'organisation fait surgir une réelle problématique sociologique: comment un acteur né dans et pour un contexte sociopolitique spécifique peut-il lui survivre ?

On découvre alors que cette interrogation, loin de se limiter à la RAND, s'adresse à tout un champ social américain progressivement structuré autour de l'expertise militaire de la Guerre froide. A la suite de la RAND, sont aussi apparues des organisations aux

ambitions similaires : l'*Institute for Defense Analyses*, le *Center for Naval Analyses*, *Center for Strategic and International Studies*.

De cette façon, si les principaux programmes de recherche des milieux d'expertise de la Guerre froide se sont achevés avec la disparition de l'URSS, comment ce marché des idées politiques a-t-il pu se restructurer à la faveur de nouvelles nécessités gouvernementales? Dans notre cas précis, alors que la RAND Corporation faisait figure – plus que toute autre organisation – de *produit intellectuel* de la Guerre froide et qu'elle s'était illustrée par ses travaux de soviétologie ou traitant de l'*Arms control*, comment avait-elle pu préserver son activité au-delà de la fin de l'ère bipolaire ? De cette interrogation découle le travail présent.

La fin de l'ère bipolaire s'est avérée dramatique pour l'ensemble des savoirs stratégiques institués : la soviétologie a perdu son objet d'étude, la sécurité européenne n'a plus disposé d'une grille de lecture établie, la dissuasion nucléaire a vu ses présupposés fondamentaux disparaître. La rupture macropolitique créée par l'effondrement du bloc soviétique offre donc à l'observateur extérieur une occasion singulière de décrire et analyser les stratégies mises en oeuvre au sein d'une sphère sociale, consacrée à l'expertise à destination des administrations militaires. A la suite de ces événements internationaux, se sont donc mis en place des dispositifs, de rénovation et de préservation de leurs activités.

Sur un plan sociologique, il ne s'agit pas de comprendre historiquement l'origine de la crise intellectuelle – l'absence de prédiction face à l'effondrement de l'URSS – ainsi que son issue – la constitution de nouveaux champs d'études, de nouvelles pratiques – mais plutôt ce qui se *joue* entre les deux, autrement dit la mobilisation des acteurs *dans* la crise menant à la restructuration.

Il faut pour cela se déprendre du modèle classique de compréhension des ruptures entre causes et conséquences pour porter son regard sur les comportements mêmes des individus et des institutions durant cette période. Pour ce faire, Michel Dobry a livré dans son ouvrage *Sociologie des crises politiques* de précieuses prescriptions épistémologiques :

> « *C'est dire que l'hypothèse de continuité correspond aussi à un déplacement de l'intérêt théorique vers ce qui se joue dans les processus de crise eux-mêmes, dans les échanges de coups qui y interviennent, au*

détriment des "causes", "déterminants" ou "pré-conditions" des crises, censés tout expliquer et, éventuellement (mais les deux peuvent se cumuler), au détriment des résultats ou des sous-produits de ces processus, tels que, par exemple, la chute d'un régime, la guerre civile, le compromis aboutissant à un "rééquilibrage" du système politique ou encore, bien sûr, le "changement", l'une des catégories fourre-tout parmi les plus accueillantes de celles dont dispose la science politique »[3].

Tout au long de ce travail, nous nous fondons donc sur la définition des *crises* de Michel Dobry en tant que *mobilisations* et en tant que *transformations d'état*. Plus encore, cette conception repose sur l'hypothèse d'un effet révélateur de la rupture tel que le perçoit Michel Foucault dans *Les Mots et les Choses* :

« *L'analyse des discontinuités cherche plutôt à faire surgir la cohérence interne des systèmes signifiants, la spécificité des ensembles de règles et le caractère de décision qu'elles prennent par rapport à ce qu'il faut régler, l'émergence de la norme au-dessus des oscillations fonctionnelles* »[4].

En rompant avec l'activité linéaire, la rupture permet, non seulement de prendre acte des capacités novatrices de mobilisation des acteurs, mais également d'observer les éléments structurants dans leurs pratiques et leurs interactions. Elle met en perspective les routines qui disparaissent, comme celles qui subsistent au-delà de la crise.

Au préalable, pour comprendre les enjeux de cette *transformation d'état*, il faut commencer par appréhender ce que la crise signifie sur le plan intellectuel pour les experts politiques.

A. La crise intellectuelle de l'après-Guerre froide aux Etats-Unis

Deux décennies après l'effondrement de l'URSS, répertorier l'ensemble de la littérature consacré aux tenants et aboutissants de la Guerre froide relève d'une gageure quasi impossible. En soi, l'analyse de l'*après-Guerre froide* est presque devenue un genre éditorial à part entière. Pour autant, les travaux réflexifs sur les théoriciens et les analystes des relations internationales, face à la rupture du bloc soviétique se sont faits plus rares.

[3] DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1992, p. 15.
[4] FOUCAULT Michel, *Les Mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966, p. 164.

John Lewis Gaddis, professeur d'histoire à l'Université de Yale, témoignait en 1992 dans la revue *International Security* :

> « *La fin abrupte de la Guerre froide, une guerre de haute intensité imprévue dans le golfe persique et la désintégration soudaine de l'Union soviétique stupéfièrent pratiquement tout le monde, que ce soit dans l'administration, l'université, les médias ou les Think Tanks* […] *le fait que ces événements émergèrent si subitement suggère que des défaillances subsistent dans les moyens que les princes contemporains et leurs conseillers emploient pour discerner l'évolution future des relations internationales* »[5].

En l'occurrence, les réactions éditoriales qui ont suivi ces événements soulignent que la première conséquence cognitive de la fin de la Guerre froide a été une remise en cause des paradigmes qui s'étaient constitués durant cette période.

On utilise ici l'expression de paradigme en nous fondant sur les travaux d'épistémologie de Thomas Kuhn. Ce théoricien voit ainsi dans ce dernier l'expression d'une conception particulière des enjeux et des méthodes valables d'une discipline scientifique. Refusant la croyance en un évolutionnisme des sciences, Kuhn opte pour une explication sociologique de la préférence donnée par les chercheurs à une grille de lecture plutôt qu'une autre : « *Les paradigmes gagnent leur rôle privilégié parce qu'ils réussissent mieux que leurs concurrents à résoudre quelques problèmes que le groupe de spécialistes est arrivé à considérer comme aigus* » écrit-il dans *La Structure des révolutions scientifiques*[6]. Une fois cette vision théorique consacrée, on voit se développer ce qu'il appelle une « *science normale* ». Celle-ci « *désigne la recherche solidement fondée sur un ou plusieurs accomplissements scientifiques passés, accomplissements que tel groupe scientifique considère comme suffisants pour fournir le point de départ d'autres travaux* »[7].

En outre, l'épistémologue souligne, non sans controverse, le caractère conservateur de la « *science normale* » lorsqu'il écrit que celle-ci « *ne se propose pas de*

---

[5] GADDIS John Lewis, « International Relations Theory and the End of the Cold War », *International Security*, 17 (3), hiver 1992-1993, p. 5. Texte original: «*The abrupt end of the Cold War, an unanticipated hot war in the Persian Gulf, and the sudden disintegration of the Soviet Union astonished almost everyone, whether in government, the academy, the media, or the think tanks* […] *the fact that they arose so unexpectedly suggests that deficiencies persist in the means by which contemporary princes and the soothsayers they employ seek to discern the future course of world affairs* ».

[6] KUHN Thomas, *La Structure des révolutions scientifiques*, trad., Paris, Flammarion, 1983, p. 46.

[7] KUHN, *op. cit.*, p. 29.

découvrir des nouveautés, ni en matière de théorie, ni en ce qui concerne les faits, et, quand elle réussit dans sa recherche, elle n'en découvre pas »[8].

L'approche kuhnienne s'avère particulièrement utile, lorsqu'on entend décrire et analyser les remises en cause fondamentales qui ont animé les chercheurs en relations internationales à partir de 1989.

Principalement orientés vers les questions de sécurité, les programmes de recherche de l'ère bipolaire se trouvaient dépendants de l'objet même de leurs travaux. La soviétologie et la question de la maîtrise des armements s'étaient constituées étroitement au gré des évolutions macropolitiques des quatre décennies précédentes, de sorte que leur existence reposait sur des phénomènes à la pérennité incertaine. La Guerre froide formait un système clairement identifiable autour de deux pôles qui structuraient les schémas cognitifs des acteurs des relations internationales. De façon schématique, toute turbulence périphérique était absorbée par la logique des deux blocs. Il en était ainsi des rébellions en Amérique latine, comme du conflit israélo-arabe, chaque protagoniste devant s'adapter à une perception macropolitique qui déformait les revendications initiales (contentieux territorial, soulèvement populaire contre des régimes dictatoriaux).

Par conséquent, au cours des années quatre-vingt-dix, on a vu apparaître de multiples travaux à ambition paradigmatique. Le dessein explicite de leurs auteurs a consisté à redéfinir une grille de lecture cohérente et capable de susciter l'adhésion collective. Il s'agissait également de capter les ressources symboliques disparues avec la fin du système bipolaire, de devenir la figure emblématique de la nouvelle *science normale*. Il a fallu en quelque sorte trouver un nouveau modèle intellectuel qui ferait autorité, une sorte de nouvelle « *lettre de M. X* »[9].

Devant de tels enjeux, les auteurs ont entendu montrer – au besoin par une rhétorique alambiquée – que les prétentions prédictives auxquelles aspirait l'expertise de la Guerre froide ne devaient pas être rejetées. Abandonner l'ambition prospective et rester au stade du constat d'un *chaos* apparent du nouvel espace mondial, d'une anarchie ambiante peut s'avérer problématique. En effet, la métaphore du désordre tend à

[8] *Ibid.*, p. 82.

[9] Tous les courants de pensée américains de l'après-Seconde Guerre mondiale ont convergé dans un article publié en juillet 1947 dans *Foreign Affairs*. Signé X mais écrit par George Kennan, alors à la tête du Policy Planning Staff du Département d'Etat, « *Les sources du comportement soviétique* » constitua une référence intellectuelle en matière d'études soviétologiques.

décrédibiliser celui qui parle et explique : l'homme politique, l'expert, le journaliste[10].

On remarque cet effort intellectuel dans les différents espaces d'étude des relations internationales, à commencer dans la littérature académique.

Ainsi, le néoréalisme, courant théorique perçu alors comme dominant, pouvait-il encore faire figure de *méta-narration* du monde contemporain ?[11] Son principal représentant, Kenneth Waltz, en est persuadé et réfute dans le même temps toute idée de remise en cause en privilégiant une posture structuraliste. « *Quelles sortes de changements modifieraient le système politique international si profondément que les anciennes façons de penser ne seraient plus pertinentes ? Les changements du système le feraient; les changements dans le système ne le pourraient pas* » écrit-il[12].

Si Waltz préfère donc rester prudent sur la perception d'une révolution de la politique internationale induite par l'effondrement de l'URSS, d'autres universitaires optent, de leur côté, pour une stratégie intellectuelle plus subversive et bien plus rentable sur le plan éditorial.

John Mearsheimer, professeur de science politique à l'Université de Chicago et partisan d'un *réalisme offensif*, affirme dès l'été 1990 que la fin de la Guerre froide annonce un retour à l'instabilité en Europe :

> « *J'affirme que les perspectives quant à des crises et une guerre en Europe devraient progresser de manière significative si la Guerre froide s'achève et que ce scénario se poursuit. Les prochaines décennies dans une Europe sans superpuissances ne seront probablement pas aussi violentes que les 45 premières années de ce siècle, mais devraient être substantiellement plus sujettes à la violence que les 45 dernières années*»[13].

---

[10] BIGO Didier, « Nouveaux regards sur les conflits ? » in : Marie-Claude Smouts (Éd.), *Les Nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, p. 323.

[11] Cf., SORENSEN Georg, « IR theory after the Cold War », *Review of International Studies*, 24 (5), déc. 1998, p. 88.

[12] WALTZ Kenneth, « Structural Realism after the Cold War », *International Security*, 25 (1), été 2000, p. 5. Texte original: « *What sorts of changes would alter the international political system so profoundly that old ways of thinking would no longer be relevant? Changes of the system would do it; changes in the system would not* ».

[13] MEARSHEIMER John, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, 15 (1), été 1990, p. 6. Texte original: « *I argue that the prospects for major crises and war in Europe are likely to increase markedly if the Cold War ends and this scenario unfolds. The next decades in a Europe without the superpowers would probably not be as violent as the first 45 years of this century but would probably be substantially more prone to violence than the past 45 years* ».

Mearsheimer n'hésite pas à railler les chercheurs qui se tournent désormais vers les questions du « *réchauffement planétaire* » ou de la « *couche d'ozone* »[14]. Il ne voit dans la montée en puissance des études sur le multilatéralisme et les mouvements transnationaux qu'un phénomène éphémère et fallacieux[15].

Le pessimisme de Mearsheimer trouve sa parfaite antithèse dans l'optimisme concomitant des partisans de la thèse de la *fin de l'histoire*. En 1992, Francis Fukuyama, ancien consultant pour la RAND et le *Policy planning staff* du Département d'Etat, a publié *The End of History and the Last Man*[16]. Se fondant sur une perception radicalement évolutionniste de l'histoire, Fukuyama prédit avec la fin de la Guerre froide l'expansion universelle du modèle américain de la démocratie libérale. Quand bien même sa thèse s'avère explicitement occidentalo-centrée et laisse de côté une grande partie des événements se déroulant au même moment en Afrique, Asie ou dans les Balkans, elle lui assure une renommée majeure. Plusieurs années plus tard, l'auteur a fait partie du *Project for a New American Century*, un *Think Tank* au programme néoconservateur qui a appelé en 1997 Bill Clinton à envahir l'Irak de Saddam Hussein[17].

La même année, cette idée euphorisante d'un horizon démocratique inéluctable a trouvé des résonances dans les nouvelles prétentions diplomatiques affichées par l'Organisation des Nations unies. Le 23 juin 1992, *l'Agenda pour la Paix* élaboré par le Secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a suscité un écho important. L'accent y était porté sur la mise en place de diplomaties préventives, de médiations pour la préservation de la paix sous l'égide de l'ONU. Cet *Agenda pour la paix*, pensé et conçu comme la nouvelle référence diplomatique, devait guider les relations internationales de l'après-Guerre froide. En introduction, le Secrétaire général de l'ONU exprime sa conviction :

> « *Au cours des derniers mois, une conviction a grandi, parmi les nations petites et grandes, qu'une opportunité avait été reconquise d'atteindre les grands objectifs de la Charte des Nations Unies capables de maintenir la paix et la sécurité internationales, de garantir la justice et les droits de l'homme et de promouvoir, selon les termes de la Charte, le progrès social*

[14] MEARSHEIMER, *op. cit.*, p. 5.
[15] MEARSHEIMER John, « The False Promise of International Institutions », *International Security*, 19 (3), hiver 1994-1995, pp. 5-49.
[16] FUKUYAMA Francis, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.
[17] Cf., le site internet du *Project for the New American Century* : www.newamericancentury.org.

et de meilleurs standards de vie dans un cadre plus libre. Cette opportunité ne doit pas être gâchée »[18].

Or, les événements qui ont suivi sur la scène internationale ont mis à rude épreuve cette téléologie nouvelle d'un monde pacifié. Le 27 juin 1991, la Yougoslavie s'est disloquée à la suite des sécessions slovène puis croate, bientôt suivies par celles de la Macédoine et de la Bosnie-Herzégovine, laissant la Serbie isolée. Celle-ci a lancé une guerre d'annexion, suivie d'une politique d'épuration ethnique qui s'est déroulée dans un premier temps sans véritables réactions sur la scène internationale. Les forces de l'ONU intervenues à partir de 1992 ne disposaient ni des effectifs suffisants ni de la possibilité de faire feu pour pouvoir s'interposer. Les espoirs suscités par l'après-Guerre froide ont alors fait l'objet d'un constat amer. Nicole Gnesotto, chargée d'études à l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union de l'Europe occidentale, a décrit sans ambages cette gestion du conflit :

« *Désaccord sur les principes et l'interprétation du droit international, dilemme des démocraties face à l'emploi de la force, revanche des réflexes nationaux sur les solidarités collectives, inadaptation des institutions, tout s'est conjugué en Yougoslavie pour condamner la communauté internationale à l'impuissance et à l'ambiguïté.* […] *Jamais gestion de crise ne s'est aussi bien prêtée à la critique ou à la simple constatation d'incohérences et de contradictions aussi flagrantes* »[19].

Les hésitations sur les mesures adéquates, de l'administration américaine alors en place, et des alliés européens ont provoqué un sentiment général de confusion, conduisant des diplomates tels que l'ambassadeur américain à Londres, Raymond Seitz, à affirmer que « *les Américains blâmaient les Européens, y compris les Britanniques pour ne pas en faire plus et les Européens critiquaient les Américains pour ne rien faire du tout* »[20].

---

[18] BOUTROS-GHALI Boutros, *An Agenda for Peace*, New York, Nations Unies (Département d'information publique), 1992, pp. 1-2. Texte original: « *In these past months a conviction has grown, among nations large and small, that an opportunity has been regained to achieve the great objectives of the Charter – a United Nations capable of maintaining international peace and security, of securing justice and human rights and of promoting, in the words of the Charter, "social progress and better standards of life in larger freedom". This opportunity must not be squandered* ».

[19] GNESOTTO Nicole, *Leçons de la Yougoslavie*, Paris, Cahiers de Chaillot, 14, Institut d'Etudes de Sécurité Union de l'Europe occidentale, mars 1994, pp. 2-3.

[20] Cité par MELANDRI Pierre, VAISSE Justin, *L'Empire du milieu : les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 120.

Les événements dans les Balkans ont mis un terme prématuré à l'idée d'une *fin de l'histoire* et ont conduit certains à privilégier une grille de lecture plus proche des théoriciens réalistes et néoréalistes. Un an après la parution de l'ouvrage de Fukuyama, Samuel Huntington, un professeur d'Harvard, ancien membre du Conseil de sécurité nationale de l'administration Carter, a rédigé un article tout aussi ambitieux dans la revue *Foreign Affairs* s'intitulant « *The clash of Civilizations ?* ». Huntington affirme promptement :

> « *Selon mon hypothèse, la source fondamentale de conflit dans ce nouveau monde ne sera principalement ni idéologique ni économique. Les grandes divisions parmi l'humanité et la source dominante de conflit seront culturelles. Les Etats-Nations resteront les plus puissants acteurs dans les affaires mondiales, mais les principaux conflits internationaux apparaîtront entre des nations et des groupes de civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique internationale* »[21].

Avec une approximation théorique et un occidentalo-centrisme similaires aux thèses de Fukuyama, Huntington décrit le passage de l'ère bipolaire à l'ère de l'Occident contre le reste du monde (« *The West and the Rest* »[22]). Des blocs régionaux homogènes se formeraient et se structureraient autour de puissances dominantes qui y exerceraient leur influence. On pourrait ainsi dénombrer huit *civilisations* différentes : occidentale, latino-américaine, islamique, chinoise, hindoue, orthodoxe, japonaise et africaine. Qu'importe que Huntington n'appuie son propos sur aucune idée claire de ce qui constituerait une *civilisation*, l'article acquiert rapidement une large notoriété. Si bien que trois ans plus tard, le chercheur a développé plus longuement sa thèse dans un ouvrage, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*[23].

Malgré tout, ces ouvrages et articles sont restés des exercices universitaires. Si leurs thèses s'inspiraient des événements de la décennie quatre-vingt-dix, supposer l'inverse s'avérerait hasardeux. Il semble par exemple bien difficile de savoir si l'article

---

[21] HUNTINGTON Samuel, « The clash of civilization? », *Foreign Affairs*, 72 (3), été 1993, p. 22. Texte original: « *It is my hypothesis that the fundamental source of conflict in this new world will not be primarily ideological or primarily economic. The great divisions among humankind and the dominating source of conflict will be cultural. Nation states will remain the most powerful actors in world affairs, but the principal conflicts of global politics will occur between nations and groups of different civilizations. The clash of civilizations will dominate global politics* ».

[22] HUNTINGTON, *op. cit.*, p. 48.

[23] HUNTINGTON Samuel, *The Clash of Civilization and the Remaking of World Order*, New York, Simon & Schuster, 1998.

d'Huntington a pu être lu ou même parcouru par les décideurs politiques ou du moins par leurs conseillers proches. Ils permettent néanmoins de constater combien la période a été marquée par une effervescence éditoriale et une lutte symbolique autour de la grille de lecture internationale qui doit faire autorité.

Au demeurant, ceci reste du domaine de l'histoire des idées politiques. Quand bien même Huntington ou Fukuyama s'adonnent à l'exercice prédictif, leurs travaux n'apportent aucune matière à exploiter pour les décideurs politiques et militaires.

Face à l'effondrement de l'URSS, ces derniers ont dû répondre de façon pratique à des contraintes budgétaires et ont avant tout cherché à définir la *taille* idoine de l'armée américaine : le nombre de troupes nécessaires à maintenir, les commandements régionaux et bases étrangères à conserver, les équipements et technologies dont le développement doit être poursuivi. Pour ce faire, ils ont fait appel non pas à des universitaires pouvant se permettre le luxe du détachement théorique, mais à des experts au statut social clairement établi, comme ceux de la RAND.

B. Les stratèges civils au cœur des mobilisations

Dresser aujourd'hui un inventaire aux Etats-Unis, comme en France, des cellules de réflexion, cabinets de conseil, associations consacrées aux questions dites de *sécurité nationale* est devenu un exercice fastidieux, tant le phénomène s'est développé au cours des dernières années. Autour des *experts-sécurité* et *consultants-défense*, apparaît souvent l'appellation *Think Tank*, terme anglo-saxon ayant progressivement acquis une certaine aura auprès des décideurs politiques et industriels ; aura qui cache souvent une large méconnaissance du phénomène en question.

L'expression *Think Tank* a été utilisée pour la première fois au cours de la Seconde Guerre mondiale pour décrire littéralement les penseurs et stratèges embarqués dans les chars de combat. Plus précisément, avec l'évolution industrielle qui a accompagné le conflit, on a vu apparaître au sein des armées un besoin de personnel dont le travail allait être entièrement consacré aux questions proprement logistiques et stratégiques. Dans un ouvrage sur la stratégie militaire, Laurent Murawiec, alors chercheur à la RAND Corporation, décrit la période en des termes quasi lyriques :

« *Le fruit des travaux des meilleurs scientifiques du monde, d'une formidable organisation techno-industrielle, d'une production d'énergie électrique avancée, en un mot le projet Manhattan, changea la donne en un instant, pour ainsi dire : on ne saurait mieux illustrer à la fois la « condensation » de la productivité militaire et la migration vers l'amont du centre de gravité de la guerre : le champ de bataille est devenu le reflet, la conséquence, l'effet de processus qui lui sont extérieurs. La bombe qui sort des laboratoires et des installations de Chicago et de Los Alamos n'est pas la seule manifestation de l'invasion de la guerre par la science : au cours du second conflit mondial, le radar, l'obus à charge creuse, la proximity fuse, le missile balistique, le moteur à réaction, pour ne mentionner que ceux-là, font leur apparition. Les mathématiciens déchiffrent les codes cryptographiques allemands et japonais en se servant d'ordinateurs électromécaniques. La recherche opérationnelle ("OR") anglo-américaine applique la mathématique statistique à l'analyse des problèmes militaires, comme l'optimisation du repérage des sous-marins allemands par les patrouilles aéronavales ou l'analyse comparée de l'efficacité des bombardements aériens, qui permet de mieux décider l'allocation des ressources militaires et civiles* »[24].

L'armée américaine a donc fait appel à des universitaires, des civils qui ont étroitement conseillé les officiers supérieurs dans leurs décisions. Ce sont ainsi des chercheurs du *Massachussetts Institute of Technology* qui ont développé à cette époque l'utilisation du radar. Pour la première fois, des individus jusqu'ici cantonnés aux campus universitaires, ont directement contribué par leurs compétences à l'effort de guerre. A cette occasion, les militaires ont créé un terme qui est passé à la postérité, la *recherche opérationnelle* (*operations research*).

Après la guerre – et dans le contexte naissant de la Guerre froide – les militaires américains, convaincus de la réussite de cette association entre science civile et art militaire ont débattu de la nécessité de conserver cette expertise. Dès 1942, l'US Navy crée un Groupe de recherche opérationnelle navale. L'amiral Ernest Joseph King, commandant en chef de la flotte américaine, ne souhaitait pas dissoudre l'organisation et essaie de trouver un partenaire privé pour soutenir la structure de recherche. Le MIT a pris en charge le Groupe de recherche opérationnelle navale. Il est devenu par la suite le *Center for Naval Analyses* (CNA), exerçant encore aujourd'hui son expertise auprès de l'US Navy.

[24] MURAWIEC Laurent, *La Guerre au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2000, p. 79.

Dans les pages précédentes, nous avons vu que les cadres de l'Air Force ont conçu la RAND dès 1946. Pour sa part, l'US Army s'est intéressée, la dernière, à cette nouvelle institutionnalisation de l'expertise de défense. Le 30 avril 1946, dans un mémorandum, le chef de l'Army, le général Dwight D. Eisenhower, recommandait l'établissement d'une structure de recherche civile. S'inspirant du *Project RAND*, l'armée de terre américaine n'est néanmoins pas parvenue à créer une organisation qui puisse convenir à ses besoins. Dès lors, un long conflit a commencé entre les besoins opérationnels de l'US Army et les ambitions académiques du centre qu'elle avait créé.

Cette brève genèse américaine de l'expertise de défense s'avère instructive à plusieurs titres. Tout d'abord, il ressort de l'historiographie de cette période que ces structures ont été le résultat d'initiatives au sein des institutions militaires (l'amiral Ernest Joseph King pour l'US Navy, le général Arnold pour l'Air Force). On peut ainsi constater que l'origine de ces *Think Tanks* n'a en aucun cas découlé d'un effort d'une direction civile des affaires militaires américaines, soucieuse de s'assurer un contrepoids, face aux puissants corps d'armées.

De même, le processus d'externalisation mis en place permet de rendre compte des préoccupations militaires. Externaliser l'expertise signifie la rendre moins dépendante d'une bureaucratie jugée étouffante. Mais il s'agit aussi, pour le commanditaire, de s'assurer un relais d'opinion dans la société qui pourra, si nécessaire, venir soutenir un besoin de légitimation auprès des citoyens. Pour décrire cette relation spécifique, Paul Dickson a parlé en 1971 de « *complexe militaro-intellectuel* »[25]. Si l'expression souffre encore aujourd'hui d'une connotation très négative, elle permet néanmoins de saisir la dynamique qui a été à l'origine de l'émergence d'experts des questions militaires, de ces *defense intellectuals*[26].

On pourra bien évidemment noter que des structures de recherche préexistaient à la RAND telles que la *Brookings Institution* ou le *Council on Foreign Relations*, respectivement créés en 1916 et 1921. Mais c'est véritablement la Guerre froide qui a développé ces organismes et leur a offert d'importantes sources de financement. Dans les années suivantes, s'est ajoutée une myriade de nouveaux *Think Tanks* dédiés à la réflexion stratégique. En 1962, l'Amiral Arleigh Burke et David Abshire ont créé sur le

[25] DICKSON Paul, *Think Tanks*, New York, Atheneum, 1971, p. 133.
[26] Utilisée dans le langage courant aux États-Unis, l'expression ne dispose pas d'équivalent de même usage en français.

campus de *Georgetown University* le *Center for Strategic and International Studies*. Le *Center for Defense Information* a vu le jour en 1972. Toute une vague de *Think Tanks*, très marqués politiquement et apparaissant au cours de cette même période, ont consacré certains de leurs programmes aux questions de défense : l'*Hudson Institute*, l'*American Enterprise Institute*, le *Cato Institute* parmi d'autres.

Face à cette multitude d'organismes, on pourra s'interroger sur le choix de notre objet d'étude : pourquoi étudier la RAND plutôt qu'un autre ? Et surtout pourquoi courir le risque d'entreprendre une sorte de monographie plutôt que de comparer les mobilisations de l'ensemble de ces acteurs ?

Notre hypothèse consiste à démontrer que ce monde des études stratégiques a été en grande partie façonné depuis la RAND et à partir de sa relation étroite avec l'armée américaine. Dès lors, il nous est apparu qu'elle fournissait un matériau particulièrement fécond pour observer les adaptations d'un organisme face à une rupture macropolitique.

Ensuite, se focaliser sur le parcours d'une organisation précise n'appauvrit en aucun cas la portée d'une réflexion sociologique plus large. Dans son ouvrage consacré à la sociogenèse du champ littéraire au XIX^{ème} siècle, Pierre Bourdieu prend le parti méthodologique d'appréhender celui-ci à travers la carrière d'un de ses acteurs les plus importants, Gustave Flaubert. En outre, Bourdieu explique que « *reconstruire le point de vue de Flaubert, c'est-à-dire le point de l'espace social à partir duquel s'est formée sa vision du monde, et cet espace social lui-même, c'est donner la possibilité réelle de se situer aux origines d'un monde dont le fonctionnement nous est devenu si familier que les régularités et les règles auxquelles il obéit nous échappent* »[27]. Autrement dit, l'auteur de l'*Education sentimentale* permet au sociologue de comprendre et d'analyser ce monde social en lui offrant le spectacle des positions et prises de position d'une personne qui y inscrit son activité.

De la même façon, étudier l'évolution de la RAND Corporation au cours des deux dernières décennies répond moins à un questionnement biographique qu'à la problématique de l'organisation et de son environnement. A partir du premier, on peut observer et analyser le second.

[27] BOURDIEU Pierre, *Les Règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 86.

Dès la création de la RAND, ses activités se sont interpénétrées avec celles du Département de la Défense. Elle a attiré les chercheurs parmi les plus prestigieux de leur génération : Bernard Brodie, John Von Neumann, Thomas Schelling, Herman Kahn ou encore Albert Wohlstetter. Selon la légende, les deux derniers auraient même inspiré Stanley Kubrick pour le personnage du *Dr. Stangelove*.

Initialement discrète et éloignée des cercles politiques – du fait de son installation en Californie – la RAND a vu son existence accéder à une notoriété médiatique grandissante lorsque John Fitzgerald Kennedy est devenu président en janvier 1961. Son nouveau Secrétaire à la Défense, Robert McNamara, a pris en charge la conduite de la politique militaire américaine en recrutant toute une équipe de jeunes chercheurs issus en majeure partie de la RAND[28]. Face à l'intensification de l'effort de guerre au Viêt-Nam, la RAND a envoyé dès 1967 une équipe chargée de comprendre les *motivations* du Viêt-Cong. Devant l'implication montante de l'armée américaine, la RAND a progressivement été chargée de travailler sur les bombardements stratégiques préconisés par l'Air Force au Viêt-Nam.

Une carrière individuelle illustre alors les tensions identitaires au sein de l'organisation : celle de Daniel Ellsberg. Docteur en économie d'Harvard, Ellsberg a commencé la guerre du Viêt-Nam en tant qu'analyste au Secrétariat à la Défense avant de rejoindre la RAND. Progressivement, Ellsberg s'est éloigné des cercles politiques préconisant la poursuite de la guerre. Le scandale a éclaté lorsque, le 13 juin 1971, le *New York Times* a publié des documents classifiés nommés les *Pentagon Papers*. Ces documents mettaient en lumière des évaluations militaires négatives sur l'issue de la guerre et la connaissance explicite des pertes encourues par les plus hautes autorités de l'Etat. Très vite, Nixon chargea le FBI d'arrêter Ellsberg, l'homme à l'origine de la fuite. L'enquête établit qu'Ellsberg avait en effet profité de son travail à la RAND pour dévoiler les *Pentagon Papers*. L'*affaire* atteint l'organisation elle-même. Le Président Nixon souhaita rompre tous les contrats fédéraux passées auprès d'elle. Mais comme l'administration en place s'effondrait face à l'affaire du *Watergate*, aucune décision n'a été mise en oeuvre.

[28] TALMADGE Caitlin, « Transforming the Pentagon: McNamara, Rumsfeld and the Politics of Change », *Breakthroughs*, 15 (1), print. 2006, pp. 12-21.

Toutefois, dans la deuxième partie des années soixante-dix, face à la suspicion des responsables civils et militaires du Département de la Défense, les dirigeants de la RAND ont pris soin de diversifier leurs activités en se mettant à signer des contrats de recherche sur des thématiques telles que la criminalité urbaine ou la formation scolaire. Elle a établi ainsi un partenariat avec la mairie de New York pour traiter de ces problématiques jugées innovantes.

Pourtant, l'arrivée en 1980 de Ronald Reagan a mis un terme prématuré à l'entreprise de diversification de l'institution. La réduction des dépenses publiques mise en oeuvre par le Président républicain a visé en premier lieu les programmes sociaux tandis que le budget de défense atteignait un chiffre record durant la Guerre froide. Par conséquent, la recherche militaire est devenue à nouveau le sujet quasi exclusif de la RAND qui y consacrait près de 80% de son budget, durant les années quatre-vingt et ce, jusqu'à l'annonce inattendue de la chute du mur de Berlin.

Dès lors, la RAND fournit un parfait exemple des problématiques sociologiques que recouvre le phénomène de l'expertise : la dépendance intellectuelle envers son commanditaire politique, une tension inhérente entre les prétentions d'indépendance et les logiques interpersonnelles auxquelles l'expert doit se soumettre et enfin la nécessité d'adaptation, de flexibilité face aux réorientations macropolitiques. Plus que n'importe quel autre acteur similaire – le *Center for Naval Analyses*, l'*Institute for Defense Analyses* – la RAND offre donc au chercheur un miroir cognitif des agendas politiques mis en oeuvre au sein de l'administration militaire américaine.

En outre, il s'agit, plus généralement pour la science politique et la théorie des relations internationales, d'exploiter la valeur heuristique d'une sociologie de l'expertise.

C. Apport d'une sociologie de l'expertise militaire

Alors que, pendant de nombreuses années, l'expertise en relations internationales n'a guère intéressé les politistes français, de récents travaux – articles, thèses, ouvrages – prennent aujourd'hui le soin d'analyser cette activité sociale spécifique, intermédiaire entre le politique et le théoricien[29].

[29] Cf., VAISSE Justin, « Petit guide des revues et des *thinks tanks* américains : les très riches heures des relations internationales aux États-Unis », *La Revue Internationale et Stratégique*, 34, été 1999, pp. 53-64.

Cependant, ces travaux entendent très souvent étudier leur objet en tant que source de spécificité américaine ou, dans le cas français, souligner la modestie des actions entreprises. L'approche préconisée renvoie très souvent à un institutionnalisme qui tend à placer – et surtout ne plus déplacer – les *Think Tanks* dans une case de l'architecture des politiques de défense.

Or, notre recherche présente souhaite s'affranchir de cet angle trop réducteur en partant de l'organisation elle-même et en analyser les stratégies de développement. Ce biais souligne la pertinence directe de l'observation d'un tel acteur dans le cadre des études de politique de défense. Autrement dit, mettre en lumière le processus à partir duquel la RAND adapte son offre d'expertise, permet de saisir les dynamiques du marché des idées stratégiques depuis la fin de la Guerre froide. Mais plus encore, cela conduit à tracer les contours d'un espace social consacré à la détermination des politiques de défense. Ces acteurs chargés de mettre en place des programmes de *recherche opérationnelle* se font eux-mêmes les promoteurs légitimes de l'appareil intellectuel des décideurs politiques, tout en prenant soin d'assurer leur autorité sur la scène internationale de l'expertise. Ainsi, étudier la stratégie de la RAND depuis 1989 conduit non seulement à analyser les tactiques d'acteurs sociaux spécifiques, les experts, mais aussi à s'interroger sur les moyens indirects de diffusion de la puissance américaine.

Dans cette perspective, notre recherche n'entend pas se limiter à une simple étude illustrative du phénomène nord-américain des *Think Tanks* au moyen d'une monographie de la RAND Corporation.

Si les travaux sur les *Think Tanks* ne problématisent généralement pas leur objet d'étude, la sociologie de l'expertise a amplement entrepris cette démarche scientifique. Le recours à l'expertise dans le cadre international a déjà fait l'objet de nombreuses recherches et pour fixer notre cadre d'analyse, nous retenons ici la définition qu'en donne

---

La littérature anglo-saxonne s'avère logiquement plus prolifique, on ne mentionnera donc que les plus incontournables : SMITH James Allen, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991; les multiples travaux de l'anglaise Diane Stone: STONE Diane, *Capturing the Political Imagination: Think Tanks and the Policy Process*, Londres, Frank Cass, 1996; STONE Diane, DENHAM Andrew, GARNETT Mark, (Eds.), *Think Tanks across Nations*, Manchester, Manchester University Press, 1998; STONE Diane, DENHAM Andrew, (Eds.), *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*, Manchester, Manchester University Press, 2004. Sur cette *tradition* américaine des *Think Tanks*, outre les précédentes références, on consultera la revue du Département d'Etat américain, *US Foreign Policy Agenda* qui a consacré un numéro, « The Role of Think Tanks in U.S. Foreign Policy », 7 (3), nov. 2002. Consultable sur le site du Département d'État : http://www.state.gov/.

Philippe Fritsch : un professionnel réputé qui tire sa légitimité, non de lui-même, mais de l'instance d'autorité qui l'a mandaté[30]. Il n'existerait de cette façon pas d'experts sans situation d'expertise.

On voit ici toute l'ambiguïté de la catégorisation *expert* : l'expert ne dispose de ce titre qu'à partir du moment où un mandataire lui accorde ce statut. Dans le même temps, Fritsch insiste sur le fait que l'expert provient au départ du secteur scientifique.

Comme le fait remarquer Christiane Restier-Melleray, « *la particularité des experts intervenant en politique est d'être investis d'une légitimité double : il leur faut à la fois être reconnus par leur communauté scientifique d'origine et par leur commanditaire* »[31]. Ce processus de légitimation est également souligné dans le cadre international par Josepha Laroche qui précise que « *l'expert n'est pas un opérateur isolé. Il tient également son autorité des liens interpersonnels inscrits dans des savoirs constitués qui l'unissent à un collectif d'appartenance* »[32].

L'analyse de ce processus permet d'appréhender l'expertise non plus comme une donnée objective, mais comme le résultat d'un arbitraire politique. De la même façon, dans le cadre de recherches sur le répertoire d'action des groupes d'intérêt dans l'Union européenne, Sabine Saurugger formule l'hypothèse selon laquelle « *loin d'être neutre, l'expertise est profondément politique* […] *de plus en plus souvent, les acteurs défendent leurs intérêts par le biais de l'expertise. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une représentation de l'expertise* »[33]. De même, Pierre Lascoumes, dans son étude sur les politiques liées à l'environnement, nous rappelle que « *la force de la technocratie est moins la capacité d'un corps préexistant d'experts et de décideurs à reproduire sa domination historique sur un secteur que le résultat d'un travail permanent de construction de savoir-faire et de légitimité* »[34]. Dans une perspective foucaldienne, François Ewald souligne qu'il importe de « *s'affranchir du schéma selon lequel*

[30] Cité par LAROCHE Josepha, *Politique Internationale*, 2e éd., Paris, L.G.D.J., 2000, p. 167.
[31] RESTIER-MELLERAY, *op. cit.*, p. 553.
[32] LAROCHE, *op. cit.*, p. 177.
[33] SAURUGGER Sabine, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire », *Revue Française de Science Politique*, 52 (4), août 2002, p. 375.
[34] LASCOUMES Pierre, « La technocratie comme extension, cumul et différenciation continus des pouvoirs » in : DUBOIS Vincent, DULONG Delphine (Eds.), *La Question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, p. 187.

l'expertise ne serait qu'un instrument d'aide à la décision politique »[35]. Tout un ensemble de travaux a ainsi été consacré à ce phénomène « *garant et ressource d'une modernité contrôlée* »[36] et a incorporé l'objet à une sociologie plus générale des métiers et de la compétence professionnelle[37].

Par ailleurs, dans le cadre d'une sociologie des relations internationales, l'expertise fait à présent l'objet de multiples études. A propos de l'expertise juridique et économique, Yves Dezalay et Bryan Garth mettent, par exemple, en lumière le rôle des consultants nord américains dans les réformes d'Etat en Amérique latine[38].

En soutenant une perspective critique en matière d'études de sécurité, la revue académique *Cultures & Conflits*, ouvre également la voie conceptuelle à l'examen des producteurs de normes, de paradigmes, d'appareils intellectuels dans le cadre des politiques de défense. Didier Bigo donne ainsi cette orientation programmatique dans son article « Grands Débats dans un Petit Monde – Les Débats en Relations Internationales et leurs Liens avec le Monde de la Sécurité » où il écrit au sujet des experts en études stratégiques :

> « *L'hypothèse centrale est alors la suivante : ces discours qui se présentent comme académiques visent avant tout à reconvertir le capital spécifique de "gestion de la menace" qu'ont les professionnels de la sécurité et à redonner aux spécialistes de relations internationales leur place de conseiller de ces professionnels. En effet la fin de la bipolarité a produit un double effet. Le capital de gestion de la menace a été délégitimé en partie depuis la chute de l'adversaire communiste car avec lui disparaissait "LA" menace. Il a donc fallu le reconstituer. Le capital de gestion de la prédictibilité des internationalistes engagés dans des opérations de conseiller du prince a été lui aussi délégitimé. Cet effondrement brusque du pouvoir symbolique des stratèges, des internationalistes tournés vers la sécurité est à l'origine de la nouvelle économie des luttes et fait apparaître*

[35] EWALD François, « L'expertise, une illusion nécessaire » in : THEYS Jacques, KALAORA Bernard (Eds.), *La Terre outragée. Les experts sont formels*, Paris, Autrement, 1992, p. 206.
[36] ESTADES Jacqueline, REMY Elisabeth, *L'Expertise en pratique. Les risques liés à la vache folle et aux rayonnements ionisants*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 8.
[37] Pour un aperçu de cet ensemble de travaux, cf., DAMAMME Dominique, RIBEMONT Thomas (Eds.), *Expertise et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; TREPOS Jean-Yves, *La Sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1996 ; MEININGER Marie-Christine (Éd.), « L'administrateur et l'expert », *Revue Française d'Administration Publique*, 103, 2002. LABORIER Pascale, « La bonne police. Sciences camérales et pouvoir absolutiste dans les Etats allemands », *Politix*, 48, 1999, pp. 7-35.
[38] DEZALAY Yves et GARTH Bryan, *La Mondialisation des guerres de palais : la restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, Paris, Seuil, 2002.

plus clairement qu'à d'autres époques comment se forme un "régime de vérité" donnant le "sens" du monde »[39].

Cette place centrale, donnée à l'expert dans le processus de formulation des politiques de défense, rejoint donc notre approche de la RAND en tant qu'acteur à part entière de cette dynamique politique[40].

Toujours d'un point de vue théorique, la sociologie de l'expertise militaire peut permettre d'opérer une passerelle entre une étude de la formulation des politiques publiques et la théorie des relations internationales.

Le travail des chercheurs américains étudié ici s'inscrit dans le cadre d'une définition des orientations du Département de la Défense. A ce titre, il peut, en premier lieu, se lire à travers le prisme des grilles de lecture définies par la science de l'action publique qui tend à présenter les politiques étrangères et de défense comme des objets d'étude identiques à la politique économique, culturelle ou de santé[41]. Or, les événements internationaux tels que la globalisation financière, l'européanisation du droit français rendent aujourd'hui caduque l'ancienne délimitation entre des politiques publiques stato-nationales et l'analyse de la sphère internationale[42]. On ne peut plus raisonnablement travailler sur des thématiques telles que les politiques économique, industrielle, sociale françaises, sans les mettre en perspective avec leur environnement international.

Néanmoins, le rapprochement avec les outils théoriques des relations internationales reste difficile et ce, pour des raisons principalement méthodologiques. La théorie de la politique internationale s'avère trop souvent prisonnière de ses prétentions épistémologiques qui en font une sous-discipline négligeant les matériaux empiriques et privilégiant la perfection d'un modèle abstrait à l'enquête de terrain[43]. Ainsi, des

---

[39] BIGO Didier, « Grands Débats dans un Petit Monde – Les Débats en Relations Internationales et leurs Liens avec le Monde de la Sécurité », *Cultures et Conflits*, aut.-hiver 1995, p. 8.

[40] L'architecture institutionnelle de la formulation des politiques de défense en France doit être comparée à la structure américaine avec précautions, tant le rôle des experts externes s'avère minime dans le premier cas. On pourra se reporter à une ancienne étude, restée pertinente : RANQUET Robert, *Think Tanks and the National Security Strategy Formulation Process : A Comparison of Current American and French Patterns*, Washington, National Defense University, 1994.

[41] Cf., sur ce sujet CHARILLON Frédéric (Éd.), *Politique étrangère : nouveaux regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

[42] Cf., notamment le traitement scientifique de l'objet *Union européenne* dans PETITEVILLE Franck, *La Politique internationale de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

[43] Cette controverse méthodologique est d'autant plus forte qu'elle a récemment suscité des échanges particulièrement vifs parmi les politistes français à propos de l'ouvrage de Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004. Cf., la lecture

approches telles que le réalisme structuraliste de Waltz marginalisent-elles *de facto* les événements infra-étatiques, les luttes bureaucratiques, les interactions entre gouvernements et acteurs non-étatiques.

L'expertise, en tant qu'objet d'étude, permet de combler cet écueil méthodologique. Comme le montrent les recherches sur les *communautés épistémiques* de Peter Haas et Emmanuel Adler, les scientifiques conduits à jouer un rôle dans le processus décisionnel offrent des pistes fécondes quant à une réflexion sur les formes contemporaines du pouvoir de l'Etat, les réalités et mythes d'une transnationalisation des relations entre individus[44]. Elles permettent d'enrichir aussi bien la réflexion des politiques publiques sur le processus décisionnel que le débat des internationalistes sur le fonctionnement du système international.

Notre étude entend donc se situer à cette jonction. D'un point de vue théorique, cela signifie que nous n'avons pas entendu privilégier une littérature internationaliste au détriment de l'apport que pouvait constituer une sociologie de l'action publique, qu'il s'agisse du phénomène bureaucratique ou de celui de l'expertise. Pour ce faire, il nous fallait enfin appuyer notre propos sur de solides données de terrain.

Pour mettre à l'épreuve nos hypothèses, ce travail se fonde sur divers matériaux empiriques récoltés durant trois années consacrées à la recherche. En premier lieu, nous avons pu effectuer une enquête de terrain de septembre 2007 à septembre 2008 au sein du bureau de la RAND Corporation à Washington. Au cours de celle-ci, il nous a été permis d'observer et d'analyser le travail au quotidien de cette structure d'expertise : la recherche de contrat, les réunions exploratoires, les séminaires de recherche, les interactions avec les commanditaires d'études du Département de la Défense et d'autres organismes, la régulation des rapports entre employés au sein de l'organisation[45].

Ce séjour a pris la forme d'une observation participante. Intégré au *National Defense Research Institute*, une unité financée par le cabinet du Secrétaire à la Défense, nous avons participé à de multiples projets alors en cours de développement parmi

---

critique de Dario Batistella dans la *Revue Française de Science Politique*, 54 (5), oct. 2004, pp. 859-867 puis la réponse de Jean-François Bayart, toujours dans la *Revue Française de Science Politique*, 55 (2), avril 2005, pp. 363-364.

[44] HAAS Peter, « Introduction: Epistemic Communities and International Policy. Coordination », *International Organization*, 46 (1), 1992, pp. 1-35.

[45] Précisons, d'un point de vue administratif, que cette enquête de terrain fut rendue possible grâce à un partenariat existant entre la RAND Corporation et le Ministère de la Défense français, le principal soutien financier de ce travail.

lesquels : une étude commanditée par le Marine Corps sur l'usage d'armes non-létales en Irak et un rapport demandé par la direction des affaires européennes du cabinet du Secrétaire à la Défense sur les réformes militaires entreprises en France par le Président Sarkozy. Pendant douze mois, nous avons ainsi pu être associé à l'activité de l'organisation, non plus en tant qu'observateur étranger, mais comme chercheur invité devenu progressivement un collègue.

Cette expérience précieuse en termes sociologiques a ainsi permis d'affiner les idées défendues ici en confrontant systématiquement nos analyses à l'important matériau empirique qui nous était accessible.

Bien évidemment, toute immersion de longue durée au sein d'un environnement de travail peut faire surgir des écueils : la création d'une connivence avec les acteurs observés et une certaine empathie pour leurs pratiques qui peut nuire à l'objectivation sociologique. Il serait présomptueux de nier ici que le regard et l'analyse acquis à l'issue de ce séjour d'immersion échappent à ces obstacles. Etre accueilli dans un tel organisme en tant que chercheur soutenu par un gouvernement étranger, de surcroît un ministère de la Défense, permet-il d'appréhender au mieux les interactions au sein et autour de l'institution ?

Avoir travaillé pour le ministère de la Défense[46] et, qui plus est, bénéficier d'un financement de cette administration présente un aspect pratique indéniable – un accès facilité aux acteurs américains – tout en induisant un biais dans la perception de ces derniers à l'égard de l'observateur dans le champ : un doctorant soutenu par l'armée française. La distance traditionnelle entre enquêtés et enquêteur laisse la place à une relation hybride où les premiers, conscients d'être étudiés par le second, accueillent néanmoins celui-ci comme un *futur collègue*. Cet élément fondamental de nos interactions avec les personnes rencontrées et interrogées ne doit donc pas masquer les limites d'une telle entreprise.

Si l'accès privilégié aux réseaux militaires de Washington a représenté un atout indéniable dans la réalisation du travail sociologique, il nous a fallu, dans le même temps, garder à l'esprit notre propre position, non étrangère au champ, et l'incidence qu'elle pouvait avoir sur les comportements des acteurs. Comme Bernard Lahire le souligne, « *on pourrait dire ainsi qu'objectivation bien ordonnée commence toujours par soi-*

[46] Tout d'abord dans le cadre d'un stage de fin d'études puis dans le cadre de missions de consultance.

même, car elle doit s'appliquer d'abord à soi afin de contrôler les effets de sa propre position dans le rapport que l'on entretient à l'égard de l'objet »[47].

A cette enquête de terrain, s'est ajoutée une série de soixante-dix entretiens réalisés dans des contextes différents. Une première série de seize entretiens a eu lieu du 27 octobre au 10 novembre 2006 lors d'un voyage d'études à Washington. Ont été interrogés des membres actuels de l'organisation ainsi que des personnes travaillant dans des entités concurrentes[48]. La seconde s'est déroulée à Cambridge, en Grande Bretagne, en mars 2007 avec le personnel de la RAND Europe. Outre une présentation formelle des activités de la filiale, ce séjour a permis la réalisation de trois entretiens auprès du personnel de direction et de l'unité de recherche *Défense-Sécurité*[49]. Enfin, la troisième, la plus importante, a été mise en œuvre lors de notre séjour d'immersion à la RAND de septembre 2007 à août 2008[50].

Par ailleurs, nous avons complété ces sources par des rencontres avec des acteurs français de l'expertise politique qui disposaient, eux-mêmes, d'une expérience au contact de leurs homologues américains[51].

---

[47] LAHIRE Bernard, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005, p. 135.

[48] Liste des personnes interrogées : James Thomson, Président de la RAND Corporation ; James Dobbins, directeur de recherche, RAND Corporation ; Bruce Hoffman, professeur à Georgetown University et consultant à la RAND Corporation ; Stephen Larrabee, Corporate Chair for European Security, RAND Corporation ; David Johnson, Group Manager, RAND Corporation ; John Gordon, Senior Policy Research, RAND Corporation ; Jeremy Shapiro, directeur de recherche, Brookings Institution ;Laurent Murawiec, senior policy analyst, Hudson Institute ; Steven Simon, senior policy analyst, Council on Foreign Relations ; Maren Leed, adjointe au Vice Chairman of the Joint Chiefs of Staff, Département de la Défense ; Jean-François Delpech chercheur à US Crest ; Anne Kovacs, chercheur à US Crest ; Général Jean-Luc Delon, attaché de défense, Ambassade de France ; Francis Jouanjean, attaché d'armement, Ambassade de France.

[49] Jonathan Grant, président RAND Europe ; Hans Pung, directeur des études de défense et de sécurité ; Rebecca Shoob, assistante de recherche.

[50] Liste des entretiens, n'incluant pas les personnes ayant souhaité préserver leur anonymat : Peter Wilson, senior policy analyst, RAND Corporation ; John Arquilla, professeur, Naval Postgraduate School ; David Ronfeldt, senior policy analyst, RAND Corporation ; Michael Rich, vice-Président, RAND Corporation ; Brent Bradley, directeur de la stratégie, RAND Corporation ; Frederik Kagan, defense analyst, American Enterprise Institute ; Nathalie Crawford, senior policy analyst, RAND Corporation ; Thomas Keaney, directeur de recherche, Johns Hopkins University ; David Gompert, senior policy analyst, RAND Corporation ; Roger Molander, senior policy analyst, RAND Corporation ; Martin Libicki, senior policy analyst, RAND Corporation ; Benjamin Lambeth, senior policy analyst, RAND Corporation ; Stuart Johnson, senior policy analyst, RAND Corporation ; Ghassan Schbley, research associate, RAND Corporation ; Andreas Goldthau, visiting fellow, RAND Corporation; Donald Stevens, senior policy analyst, RAND Corporation.

[51] Liste des entretiens, n'incluant pas les personnes ayant souhaité préserver leur anonymat : Bruno Tertrais, maître de recherches à la Fondation pour la Recherche Stratégique, ancien visiting fellow à la RAND Corporation ; Dominique David, directeur exécutif de l'Institut Français de Relations Internationales ; Justin Vaïsse, consultant au Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères, chercheur associé à la Brookings Institution ; Hubert Védrine, ancien Ministre des Affaires

Ne souhaitant pas nous restreindre à une analyse de contenu du discours des employés actuels de l'organisation, nous avons élargi les perspectives en interrogeant à de multiples reprises ses commanditaires au sein du Département de la Défense, ses compétiteurs parmi les structures d'expertise, ses anciens employés ainsi que les personnalités étrangères liées à cette sphère sociale.

Comme la démonstration suivante en atteste, de nombreuses personnes ont souhaité préserver leur anonymat, parfois de manière partielle sur des affirmations précises, fréquemment de manière intégrale. Cette appréhension des personnes interrogées, commune à de nombreux terrains sociologiques, s'est trouvée exacerbée par le sujet que nous étudions, à savoir la sphère politico-militaire américaine.

Un chercheur d'origine étrangère peut affronter de nombreuses réticences lorsqu'il est conduit à interroger des acteurs d'un tel domaine. La première raison renvoie aux problématiques légales, tant en terme de préservation d'informations classifiées que d'appréciation d'activités soumises à un code des marchés publics extrêmement précis. Emettre nommément une simple opinion sur une société, une organisation concourant à des appels d'offre du gouvernement peut s'apparenter à un manquement aux règles d'évaluation de ces compétitions. Dès lors, l'anonymat devient un recours obligé.

La deuxième raison constatée lors de nos interactions renvoie à une certaine *culture de la confidentialité* qui anime les acteurs lorsqu'ils viennent à être interrogés. Hormis les règles explicites régissant leurs propos, ils entretiennent de manière récurrente une opacité sur les événements, les objets évoqués, non par nécessité légale, mais par souci ostentatoire de théâtralisation. Autrement dit, le procédé vise avant tout à induire une survalorisation de soi. « *Je ne sais pas ce qui s'est passé ; mais si je le savais je ne vous le dirais pas* » est progressivement devenue une réponse classique illustrant l'ambiguïté que les enquêtés maintiennent sur leur pratique. Parfois, cela peut relever de l'exagération du prétendu rôle individuel dans le champ : l'interrogé prétend avoir accès aux *dominants* et ne peut nous dévoiler les informations sauvegardées par un cercle restreint. Mais par instant, les réactions peuvent relever de la méfiance plus ou moins justifiée.

étrangères, membre du conseil d'administration de l'Institut Français de Relations Internationales ; François Géré, président de l'Institut Français d'Analyse Stratégique ; Robert Ranquet, Adjoint au Directeur à la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense, ancien *visiting fellow* à la National Defense University.

A plusieurs reprises, il nous a fallu rassurer par des documents officiels de nos affiliations universitaires ou professionnelles, tant les individus craignaient avoir affaire à un journaliste, voire un officier de renseignement[52]. Si ces éléments n'ont pas handicapé nos recherches, ils en ont néanmoins dessiné certaines limites.

A ces éléments empiriques originaux, se sont ajoutées des recherches sur archives, à la RAND Corporation ainsi qu'à la bibliothèque du Congrès. Les archives institutionnelles de la RAND n'ont pas bénéficié à ce jour d'un effort de classification et leur consultation a pu s'avérer en conséquence particulièrement fastidieuse. On notera néanmoins que pour les quinze dernières années, une grande partie des données disponibles a été conservée sur le site Intranet de la RAND. Nous avons ainsi pu recenser l'ensemble des publications internes de 1989 à 2008, notamment le bimensuel *RAND Items* et le rapport annuel de chacune des unités de recherche.

En outre, cette recherche s'appuie sur l'étude approfondie d'une centaine de comptes rendus de mission, de mémorandums et de documents de travail, pour la plupart diffusés exclusivement au sein de l'organisation. Compte tenu des prescriptions légales évoquées plus haut, certaines de ces sources ne sont pas formellement citées ici.

Enfin, les productions écrites disponibles auprès du public et émanant de la RAND ainsi que de l'ensemble des acteurs (livres, articles, *policy papers*) qui constituent le champ américain des études stratégiques ont été mobilisées.

Entendant répondre à la problématique de l'expertise soumise à des contraintes macropolitiques, ce travail se divise en deux grandes parties : la première est consacrée à l'étude de l'acteur face à son environnement concurrentiel post-bipolaire, tandis que la seconde étudie les dynamiques d'interaction entre la RAND et son mandataire principal, le Département de la Défense, depuis la fin de la Guerre froide.

Partant d'une approche de type relationnel – les acteurs du champ social ne sont situés que par rapport à leurs compétiteurs – nous présentons dans un premier temps comment se structure et s'autonomise aux Etats-Unis un véritable champ des études stratégiques – entendues *stricto sensu* comme destinées aux instances militaires – où

[52] Au moment même où nous conduisions nos entretiens, un Français, Alexis Debat, a fait l'objet d'une importante campagne médiatique à Washington pour avoir usurpé le titre de docteur de l'Université de la Sorbonne et de consultant du ministère de la Défense. Grâce à ces titres mensongers, il avait réussi pendant plusieurs années à travailler pour la chaîne de télévision *ABC News* et le *Think Tank Nixon Center* avant qu'une enquête de ses employeurs ne révèle l'imposture. Cette *affaire* n'a bien évidemment pas simplifié notre démarche auprès des enquêtés.

s'affrontent des organisations et des individus aux capitaux tant multiples que disparates. Cette délimitation sectorielle des études stratégiques conduit à mettre en question, dans une perspective post-Guerre froide, les effets macropolitiques sur le champ. Nous en venons ainsi à considérer aussi bien les mutations institutionnelles qu'individuelles, tant en terme de stratégies de carrières que de diversification internationale de la clientèle.

Dans la seconde partie, nous montrons comment les propres évolutions du Département de la Défense en termes budgétaires – la rationalisation financière consécutive à la fin de la Guerre froide – mais aussi intellectuels – l'ascendant du courant dit de la *Révolution dans les Affaires Militaires* – ont entraîné des effets de champ particulièrement forts pour les acteurs des études stratégiques. Ainsi, nous avons pu noter par exemple des agendas de recherche focalisés sur les innovations technologiques ou une instrumentalisation accrue des rapports commandités par les corps d'armées dans les luttes bureaucratiques de ces derniers.

En conclusion de nos travaux, il en résulte un certain *désenchantement*, pour reprendre l'expression de Max Weber, des *stratégistes* américains face à cette technicisation de leurs travaux. Comme le montrent certains *scandales* analysés ici, ils en viennent parfois à rentrer en conflit avec les équipes dirigeantes d'organismes tels que la RAND, quant à la définition d'une identité institutionnelle. Certaines figures du champ américain des études stratégiques telles que John Arquilla, Laurent Murawiec ou Steven Simon adoptent une rhétorique mobilisant l'idée d'un *âge d'or* révolu, sorte de paradis perdu des *defense intellectuals*.

Néanmoins, la mise en perspective de ces luttes symboliques à la lumière de la sociogenèse du champ permet de se déprendre de cette vision. Pour pérenniser son existence, la RAND participe et a toujours participé à l'édification d'une *science militaire*. Autrement dit, elle renvoie à un ensemble de dispositifs propres au travail d'expertise qui tendent, sous couvert de *scientifisation* de problématiques politiques, à fixer les limites des débats et à imposer une conception techniciste de ceux-ci.

PREMIERE PARTIE

LA RESTRUCTURATION DE LA RAND DANS LE CHAMP MILITARO-INTELLECTUEL

Pour caractériser les interactions entre la RAND Corporation et son environnement, il convient de procéder à un découpage des frontières plus ou moins établies de ce monde social. Autrement dit, afin de penser l'activité de notre objet, nous devons identifier les logiques spécifiques auxquelles il se soumet dans le jeu sectoriel. Celles-ci désignent par exemple les positions et prises de position qu'il adopte selon son contexte concurrentiel.

Dans le cas présent, cela nécessite donc de repérer ce qui fait la particularité de la RAND et plus encore celle des acteurs qui, comme pour elle, les soumet aux règles du secteur d'appartenance. Comme nous l'avons précédemment rappelé, la notion d'expertise reste, d'un point de vue sociologique, floue et extensible. Dès lors, il importe ici de garder à l'esprit la fragilité de tels titres. Précisément, il semble dès le départ délicat d'envisager un champ de l'expertise dite *militaire*, *politico-militaire* ou encore *de défense et sécurité*, selon les termes indigènes employés par les personnes interrogées. Existe-t-il en effet un métier de *stratège* ? La qualification renvoie, en outre, à un langage de reconnaissance professionnelle distinctif[53]. On en vient alors à aborder la question plus spécifique de la définition d'une identité sociale fondée sur le métier exercé.

Poursuivant il y a un peu plus de quinze ans un travail d'ontologie des stratèges américains, l'historien français François Géré a constaté :

> « *Où et comment situer le discours stratégique par rapport à d'autres discours voisins, recourant à des méthodes parfois identiques pour examiner des objets différents mais connexes tels que la politique générale ou les relations interétatiques ? Repérage délicat, aux Etats-Unis comme ailleurs. Lorsque l'on suggère à Paul Nitze*[54] *qu'il fait de la stratégie, il*

[53] Malgré une incertitude commune quant à une définition précise du métier de *stratège*, la majorité des personnes interrogées mobilisèrent cet énoncé.

[54] Paul Nitze (1907-2004) a été un haut-fonctionnaire américain occupant de multiples responsabilités politiques au Département de la Défense au cours de la Guerre froide et qui, de fait, fut considéré comme un des grands architectes de la politique de défense américaine de l'époque.

répond : "I am just a policy planner". Robert Levine, qui depuis trente ans, à la RAND Corporation, analyse le rapport des forces nucléaires et conventionnelles de l'OTAN et du Pacte de Varsovie se défie du mot stratégie et préfère considérer qu'il étudie "les armes". Voilà qui ne simplifie pas »[55].

L'une des raisons du caractère incertain d'une identification socioprofessionnelle de la stratégie et des stratèges – ou *stratégistes*[56] – provient de l'origine épistémologique difficilement délimitable de la stratégie en tant que discipline ou science induisant ce qu'elle est et surtout ce qu'elle n'est pas[57]. Dès lors, lorsque l'on souhaite établir un repérage du champ de la stratégie, on fait face aux Etats-Unis – et plus particulièrement à Washington – à un ensemble d'acteurs qui entendent en définir par eux-mêmes les contours.

Devant ces luttes, on peut alors observer le même phénomène de subversion disciplinaire spécifié par le sociologue Bernard Lahire. S'inspirant des travaux de Pierre Bourdieu – notamment son *Homo Academicus*[58] – ce dernier souligne que « *parmi les stratégies invariantes, on peut noter l'opposition entre les stratégies de conservation et les stratégies de subversion (de l'état du rapport de force existant). Les premières sont plus souvent celles des dominants et les secondes celles des dominés (et parmi eux, plus particulièrement des nouveaux entrants)* »[59].

Autrement dit, le *stratège* définit son activité aux carrefours de multiples disciplines. Cette absence d'appartenance à un savoir particulier lui permet alors d'échapper à un constat défavorable sur le rapport de force entre son champ d'application et celui des disciplines universitaires, dites légitimes.

Aux Etats-Unis, le caractère désormais routinier du travail de stratège induit une forte autonomie à l'égard du champ des disciplines académiques. Pour autant, il serait

[55] GERE François, « Entre restauration et révolution. La pensée stratégique américaine », *Stratégique*, 49, 1991-1, p. 1. Disponible en version électronique sur www.stratisc.org. Date de consultation: 21 janv. 2008.
[56] Sur cette distinction entre stratèges et stratégistes, on pourra se référer au texte de POIRIER Lucien, « La stratégie en crise », *Revue Agir*, nov. 2007, pp. 1-13.
[57] Cette ambiguïté n'est pas propre au contexte américain. On retrouve également dans les catégories universitaires françaises une même incertitude quant à l'affiliation disciplinaire de la *stratégie*. Elle se trouve ainsi souvent classée comme sous-discipline minoritaire d'une sous discipline, elle-même minoritaire – les Relations Internationales – de la science politique.
[58] BOURDIEU Pierre, *Homo Academicus*, Paris, Ed. de Minuit, 1984.
[59] LAHIRE Bernard, « Champ, hors-champ, contrechamp » in : LAHIRE Bernard (Éd.), *Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu: Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 2001, p. 25.

faux de croire que cette posture, aujourd'hui incorporée, n'a pas initialement fait l'objet de luttes symboliques.

En effet, l'histoire de la RAND Corporation – et plus précisément de l'établissement d'un département de sciences humaines en son sein au début des années cinquante – nous offre un exemple remarquable de stratégies gagnantes de subversion disciplinaire[60]. Ainsi, face au scepticisme de l'Air Force, des universitaires mathématiciens ou physiciens de formation scientifique ont réussi à imposer la légitimité d'un tel département. Convaincu que la théorie de la puissance aérienne (*Airpower*)[61] ne pouvait se passer des sciences humaines, John Williams, mathématicien à la RAND dès sa création en 1947, a été le premier – contre l'avis de l'Air Force comme des employés de la RAND de l'époque – à recruter des chercheurs issus des *soft sciences*, à commencer par l'anthropologue Margaret Mead.

Une identité professionnelle se fonde sur des stratégies individuelles ou collectives qui constituent son origine. Par conséquent comprendre celle de *stratège* conduit à penser la constitution d'un tel groupe à partir d'une socio-histoire qui se rapproche de celle opérée par Luc Boltanski. Dans ses recherches sur les *cadres*[62], ce dernier explique ainsi les finalités scientifiques l'ayant guidé dans sa démarche:

> « *Dans "Les Cadres", j'avais entrepris de décrire comment une catégorie se constitue selon un processus politique, puis s'institutionnalise dans un discours administratif, s'objective dans des institutions et s'incarne dans des représentations à la fois sociales, politiques et cognitives* »[63].

De même, dans *De la justification*, Luc Boltanski et Laurent Thevenot fournissent des éléments méthodologiques particulièrement fructueux pour notre approche :

> « *Avant de désigner un groupe allant de soi et, pourrait-on dire, officiel, la catégorie apparaissait encore comme problématique et avait dû être*

[60] Cf., COLLINS Martin, *Cold War Laboratory: RAND, the Air Force, and the American State, 1945-1950*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2002. Notamment le chapitre « Reshaping RAND: Air Warfare as a Domain of Research ».
[61] L'*Airpower* désigne la croyance, voire l'idéologie, en la prépondérance de l'arme aérienne dans la guerre moderne. Voir parmi la littérature académique : HENROTIN Joseph, *L'Airpower au 21e siècle : enjeux et perspectives de la stratégie aérienne*, Bruxelles, Bruylant, collection RMES, 2005 ; PAPE Robert A., *Bombing to Win, Air Power and Coercion in War*, Ithaca, Cornell University Press, 1996 ; COHEN Eliot A., « The Mystique of US Air Power », *Foreign Affairs*, 73 (1), janv.-fév. 1994, pp. 109-124.
[62] BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Ed. de Minuit, 1982.
[63] BOLTANSKI Luc, « La cause de la critique », *Raisons politiques*, 3, 2000, p. 173.

construite à la façon d'une cause, c'est-à-dire avec l'intention affirmée de réparer une injustice en faisant reconnaître l'existence d'un groupe jusque-là passé sous silence. Mais l'étude de ceux, qui aujourd'hui, s'affirment comme cadres, montrait aussi que les acteurs eux-mêmes, quand ils sont interrogés sur leur identité professionnelle, sont amenés à réactiver cette représentation, et par conséquent, à faire œuvre à leur tour de représentants »[64].

La catégorie des *stratèges* recouvre ici cette même dynamique d'autolégitimation[65]. Pour autant, l'analogie avec l'analyse de Boltanski se limite à cet aspect, tant le champ des stratèges apparaît bien plus éclaté, les appartenances professionnelles originelles bien plus dispersées que pour les *cadres*.

Le postulat sociologique d'une construction des identités collectives se couple ici à un autre élément fondamental de compréhension des stratèges et du champ dans lequel ils évoluent, à savoir le mode de pensée relationnel. Aucun membre du champ ne construit son identité *ex-nihilo*, rattachant toujours celle-ci à celle de ses concurrents. De cette façon, on entend définir le champ à travers les rapports de force que ses acteurs y entretiennent à l'intérieur comme à l'extérieur. Par conséquent, l'espace social dévoile ses contours selon les luttes entre les différentes unités occupant diverses positions.

Dès lors, établir un panorama empirique de l'ensemble des acteurs devient un préalable, nécessaire mais non suffisant, à la compréhension de la trajectoire sociale d'une organisation telle que la RAND Corporation. Comme elle, de nombreuses entités se trouvent investies dans des interactions régulières avec le Département de la Défense. Cela permet en outre de déterminer si une autonomie minimale de l'activité s'effectue, pour qualifier explicitement cet univers de champ des études stratégiques.

L'exercice se révèle d'autant plus délicat qu'une comparaison entre les Etats-Unis et la France s'avère stérile. En effet, il n'y a pas en France de réelle autonomie d'un segment de la société où les individus se consacreraient exclusivement aux questions stratégiques. N'ayant pas réussi à légitimer une identité professionnelle, les acteurs français du *travail stratégique* n'y évoluent, pour la plupart, qu'au cours d'une période

[64] BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la Justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, p. 17.
[65] On trouve également des analyses similaires dans la thèse de sociologie de PAVIS Fabienne, *Sociologie d'une discipline hétéronome. Le monde des formations en gestion entre universités et entreprises en France. Années 1960-1990*, Doctorat de sociologie, Université Paris 1, 2003.

courte de leur vie sociale, devant investir des champs voisins (académiques, industriels, administratifs) pour subvenir à leurs besoins financiers[66].

A l'inverse, dans quelle mesure peut-on parler aux Etats-Unis de champ militaro-intellectuel, en tant qu'espace de lutte autonome disposant de propriétés spécifiques?

Cette première partie de notre thèse établit comment – malgré des contours initialement flous – ce secteur des études stratégiques obéit aux Etats-Unis à des logiques propres. Nous montrons le droit d'entrée restrictif dont il dispose et la manière dont notre objet d'étude, la RAND, y occupe une position à partir de laquelle elle rentre dans un ensemble de luttes pour la définition de rapports de force favorables.

Soulignons combien la sociographie de ce monde n'a de sens qu'à un moment donné. C'est pourquoi il importe tout au long de l'analyse de distinguer les routines des éléments conjoncturels qui structurent les interactions entre acteurs. A cet égard, Pierre Bourdieu rappelle que toute généralisation dans le temps à partir d'une situation historiquement située pourrait être hasardeuse[67]. C'est là un aspect fondamental de la démonstration, dès lors que nous appuyons notre réflexion sur une démarche historique, à savoir l'*état* du champ considéré après l'effondrement de l'Union soviétique.

En conséquence, il apparaît que si les interactions entre mandatés et mandataires ont pu évoluer après la Guerre froide, les stratégies de position entre structures d'expertise elles-mêmes se sont également adaptées et en partie émancipées du Département de la Défense, par le biais d'une internationalisation accrue de leurs activités. Dès lors, le premier chapitre qui suit entend démontrer la pérennisation d'un système de relations entre militaires et intellectuels. Pour ce faire, la RAND fournit une fidèle illustration sociologique, qu'il s'agisse des ressorts individuels ou institutionnels de l'action au sein du champ. Quant au second chapitre, il expose comment ce même système a vu certains de ses fondements débattus, remis en cause à partir de 1989. De cet *aggiornamento* découle, notamment, l'accession d'organismes américains à des contrats d'études stratégiques pour des gouvernements étrangers.

---

[66] L'analyse peut alors rejoindre celle sur le champ/hors-champ développée dans LAHIRE Bernard, *La Condition littéraire : La double vie des écrivains*, Paris, La Découverte, 2006.

[67] Cf., l'analyse du champ académique par Pierre Bourdieu in : BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 171 : « *La structure du champ universitaire n'est que l'état, à un moment donné du temps, du rapport de forces entre les agents ou, plus exactement, entre les pouvoirs qu'ils détiennent à titre personnel et surtout à travers les institutions dont ils font partie ; la position occupée dans cette structure est au principe des stratégies visant à la transformer ou à la conserver en modifiant ou en maintenant la force relative des différents pouvoirs ou, si l'on préfère, les équivalences établies entre les différentes espèces de capital* ».

Chapitre 1

Les dynamiques pérennes des interactions militaro-intellectuelles

Parler d'interactions militaro-intellectuelles[68] revient à poser la question des termes de l'échange entre deux catégories sociales que les activités respectives, *a priori*, opposent. En effet, lors de nos enquêtes, les multiples personnes interrogées ont cité nombre d'expressions familières, employées par les militaires et rappelant la tension saillante entre celui qui agit et celui qui réfléchit : « *Les amateurs parlent de stratégie, les spécialistes de logistique* », « *Rien n'est plus dangereux* à *la guerre que les théoriciens* » ou encore « *Lorsque l'on sait faire quelque chose, on le fait ; lorsqu'on ne sait pas le faire, on l'explique et on l'enseigne* »[69].

Néanmoins, comme nous le mentionnions en introduction, les Etats-Unis ont vu émerger au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un ensemble de travaux aspirant à devenir une *science militaire*, fortement institutionnalisée et tout aussi légitimée au fil des années.

Dans ce même contexte, le terme d'*interactions militaro-intellectuelles* évoque sciemment l'expression employée par Dwight Eisenhower de *complexe militaro-industriel*. Rappelons effectivement qu'en janvier 1961, à l'occasion de son discours d'adieu à la présidence, Eisenhower avait solennellement mis en garde ses compatriotes contre la collusion entre les militaires et les industriels de l'armement, collusion susceptible de menacer les libertés politiques des Américains :

> « *L'alliance entre une immense institution militaire et une énorme industrie de l'armement est une chose nouvelle dans l'expérience*

[68] ROBIN Ron, *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

[69] Sur cette tension fondamentale entre militaires et intellectuels, on pourra lire VENNESSON Pascal, « Idées, politiques de défense et stratégie : enjeux et niveaux d'analyse », *Revue Française de Science Politique*, 54 (5), 2004, pp. 749-760.

américaine […] *Dans les instances gouvernementales, nous devons nous prémunir contre l'influence du complexe militaro-industriel* »[70].

Au cours des premières années de la Guerre froide, intellectuels, militaires et industriels ont ainsi formé ce que Pap Ndiaye nomme un « *triangle doré* »[71]. Or, comme le souligne le discours d'Eisenhower, les collusions militaro-industrielles et militaro-intellectuelles ont préoccupé une proportion notable de chercheurs dès ses origines. En 1941 déjà, Harold Lasswell écrit dans l'*American Journal of Sociology* un article, « *The Garrison State* », devenu depuis – en partie grâce à son titre (« *l'Etat garnison* ») – un texte incontournable, quant aux inquiétudes académiques devant la montée en puissance du Département de la Défense dans les affaires industrielles et universitaires[72].

Aujourd'hui, cette *science militaire* occupe l'activité professionnelle de multiples organisations, différentes autant par leur statut juridique que par leur taille financière ou leur ambition proprement intellectuelle. Nous montrons ici que coexistent des centres de recherche universitaires civils et militaires – les fameux *war colleges* – avec des cabinets de conseil, ainsi que des structures hybrides comme les *Think Tanks* ou encore les *Federally Funded Research & Development Centers* (FFRDC).

A quel stade peut-on légitimement qualifier de champ ou de secteur l'ensemble des activités de ces acteurs ? En tant que tel, le champ entend représenter un microcosme faisant partie du macrocosme que constitue l'espace social. Il possède des règles du jeu et des enjeux spécifiques, irréductibles aux règles du jeu et enjeux des autres champs. Il fait également figure d'espace, c'est-à-dire de structure de positions à partir desquelles les acteurs entrent en lutte pour l'appropriation, la domination du champ[73].

A l'issue de notre travail de terrain, il est apparu que l'objet de notre étude, la RAND Corporation, nous permettait de faire émerger les structures visibles – mais également invisibles – de ce champ de la *science militaire* ou de manière plus générale des *études stratégiques*. En effet, on peut repérer au sein de l'organisation, comme au

[70] EISEINHOWER Dwight D., *Farewell Radio and Television Address to the American People*, 17 janv. 1961. Disponible à: http://www.eisenhower.archives.gov/speeches/farewell_address.html. Date de consultation: 15 juil. 2008.
[71] NDIAYE Pap, « Le complexe militaro-industriel » in : LACORNE Denis (Éd.), *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, p. 427.
[72] LASSWELL Harold D., « *The Garrison State* », *The American Journal of Sociology*, 46 (4), janv. 1941, pp. 455-468.
[73] BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.

sein de ses compétiteurs, des caractéristiques homologues : des trajectoires individuelles similaires (en termes de capitaux scolaires, économiques, sociaux), un droit d'entrée restreint (tant au niveau des individus que des organisations), ainsi qu'une même incorporation des règles implicites et explicites du jeu[74].

Pour saisir les dynamiques du champ des études stratégiques et les rendre pertinentes sur le plan sociologique, deux analogies s'avèrent utiles. L'une, *a priori* la plus évidente, rapproche le champ des études stratégiques du champ scientifique. La seconde ne s'impose qu'après une longue observation des pratiques des acteurs : il s'agit du champ littéraire[75].

Bien évidemment, sur le plan méthodologique, la double analogie revêt un intérêt heuristique, mais aussi des limites interprétatives. Ainsi, le *travail stratégique* dans un organisme comme la RAND Corporation obéit à certaines règles se rapprochant du cadre scientifique : conventions d'écriture et de bibliographie, méthodes quantitatives d'administration de la preuve, échanges contradictoires avant finalisation d'une étude. On y trouve une bibliothèque et des documentalistes qui reproduisent sciemment les schémas des bibliothèques universitaires, qui offrent un accès aux revues scientifiques. De cette façon, l'employé vit généralement son activité professionnelle comme celle d'un chercheur.

Le travail quotidien de ce dernier consiste donc à intégrer un ou plusieurs projets de recherche faisant l'objet d'un marché public entre l'organisme et le Département de la Défense. Le projet dans lequel il s'investit peut comprendre de trois jusqu'à cinquante personnes, selon les crédits attribués par leur mandataire. La dynamique d'exécution du contrat s'apparente à l'accomplissement de programmes scientifiques collectifs : séances informelles de réflexion en groupe, mise en forme collégiale des objectifs, de la méthodologie, constitution de corpus bibliographiques pertinents, rédaction des conclusions suivie d'un processus classique de relecture extérieure (*peer review*).

---

[74] C'est ce que Pierre Bourdieu nomme *illusio*. Cf., notamment la synthèse de COSTEY Paul, « L'illusio chez Pierre Bourdieu. Les (més) usages d'une notion et son application au cas des universitaires », *Revue Tracés*, 8, 2005, pp. 13-27.

[75] UTAKER Arild, « Analogies, métaphores et concepts » in : NOUVEL Pascal (Éd.), *Enquête sur le concept de modèle*, 2002, p. 206 : « *La bonne métaphore, c'est celle qui crée une analogie qu'on n'a pas vue auparavant; qui jette une lumière nouvelle sur un objet. Elle introduit une nouvelle description de l'objet: on fait une redescription.* ». Cité par LAHIRE, *L'Esprit sociologique*, *op. cit.*, p. 66.

Seuls, deux éléments viennent marquer une réelle rupture avec, pour reprendre l'expression de Bruno Latour, la *vie de laboratoire*[76] : l'utilisation de matériaux classifiés nécessitant une habilitation auprès du Département de la Défense et la comptabilisation journalière du temps de travail des chercheurs. Sur ce dernier point, force est de constater que – malgré une analogie évidente avec le cadre universitaire – l'obligation pour tout employé de *se couvrir* sur un minimum d'heures de travail au cours de l'année, donne une idée intéressante d'une organisation qui vit son activité comme celle du monde scientifique, tout en la régulant comme celle du monde de l'entreprise. Comme nous le verrons ultérieurement, cela n'est pas sans poser des problèmes identitaires fondamentaux.

Pour saisir les caractéristiques du *métier stratégique*, outre notre propre enquête, de nombreux témoignages écrits se révèlent éclairants. Une curiosité sociologique reste ainsi la lecture d'un *best-seller* du genre, *The Pentagon's New Map*, écrit par Thomas Barnett[77]. Dans cet ouvrage, l'auteur entend livrer une grille de lecture novatrice pour le Département de la Défense, face aux nouveaux conflits du XXI^{ème} siècle. Barnett y soutient l'idée que les grandes questions de sécurité internationale d'aujourd'hui peuvent s'analyser sous le prisme d'une carte délimitant le *monde connecté* par le biais de la modernité économique, politique, technologique et un *monde déconnecté* qui ne jouirait pas de ces éléments.

Docteur en science politique d'Harvard, Barnett a été de 1992 à 1998 *National Security Analyst* au *Center for Naval Analyses*, un des principaux FFRDCs évoqués ultérieurement. De 1998 à 2004, il a enseigné au *Naval War College* puis de novembre 2001 à juin 2003, il en a été détaché pour suivre l'Amiral Cebrowski à l'*Office of Force Transformation* (bureau intégré au cabinet du Secrétaire à la Défense), où il a été nommé *Assistant pour les Futurs Stratégiques* (*Assistant for Strategic Futures*). Après avoir achevé son contrat auprès du *Naval War College*, il est retourné dans le secteur privé en devenant directeur adjoint d'*Enterra Solutions*, cabinet de conseil se spécialisant dans l'adaptation des entreprises à leur environnement prospectif. Depuis, il a piloté des ateliers de travail pour de multiples grandes compagnies comme Boeing, SAIC, etc.

[76] LATOUR Bruno, WOOLGAR Steve, BIEZUNSKI Michel, *La Vie de laboratoire : La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 2005.
[77] BARNETT Thomas P.M., *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-First Century*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2003.

L'originalité éditoriale de Barnett consiste à rompre avec un certain classicisme de la stratégie militaire. Il a ainsi commencé par publier sa *grande théorie* dans le magazine *Esquire*[78], dont la notoriété en matière de relations internationales s'avère bien moins évidente que *Foreign Affairs*[79], où George Kennan[80] et Samuel Huntington, entre autres, avaient publié leurs articles programmatiques. Plus encore, la lecture de son ouvrage, *The Pentagon's New Map*, revêt des aspects particulièrement fertiles sur le plan sociologique, tant Barnett, par souci de mise en scène, décrit le quotidien du *stratège* :

> « *Que fait un analyste en sécurité nationale? J'ai dirigé des projets de recherche, ce qui signifie que je passais plusieurs mois sur une question spécifique ou la problématique qu'un individu supérieur dans la chaîne alimentaire du Pentagone avait jugée pertinente, parce qu'il s'agissait soit d'un nouveau problème soit d'un vieux qui exigeait de nouvelles réponses. A la fin de cette recherche – qui consistait principalement en lectures de rapports similaires d'experts, suivi de données réelles sur de précédentes opérations militaires, échange avec d'anciens décideurs avec beaucoup d'expérience et parfois simplement "gamberger"* (sic.) *sur de nouvelles approches avec des collègues – J'écrivais ensuite mes conclusions dans un rapport formel et délivrais le document au mandataire du projet avec des recommandations pour le futur. Ce processus incluait également une séance de restitution avec le mandataire au cours de laquelle le directeur de projet résumait l'analyse de l'équipe de recherche dans un "briefing". Tout ceci veut dire que j'assurais une présentation orale accompagnée d'un rétroprojecteur* »[81].

---

[78] *Esquire*, créé en 1933, est un magazine mensuel « *pour hommes* » publié par Hearst Corporation. Aux États-Unis, il est devenu célèbre lorsqu'il a publié d'importantes figures littéraires, comme Ernest Hemingway et Francis Scott Fitzgerald. En 2004, il était vendu à 116 000 exemplaires pour une audience d'environ 700 000 lecteurs. Il s'adresse à une clientèle financièrement aisée. La ligne éditoriale se compose d'un mélange de mode masculine, d'articles sur l'économie et sur les nouvelles technologies.

[79] *Foreign Affairs* est un bimestriel publié à New York depuis 1922 et diffusé à environ 100 000 exemplaires en 2004. Il traite de politique étrangère et de relations internationales. Il a été fondé après la Première Guerre mondiale « *dans le but de mieux comprendre les problèmes internationaux* ».

[80] George Kennan (1904-2005) est un diplomate, politologue et historien américain. A la sortie de la Seconde Guerre mondiale, il a fortement influencé la politique des États-Unis à l'égard de l'Union soviétique. En juin 1947, sous le pseudonyme de X, il écrit dans *Foreign Affairs* un article « Les sources de la conduite soviétique » (« *The Sources of Soviet Conduct* ») dans lequel il développe le fameux principe du *containment*.

[81] BARNETT, *op. cit.*, p. 11. Texte original: « *What does a national security analyst do? I directed research projects, meaning I would spend several months looking into a specific question or issue that some higher-up in the Pentagon food of chain decided needed addressing, because either it was a new problem or it was an old one for which new answers were desired. At the end of this research – which consisted mostly of reading other experts's similar reports, reviewing any real-world data from past military operations, speaking to former policymakers with lots of experience, and sometimes simply brainstorming new approaches with fellow analysts – I would write up my findings in a formal report and deliver that document to the sponsor of the project along with a set of recommendations for future action. This formal reporting process usually included a face-to-face meeting with the sponsor, during which the*

Comme dans la description précédente du quotidien des analystes de la RAND, on retrouve ici des éléments rapprochant le travail du stratège de celui du chercheur appartenant au monde académique.

Or, dans le même temps, on constate, une fois la question du statut social approfondie, que pour certains d'entre eux, les chercheurs vivent leur travail avec un affect qui les rapproche des auteurs du champ littéraire. Ainsi, plusieurs personnes – en règle générale issues de formations de sciences humaines – travaillant ou ayant travaillé à la RAND, mettent en avant leurs productions éditoriales comme éléments constitutifs de leur propre vision d'un problème. Elles conçoivent la stratégie, non comme une science, encore moins comme de la *recherche appliquée* – terme qu'elles abhorrent généralement – mais comme un art. Cette conception se trouve intrinsèquement en rupture avec les principes mêmes de l'organisation RAND, issue du projet de *recherche opérationnelle* de Vannevar Bush[82]. Plus encore, l'analogie qui s'impose au sociologue devient davantage celle de la sphère littéraire que du monde académique. Comme l'écrivain, le stratège fait la promotion de son travail non plus sur un mode scientifique, pourvu de protocoles et de méthodes spécifiques d'administration de la preuve, mais dans un registre volontairement personnel. Ainsi, que l'on prenne les travaux de Laurent Murawiec ou Thomas Barnett, on y observe tout d'abord l'abandon de conventions éditoriales : « *Lorsque j'ai rédigé une étude pour le Pentagone sur la rhétorique aristotélicienne et la guerre de l'information, la RAND n'a rien trouvé à redire si ce n'est qu'il y avait trop de termes grecs* » a témoigné Laurent Murawiec, ajoutant : « *la grande majorité des études de la RAND sont illisibles, beaucoup trop impersonnelles* »[83].

Chez certains, on note également un goût de la mise en scène. Chez Thomas Barnett, elle confine à un certain égotisme le conduisant à présenter ses conclusions de *stratège* selon un cheminement personnel qui se réfèrent presque à une quête héroïque. Ce n'est donc pas sans raison qu'il intitule un de ses chapitres de *The Pentagon's New*

---

project director would summarize the research team's analysis in a briefing, meaning I would deliver an oral presentation of the report organized around a series of slides projected onto a screen ».

[82] Vannevar Bush était un ingénieur américain, conseiller scientifique du président Roosevelt et chercheur au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Au mois de juillet 1946, Bush a été nommé directeur du *Joint Research and Development Board* des Départements de la Guerre et de la Marine. Cette organisation dépendait du Département de la Défense et s'efforçait de coordonner les travaux de recherche et de développement des différentes armes.

[83] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

Map, « *Playing Jack Ryan* » du nom du héros des romans de l'auteur de *best-sellers* Tom Clancy[84]. Il s'y présente ainsi :

> « *L'histoire commence à l'hiver 1990. Je commençais juste mon premier emploi comme analyste dans un petit Think Tank travaillant directement pour le Chef d'Etat Major de la Marine* [*Chief of Naval Operations*]. *Ce groupe d'analystes sélectionnés et d'officiers de la Marine, appelé le Groupe d'Analyse Politique Stratégique (GAPS) était – comme tout dans la communauté de défense – traversé par de sérieuses transformations consécutives à la chute du mur de Berlin. Le GAPS avait été mis en place à la fin des années quatre-vingt pour aider l'Etat-major à développer de nouvelles stratégies de guerre nucléaire. Mais quand l'URSS s'effondra, le groupe perdit la plupart de son intérêt et fut transféré au premier contractant de recherche opérationnelle, le Center for Naval Analyses.* […] *Rompre avec la Guerre froide ne fut pas à vrai dire facile pour moi, pas après avoir passé dix ans d'étude à me préparer à l'analyse de bataille contre l'"Empire du Mal". Bon dieu, je pensais passer ma vie à aider à en finir avec la Guerre froide ! Je n'avais même pas trente ans que j'étais déjà un ancien soviétologue d'une ancienne URSS* »[85].

Cette posture littéraire peut perturber l'observateur non encore accoutumé aux codes du champ. Ainsi, a-t-on pu s'étonner lorsqu'évoquant l'analyste John Arquilla – auteur de divers ouvrages stratégiques à ambition théorique – un de ses collègues à la RAND nous l'a décrit comme « *un romantique de la guerre* »[86].

Or, la figure littéraire n'obère pas les contraintes induites par les termes de l'interaction militaro-intellectuelle. L'autonomie du champ stratégique provient tout d'abord de ses routines explicites qui perdurent depuis l'émergence du secteur. Si ces

---

[84] Tom Clancy est un romancier américain né à Baltimore, dans le Maryland, le 12 avril 1947. Ses romans de fiction, du genre *techno-thriller*, reposent sur une documentation très détaillée en matière technologique. Ils tournent autour du milieu du renseignement américain, et plus précisément la CIA sur fond de Guerre froide ou de terrorisme. Il a connu un regain de popularité après le 11 septembre 2001, pour une description prémonitoire d'un attentat terroriste dans *Dette d'honneur* et *Sur ordre*.

[85] BARNETT, *op. cit.*, pp. 13-17. Texte original: « *The story begins in the winter of 1990. I was just starting my first professional job as an analyst within a tiny think tank working directly for the Chief of Naval Operations (CNO). This group of select analysts and naval officers, called the Strategic Policy Analysis Group (SPAG), was – like everything else in the defense community – undergoing serious transformation following the fall of the Berlin Wall. SPAG had been set up in the late 1980s to help the CNO brainstorm new nuclear warfighting strategies. But when the Soviet Union collapsed, the group lost much of its luster and was passed off to the Navy's prime operations research contractor, the Center for Naval Analyses (CNA).* […] *Breaking from the Cold War wasn't exactly easy for me, not after spending ten years in college preparing to do analytic battle with the "evil empire". Hell, I expected to spend my life helping to end the Cold War! I wasn't even thirty years old, for crying out loud, and already I was a former Soviet expert on the former Soviet Union* ».

[86] Entretien avec Martin Libicki réalisé 12 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

règles peuvent engendrer des tensions identitaires parmi les acteurs, il importe en premier lieu de les explorer ici comme variables déterminantes des règles du jeu du champ des études stratégiques.

1. Les pratiques routinisées de l'externalisation scientifique

Lorsqu'il entame une enquête de terrain sur un objet sociologique encore non identifié, tel que la RAND Corporation et son environnement, l'observateur extérieur est frappé, voire dérouté, par la multitude d'interlocuteurs qui s'offre à lui. Se dessine ainsi, au fil des entretiens, des conférences et des réunions une mosaïque à la fois cohérente et difficilement perceptible, autrement que par la vérification empirique. En tant que gigantesque administration, le Département de la Défense voit graviter autour de lui de multiples organisations évoluant dans des secteurs distincts dont les études stratégiques – telles que les ingénieries aéronautique et électronique – ne sont qu'un parmi d'autres. Selon le principe américain d'équilibre (*balance*) entre les acteurs politiques, on voit donc entrer en compétition cette pluralité d'organisations évoquées plus haut. Cette première section les présente, en soulignant combien chacune entend occuper une position distincte et distinctive. Des lointaines Universités aux consultants issus du monde industriel, le champ a progressivement trouvé sa propre cohésion. De cette manière, on peut désormais évoquer l'existence en son sein de pratiques routinisées.

11. La distance sociale des Universités dans le champ stratégique

Depuis longtemps, il est manifeste que l'étude des relations internationales, et plus particulièrement celles ayant trait aux questions de sécurité, constitue « *une spécialité américaine* »[87]. Dans le champ strictement académique, force est en effet de

[87] Cf., sur ce sujet, HOFFMANN Stanley, « An American Social Science : International Relations », *Daedalus*, 106, été 1977, pp. 41-59 ; plus récemment VENNESSON Pascal, « Les relations internationales dans la science politique aux Etats-Unis », *Politix*, 41 (11), 1998, pp. 176-194; SMITH Steve, « Hegemonic Power, Hegemonic Discipline » in : ROSENAU James (Éd), *IR Voices : Dialogues on a Discipline in Flux*, Boulder, Westview Press, 1993, pp. 55-82.

reconnaître que les chercheurs américains ont, dans le domaine, « *défini les règles du jeu : les sujets, la méthodologie et les priorités dans le financement* »[88].

Par ailleurs, plus que dans n'importe quel autre pays, le champ académique consacré à l'objet international et le champ politique américain s'interpénètrent, créant ce que Michel Dobry appelle des « *transactions collusives* », soit des interactions intersectorielles qui consolident la position de chacun dans son champ respectif[89]. Il ne faut pas néanmoins en conclure trop hâtivement à une parfaite symbiose entre champ politique et champ académique. Au sujet de ces interactions, Pascal Vennesson écrit :

> « *Les relations qu'entretiennent aux Etats-Unis les universitaires et les décideurs dans le domaine international sont contradictoires et complexes. Elles ont parfois pris une allure très frappante: après tout, Woodrow Wilson était un politiste et le singulier produit d'Harvard qu'est Henry Kissinger a occupé une position éminente à la Maison Blanche. L'interaction, personnelle et intellectuelle, entre le champ universitaire et le champ politique est en général plus forte et régulière qu'en Europe, mais l'impression d'un décalage est persistante et suscite périodiquement des appels alarmés à "combler le fossé" qui séparerait des milieux jugés de plus en plus étrangers l'un à l'autre. Il est bien plus fréquent qu'en France que des politistes américains spécialisés dans l'international aient eu l'occasion de travailler, en général pendant un ou deux ans à la Maison Blanche ("White House fellows" ou "National Security Council Fellow") ou au Congrès* »[90].

S'il y a donc dans le domaine interindividuel de réelles passerelles – la *revolving door* pour reprendre le terme américain – on peut également les observer, dans une moindre mesure, en ce qui concerne les productions universitaires elles-mêmes. Ainsi, les départements de science politique, d'histoire militaire, d'études stratégiques des Universités américaines livrent occasionnellement des travaux à portée explicitement pratique qui viennent concurrencer les travaux d'autres acteurs du champ. De cette façon, la *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs* de l'Université de

---

[88] HAFTENDORN Helga, « The State of the Field. A German View », *International Security*, 13 (2), 1988, p. 179. Cité in : VENNESSON, « Les relations internationales dans la science politique aux Etats-Unis », *op. cit.*, p. 177.

[89] DOBRY, *op. cit.*, p. 110 : « *L'autonomie des secteurs n'implique pas davantage la faiblesse ou l'inexistence de transactions collusives stables entre certains, au moins, de ces secteurs (on appellera réseau de consolidation l'ensemble que forment ces secteurs).* […] *On aura compris que ce qui est en jeu dans les transactions collusives ce sont, en fait, le maintien et la solidité des définitions que les secteurs tendent à donner d'eux-mêmes, tant vis-à-vis de leurs environnements que de leurs propres agents* ».

[90] VENNESSON, « Les relations internationales… », *op. cit.*, pp. 184-185.

Princeton a pu récemment mener un projet de recherche de trois ans portant sur les enjeux de défense pour les Etats-Unis, projet qui a conduit à la publication à l'automne 2006 de *Forging a world of liberty under law : US National Security in the 21th Century*[91].

Par ailleurs, certains centres de recherches affiliés à des Universités ne prétendent plus dans leurs programmes s'insérer dans des problématiques académiques, mais plutôt s'adresser aux décideurs politiques. C'est le cas par exemple du *James A. Baker Institute* rattaché à *Rice University* ou encore du *Triangle Institute for Security Studies* à *Duke University* dont le directeur, Peter Feaver, a rejoint en 2005 le *National Security Council*. Professeur de science politique et officier de réserve de la Navy, Feaver a développé à Duke un programme de recherche traitant du lien entre effort de guerre et soutien de l'opinion publique. Ayant pris pour matériau empirique les sondages sur la guerre en Irak entre 2003 et 2004, il en a conclu que les Américains exprimaient plus de tolérance à l'égard des pertes au combat que les élites politiques et militaires. Les résultats de l'étude ont ainsi suggéré que la population soutiendrait plus facilement l'effort de guerre si l'administration gardait à l'esprit la nécessité d'établir un *projet politique* justifiant l'engagement. Sur cette base, l'administration Bush a demandé à Feaver de travailler à l'élaboration d'un rapport devant redéfinir la stratégie américaine en Irak, *Plan for Victory*[92] .

Le cas le plus ambigu en la matière reste le *Preventive Defense Project* hébergé à Harvard par la *Kennedy School of Government*. Le programme en question a entendu dresser un inventaire des grandes problématiques de défense actuelles, son pilotage étant assuré par l'ancien Secrétaire à la Défense, William Perry[93]. Le programme a également accueilli parmi ses participants, le général Abizaid[94] ainsi que le général James Jones.

---

[91] Rapport disponible à http://www.wws.princeton.edu/ppns/report.html. Date de consultation: 21 janv. 2008.

[92] SHANE Scott, « Bush's Speech on Iraq War Echoes Voice of an Analyst », *New York Times*, 4 déc. 2005.

[93] William J. Perry est professeur titulaire de la chaire Michael et Barbara Berberian à Stanford University et enseigne à la School of Engineering et à l'Institute for International Studies. Il est aussi Senior Fellow à l'Institute for International Studies et directeur adjoint du Preventive Defense Project, projet mené en collaboration avec les universités de Stanford et Harvard. Dix-neuvième Secrétaire à la Défense des États-Unis, de février 1994 à janvier 1997, il a aussi été codirecteur du Center for International Security and Arms Control à Stanford University.

[94] John Abizaid est un général de l'US Army et ancien commandant du United States Central Command (CENTCOM). Abizaid a succédé au général Tommy Franks en tant que commandant du CENTCOM le 27

Pour sa part, la ville de Washington constitue, à plusieurs égards, un sous-champ universitaire autonome et géographiquement situé. Si les grandes Universités de la côte Est des Etats-Unis (l'*Ivy League*[95]), ainsi que celles de Californie (UCLA, Berkeley, UCSD) restent, dans une certaine mesure, assez proches du cadre académique européen quant à la structuration de leurs luttes internes, celles de Washington – par leur proximité géographique avec l'administration fédérale – institutionnalisent, ou du moins ritualisent, les interactions entre pouvoir et savoir. En l'espèce, la transgression du simple champ académique fragilise la notion d'autonomie sectorielle, tant le sous-champ de Washington ne s'inscrit que marginalement dans la compétition propre au champ académique national et semble s'inscrire plutôt dans une dynamique proprement *hors-champ* face au du monde académique.

Ainsi au sein de la prestigieuse *School of Foreign Service* de Georgetown préparant les futurs cadres du Département d'Etat et du Département de la Défense, le corps professoral est constitué de chercheurs passés par les administrations fédérales ou ayant travaillé pour celles-ci (Bruce Hoffman, ancien directeur du bureau de Washington de la RAND ; Daniel Byman ancien analyste de la CIA et directeur de recherches à la RAND). Ces instances accueillent en tant que professeurs invités, des figures éminentes telles qu'Anthony Lake ou Madeleine Albright, respectivement ancien Conseiller à la sécurité nationale et ancienne Secrétaire d'Etat de Bill Clinton.

Autre exemple, l'Université de Johns Hopkins – et sa non moins célèbre *School of Advanced International Studies* – permet de son côté de réaliser un doctorat en stratégie, encadré par le *Philipp Merrill Center for Strategic Studies*. Cette initiative atypique – la stratégie ne jouissant pas plus aux Etats-Unis qu'en France de reconnaissance comme discipline universitaire – est le fait d'Eliot Cohen, docteur en science politique jouant d'une certaine multipositionnalité entre l'Université et les administrations militaires et diplomatiques.

Professeur d'études stratégiques, Eliot Cohen a été nommé en février 2007 pour remplacer Philipp Zelikow, professeur de science politique à l'Université de Virginie, au

---

juillet 2003. Auparavant, il était l'un des deux commandants adjoints du CENTCOM lors de la guerre en Irak.

[95] L'Ivy League, fondée en 1954 et organisée au départ en association interuniversitaire sportive, regroupe huit universités américaines de la côte orientale parmi les plus sélectives : Brown University, Cornell University, Darmouth College, Harvard University, Columbia University, Princeton University, Yale University, University of Pennsylvania.

poste de conseiller de la Secrétaire d'Etat, Condoleeza Rice. Considéré par certains comme « *l'universitaire néoconservateur le plus influent* »[96], Cohen a obtenu un doctorat en science politique à Harvard avant d'enseigner au *Naval War College*, puis d'intégrer le *Policy planning staff* du Département de la Défense. Depuis 1990, il a rejoint Johns Hopkins et participé au rapport *Rebuilding America's Defenses* du *Think Tank* néoconservateur *Project for a New American Century*[97].

Malgré les éléments précédents, les Universités restent des acteurs marginaux du marché des études stratégiques. Exceptées celles de Washington, leur distance géographique à l'égard du Département de la Défense reste bien évidemment l'une des premières raisons. Par ailleurs, la volonté de produire des travaux dépassant le court terme induit également un certain détachement quant aux besoins de l'administration fédérale. Enfin, subsiste au sein du corps universitaire une certaine méfiance, et même une défiance, à l'égard de l'institution militaire, sentiment hérité des thèses d'Harold Lasswell vieilles de soixante ans[98].

Dès lors, les Universités apparaissent marginales, voire dominées, dans ce champ. Les acteurs nommés précédemment, tels qu'Eliot Cohen, acquièrent leur statut en usant d'une stratégie qui transgresse la position proprement universitaire. Ainsi, c'est à partir du moment où Cohen s'affiche comme universitaire averti des problématiques des décideurs qu'il peut jouir d'une certaine aura et d'une position ascendante au sein des dominés.

Interrogé au cours de nos enquêtes, Thomas Keaney, actuel directeur du *Merill Center for Strategic Studies* de l'Université Johns Hopkins, conclut ainsi[99] :

> « *Les études stratégiques occupent une place effectivement minoritaire dans le champ académique et c'est d'ailleurs pour cela qu'Eliot Cohen a*

[96] ORTIZ Ximena, « The Talented Mr. Cohen », *National Interest Online*, 2 mars 2007. Disponible à nationalinterest.org/Article.aspx?id=13786. Date de consultation: 21 janv. 2008.

[97] Fondé au printemps 1997, le *Project for a New American Century* (PNAC) se définit comme une organisation militante non commerciale dont l'objectif consiste à promouvoir un *American Global Leadership* (*Domination mondiale américaine*). Le PNAC se présente ainsi comme un groupe de réflexion et d'influence, son but étant de trouver les moyens de prolonger au XXI[e] siècle la domination mondiale des États-Unis acquise depuis la Seconde Guerre mondiale, que ce soit dans les domaines politique, économique, culturel ou militaire.

[98] Au cours de la Seconde Guerre mondiale, Harold Lasswell s'inquiétait dans ses travaux de la montée en puissance de l'armée dans le processus décisionnel du gouvernement américain. De manière quelque peu alarmiste, il en déduisait l'appaition d'un « *Etat garnison* ». Cf., LASSWELL, *op. cit.*

[99] Eliot Cohen étant en congé académique à la suite de sa nomination au Département d'Etat, il ne nous a pas été possible de le rencontrer.

voulu créer ce programme doctoral. […] *Nous n'avons pas de réelle influence sur le Pentagone, ce n'est pas notre vocation, mais parce qu'Eliot Cohen est une figure respectée en tant que professeur de stratégie, il sera écouté* »[100].

Les ressorts individuels de l'action au sein du champ seront explorés ultérieurement. Mais, à ce stade, ces éléments permettent déjà de mieux apprécier la distance effective des Universités.

12. La relative marge de manœuvre intellectuelle des war colleges

Face aux Universités dites *civiles* et socialement assez lointaines, les armées ont progressivement calqué le modèle académique pour créer leurs propres cadres de formation, les *war colleges*. Ces écoles et centres de recherche affiliés aux différents corps d'armées (Marine Corps, Navy, Air Force, Army) sont apparus tout aussi prolifiques que les autres acteurs du champ.

Ainsi, le dynamisme de la recherche au sein des armes américaines incite-t-il à corriger l'idée d'externalisation qui sous-entendrait la sous-traitance de la réflexion au profit du privé. Force est de constater que le Département de la Défense favorise l'émergence interne et externe de divers pôles d'études, de prospection conduisant à se méfier d'une vision beaucoup trop schématique d'un redéploiement des fonctions doctrinales vers les organes privés.

En conséquence, chaque corps dispose de ses centres, de ses journaux, de ses revues telles que *Marine Gazette*, *Parameters*, *Airpower Journal*, *Joint Forces Quarterly* entre autres. Si leur dépendance financière à l'égard du Département de la Défense reste totale, ils n'en deviennent pas moins des lieux de débat où les concepts et doctrines sont discutés, affinés. Lors de l'examen des revues, la liberté de propos des officiers-auteurs peut dérouter l'observateur français habitué avec ce type de publications à un certain conformisme. Non sans humour, Laurent Murawiec, ancien de la RAND, nous a confié ses premières impressions :

[100] Entretien avec Thomas Keaney réalisé le 4 octobre 2007 à l'Université Johns Hopkins (Washington).

> « *Ne vous fiez surtout pas aux airs de vieux nazis des Marines, ce sont de vrais penseurs ! La première fois que j'ai rencontré un Marine à Quantico* [lieu du quartier général du Marines Corps], *je suis tombé sur un général au look parfait d'aryen* (sic.), *avec ses cheveux blonds et ses yeux bleus* [...] *qui m'a expliqué qu'ils étaient en train de réfléchir sur des séquences tactiques se fondant sur des algorithmes informatiques : je n'en revenais pas* »[101].

De la même façon, l'amiral Cebrowski a livré un article programmatique sur la *Network-Centric Warfare* dans la revue *Proceedings* consacrée aux problématiques navales[102]. Dans le contexte doctrinal de la *Révolution dans les affaires militaires*, Cebrowski a défendu l'apport tactique des nouvelles technologies au service des armées, qui, comme les grandes entreprises, peuvent se décentraliser[103]. Si nous abordons plus longuement le contenu spécifique de ces travaux dans la seconde partie de notre thèse, observons ici comment une publication officielle a pu être investie pour concevoir de nouvelles tendances intellectuelles puis doctrinales et industrielles.

Certains universitaires civils ont également trouvé en ces lieux, une place pour mettre à l'épreuve leurs travaux. L'historien Frederick Kagan[104], spécialiste de Napoléon, a ainsi enseigné dix ans à l'Académie Militaire de *West Point*, avant de rejoindre l'*American Entreprise Institute*. Il en est de même pour Antulio J. Echevarria, II, militaire de carrière, docteur en histoire de Princeton et aujourd'hui directeur de recherches au *Strategic Studies Institute* de l'*Army War College*. C'est par ailleurs au *Naval War College* qu'a été conçue la notion de *Grand Moyen-Orient* (*Greater Middle East*), une zone regroupant l'ensemble des pays arabo-musulmans d'Afrique du Nord, du Proche et Moyen-Orient, d'Asie Centrale et du Sud Est[105]. Elle a été reprise plus tard par l'administration Bush dans le cadre du *Middle East Partnership Initiative* et du *Broader Middle East and North Africa*.

Les *war colleges* et les centres de recherche qui leur sont affiliés ne constituent donc en rien des lieux d'abandon où des officiers et des chercheurs se retrouveraient à la

[101] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[102] CEBROWSKI Arthur K., GARSKA John J. « Network-Centric Warfare: Its Origin and Future », *Proceedings Magazine*, United States Naval Institute, janv. 1998, pp. 45-53.
[103] Pour une introduction concise de ces problématiques et de leurs acteurs, cf., MAULNY Jean-Pierre, *La Guerre en réseau au XXIe siècle: Internet sur les champs de bataille*, Paris, Le Félin, 2006.
[104] Auteur de *Finding the Target: The Transformation of US Military Policy*, New York, Encounter Books, 2006.
[105] HARKAVY Robert, « Strategic geography and the Greater Middle East », *Naval War College Review*, automne 2001. Disponible à http://www.nwc.navy.mil/. Date de consultation: 3 oct. 2007.

suite d'échecs. Au contraire, ils font figures d'organismes tout à fait pertinents dans le cadre d'une étude sociologique des dynamiques de notre champ. Nous en voulons pour preuve la place accordée au concept de *Transformation* au sein de chaque *war college*.

La *Transformation* recouvre le programme qui devait guider le mandat de Donald Rumsfeld de 2001 à 2006 à la tête du Département de la Défense. Héritière des débats sur la *Révolution dans les Affaires Militaires*, la *Transformation* a entendu représenter la volonté de changement technologique, institutionnel et tactique que l'équipe de Donald Rumsfeld souhaitait insuffler au sein des armées américaines[106]. A l'intérieur des *war colleges*, un centre de recherche a spécifiquement été dédié à la question. De même, ont été développés des modules de formation autonomes ainsi qu'une chaire de *Transformation*.

Dans cette perspective, il paraît significatif de constater que tout en reproduisant le schéma propre au monde académique, les *war colleges* restent dans une certaine mesure dépendants des modes politiques, et de la conjoncture intellectuelle dans laquelle ils se voient obligés d'évoluer. Frederick Kagan a ainsi expliqué :

> « *Il y a une tension fondamentale au sein des war colleges entre une réelle indépendance intellectuelle et une simple compromission avec les tendances et effets de mode politiques. Pour qu'un war college obtienne une réelle stature intellectuelle, il faut qu'un officier militaire en ait lui-même une. Paradoxalement, moins les autorités militaires prêtent attention à leurs war colleges, plus ces derniers gagnent en liberté et en qualité analytique. Le Naval War College en constitue le parfait exemple* »[107].

13. La visibilité extra-sectorielle des Think Tanks

Par leur importante médiatisation aux Etats-Unis comme à l'étranger, les *Think Tanks* apparaissent comme les organisations les plus visibles du champ. Ils fournissent une expertise qui se veut plus *opérationnelle* et plus immédiate que les Universités. L'expression les désignant – *Think Tank* – pourrait se traduire approximativement en

[106] Pour une approche académique de ces questions, cf., TALMADGE Caitlin, « Transforming the Pentagon: McNamara, Rumsfeld and the Politics of Change », *Breakthroughs*, 15 (1), print. 2006, pp. 12-21.

[107] Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

français par celle de *laboratoire d'idées*. Les chiffres sur leur quantité varient considérablement: il en existerait entre 150 et 1500 sur le territoire américain[108] et 35000 à l'échelle mondiale[109].

Cette marge témoigne autant d'un manque d'informations que du flou entourant la définition et la délimitation de l'activité même d'un *Think Tank*. Aussi, serait-on tenté d'adopter la posture ironique de James McGann, directeur de recherche au *Foreign Policy Research Institute*, qui, face aux multiples écueils de la définition d'un *Think Tank*, conclut « *j'en reconnais un quand j'en vois un* »[110].

Diane Stone, professeur de science politique à l'Université de Warwick (UK), a longuement étudié ces acteurs, jugeant que leur observation s'avérait pertinente pour l'analyse des processus décisionnels nationaux. Dans le cadre d'un ouvrage collectif, elle a tenté avec Mark Garnett de proposer une définition précise des *Think Tanks* :

> « *Think Tank est un terme délicat qui est appliqué de façon aléatoire à des organisations entreprenant des recherches et des analyses techniques ou scientifiques liées aux politiques publiques. De telles organisations peuvent opérer à l'intérieur d'un gouvernement ou être des organisations indépendantes à but non lucratif ou bien être attachées à une corporation à but lucratif.* […] *Ce sont des organismes relativement autonomes impliqués dans l'analyse des débats politiques indépendamment du gouvernement, des partis politiques et des groupes de pression. Nous écrivons "relativement autonomes" car les Think Tanks sont souvent dans une relation de dépendance avec leurs bailleurs. Leur but consiste à influencer ou informer les politiques par l'intermédiaire d'un argumentaire intellectuel et de l'analyse, plutôt que par un lobbying direct. Ils sont engagés dans l'analyse intellectuelle des débats politiques et sont concernés par les idées et les concepts qui sous-tendent les politiques publiques. A ces fins, les Think Tanks collectent, synthétisent et créent un ensemble de matériaux d'information, souvent dirigés à l'attention du public politique ou bureaucratique mais aussi au bénéfice des médias, des groupes d'intérêt, des milieux d'affaires et du public moyen. Parfois, ils peuvent aussi être conçus comme des organisations de la société civile qui aspirent à assister ceux qui sont engagés dans le débat*

[108] Chiffres communiqués par McGANN James, « Academics to Ideologues: A Brief History of the Public Policy Research Industry », *PS: Political Science and Politics*, 25 (4), déc. 1992, pp. 733-740.
[109]Chiffre cité par ABELSON Donald E., *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 3.
[110] Cité par ABELSON, *op. cit.*, p.8.

et la réflexion politique et à éduquer ou informer une plus large communauté »[111].

Dès lors, les *Think Tanks* seraient-ils des organisations non-gouvernementales ? Dans une perspective ontologique, la question mérite d'être posée. Si on se limite à l'appellation littérale, on répondra positivement. Cependant, si l'on reprend les définitions de Marcel Merle ou de Josepha Laroche, l'assimilation ne paraît pas adéquate.

Selon Marcel Merle, devrait être qualifié d'ONG « *tout groupement, association ou mouvement constitués de façon durable par des particuliers appartenant à divers pays en vue de la poursuite d'objectifs non lucratifs* »[112]. Josepha Laroche complète cette définition en reprenant celle donnée par l'Union des Associations Internationales qui voit dans l'ONG « *une association composée de représentants appartenant à plusieurs pays et qui est internationale par ses fonctions, la composition de sa direction et les sources de son financement* ». Par ailleurs « *elle n'a pas de but lucratif et bénéficie d'un statut consultatif auprès d'une organisation intergouvernementale* »[113]. L'ONG serait donc, par essence, transnationale dans sa composition, dans ses fonctions, dans ses ressources financières.

Quant à lui, le *Think Tank* n'a pas d'identité internationale. Plus encore, son champ d'activité semble géographiquement restreint à l'échelon national – les Etats-Unis – voire local, Washington. Le *Council on Foreign Relations*[114], la *Brookings*

---

[111] STONE Diane, GARNETT Mark, « Think tanks, policy advice and governance » in: STONE Diane, DENHAM Andrew, GARNETT Mark (Eds.), *Think Tanks across Nations: A Comparative Approach*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 3. Texte original: « *Think tank is a slippery term which is applied in a haphazard fashion to organizations undertaking policy-related, technical or scientific research and analysis. Such organizations may operate within government, or be independent non-profit organizations, or be attached to a profit-making corporate entity.* […] *They are relatively autonomous organizations engaged in the analysis of policy issues independently of government, political parties and pressure groups. We say "relatively autonomous" as think tanks are often in resource-dependent relationships with these organizations.* […] *They attempt to influence or inform policy through intellectual argument and analysis rather than direct lobbying. They are engaged in the intellectual analysis of policy issues and are concerned with the ideas and concepts which underpin policy. Toward this end, think tanks collect, synthesize and create a range of information products, often directed towards a political our bureaucratic audience, but also for the benefit of the media, interest groups, business and the general public. Sometimes, they can also be conceived as public-spirited civil society organizations that aspire to assist those engaged in policy thinking and debate, and to educate or inform the wider community* ».

[112] MERLE Marcel, *Sociologie des relations internationales*, 4e éd, Paris, Dalloz, 1988, p. 362.

[113] LAROCHE, *Politique internationale*, *op. cit.*, p. 126.

[114] Le Council on Foreign Relations est un *Think Tank* américain, ayant pour but d'analyser la situation politique mondiale et de conseiller le gouvernement des États-Unis en matière de politique étrangère. Fondé en 1921, il est composé d'environ 4000 membres (4257 en 2004) issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique.

Institution[115] restent des structures dont les membres, les financements demeurent américains et dont la fonction consiste à influencer des dirigeants américains. Cependant, si l'on revient aux travaux de Diane Stone, cette dernière établit cinq critères caractéristiques et synthétiques de la structure d'un *Think Tank* qui permettent d'avancer dans notre réflexion : 1) une indépendance organisationnelle ; 2) une autodétermination de l'agenda de recherche ; 3) une volonté d'influencer l'élaboration des politiques publiques ; 4) une revendication d'expertise et de professionnalisme ; 5) un important appareil de communication et de publication[116].

Nécessaires, mais non suffisants, ces travaux demandent à reconsidérer le *Think Tank*. Aussi, entendant s'affranchir d'une ontologie par la négative et de l'écueil classificatoire que peuvent revêtir les travaux de Diane Stone, Thomas Medvetz, membre du département de sociologie de Berkeley, défend l'idée que les *Think Tanks*, par la spécificité de leur activité sociale, constitue un « *proto-champ hybride qui traverse, relie et imbrique les mondes distincts de l'académique, du journalisme, de la politique, des affaires* »[117]. Se fondant sur une approche sociologique des champs, Medvetz soutient l'idée que le flou identitaire, quant aux *Think Tanks*, provient d'un travail volontaire de ces derniers afin de se multipositionner. Pour paraphraser Sartre, ne pas se distinguer ici serait déjà se distinguer.

Parmi les organisations les plus visibles auprès des médias, la *Brookings Institution*, le *Council on Foreign Relations* (CFR) ou encore le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) disposent d'importants moyens, grâce à des fonds privés leur permettant une indépendance analogue à celle du milieu universitaire. Cependant, la réalité semble souvent éloignée de la vision *enchantée* que véhiculent dans leurs discours les prétendants français au statut de *Think Tank*.

De manière particulièrement concise, la pression exercée sur les chercheurs de ces structures se résume par l'expression *publish or perish*, fréquemment employée lors de

[115] La Brookings Institution est un *Think Tank* qui se présente comme une « *organisation indépendante et non-partisane, vouée à la recherche, l'analyse, l'éducation, et la publication d'ouvrages sur les politiques publiques dans l'économie, la politique internationale, et la gouvernance*. » Elle a été créée par le philanthrope Robert S. Brookings (1850-1932).

[116] STONE Diane, *Capturing the Political Imagination Think Tanks and the Policy Process*, Londres, Frank Cass & Co. Ltd., 1996, pp. 14-16.

[117] MEDVETZ Thomas, « Hybrid intellectuals: Think Tanks and Public Policy experts in the United States», University of Berkeley, Research Paper, 2006, p. 2. Texte original: « *Think Tanks make up an emergent, constitutively hybrid "proto-field" that traverses, links, and overlaps the divergent worlds of academics, politics, business, and journalism* ».

nos entretiens. Autrement dit, les *Think Tanks* se doivent de justifier leurs fonds en démontrant quantitativement (livres, *op-eds*[118], *policy paper*) l'allocation de ceux-ci à de la recherche effective.

A titre d'exemple, quelques experts des questions militaires allient une connaissance approfondie des détails opérationnels et tactiques et une facilité à mobiliser dans leurs analyses la littérature stratégique. De ce fait, ils acquièrent une notoriété dépassant le cadre de la communauté de défense.

C'est particulièrement le cas de Michael O'Hanlon, expert le plus souvent interrogé par les médias. Véritable notable des questions militaires, O'Hanlon est diplômé de Princeton où il a obtenu son doctorat. Il a ensuite travaillé, de 1989 à 1994, au bureau du budget du Congrès où il analysait les politiques étrangères et de défense. Puis il a intégré l'*Institute for Defense Analyses*, organisme que nous présenterons ultérieurement, avant de se porter volontaire au *Peace Corps*[119] au Congo. Depuis 1995, il travaille à la Brookings Institution.

Il est parfois arrivé que les *Think Tanks* répondent à une demande du Département de la Défense, comme le CSIS en 2003 qui a envoyé Frederick Barton et une équipe de chercheurs en Irak, pour formuler des recommandations en termes de reconstruction post-conflit[120]. Frederick Barton, le directeur du programme *Reconstruction après-conflit* commandité et financé par le Pentagone, se trouve être également l'ancien président de la société Barton & Gingold qu'il a quittée en 1994 pour rentrer à l'*US Agency for International Development* (USAID)[121].

C'est ce même CSIS qui a fourni, grâce à un ouvrage collectif paru en 2005[122], la matrice servant de programme de travail au Coordinateur de la Reconstruction (S/CR)[123], la *Post-Conflict Essential Tasks Matrix.*

---

[118] Le terme désigne littéralement la page opposée à l'éditorial dans les quotidiens nationaux (*Washington Post*, *New York Times*, *Los Angeles Times*) où sont publiées des tribunes et analyses de personnalités extérieures.

[119] Le Peace Corps est une agence indépendante de l'administration américaine, créée en 1961, et dont la mission est de « *favoriser la paix et l'amitié du monde* » – en particulier auprès des pays en développement. En 2007, plus de 187 000 personnes avaient servi le Peace Corps dans 139 pays.

[120] De nombreux autres exemples pourraient être évoqués, parmi les plus connus: le *Mandate for Change*, programme de gouvernement qui avait été proposé à Ronald Reagan par la Heritage Foundation.

[121] L'United States Agency for International Development est l'agence fédérale principale de l'administration américaine chargée de développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde.

[122] ORR Robert (Éd.), *Winning the Peace: An American Strategy for Post-Conflict Reconstruction*, Washington, CSIS Press, 2004.

Pour les centres les plus importants, le budget oscille entre six et cinquante millions de dollars – d'une part, le *Center for Defense Information*[124], de l'autre la Brookings. Bien qu'arguant de leur indépendance – garantie par la diversité de leurs fonds – les *Think Tanks* restent, pour les partis politiques, de simples boîtes à outils, des machines dont les idées, par définition, se veulent pratiques et doivent donc se soumettre au jeu politique. Il n'est alors pas étonnant de constater que sur le plan des opinions exprimées, sous couvert d'objectivité, on puisse y trouver tout et son contraire. Dans cette mosaïque, le *Center for Defense Information* s'inquiète de la militarisation de l'espace, la Brookings insiste sur la possibilité de disposer d'une armée solide, tout en rationalisant le budget de la défense, la *Hudson Institute* appelle à un interventionnisme plus appuyé à l'encontre des *rogue states* et la *Heritage Foundation* démontre que l'augmentation du budget est un mythe et qu'il n'est pas nécessaire d'opérer des coupes. Derrière ces arguments, c'est aussi une bataille sans répit sur des chiffres, des statistiques, des pourcentages comparés.

Précisons enfin, à nouveau contre l'idée retenue par certains experts français, qu'il n'est pas nécessaire de disposer à Washington d'une énorme structure de chercheurs pour acquérir une visibilité : avec son rapport *Rebuilding America's Defenses*, le *Project for the New American Century* (PNAC) – comprenant seulement onze personnes – a contribué considérablement à la définition de l'agenda de Donald Rumsfeld, lorsqu'il arrivait, en 2001, au Département de la Défense.

La visibilité extra-sectorielle des *Think Tanks*, auprès des médias et des acteurs étrangers, peut venir déformer, voire exagérer, la proximité de ces organismes quant aux décideurs du Département de la Défense et du processus décisionnel lui-même. « *Contrairement à ce que vous* [les Français] *pensez, les Think Tanks n'ont pas plus d'influence ici qu'en France, nos livres sont lus par les étudiants, et les notes de synthèse par les échelons inférieurs des administrations fédérales* » nous a prévenu Jeremy Shapiro de la Brookings[125]. Beaucoup moins connus à l'extérieur des Etats-Unis et bien plus discrets auprès des médias, figurent des organisations spécifiques dont les travaux

[123] Créé en 2003 par le Département d'Etat, le Coordinateur de la Reconstruction doit officiellement superviser les efforts américains en matière de reconstruction des pays *post-conflit*.
[124] Le Center for Defense Information, peu connu au-delà des frontières américaines, a été créé en 1972 par des généraux contestant alors la politique de course aux armements.
[125] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).

accompagnent étroitement les agendas politiques et militaires : les *Federally Funded Research and Development Centers*.

Tableau 1: *Think Tanks* et moyens consacrés aux questions de défense[126]

Think Tank (date de création)	Budget annuel (en millions de dollars)	Tendance idéologique	Structure dédiée aux questions de défense	Nombre de chercheurs sur les questions de défense
Brookings	50	Centre-démocrate	*21st Century Defense Initiative*	9
Council on Foreign Relations	36	Centre	*Center for Preventive Action*	17
Heritage Foundation	38	Républicain	*Douglas & Allison Center for Foreign Policy Studies*	6
Hudson Institute	7	Républicain	*Center for Future Security Strategies*	3
Center for Strategic and International Studies	28, 5	Centre	*Burke Chair in Strategy*	17
Center for Strategic and Budgetary Assessments	6,8	Républicain	#	11
Center for Security Policy	//*	Républicain	*Defense Transformation Project*	12
Center for Defense Information	6,5	Démocrate	#	12
Cato Institute	22,4	Républicain	Aucune	3
American Enterprise Institute	37,9	Républicain	*Foreign & Defense Studies*	9

[126] DRAI Pierre-Olivier, SAMAAN Jean-Loup, *Dynamiques du marché des études stratégiques dans la formulation des politiques de défense américaines*, Note de consultance pour le Ministère de la Défense français, Centre d'Etudes Transatlantiques, 2007, p. 9.

[#] Centre dédié en lui-même aux questions de défense.

[*] Chiffre indisponible.

14. L'hybridation originelle des *Federally Funded Research and Development Centers*

Dans le sillage de *Project RAND* en 1948, le gouvernement fédéral américain a établi au cours de la décennie des années cinquante, puis soixante un système de partenariat entre secteurs public et privé en matière de recherche, les *Federally Funded Research and Development Centers* (FFRDC) [127]. Il existe actuellement trente-sept FFRDCs rattachés à différents départements dont dix au Département de la Défense.

Les *Federally Funded Research and Development Centers* (FFRDCs) constituent des structures hybrides, fonctionnant grâce à des fonds intégralement publics, ici le Département de la Défense, et gérés par des organismes privés. Tout en restant des organisations non lucratives, les FFRDCs doivent répondre à des commandes définies au préalable par l'administration fédérale. C'est pourquoi ils se rapprochent du domaine de la consultance en répondant à un cahier des charges strict ne leur permettant que peu de marge de manœuvre pour avancer eux-mêmes des problématiques sur l'agenda. Contrairement aux *Think Tanks*, leur origine demeure proprement militaire et date pour la plupart d'entre eux de la fin de la Seconde Guerre mondiale[128].

Ces centres remplissent trois fonctions différentes: laboratoires, centres d'études et d'analyse, centres d'ingénierie des systèmes et de direction technique. Les FFRDC ne peuvent réaliser de profit ni candidater pour un travail fédéral autre que celui pour lequel ils ont été mandatés. Ils ne peuvent davantage travailler pour des clients privés et surtout ne peuvent être eux-mêmes des organismes à but lucratif. Chaque FFRDC est évalué tous les cinq ans afin de déterminer si les fonds fédéraux seront reconduits.

On compte la RAND Corporation (hébergeant trois FFRDCS affiliés à l'Army, l'Air Force et l'*Office of the Secretary of Defense*), le *Center for Naval Analyses* (rattaché à l'US Navy) et l'*Institute for Defense Analysis*. Chaque service (Army, Navy, Air Force, Marine Corps) bénéficiant de ces prestations, l'expertise externe contribue aux débats

[127] L'expression *Funded Research and Development Centers* apparaît pour la première fois dans un rapport parlementaire de l'année fiscale 1967.
[128] KOSAR Kevin, *The Quasi Government: Hybrid Organizations with Both Government and Private Sector Legal Characteristics*, Washington, Congressional Research Service, 2007.

doctrinaux, non pas en les déterminant, mais en préparant les analyses initiales, en étayant les argumentaires.

Au début des années quatre-vingt-dix, le travail du *Center for Naval Analyses* (CNA) auprès de la Navy, a représenté une parfaite illustration de cette interaction. Les experts ont alors été impliqués dans la définition du rôle de la puissance navale dans le monde de l'après-Guerre froide menant au document *From the Sea*[129].

Créé au même moment que la RAND, le CNA a longtemps été chargé de livrer des vues *expertes* sur le positionnement des forces navales américaines face à l'Union soviétique. A partir de 1989, cette mission a été rendue obsolète et a été remplacée par un nouveau *carnet de commandes* : légitimer le rôle de l'US Navy dans l'ère post-bipolaire. Document programmatique, *From the Sea* a émané des divers travaux menés en amont par des organismes travaillant au sein et pour la Navy. La nouvelle *feuille de route* devait à la fois préciser les finalités opérationnelles à poursuivre et instituer – sur le plan politique – la mission légitimante du service pour les années à venir.

Plus récemment, en 2006, face au prolongement de l'effort de guerre en Irak, le débat militaire américain s'est focalisé sur une nécessaire augmentation des effectifs de l'U.S.Army donnant ainsi un avantage certain à celle-ci dans ses rivalités institutionnelles avec les autres corps. Au même moment, la RAND publiait une étude intitulée *Learning Large Lessons* que la revue officielle de l'Air Force, l'*Airpower Journal,* s'est empressée de mettre en avant[130]. Ce rapport soutenait que l'Air Force devait désormais occuper le rôle d'armée prépondérante dans les opérations majeures afin de « *gérer l'espace conflictuel* »[131]. Se fondant sur les interventions américaines de 1991 à aujourd'hui, le travail concluait que l'Air Force était désormais devenue le service le plus compétent pour assurer le commandement de telles opérations, l'Army devant s'atteler de son côté aux missions dites de pacification et de reconstruction post-conflit. Ces travaux ont véritablement servi d'outils rhétoriques dans les batailles budgétaires qui animaient l'administration militaire américaine.

[129] Department of the US Navy, *From the Sea*, Washington, Government Printing Office, 1992. On trouve des détails particulièrement intéressants dans le premier chapitre « *Playing Jack Ryan* » du livre *The Pentagon's New Map* de Thomas Barnett. Dans ce dernier, l'auteur revient longuement, pour y avoir participé, sur ces échanges entre le CNA et l'US Navy.
[130] JOHNSON David, *Learning Large Lessons*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.
[131] JOHNSON, *op. cit.*, p. 23.

Devant la frontière particulièrement ténue entre secteurs public et privé établie par les FFRDCs, une question légitime vient à l'esprit : pourquoi externaliser cette expertise plutôt que de la financer directement au sein du Département de la Défense ? « *Parce qu'arriver devant le Congrès pour défendre une proposition budgétaire avec un rapport de la RAND ou du CNA est bien plus convaincant* » a répondu un chercheur[132].

Par conséquent, les FFRDCs constituent des antichambres pour les organes du Département de la Défense où sont mis à l'épreuve les concepts et doctrines, y compris ceux en concurrence au sein même de l'administration[133].

Pour sa part, la RAND dispose donc de trois centres de ce type financés par le Département de la Défense, les *Federally Funded Research and Development Centers* (FFRDC). Il s'agit en l'occurrence du *Project Air Force* affilié à l'*US Air Force*, plus ancien FFRDC auquel se sont ajoutés au début des années quatre-vingt depuis l'*Arroyo Center* soutenu par l'Armée de terre et le *National Defense Research Institute* rattaché au cabinet du Secrétaire à la Défense.

La compétition à laquelle se livrent les FFRDC de la RAND s'avère décisive pour le rayonnement de l'organisation qui comptabilisait en 2004, 70% de recettes provenant de contrats passés avec les institutions fédérales et 50% du seul Département de la Défense[134]. Il apparaît ainsi que la classification traditionnelle du centre au côté de *Think Tanks* tels que la Brookings, le CSIS ou encore le CFR ne fait pas transparaître la réalité économique dans laquelle la RAND évolue[135]. Si son chiffre d'affaires annuel d'environ 130 millions de dollars[136] la place largement en tête devant la Brookings (cinquante millions de dollars), celui-ci paraît très modeste au regard de concurrents contractants du Pentagone, tels que les FFRDCs *Aerospace Corporation* ou MITRE. C'est là l'une des erreurs fondamentales fréquemment commise lorsque les observateurs français entendent présenter la RAND comme le plus important *Think Tank* américain.

---

[132] Entretien réalisé à Washington, novembre 2006. L'anonymat est préservé à la demande de la personne.
[133] La RAND Corporation peut ainsi en arriver simultanément à promouvoir, auprès de l'Air Force, l'ascendant de celle-ci sur le champ de bataille, tout en défendant les projets de hausse d'effectifs de l'US Army.
[134] *Building on a Legacy*, RAND Annual Report 2004.
[135] Il est en effet courant dans la littérature académique sur les *Think Tanks* d'insérer la RAND dans des tableaux comparatifs avec la Brookings, le Council on Foreign Relation et le Center for Strategic and International Studies.
[136] *Building on a Legacy*, RAND Annual Report 2004.

« *Les vrais concurrents de la RAND sont les groupes énormes comme Aerospace, IDA, SAIC, MITRE qui depuis vingt ans ont accéléré la compétition à laquelle la RAND ne s'était pas vraiment préparée* » a souligné Bruno Tertrais, ancien *visiting fellow* au siège de Santa Monica ajoutant : « *quand vous les placez les uns à côtés des autres, je peux vous assurer que la RAND vous semble subitement bien plus petite* »[137].

Ajoutons par ailleurs que le système des FFRDCs ne pérennise pas ou plus automatiquement les organisations créées. Ainsi, le *Science and Technology Policy Institute* (STPI) illustre ce propos. FFRDC de la RAND créé en 1992 à l'issue d'une compétition ouverte par la *National Science Foundation*, le STPI a été fermé en 2003 et transféré au concurrent, l'*Institute for Defense Analyses* qui a obtenu, à cette occasion, son troisième centre sponsorisé par les instances fédérales.

De même, la création en 2002 de la nouvelle administration fédérale, le *Department of Homeland Security*, a conduit à la création d'un centre de même type, attirant dans l'appel d'offre tous les prestataires précédents. Bien qu'ayant mis en place un important programme de recherche consacré à la sécurité intérieure et plus particulièrement au terrorisme[138], la RAND a vu le projet lui échapper et être confié à *Analytic Services Inc.* (Anser), une organisation créée en 1958 et pour laquelle la RAND avait, elle-même, prêté assistance lors de ses premiers développements. Anser a donc géré depuis 2004 l'*Homeland Security Institute* dont le budget annuel s'élève à 130 millions de dollars sur cinq ans.

En conséquence, la posture des FFRDCs revêt une ambiguïté explicite. Beaucoup de ses chercheurs cultivent un *ethos* intellectuel proche de celui des personnels composant les *Think Tanks*. Néanmoins, lorsqu'ils viennent à exercer des responsabilités en matière de gestion de contrat, les propos peuvent devenir plus acerbes. Ainsi Michael Wermuth, responsable des études de sécurité intérieure à la RAND, n'a pas hésité à nous expliquer que *« le Département de la Sécurité Intérieure a fait une grave erreur en désignant Anser. Ceux-ci ne sont pas compétents et aujourd'hui il y a des problèmes*

[137] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).

[138] McGANN James, *Responding to 9/11: Are Think Tanks thinking Outside the Box?*, Foreign Policy Research Institute, Research Paper, 2003. L'auteur y étudie l'ensemble des programmes consacrés à la thématique du terrorisme au sein des principaux *Think Tanks*. Ses conclusions sont particulièrement positives au sujet de la RAND.

parce que ce qu'ils font n'aide pas la décision »[139]. Ce à quoi plusieurs chercheurs extérieurs nous ont répondu : « [Michael] *Wermuth ne réagit pas comme un chercheur mais comme quelqu'un qui a perdu un contrat* »[140].

Les FFRDC gérés par le Département de la Défense

(Fonds en milliers de dollars, FY2003)

- **Office of the Secretary of Defense**
  - Software Engineering Institute - *(Carnegie Mellon University), Pittsburgh, PA*- 17,891 $
  - Institute for Defense Analyses Studies and Analyses FFDRC - *Alexandria, VA*- 51,268 $
  - National Defense Research Institute - *(RAND Corp.), Santa Monica, CA* – 11,664 $
  - C3I Federally Funded Research & Development Center - *(MITRE Corp.), Bedford, MA and McLean, VA* - 204,400 $
- **National Security Agency**
  - Institute for Defense Analyses Communications and Computing FFRDC - *(Institute for Defense Analyses), Alexandria, VA* - 8,896 $
- **Department of the Navy**
  - Center for Naval Analyses - *(The CNA Corporation), Alexandria, VA* - 45,839$
- **Department of the Air Force**
  - Lincoln Laboratory - *(Massachusetts Institute of Technology), Lexington, MA* – 236,179 $
  - Aerospace Federally Funded Research and Development Center - *(The Aerospace Corporation), El Segundo, CA* – 6,721 $
  - Project Air Force - *(RAND Corp.), Santa Monica, CA* - 110 $
- **Department of the Army** -
  - Arroyo Center - *(RAND Corp.), Santa Monica, CA* – 20,833 $

[139] Entretien avec Michael Wermuth réalisé le 6 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[140] Entretien, Anonymes, Washington, 7 novembre 2006.

Ces contrats fondamentaux pour la survie financière de l'organisation conduisent les experts à faire preuve d'adaptation et de réactivité sur le marché. Il ne s'agit plus ici seulement de disposer des meilleurs penseurs, des idées les plus novatrices car ces éléments doivent être accompagnés d'une véritable stratégie de développement.

Encore une fois, Bruno Tertrais a bien résumé ce dilemme lorsqu'il nous a expliqué que « *la RAND est un endroit où on exécute des contrats, les gens peuvent être des penseurs, néanmoins ils ne sont pas là pour penser* »[141]. On retrouve le même constat chez l'ancien employé Laurent Murawiec qui affirme que « *la RAND est une entité beaucoup trop grosse pour faire de la recherche, cela n'a plus de sens de faire de la recherche avec 1000 personnes, cela correspond à l'évolution américaine des grandes firmes, mais lorsque de la recherche est en jeu, vous perdez votre identité à l'arrivée* »[142]. Jeremy Shapiro, parti en 2000 à la *Brookings Institution*, a ajouté de son côté qu'« *il s'agit initialement d'une organisation non lucrative or la direction souhaite son expansion, c'est un contre sens* »[143].

Au fil du temps, les FFRDCs – un système ancien, hérité des débuts de la Guerre froide – ont vu progressivement leur légitimité s'éroder aux yeux du Congrès, comme du Département de la Défense. Il est fréquent à Washington d'entendre un parlementaire ou un officier militaire se plaindre des coûts de prestation d'une expertise qu'ils ne jugent pas toujours pertinente. Un certain dédain entre les deux parties s'est ainsi installé. « *Les FFRDCs sont des grosses machines très coûteuses et très lentes qui livrent des rapports que plus personne ne lit* » a-t-on soutenu d'un côté[144]. « *L'US Army, par exemple, ne comprend rien à la recherche stratégique, ce n'est pas dans sa culture, je crois qu'on peut dire que c'est le service le plus stupide* (sic.) » ont rétorqué certains[145].

La conséquence de ce scepticisme a conduit, non pas à l'affaiblissement *per se* des FFRDCs, mais à leur mise en concurrence avec le secteur privé ; Autrement dit avec les cabinets de conseil travaillant traditionnellement pour les industries. De ce fait, la fin de la Guerre froide a eu une incidence directe sur ces organismes, le Congrès refusant pour la première fois toute augmentation des budgets des FFRDCs du Département de la

[141] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).
[142] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[143] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[144] Entretien, Anonyme.
[145] *Ibid.*

Défense en 1991, puis en exigeant la même année une coupe de 7,5 % de leurs fonds fédéraux[146]. Au même moment, on a pu assister à l'entrée dans le champ de nouveaux acteurs : les cabinets de conseil.

15. La stratégie gagnante d'entrée des cabinets de conseil

Amorcée dans les années quatre-vingt et routinisée la décennie suivante, l'ouverture du marché des études stratégiques à des cabinets de conseil a eu un impact considérable sur l'activité, non des *Think Tanks*, mais des FFRDCs, figures bénéficiant traditionnellement de ces contrats[147].

Cette concurrence accrue – baisse des coûts de prestation, calendrier d'étude plus réactif – a pris de l'ampleur dans les années quatre-vingt-dix. Sous la pression parlementaire, des coupes budgétaires ont été mises en oeuvre au sein du Département de la Défense et ont impliqué des efforts de rationalisation des dépenses en la matière.

Au début des années quatre-vingt-dix, les cabinets de conseil exprimaient auprès de leurs contacts établis au sein du Congrès américain un ressentiment à l'égard des FFRDCs jugés de moins en moins efficaces et, qui plus est, ne répondant à aucune mise en concurrence – si ce n'est leur renouvellement tous les cinq ans - garante d'un travail final de qualité. Le *Defense Science Board*[148], organe d'évaluation du Département de la Défense, a également émis de son côté des critiques cinglantes à l'égard des FFRDCs[149].

Ainsi, progressivement, les grands cabinets de conseil siégeant à Washington, les *Beltway bended*[150], se sont-ils insérés dans le champ des études stratégiques, et ce, en important leurs méthodes de travail mises en application dans le cadre industriel.

---

[146] PEARLSTEIN Steven, « Reining In Pentagon's Think Tanks », *Washington Post*, 28 juil. 1991.

[147] Entretien avec un responsable de programme, Département de la Défense, automne 2006. L'anonymat est préservé à la demande de la personne.

[148] Le Defense Science Board, organe consultatif du Secrétaire à la Défense composé d'une quarantaine de membres, est chargé d'apporter son évaluation sur les processus d'acquisitions technologiques, scientifiques et industrielles du Département. Il a ainsi été conduit à expertiser les grands programmes d'armement justifiés dans le cadre de la *Révolution dans les Affaires Militaires*.

[149] *Report of the Defense Science Board Task Force on Federally Funded Research and Development Centers (FFRDC) and University Affiliated Research Centers (UARC) Independent Advisory Task Force*, Washington, Government Printing Office, 1997.

[150] L'expression, très répandue à Washington, désigne les cabinets qui, pour la grande majorité, siègent littéralement autour de la *Beltway* qui traverse Washington.

Une formidable illustration de la capacité grandissante de ces compagnies à définir, structurer les termes du débat militaire américain pourrait être l'émergence du concept militaire de *shock and awe* (*stupeur et effroi*). Dans cette logique, en 2003, l'invasion américaine de l'Irak a été décrite par de nombreux journalistes comme le résultat d'une stratégie de *shock and awe*. « *This is shock and awe* » affirmait, par exemple, Peter Arnett, correspondant pour NBC, le 21 mars 2003 lorsque le premier bombardement aérien de Bagdad débuta[151]. Les médias américains, mais également français, ont usé de cette expression, sans véritablement la mettre en perspective, sans en définir ses tenants et aboutissants.

Pour revenir à la source, l'idée *shock and awe* a été rendue publique en 1996 par un ouvrage publié par la *National Defense University*[152] et intitulé *Shock & Awe : Achieving Rapid Dominance*[153]. Les auteurs, Harlan Ullman et James Wade, ont initialement réalisé cette étude dans le cadre d'un contrat entre la société, *Defense Group Inc*, présidée par Wade, et le Département de la Défense. Ce rapport développait l'idée de *rapid dominance*, selon laquelle la supériorité décisive sur le champ de bataille allait désormais passer par un effet de *stupeur et effroi* fondé sur des attaques aériennes simultanées qui, en quelques minutes, décimeraient les divisions adverses. Harlan Ullman, militaire de carrière et principal artisan du concept, affirmait alors:

> « *Ce que nous voulons faire, c'est créer dans l'esprit de la hiérarchie irakienne et de ses soldats ce choc et cet effroi, de manière à ce qu'ils soient intimidés, rendus impuissants et qu'ils n'aient d'autre choix que de faire ce que nous voulons. De manière à ce que la chose la plus raisonnable à dire soit "c'est sans espoir. Nous nous rendons"* […] *Vous êtes à Bagdad, vous êtes le général et en quelques instants, trente de vos quartiers généraux de divisions ont été détruits. Vous mettez également la ville à terre. Je veux dire par là que vous vous débarrassez de l'énergie, de l'eau. En deux, trois, quatre, cinq jours ils sont physiquement, émotionnellement et psychologiquement abattus* »[154].

[151] CORRELL John T., « What happened to Shock and Awe? », *Air Force Magazine*, nov. 2003, pp. 52-57.
[152] La National Defense University est une institution d'éducation supérieure fondée par le Département de la Défense pour garantir l'excellence en matière d'entraînement militaire, de formation et réflexion autour de la stratégie de sécurité nationale.
[153] ULLMAN Harlan, WADE James, *Shock & Awe: Achieving Rapid Dominance*, Arlington, NDU Press, 1996.
[154] CORRELL, *op. cit.*, p. 52. Texte original: « *What we want to do is to create in the minds of the Irqi leadership, and their soldiers, this Shock and Awe, so they are intimidated, made to feel impotent, so helpless, that they have no choice but to do what we want them to do, so the smartest thing is to say, "This is hopeless. We quit"* […] *You're sitting in Baghdad, and all of a sudden, you're the general and 30 of your*

Robert Pape, professeur de science politique à l'Université de Chicago et spécialiste de la pensée stratégique, commente de manière acerbe :

> « *Shock and Awe est ce que les forces aériennes ont fait depuis la Première Guerre mondiale – cela a toujours été leur raison d'être. C'est toujours la même histoire. Nous voulons croire que c'est quelque chose de nouveau parce que nous sommes toujours meilleurs, toujours plus gros. Mais le fait est : s'il y a de nouveaux tournants, de nouveaux coups de théâtre, ce ne sera pas celui-ci* »[155].

Malgré l'aspect spécieux du concept, son rayonnement s'est étendu, lorsqu'en octobre 1999, Donald Rumsfeld – alors au conseil d'administration de la RAND – s'est associé à trois autres anciens Secrétaires à la Défense, Harold Brown, Frank Carlucci et James Schlesinger – d'anciens ou d'actuels membres du conseil d'administration de la RAND – pour soutenir la pertinence du rapport de *Defense Group Inc* auprès du Secrétaire à la Défense de l'époque, William Cohen. Le travail de commercialisation du concept est alors apparu efficace.

Pour autant, comme beaucoup de notions développées par les acteurs du champ, *shock and awe* a disparu quelques mois seulement après l'invasion de l'Irak, l'enlisement de l'armée américaine rendant caduque la prophétie d'Ullman et Wade.

Depuis lors, les cabinets de conseil ont donc pleinement participé au jeu des études stratégiques en y appliquant souvent leurs propres méthodes, bien lointaines des milieux académiques. De nombreuses firmes ont ainsi développé un pôle défense-stratégie dans leurs activités telles que Bain, *Science Application International Corporation*, *Systems Planning Corporation*, *Technology Strategies & Alliances*. S'y ajoutent les structures commerciales créées par d'anciens Secrétaires d'Etat ou à la Défense (*Kissinger Associates*, *Cohen Group*, *Albright Group*) qui s'insèrent également dans le champ concurrentiel.

---

division headquarters have been wiped out. You also take the city down. By that, I mean you get rid of their power, water. In two, three, four, five days they are physically, emotionally, and psychologically exhausted ».

[155] Cité par *Ibid.*, p. 53. Texte original: « *Shock and Awe is what air forces have been doing since World War I – that is always the plan. This is the 'same old'. We want to believe it is something new, because we want to believe we're always bigger and better. But the fact is, if there are new twists and turns, this won't be it* ».

Chez Booz Allen Hamilton[156], Mark Herman, historien de formation, a développé depuis le milieu des années quatre-vingt-dix des travaux de *wargaming*[157] à l'attention de l'*Office of the Secretary of Defense* et de l'*US Army et de l'US Army Training and Doctrine Command*. En 2006, la société a ainsi obtenu de l'US Army un contrat sur cinq ans s'élevant à 32,7 millions de dollars pour réaliser une étude de *wargame*, ainsi que pour assurer le pilotage d'un exercice de simulation. Se pencher sur ces travaux – dont Booz Allen Hamilton préserve évidemment un seuil de confidentialité – s'avère particulièrement édifiant car il s'y révèle une véritable ambition intellectuelle. Nous en voulons pour preuve l'analyse de Mark Herman sur le désordre comme stratégie guerrière et la modélisation qui peut en résulter[158].

Face à ces mutations sectorielles, la RAND Corporation n'a pas, selon certains acteurs du champ, « *su s'adapter* » à cette mutation du champ des études stratégiques. Pour Laurent Murawiec, ancien chercheur à la RAND, celle-ci *« est en quelque sorte un rentier bedonnant* (sic.) *qui vit sans se soucier de la compétition acharnée à laquelle elle doit faire face* »[159]. Comme nous le rappelions auparavant, Bruno Tertrais a souligné la taille financière de ces nouveaux entrants, à commencer par la firme SAIC, inscrite au *Fortune 500 Company* et totalisant huit milliards de dollars de chiffres d'affaires en 2006[160].

Par sa taille, SAIC, sigle de *Sciences Application International Corporation*, représente comme Booz Allen Hamilton ou Bain un cas intéressant pour l'analyse du champ des études stratégiques. En effet, force est de constater que les capacités financières des entrants révèlent combien le droit d'entrée dans l'espace social considéré reste extrêmement contraignant. De ce fait, au cours de la dernière décennie, les nouveaux entrants n'ont pas été, à proprement parler, des dominés *néophytes*. La disparition d'un nouvel acteur pouvant survenir très rapidement, ces compagnies ont pris soin de recruter des individus qui bénéficiaient eux-mêmes au préalable d'une

[156] Booz Allen Hamilton, fondée en 1914, est l'une des plus anciennes firmes de conseil en stratégie.
[157] Le jeu de guerre, autrement appelé *wargame* ou *Kriegspiel*, est utilisé par les Etats-majors militaires pour planifier des opérations militaires et des conflits.
[158] Pour de plus amples détails, cf., « The "Disorder" Of Battle: Entropy-Based Warfare Modeling », disponible à : http://www.boozallen.com/capabilities/services/services_article/658127?lpid=657908. Date de consultation: 21 janv. 2008.
[159] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[160] Source: www.saic.com. Date de consultation: 3 oct. 2007.

connaissance approfondie du secteur. C'est pourquoi par exemple Mark Herman de Booz Allen Hamilton se trouvait être au départ, historien spécialisé en stratégie militaire.

La stratégie distinctive de conquête du champ à laquelle ont procédé ces groupes a donc consisté à prendre position comme entrant issu d'un domaine étranger – l'industrie – tout en mettant en avant une proximité de compréhension du champ nouvellement investi. La pratique aujourd'hui routinière de la sous-traitance par des cabinets de conseil apparaît ainsi comme le résultat efficace de leur stratégie. Ils ont bel et bien redéfini l'autonomie du champ, son indépendance à l'égard des lois externes d'autres secteurs. Il s'agit là d'un jeu subtil de l'écart distinctif qui a revêtu un impact majeur sur la restructuration post-Guerre froide de l'expertise militaire et plus particulièrement sur l'évolution même de la RAND.

C'est un effet de champ que l'on ne retrouve pas, par exemple, chez les acteurs provenant du monde proprement industriel.

16. Un investissement marginal des acteurs industriels

Parce que le champ des études stratégiques reste voisin de celui des programmes d'acquisition d'équipement et de technologies de défense, le monde industriel livre également des analyses à vocation stratégique et ce, de façon diverse. Les grands groupes de défense disposent de leurs propres structures de réflexion ainsi que de relais d'opinion comme la *National Defense Industrial Association* (NDIA).

Se donnant pour adage « *La force à travers l'industrie et la technologie* »[161], la NDIA fédère les intérêts des grands groupes de défense. Elle entend promouvoir les programmes d'armement les plus avancés, tout en entretenant les liens entre industriels et politiques. Elle s'est munie d'une charte éthique approuvée par ses membres (1375 sociétés et 47 000 individus enregistrés). Si elle publie une revue mensuelle *National Defense* et quelques rapports sur des thématiques technologiques, elle se rapproche cependant moins de structures de recherche-conseil que de groupes d'intérêts (identité que la NDIA revendique d'ailleurs).

Toutefois, l'entreprise Northrop Grumman dispose d'un petit « *Think Tank d'entreprise* » – selon l'expression usitée *corporate Think Tank* – constitué de sept

[161] Source: http://www.ndia.org/. Date de consultation: 3 oct. 2007.

chercheurs (dont trois docteurs en science politique). Le centre publie des documents de synthèse ainsi que des rapports. Les sujets se situent principalement au plan technico-opérationnel – tel que le rapport *Global Strike/Global Mobility: The Advanced Multi-Role Tanker-Transport*[162] – mais les chercheurs abordent parfois des problématiques plus stratégiques, comme le montre l'étude *Future War: What Trends in America's Post-Cold War Military Conflicts Tell Us About Early 21st Century Warfare*[163].

En outre le centre n'hésite pas à produire des analyses à destination du Département de la Défense, l'exemple le plus intéressant restant son *briefing paper* datant d'août 2005 intitulé *The QDR Capability Mix*[164] – soit près de neuf mois avant la parution du document officiel du Pentagone[165]. *The QDR Capability Mix* a eu pour but d'« *aider les clients de Northrop Grumman à penser la Quadrennial Defense Review* ».

Pour autant, on constate en général que les groupes industriels n'investissent que très indirectement le marché des études stratégiques, préférant logiquement octroyer des moyens financiers à une activité plus explicite en matière d'*influence* telle que le *lobbying*.

Dans cette perspective, l'expression d'*externalisation* de la réflexion stratégique doit être pondérée. Les organismes internes du Département de la Défense tels que les *war colleges* se positionnent distinctement par rapport aux structures du secteur privé. Si les premiers restent entièrement dépendants financièrement de leur administration fédérale d'origine, ils développent paradoxalement une liberté de vue qui les rapproche davantage des Universités que des *Think Tanks* ou – dans une mesure encore plus marquée – des FFRDCs. A l'issue de cette analyse détaillée des organisations du marché américain des études stratégiques, émerge un espace concurrentiel au sein duquel

---

[162] MELLINGER Philipp, *Global Strike/Global Mobility: The Advanced Multi-Role Tanker-Transport*, Northrop Grumman's Analysis Center, juin 2006. Date de consultation: 21 janv. 2008.
Rapport téléchargeable à http://www.analysiscenter.northropgrumman.com.

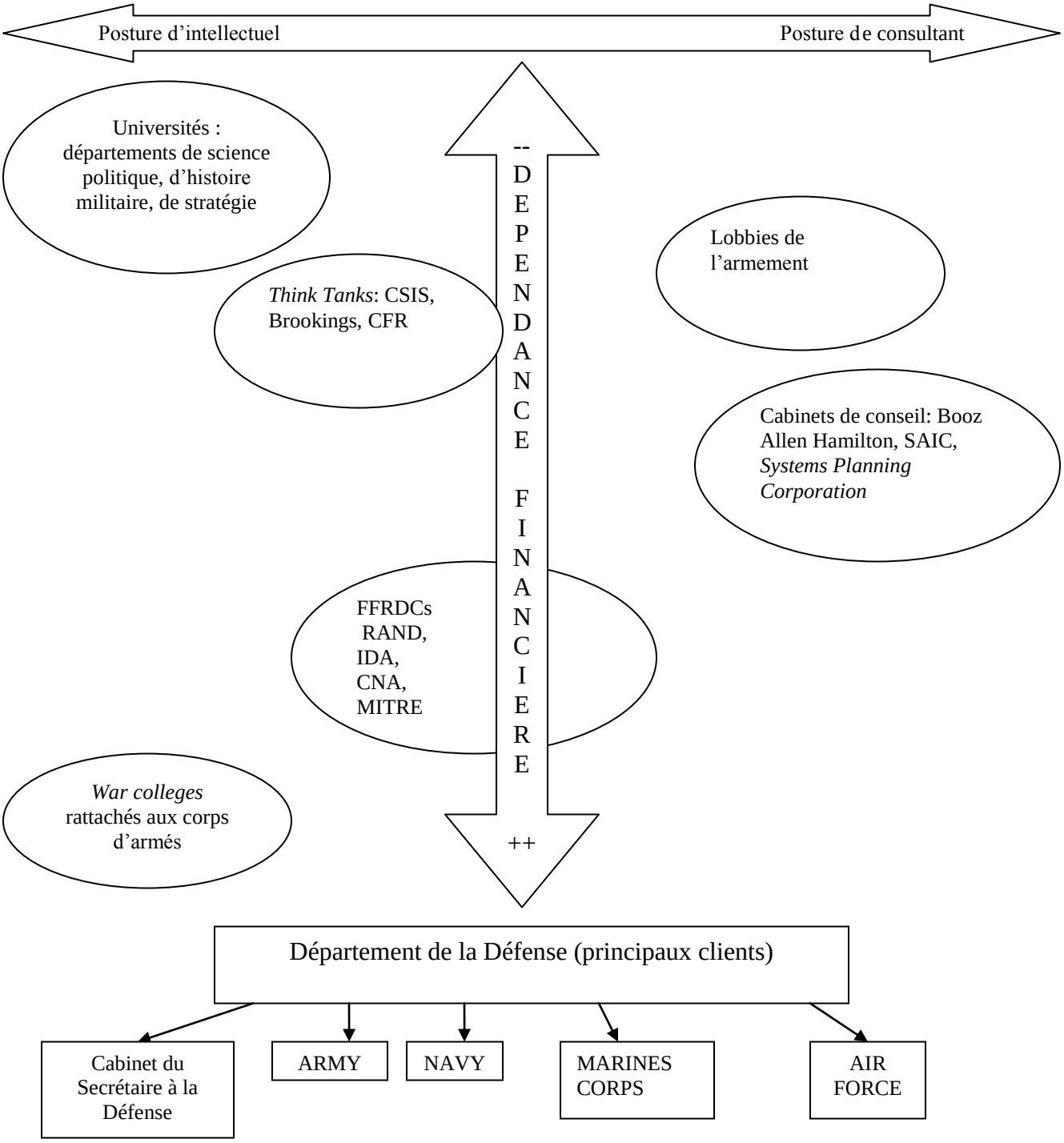
[163] BOWIE Christopher, HAFFA Robert, MULLINS Robert, *Future War: What Trends in America's Post-Cold War Military Conflicts Tell Us About Early 21st Century Warfare*, Northrop Grumman's Analysis Center, janvier 2003. Date de consultation: 21 janv. 2008.
Rapport téléchargeable à http://www.analysiscenter.northropgrumman.com/papers.html.

[164] HAFFA Robert, JOHNSON Dana, MELLINGER Philipp, SIEGEL Adam, DUNN III Richard, CUSHING Adam, *The QDR Capability Mix: Problems, Analyses, Solutions*, Northrop Grumman's Analysis Center, août 2005. Date de consultation: 21 janv. 2008.
Briefing paper téléchargeable à http://www.analysiscenter.northropgrumman.com/files/.

[165] La QDR, *Quadrennial Defense Review*, est un document officiel du Département de la Défense, chargé tous les quatre ans de réviser et actualiser les principes directeurs de la politique de défense américaine.

évoluent des acteurs différents aux ambitions et contraintes distinctes. Nous avons formalisé cet espace par le tableau suivant :

Tableau : Cartographie du marché américain des études stratégiques



Le tableau entend faire émerger les dynamiques du champ des études stratégiques en se fondant sur deux variables constitutives des positions occupées par les individus dans le champ ; la dépendance financière envers le Département de la Défense et la posture professionnelle, ou plus particulièrement l'*ethos* de l'organisation qui définit en grande partie ses prises de position dans l'espace social. Il en ressort donc que :

– les Universités disposent d'une indépendance quasi intégrale en matière de financement à l'égard du Département de la Défense. Elles entendent produire une réflexion opérationnelle de manière marginale.

– à l'opposé horizontal, les lobbies de l'armement voient leurs fonds alloués par les grands groupes industriels et souhaitent avant tout justifier les programmes et équipements des contractants du Département de la Défense, d'un point de vue technique[166].

– à l'opposé vertical, se trouvent les structures académiques proprement militaires – les *war colleges* – qui par définition restent intégralement dépendantes du Département de la Défense. Dans le même temps, elles peuvent bénéficier d'une marge de manœuvre intellectuelle quant à leur administration fédérale leur permettant à produire des travaux similaires au monde académique *civil*.

– les *Think Tanks* se placent sur un axe horizontal médian, tant leur activité, définie précédemment, entend se situer au carrefour de l'intellectuel et de l'opérationnel. Pour autant, l'acquisition de dons privés liée à la culture américaine de la philanthropie[167] leur offre la possibilité de jouir d'une indépendance financière à l'égard des acteurs militaires assez proche des Universités.

– sur la même ligne horizontale, nous pouvons situer les cabinets de conseil dont l'activité se constitue de contrats élevés avec le Département de la Défense mais de manière non exclusive pour les plus grosses structures (Booz Allen Hamilton, SAIC, Bain). A la différence des *Think Tanks*, leur *ethos* ne se veut en aucun cas hybride et les dirigeants revendiquent explicitement une posture entrepreneuriale.

– derniers acteurs, les FFRDCs qui disposent d'un statut hybride dans l'espace social. En effet, l'origine gouvernementale de leurs fonds induit une position évidente de

[166] On pourra, à juste titre, prétexter que la dépendance financière à l'égard du Département de la Défense est ici indirecte, les fonds industriels alloués à ces organismes étant fonction même des contrats obtenus auprès de l'Armée américaine.

[167] Cf., sur ce sujet, GUILHOT Nicolas, *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Raisons d'agir, 2004.

dépendance financière. Or, leur supervision est assurée par des individus socialement, professionnellemnt plus proches des personnels des *Think Tanks* et des Universités que des cabinets de conseil. De plus leur statut d'organisation non lucrative finit de convaincre de leur contradiction inhérente. Ils en viennent logiquement à osciller entre un *ethos* de la recherche académique et celui du conseil, porté sur la recherche du profit commercial.

De manière générale, au sein de cet espace, les programmes de recherche ou les contrats des multiples acteurs se rejoignent souvent dans leurs intitulés, mais rarement dans leurs résultats, ni dans leurs méthodologies. C'est ce qui a, par exemple, conduit Laurent Murawiec, dans son ouvrage *La Guerre au XXI^e siècle*, à affirmer qu'« *il n'y a pas une Révolution dans les Affaires Militaires mais des Révolutions dans les Affaires Militaires* »[168].

En ce qui concerne les modalités d'interaction entre les acteurs et le Département de la Défense, force est de constater une corrélation logique entre formalisation de ces relations et degré de dépendance financière. Aussi les Universités restent-elles les organisations dont les échanges avec le Département de la Défense revêtent un aspect informel, assuré par des individus, plutôt que par leurs entités d'origine. Les *Think Tanks* entretiennent de leur côté des liens plus durables, plus routiniers mais majoritairement informels.

FFRDCs et *war colleges* peuvent être caractérisés comme des organisations dont les interactions militaro-intellectuelles restent soumises aux plus importantes routines. Ainsi, la RAND assure le pilotage de ses programmes de recherche, conformément aux vœux de son bailleur de fond.

Cependant, la formalisation des interactions militaro-intellectuelles induit-elle pour autant une stratégie gagnante au sein du champ ? La majeure partie des acteurs interrogés en doute et préfère mettre l'accent sur l'aspect proprement interindividuel de ces dynamiques. Ainsi l'historien Frederick Kagan nous a expliqué :

> « *Je ne pense pas qu'appréhender en termes d'organisation, RAND, Brookings etc. soit pertinent. Vous pouvez avoir écrit le meilleur rapport du monde, si personne ne le lit, vous ne servez à rien. Une grande partie du travail de l'expert consiste à savoir à qui s'adresser, trouver l'officier*

[168] MURAWIEC, *op. cit.*, p. 256.

> *ou le cadre du Pentagone qui saura promouvoir vos idées dans l'administration. Cela ne se fait pas en lisant un rapport, ces gens-la n'ont pas le temps. Cela se fait par des rencontres, des séances de restitution d'études où vous exposez en dix minutes vos conclusions* »[169].

Les propos de Kagan reflètent une opinion partagée par les acteurs du champ, indépendamment de la position qu'ils y occupent. Le fameux *briefing*, séance de restitution, au cours de laquelle l'analyste fait état des conclusions de son étude, par le biais d'une présentation *power point*, devient le moment décisif des interactions en question. Pour les personnes interrogées, il s'agit là de la phase la plus importante, et donc la plus sacralisée dans leur mythologie professionnelle. Thomas Barnett écrit :

> « *Le briefing est la forme dominante de transmission d'idée dans le monde du Pentagone, beaucoup plus que dans n'importe quel autre organisme gouvernemental ou dans le monde des affaires. A l'intérieur du Pentagone, le "killer brief" est tout ce qui compte et en conséquence la construction des vignettes importe énormément.* […] *Le "killer brief" peut faire des miracles dans une carrière* »[170].

Il ressort de ce dernier élément une tension entre individus et organisation qui peut prendre la forme d'une dialectique, selon la propension des entités en question à capter symboliquement les capitaux individuels de leurs experts. De ce fait, il importe de bien s'affranchir d'une vision monolithique et institutionnaliste de la RAND Corporation. En effet, celle-ci – comme toute autre organisation – est traversée par des dynamiques, des trajectoires qui en partie lui échappent et qui sont le fruit des stratégies des individus qui y travaillent ou y ont travaillé.

---

[169] Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

[170] BARNETT, *op. cit.*, p. 65. Texte original: « *The brief is the dominant form of idea transmission in the world of the Pentagon, far more than in any other part of the government and far more than in the business world. Inside the Pentagon, the "killer brief" is everything, and so an amazing amount of effort goes into the construction of slides* […] *The killer brief can do wonders for one's career* ».

2. L'institutionnalisation de carrières individuelles autour de la RAND

Pour comprendre l'évolution des positions et prises de position d'une unité du secteur face à une crise – la fin de la Guerre froide – il apparaît nécessaire de dégager les routines structurant les interactions entre individus : leurs connaissances communes, leurs parcours-types. Ces éléments constituent alors un processus d'institutionnalisation des carrières de ces experts. Il découle de ce phénomène de *carriérisation* une dialectique entre acteurs et organismes d'affiliation, ces derniers mobilisant des ressources et se rétribuant mutuellement.

Au préalable, il nous faut préciser la terminologie employée et plus particulièrement le terme même de *carrière* opposé à celui de *trajectoire*. La notion sociologique de *carrière* est utilisée originellement par Everett Hughes. Ce dernier entend appréhender les étapes d'accès et d'exercice d'une profession comme une suite de changements objectifs de positions et la série des remaniements subjectifs qui y sont associés[171].

Howard Becker souligne pour sa part que « *dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive* »[172].

Diverses nuances et infléchissements théoriques ont consisté à différencier les notions de *carrière* et de *trajectoire*, même si les deux « *s'inscrivent dans une même tradition et partagent un certain nombre de propriétés, soit une attention égale aux*

[171] HUGHES Everett, *Men and their Work*, Glencoe, The Free Press, 1958.
[172] BECKER Howard, *Outsiders*, trad., Paris, Métailié, 1985, p. 126.

processus et à la dialectique permanente entre histoire individuelle et institution et, plus généralement, les contextes »[173].

Il convient néanmoins de justifier ici notre propre utilisation du terme de *carrière*, qui présente l'avantage, contrairement à celui de *trajectoire*, d'éviter la rationalisation *a posteriori* des parcours et des choix professionnels des individus étudiés. En effet, l'analyse de la *trajectoire* individuelle entend s'attacher à mettre en évidence l'évolution objective de l'acteur en termes de position sociale et de pratique des institutions, conduisant de cette façon à une certaine illusion rétrospective. La *trajectoire* devient ainsi une simple suite déterminée d'événements biographiques. Or, ce parti-pris sociologique ne peut nous convenir, tant il laisse de côté les aléas historiques, les dynamiques contingentes auxquelles les individus se trouvent confrontés tout au long de leur parcours et à partir desquelles ils s'adaptent.

On trouve une parfaite analyse de cette dialectique entre le monde social et l'acteur chez Erving Goffman lorsque celui-ci écrit :

> « *D'un côté, le concept de carrière s'applique à des significations intimes, que chacun entretient précieusement et secrètement, image de soi et sentiment de sa propre identité ; de l'autre, il se réfère à la situation officielle de l'individu, à ses relations de droit, à son genre de vie et entre ainsi dans le cadre des relations sociales. Le concept de carrière autorise donc un mouvement de va-et-vient du privé au public, du moi à son environnement social, qui dispense de recourir abusivement aux déclarations de l'individu sur lui-même ou sur l'idée qu'il se fait de son propre personnage* »[174].

Dès lors, pour reprendre les termes d'Eric Agrikoliansky, « *l'idée de carrière permet surtout d'appréhender l'action à travers ses modalités concrètes et comme le fruit d'une succession d'étapes ou de séquences qui infléchissent la trajectoire générale (qui n'est donc pas considérée comme déterminée une fois pour toutes par la position d'origine ou la socialisation)* »[175].

---

[173] FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individual », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), fév.-avril 2001, p. 200.
[174] GOFFMAN Erving, *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, trad., Paris, Ed. de Minuit, 1968, p. 179.
[175] AGRIKOLIANSKY Eric, « Carrières militantes et vocation a la morale: les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), fév.-avril 2001, pp. 30-31.

Par conséquent, cette section de la démonstration présente les dynamiques qui irriguent le parcours – la carrière – des individus au sein du champ des études stratégiques. Ces logiques sectorielles sont induites à la fois par les propriétés générales de ce monde social et par les particularités d'organismes tels que la RAND. Pour ce faire, il nous faut établir une typologie des parcours des individus travaillant ou ayant travaillé à la RAND afin de répondre à trois questions centrales nécessaires à la compréhension de notre objet : 1) Dans quelle mesure le personnel de l'organisation se distingue ou non de celui de ses concurrents dans le champ ? 2) Quel est le degré d'interpénétration au sein du champ entre dominants (le Département de la Défense) et dominés (organismes d'expertise mandatés) ? 3) Dans une perspective historique, peut-on constater des ruptures, des modifications dans les carrières types des experts d'aujourd'hui par rapport à ceux de la Guerre froide ?

Pour répondre à ces trois grandes questions, nous procéderons à deux modes d'administration de la preuve : quantitatif et qualitatif. Dans un premier temps, nous présenterons et analyserons les résultats issus d'une recherche quantitative portant sur les profils des chercheurs de la RAND (origines universitaires et professionnelles, domaines de compétence). Une comparaison avec des statistiques disponibles sur certains de ses concurrents permet en effet d'évaluer l'écart distinctif entre ces derniers et notre objet.

Nous compléterons ensuite ces données par une démarche plus qualitative, relevant de la prosopographie[176]. Pour reprendre l'expression d'Yves Dezalay et Bryan Garth, il s'agit de réaliser une « *biographie du champ* » en nous attachant aux récits individuels[177]. Plus précisément, nous étudierons les *portraits* de chercheurs et dirigeants présents ou anciens ; Ceux-ci illustrant les réseaux qui se sont tissés au cours des années au sein de la RAND comme *autour* d'elle. Pour certains, ces liens sont restés actifs depuis la fin de la Guerre froide.

[176] Sur l'importation de la méthode prosopographique en faveur d'une démarche de science politique, cf., MARREL Guillaume « Sociologie historique des carrières de cumul: Une expérience prosopographique », in: DELOYE Yves, VOUTAT Bernard (Eds.), *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002, pp. 201-217.
[177] DEZALAY, GARTH, *op. cit.*, p. 12.

21. Une interpénétration structurelle entre dominants et dominés

Déterminer des grandes variables dans les carrières des individus du champ stratégique suppose d'identifier les indicateurs les plus pertinents pour dégager des logiques récurrentes. Autrement dit, il s'agit de repérer les éléments constituant une carrière type pour un *stratège*, un *expert en questions de défense*.

Le chapitre précédent a souligné comment le champ américain des études stratégiques a pu se constituer au carrefour d'autres mondes sociaux, qu'il s'agisse de celui des décideurs politiques, des chercheurs universitaires ou des officiers militaires. Cette propriété fondamentale dans la définition et la délimitation du secteur induit en partie une pluralité similaire des parcours individuels. Les sentiers de la professionnalisation des *stratégistes* apparaissent logiquement beaucoup plus épars que ceux d'activités plus circonscrites, telles que celles d'avocats ou de médecins. Cette diversité conduit-elle à constater une absence de dynamique générale et une atomisation radicale des profils sociologiques des acteurs pour lesquels on ne pourrait distinguer des récurrences et établir des indicateurs de constance ?

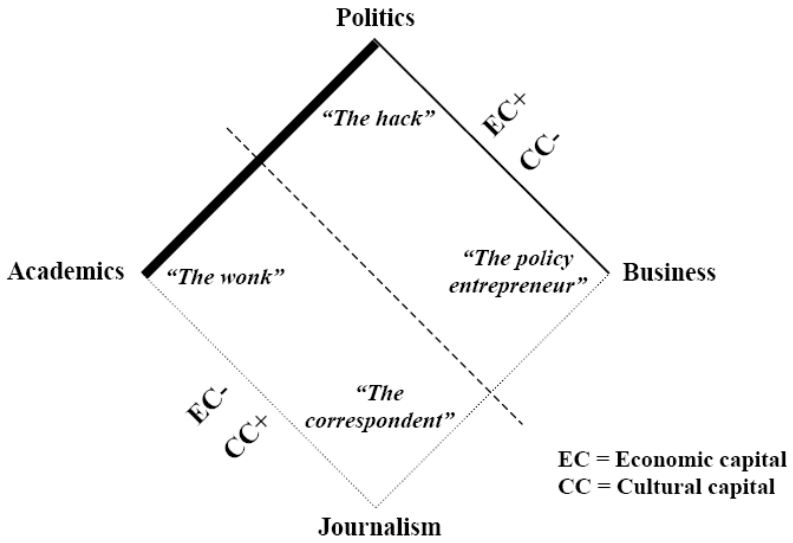
Nos résultats d'enquête ainsi que nos sources théoriques permettent de dépasser cet écueil inhérent à l'hétérogénéité des carrières et qui pourrait scléroser l'analyse. A cet égard, les récents travaux sur les experts américains conduits par Thomas Medvetz, docteur en sociologie de l'Université de Berkeley, dans lesquels il avance l'idée d'un *proto-champ* pour qualifier l'activité des *Think Tanks*, constituent ici un matériau scientifique particulièrement précieux[178].

En effet, s'appuyant sur d'importantes enquêtes quantitatives portant sur le personnel de vingt-deux *Think Tanks* américains, Medvetz a réussi à observer des logiques récurrentes dans la constitution des organisations lui permettant ainsi de définir quatre idéaux-types de l'acteur issu de telles structures. Ces idéaux-types se trouvent résumés par le schéma établi par Medvetz :

[178] MEDVETZ, *op. cit.*

Figure 1 : Typologie du personnel des *Think Tanks* américains

[Thomas Medvetz][179]



Ainsi, l'expert américain pourrait se caractériser par quatre catégories indigènes :

- Le *wonk* – terme intraduisible – désigne l'expert érudit faisant valoir sa différence et sa distance face aux décideurs politiques et militaires dans le champ. Il se crée pour cela la position d'*universitaire opérationnel*.
- Le *hack* définit l'expert qui à partir de ses stratégies de position met en avant sa proximité avec le champ politique, son réseau mobilisable au sein de celui-ci et dès lors sa compréhension intime des besoins des commanditaires.
- Le *policy entrepreneur* se rapproche, quant à lui, de l'entrepreneur de recherche que Pierre Bourdieu analyse dans *Homo Academicus*[180]. Il s'agit ainsi d'un expert dont les responsabilités au sein de la structure le conduisent à concevoir son activité sous l'angle proprement gestionnaire.

[179] *Ibid.*, p. 9.

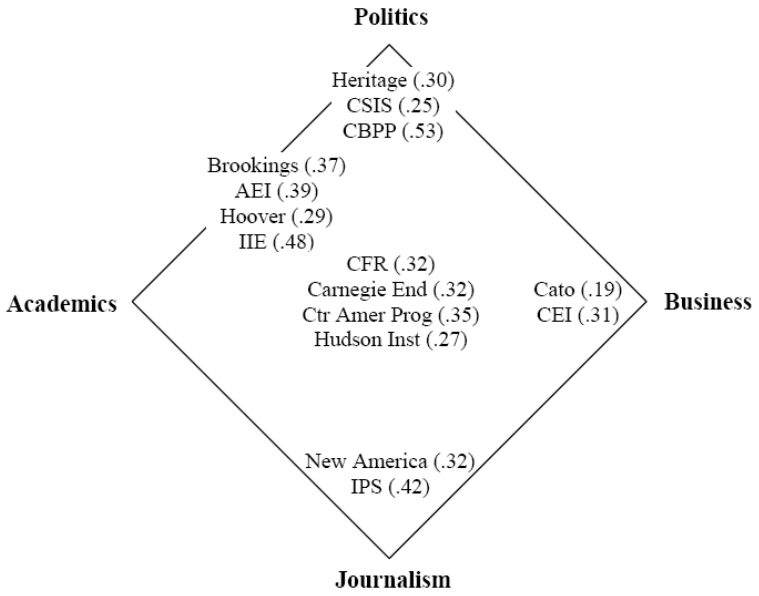
[180] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, pp. 162-163 : « *Ces managers scientifiques, occupés à rechercher des crédits pour leurs "laboratoires", à fréquenter les comités et les commissions où s'acquièrent les relations, les informations et les subventions nécessaires au bon fonctionnement de leurs entreprises, à organiser des colloques destinés à faire connaître leurs productions autant qu'à accroître leurs capacités productives, introduisent des problèmes nouveaux, souvent empruntés tels quels et sans critique préalable aux hommes d'action, et une manière nouvelle de les aborder ; ils produisent des oeuvres d'un ton et d'un style qui cumulent la neutralité du compte rendu positiviste et la fadeur du rapport bureaucratique pour obtenir l'effet de respectabilité propre à couvrir de l'autorité de la science les recommandations de l'expert* ».

- Le *correspondent* – catégorie que l'on exploitera peu pour notre part – décrit l'expert de formation journalistique dont le travail se limite à une vulgarisation des problématiques techniques auprès de la presse.

La typologie produite par Medvetz se fonde sur l'observation de *Think Tanks* et n'inclut donc pas la RAND, rangée dans la catégorie des FFRDCs. En revanche, sa mise en perspective avec les propres carrières des experts de notre objet d'étude s'avère fructueuse. On note en effet que la disposition des individus du champ, à travers la tension entre *ethos* académique et entrepreneurial, rejoint le propre espace des organisations que nous avions précédemment délimité.

Par conséquent, en corrélant ses données biographiques sur 1011 personnes travaillant au sein de *Think Tanks* avec la typologie définie au-dessus, Medvetz dresse un espace de position des experts américains tel que :

Figure 2 : L'espace des positions au sein des *Think Tanks* américains [Thomas Medvetz][181]



[181] MEDVETZ, *op. cit.*, p. 26.

Medvetz commente ainsi l'espace qui se dévoile à travers son schéma :

> « *Dans de tels havres de spécialistes (wonk havens), comme la Brookings Institution, l'American Enterprise Institute, l'Hoover Institution et l'Institute for International Economics, par exemple, un nombre important d'experts illustrent un passé professionnel "gouvernement-université". Par contraste, dans des Think Tanks plus "politiques" comme l'Heritage Foundation, le Center for Strategic and International Studies et le Center on Budget and Policy Priorities, la grande part des experts politiques illustrent un passé professionnel sous le label exclusivement gouvernemental* »[182].

Néanmoins, observons ici que les travaux de Medvetz fournissent des pistes aussi précieuses que limitées. En effet, le chercheur de Berkeley ne procède pas en découpant un champ selon la *raison d'être*, le *conatus* des organismes – dans notre cas la formulation d'expertise auprès du Département de la Défense – mais selon l'identité sociale reconnue ou du moins revendiquée de ceux-ci en tant que *Think Tanks*. S'inspirant des travaux de Loïc Wacquant, il s'attache à identifier les idiomes culturels qui créent chez les individus le sentiment d'appartenance à la catégorie des *Think Tanks*[183].

Cette démarche nous semble donc biaisée car elle engendre un formalisme ontologique qui conduit à laisser de côté les activités spécifiques de ces acteurs. De cette façon, la grille de lecture de Medvetz n'intègre pas les dynamiques et transactions des individus et des organisations. Elle ne rend pas compte des arrangements entre des organismes disposant de ressources différentes tels que les cabinets de conseil, les lobbies, les associations professionnelles, les universités civiles et militaires.

Malgré cette limite sociologique, le modèle de Medvetz conserve bien des conclusions dont on peut tirer profit : la détermination des quatre idéaux-types garde sa pertinence, notamment lorsque l'on entend les appliquer au cas de notre objet.

---

[182] *Ibid.*, p. 25. Texte original : « *At such venerable « wonk havens » as the Brookings Institution, the American Enterprise Institute, the Hoover Institution, and the Institute for International Economics, for example, a plurality of experts report « state-academic » career backgrounds. By contrast, at the more "political" think tanks, such as the Heritage Foundation, the Center for Strategic and International Studies, and the Center on Budget and Policy Priorities, the largest share of policy experts report "state-only" career backgrounds* ».

[183] Comme source méthodologique, Thomas Medvetz mentionne WACQUANT Loïc, « Whores, Slaves, and Stallions: Languages of Exploitation and Accommodation among Professional Fighters », *Body & Society*, 7 (2-3), 2001, pp. 181-194.

A partir de ces outils analytiques, nous pouvons mieux appréhender les données socioprofessionnelles constitutives de l'équipe d'analystes de défense à la RAND Corporation. Ces éléments permettent ainsi de bénéficier d'une idée plus précise des carrières individuelles au sein de la structure.

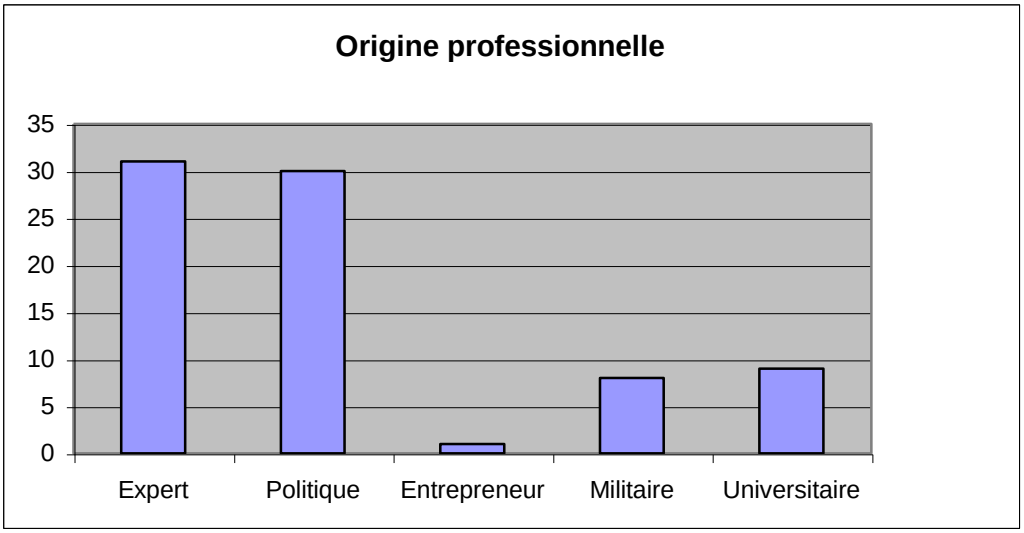
Dans cette perspective, nous avons donc recensé les parcours professionnels de soixante-dix-neuf employés répondant au moment de notre enquête aux critères fixés. Se fondant sur les données disponibles auprès du service de ressources humaines de l'organisation, le panel répertorie les analystes travaillant sur les problématiques de défense. Précisons que cette recension a été réalisée en avril 2007 et ne peut donc servir que d'illustration de carrières à un moment donné de l'activité de la RAND. En dépit de cette contrainte inhérente à la temporalité de notre objet, on voit se dégager de véritables variables explicatives dans les résultats obtenus.

Pour ce faire, nous avons établi cinq parcours professionnels types dont trois similaires à ceux identifiés plus haut par Medvetz : l'expert (le *wonk*), le politique (le *hack*), l'entrepreneur (le *policy entrepreneur*), auxquels s'ajoutent le militaire et l'universitaire.

L'expert se définit comme un analyste ayant bâti la majorité de sa carrière au sein d'un organisme de type *Think Tank* ou FFRDC, le politique a évolué durant la majorité de sa carrière au sein de l'administration fédérale, l'entrepreneur a fait partie du secteur privé (industrie ou conseil), le militaire et l'universitaire enfin représentent les deux dernières origines professionnelles.

Il ressort de l'analyse des données relatives aux 79 chercheurs de la RAND Corporation que les deux carrières les plus représentatives restent l'expert *historique* et le politique, les trois autres catégories se voyant réduites à des positions minimes. Apparaissent donc deux conclusions préliminaires qui permettent de mieux saisir les dynamiques animant les carrières individuelles au sein du champ :

Figure 3 : Les origines professionnelles du personnel du programme de défense de la RAND



Nous observons donc une forte bipolarisation des carrières autour de l'expert et du politique. La faible proportion des trois autres catégories s'explique par de multiples causes. D'après les entretiens réalisés lors de notre enquête de terrain, les militaires en disponibilité n'expriment pas, pour la plupart, un goût prononcé pour la réflexion stratégique et préfèrent s'orienter principalement vers un monde industriel plus attractif en termes salariaux[184]. Nous trouvons cependant quelques exceptions, telles que David Johnson, chercheur et dirigeant de la RAND.

UNE CARRIERE PLURIELLE : DAVID JOHNSON
Colonel de l'US Army en disponibilité, David Johnson présente un profil particulièrement intéressant car il a successivement occupé des responsabilités au sein des *war colleges* (directeur des études à la *National Defense University*) et de la sphère du conseil industriel (vice-Président de *Sciences Application International Corporation* de février 1997 à août 1998). Au cours de sa carrière dans l'US Army, il a pu réaliser un doctorat d'histoire à *Duke University* qui a été publié par les presses de *Cornell University*[185]. Johnson a par ailleurs évolué dans diverses organisations au sein du champ

[184] Entretiens, Washington, automne 2007.
[185] JOHNSON David, *Fast Tanks and Heavy Bombers: Innovation in the U.S. Army, 1917-1945*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

des études stratégiques (organismes du Département de la Défense, cabinets de conseil, universités et aujourd'hui FFRDCs). A ce titre, son parcours permet de juger de l'extrême fluidité dont peuvent faire preuve certains employés et par conséquent de la pluralité de capitaux qu'ils peuvent mobiliser au sein de mondes sociaux proches.

Ensuite, les entrepreneurs s'avèrent ici être aussi peu représentés que dans le monde des *Think Tanks*, comme le prouve la comparaison avec le schéma de Thomas Medvetz. Enfin, la marginalisation des universitaires constitue le corollaire direct de la pérennisation d'une science militaire au carrefour de l'académique et du décisionnel. Ainsi, l'expertise peut se reproduire sans faire appel au monde académique – si tant est que l'on puisse exclure la période de formation scolaire des experts en question.

Deuxième point, compte tenu des origines politiques d'une grande partie des experts, l'orientation partisane peut logiquement influer sur les analyses. Ceci semble discutable, dans le cas d'une organisation telle que la RAND dont les travaux entendent se situer hors du jeu partisan auquel de nombreux *Think Tanks* participent explicitement. Pourtant de récents exemples, tels que la nomination de James Dobbins au bureau de Washington, montrent que le groupe n'est pas exempt de ces logiques.

Du politique à l'expertise :
Carrière d'une figure de l'administration Clinton

La nomination de James Dobbins au poste de directeur de l'*International Security and Defense Policy Center* de la RAND, a suscité des interrogations chez certains employés. « *Dobbins est très compétent, mais il est aussi très estampillé démocrate, cela m'a vraiment surpris de la part de la RAND* » observe un chercheur[186]. Diplômé en affaires internationales de Georgetown, ancien diplomate passé par le *Foreign Service* et ayant passé trois ans dans l'US Navy, Dobbins a été l'ancien envoyé spécial de l'Administration Clinton au Kosovo, en Bosnie, à Haiti et en Somalie. Auparavant, il a occupé de multiples responsabilités diplomatiques (*Assistant Secretary of State for Europe, Special Assistant to President Clinton for Western Hemispheric Affairs*). Avant de quitter le Département d'Etat, il a dirigé la délégation américaine à la conférence de

[186] Entretien, Anonyme.

Bonn du 24 novembre au 5 décembre 2001 sur l'établissement du gouvernement afghan post-taliban.

Puis il a rejoint la RAND en mai 2002 où il a supervisé un rapport très médiatisé *America's Role in Nation Building*[187]. Ont suivi des projets sur l'ONU et l'Union européenne et les processus de reconstruction post-conflit. Interrogé sur ces points, Dobbins a souligné la nécessité – en tant qu'ancien haut fonctionnaire v de publier des travaux de type académique, afin d'acquérir une légitimité à l'intérieur du centre. Cette stratégie éditoriale permet ainsi d'illustrer comment, dans ce cas précis, nous assistons à une conversion réussi de savoirs politiques en savoirs scientifiques, l'expérience de Dobbins durant l'administration Clinton devenant son propre matériau de démonstration lorsqu'il devient expert.

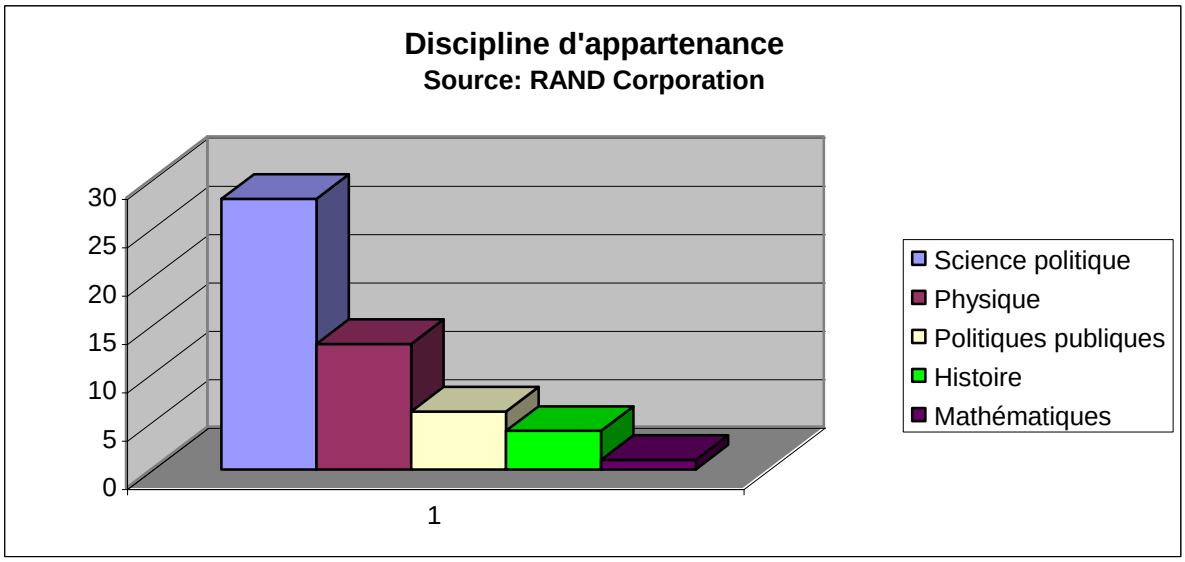
Notons néanmoins que nos résultats mettent en exergue des appartenances avérées et explicites à la sphère politique. Soulignons cependant que le portrait de James Dobbins n'illustre pas le processus *classique* ou unique dans les carrières des acteurs du champ : le passage du politique à l'expert. D'autres personnalités telles qu'Andrew Marshall ou Henry Kissinger prouvent que l'inverse s'avère également assez fréquent.

« *Je pense que l'un des mérites incontestables de la RAND est de former les futurs cadres civils et militaires du Pentagone* » a reconnu Laurent Murawiec. « *Ils viennent à la RAND en début de carrière, avec des fellowships ou d'autres programmes, ils travaillent sur de multiples projets qui souvent recouvrent l'étendue des dossiers suivis au Département de la Défense. Ils acquièrent ainsi une vue étendue, un recul sur la gestion des affaires courantes dont ils ne pourraient bénéficier au jour le jour dans le Pentagone* »[188].

[187] DOBBINS James, McGINN John G., CRANE Keith, JONES Seth G., LAL Rollie, RATHMELL Andrew, SWANGER Rachel M., TIMILSINA Anga, *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003.

[188] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

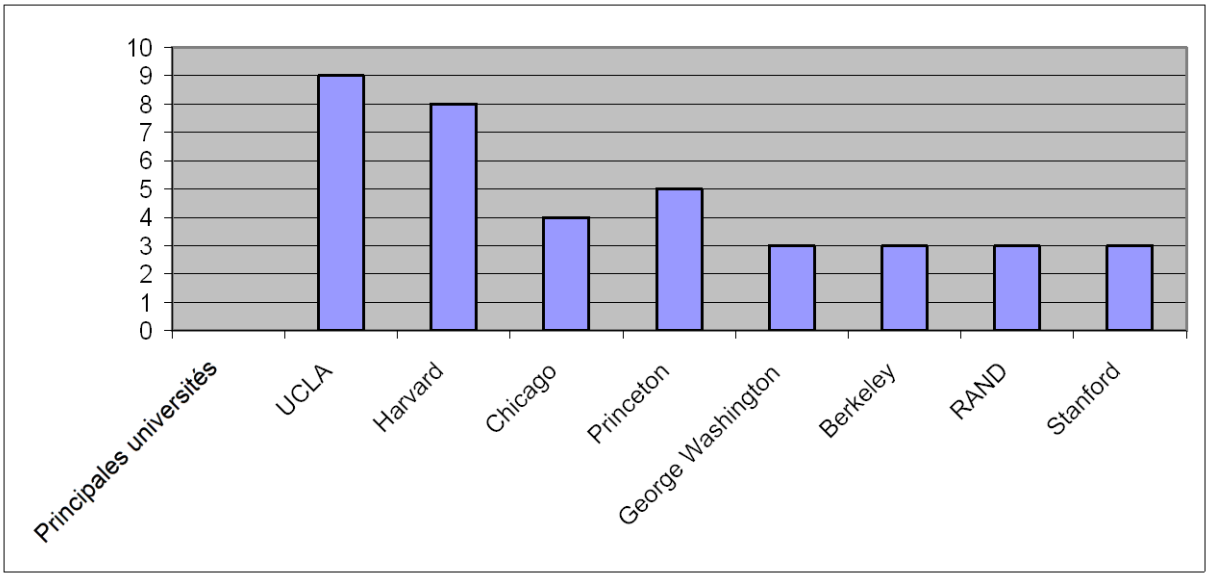
Figure 4 : Les disciplines d'appartenance



Autre élément statistique utile pour déterminer les carrières, l'origine disciplinaire (selon leur formation universitaire ou leur titre professionnel[189]) des analystes, démontre une prépondérance des sciences humaines et plus particulièrement de la science politique[190]. Cette tendance trouve son origine dans le lent accroissement des départements de sciences sociales au sein des organismes de recherche en matière de défense. Si la recherche opérationnelle définie à la fin de la Seconde Guerre mondiale a consacré l'émergence des sciences *dures* (mathématiques, physique, chimie) dans l'art militaire, ce n'est qu'une, voire deux décennies plus tard, que les sciences humaines et sociales ont trouvé leur voie, souvent d'ailleurs grâce à un travail de légitimation de scientifiques *durs* ouverts à leur apport (Bernard Brodie, Albert Wolhstetter, Herman Kahn)[191].

[189] Les termes semblent extensibles et aucune référence générale ne permet de fixer des standards en l'occurrence. Toutefois, la majorité des experts se donnent pour titre: *Political Analyst*, *Physician*, *Economist*.
[190] Dans l'échantillon retenu, 59 chercheurs sur 79 disposaient par ailleurs du grade de docteur.
[191] Pour une analyse précise de ces liens entre sciences *dures*, sciences humaines et recherche militaire aux Etats-Unis, cf., l'ouvrage de Martin Collins, *Cold War Laboratory*…, *op. cit.*

Figure 5 : Les lieux d'éducation



Une *carrière-type* au sein du pôle défense-sécurité de la RAND passe donc aujourd'hui par l'obtention d'un doctorat, ou du moins d'un master, en sciences humaines (selon des vocables divers et variés comme *security studies*, *international affairs*, *defense studies* etc.) acquis dans une prestigieuse université (UCLA, Harvard, Georgetown) si ce n'est, pour les plus jeunes générations, au sein du programme doctoral de la RAND lui-même[192]. A l'issue de cette formation universitaire, l'expert vit plusieurs expériences professionnelles, soit dans d'autres structures du champ (*Think Tanks*, FFRDCs, *War colleges*) soit au sein d'administrations fédérales (Département d'Etat, Département de la Défense).

Comme nous l'avons constaté précédemment entre positions politiques et positions expertes, l'enchaînement de ces événements biographiques peut varier. Cette fluidité et cette imbrication progressive de multiples capitaux politiques et experts se trouvent caractérisés par une expression, *revolving door*, qui – sous la forme d'une métaphore (*la porte tambour*) – entend décrire ce phénomène.

[192] Fondée en 1970, la Pardee RAND Graduate School encadre des doctorats en *public policy*. Tout en menant leurs recherches de thèse, les doctorants s'intègrent aux équipes de recherche permanentes de l'organisation.

Ancien directeur du *Policy planning staff*[193] au Département d'Etat et actuel président du *Think Tank*, le *Council on Foreign Relations*, Richard Haas a livré à cet égard une analyse fructueuse de cet enchevêtrement :

> « *Les Think Tanks offrent un vivier durable d'experts pour les nouvelles administrations et le personnel parlementaire. C'est une fonction propre au système politique américain* […] *les Think Tanks procurent par ailleurs aux fonctionnaires quittant leurs fonctions, des postes où ils peuvent partager des idées acquises au cours de leur carrière gouvernementale* »[194].

Pour Haas, le *Think Tank* ne doit pas faire figure d'entité immobile et permanente qui s'adresse à l'administration fédérale selon des routines figées. Bien au contraire, il y voit des pôles d'interaction, de passage pour les individus qui, au gré des alternances politiques, évoluent autour des lieux de pouvoir.

La fluidité des positions, fondement des carrières d'expert, induit donc une autre propriété des relations interindividuelles, à savoir la constitution de communautés thématiques, réseaux, forums informels à l'intérieur comme à l'extérieur des structures telles que la RAND.

22. Consolidation de réseaux et constitution de *communautés épistémiques*

Par la fluidité des positions individuelles dans le temps et l'espace du champ considéré, il apparaît logique que se tissent des liens intra et extra-institutionnels entre les acteurs. Ceux-ci en viennent ainsi à constituer des groupes plus ou moins durables, plus ou moins formalisés qui ne viennent pas concurrencer la structure *apparente* du champ – c'est-à-dire les organismes précédemment analysés – mais offrent des modes de mobilisation différents qui s'y ajoutent.

[193] Créé en 1947 par George Kennan, le Policy Planning Staff a pour mission de livrer des analyses de long terme à destination du Secrétaire d'Etat pour l'aider et le conseiller dans sa prise de décision en matière de politique étrangère.

[194] *US Foreign Policy Agenda*, Electronic Journal of the U. S. Department of State, 7 (3), nov. 2002. Disponible à: http://usinfo.state.gov/journals/itps/1102/ijpe/pj73haass.htm. Date de consultation: 5 avril 2008.

Aussi peut-on distinguer, parmi ces regroupements d'individus, les réseaux que l'on qualifiera de *communautés épistémiques*. La première appellation, la plus usitée en sciences sociales, repose avant tout sur l'agrégation de capitaux sociaux mis en commun par des individus, autrement dit, un ensemble de ressources actuelles ou potentielles liées à la détention d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'intereconnaissance permettant aux acteurs de développer leurs propres stratégies collectives au sein du champ.

En s'affranchissant d'un institutionnalisme classique et paralysant, l'analyse de ce processus relationnel permet de tracer une dynamique entre les niveaux macro et micro-politiques. Autrement dit, nous rejoignons ici les pistes de recherches tracées par le sociologue Mark Granovetter qui affirme que « *l'analyse des processus existant dans les réseaux interpersonnels fournit la passerelle la plus fructueuse entre micro et macro* »[195].

En tant que variable explicative du comportement des acteurs de la vie internationale, le capital social a été par ailleurs repéré par James Rosenau, qui trouve là l'expression empirique de son approche multicentrée. Il justifie cet usage méthodologique dans une récente parution en affirmant :

> « *La prolifération des réseaux organisationnels contribue à dépasser la coupure entre les individus au niveau micro et leurs collectivités au niveau macro. Cela offre une vaste étendue de voies à partir desquelles les individus peuvent dépasser le local, le global et le privé. Cela soutient également les dynamiques de déterritorialisation, l'étendue de la révolution des compétences, et la prépondérance continue de proximités distantes* (sic.) »[196].

En France, le concept de réseau appliqué à l'analyse des relations internationales a fait l'objet de plusieurs publications depuis le milieu des années quatre-vingt-dix. Ariel Colonomos a ainsi pris soin de définir celui-ci en tant qu'« *organisation sociale, formelle et informelle, composée d'individus ou de groupes dont la dynamique vise à la*

[195] GRANOVETTER Mark S., « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973, p. 1360. Texte original: *« The analysis of processes in interpersonal networks provides the most fruitful micro-macro bridge* ».

[196] ROSENAU James, *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 62. Texte original: « *The proliferation of organizational networks contributes to bridging the gap between people at the micro level and their collectivities at the macro level. It offers a vast array of routes through which individuals can move among the local, global and private worlds. It also sustains the dynamics of deterritoralization, the spread of the skill revolution, and the continued salience of distant proximities* ».

perpétuation, à la consolidation et à la progression des activités de ses membres dans la sphère diplomatique »[197].

Cependant, c'est moins du côté des relations internationales que de l'analyse des politiques publiques que l'on trouve des outils théoriques idoines. Ceci est dû, non pas à la préférence *in abstracto* d'un domaine plutôt que d'un autre, mais à la caractérisation des mobilisations individuelles étudiées. Outre la domination écrasante d'acteurs de nationalité américaine, la stratégie des réseaux s'oriente ici le plus souvent vers les décideurs politiques américains.

On peut y voir deux raisons : la première, proprement financière – les fonds nécessaires à la conduite d'études proviennent des Etats-Unis – la seconde, structurelle, découle de la précédente – seuls les Etats-Unis ont su constituer un cadre géographique pour un champ autonome des études stratégiques.

Par conséquent, on se fonde ici sur l'usage du concept de *réseau de politique publique* ou *communauté de politique publique*. L'idée de réseau de politique publique est formulée pour la première fois par Peter Katzenstein[198]. Pour ce dernier, les politiques publiques peuvent être définies comme le résultat de l'interaction entre les acteurs privés et publics au sein de sous-systèmes qu'il nomme des réseaux de politique publique[199]. Par la suite, Hugh Heclo amende cette définition en introduisant le concept de réseau thématique au sein duquel les individus se focalisent sur un problème spécifique de politique publique[200]. De nombreux débats s'ensuivent quant à la détermination des frontières des réseaux, le contrôle qu'exercent les acteurs au sein du réseau et l'entrée dans ce dernier[201]. David Marsh et R.A.W. Rhodes livrent ensuite une typologie entendant dépasser l'idée d'Heclo de *réseau thématique*, jugée trop vague par les deux chercheurs. Ils déterminent cinq types de réseaux de politique publique, allant du plus intégré au moins intégré : la communauté de politique publique, le réseau de

[197]COLONOMOS Ariel, « La sociologie des réseaux transnationaux : émergence d'un objet et perspectives internationalistes » in: COLONOMOS Ariel (Éd.), *Sociologie des réseaux transnationaux : communautés, entreprises et individus : lien social et système international*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 22.
[198] KATZENSTEIN Peter, « Introduction: Domestic and International Forces and Strategies of Foreign Economic Policy » in: KATZENSTEIN Peter, *Between Power and Plenty: Foreign Economic Policies of Advanced Industrial States*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978, pp. 3-22.
[199] Cf., la synthèse historique et critique, OUIMET Mathieu, LEMIEUX Vincent, « Les réseaux de politique publique: un bilan critique et une voie de formalisation », Research paper, Université de Laval, Disponible à: www.erudit.org. Date de consultation: 5 avril 2008.
[200] HECLO Hugh, « Issue Networks and the Executive Establishment » in: KING Anthony (Éd.), *The New American Political System*, Washington, American Enterprise Institute Press, 1978, pp. 87-124.
[201] OUIMET, LEMIEUX, *op. cit.*, p. 13.

professionnels, le réseau intergouvernemental, le réseau de producteurs et le réseau thématique. Les critères de catégorisation retenus par Marsh et Rhodes se trouvent être la stabilité de la composition du réseau, son nombre, le type d'interdépendance et d'interactions entre les acteurs[202].

De son côté, le cadre des politiques internationales a vu émerger, à partir des années quatre-vingt-dix, le terme de *communauté épistémique*. Ce concept, que le chercheur Peter M. Haas utilise pour illustrer la coordination internationale entre experts et politiques, délimite « *un réseau de professionnels détenant une expertise reconnue et une compétence dans un domaine particulier et une aspiration légitime à un savoir pertinent pour la décision politique dans un domaine ou un secteur spécifique* »[203]. L'usage du terme foucaldien d'*épistémè*[204] renvoie à une dimension plus profonde que celui de *réseaux de politique publique*. On quitte ici une simple description sociologique des interactions entre acteurs – le réseau – pour préciser un entre-soi commun, un *conatus* collectif – l'ambition scientifique au fondement même des communautés épistémiques[205].

A ce titre, les mobilisations au sein du champ des études stratégiques se caractérisent très fréquemment par cette même prétention à aborder les questions politiques comme scientifiques, une prétention résumée par le slogan de la RAND : « *objective analysis, effective solutions* ». On retrouve ainsi cette posture inhérente dans les réseaux d'experts que nous présentons ici[206].

---

[202] RHODES R.A.W., MARSH David (Eds.), *Policy Networks in British Government*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

[203] HAAS Peter M., « Introduction: epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, 46 (1), 1992, p. 3. Texte original: « *An epistemic community is a network of professionals with recognized expertise and competence in a particular domain and an authoritative claim to policy-relevant knowledge within that domain or issue-area* ».

[204] FOUCAULT, *Les Mots et les choses, op. cit*. Si Peter Haas accorde peu d'importance au choix théorique du terme d'épistémè, l'internationaliste John Ruggie explique pour sa part qu'il « *emprunte le terme à Michel Foucault pour se référer à une vision dominante de la perception du monde social, un ensemble de symboles et références communs, d'attentes mutuelles et de prédictivité identité des intentions* ». Cf., RUGGIE John, « International Responses to Technology », *International Organization*, 29 (1), été 1975, pp. 569-570.

[205] Cf., VILTARD Yves, « L'étrange carrière du concept foucaldien d'épistémè en science politique », *Raisons Politiques*, 3, 2006, pp. 193-202.

[206] Cette posture *per se* fait l'objet de développements propres dans la seconde partie de notre travail, les analyses de ce chapitre entendant uniquement se focaliser sur les modes de mobilisation des acteurs du champ.

Andrew Marshall et la communauté de la *Révolution dans les Affaires Militaires*

A la fin des années quatre-vingt est apparue, dans le champ des études stratégiques américain, l'idée – devenue une véritable école – de *Revolution in military affairs* (RMA). Puisant leur inspiration dans les théories militaires soviétiques formulées au cours de la décennie précédente, les promoteurs de la RMA ont soutenu la thèse selon laquelle le développement civil des nouvelles technologies, en matière informatique et électronique, couplé aux modes de décision accélérés en découlant, avaient provoqué un changement *révolutionnaire* dans le cadre militaire. Les partisans de la RMA ont comparé la période contemporaine comme les époques marquées par les révolutions industrielles qui instituèrent pour la Première et la Seconde Guerres mondiales l'usage des chars et des avions[207].

Si la RAND a joué un rôle très indirect dans la promotion de la RMA, force est de constater que de nombreux chercheurs qui en sont devenus les promoteurs, disposaient de liens durables avec l'organisation, à commencer par l'initiateur de ce courant intellectuel, Andrew Marshall.

Marshall a travaillé dès 1949 à la RAND, avant de rejoindre en 1972 le Conseil de Sécurité Nationale, alors administré par Henry Kissinger, ancien consultant à la RAND. L'année suivante, sous le Secrétariat à la Défense de James Schlesinger, également un ancien de la RAND[208], Marshall a créé l'*Office of Net Assessment* (ONA) qu'il a dirigé depuis lors. La confidentialité entretenue autour de Marshall et de l'ONA a entretenu un mythe quant à son rôle, Marshall étant ainsi surnommé *Yoda* tandis que ceux qui collaborent avec lui à l'ONA sont qualifiés de *chevaliers jedis*[209]. Certains sont même

[207] Pour une perspective historique et critique, cf., KAGAN, *Finding the Target…*, *op. cit.* Egalement en langue française: BALZACQ Thierry, DE NEVE Alain (Eds.), *La Révolution dans les affaires militaires*, Paris, Economica, 2003 ; BRAILLARD Philippe, MASPOLI Gianluca, « La révolution dans les affaires militaires : paradigmes stratégiques, limites et illusions », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 3, 2002, pp. 630-645.

[208] Docteur en économie d'Harvard University, James Schlesinger commence par enseigner à l'Université de Virginia. Il rejoint la RAND en 1963 et y reste sept années au cours desquelles il travaille sur les questions nucléaires. En février 1973, il devient directeur de la CIA. Mais il quitte le poste quelques mois plus tard, le Président Nixon le nommant en juillet de la même année Secrétaire à la Défense. Il siège aujourd'hui dans de multiples conseils d'administration. Entre autres, il préside le Board of Trustrees de la MITRE Corporation, FFRDC travaillant comme la RAND pour le Pentagone, il est *senior advisor* pour Lehman Brothers et président du comité exécutif du Nixon Center.

[209] Dans la trilogie cinématographique *Star Wars* de Georges Lucas, les chevaliers Jedi représentent des combattants du bien, vivant en ermites et dont l'un des principaux chefs est représenté par une vieille créature nommée Yoda.

allés jusqu'à parler de l'ONA en tant que *Church St Andrews*[210]. Dans les faits, l'ONA reste un centre de réflexion interne au Pentagone dont les moyens sont dédiés à la réflexion prospective sur les moyens de faire face aux futures menaces qui pourraient peser sur les Etats-Unis. A l'inverse de la plupart des organismes présentés précédemment, aucun des travaux émanant de l'ONA n'est rendu public[211]. Promoteur central à partir du début des années quatre-vingt-dix de la *Révolution dans les Affaires Militaires*, Marshall a fait travailler à ses côtés quelques unes des plus importantes figures contemporaines des études stratégiques américaines comme Eliot Cohen, Andrew Krepinevitch[212], Barry Watts[213]; Stephen Rosen a été l'assistant civil de Marshall, a ensuite dispensé des cours au *Naval War College* avant de devenir Professeur à Harvard ; Thomas Mahnken a travaillé à l'ONA et a fait également partie de l'équipe d'analystes au sein du *Gulf War Air Power Survey*[214] avant de rejoindre l'Université Johns Hopkins. On peut noter par ailleurs que le Français Laurent Murawiec, ancien analyste à la RAND et auteur de *La Guerre au XXI^e siècle*, a travaillé au sein du FFRDC en grande partie sur des contrats pour l'ONA[215]. Il nous a ainsi confié que lorsqu'il menait des recherches pour son ouvrage, « *toutes les personnes* [qu'il] *rencontrai*[t] *sur le sujet de la RMA avaient*

[210] DER DERIAN James, « The illusion of a Grand Strategy », *New York Times*, 25 mai 2001.

[211] Parmi les sujets les plus étudiés au sein de l'ONA figure la Chine. Une première étude datant du milieu des années quatre-vingt-dix expliquait que celle-ci se modernisait si rapidement que son armée pourrait bientôt défaire les Etats-Unis dans un conflit régional en Asie. Un second rapport de l'ONA, préparé par la RAND, estimait que la Chine, toujours, dépensait 140 milliards de dollars par an dans le cadre de sa défense. En 1997, l'ONA a financé une troisième étude qui concluait que la Chine voyait les Etats-Unis comme une superpuissance déclinante et se préparait donc à exploiter la faiblesse militaire américaine. Source: MADDRELL Debra, *Quiet Transformation: The Role of the Office of Net Assessment*, Rapport, Washington, National Defense University, 2003.

[212] Diplômé de l'école militaire de West Point et titulaire d'un PhD d'Harvard, Andrew Krepinevitch a travaillé à l'Office of Net Assessment avant de devenir président du Center for Strategic and Budgetary Assessments. En 1997 il est nommé membre du *National Defense Panel* chargé d'émettre des recommandations au Secrétaire à la Défense dans l'optique de la *Quadrennial Defense Review*. Il enseigne actuellement à l'Université George Mason.

[213] Diplômé en mathématiques de l'Air Force Academy et en philosophie de l'Université de Pittsburgh, Barry Watts a dirigé le centre d'analyse du groupe industriel Northrop Grumman. Il a supervisé le bureau d'évaluation et d'analyse des programmes du Département de la Défense avant de rejoindre en 2002 le Center for Strategic and Budgetary Assessments d'Andrew Krepinevitch.

[214] Rapport de 700 pages remis à l'US Air Force en 1993 afin d'évaluer l'efficacité de l'usage de la puissance aérienne pendant la guerre du Golfe de 1991, le *Gulf War Air Power Survey* a été supervisé par Elliott Cohen et Thomas Keaney de l'Université de Johns Hopkins. La commission indépendante chargée de la conduite du rapport a été mise en place le 22 août 1991 par le Secrétaire de l'Air Force de l'époque, Donald Rice, actuellement membre du conseil d'administration de la RAND.

[215] Dans la lignée de ses travaux sur la *Révolution dans les Affaires Militaires*, Murawiec a développé une étude ambitieuse sur la révolution de l'information intitulée *Greek Rhetoric Meets Cyberspace: Toward a Theory of Information Warfare.* Source : Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

travaillé avec Andrew Marshall »[216]. Sur la littérature accusatrice à l'encontre de Marshall, Murawiec s'est emporté en déclarant que « *tous ces "neuneus" qui voient des théories du complot avec Marshall sont stupides !* (sic.) *Andy est juste un homme discret, qui veut simplement faire ce qui lui plaît sans jouer le jeu de la scène washingtonienne* »[217].

Par le réseau de long terme qu'il a tissé au sein de la communauté des études stratégiques, Andrew Marshall fait figure de *patron* de la stratégie américaine[218]. De cette manière, en établissant des liens durables avec des acteurs passés par l'ONA avant de partir vers des secteurs multiples (industriel, académique, expert), Marshall a fait de son bureau l'*épicentre* de la RMA[219]. Celle-ci a réussi à établir une véritable communauté épistémique dont les textes de Marshall et ses collègues forment une *épistémè* cohérente et de cohésion pour les industriels, militaires et intellectuels américains durant les années quatre-vingt-dix.

Une analyse approfondie de ces communautés épistémiques, plus ou moins durables, permet par ailleurs d'identifier les figures de ce qu'Yves Dezalay et Bryan Garth nomment le *Foreign Policy Establishment*[220]. Autrement dit, se donne à voir le phénomène notabiliaire, loi d'airain des champs sociaux où s'engagent des capitaux symboliques, phénomène explicité ici à travers l'étude de ces réseaux.

Pour autant, la pérennisation de la communauté créée par et autour d'Andrew Marshall ne constitue pas la règle et tout forum thématique n'aboutit pas à une pérennisation tant du thème de mobilisation que des relations entre les promoteurs de celui-ci. Une illustration de communauté *temporaire* – mais néanmoins toute aussi pertinente dans notre analyse - peut également être apportée par l'étude d'une conférence organisée par la RAND et James Dobbins autour de la notion de *Nation-Building*[221]. Une attention aux aspects conceptuels de la notion de *Nation-Building* et aux enjeux qu'ils

[216] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[217] *Ibid.*
[218] On reprend ici une analogie avec le champ littéraire que Pierre Bourdieu a étudié et à partir de laquelle il a caractérisé les acteurs, qu'il nomme *patrons*, qui par leurs relations et leur rang professionnel occupe une position incontournable pour acquérir légitimité et notoriété.
[219] WASINSKI Christophe, « Créer une Révolution dans les affaires militaires : mode d'emploi », *Cultures & Conflits*, 64, 2006, p. 164.
[220] Expression empruntée à Yves Dezalay et Bryan Garth, *op. cit.*, p. 14. Elle entend désigner le groupe de notables exerçant une grande influence sur la politique étrangère des Etats-Unis.
[221] DOBBINS, MCGINN, CRANE, JONES, LAL, RATHMELL, SWANGER, TIMILSINA, *op. cit.*

recouvrent est accordée dans notre chapitre 4, « La diffusion internationale des sciences américaines de gouvernement ». Néanmoins, partons ici d'une définition assez générique que nous prendrons ultérieurement soin de discuter, à savoir que le *Nation-Building* désigne l'ingénierie politique, sociale et militaire chargée de reconstruire non seulement les institutions étatiques d'un pays sortant d'un conflit mais aussi les mécanismes de solidarité, les liens nationaux.

La RAND a précisément organisé les 6 et 7 mai 2003 – soit seulement deux mois après l'invasion américaine de l'Irak[222] – une conférence sur l'effort de *Nation Building* en Irak, au cours de laquelle quarante et une personnalités du *Foreign Policy Establishment* ont pu discuter des multiples chantiers de la reconstruction post-conflit. Loin de se cantonner à inviter des analystes de divers *Think Tanks* ou des membres des Départements d'Etat et de la défense américains, la RAND a également convié des universitaires issus de Columbia, d'Oxford, des fonctionnaires internationaux du Bureau des Nations Unies pour la gestion et la prévention des crises, des consultants en stratégie internationale des entreprises (*Albright Group*[223]) et des juristes d'affaires (Akin, Gump, Strauss, Hauer & Feld[224]).

La conférence a pris place dans le cadre de la publication de l'important rapport dirigé par James Dobbins et portant sur le rôle des Etats-Unis lors d'opérations de reconstruction[225], rapport au sujet duquel Paul Bremer, alors administrateur de l'Autorité Provisoire de la Coalition en Irak a déclaré :

> « *Il s'agit là d'un magnifique manuel pour la stabilisation et la reconstruction post-conflit. J'en ai gardé une copie depuis mon arrivée à Bagdad et le recommande à tous ceux qui souhaitent comprendre ou s'engager dans de telles activités* »[226].

[222] Le 19 mars 2003, le Président américain Georges W. Bush a lancé l'opération *Iraqi Freedom* contre le régime de Saddam Hussein.
[223] Présidée par Madeleine Albright, l'Albright Group est une entreprise de conseils en placements financiers axée sur les marchés émergents.
[224] Fondé en 1945, Akin Gump Strauss Hauer & Feld LLP, est un cabinet juridique international de premier plan, compte plus de 900 avocats et des bureaux à Austin, Dallas, Dubaï, Houston, Londres, Los Angeles, Moscou, NewYork, Philadelphie, San Antonio, San Francisco, Silicon Valley, Taipei, Pékin et Washington, .
[225] DOBBINS, MCGINN, CRANE, JONES, LAL, RATHMELL, SWANGER, TIMILSINA, *op. cit.*
[226] Cité par VIDAL Dominique, « A guide to Nation Building », *Le Monde diplomatique* – édition anglaise. Disponible à: http://mondediplo.com/2003/12/10rand. Date de consultation: 22 mai 2008. Texte original: « *A marvellous how-to manual for post-conflict stabilisation and reconstruction. I have kept a copy handy since my arrival in Baghdad and recommend it to anyone who wishes to understand or engage in such activities* ».

Ainsi, étudier de manière détaillée et systématique les trajectoires[227] de ces *entrepreneurs* de *Nation Building* permet de rendre compte des enjeux de pouvoir qui se sont alors joués autour de la reconstruction des Etats irakien et afghan. Se dévoilent à nous la lutte symbolique quant à la légitimité de ses exportateurs, les transactions opérées entre acteurs de sphères professionnelles différentes et la mise en avant de compétences dans des disciplines distinctes – science politique, économie, sciences de gestion[228].

Dès lors, il importe de spécifier les formes de cette mobilisation : les individus et les capitaux sociaux qu'elle implique, l'organisation des flux qui la structure et le processus même de légitimation qui en découle. Dépassant les frontières établies du champ des études stratégiques, le discours expert provient ici d'acteurs qui n'évoluent pas dans les mêmes sphères socioprofessionnelles et qui, par conséquent, ne bénéficient pas de capitaux identiques. Il convient donc de commencer par se séparer d'une illusion d'homogénéité de la communauté : chacun dispose de ressources distinctes, variables selon les carrières individuelles. De ce fait, nous devons procéder à une biographie de cet espace social, de spécifier les mondes professionnels qui, au cours de cette conférence, sont rentrés en collusion. Dans le même temps, on peut constater que l'une des caractéristiques les plus saissantes de cette communauté tient aux multiples sphères de l'international que les individus présents ont investies. Dès lors, la pluralité de ces activités conduit chacun à bénéficier de capitaux multiples, revendiqués selon l'occasion à des fins différentes.

Sur les 41 personnalités invitées, on peut opérer une classification fondamentale fondée sur l'activité professionnelle principale, ou du moins principalement présentée. Quatre champs socioprofessionnels apparaissent dominants : la sphère politique, universitaire, experte et enfin celle des affaires.

[227] Compte tenu de la méthodologie quantitative employée ici et des données empiriques disponibles, nous n'avons pu qu'établir des trajectoires d'acteurs – à défaut de carrières – qui auraient nécessité des entretiens approfondis.

[228] Sur ces thématiques, cf., les nombreux travaux issus du Centre de Sociologie Européenne : DEZALAY, GARTH, *op. cit.*; GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers : Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

Le secteur politique comprend 12 personnes sur 41, soit 31% de la communauté[229]. Quatre autres individus, Carl Bildt, Derek Boothby, Franck Carlucci et Bernard Kouchner, apparaissant sans affiliation professionnelle sur la liste des invités, peuvent également être intégrés à ce secteur. En effet, ils ont été respectivement Premier Ministre suédois, haut fonctionnaire du Département d'Etat américain, Secrétaire américain à la Défense et ministre de la Santé français et, quatre ans après la conférence, des Affaires étrangères. Néanmoins, l'absence d'appartenance professionnelle ostentatoire n'est pas anodine comme nous verrons ultérieurement.

Les universitaires représentent de leur côté la plus faible proportion, deux sur quarante-et-un. Richard Caplan d'*Oxford University* et Michael Doyle de Columbia sont en effet les seuls professeurs en tant que tels : de nombreux autres invités exercent l'activité d'enseignement, mais à titre secondaire.

Les experts issus de notre champ d'étude – les questions stratégiques – constituent, à l'inverse, le plus important contingent avec dix-neuf personnes, soit près de la moitié des conférenciers[230]. Neuf experts sont par ailleurs employés par la RAND, organisatrice de l'événement.

Le milieu des affaires n'est officiellement représenté que par trois personnes : Mark Medish du cabinet de droit des affaires, Akin, Gump, Strauss, Hauer & Feld, Jim O'Brien du *Albright Group*, société de conseil en stratégie internationale fondée par l'ancienne Secrétaire d'Etat américaine et Walter Slocombe, associé de la firme de droit fiscal Caplin & Drysdale. Ici aussi, d'autres invités sans affiliation pourraient être ajoutés, tels que Robert Gelbard qui se trouve être vice-Président de l'industrie pharmaceutique *MP Biomedicals*. Gelbard, ancien ambassadeur américain en Bolivie et à

[229] Anthony Brenton (Ambassadeur britannique à Moscou), Graham Day (Bureau du Haut Représentant), Manfred Eisele (Département des opérations de maintien de la paix, ONU), David Harland (Département des opérations de maintien de la paix, ONU), Gail McGinn (Bureau du Secrétaire américain à la Défense), Eric Morris (Haut Commissariat aux Réfugiés, ONU), Kendall Myers (Département d'Etat américain), Dick Owens (Bureau de la reconstruction et des affaires humanitaires), Kim Savit (Commission sénatoriale américaine sur les relations extérieures), Julia Taft (Bureau de gestion et prévention des crises, ONU), Dov Zakheim (Département de la Défense), Fatemeh Ziai (Bureau du secrétaire général, ONU).

[230] Frederick Barton (CSIS), James Dobbins (RAND), Patrick Clawson (Washington Institute for Near East Policy), Keith Crane (RAND), Scott Feil (Institute for Defense Analyses), Ray Jennings (US Institute of Peace), Seth Jones (RAND), Rollie Lal (RAND), Robert Malley (International Crisis Group), Jerry McGinn (RAND), Kenneth Pollack (Brookings), Andrew Rathmell (RAND), Miriam Schafer (RAND), Jim Schear (National Defense University), Michael Schoenbaum (RAND), Eric Schwartz (Council on Foreign Relations), Steven Simon (RAND).

l'OCDE, fait figure d'exemple, parmi d'autres, des limites qu'une classification professionnelle apparente induit.

Cette distinction initiale des participants à la conférence s'avère nécessaire mais non suffisante. En effet, comme nous l'expliquions précédemment, il s'agit là d'une classification fondée sur la profession supposée principale. Que faire ainsi de personnalités évoquées plus haut, telles que Franck Carlucci ? Ancien Secrétaire à la Défense de la seconde administration Reagan (1987-1989), Carlucci est aujourd'hui membre du Conseil d'administration de la RAND, mais surtout Président du puissant fond d'investissement privé Carlyle Group. Où placer également Carl Bildt, ancien Premier Ministre suédois, devenu depuis membre des Conseils d'administration de la RAND, du *Council on Foreign Relations*, de l'*International Institute of Strategic Studies* (IISS) et enfin Président des sociétés *Kreab Group*, *Nordic Venture Network* et *Teleoptimering AB* ?

Afin de mieux comprendre comment chaque acteur membre de la communauté épistémique utilise ses ressources initiales dans le cadre d'une conversion de ses pratiques en discours savant sur le *Nation Building*, nous avons adopté ici une démarche prosopographique.

Précédemment, nous avons vu qu'étudier les carrières des acteurs étudiés conduit à repérer des variables-clés structurant les échanges du monde social observé. Dès lors, nous avons isolé cinq capitaux distincts, constitutifs des ressources globales des individus de cette sphère : le capital scolaire, le capital politique, le capital académique, le capital expert et le capital entrepreneurial.

Le capital scolaire est évalué selon le niveau d'étude et le lieu de formation de la personne. Le capital politique est fonction de l'insertion permanente, régulière, faible ou inexistante au sein des organes gouvernementaux. Le capital académique représente l'insertion permanente, régulière, faible ou inexistante au sein des structures universitaires de recherche. Le capital expert dépend quant à lui de l'insertion permanente, régulière, faible ou inexistante au sein des structures indépendantes d'expertise internationale. Enfin, le capital entrepreneurial se détermine par l'implication permanente, régulière, faible ou inexistante dans des activités lucratives ayant trait à la vie internationale.

A partir de cette typologie plus précise des capitaux exploitables, on peut souligner qu'aucun acteur présent lors de la conférence ne *joue* seulement avec un capital unique, chacun investissant de multiples sphères sociales au gré de sa carrière et bénéficiant en retour de ressources hétérogènes mobilisables [231].

Un universitaire tel que Richard Caplan, dont les capitaux scolaire (doctorat à la *London School of Economics*) et académique (enseignant-chercheur à Oxford) sont prédominants, bénéficie également de capitaux politique (consultant régulier à la Chambre des communes) et expert (anciennes responsabilités à l'IISS).

L'affiliation de départ n'est parfois pas l'expression du capital le plus important. Ainsi, James Dobbins, de la RAND, dispose d'un fort capital politique, ayant été jusqu'en 2002 haut fonctionnaire du Département d'Etat américain, envoyé spécial en Bosnie, au Kosovo, Haïti, Somalie et plus récemment en Afghanistan.

Si l'on s'intéresse au capital scolaire global de la communauté, on remarque que le niveau d'étude élevé s'accompagne logiquement d'une formation le plus souvent acquise dans les plus prestigieuses universités, principalement membres de l'*Ivy League*. Ainsi, 9 invités sont-ils d'anciens diplômés d'Harvard[232], 5 de Princeton[233], 4 de Georgetown[234]. Ils disposent majoritairement de deux à trois diplômes d'études supérieures de type Master ou MBA et 15 ont mené des études doctorales, soit un peu plus du tiers représenté[235].

Le capital entrepreneurial reste, quant à lui, le plus difficile à mesurer, tant la reconstitution des parcours professionnels obéit aux contraintes de la confidentialité avec laquelle les invités laissent diffuser les informations sur leur carrière. Néanmoins, force est de reconnaître qu'on doit ajouter, aux trois invités nommés précédemment et s'affichant dans la sphère lucrative, de nombreuses autres personnalités ayant exercé – ou exerçant toujours – des fonctions dans des entreprises.

Robert Oakley, *fellow* à la *National Defense University* et ancien ambassadeur américain au Pakistan, a été chargé, à la fin des années quatre-vingt-dix, de gérer à

[231] Cf., sur ce point LAHIRE Bernard, *L'Homme pluriel: les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.
[232] Frederick Barton, Franck Carlucci, Michael Doyle, Robert Gelbard, David Harland, Robert Malley, Mark Medish, Steven Simon, Walter Slocombe.
[233] Robert Oakley, Steven Simon, Eric Schwartz, Walter Slocombe, Franck Carlucci.
[234] James Dobbins, Bill Durch, Jerry McGinn, Mark Medish.
[235] Richard Caplan, Patrick Clawson, Michael Doyle, Bill Durch, David Harland, Seth Jones, Rollie Lal, Jerry McGinn, Mark Medish, Kenneth Pollack, Andrew Rathmell, Jim Schear, Michael Schoenbaum, Eric Schwartz, Walter Slocombe.

Islamabad Centgas, un consortium local fondé par la compagnie pétrolière Unocal[236]. De son côté, Dov Zakheim, sous-Secrétaire américain à la Défense et directeur financier du Département de la Défense, a auparavant occupé les fonctions de vice-Président de *System Planning Corp* et de gérant de la firme *SPC International Corp,* deux sociétés de conseil politique, militaire, technologique et économique sous traitant pour le Pentagone.

On constate finalement la même fluidité des positions revendiquées et non revendiquées que Yves Dezalay et Bryan Garth remarquent dans le cadre de leurs recherches sur le rôle des réseaux nord-américains dans la restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine :

> « *Bon nombre de ces agents utilisent avec brio le registre international pour multiplier les casquettes institutionnelles et pratiquer sans risque l'art du double jeu – expliquent-ils. Le même individu peut se présenter tantôt comme un avocat, tantôt comme spécialiste de sciences politiques* »[237].

Walter Slocombe, avocat associé de Caplin & Drysdale et ancien sous-Secrétaire à la Défense sous l'administration Clinton, illustre cette idée, lorsqu'il écrit un article remarqué, « *Force, Pre-emption and Legitimacy* » dans la revue d'études stratégiques *Survival*[238]. Ainsi, afin d'appuyer l'intervention de l'administration Bush en Irak, met-il en avant, non plus sa fonction juridique, mais son ancienneté au sein du Département américain à la Défense.

Dans le même temps, cet enchevêtrement multisectoriel des compétences et des responsabilités individuelles entraîne une interdépendance, qui peut parfois revêtir une certaine ambiguïté. A quel titre Franck Carlucci est-il convié à cette conférence ? En tant qu'ancien Secrétaire à la Défense ? En tant qu'actuel Président du Carlyle Group ? En tant que membre du conseil d'administration de la RAND? Ou tout simplement à tous ces titres à la fois ?

Chaque acteur évolue initialement dans des univers sociaux – monde universitaire, monde des affaires, monde politique, monde de l'expertise – aux conduites

[236] CHIN Larry, « Unocal and the Afghanistan pipeline », Centre for Research on Globalisation, Research paper, mars 2002. Disponible à: www.globalresearch.ca/articles/CHI203Ap.html. Date de consultation: 17/ janv. 2006.
[237] DEZALAY, GARTH, *op. cit.*, p. 38.
[238] SLOCOMBE Walter B., « Force, Pre-emption and Legitimacy », *Survival*, 45 (1), print. 2003, pp. 117-130.

et aux principes distincts. La constitution informelle d'un réseau thématique, d'une *communauté épistémique* se réalise grâce à la fluidité avec laquelle les individus qui la composent, évoluent dans ces multiples secteurs, formant grâce à leurs contacts, leurs relations, leurs *transactions collusives*, ce que Michel Dobry appelle un « *réseau de consolidation* »[239].

Ce dernier explique ainsi que « *ce qui est en jeu dans les transactions collusives ce sont, en fait, le maintien et la solidité des définitions que les secteurs tendent à donner d'eux-mêmes, tant vis-à-vis de leurs environnements que de leurs propres agents* »[240].

Néanmoins, ces transactions peuvent parfois susciter la suspicion extérieure, comme le souligne la prégnance de thématiques telles que celle du *complexe militaro-intellectuel* ou de l'*Etat garnison*. Par ailleurs, les liens tissés par les individus conduisent parfois les observateurs externes à confondre les ressources des acteurs avec celles des organisations, comme peut par exemple l'illustrer le cas de Zalmay Khalilzad, passé du champ des études stratégiques au champ politique.

La RAND et les néoconservateurs :
La *carrière* de Zalmay Khalilzad

La méconnaissance en France du mouvement néoconservateur américain[241] ajoutée à la perception *sulfureuse* de la RAND, évoquée précédemment, a conduit de nombreuses personnes rencontrées à procéder à un rapprochement confus – mais évident à leurs yeux – entre les deux. Il s'agit en fait d'une extrapolation liée à l'existence avérée de liens entre certains chercheurs de la RAND et le courant néoconservateur, l'une des figures les plus exemplaires étant Zalmay Khalilzad. Ancien analyste à la RAND (1993-1999), *Zal*, comme l'appellent ses anciens collègues, a succédé en janvier 2007 à John Bolton comme représentant des Etats-Unis aux Nations Unies. Dès 2000, il a quitté la RAND pour rejoindre le cabinet de Donald Rumsfeld au Département de la Défense avant de passer au Conseil de Sécurité Nationale, comme conseiller de Condoleeza Rice. En 2003,

[239] DOBRY, *op. cit.*, p. 111.
[240] *Ibid.*, p. 111.
[241] On ne citera pas ici le nombre d'articles et livres à caractère *sensationnel* sur le sujet mais on pourra se reporter, pour des perspectives plus académiques, à l'étude historique: VAISSE Justin, *Le Mouvement néoconservateur aux Etats-Unis: Le deuxième âge du néoconservatisme à travers l'histoire de la Coalition for a Democratic Majority et du Committee on the Present Danger, 1972-1992,* Thèse de doctorat d'histoire, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2005.

il est devenu ambassadeur américain en Afghanistan, avant de quitter le poste en 2005 pour celui d'Irak. *Zal* a initialement découvert les idées néoconservatrices par le biais de Paul Wolfowitz qui l'a recruté au début des années quatre-vingt au *Policy planning staff* du Département d'Etat sous l'administration Reagan. Ses collègues de travail de l'époque – Lewis Libby, Francis Fukuyama parmi les plus connus – ont composé le courant néoconservateur qui a atteint son apogée en 2003, avec la guerre en Irak.

Docteur en science politique de l'Université de Chicago, Khalilzad a travaillé à la RAND sur les problématiques militaires et a publié plusieurs études remarquées[242]. Durant ses années passées à la RAND, Khalilzad est également devenu membre du *Project for the New American Century* (PNAC), petite structure de réflexion évoquée précédemment, qui a entendu « *rétablir le rôle de l'Amérique dans le monde* », déprécié par l'administration Clinton. Pour ce faire, le PNAC a promu un contrôle plus étroit de la gestion du Département de la Défense[243]. Aux côtés de Khalilzad, se trouvaient au PNAC Eliot Cohen de l'Université Johns Hopkins, Henry Rowen (ancien Président de la RAND[244]), Francis Fukuyama, Paul Wolfowitz et Donald Rumsfeld, alors Président du Conseil d'administration de la RAND.

Le cas Khalilzad illustre un phénomène intéressant : celui du risque interprétatif devant les multipositions des individus qui composent la RAND. Comme tous les acteurs sociaux, ceux-ci viennent à jouer des rôles divers dans le champ, le contrechamp, parfois même le hors-champ[245]. Dès lors, il importe de s'affranchir de ces logiques individuelles pour affirmer – non que la RAND *est* néoconservatrice – comme un discours indigène en Europe le prétend, mais qu'elle est *traversée* par des mobilisations alternatives d'acteurs de son champ.

[242] Cf. KHALILZAD Zalmay, SHAPIRO Jeremy, *Strategic Appraisal : Aerospace Power in the 21st Century*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001; KHALILZAD Zalmay, LIBICKI Martin, MULVENON James, *Information Warfare : toward First Principles*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

[243] Project for the New American Century, *Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces and Resources For a New Century*, septembre 2000. Date de consultation : 5 mai 2008.
Disponible à: http://www.newamericancentury.org/defensenationalsecurity.htm.

[244] Actuellement senior fellow à la Hoover Institution, Henry S. Rowen, est professeur de politiques publiques à Stanford University. Il a été adjoint au Secrétaire à la Défense pour les questions de sécurité internationale de 1989 à 1991, le chairman du National Intelligence Council (1981-1983) et président de la RAND Corporation (1967-1972).

[245] Sur ces conceptions théoriques, cf., LAHIRE, *op. cit.* ainsi que LAHIRE (Éd.), *Le Travail sociologique …*, *op. cit.*

Dépendant des stratégies politiques individuelles, les *communautés épistémiques* qu'ont créées ou dans lesquelles se sont inscrits les experts depuis la fin de la Guerre froide n'ont pas toujours perduré : l'exemple du *Nation-Building* le prouve. Il ne faut néanmoins pas attribuer cette fragilité à une absence d'engagement dans la continuité de la part des individus – intellectuellement comme financièrement – sur une thématique prégnante. Cette situation renvoie en fait à l'instabilité des agendas politiques américains irriguant les carrières des experts stratégiques depuis la fin de la Guerre froide. En l'absence de fil rouge intellectuel du Département de la Défense, le nouvel *état du champ* a induit de nouvelles gestions individuelles du parcours professionnel mais la transition entre l'avant 1989 et l'après ne s'est pas déroulée sans itérations[246].

23. Les nouvelles stratégies de carrières induites par l'après-Guerre froide

Au titre de *visiting scholar* du ministère de la Défense français au sein de la RAND, nous avons été introduit aux multiples activités de recherche de l'organisation par James Dobbins, alors directeur du *National Defense Research Institute*, le FFRDC rattaché à l'*Office of the Secretary of Defense*. Quelque peu gêné en évaluant la valeur ajoutée d'un ressortissant français au sein de la RAND, James Dobbins nous a déclaré :

> « *Vous savez, le Pentagone considère que la question européenne a été résolue il y a vingt ans et depuis, il est passé à d'autres choses : le Moyen-Orient, la Chine, le terrorisme. Pour nous, on ne gagne pas beaucoup d'argent en travaillant sur l'Europe* »[247].

De même, Stephen Larrabee, détenteur d'une *Corporate Chair in European Security*, a expliqué :

> « *Quand je suis arrivé à la RAND* [en septembre 1990], *nous étions quinze chercheurs travaillant à plein temps sur les questions européennes. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que trois ou quatre spécialistes et nous*

[246] Cf., sur le contexte français: GILLET Sylvie, « Questions d'URSS ou la soviétologie en question », *Politix*, 18 (5), 1992, pp. 21-48.
[247] Entretien avec James Dobbins réalisé le 1er novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

ne pouvons pas passer notre temps à travailler sur ces questions, il n'y a pas assez de matière pour remplir notre temps de travail »[248].

Une figure des études européennes : Stephen Larrabee

Stephen Larrabee a commencé par travailler à *Radio Free Europe* en Allemagne au début des années soixante-dix en qualité d'analyste. Par la suite, il a intégré en 1978 l'équipe du Conseil de Sécurité Nationale de l'administration Carter où il était en charge des questions stratégiques européennes. Deux ans plus tard, il a débuté une carrière universitaire en étant *co-Director* du *Soviet and East European Research Program* à l'Université Johns Hopkins. Puis, il est devenu vice-Président de l'*Institute for East-West Security Studies*, poste qu'il a occupé jusqu'en 1990. Il a ensuite rejoint la RAND Corporation où il travaille depuis lors. Il parle couramment russe, français, allemand, bulgare et grec.

Par ses multiples positions et son ancienneté, Larrabee témoigne d'une connaissance minutieuse des acteurs internationaux – et plus précisément européens – des études stratégiques. Voyageant régulièrement en France, il a publié à plusieurs reprises dans *Politique Etrangère*, revue de l'Institut Français de Relations Internationales. L'existence d'un programme d'échange entre la RAND et le ministère de la Défense français lui a permis d'entretenir des liens durables avec Jean-Claude Mallet, ancien Directeur des Affaires Stratégiques, et Bruno Tertrais, ancien chercheur invité. Par ailleurs, à l'*Institute for East-West Security Studies*, il a accueilli des diplomates européens, parmi lesquels Pierre Vimont, ancien directeur de cabinet de Dominique de Villepin (2002 à 2007) et devenu depuis Ambassadeur de France aux Etats-Unis.

Cette évolution inexorable n'est pas sans faire écho aux recherches de Sylvie Gillet sur le sort des soviétologues. En 1992, elle écrit dans la revue *Politix* :

« *L'URSS N'EXISTE PLUS. Cet énoncé "final" incite à s'interroger sur les effets des mouvements propres à des objets réels sur un corps de connaissances nommé fréquemment "soviétologie". En effet, la diversité et la complexité des événements qui se sont produits en URSS durant ces dernières années ont eu aussi pour conséquence – sans doute la moins attendue – de donner à voir les problèmes d'accommodation de ces*

[248] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

connaissances "savantes" aux transformations aussi brutales qu'apparentes de leur objet »[249].

Si le Moyen-Orient et le terrorisme islamiste forment des thématiques de cohésion pour des réseaux d'experts, la soviétologie – rebaptisée russologie – et les questions dites transatlantiques semblent aujourd'hui devenues les *parents pauvres* des sujets de mobilisation au sein du champ stratégique américaine. Les programmes de recherche, les conférences, les *workshops* ayant trait à la relation entre les Etats-Unis et ses partenaires européens sont devenus rares et les quelques travaux diffusés ne se caractérisent pas par une dynamique de groupe.

A ce titre, un observateur français de longue date des études stratégiques américaines, ayant travaillé durant la Guerre froide à l'Université Johns Hopkins, nous a confié : « *les Européens – ne parlons même pas des Français ! - n'occupent plus qu'une place marginale sur le marché des études stratégiques à Washington. Le mouvement auquel nous assistons aujourd'hui est le suivant : à court terme les études sur le monde arabo-musulman remplacent la soviétologie mais cela ne durera pas aussi longtemps. A moyen terme, c'est l'Asie qui l'emportera dans les programmes de recherche, les réunions de travail, les stratégies de carrières et les réseaux d'analystes* »[250].

De ce point de vue, l'expérience de notre séjour professionnel au sein de la structure de la RAND s'est avérée précieuse. En effet, un véritable écart générationnel s'est constitué à la RAND sur ces thématiques ; autrement dit, l'ancienneté du personnel travaillant sur les questions européennes contraste avec la jeunesse des chercheurs analysant les thématiques du Moyen-Orient et de l'Asie. Certes, dans les deux cas, les fonctions à haute responsabilité sont assurées indifféremment par des experts *seniors*. Néanmoins on constate un véritable abandon des projets européens par les jeunes générations. Cela se répercute sur les aspects les plus prosaïques de la vie sociale à la RAND, de nombreux chercheurs nous recommandant lors de notre arrivée : « *pour voir des jeunes de votre âge, je vous conseille de prendre contact avec les centres sur le Moyen-Orient et l'Asie* ».

Pourtant, la RAND participe à un programme d'échange transatlantique, la *Transatlantic Postdoctoral Fellowship for International Relations and Security*. Dans ce

[249] GILLET, *op. cit.*, p. 21.
[250] Entretien à Paris, printemps 2007. L'anonymat est préservé à la demande de la personne.

cadre, elle se trouve aux côtés du *Carnegie Endowment for International Peace*, de l'Institut français des Relations Internationales (IFRI), de l'*European Union Institute for Security Studies* (EUISS), de l'anglais *Chatham House*, du *Center for Transatlantic Relations* de l'Université de Johns Hopkins, du portugais *Institute for Strategic and International Studies* (IEEI), du polonais *Center for International Relations* (CIR), du suisse *Center for Security Studies* (CSS) et du *German Institute for International and Security Affairs* (SWP).

Ce programme entend permettre à de jeunes docteurs en sciences sociales de travailler dans des structures de *recherche décisionnelle* (*policy-oriented research*) à la fois aux Etats-Unis et en Europe. Malgré ce cadre *a priori* favorable, l'un des participants à la RAND, l'allemand Andreas Goldthau, nous a confié :

> « *Ils* [les Américains] *n'en ont rien à faire de l'Europe !* (sic.) *Depuis que je suis ici* [six mois], *on ne me demande rien sur l'Allemagne. J'aurais parlé chinois, là je les aurais intéressés* [...] *Mais en l'occurrence, il se trouve qu'ils ne retiennent de l'Europe que les problèmes économiques. Dans leur logique, ces derniers induisent une perte de capacités militaires donc d'interopérabilité avec eux, c'est tout !* »[251].

On voit donc bien combien les parcours individuels ne peuvent s'apprécier qu'en fonction du contexte qui obéit à ce qu'Olivier Fillieule décrit comme « *une multiplicité de temps biographiques (en fonction de l'âge, du moment de l'engagement et de sa durée), générationnels et historiques (effets de période), qu'il importe de démêler* »[252]. Autrement dit, il faut à la fois saisir les contextes institutionnels – la RAND dans l'après-Guerre froide – et individuels : se spécialiser sur la sécurité européenne en 1979 ou 1999 n'a pas le même sens en termes de *carrières*, notamment en ce qui concerne le rapport de l'individu au champ dans lequel il se projette.

De la même façon, s'affranchir de l'*illusion rétrospective* demande de repositionner les profils dominants d'aujourd'hui (sinologues, islamologues), dans le contexte initial où les acteurs ont été conduits à déterminer, selon les possibilités qui se présentaient à eux, leur *compétence* en tant qu'experts.

Ainsi, des parcours professionnels initialement marginaux peuvent subitement se

[251] Entretien avec Andreas Goldthau réalisé le 28 septembre 2007à la RAND Corporation (Washington).
[252] FILLIEULE, *op. cit.*, p. 202.

révéler visionnaires. A ce titre, Bruce Hoffman, ancien directeur du bureau de Washington de la RAND et auteur d'un *best-seller*, *Inside Terrorism*[253], a témoigné :

> « *J'ai pratiquement exercé toutes les fonctions possibles à la RAND, j'y suis arrivé au début des années quatre-vingt, j'étais en thèse. Je travaillais sur le terrorisme et Brian Jenkins* [chercheur de la RAND] *faisait partie des meilleurs experts sur le sujet. Plusieurs années après, je suis revenu en tant que chercheur à temps complet. Mais, contrairement à l'idée que vous vous en faites, les sujets sur le terrorisme n'intéressaient personne dans les années quatre-vingt-dix, je travaillais la plupart du temps sur des thèmes parallèles et la RAND me laissait une certaine liberté pour développer mes propres recherches. Bien évidemment après le 11 septembre, tout cela a radicalement changé* »[254].

Lors de nos rencontres, les louanges envers Bruce Hoffman ont été nombreuses tant parmi ses collègues hiérarchiques que parmi les jeunes chercheurs. Docteur en relations internationales d'*Oxford University*, Hoffman présente la particularité intéressante de symboliser *l'expert historique* que nous avons défini précédemment pour notre classification du personnel de la RAND. Sa biographie officielle souligne que « *le professeur Bruce Hoffman étudie le terrorisme et l'insurrection depuis trente ans* », signe intéressant de l'importance que peut revêtir la présentation de soi dans un champ en mutation[255]. En 2005, disposant d'une notoriété mondiale, Bruce Hoffman s'est vu attribuer la *RAND corporate chair in counterterrorism and counterinsurgency*, chaire institutionnelle nouvellement créée. Néanmoins, en octobre 2006, il a quitté ses responsabilités à la RAND pour devenir professeur à Georgetown.

Nous pouvons formuler les mêmes observations, quant à la carrière de Roger Cliff, expert travaillant à la RAND sur les questions chinoises depuis 1997, champ d'investigation qu'il a choisi en 1986, tandis qu'il étudiait le chinois à Pékin. De même pour Daniel Byman, ancien directeur de recherches (1997-2002) au *Center for Middle East Public Policy* de la RAND, qui nous a rappelé lors de notre entretien combien le terrorisme et le Moyen-Orient ne représentaient pas des sujets porteurs durant les années

[253] HOFFMAN Bruce, *Inside Terrorism*, New York, Columbia University Press, 2006.
[254] Entretien avec Bruce Hoffman réalisé le 6 novembre 2006 à la Georgetown University (Washington).
[255] Nous citons ici la biographie officielle de Bruce Hoffman sur le site internet de Georgetown University: http://explore.georgetown.edu/people/brh6/?PageTemplateID=81. Date de consultation: 24 oct. 2007.

quatre-vingt-dix : « *La seule question qui intéressait le Pentagone, c'était la Transformation des armées* » a-t-il alors souligné[256].

Par conséquent, mise en œuvre de politiques publiques et acquisition de connaissances nouvelles d'experts recouvrent deux temporalités distinctes. Dès lors, la refonte des savoirs du personnel de la RAND ne s'effectue pas obligatoirement en harmonie, selon une dynamique idéale entre offre et demande. Ainsi, certains chercheurs – comme Steven Simon – ont fait part de leur déception intellectuelle devant le *retard* de la RAND pour saisir les problématiques propres au Moyen-Orient[257]. Simon, arabisant et ancien Directeur de service au Conseil de Sécurité Nationale, nous a expliqué :

> « *Je suis arrivé à la RAND pour travailler sur le Moyen-Orient, c'était après le 11 septembre et il y avait une forte demande sur ces questions. Je disposais des compétences solides en la matière, on m'a par conséquent confié la mission de relire des études qui avaient été récemment menées. Je me souviens d'une d'entre elles portant sur le monde musulman* [silence de perplexité] *c'était une bêtise totale !* (sic.) *Cela avait été réalisé par des gens qui ne parlaient pas un mot d'arabe et qui s'étaient purement et simplement servi de Google pour tirer leurs conclusions* »[258].

De cette façon, nous en venons à saisir empiriquement la pertinence de l'usage de la notion de carrière. En se détachant d'une conception rationalisante des parcours individuels, on peut ainsi mieux appréhender les itérations au cours desquelles les acteurs s'adaptent, modifient ou corrigent leurs identités professionnelles, formulent de nouvelles compétences et de nouvelles expertises.

De ce point de vue, la séquence historique choisie pour notre recherche devient probante. Du déclin inexorable des soviétologues en 1989 à la montée en puissance exponentielle des islamologues après le 11 septembre 2001 – et parallèlement à un accroissement plus lent mais, semble-t-il, plus durable, des sinologues – on peut observer les dynamiques reconstitutives des profils individuels. Bien évidemment, celles-ci se sont

[256] Entretien avec Daniel Byman réalisé le 22 octobre 2007 à la Georgetown University (Washington).

[257] Steven Simon est diplômé en langues orientales de Columbia University, en études théologiques de Harvard et en administration publique de Princeton. Il a été *visiting fellow* à Brown University et Oxford University. Puis, il a occupé successivement les positions de *Director for Global Issues and Senior Director for Transnational Threats* au National Security Council (1994 - 1999), *Director of the International Institute for Strategic Studies and Carol Dean Senior Fellow in U.S. Security Studies*, International Institute for Strategic Studies (1999 - 2003) *Senior Analyst, Middle East and Terrorism*, RaAND (2003 - 2006) et aujourd'hui *Senior Fellow* au Council on Foreign Relations.

[258] Entretien avec Steven Simon réalisé le 2 novembre 2006 au Council on Foreign Relations (Washington).

avérées fructueuses pour certains, moins pour d'autres. Par ailleurs – point fondamental quant à la mobilité et la fluidité des acteurs – les organisations comme la RAND demeurent soumises à des contraintes conjoncturelles dont les conséquences individuelles peuvent se révéler dramatiques.

« *Si demain, le Washington Post publie un papier sur une étude que j'ai écrite à la RAND et qui ne plaît pas au Pentagone ou à la Maison Blanche, le lendemain vous pouvez être certain qu'en arrivant à mon bureau, le service informatique m'aura coupé tous les moyens de communication et que mon manager me demandera de quitter immédiatement mon bureau* » nous a confié un chercheur anonyme[259]. Un de ses collègues, toujours sous le sceau de l'anonymat, a dénoncé pour sa part « *l'ultra-compétition entre experts, des figures d'autorité qui deviennent incontournables, un jour pour repasser dans l'ombre le lendemain* […] *Tout le monde est expert sur tout à Washington* »[260].

D'un point de vue juridique, la RAND fait figure d'*at-will employer*. Cette expression signifie que les termes du contrat signé entre l'organisation et l'employé restent particulièrement flous : aucune garantie n'est stipulée quant à la durée ou les exigences de travail et l'employeur se réserve le droit de rompre l'engagement à tout moment avec ou sans motif et avec ou sans préavis. Or, cet environnement professionnel ne peut être mis de côté, lorsqu'on entend retracer les phases d'une carrière, tant il peut induire de véritables *accidents biographiques*.

Un accident biographique : Laurent Murawiec et la RAND Corporation

Né à Paris en 1951, Laurent Murawiec, titulaire d'une licence de philosophie de la Sorbonne, a débuté comme journaliste financier en Allemagne pour le journal *la Vie française*. A la même époque, il s'est engagé dans le Parti ouvrier européen, fondé par un ex-quaker américain, Lyndon LaRouche, personnage trouble venu de l'extrême gauche et passé depuis dans le camp de la droite fondamentaliste. Murawiec y est resté dix ans avant de rompre officiellement tout lien avec le parti[261]. Au cours des années quatre-vingt-dix, il a créé une société d'expertise géopolitique en Suisse appelée GeoPol

[259] Entretien, Anonyme.
[260] *Ibid.*
[261] JARREAU Patrick, « Le parcours atypique de Laurent Murawiec, consultant de la Rand », *Le Monde*, 12 août 2002.

Services S.A. Le développement de celle-ci n'a pas obtenu les résultats escomptés et Murawiec a décidé de revenir à Paris où Gérard Chaliand[262] lui a fait rencontrer Francois Géré, alors directeur adjoint à la Fondation des Etudes de Défense Nationale [qui deviendra Fondation pour la Recherche Stratégique en 1997]. Murawiec a commencé à travailler sur les questions militaires, il a voyagé aux Etats-Unis pour rencontrer les experts travaillant sur le courant de la *Révolution dans les Affaires Militaires*. Jugé trop partisan dans ses analyses par ses collègues français, ses relations professionnelles à Paris se sont lentement détériorées. « *Yves Boyer* [directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche Stratégique] *m'a traité de vendu aux Américains, je lui ai répondu qu'il était vendu à sa carrière* » nous a confié Murawiec[263]. « *Le problème est plutôt venu de travaux qu'il* [Laurent Murawiec] *a rendus dans lesquels il pompait* (sic.) *des textes américains* » a expliqué, de son côté, un témoin de l'époque[264]. En 2000, Murawiec a quitté la France et a rejoint la RAND Corporation où il a continué de travailler sur les questions militaires. Il a achevé son ouvrage *La guerre au XXI^e siècle* et préparé une étude sur la rhétorique aristotélicienne et la *guerre de l'information*. A l'été 2002, il a provoqué un scandale national avec une présentation orale délivrée au Département de la Défense sur le danger que représentait l'Arabie Saoudite pour la sécurité américaine. Destiné au *Defense Policy Board*, cellule de réflexion du Département, l'exposé de Murawiec s'affranchissait de toutes les coutumes en la matière et disait ouvertement que « *les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne du terrorisme, des planificateurs aux financiers, des stratèges aux soldats* »[265]. Or, quatre semaines plus tard, le *Washington Post* a dévoilé l'intégralité de son exposé, supposé rester confidentiel[266]. Il a immédiatement été licencié par la RAND, mais il a été recruté quelques semaines plus tard par le *Think Tank* conservateur l'*Hudson Institute* où il travaille depuis principalement sur l'islamisme et *la guerre contre le Jihad*.

[262] Né en 1934, Gérard Chaliand a été maître de conférence à l'École nationale d'administration (1980-1989), puis enseignant à l'École supérieure de guerre (1993-1999) et directeur du Centre européen d'étude des conflits au sein de la Fondation pour la Recherche Stratégique (1997-2000).
[263] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[264] L'anonymat a été préservé à la demande de la personne.
[265] Cf., KAREL William, *Le Monde selon Bush*, Paris, Editions Montparnasse, 2004.
[266] RICKS Thomas, « Briefing Depicted Saudis as Enemies », *Washington Post*, 6 août 2002.

La carrière de Laurent Murawiec constitue une véritable épreuve analytique pour le sociologue[267], tant les diverses étapes s'y enchaînent sur un mode conflictuel : engagement militant désavoué, investissement entrepreneurial abandonné, rupture des liens avec le cadre professionnel français, réprobation de la RAND devant les opinions émises. « *Ce qui est difficile avec Laurent, c'est qu'une partie de son cerveau est géniale, tandis que l'autre est folle et on ne sait jamais laquelle est en action !* », a commenté Jeremy Shapiro, Directeur de recherche à la Brookings et ancien collègue de Murawiec à la RAND[268]. Cette succession d'*accidents biographiques* s'accompagne de plus d'une évolution explicite de l'identité professionnelle de l'acteur. En effet, ce dernier travaille aujourd'hui exclusivement sur les questions liées à l'Islam dans le cadre de la *guerre contre le terrorisme*. « *J'ai connu Laurent, c'était un brillant stratège, ensuite il est devenu likoudnik, puis néoconservateur pratiquant* » nous a confié, avec perplexité, un ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense[269].

On constate ici combien une illusion rétrospective pourrait nous conduire à observer la carrière de Murawiec comme une suite fluide d'étapes. Celles-ci le mèneraient rationnellement à poursuivre aujourd'hui des recherches sur le monde musulman selon l'effet de champ évoqué plus haut depuis le 11 septembre 2001. Or, considérer ce parcours uniquement par ce biais ne nous permettrait pas d'analyser la relation propre de l'acteur à son organisme d'affiliation. Elle interdirait d'établir des liens avec le champ social dans lequel il inscrit son activité. Enfin, elle ferait l'impasse sur la perception qu'il tire de sa position propre dans cet espace.

24. La reconversion institutionnelle des capitaux individuels

On le voit, le rapport entretenu par les individus à l'organisation – en l'occurrence la RAND – et plus généralement au champ des études stratégiques ne peut se réduire à de simples parti-pris méthodologiques, tels que l'atomisme (les individus déterminent l'activité des organisations) ou l'institutionnalisme (les organisations décident du

[267] Précisons à titre méthodologique que les informations biographiques restent imparfaites compte tenu d'éléments reliant la personne à divers réseaux de renseignement. Afin de ne pas céder au sensationnalisme, ces détails ne sont pas évoqués ici.
[268] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[269] L'anonymat a été préservé à la demande de la personne.

parcours de leurs employés). Que les experts au sein du champ puissent déployer des stratégies propres échappant en partie ou en totalité aux organisations professionnelles auxquels ils se voient rattachés, ne signifie en aucun cas que les institutions seraient dépassées et passives devant ces dynamiques alternatives.

Du moins, l'observation de notre champ et plus précisément de la RAND Corporation permet d'apprécier le processus par lequel les victoires individuelles, qu'elles soient symboliques (un article régulièrement cité) ou professionnelles (nomination à de hautes responsabilités dans un autre organisme), peuvent devenir des victoires de la RAND elle-même. Autrement dit, on assiste à ce que l'on nommera une *reconversion institutionnelle des capitaux individuels*, dynamique par laquelle les carrières des employés actuels ou passés de la RAND se trouvent instrumentalisées et mobilisées dans le cadre d'une autopromotion.

Ainsi, le rapport annuel du groupe en 2006, intitulé *Profiles in Problem-Solving*, en livre la parfaite illustration. De sa page de couverture en forme de mosaïque de photos de multiples employés à son slogan « *Our Strength is our people* » (« *notre force est notre personnel* »), le rapport permet d'apprécier le souci explicite de ce processus dans la construction identitaire de l'organisme[270].

« *Un des aspects les plus excitants du travail d'analyse politique tient au fait que chaque personne peut apporter ses propres compétences et perspectives à l'entreprise collective*» écrivent James Thomson et Ann McLaughlin Korologos, Présidents du Conseil d'administration[271]. Le rapport fait également état des *President's Awards* qui « *reconnaissent les individus dont le travail illustre les deux valeurs fondamentales de la RAND de qualité et d'objectivité et qui ont aussi rendu récemment des contributions exemplaires à la communauté de la RAND, à travers le développement de nouveaux marchés ou d'initiatives de levée de fonds, des efforts professionnels exceptionnels ou une participation efficace dans des activités internes ayant pour but l'amélioration de notre environnement de recherche* »[272].

---

[270] RAND Corporation, *Profiles in Problem-Solving*, Annual Report, 2006. Cf., Annexe 13.
[271] RAND Corporation, *op. cit.*, p. 3. Texte original: « *One of the most exciting aspects of working in policy analysis is that each person can bring his or her own special skills and perspectives to the collective enterprise* ».
[272] *Ibid.*, p. 22. Texte original: « *Recognize individuals whose work exemplifies RAND's two core values of quality and objectivity and who have also recently made exemplary contributions to the RAND community, through new business development or fund-raising initiatives, outstanding outreach and dissemination*

Cette mise en avant des accomplissements individuels, cette bureaucratisation des honneurs répond en premier lieu à des stratégies institutionnelles inhérentes aux entreprises privées et dont Olivier Ihl rappelle, dans son essai *Le Mérite et la République*, la pérennité :

> « *Dans la littérature managériale, quelles que soient les variantes ou les stratégies proposées, récompenser est le moyen de fabriquer des "interprètes fidèles" des objectifs directoriaux, de créer aux échelons intermédiaires des "auxiliaires efficaces"* »[273].

De même, *RAND Items*, revue mensuelle interne au groupe, met en avant les *récents accomplissements* de ses chercheurs, salue les nouveaux arrivants et publient des nécrologies pour les anciens employés décédés.

On trouve également un procédé similaire auprès du public extérieur *via* la rubrique *Researcher Spotlight* sur le site internet de la RAND[274]. La direction de la communication y publie régulièrement de brefs portraits de chercheurs destinés à la presse.

Lors de notre année d'observation participante, en tant que nouvel arrivant, nous avons pu prendre acte du rapport qu'entretiennent les individus à l'organisation et plus exactement à l'épanouissement individuel au travers de celle-ci. Comme pour de nombreux cas que la sociologie des organisations a analysés[275], c'est devenu un lieu commun de nous expliquer que « *la RAND est une grande famille* ». Or, au-delà de la culture d'entreprise (*corporate culture*) que les personnes évoquent explicitement[276], il importe de comprendre comment ce mécanisme professionnellement incorporé par les individus – ou du moins par ceux qui exercent des fonctions de représentation[277] – permet

---

efforts, or effective participation in internal activities aimed at improving the efficiency of our research environment ».

[273] IHL Olivier, *Le Mérite et la République: Essai sur la société des émules*, Paris, Gallimard, 2007, p. 397.

[274] Source: http://www.rand.org/about/spotlight/. Date de consultation: 22 mai 08. Cf., Annexe.

[275] Cf., BERNOUX Philippe, *La Sociologie des organisations: initiation théorique, suivie de douze cas pratiques*, Paris, Seuil, 1993; CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'Acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1992; SAINSAULIEU Renaud, *L'Identité au travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

[276] On soulignera à ce titre l'importance du site Intranet de l'organisation, interface par définition réservée aux seuls employés de l'organisme, et qui consacre une rubrique entière à l'apprentissage de la *RAND Culture* pour les nouveaux entrants.

[277] Il nous faut bien évidemment reconnaître que la *construction familiale* ne fut pas le propre de tous les discours auxquels nous avons pu assister et qu'ils étaient liés à des postures formelles ou informelles de

de mettre en évidence cette corrélation entre le capital individuel et le capital collectif, et plus exactement l'opération de transfert symbolique du premier vers le second.

Bien évidemment, ce processus est routinisé par le biais de dispositifs de suivi des activités du personnel de la RAND, en premier lieu avec l'*Alumni Association* regroupant en réseau environ deux mille *anciens*[278]. Un terme a même été créé pour désigner les personnes ayant eu, à un moment de leur vie professionnelle, un rapport avec l'organisation, les *RANDites*. Ces derniers peuvent aussi bien être les employés actuels que des figures charismatiques du passé (Herman Kahn, Bernard Brodie, Thomas Schelling). En l'occurrence, on ne peut qu'insister sur le symbole que constitue la création d'un *jargon* propre à la RAND, signe d'intimité collective, d'entre-soi de l'institution que seuls les membres peuvent déceler et pratiquer.

L'effort de communication publique dédié aux *RANDites* ayant obtenu un prix Nobel constitue une bonne illustration de ce processus de captation des capitaux individuels par la RAND[279]. On peut ainsi lire sur le site internet que « *de nombreux lauréats du prix Nobel ont été affiliés à la RAND Corporation à un moment de leur carrière. Certains ont été employés, d'autres ont servi comme consultants, tandis que d'autres ont appartenu à son conseil d'administration* »[280]. Suit le portrait de vingt-sept anciens *RANDites* parmi lesquels Kenneth Arrow, Henry Kissinger, John Nash, Paul Samuelson, Thomas Schelling, Herbert Simon ou encore James Tobin.

Chacun des détenteurs du prix Nobel voit son affiliation à l'organisation varier, tant dans la durée que dans les responsabilités. Certains ont été employés à plein temps durant une longue période, d'autres ont simplement été des consultants requis sur des études précises pour un contrat de courte durée. Néanmoins, le lien entre le passage à la RAND et l'attribution du prix Nobel s'opère ici par le biais d'une citation de William Sharpe, économiste à la RAND en 1956 et qui témoigne :

> « *La RAND représentait une place idéale pour toute personne souhaitant poursuivre des recherches qui étaient à la fois théoriquement stimulantes et pragmatiques. Au cours de cette période, un travail d'avant-garde en*

---

représentants de la RAND auprès d'un employé étranger qui se trouvait représenter lui-même un Ministère de la Défense de gouvernement étranger.

[278] Source: http://www.rand.org/alumni/. Date de consultation: 10 oct. 2007.

[279] Cf., Annexe 7. Plus généralement, sur les enjeux symboliques politiques des prix Nobel, cf., LAROCHE Josepha, *Les Prix Nobel*, Paris, PUF, 1995, (Q.S.J. 3070).

[280] Source: http://www.rand.org/about/history/nobel/. Date de consultation: 10 oct. 2007.

matière d'informatique, de théorie des jeux, de programmation linéaire, d'économies appliquées était mené à la RAND par un personnel permanent ainsi que par des invités des principales universités. L'atmosphère était collégiale et l'emploi du temps flexible. La plupart des projets de recherche étaient choisis par les chercheurs et un travail additionnel sur des problématiques plus fondamentales était encouragé et généreusement financé »[281].

Une figure telle qu'Henry Kissinger retient bien évidemment l'attention. Selon la RAND, il a occupé la fonction de consultant de 1961 à 1969. Or, si l'on se fonde sur des travaux d'histoire américaine, il apparaît que la relation entretenue par Kissinger au cours de cette période avec cette structure de recherche travaillant étroitement avec l'Air Force s'avère bien plus complexe.

Henry Kissinger et la RAND : une collaboration symbolique

Directeur du *Center of International Affairs* de l'Université d'Harvard à la fin des années cinquante, Henry Kissinger a commencé à entretenir des réseaux politiques durables, tant au sein du Parti démocrate que du Parti républicain. En 1957, il a publié un des ouvrages phares de stratégie nucléaire, *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, qui l'a conduit à échanger de plus en plus avec les experts du courant dit *nucléariste*.

Il a fait la connaissance de la RAND par le biais de James Schlesinger, ancien camarade d'Harvard, futur Secrétaire à la Défense sous Nixon. Par la suite, en 1961, Kissinger a été nommé consultant auprès de trois organisations gravitant autour de l'administration Kennedy : le *National Security Council*, l'*Arms Control & Disarmament Agency* et la RAND. Or l'expérience s'est avérée peu concluante et Kissinger s'est assez rapidement détaché des trois organismes[282].

Pour autant, Kissinger a effectivement gardé des liens durables avec la RAND, notamment dans le cadre d'un épisode passé à la postérité et présenté précédemment, les *Pentagon papers*. Selon le journaliste Seymour Hersh, Kissinger a contacté, en décembre

[281] Source: http://www.rand.org/about/history/nobel/. Date de consultation: 10 oct. 2007. Texte original: « *RAND was an almost ideal place for anyone interested in performing research that was both aesthetically pleasing and also pragmatic. During this period path-breaking work in computer science, game theory, linear programming, dynamic programming and applied economics was being done at RAND, both by permanent staff and visitors from major universities. The atmosphere was collegial and the schedule flexible. Most research projects were chosen by the investigators, and additional work on more fundamental issues was encouraged and generously supported* ».

[282] KALB Marvin, KALB Bernard, *Kissinger*, Boston, Little, Brown & Company, 1974, p. 62.

1968, Henry Rowen, alors Président de la RAND, pour demander à ce dernier si la RAND pouvait réaliser un document classifié détaillant les options possibles pour les Etats-Unis au Viêt-Nam[283]. Daniel Ellsberg a alors été chargé de mener le projet de recherches qui a conduit aux révélations que ce dernier livra en 1971 au *New York Times*, révélations connues sous le nom des *Pentagon Papers* et qui auraient été à l'origine de la volonté du président Nixon de bloquer l'allocation de fonds fédéraux à la RAND[284].
Depuis lors, les contacts entre Kissinger et la RAND se sont faits sporadiques, le premier, assistant occasionnellement à des événements organisés par celle-ci (conférences, colloques, séminaires). La relation entre Henry Kissinger et la RAND reflète bien une stratégie explicite de reconversion des capitaux individuels au bénéfice de l'organisation. En effet, on voit à partir de la biographie détaillée de Kissinger que la RAND n'a joué qu'un rôle minime et indirect dans la carrière de celui-ci. Plus particulièrement, elle n'a en aucun cas permis son accession au prix Nobel en 1973, qui lui a été en fait attribué pour son engagement dans le processus de paix au Viêt-Nam.

Ce transfert de capitaux – *via* le label international que constitue le *prix Nobel* – permet à la RAND d'entretenir une légitimité et une proximité avec des champs voisins de sa propre activité, que ce soit le champ scientifique ou politique.

Néanmoins, au-delà de la simple stratégie de promotion institutionnelle autour des prix Nobel, le champ suscitant systématiquement ce type de transfert des capitaux individuels reste le champ politique, et plus précisément celui de la politique étrangère et de défense des Etats-Unis. Somme toute, cela peut sembler logique, compte tenu des éléments précédents quant aux carrières des experts actuels. Cependant, l'usage symbolique de cette *proche distance* permet d'observer l'interpénétration entre dominants et dominés sectoriels au sein même de la RAND.

Cette captation institutionnelle induit par conséquent un rapport de force, non seulement financier mais symbolique, entre les politiques et la RAND. On devrait parler à son sujet – non pas d'interdépendance tactique – mais plutôt de dépendance tactique[285].

[283] HERSH Seymour, *The Price of power: Kissinger in the Nixon White House*, New York, Summit Books, 1983, p. 48.
[284] Cf. ELLSBERG Daniel, *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*, New York, Viking, 2002; WALSH John, « Pentagon Papers: Repercussions for Rand and Other Think Tanks? », *Science*, New Series, 173, juil. 1971, pp. 313-315.
[285] Au sujet de l'interdépendance tactique cf., DOBRY, *op. cit.*, p. 99.

Plus précisément, si la RAND suppose la rétribution de ce réseau, les membres des unités dominantes n'y verront qu'un bénéfice minimal, asymétrique.

Ainsi une réalité sociologique apparaît ici dans les éléments sous-jacents de cette relation de la RAND aux politiques, et plus particulièrement au Département de la Défense, à savoir que cette proximité symbolique peut être effective dès lors que l'organisation intériorise les règles du champ imposées par l'organisation dominante, la *doxa*, comme le suggère Pierre Bourdieu :

> « *On oublie que la lutte présuppose un accord entre les antagonistes sur ce qui mérite qu'on lutte et qui est refoulé dans le cela-va-de-soi, laissé à l'état de doxa, c'est-à-dire tout ce qui fait le champ lui-même, le jeu, les enjeux, tous les présupposés qu'on accepte tacitement, sans même le savoir, par le fait de jouer, d'entrer dans le jeu. Ceux qui participent à la lutte contribuent à la reproduction du jeu en contribuant, plus ou moins complètement selon les champs, à produire la croyance dans les valeurs des enjeux. Les nouveaux entrants doivent payer un droit d'entrée qui consiste dans la reconnaissance de la valeur du jeu et dans la connaissance des principes de fonctionnement du jeu* »[286].

Cette propriété du champ induit une ligne intellectuelle directrice qui réduit considérablement toute initiative potentielle qui consisterait à aborder des sujets jugés *incorrects*, tels qu'entre autres, la légitimité de l'opération américaine en Irak. Plus l'organisme se rapproche du Département de la Défense sur notre cartographie, présentée dans le premier chapitre, plus la *doxa* devient incontournable et tout organisme ou individu ne s'y pliant pas, se voit automatiquement décrédibilisé, marginalisé dans le champ, l'exemple de Laurent Murawiec sur les relations américano-saoudiennes en étant une illustration.

Dans cette perspective, l'intériorisation de la *doxa* est directement ressentie par les acteurs hors-champ, tels que les représentants de ministères étrangers, si justement appelés *visiting fellows*. Ainsi, Bruno Tertrais, ayant occupé cette fonction pour le ministère de la Défense français, a attesté :

> « *C'est* [la RAND] *un endroit curieux où on pense beaucoup mais on pense de manière conventionnelle.* […] *S'il existe des connivences entre la*

[286] BOURDIEU, *Questions de sociologie*, *op. cit.*, pp. 115-116.

RAND, les industries de défense et le Pentagone, cela tient à des raisons culturelles : on finit par penser comme le client et vice versa »[287].

Ancien chercheur parti depuis à la Brookings Institution, Jeremy Shapiro a confirmé ce constat :

« *La RAND n'est pas aussi dépendante que SAIC, mais pas aussi indépendante que Brookings* […] *C'est une étrange schizophrénie car la RAND a consciemment ou inconsciemment absorbé la culture militaire, son langage, sa logique et par conséquent, pense comme le client* »[288].

La stratégie de reconversion institutionnelle dont use la RAND s'inscrit dans une dynamique à la fois de proximité sociale, spatiale et temporelle avec les dominants et de proximité. Celle-ci est rendue possible par la captation *a posteriori* de figures majeures des politiques étrangères et de défense américaines des cinquante dernières années – Henry Kissinger, Robert McNamara, Curtis Lemay. Ceci répond à un mécanisme d'autolégitimation à partir duquel, l'acteur peut inscrire sa propre activité dans une descendance symbolique, créant l'idée d'une filiation. C'est ce que Michel Offerlé constate en étudiant les logiques de mobilisation au sein des groupes d'intérêt :

« *La continuation d'une filiation, d'une lignée, peut ainsi constituer une manière d'invocation de patrimoine attesté par l'ancienneté de l'existence de l'intérêt et de l'organisation* »[289].

L'aspect proprement symbolique de cette filiation se retrouve notamment au travers des Conseils d'administration successifs de la corporation. Le chercheur, Bruno Tertais, ancien *visiting fellow*, nous a prévenu dès le début de nos recherches :

« *Méfiez-vous du rôle disproportionné que vous pourriez attribuer aux Conseils d'administration dans ces organisations. Le plus souvent, c'est un simple prétexte pour organiser une grande bouffe annuelle entre amis !* (sic.) *Je n'exagère qu'à moitié mais, si vous voulez, ce type d'organisation se doit d'avoir un Conseil d'administration prestigieux* »[290].

[287] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).
[288] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[289] OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 68.
[290] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).

Loin des thèses du complot, de réseaux de connivences plus ou moins visibles, la perspective proposée par Bruno Tertrais se révèle pertinente. Le quotidien du chercheur de la RAND consiste à travailler sur ses contrats en cours et il est très fréquent que les experts ne sachent même pas comment est composé le Conseil d'administration, conseil qui se réunit seulement une fois par an. Or, ce même Conseil d'administration se révèle être un véritable outil symbolique permettant à l'organisation de s'afficher aux côtés de notables du champ. Ainsi, le premier étage des bureaux de Washington est décoré de photos officielles de James Thomson, Président de la RAND depuis 1989, aux côtés des Présidents et membres des Conseils d'administration successifs.

Le capital social de la RAND *per se* s'inscrit donc dans un réseau de relations entretenu par ses membres dans le cadre politique international. Ce dernier lui permet de multiplier la simple agrégation des capitaux individuels de ses collaborateurs en ajoutant une ressource symbolique, celle du lien entretenu avec les dominants[291].

Scénograhie de l'interpénétration entre dominants et dominés.

(de gauche à droite : Donald Rumsfeld, ancien Secrétaire à la Défense, et James Thomson, Président de la RAND Corporation.)

[291] Cf., à ce propos BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, 1980, pp. 2-3.

Des rétributions mutuelles : Donald Rumsfeld et la RAND

Le 3 mai 2007, la RAND a annoncé la réception d'une donation de 150 000 dollars de l'ancien Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. Le don devait couvrir l'attribution de la première *Andrew Marshall Scholarship* en l'honneur de l'illustre directeur de l'*Office of Net Assessment* [cité plus haut], et ancien collaborateur de la RAND. Donald Rumsfeld se trouve justement avoir été membre puis Président du Conseil d'administration de la RAND par intermittence au cours des trente dernières années (1977–1987; 1988–1998; 1999–2001)[292]. Pour la RAND, le bénéfice d'un nom tel que Donald Rumsfeld semble évident. Deux fois Secrétaire à la Défense à 25 ans d'intervalle, Rumsfeld a également présidé deux très importantes commissions parlementaires au cours des années quatre-vingt-dix : la *Ballistic Missile Threat Commission*, en 1998, et l'*U.S. Commission to Assess National Security Space Management and Organization*, en 2000.

Pour autant, la rétribution d'un tel engagement apparaît réciproque. En effet, lorsque nous avons interrogé James Thomson sur le rôle de Donald Rumsfeld à l'époque où ce dernier appartenait au Conseil d'administration, il a expliqué qu'« *au cours des années quatre-vingt-dix Donald* [Rumsfeld] *a utilisé la RAND comme un outil pour développer ses idées sur la défense américaine. Il avait besoin initialement de réactualiser ses connaissances par rapport à la période où il avait été Secrétaire à la Défense et il était très demandeur de rapports, d'études qui traitaient de la modernisation, de la transformation de l'armée américaine* »[293]. Ainsi, loin de s'apparenter à une manœuvre collectivement organisée, le passage de Rumsfeld au Conseil d'administration a permis, dans la pratique, à celui-ci d'exploiter une documentation technique pour organiser ensuite l'argumentaire politique dont il a usé au cours de la présidence des deux commissions mentionnées plus haut et lors de ses dernières responsabilités à la Défense.

Cette stratégie symbolique de la RAND confère à celle-ci l'écart distinctif face à d'autres organismes dans le champ, que leur structure soit identique (*Institute for Defense Analyses*, *Center for Naval Analyses*) ou non (*Center for Strategic and International*

[292] Source: http://www.rand.org/news/press.07/05.03b.html. Date de consultation: 5 mai 2008.
[293] Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Studies, Brookings)[294]. De cette façon, l'idée d'*héritage* devient-elle centrale dans la construction identitaire collective.

En 2008, à l'occasion du soixantième anniversaire de l'organisation, la direction administrative de la RAND s'est-elle ingéniée à organiser des événements commémoratifs inscrivant le groupe dans une lignée historique. Un colloque intitulé *Colloquium on the RAND Legacy* a pris place tandis qu'a été publié l'ouvrage *60 Ways RAND Has Made a Difference*. Ces deux initiatives ont rejoint la réalisation dix ans auparavant du documentaire vidéo, *Ideas in Action*, consacré à l'histoire de la RAND.

Le documentaire a pris soin d'incorporer la *petite* histoire de la RAND à la *grande* histoire de la politique étrangère américaine du lendemain de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui. Encore une fois, un effort considérable a été déployé à cette occasion en matière de communication externe. Soixante-dix-neuf chercheurs et collaborateurs anciens et actuels ont été interrogés, parmi lesquels Thomas Schelling, James Schlesinger ou encore Robert McNamara. Par ailleurs, la narration du documentaire a été confiée à Tobey Maguire, l'acteur principal de la série de films *Spiderman*.

Une longue partie du documentaire est ainsi consacrée à l'*âge d'or* de la RAND – le début des années soixante – lorsque Robert McNamara engagea au cabinet du Secrétaire à la Défense plusieurs collaborateurs de l'organisation. « *Tous les meilleurs spécialistes à l'époque des questions de défense se trouvaient à la RAND* » affirme McNamara sur ce point[295].

Pour autant, signe évident de la reconstruction identitaire, l'historien Frederick Kagan nous a précisé « *un âge d'or pour la RAND, mais une période catastrophique pour l'Amérique !* »[296] rappelant, pour sa part, la responsabilité de ces acteurs dans la guerre du Viêt-Nam.

Cette analyse détaillée des carrières individuelles face à l'évolution du champ américain des études stratégiques permet donc de saisir les trois échelons qui se

[294] Le jeu politique, constitué selon Pierre Bourdieu par un *système d'écarts distinctifs*, détermine l'espace des prises de position: « *Une prise de position, le mot le dit à merveille, est un acte qui ne prend son sens que relationnellement, dans et par la différence, l'écart distinctif* » in: BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 38, fév. 1981, p. 3.
[295] ROBBINS Richard, *Ideas in Action: 60 Years of RAND*, Documentaire vidéo, 2006.
[296] Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

combinent dans la compréhension de la restructuration entamée depuis 1989 : niveaux individuel, organisationnel et sectoriel. Il ressort des éléments structurels : une fluidité quant aux positions individuelles dans le champ et une dépendance tactique de la RAND à l'égard des dominants du champ. Celle-ci s'explique à la fois par sa forme institutionnelle – le mode de contractualisation des *Federally Funded Research & Development Centers* – et par la mise en scène de sa proximité avec le Département de la Défense, *via* la reconversion collective des capitaux propres à ses employés.

A l'exception d'éléments tels que la montée en puissance des cabinets de conseil dans le champ, la réorganisation des compétences individuelles des experts, les analyses précédentes ont tendu vers une sociologie générale de la RAND dans le secteur des études stratégiques, entendue comme faisant fi des variables historiques.

Ce premier chapitre laisse à présent place à trois autres qui explorent en profondeur comment, les éléments structurels connus, les règles du jeu énoncées, la RAND s'est adaptée pour satisfaire les besoins de son principal commanditaire. Mais se révèle également la manière dont elle a repoussé les limites nationales du champ militaro-intellectuel pour garantir son existence post-1989.

Chapitre 2

L'internationalisation novatrice de la RAND

Les études stratégiques restent profondément ancrées dans leur environnement national. Qu'il s'agisse du champ américain ou encore de ses reproductions imparfaites en France et au Royaume-Uni, les frontières géographiques se révèlent étroites. Cela est dû à diverses raisons, parmi lesquelles l'incontournable problématique des habilitations (*clearances*)[297] pour accéder aux connaissances classifiées sous le sceau du secret-défense. Dans notre cas donc, les acteurs se sont longtemps cantonnés à travailler nationalement, et, plus particulièrement, dans un cadre géographique délimité – celui de Washington et de ses Etats voisins (Virginie, Maryland)[298].

Or, on a assisté depuis plusieurs années à une expansion internationale de plus en plus importante et fréquente de ces multiples organisations présentées précédemment. Ainsi la *Brookings Institution* a ouvert des antennes locales au Qatar, en Chine et en Amérique latine. Quant à la société SAIC, elle a développé à partir de 1992 une stratégie de pénétration des marchés internationaux. Il en a été de même pour la RAND lorsqu'elle a successivement lancé deux filiales étrangères, la RAND Europe opérant depuis le Royaume-Uni et le *RAND-Qatar Policy Institute* à Doha qui, toutes deux, ont obtenu des contrats auprès de ministères de la Défense britannique, allemand, italien ou qatari, pour formuler des recommandations en matière de réforme des cadres administratifs et de modèles d'emploi des armées.

Dans une perspective proprement financière, ces structures conçues au cours des années quatre-vingt-dix ont représenté la grande innovation de la RAND depuis la fin de la Guerre froide ; innovation car elle a été, à ce titre, la première organisation du champ étudié à développer cette activité. Autrement dit, cette internationalisation du groupe

[297] L'habilitation de sécurité est la procédure permettant à une personne d'avoir accès aux informations ou supports protégés. Tout détenteur d'une habilitation est informé de ses responsabilités, notamment pénales, à propos de la protection des informations classifiées.
[298] A cet égard, la création initiale de la RAND à Santa Monica fait figure de notable exception.

représente un enjeu sociologique, à la fois en termes de compréhension de pratiques nouvellement instituées et en termes de conséquences sur le plan de l'analyse et de la théorie des Relations internationales.

Aux Etats-Unis comme en Europe, les années quatre-vingt-dix ont été en effet marquées par l'émergence de nouveaux objets d'analyse au sein des laboratoires universitaires qui tendaient à rendre compte de phénomènes post-bipolaires. Tandis que les acteurs directs du champ des études stratégiques ont travaillé à la rénovation de savoirs pratiques à destination des décideurs politiques et militaires, les universitaires ont entrepris un important travail de refondation des outils, paradigmes et théories qui structuraient le champ académique[299]. Ainsi, la réussite dans le monde universitaire anglo-saxon d'une sous-discipline telle que l'Economie Politique Internationale a-t-elle été portée par le nouvel intérêt des politistes pour le phénomène de la globalisation économique et financière des firmes transnationales ; ces dernières étant devenues des acteurs politiques majeurs[300]. Il serait bien évidemment erroné de soutenir que l'Economie Politique Internationale (EPI) ne date que des années quatre-vingt-dix. Le programme initial de recherche de l'EPI fondé sur l'articulation entre politique et économique, national et international peut trouver ses lointaines origines chez les mercantilistes du XVI^{e} siècle[301]. Plus récemment, les travaux fondateurs de Susan Strange ont été élaborés dès les années soixante-dix[302].

Pour autant, les années quatre-vingt-dix, avec la baisse générale des budgets militaires nationaux au sein des démocraties occidentales, se sont caractérisées par une

---

[299] Cf., la synthèse de BADIE Bertrand, « Les grands débats théoriques de la décennie », *Revue internationale et stratégique*, 41, print. 2001, pp. 47-55.

[300] Pour une introduction à l'Economie Politique Internationale, cf., LAROCHE, *Politique internationale*, *op. cit.* ; GRAZ Jean-Christophe, « Relations internationales et concepts économiques : rénovations et ruptures », *Le Trimestre du Monde*, 27, 1994, pp. 133-159 ; COUSSY Jean, « Économie politique internationale » in : SMOUTS (Éd), *Les Nouvelles relations internationales…*, *op. cit.*, pp. 263-277 ; GILPIN Robert, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987.

[301] Durant cette période, le mercantilisme a prévalu en Europe. A l'origine, les mercantilistes ont prôné le développement économique par l'enrichissement des nations, grâce au commerce extérieur qui permettait de dégager un excédent de la balance commerciale, grâce à l'investissement dans des activités économiques à rendement croissant. Dans cette logique, l'État devait détenir un rôle primordial dans le développement de la richesse nationale, en adoptant des politiques protectionnistes établissant notamment des barrières tarifaires et encourageant les exportations.

[302] Cf., STRANGE Susan, *Sterling and British policy, a Political Study of an International Currency in Decline*, Londres, Oxford University Press, 1971; STRANGE Susan, *Casino Capitalism*, Oxford, B. Blackwell, 1986; STRANGE Susan, *States and Markets: An Introduction to International Political Economy*, Londres, Pinter, 1988.

grande attention accordée par les décideurs politiques à la libéralisation des marchés – naissance de l'OMC en 1995 – et à la création de regroupements économiques régionaux – Mercosur[303] et traité de Maastricht en 1991, établissement de l'ALENA[304] en 1994.

De plus, cette dynamique générale de concentration sous forme de blocs régionaux, de transterritorialisation et de transnationalisation s'est accompagnée d'une évolution dans la gestion des entreprises privées, grâce à l'arrivée à maturation de technologies innovantes développées dès les années soixante-dix, telles que l'Internet. Celles-ci ont permis de favoriser l'implantation de filiales étrangères en réduisant les cycles d'information et de communication entre chacune des unités. Sur le plan intellectuel, cette accélération exponentielle du développement externe des entreprises a fait apparaître quelques thèses euphoriques sur le monde post-étatique, telles que celles défendues dans les ouvrages du consultant Kenichi Ohmae[305].

Force est de constater que le phénomène de *mondialisation* de l'économie, trouve une illustration assez fidèle dans les débats internes au sein de la RAND. Au cours de cette période, ont été pris les choix subséquents en matière de stratégie de développement : l'implantation au cours des deux dernières décennies en Allemagne, Angleterre, Pays-Bas, Qatar et le lancement de multiples collaborations avec divers acteurs internationaux.

Néanmoins, nous choisissons délibérément de parler ici d'internationalisation et non de transnationalisation et ce, pour une raison précise : rien dans nos recherches n'a permis d'accréditer l'idée d'une totale indépendance de développement à l'étranger de la RAND. Or si l'on se réfère aux définitions académiques du phénomène transnational, cela ne correspond pas à notre objet d'étude.

Pour appuyer notre propos, on peut reprendre la définition de Thomas Risse-Kappen, pour qui les relations transnationales se caractérisent simplement par « *des interactions régulières au-delà des frontières nationales, lorsqu'au moins un acteur est*

[303] Créé par le Traité d'Assomption en mars 1991, le Mercosur (Marché commun du sud) a pour objectif l'établissement d'un marché commun et d'une union douanière (libre circulation, tarif extérieur commun) entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. L'union douanière est réalisée depuis 2001, avec des listes d'exceptions par produits.

[304] L'ALÉNA ou Accord de libre-échange nord-américain (en anglais, *North American Free Trade Agreement* abrégé en *NAFTA*) est un traité créant une zone de libre-échange entre les trois pays d'Amérique du Nord : le Mexique, les États-Unis et le Canada. Il est entré en vigueur le 1er janvier 1994.

[305] OHMAE Kenichi, *The End of the Nation State: The Rise of Regional Economies*, Touchstone, Wharton School Publishing, 1996; *The Next Global Stage: The Challenges and Opportunities in Our Borderless World*, Touchstone, Wharton School Publishing, 2005.

un agent non-étatique ou n'opère pas sous la direction d'un gouvernement national ou d'une organisation intergouvernementale »[306].

En France le caractère transnational a souvent été observé comme un phénomène caractéristique du nouvel espace politique mondial, comme en témoignent les analyses de Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts dans les années quatre-vingt-dix:

> « *Les relations transnationales peuvent dès lors être définies comme toute relation qui, par volonté délibérée ou par destination, se construit dans l'espace mondial au-delà du cadre étatique national et qui se réalise en échappant au moins partiellement au contrôle ou à l'action médiatrice des Etats. Comme telles, ces relations remettent en cause, volontairement ou non, la souveraineté des Etats et la prétention de ceux-ci à revendiquer un droit exclusif à agir sur la scène internationale* »[307].

Pour reprendre l'expression de Guillaume Devin, « *transnationaliser, c'est décentraliser à l'échelle internationale* »[308]. Or une décentralisation internationale n'induit-elle pas un effritement des pôles étatiques, traditionnels référents de la mesure de la puissance ? Pour aller plus loin, la transnationalisation n'implique-t-elle pas dans son entreprise initiale la restructuration du système qu'une internationalisation ne suggère qu'à la marge ?

Cette hypothèse rejoint celle que Guillaume Devin a formulée dans les actes d'un colloque organisé par la Section d'Etudes Internationales de l'Association française de Science Politique et consacré aux solidarités transnationales. L'auteur soutient que le « *transnational est une structure d'organisation : un lien d'affiliation de plusieurs unités (cellules, sections, bureaux, délégations) réparties sur plusieurs territoires nationaux et qui participent toutes à la relation de solidarité en tant que telle. En d'autres termes, lorsque nous parlons de la transnationalisation des solidarités, le regard se déplace de la*

---

[306] RISSE-KAPPEN Thomas, « Bringing transnational relations back in: introduction » in: RISSE-KAPPEN Thomas (Éd.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, New York, Cambridge University Press, 1995, p. 3. Texte original: « *Regular interactions across national boundaries when at least one actor is a non-state agent or does not operate on behalf of a national government or an intergovernmental organization* ».

[307] BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le Retournement du monde: sociologie de la scène internationale*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences-Po & Dalloz, 2007, p. 66.

[308] DEVIN Guillaume, « Les solidarités transnationales, phénomène social à l'échelle mondiale » in: DEVIN Guillaume (Éd.), *Les solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 21.

solidarité (ses conditions sociales, son contenu) aux chaînes de solidarité (leurs maillons, leur articulation) »[309].

On retrouve cette tendance dans de nombreuses thèses défendues aujourd'hui par la communauté française des internationalistes[310]. Par ailleurs, ces réflexions ne sont pas sans rappeler l'important apport conceptuel de James Rosenau qui, avec *Turbulence in World Politics*[311], préconise déjà une approche décentrée du système international, plus exactement décentrée par rapport aux Etats. Rosenau explique que la multiplication des acteurs agissant en dehors du cadre de la souveraineté (« *sovereignty free* »[312]) et la dispersion des identités – qui ne peuvent plus s'incarner dans une allégeance unique envers l'Etat, du fait de la fragmentation des solidarités – seraient à l'origine de ce qu'il appelle des *turbulences*. Celles-ci auraient pour origine « *la scission entre le système étatique qui coexiste dorénavant avec un système multicentrique aussi puissant, mais plus décentralisé* »[313].

Malgré cette dynamique transnationale qui, à certains égards, ne peut pas être réfutée, le cas de la RAND Corporation, et à travers elle, celui du champ des études stratégiques, ne peut se comprendre dans ce cadre. Qualifier le développement de la RAND de transnational conduirait trop vite à oublier que le secteur que nous étudions voit son existence – en particulier pour un acteur comme la RAND – conditionnée par le Département de la Défense américain. Il suffit ainsi de se reporter aux consignes officielles qui entendent régir l'activité de l'organisation à l'étranger pour saisir cette caractéristique fondamentale[314].

---

[309] DEVIN, *op. cit.*, p. 20.

[310] Cf., notamment BADIE Bertrand, *La Fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995 ; BADIE Bertrand, *Un Monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 1999 ; BADIE Bertrand, *La Diplomatie des droits de l'Homme. Entre éthique et volonté de puissance*, Paris, Fayard, 2002; BADIE Bertrand, *L'Impuissance de la puissance. Essai sur les incertitudes et les espoirs des nouvelles relations internationales*, Paris, Fayard, 2004; COLONOMOS Ariel, *La morale dans les relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2005.

[311] ROSENAU James, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

[312] ROSENAU, *op. cit.*, p. 36. Texte original: « *States are conceived to be sovereignty-bound actors, while multinational corporations, ethnic groups, bureaucratic agencies, political parties, subnational governments, transnational societies, international organizations, and a host of other types of collectivities are called sovereignty-free actors* ».

[313] *Ibid.*, p. 11. Texte original: « *In the case of the structural parameter, the transformation is marked by a bifurcation in which the state-centric system now coexists with an equally powerful, though more decentralized, multi-centric system* ».

[314] Cf., Annexe 14, Consignes régissant les projets conduits pour des gouvernements et des entreprises étrangers.

Si l'idée de transnationalisation comme subversion des relations interétatiques s'avère ici inopérante, se pose alors la question du *soft power*. Le concept induit une conjonction d'intérêts, une synergie entre le rayonnement international des Etats-Unis et le développement externe de la RAND.

Or, revenons sur les conditions sociales précises qui entourent la conceptualisation du *soft power*. En 1990, dans son ouvrage programmatique *Bound to lead*, l'universitaire américain Joseph Nye entend s'opposer aux thèses – notamment de Paul Kennedy, dans son ouvrage *Naissance et déclin des grandes puissances : transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000* [315] – qui soutiennent l'idée d'un déclin de la puissance américaine. Nye affirme que la puissance américaine n'est pas en train de décliner, car le concept de puissance n'est plus le même et doit être reconsidéré. D'une part, les Etats-Unis seraient et resteraient pour longtemps la première puissance militaire, et d'autre part le *rattrapage* économique par l'Europe et le Japon représenterait une conséquence prévisible d'un retour à la normalité après les inégalités causées par la Seconde Guerre mondiale. Mais surtout, Joseph Nye avance l'idée que les Etats-Unis disposent d'un avantage comparatif nouveau et joueront un rôle croissant à l'avenir grâce au *soft power*, soit la capacité de séduire et de persuader les autres Etats, sans avoir à user de leur force ou de la menace.

Nye oppose *soft power* à *hard power*, ce dernier étant constitué par le recours à des moyens classiques de coercition. Il étudie les transformations de la puissance américaine, soit la façon dont celle-ci pourrait parvenir à faire partager ses options à travers l'acceptation d'un ensemble de valeurs allant de l'attirance culturelle à l'idéologie. C'est ce que l'auteur appelle le principe de cooptation, défini comme la capacité pour une nation de « *structurer une situation, de telle sorte que les autres pays fassent des choix ou définissent des intérêts qui s'accordent avec les siens* »[316]. Le *soft power* ne correspond pas à une qualification de la nature du pouvoir exercé dans l'économie mondiale, il décrit un type de ressources particulières parmi d'autres, au poids devenu prépondérant. Les ressources de pouvoir dont dispose un acteur lui permettent ensuite d'exercer différents types de pouvoir tout au long d'un continuum. Le pouvoir de

[315] KENNEDY Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances: transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, trad., Paris, Payot, 2004.
[316] NYE Joseph, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1991, p. 173.

commandement représente la capacité de changer la conduite d'autres acteurs, en s'appuyant sur la coercition ou l'incitation (par la promesse d'une récompense). Enfin, le pouvoir de cooptation désigne la capacité de changer la volonté des autres, en s'appuyant sur la séduction ou sur la possibilité de définir la hiérarchie des problèmes politiques, de manière à empêcher les autres d'exprimer des points de vue qui paraîtraient irréalistes face aux enjeux du moment.

Alors que la théorie des régimes[317] avait été élaborée pour comprendre comment le monde pouvait rester stable en l'absence d'un *leader* mondial, Nye affirme que les États-Unis n'ont en fait jamais cessé d'être l'hégémon du système. Le *soft power* compléterait ainsi la puissance traditionnelle de contrainte (*hard power*) et serait aujourd'hui la forme de puissance la plus déterminante, notamment du fait des bouleversements liés à la mondialisation – l'ouverture des frontières, la baisse du coût des communications, la multiplication des problèmes transnationaux auxquels on doit apporter une réponse globale : le terrorisme, le réchauffement climatique, le trafic de drogue, les épidémies internationales etc.

Depuis lors, Nye est revenu à de multiples reprises sur ce concept, l'affinant, le circonscrivant ou l'actualisant[318]. Séduisante au premier abord, la théorie de Nye nous semble limitée à plusieurs égards[319]. Tout d'abord, elle reste prisonnière du contexte même de son élaboration, à savoir l'ambition décisionnelle qui fonde l'entreprise de Nye[320]. Le *soft power* ne s'entend pas comme une clé de compréhension de structures de

[317] Cf., KRASNER Stephen (Éd.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983; RUGGIE John Gerard, *Constructing the World Polity: Essays in International Institutionalization*, New York, Routledge, 1998. Selon la théorie des régimes, la stabilité du système international serait assurée par différents régimes internationaux, c'est-à-dire un ensemble de principes, de normes, de règles et de procédures de décision, implicite ou explicite, autour desquels les attentes des acteurs convergent. Les régimes internationaux baisseraient les coûts de transaction, faciliteraient les stratégies de réciprocité et permettraient de traiter à un moindre coût l'apparition d'un problème nouveau.

[318] Cf., NYE Joseph, *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004; NYE Joseph, « Soft Power and American Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, 119 (2), 2004, pp. 255-270; NYE Joseph, « The Decline of America's Soft Power », *Foreign Affairs*, 83 (3), 2004, pp. 16-20; NYE Joseph, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2003; NYE Joseph, *The Powers to Lead*, Oxford, Oxford University Press, 2008.

[319] Pour une approche critique du *Soft Power*, cf., BOHAS Alexandre, « The Paradox of Anti-Americanism: Reflection on the Shallow Concept of Soft Power », *Global Society*, 20 (4), oct. 2006, pp. 395-414.

[320] Parallèlement à sa carrière universitaire, Joseph Nye a mené une impressionnante carrière politique. Il a servi comme adjoint au sous Secrétaire d'Etat dans l'administration Carter et a occupé le poste de Secrétaire adjoint à la Défense sous l'administration Clinton (1994-1995). Lors de la campagne présidentielle de 2004,

pouvoir objectivées dans les relations internationales contemporaines, mais comme un concept s'insérant dans une praxéologie à destination des gouvernants. On en veut pour preuve, la nomination de Nye en 2007 à la tête d'une commission sur le *Smart Power* du *Center for Strategic and International Studies*, chargée de réfléchir à une meilleure exploitation politique du *hard* et *soft power*, leur combinaison efficiente les convertissant en *smart power*[321]. Outre l'aspect particulièrement spécieux de l'entreprise, elle permet de prendre acte du contexte socio-politique dans lequel les travaux de Nye ont pu être menés. Autrement dit, l'universitaire est devenu lui-même acteur du champ qu'il se proposait initialement d'étudier.

Ensuite, parce que Nye s'attache surtout aux finalités de son invention, le flou conceptuel autour des modalités d'exercice du *soft power*, de sa délimitation empirique conduit à remettre en cause son intérêt en termes de science politique. Il en résulte un écueil logique : l'omnipotence de la *puissance américaine* serait à l'œuvre partout, directement comme indirectement. Ce pendant intellectuel peut séduire de nombreuses personnes et les conduire à lire les activités de la RAND sous ce prisme déformant. Témoignage fort éclairant, Hubert Védrine, ancien Ministre des Affaires étrangères français, nous a confié :

> « *Depuis ma position, la puissance américaine c'est un tout et c'est bien normal. Les Américains font attention à leur suprématie militaire, économique mais aussi culturel, scientifique. La RAND représente un élément d'un tout cohérent, d'une machinerie globale* »[322].

C'est là une perception partagée par de nombreux acteurs interrogés en France. Comme l'ont fait remarquer la plupart, les clients internationaux de la RAND n'ont pas été choisis au hasard : « *les ministères de la Défense hongrois, roumain, italien ou qatari restent des alliés traditionnels des Etats-Unis* » a souligné Dominique David, directeur exécutif de l'IFRI[323]. A l'inverse, « *le ministère de la Défense français examinera une candidature de la RAND conformément au règlement des marchés publics* » a affirmé un chargé de mission à la Délégation aux Affaires Stratégiques avant d'ajouter « *mais le*

---

il était considéré par beaucoup d'observateurs comme le probable conseiller à la Sécurité Nationale en cas d'élection de John Kerry.

[321] Cf., http://www.csissmartpower.org/. Date de consultation: 28 oct. 2008.

[322] Entretien avec Hubert Védrine, réalisé le 1er mars 2006 au Cabinet Hubert Védrine Conseil (Paris).

[323] Entretien avec Dominique David réalisé le 28 avril 2006 à l'IFRI (Paris).

doute se posera nécessairement sur sa liaison avec le Département de la Défense »[324]. De façon tout aussi mesurée, Robert Ranquet, superviseur des contrats de recherche du ministère de la Défense français, a expliqué que « *le ministère peut parfois faire appel à des instituts étrangers sur des questions précises, dans l'absolu cela pourrait être le cas avec la RAND. Cependant il s'agit à chaque fois d'avoir "le point de vue de X" et non d'ouvrir notre marché à la concurrence étrangère* »[325].

Les acteurs – publics comme privés – du marché de l'expertise politique considèrent ainsi l'instrumentalisation de la RAND par les administrations politiques américaines comme une évidence. Allant plus loin dans son analyse, Dominique David, directeur exécutif de l'IFRI, a rapporté :

> « *A la fin des années quatre-vingt-dix, la RAND nous a contactés pour organiser une conférence trilatérale avec l'Ukraine. Les rencontres ont eu lieu ici, à Paris. Pour la logistique, la RAND n'avait pas besoin de nous. Mais il existait – et personne ne le cachait – une volonté du Département de la Défense américain que les Européens se soucient de l'Ukraine et entretiennent des liens qui pourraient ensuite modifier la donne politique* »[326].

Cette interaction entre la RAND et le Département de la Défense est-elle aussi développée ? « *Nous mettons au courant le Département de la Défense de ce que nous faisons à l'étranger, mais c'est assez anodin* » a affirmé le Président James Thomson. « *Ils ne prennent pas du tout part à notre stratégie de développement, ils ne l'ont jamais fait. Bien sûr, si on avait travaillé pour Saddam Hussein, la question se serait posée* [rires] »[327].

« *Nous évoluons dans un cadre légal et transparent, nous ne devons pas exploiter par exemple notre relation privilégiée avec l'armée américaine pour obtenir un contrat étranger, mais à partir de là, le Pentagone est tenu informé du strict minimum* » a ajouté Michael Rich, vice-Président exécutif[328].

De l'aveu de certains chercheurs restés anonymes, l'activité de l'organisation à l'étranger a moins répondu à une volonté d'expansion que de survie. « *Regardez les*

[324] La personne a souhaité préserver l'anonymat.
[325] Entretien avec Robert Ranquet [Adjoint au Directeur, Délégation aux Affaires Stratégiques, Ministère de la défense] réalisé le 23 mai 2006 au ministère de la Défense (Paris).
[326] Entretien avec Dominique David réalisé le 28 avril 2006 à l'IFRI (Paris).
[327] Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[328] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

revenus en provenance du Pentagone dans les années quatre-vingt-dix et vous comprendrez pourquoi la RAND est allée chercher des fonds ailleurs » a souligné un analyste[329]. « *C'était une opportunité financière que nous ne pouvions refuser au moment où l'apport du gouvernement déclinait* » a reconnu Brent Bradley, directeur de la stratégie[330].

Interrogé sur la création d'un bureau de la RAND au Qatar un an après l'implantation du *Central Command* de l'Armée américaine[331], Stephen Larrabee a souri et rétorqué « *c'est un point de vue très français d'imaginer une synergie américaine parfaite. Mais non, désolé, nous étions en contact avec le gouvernement qatari bien avant cela, le Central Command a simplement aidé pour partie une implantation qui se serait faite quoi qu'il arrive* »[332].

Déterminer l'intentionnalité et le degré d'intégration des activités internationales de la RAND paraît une impasse scientifique, tant ces questions se heurtent aux croyances des acteurs interrogés. Sans nul doute, ces travaux ont bénéficié d'un impact sur l'espace international et ses déclinaisons nationales – qu'elles soient britannique, italienne, allemande ou encore qatarie – des études stratégiques.

Mais, plus fondamentalement, ces éléments rejoignent la conception fonctionnaliste du pouvoir présente dans l'œuvre de Michel Foucault. Autrement dit, la RAND permet de fixer, délimiter et contrôler un espace intellectuel consacré aux études stratégiques, de déployer partout où elle s'implante un prêt-à-penser institutionnel, une puissante ingénierie en matière de politiques militaires et, par extension, de l'ensemble des politiques publiques.

Nous abordons à présent la première dimension de ce postulat, à savoir, ce que le développement d'un organisme tel que la RAND, nous enseigne sur le plan international et plus précisément sur la politique étrangère américaine depuis la fin de la Guerre froide. Tout d'abord, explorons l'impact que ces nouvelles interactions internationales peuvent induire sur la constitution de savoirs américains à destination de gouvernements

[329] La personne a souhaité préserver l'anonymat.
[330] Entretien avec Brent Bradley réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[331] Le United States Central Command (CENTCOM) constitue un des dix Unified Combattant Command dépendant depuis le 1er janvier 1983 du Département de la Défense des Etats-Unis. Il couvre les régions du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.
[332] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

étrangers. Ensuite, examinons l'émergence de sciences de gouvernement contemporaines décidées à Washington sur le monde et pour le monde.

1. Des stratégies de régionalisation représentatives de la politique étrangère américaine

Le 2 août 2007, l'ancien Président mexicain, Vicente Fox et le vice-Président exécutif de la RAND, Michael Rich, ont signé un *memorandum of understanding*[333] pour établir un programme de recherche commun. Celui-ci devait étudier les moyens de combattre la pauvreté et aider les *groupes vulnérables* au Mexique et en Amérique latine. La signature du mémorandum a eu lieu au *Vicente Fox Center of Studies*, organisation fondée par Fox et siégeant près du ranch de l'ancien Président à Guanajuato, au Mexique où le programme de recherche devait ensuite prendre place[334]. Les études sont publiées conjointement par le Fox Center et la RAND tandis que les deux organismes animent, ensemble, des séminaires communs, des conférences et des forums internationaux afin de « *promouvoir la démocratie, le leadership, la transparence, l'égalité des genres et des stratégies pour combattre la pauvreté* »[335].

L'exemple de la collaboration avec le Fox Center a représenté le dernier d'une longue liste de contrats, de partenariats, et d'échanges qui ont pris place au cours des vingt dernières années. Aussi peut-on souligner que l'ouverture internationale – physique et intellectuelle – de la RAND s'est accentuée depuis la fin de la Guerre froide. Ce développement mondial de l'organisation ne se lit pas nécessairement dans les évolutions multiples de la politique étrangère américaine au cours de la même période. Néanmoins, il permet d'ouvrir des perspectives sur celles-ci, notamment en ce qui concerne le déclin de l'*Europe occidentale* – entendue ici selon les perceptions indigènes héritées de la Guerre froide – comme acteur des relations internationales stratégiques. Ont été mis en exergue la volonté américaine de s'investir dans les structures socio-politiques des Etats

[333] Protocole d'accord, préalable à la signature définitive d'un contrat.
[334] States News Service, « Vicente Fox Center and RAND launch joint program to find policies to combat poverty in Mexico and Latin America », 2 août 2007.
[335] *Ibid.*, Texte original: « *promote democracy, leadership, transparency, gender equality and strategies to fight poverty* ».

du Moyen-Orient ou encore les contradictions entre le credo de la *globalisation* commerciale et financière des années quatre-vingt-dix – plus précisément de l'époque Clinton – et les relations qui en découlent avec des partenaires économiques ambigus, tels que la Russie et la Chine[336].

Cette idée peut être repérée dans le disours de Michael Rich, vice-Président exécutif, lorsque celui-ci explique cette internationalisation sous l'angle humain et intellectuel :

> « *Il y avait certes des opportunités financières nouvelles, mais je crois avant tout que le monde avait changé. La RAND a toujours voulu recruter "the best and the brightest" : il ne s'agit plus seulement d'Américains aujourd'hui. De plus, nous sommes dans l'ère de la globalisation, les problèmes auxquels l'Amérique doit faire face. En l'occurrence, ce maillage nous a convaincu de la nécessité de nous développer à l'étranger* »[337].

Miroir à la réflexion plus ou moins fidèle des développements de politique étrangère américaine des deux dernières décennies, l'internationalisation de la RAND a pris forme au cœur même de la Guerre froide : l'Europe occidentale et plus précisément l'Allemagne réunifiée.

11. L'européanisation difficile de la RAND

Parmi les contributions majeures aux débats stratégiques contemporains, la question de l'élargissement et du rôle de l'OTAN a souvent été mise en avant par le service de communication de la RAND Corporation. Ainsi, lors de nos rencontres, à la question « *quel est selon vous la plus importante contribution de la RAND depuis la fin de la Guerre froide ?* », une grande majorité des personnes interrogées a évoqué le rôle de l'organisation joué dans la réflexion menée au cours des années quatre-vingt-dix. Celle-ci

[336] Sur l'histoire générale des Etats-Unis après la Guerre froide, cf., MELANDRI Pierre, VAISSE Justin, *L'Empire du milieu: les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la Guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001 ; MELANDRI Pierre, RICARD Serge (Eds.), *Les Etats-Unis et la fin de la Guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2005 ; JENTLESON, Bruce, PATERSON, Thomas (Eds.), *The Encyclopedia of US Foreign Relations*, New York, Oxford University Press, 1997 ; HAASS, Richard, *The Reluctant Sheriff : The United States after the Cold War*, New York, Council on Foreign Relations Book, 1997; VAISSE, Justin, « Les Etats-Unis sans Wilson – l'internationalisme américain après la Guerre froide », *Critique internationale* 3, print. 1999, pp. 89-120 ; LINDSAY, James, RIPLEY, Randall (Eds.*), US Foreign Policy After the Cold War*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1997.

[337] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

a publié, à l'époque, de multiples travaux sur l'avenir de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par extension des relations transatlantiques.

En outre, avec la fin de la Guerre froide, l'OTAN semblait être parvenue au terme de son histoire. Selon l'expression de Lord Ismay, premier Secrétaire général de l'OTAN, celle-ci avait, lors de ses fondations pour dessein de « *garder les Américains à l'intérieur, les Russes à l'extérieur et les Allemands sous tutelle*»[338]. Or après la réunification allemande en 1990 et la disparition du Pacte de Varsovie puis de l'Union soviétique elle-même en 1991, le besoin d'une alliance militaire destinée à empêcher une agression contre l'Europe occidentale n'est plus allé de soi.

L'homologie structurale entre l'OTAN et la RAND – deux organisations créées pour et par la Guerre froide – paraissait symptomatique. A cet égard, on peut observer comment des chercheurs, tels que Stephen Larrabee, Ronald Asmus, Richard Kugler se sont, dès 1993, mobilisés publiquement pour promouvoir le Partenariat pour la Paix, une initiative en faveur de l'ouverture de l'OTAN vers l'Europe de l'Est[339]. Plusieurs années après, Asmus a écrit sur cette période :

> « *C'était une période incroyable. L'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale, en 1989, et la désintégration de l'Union soviétique deux ans plus tard, laissèrent comme un vide dans leur sillage : l'Occident n'avait plus de politique envers la région. Les révolutions démocratiques qui secouèrent l'Europe centrale et orientale en 1989 prirent l'Occident de court. Toutes bienvenues qu'elles fussent, elles bousculèrent bien des hypothèses de base qui guidaient naguère la pensée et la politique occidentales. Les événements sur le terrain évoluaient plus vite que la capacité de nombreux décideurs de revoir leur cadre de pensée. Par moments, les gouvernements et les bureaucraties étaient à la traîne de l'histoire – et ils le savaient – victimes, dans une certaine mesure, de leur propre succès. Après avoir réussi à renverser le communisme, sans même un seul coup de feu entre l'Est et l'Ouest,*

[338] Cité par LIND Michael, *The American Way of Strategy: U.S. Foreign Policy and the American Way of Life*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 124. Texte original: « *keep the Americans in, the Russians out, and the Germans down* ».

[339] KOLODZIEJCZYK Katarzyna, « RAND Experts Support Partnership for Peace », *Polish News Bulletin*, 10 déc. 1993. En janvier 1994, au sommet du Conseil de l'Atlantique Nord de Bruxelles, l'OTAN invite les membres du nouveau Conseil de Coopération Nord-Atlantique - rassemblant les membres de l'OTAN et ceux de l'ancien Pacte de Varsovie, rejoints en 1992 par les Etats de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et l'Albanie – ainsi que les autres pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à participer à un nouveau programme de coopération appelé *Partenariat pour la paix* (PpP). Ce dernier, adapté aux besoins spécifiques de chaque pays, et dont les engagements sont consignés dans le texte fondateur, est conçu pour aider les pays participants à restructurer leurs forces armées, de sorte qu'elles puissent participer aux opérations de maintien de la paix de l'OTAN.

l'Occident n'était politiquement et intellectuellement pas prêt à concevoir l'Europe dans la perspective de l'après-Guerre froide, ni une nouvelle relation transatlantique. Quelle devrait être la mission de l'OTAN dans un monde libéré du communisme et de la menace soviétique ? »[340].

L'idée d'un élargissement à l'Est ne séduisait alors que peu de monde aux Etats-Unis. A l'exception notable du sénateur républicain Richard Lugar qui avait été l'un des rares membres du Congrès à insister sur la nécessité pour l'OTAN de prendre en charge les conflits à sa périphérie géographique, sous peine de disparaître. Pour sa part, la même année, la RAND, à travers les trois chercheurs mentionnés plus haut, a obtenu, pour la première fois, un contrat de recherche portant sur ce sujet auprès d'un gouvernement européen. En l'occurrence, il s'agissait du ministère de la Défense allemand, dirigé alors par Volker Ruhe[341].

En mars 1993, Ruhe, se trouvait à un forum de l'*International Institute for Strategic Studies* à Londres où il soutenait l'urgence institutionnelle d'élargir l'OTAN vers l'Est, afin de recrédibiliser l'organisation internationale dans le cadre de l'après-Guerre froide. C'est à cette occasion que lui a été transmise une ébauche d'article préparé par Stephen Larrabee, Ronald Asmus et Richard Kugler soutenant les mêmes vues[342]. L'article en question, « *Building A New NATO* », est paru, plus tard à l'automne 1993, dans la revue *Foreign Affairs*[343]. Sept étapes sont définies pour transformer l'OTAN de l'après-Guerre froide : 1) le passage d'une organisation de défense commune à une alliance dédiée à la promotion de la démocratie et la gestion de crises ; 2) l'européanisation de l'OTAN en allouant plus de responsabilités aux partenaires des Etats-Unis ; 3) la réintégration de la France à l'OTAN ; 4) l'ouverture de la *Communauté Européenne* aux pays d'Europe centrale et orientale ; 5) l'établissement de nouvelles relations avec la Russie en favorisant sa démocratisation ; 6) la mise en œuvre d'une politique transatlantique spécifique à l'égard de l'Ukraine pour consolider son indépendance ; 7) enfin, la

[340] ASMUS Ronald, « Un exemple de l'influence des laboratoires d'idées: le débat sur l'élargissement de l'OTAN », *Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis*, Revue électronique du département d'État des États-Unis, 7 (3), nov. 2002. Disponible à: usinfo.state.gov/journals/. Date de consultation: 13 avril 2008.
[341] CLARK Bruce, « How The East was Won: It Began with California Dreaming and a German Ascetic; it Ended in Hugs and Tears », *Financial Times*, 5 juil. 1997.
[342] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).
[343] LARRABEE Stephen, ASMUS Ronald, KUGLER Richard, « Building A New NATO », *Foreign Affairs*, 17 (4), sept.-oct. 1993, pp. 28-40.

redéfinition de l'organisation militaire de l'OTAN, jusqu'alors concentrée sur une défense territoriale pour la préparer à de lointains déploiements de ses forces.

Asmus, Larrabee et Kugler ont bénéficié d'un accès direct à Ruhe en la personne du Vice-amiral Ulrich Weisser, conseiller militaire de Ruhe. Auparavant, Weisser avait justement été *Guest Scholar* à la RAND.

Très vite, les idées défendues par les auteurs ont séduit Ruhe si bien que ce dernier a voulu savoir dans quelle mesure la RAND pouvait mener un projet de recherche plus approfondi sur la question. Alors que le contexte intérieur à Washington rendait de plus en plus difficile l'allocation de budgets du Pentagone aux FFRDCs, le ministère de la Défense allemand est devenu le premier client étranger de l'organisation. Stephen Larrabee s'est ainsi souvenu de ce décalage :

> « *Ronald Asmus et moi-même avions écrit un papier sur l'élargissement de l'OTAN à l'est de l'Europe* [en 1993]. *Le Pentagone nous prenait pour des "gogos" et la Maison blanche également* (sic.). *Les militaires américains n'en avaient strictement rien à faire de la question de l'élargissement. Ils ne voulaient surtout pas nous faire travailler sur cette question. Or au même moment, le ministre allemand de la défense, Volker Ruhe, nous a sollicités, estimant que nous avions quelque chose à apporter !* »[344].

Il s'est ensuivi d'intenses tractations entre d'une part les chercheurs, Asmus et Larrabee – qui cherchaient à promouvoir la proposition de contrat de Volker Ruhe – et la direction de la RAND, James Thomson et son vice-Président exécutif, Michael Rich. D'autre part, ces deux derniers ont dû avertir le Département de la Défense afin de déterminer les marges de manœuvre d'un centre ayant jusqu'alors uniquement travaillé pour les Etats-Unis sur les questions de défense. Le contexte s'avérait d'autant plus délicat qu'un large consensus chez les militaires s'était formé pour rejeter toute idée d'élargissement. Ainsi, au Département de la Défense, lors d'une présentation des idées défendues dans l'article de *Foreign Affairs*, Ronald Asmus s'était vu répondre par le Lieutenant-Général Barry McCaffrey, chef de la stratégie du *Joint Chiefs of Staff* qu'« [il]

[344] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

ne veut pas voir ces putains de pays (sic.) *dans* [son] *alliance avant que* [sa] *fille ne soit Chef d'Etat Major – et cela n'arrivera pas avant un long moment !* »[345].

De ces négociations, a résulté l'idée que l'administration militaire puisse laisser à la RAND la possibilité de travailler pour des organisations militaires étrangères. En contrepartie, le Département de la Défense devait avoir accès à l'intégralité des résultats des recherches menées[346].

Toujours à l'automne 1993, Larrabee et Asmus se sont rendus à la Maison Blanche pour défendre leur point de vue. A nouveau, le témoignage d'Asmus s'avère précieux :

> « *Un jour d'août, Larrabee et moi sommes passés voir Jennone Walker, directrice des affaires européennes au NSC pour* [Anthony] *Lake. Nous connaissions tous les deux Walker et avions travaillé avec elle pendant la campagne présidentielle. Nous savions qu'elle était clairement opposée à l'élargissement et nous n'avions donc aucune illusion quant à lui vendre notre idée. Elle nous écouta poliment, mais nous fit bien comprendre qu'elle et la vaste majorité de ses collègues étaient en désaccord. A notre surprise, elle ajouta alors avec une note d'exaspération dans sa voix: "il n'y a que deux personnes dans ce gouvernement qui sont d'accord avec vous : le Président et Tony Lake". Larrabee commença à débattre avec elle, lorsqu'elle fut appelée pour un appel téléphonique urgent. Je donnais un coup de coude à Larrabee et lui soufflais: "Ce n'est pas un trop mauvais début. Appelons cela une victoire et rentrons chez nous"* »[347].

Au Département d'Etat, Lynn Davis, *Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs*, a apporté un fort soutien aux idées de Larrabee et Asmus.

---

[345] Anecdote rapportée dans ASMUS Ronald, *Opening NATO's Door: How the Alliance Remade Itself for a New Era*, New York, Columbia University Press, 2002, p. 33. Texte original: « *I don't want these God damn countries in my alliance until my daughter is the Chairman of the JCS – and that is not going to happen for a long time to come* ».

[346] Entretiens avec James Thomson & Stephen Larrabee réalisés les 27 octobre 2006 & 9 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

[347] ASMUS, *op. cit.*,p. 34. Texte original: « *One day in early August, Larrabee and I dropped in to see Jennone Walker, Lake's Senior Director for European Affairs at the NSC staff. We both knew Walker, and had worked with her on the Presidential campaign. We knew she strongly opposed enlargement and we had no illusion that we were in for a hard sell. She listened politely to us but made it clear that she and the vast majority of her colleagues disagreed with us. To our surprise, she then added with a note of exasperation in her voice: "There are only two people in this government who agree with you – the President and Tony Lake" Larrabee started to argue with her when Walker was pulled away to take an urgent phone call. I nudged him and whispered: "That is not a bad start. Let's declare victory and go home"* ».

Ancienne vice-Présidente de la RAND, Davis a plaidé la cause de l'élargissement auprès du Secrétaire d'Etat de l'époque, Warren Christopher[348].

Peu de temps après, le 9 décembre 1993, Asmus et Larrabee ont présenté leurs travaux devant la commission des affaires internationales du Sénat polonais, cherchant à promouvoir l'idée d'élargissement. « *Les pays du groupe de Visegrad doivent accepter l'idée de "Partenariat pour la Paix" car elle constitue une très importante étape vers l'extension de l'OTAN* » ont-ils affirmé devant les parlementaires[349].

Au cours de cette période, la visibilité que la RAND a acquise sur ces questions devait beaucoup aux personnalités de Larrabee[350] et Asmus. Le premier est devenu la figure de proue tentant de défendre les études européennes au cours de la décennie suivante, tandis que le second a été nommé *Deputy Assistant Secretary of State for European Affairs* sous l'administration Clinton (1997-2000), avant de prendre la direction du bureau de Bruxelles du *German Marshall Fund*. « *Ronald et moi avions travaillé il y a bien longtemps à Radio Free Europe*[351]*, nous avions tous deux vécu et étudié en Europe et par conséquent, nous portions un regard différent sur l'Europe de l'Est : c'est ce qui a orienté notre démarche* » s'est souvenu Larrabee[352].

Pour sa part, Ronald Asmus met en avant les compétences acquises alors par la RAND :

> « *Au début des années 1990, la RAND avait constitué une équipe d'experts en matière de sécurité européenne qui passait pour l'une des plus*

[348] *Ibid.*, p. 36; MELANDRI, VAISSE, *op. cit.*, p. 153 : « *Bientôt Lynn Davis, sous-Secrétaire d'Etat aux questions politico-militaires, rédigeait un mémorandum pour Christopher. Elle y affirmait que si la dynamique de la réforme devait s'y voir préservée, les nouvelles démocraties devraient entrer dans l'Alliance dans des délais proches puisque la porte de l'Union européenne allait leur rester longtemps fermée* ».

[349] KOLODZIEJCZYK Katarzyna, « RAND Experts Support Partnership for Peace », *Polish News Bulletin*, 10 déc. 1993.

[350] Cf., le portrait de Stephen Larrabee dans la section précédente, « L'institutionnalisation de carrières individuelles autour de la RAND ».

[351] Radio Free Europe est une radio et un groupe de communication privés financés par le Congrès des États-Unis. L'organisation existe en Europe et au Moyen-Orient. Elle diffuse 1037 heures de programmes par semaine (chiffre de 2005) en 28 langues par ondes courtes, ondes moyennes, FM et internet. Le National Committee for a Free Europe (Comité National pour une Europe Libre) est fondé en juin 1949 à New York. Radio Free Europe, qui est dès ce moment une radio privée, dépend alors de cette organisation. Le siège de Radio Free Europe est installé à Munich et diffuse pour la première fois le 4 juillet 1950 en ondes courtes pour la Tchécoslovaquie. L'organisation reçoit ses fonds du Congrès des États-Unis via la CIA, mais aussi des financements privés. En 1971 la CIA cesse de financer Radio Free Europe, qui est placé sous la surveillance du Board for International Broadcasting (B.I.B.), dont les membres sont nommés par le président américain.

[352] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

compétentes en dehors du gouvernement des États-Unis. Non seulement elle jouissait d'une étroite relation de travail avec diverses composantes du gouvernement américain, mais elle possédait d'excellents contacts en Europe occidentale, centrale et orientale ainsi qu'en Russie. Avec la National Defense University et le Conseil atlantique, elle figurait parmi les premiers laboratoires d'idées présents sur le terrain dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale. De fait, aussi bien l'Allemagne que ces gouvernements avaient fait appel à leurs analyses en vue de formuler de nouvelles politiques »[353].

Le témoignage d'Asmus devient éclairant, lorsqu'il aborde la question de l'intégration, ou non, ainsi que l'influence, ou non, des travaux de la RAND sur le processus décisionnel en cours :

« *Pendant un temps, un certain nombre de laboratoires d'idées finirent par former, une partie officieuse, mais malgré tout réelle, du processus interministériel élargi et du débat engagé au sein du gouvernement des États-Unis sur l'avenir de l'OTAN. Leurs synthèses et leurs mémorandums firent partie intégrante du débat intellectuel et de politique générale. Les analystes des laboratoires d'idées se mirent à travailler étroitement avec les hauts fonctionnaires, lesquels les invitaient souvent à faire des exposés. On leur demanda souvent de franchir l'Atlantique et d'aller faire l'essai de diverses idées et options de politique générale auprès de nos alliés d'Europe de l'Ouest ou de nos partenaires d'Europe centrale avant que des décisions finales ne soient prises à Washington* »[354].

Il continue en soulignant l'enjeu fondamental des mobilisations des chercheurs de la RAND où innovation intellectuelle et financière se rejoignent :

« *La question n'était pas seulement de savoir si oui ou non l'OTAN devait s'élargir à l'Europe centrale et orientale, il s'agissait là de la partie immergée de l'iceberg. Il ne s'agissait pas moins de savoir quelle Europe et quelles relations transatlantiques les Etats-Unis devaient bâtir dans la nouvelle ère* »[355].

En 1994, le contexte politique américain a évolué de manière plus favorable quant à l'idée d'un élargissement de l'OTAN : Richard Holbrooke était devenu *Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs* et Bill Clinton s'était

[353]ASMUS Ronald, « Un exemple de l'influence des laboratoires d'idées: le débat sur l'élargissement de l'OTAN », *op. cit.*
[354]*Ibid.*
[355]*Ibid.*

personnellement investi sur le sujet lors du sommet de Bruxelles qui s'était tenu en janvier[356]. Pour la première fois, la RAND a été sollicitée par le Département de la Défense sur la question de l'élargissement et plus précisément sur le coût prévisible de celui-ci[357]. A cet égard, on peut souligner combien ces épisodes successifs mettent en lumière certains éléments de dynamique précédemment analysés. En effet, outre le caractère novateur que recouvre le contrat entre le ministère de la Défense allemand et la RAND, il s'agit ici d'un parfait exemple de reconversion institutionnelle de capitaux individuels, en l'occurrence ceux de Stephen Larrabee, Ronald Asmus et Richard Kugler. Ces derniers ont très fréquemment souligné – jusque dans nos entretiens – que la source du contrat allemand reposait bien sur les idées qu'ils avaient défendues hors de la RAND[358]. Ce n'est que lorsque cette initiative alternative a réussi et a fait émerger des opportunités pour l'organisation que la réussite des individus est devenue celle de la RAND. Aussi, apparaît-il nécessaire de se détacher des visions rétrospectives présentes dans les *récits enchantés* qui ont souvent été employés par les personnes interrogées à chaque fois que la question de *la contribution de la RAND au débat sur l'élargissement de l'OTAN* avait été abordée.

En 1997 et 1998, la RAND a donc procédé à une évaluation des coûts nécessaires de l'élargissement – similaire à celle réalisée pour le Département de la Défense américain – pour les besoins des ministères de la Défense hongrois, polonais et roumain. La même année, elle a entrepris une étude sur le futur de l'Initiative méditerranéenne de l'OTAN commanditée par le ministère italien de la Défense[359]. Le travail d'expertise stratégique de la RAND s'est ainsi routinisé à l'international, tout en restant marqué d'une certaine suspicion, comme l'a explicitement montré notre échange avec Larrabee :

> « Question : *Au cours de cette période, avez-vous essuyé des refus de la part de ministères de la Défense européens ?*
> Réponse : (sourire) *Devinez lequel !* (sic.) […] *Nous avons été très près d'un contrat avec les Français mais cela a échoué. En ces temps-là, les*

[356] Cf., MELANDRI, VAISSE, *op. cit.*, p. 152 *sq.*
[357] Cf., ASMUS Ronald, KUGLER Richard, LARRABEE Stephen, « What Will NATO Enlargement Cost? », *Survival*, aut. 1996, pp. 5-26.
[358] A ce titre, on notera que l'article « *Building A New NATO* » dont l'ébauche séduit Volker Ruhe fut publié dans *Foreign Affairs* avec une mention explicite (et non coutumière) selon laquelle les auteurs s'expriment en leurs titres et que leurs vues ne peuvent impliquer ni la RAND Corporation ni le Département de la Défense américain.
[359] LARRABEE Stephen, GREEN Jerrold, LESSER Ian, ZANINI Michele, *NATO's Mediterranean Initiative : Policy Issues and Dilemmas*, Santa Monica, RAND, 1998.

militaires se montraient favorables à l'intégration au sein de l'OTAN, beaucoup plus que le Quai d'Orsay ou l'Elysée. Cette situation a créé un rapport de force difficile autour de la proposition de la RAND. Jean-Claude Mallet[360] *avait exprimé son accord de principe. Nous avions établi un programme d'échange*[361] *et ses vues allaient dans le sens d'un contrat. Nous avions à ce niveau de très bonnes relations. Cependant, à l'échelon politique supérieur, nous avons rencontré des problèmes. Faire travailler la RAND ne plaisait pas du tout. Cela revenait à faire travailler les Américains alors qu'il y avait des "Think Tanks" français* […] *Il y eut par ailleurs des échanges très houleux, lors d'une réunion diplomatique entre les Italiens et les Français. Ils portaient sur l'initiative méditerranéenne de l'OTAN, lorsque les Italiens avancèrent leurs idées en se fondant sur notre rapport. Les Français les tinrent pour nulles et non avenues* »[362].

Un des faits les plus notables et, *a priori*, les plus paradoxaux, tient au fait que l'ensemble de ces initiatives a été mené depuis les bureaux de la RAND à Washington et Santa Monica, et non depuis ceux de la RAND Europe, filiale pourtant créée en 1992 et installée à Delft aux Pays-Bas.

Selon les récits des personnes interrogées, l'idée de la RAND Europe datait de 1989. Elle a pris forme lors d'un échange entre James Thomson, Président nouvellement élu de l'organisation, et Helmut Kohl, alors Chancelier allemand. Ce dernier aurait suggéré de développer les activités de la RAND en Europe et plus précisément en Allemagne. Néanmoins, en 1992, lorsque l'organisation a décidé de s'installer, l'Allemagne n'était plus pressentie comme le lieu d'implantation, en raison du contexte économique qui suivait la réunification. Dès lors, devenue une fondation de droit hollandais, la RAND Europe est restée, au début des années quatre-vingt-dix, focalisée sur trois domaines de recherche : la logistique des transports, les télécommunications et les politiques de santé. Sur le plan institutionnel, il s'agissait d'une ligne directrice explicite consistant à diversifier les activités de l'organisation et surtout à se défaire, à l'international, de l'image *militaire* véhiculée par sa notoriété. A l'époque, cette stratégie

[360] Ancien élève de l'ENS et de l'ENA, membre du cabinet de Pierre Joxe (1991-1993), alors ministre de la Défense, Jean-Claude Mallet est, au moment des échanges avec la RAND, directeur des affaires stratégiques du ministère de la Défense (1992-1998).

[361] En 1994, la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense a ouvert un programme d'échange avec la RAND, celui-ci devant permettre à un collaborateur français (civil ou militaire) de partir travailler un an dans le centre américain tandis qu'un chercheur américain doit pouvoir être accueilli dans les mêmes conditions en France.

[362] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

institutionnelle n'a pas fait consensus au sein de l'équipe dirigeante[363]. La majorité des contrats de la RAND Europe provenaient du gouvernement néerlandais[364] de sorte qu'il semblait y avoir deux RAND et deux types de travaux à l'égard de l'Europe.

Ainsi, pour Bruno Tertrais, la création de la RAND Europe n'a en aucun cas pu s'apparenter à une logique politique, à un effet de *soft power* :

> « Question : *Comment percevez-vous la création de filiales telles que RAND Europe ?*
> Réponse : *C'est pour remporter des contrats, rien de plus!* (sic.) *Il n'y a pas de concurrence. Ils se sont installés aux Pays-Bas, parce qu'il y avait une opportunité d'obtenir des contrats portant sur la logistique et les transports.*
> Question : *Mais ils ont également travaillé pour les ministères de la Défense hongrois, allemands.*
> Réponse : *Par ailleurs, effectivement, la RAND Europe a mené des missions – comme la RAND américaine en mène parfois – avec des ministères de la Défense. Très largement, il s'agit des pays traditionnellement atlantistes. Mais à mon avis, ces opérations commerciales auraient quand même été conduites sans la RAND Europe* »[365].

Stephen Larrabee a confirmé cette perception lorsqu'il nous a expliqué que « *aujourd'hui, les contrats vont être obtenus par la RAND Europe parce qu'elle existe et que c'est parfois plus facile juridiquement d'octroyer un contrat à une organisation implantée en Europe. Mais après, la RAND Europe fera, en quelque sorte, sous-traiter la question à la RAND Washington parce que nous disposons de plus de moyens* »[366].

Or, en 2000, David Gompert, jusqu'ici vice-Président de la RAND et directeur de son *National Defense Research Institute*, a pris la direction de la RAND Europe. A cette occasion, il a formulé deux nouvelles ambitions : établir une structure plus proche des *Think Tanks* américains et favoriser un accroissement des études stratégiques. Pour ce faire, il a commencé par élargir le champ d'action de la filiale européenne en ouvrant des bureaux en Allemagne (Berlin) et au Royaume-Uni (Cambridge). Néanmoins, il s'est très vite heurté aux routines nationales. Progressivement, les ambitions de la RAND Europe

[363] Entretiens avec James Thomson, Stephen Larrabee, Jonathan Grant, président de RAND Europe, et Hans Pung, responsable des études de défense RAND Europe.
[364] *RAND Annual Report 1997*, p. 44.
[365] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).
[366] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

ont été revues à la baisse, notamment dans le champ des études de défense. Plus particulièrement, le départ de Gompert en 2003 – lorsqu'il est devenu conseiller au sein de l'Autorité Provisoire de la Coalition en Irak – a mis un terme à son projet pour la filiale. En 2006, les bureaux allemand (Berlin) et néerlandais (Leiden) ont fermé et les activités de RAND Europe se sont concentrées à Cambridge au Royaume-Uni.

Par conséquent, en 2007, la majorité des contrats de recherche sur les thématiques de défense obtenus par RAND Europe provenait du Royaume-Uni. Les thématiques abordées offraient un panorama assez large : des problématiques techniques, telles que l'évaluation de programmes industriels en matière aéronautique, notamment quant au très coûteux avion de combat F-35 *Joint Strike Fighter*[367], des questions tactiques, telles que la détermination de solutions pour les soldats britanniques engagés en Irak pour détecter les engins explosifs improvisés et plus générales telles que le *jihadisme* en Europe[368].

La RAND arbitre les luttes industrielles au Royaume-Uni

En Mai 2001, le ministère de la Défense britannique a alloué à la RAND Europe un contrat devant arbitrer un appel d'offre entre deux industriels – *BAE Systems* et Vosper Thornycroft – dans le cadre de la construction de nouveaux destroyers pour la Royal Navy. Alors que le programme initial du ministère de la Défense britannique avait promis à Vosper la maîtrise d'ouvrage du premier *destroyer*, Tony Blair, Premier Ministre de l'époque, s'était simultanément engagé auprès de BAE pour lui garantir le monopole de construction de ceux-ci. En l'espace de quelques semaines, la RAND a publié les résultats de son étude sous forme d'un rapport tendant à répartir l'octroi des commandes entre les deux groupes industriels[369].

[367] COOK Cynthia R., ARENA Mark V., GRASER John C., PUNG Hans, SOLLINGER Jerry M., YOUNOSSI Obaid, *Assembling and Supporting the Joint Strike Fighter in the UK: Issues and Costs*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003. Le F-35 Joint Strike Fighter est un avion multirôle en cours de développement (en 2007) par le constructeur Lockheed Martin, avec comme principaux partenaires Northrop Grumman et BAE Systems, et qui doit entrer en service à l'horizon 2010-2011.

[368] RAND Archives.

[369] BIRKLER John, SCHANK John F., ARENA Mark V., SMITH Giles K., LEE Gordon T., *The Royal Navy's New-Generation Type 45 Destroyer: Acquisition Options and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

Dans cette perspective, David Gompert a livré un bilan assez sévère de RAND Europe :

> « *La RAND Europe est très rapidement devenu un problème financier pour la maison-mère et plusieurs raisons peuvent être avancées. Excepté le Royaume-Uni, l'Europe n'a pas constitué de marché pour de l'analyse indépendante de type "RAND". Les gouvernements internalisent celle-ci. Par exemple, en France, les difficultés que nous avons rencontrées pour obtenir des financements provenaient fondamentalement du fait que le ministère de la Défense français ne ressentait pas le besoin d'une étude extérieure parce qu'il assure ces fonctions par lui-même. Je dis "ressent" car qu'il en ait besoin ou non est un autre débat. Quoi qu'il en soit, nous avons rencontré ces problèmes en général en Europe et en particulier en Europe du Sud : Italie, Espagne, Grèce. Notre bureau aux Pays-Bas a dû fermer parce que nous nous trouvions en compétition avec le gouvernement et des Universités subventionnées par le gouvernement et que cette situation rendait notre présence inutile. En Allemagne, la situation s'est aussi dégradée, alors qu'il s'agissait du premier pays qui nous demandait de travailler pour eux. J'ai tenté plusieurs choses comme le Center for Euro-Atlantic Military Analysis mais, cela n'a pas marché* »[370].

Autrement dit, ces difficultés, qu'elles soient caractérisées politiquement ou financièrement, nous permettent de juger les limites d'exportation d'un champ nationalement situé. En effet, les pratiques qui manqueraient, les perceptions qui feraient défaut et que Gompert énumère rappelle ici que les propriétés générales, les modes d'interaction et plus que tout, l'*illusio* à la base du champ américain des études stratégiques ne peuvent être transposées qu'avec certaines limites à l'international[371].

De cette façon, les principales sources de financement de la RAND Europe proviennent aujourd'hui de multiples secteurs, hors du cadre historique de la RAND, tels que l'audit, la logistique, la gestion publique et privée des nouvelles technologies[372].

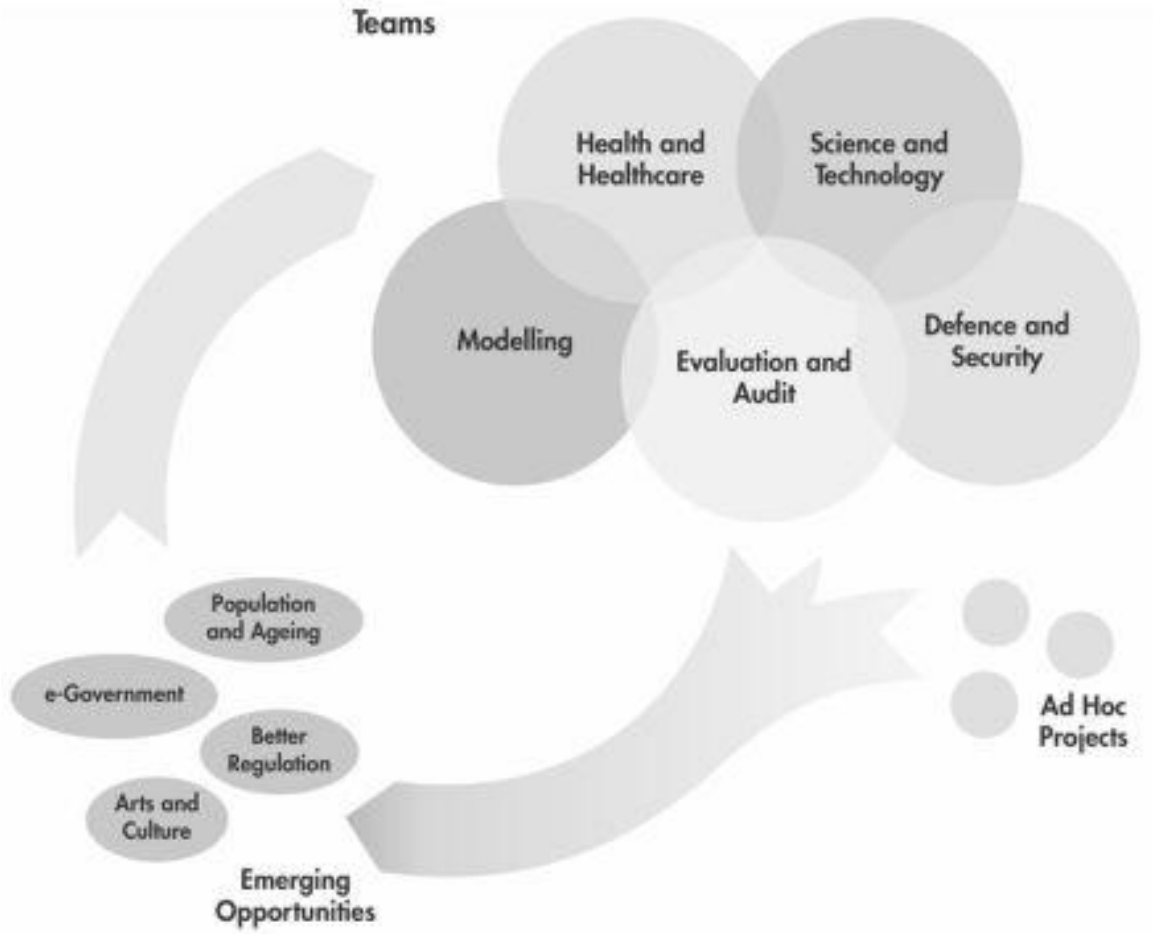
---

[370] Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

[371] Il faut bien évidemment distinguer l'exportation des pratiques et des discours des acteurs, la première étant celle qui fait ici défaut et qui dans notre contexte invalide certains éléments des thèses défendues dans des secteurs distincts tels que DEZALAY, GARTH, *op. cit.*, 2002.

[372] Il serait fastidieux de répertorier dans le corps de notre texte l'ensemble des projets hors-champ des études stratégiques sur lesquels la RAND Europe a été amenée à travailler. Parmi d'autres, on pourra citer les intitulés de plusieurs contrats récents : *Secure eGovernment Services, Pan-European Services beyond 2010, BT Evaluation Public Procurement, Ferring - Fertility Matters, BT Responsibility in the Digital Age, Use of Lottery in School Admissions, Self-Regulation, KB's e-depot vision and strategy, The Role of Migrant Women Workers.*

A ce titre, lors de nos entretiens, nous avons pu avoir accès au *plan stratégique* de RAND Europe qui démontre bien que les études stratégiques ne constituent qu'un secteur parmi d'autres :



***RAND Europe Business Strategy*, Source: RAND Archives**

Néanmoins, il serait réducteur de se limiter à une approche purement économiciste qui consisterait à négliger des contrats, quand bien même ils représentent une maigre portion du budget général de l'organisation. L'expertise commandée à la RAND sur la planification des ministères de la Défense hongrois et allemand ou encore l'assistance technique apportée à la création d'un *Think Tank* géorgien sur les questions de sécurité, soulignent un fait central : malgré les postures entrepreneuriales que peuvent adopter certaines personnes – notamment parmi les responsables de la RAND – les activités internationales de celle-ci restent intrinsèquement liées aux intérêts politiques américains.

Créer un acteur géorgien des études stratégiques

La *Georgian Foundation for Strategic and International Studies* (GFSIS) a été créée en 1998 en tant que *Think Tank* indépendant dédié aux questions stratégiques, plus particulièrement celles concernant la Géorgie et le Caucase. La GFSIS a entendu « *promouvoir la démocratie, les réformes politiques et économiques, soutenir la coopération régionale, inciter les investissements extérieurs et fournir au secteur privé local et international les moyens de participer au développement du Caucase* »[373]. La majorité des membres de la GFSIS, une vingtaine de personnes, sont d'anciens membres de gouvernement. Comme la plupart des *Think Tanks*, la GFSIS se mobilise en organisant des conférences et des séminaires, en accueillant des chercheurs et décideurs politiques et militaires étrangers. Elle dispose par ailleurs d'une série de publications (*newsletters*, articles, rapports).

L'enjeu d'une telle fondation repose sur le statut de la Géorgie au plan international et sur la prétention de celle-ci à devenir un acteur stratégique et ce, en constituant un champ professionnel national clairement établi pour ceux qui s'en feront les promoteurs. Cette problématique rentre bien évidemment dans le cadre des tensions récurrentes entre les Etats-Unis et la Russie autour de la question de l'indépendance des Etats voisins de cette dernière. D'ailleurs, ce n'est autre que Stephen Larrabee de la RAND qui a résumé dans une tribune du *Washington Times* ces tensions étatiques:

« *La révolution rose en Géorgie, alliée à l'engagement américain plus actif dans la région depuis le 11 septembre, a suscité des peurs parmi l'élite russe, quant à leur perte d'influence dans une zone qui est historiquement perçue comme leur sphère d'influence. Ces préoccupations ne sont pas limitées aux ultra-nationalistes russes. Même parmi les démocrates, certains ont appelé à la création d'un "empire russe libéral". La Géorgie a émergé comme pivot des efforts russes pour renforcer son influence dans le sud du Caucase. Moscou continue de traîner des pieds* (sic.) *quant à la fermeture de ses deux bases restant en Géorgie, malgré un accord pour les fermer au sommet de l'OSCE à Istanbul en novembre 1999. La Russie a aussi fait pression sur le gouvernement géorgien pour signer un accord bilatéral afin que celui-ci refuse d'accueillir les bases d'un pays tiers (comme les Etats-Unis) sur son sol. Néanmoins, le gouvernement géorgien a refusé*

[373] Source : http://www.gfsis.org/pub/eng/historyandmission.php. Date de consultation: 13 mai 2008.

de signer un tel accord parce qu'il sait d'une restriction inacceptable de sa souveraineté »[374].

A la lumière de ces développements, se pencher sur les sources de financement et les partenaires de la GFSIS apparaît utile. On trouve ainsi le *George C. Marshall European Center for Security Studies*, l'*Open Society Institute* de George Soros, l'Université de Stanford, le Département d'Etat américain, la société Coca-Cola, l'ambassade de Chine en Georgie, la *Sasakawa Peace Foundation* (ONG japonaise), la fondation allemande *Friedrich Ebert Stiftung* (FES) ainsi que la RAND[375]. Compte tenu du contexte politique dans lequel s'inscrit le projet, il serait erroné de n'y voir qu'une simple initiative collective de philanthropie[376].

Par la suite, la RAND a directement travaillé pour le gouvernement géorgien sur des questions de sécurité nationale. Avec le soutien financier du Département d'Etat américain, Robert Hunter[377], ancien ambassadeur américain à l'OTAN et Stephen Larrabee se sont rendus en Géorgie en 2005 pour s'entretenir avec Eduard Chevardnadze, alors Président du pays, et pour soutenir les efforts de ce dernier en matière de réforme institutionnelle dans le domaine de la sécurité nationale[378]. Dans ce cadre, la RAND s'est vue attribuer, aux côtés de la GFSIS, la mission de former les fonctionnaires du Conseil de Sécurité Nationale géorgien.

[374] LARRABEE Stephen, « Russia's Caucasia Gambit », *Washington Times*, 23 nov. 2004. Texte original: « *The Rose Revolution in Georgia, together with the more active U.S. engagement in the region since 9/11, have sparked fears among the Russian elite that Russia is losing influence in a region that it has historically seen as part of its sphere of influence. These concerns are not limited to ardent Russian nationalists. Even some democrats have called for the creation of a "liberal Russian empire."Georgia has emerged as the centerpiece of Russia's effort to strengthen its influence in the Southern Caucasus. Moscow continues to drag its feet regarding the closure of its two remaining bases in Georgia despite its agreement to close the bases at the November 1999 OSCE summit in Istanbul. Russia has also pressed the Georgian government to sign a bilateral agreement that it will not accept bases of a third country (i.e. United States) on its soil. However, the Georgian government has refused to sign such an agreement because it would be an unacceptable restriction of its sovereignty* ».

[375] Source: http://www.gfsis.org/pub/eng/donors.php. Date de consultation: 13 avril 2008.

[376] Sur ce point, cf., les travaux de Nicolas Guilhot tels que GUILHOT Nicolas, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, (151-152), 2004, pp. 37-48 ; GUILHOT, *Financiers, philanthropes…*, *op. cit.*

[377] Robert Hunter est senior political scientist à la RAND Corporation et consultant international pour Lockheed Martin Overseas Corporation. Docteur en Relations Internationales de Wesleyan University, il a été ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN de 1993 à 1998.

[378] RAND Archives.

En 2007, les conclusions – tant intellectuelles que financières – sur l'investissement de la RAND en Europe restaient décevantes et appelaient à de nouveaux modes d'interaction pouvant s'affranchir des lourdeurs nationales. « *Je ne pense pas aujourd'hui que l'on puisse imaginer une architecture comprenant la RAND américaine et une multitude de bureaux partout dans le monde. L'expérience européenne m'amène à penser que le réel besoin est celui d'un travail favorisant les synergies entre des experts internationaux* » a expliqué David Gompert. « *Face aux problématiques complexes posées par le jihadisme, la contre-insurrection, nous devons unir nos forces et créer des réseaux qui produisent de vrais efforts de recherche. Ces initiatives marchent et c'est comme ça que nous avons pu travailler à la RAND sur la Chine avec l'IFRI* »[379]. En l'occurrence, Thérèse Delpech, siégeant au conseil d'administration de la RAND Europe et directrice des Affaires Stratégiques au Commissariat à l'Energie Atomique, a organisé la rencontre entre David Gompert et François Godement, chercheur spécialisé sur les questions asiatiques à l'IFRI.

Il reste cependant une perception proprement politique de l'Europe qui rejoint ici l'évolution des carrières professionnelles développée plus haut, comme en témoignent les propos de David Gompert :

> « *L'Europe n'accorde qu'une importance négligeable aux études de défense, de sécurité nationale. Or, aujourd'hui, cela entraîne de véritables conséquences. Le cas le plus frappant est celui de l'Allemagne où durant la Guerre froide, vous trouviez certains des meilleurs penseurs militaires. A l'époque, ce pays avait besoin d'eux. Il se devait de réfléchir sérieusement à sa survie en tant que nation. Aujourd'hui, ces capacités intellectuelles vieillissent et il n'y a plus grand monde dans les nouvelles générations qui se consacrent au "hard power".* […] *Dans le cas italien ou espagnol, pour être franc, ces pays n'ont tout simplement pas les capacités intellectuelles pour explorer ces choses, pour poser les questions sur le devenir, la raison d'être de leurs armées* »[380].

Les membres de la direction de la RAND se sont montrés tout aussi critiques. Brent Bradley, directeur de la stratégie, a reconnu que « *l'activité européenne est l'une de*

[379] Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington). Le projet RAND/IFRI auquel David Gompert fait allusion portait sur la Chine et a été publié sous l'intitulé : GOMPERT David, GODEMENT Francois, MEDEIROS Evan, MULVENON James, *China on the Move: A Franco-American Analysis of Emerging Chinese Strategic Policies and Their Consequences for Transatlantic Relations*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005.
[380] Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

[ses] *grandes déceptions et elle est liée à une mauvaise analyse du marché et des opportunités* »[381]. « *Nous avons sous-estimé les barrières culturelles* – a ajouté Michael Rich, vice-Président – *tant de notre côté que du côté européen* »[382].

Sur le plan macropolitique, l'évolution de la RAND en Europe illustre le progressif désinvestissement politique des Etats-Unis sur le continent. De plus, ce phénomène s'est ajouté à un désintérêt grandissant des pays européens à l'égard des problématiques de défense.

Dès lors, cette réorientation géographique des intérêts américains a déplacé ceux-ci vers des régions devenues désormais centrales aux yeux des décideurs, telles que le Moyen-Orient, zone que la RAND a, elle-même, investi.

12. Eduquer le Moyen-Orient: la RAND au Qatar

Le Qatar, voisin de l'Arabie saoudite et donnant directement sur le Golfe persique, tire principalement sa richesse de sa rente pétrolière. Cofondateur du Conseil de coopération du Golfe en 1981, il a acquis une visibilité internationale, quelque peu indirecte, par le biais d'une chaîne de télévision arabe qui a vu le jour en 1996 : *Al Jazeera*. En 2002, lorsque les princes saoudiens, embarrassés par la présence militaire des Etats-Unis, ont demandé au Président Bush de retirer les forces américaines, c'est au Qatar, à la base aérienne d'*al Udaid* que celles-ci ont été transférées. Cette base est devenue dès lors le quartier général de l'*US Central Command* (CENTCOM) chargé de superviser le Moyen-Orient, la Péninsule arabique et la Corne de l'Afrique.

En avril 2003, à la suite d'un partenariat avec la *Qatar Foundation* – organisation étatique[383] – la RAND a ouvert une filiale locale, le *RAND-Qatar Policy Institute*. Michael Rich, vice-Président exécutif et membre du conseil d'administration de la filiale qatarie, a expliqué que celle-ci « *permettra d'étendre [son] activité à l'attention des*

[381] Entretien avec Brent Bradley réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[382] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[383] La Qatar Foundation For Education, Science and Community Development est fondée en 1995 par décret du Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir du Qatar.

gouvernements, des milieux d'affaires et des fondations à travers le Moyen Orient, l'Asie du sud et l'Afrique du nord »[384].

Pour autant, les relations entre la RAND et les autorités qataries ont été amorcées bien avant. Le 29 février 2000, le prince héritier qatari Sheikh Jassim Bin Hamad Bin Khalifa Al-Thani, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sheikh Hamad Bin Jassim Bin Jabr Al-Thani et l'Ambassadeur du Qatar aux Etats-Unis, Saad Mohamed Al-Khobaisi ainsi que d'autres représentants ministériels ont visité les locaux de la RAND à Santa Monica. Brent Bradley, directeur de la stratégie de la RAND, et le chercheur Jerry Green leur ont alors présenté les activités de l'organisation, notamment celle du *Center for Middle East Public Policy* et la renommée de son Conseil consultatif. Lors des échanges, Green a suggéré que le gouvernement qatari encourage ses étudiants à candidater à la *RAND Graduate School* et ses militaires à considérer les opportunités offertes par les programmes de *military fellows*. Cette première rencontre a donc marqué l'officialisation des interactions entre la RAND et le Qatar[385].

Le 14 août suivant, Abdulredha Abdulrehman, le directeur général de la *Qatar Foundation*, et Fathy Saoud, le coordinateur académique, ont rencontré à leur tour les dirigeants de la RAND à Santa Monica[386] afin de présenter le projet de création d'un centre éducatif à Doha. La *Qatar Foundation* a alors proposé à l'organisation américaine de participer à l'entreprise[387]. La RAND a ainsi été associée à la réforme qatarie du système éducatif baptisé K-12.

Ce contrat initial étant signé, la RAND a multiplié les contacts et rencontres, formelles et informelles, avec le personnel diplomatique qatari[388]. Le 1er mai 2003, la *Qatar Foundation* et la RAND ont signé un accord créant le *RAND-Qatar Policy Institute*, organisation non-lucrative dont Richard Neu, docteur en économie d'Harvard et expert à la RAND depuis 1984, a pris la direction[389]. Les bureaux ont été construits sur le campus nouvellement créé, l'Education City, où la RAND a rejoint la *Virginia*

[384] News Release, « RAND-Qatar Policy Institute opens and selects Board of Overseers », 13 oct. 2003, source internet: www.rand.org. Date de consultation: 13 avril 2008.
[385] Ces informations proviennent des archives institutionnelles de la RAND: *RAND Items*- Issue 1461 – 9 mars 2000.
[386] Assistèrent à la réunion pour la RAND Sarah Abdelkader, Renee Almassizadeh, Rae Archibald, Jerry Green, Dick Hillestad, Bob Klitgaard, Michael Rich, Rachel Swanger et Charles Wolf.
[387] *RAND Items* -Issue 1475 – 21 sept. 2000.
[388] *RAND Items*, « RAND welcomes Qatari Ambassador » - Issue 1479 – 16 nov. 2000.
[389] *RANDItems* – Issue 1540 – 1er mai 2003.

Commonwealth University School installée au Qatar depuis 1998 ainsi que *Cornell University* (2002) et *Texas A&M University* (2003). Dans les années qui ont suivi, de multiples organismes américains sont venus s'implanter: la *Carnegie Mellon University* en 2004, *Georgetown University* en 2005[390]. La Brookings a également annoncé, à l'automne 2007, l'ouverture d'une antenne à Doha[391].

Le 13 octobre 2003, le *RAND-Qatar Policy Institute* a consolidé sa structure en désignant son conseil d'administration. Celui-ci est désormais co-présidé par Sheikha Mozah Bint Nasser Al-Misnad, présidente de la *Qatar Foundation* et Michael Rich. Ils ont été rejoints par l'ancien Secrétaire à la Défense, Frank Carlucci, membre du Conseil d'administration de la RAND et président émérite du *Carlyle Group*, Jerrold Green, directeur du *RAND Center for Middle East Public Policy*, Lulwa Abdullah Al Misnad, économiste à la *Gulf Organization for Industrial Consulting*, Sheikh Hamad Nasser Al-Thani, directeur général de la *Qatar Industrial Development Bank*[392].

Deux semaines plus tard, Michael Rich s'est rendu au Congrès américains pour présenter et expliquer les objectifs du nouvel Institut à Doha. Il a notamment développé les enjeux commerciaux devant les membres du *Qatari-American Economic Strategic Defense, Cultural, and Educational Partnership Caucus*[393].

Le système d'éducation K-12 examiné par la RAND

A la suite de rencontres fructueuses entre le gouvernement qatari et la RAND, celle-ci s'est vu attribuer, en 2001, un contrat afin d'examiner le système éducatif national K-12 et de formuler des recommandations pour en faire un *world-class system* et ce, en favorisant l'autonomie des universités du pays et en allégeant les fonctions du ministère de l'Education. Dans ce cadre, la RAND a disposé d'une position centrale, à la jonction entre les simples prestataires et le gouvernement qatari, jouissant d'une situation proche de la maîtrise d'œuvre. « *Pendant que d'autres contractants exécuteraient des tâches clés, la RAND fournirait le leadership, la coordination, le suivi et l'assurance de*

[390] Source: Qatar Foundation, http://www.qf.edu.qa/. Date de consultation: 2 nov. 2007.
[391] News Release, « Brookings to Open Doha Center », Brookings Institution, 30 oct. 2007.
[392] News Release, « RAND-Qatar Policy Institute opens and selects board of overseers », 13 oct. 2003, source internet: www.rand.org. Date de consultation: 2 nov. 2007.
[393] *RANDItems* – Issue 1554 – 13 nov. 2003.

qualité » explique le rapport final du projet[394]. Cet important travail s'est inséré dans un plus vaste programme mené au sein de la RAND et intitulé la *RAND Initiative for Middle Eastern Youth (IMEY)*. Celui-ci regroupait diverses initiatives en cours ayant pour objet l'éducation de la *jeunesse* du Moyen-Orient. IMEY entendait évaluer les systèmes éducatifs existants afin de les améliorer, de tester de nouvelles approches sur mesure pour chaque pays et, enfin, d'identifier des partenaires pour former un réseau de *modérés* entre l'*Occident* et le Moyen-Orient[395]. Il s'agissait, selon l'expression employée, « *d'apprendre d'eux et avec eux* »[396].

Aborder les questions de l'éducation n'est pas dénué d'enjeux proprement et directement stratégiques. La thématique rentre ainsi dans le cadre de tout un ensemble de dispositifs pensés collectivement ou séparément par les organisations gouvernementales américaines pour « *combattre le fondamentalisme à la source* » selon le concept de *counter-ideological support to terrorism*[397].

En outre, les contrats obtenus par la RAND ne font qu'illustrer une dynamique régionale qui tend, au Moyen-Orient, à l'*américanisation* financière et intellectuelle du système éducatif. Aux fameuses *American Universities* de Beyrouth et du Caire[398], sont venues s'ajouter celles de Dubai, d'Abu Dhabi, du Koweït, de l'Emirat de Sharjah et de Jordanie. Dubai a ainsi érigé son *Knowledge Village* et son *Academic City*, de façon analogue à l'*Education City* du Qatar. La *George Mason University* s'est installée aux Emirats Arabes Unis. En Algérie, la *National Institute of Electricity and Electronics*, affiliée à l'Université de Boumerdes, a été fondée dès 1976, par un consortium de douze Universités américaines qui ont mis en application des pratiques, méthodologies et instructions, inspirées des références américaines en la matière. Parmi d'autres, le

[394] BREWER Dominic J, AUGUSTINE Catherine H., ZELLMAN Gail L., RYAN Gery, GOLDMAN Charles A., STASZ Cathleen, CONSTANT Louay, *Education for a New Era: Design and Implementation of K–12 Education Reform in Qatar*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007, p. 78.

[395] Cf., notamment RABASA Angel, BENARD Cheryl, SCHWARTZ Lowell H., SICKLE Peter, *Building Moderate Muslim Networks*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

[396] Source: http://www.rand.org/nsrd/cmepp/imey/about.html. Date de consultation: 2 nov. 2007.

[397] Cf., CALSEN Robert, *Global War on Terrorism: Understanding the Long-Term Strategy – Why Education is key*, Présentation au Département de la Defense, 3 fév. 2005. Disponible à: http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/mil-ed/mecc05_cist.ppt. Date de consultation: 7 nov. 2007; Département de la Défense américain, *National Defense Strategy of the United States of America*, Washington, Government Printing Office, mars 2005, p. 11.

[398] L'American University in Cairo fut fondée en 1919 par des missionnaires épiscopaux méthodistes américains. 90% de ses étudiants sont égyptiens.

consortium comprenait le *Stevens Institute of Technology*, l'*University of Houston*, la *Case Western Reserve University*, *South Massachusetts University* et le *Wentworth Institute of Technology*[399]. En 2001, à Bahrein, l'*américanisation* du système éducatif (sources de financement, échanges étudiants et professoraux) a été un corollaire de la privatisation de celui-ci avec l'établissement de la première Université privée, l'*Ahlia University*. L'*Arab American University* dans les territoires palestiniens date de 1996 et dispose encore aujourd'hui de partenariats avec *California State University* et *Utah State University*.

Signe de la priorité politique accordée aux questions d'éducation, le 22 septembre 2005, Richard Neu, le directeur du *RAND-Qatar Policy Institute*, s'est rendu à Damas afin de rencontrer Asma Al Assad, la femme du président syrien Bashar Al Assad. La discussion avec Madame Al Assad a principalement porté sur les chantiers de la réforme éducative en Syrie et les expériences de la RAND sur le sujet au Qatar. A l'initiative d'Asma Al Assad, Richard Neu a également rencontré Ali Saad, alors ministre syrien de l'Education. Durant son séjour, Neu était accompagné par Abdulla Al Thani. Ancien du *RAND-Qatar Policy Institute*, Al Thani assurait alors la fonction de vice-Président pour l'Education à la *Qatar Foundation*[400].

A la suite de cet échange, la filiale qatarie de la RAND a exécuté de juillet à décembre 2006 un contrat, *Developing and Supporting a Vision for Syrian Education*, dont le financement était assuré, non pas par le gouvernement syrien, mais par la *Qatar Foundation*, quand bien même les requêtes initiales avaient été formulées par le ministère de l'Education syrien[401]. Interrogé, Michael Rich, le vice-Président exécutif, s'est limité à souligner qu'il s'agissait d'un « *contrat pour le Qatar, non pour la Syrie* »[402].

Parmi les pays arabes, le Qatar se trouve être l'un des principaux partenaires financiers de la Syrie. Il intervient plus particulièrement dans le cadre du développement du secteur bancaire syrien. Considérée comme un *rogue state* (*Etat voyou*) à plusieurs reprises par les multiples administrations américaines, la Syrie a entamé – depuis la succession de Bashar el Assad au poste de son père Hafez – une série de réformes de la

[399] GHABRA Shafeeq, ARNOLD Margreet, « Studying the American Way: An Assessment of American-Style Higher Education in Arab Countries », *Policy Focus 71*, The Washington Institute for Near East Policy, juin 2007, p. 6.
[400] *RANDItems* – Issue 1605 – 1er déc. 2005.
[401] RAND Archives.
[402] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

société syrienne devant conduire à une libéralisation du régime. Celle-ci reste, en 2008, encore très faible. Une législation datant de 2001 a autorisé l'établissement d'Universités privées. En 2005 est apparue l'*Arab American University for Technology* devant « *fournir à la communauté une éducation avec de hauts standards américains semblables aux Universités américaines les plus réputées* »[403].

Par conséquent, il est particulièrement intéressant de se pencher sur ce contrat spécifique. Si ce dernier n'a pas porté sur une thématique sécuritaire – l'éducation – il a concerné un pays qui, au moment de l'exécution du projet, se trouvait être accusé de soutenir activement les groupes d'insurgés en Irak. Bien que la mission d'expertise de la RAND ait été financée par la *Qatar Foundation*, on constate que les résultats ont été exploités par un pays considéré comme *ennemi*. Doit-on y voir une exception notable ? D'un contournement exemplaire de l'acteur étatique américain au profit des logiques propres à un organisme non-étatique tel que la RAND ?

Que la RAND ait travaillé sur des questions d'éducation avec la Syrie ne signifie pas que l'organisation, telle une unité indépendante, s'adresse à *n'importe quel client*. Le contrat de la RAND avec la Syrie, *via* la fondation qatarie, semble davantage s'apparenter à un outil diplomatique. Celui-ci permet la diffusion de principes américains en matière d'éducation, sous la forme d'une expertise. On aborde ici les enjeux, tant intellectuels que pratiques, d'une exportation de l'expertise propre à la RAND – qu'il s'agisse du secteur de la défense ou d'autres – que la section suivante entend développer plus amplement.

Outre les questions d'éducation, la RAND a obtenu de multiples contrats dans des secteurs très variés. Elle a été mandatée par le Qatar pour travailler sur le sujet de la réforme du marché national du travail (novembre 2005-novembre 2006), la refonte du secrétariat administratif de l'Etat (avril-octobre 2006), de la planification budgétaire (novembre 2004-octobre 2005) et le développement d'un système de santé national (mai 2004-septembre 2005)[404].

Malgré une faible part budgétaire, les études stratégiques ont occupé une place non négligeable dans les activités de la RAND au Qatar. « *Le chantier est énorme au Moyen-Orient. Vous rencontrez les interlocuteurs de pays comme l'Arabie Saoudite, le*

[403] GHABRA, ARNOLD, *op. cit.*, p. 10.
[404] RAND Archives.

Qatar qui vous certifient : leurs Etats ont des capacités militaires très importantes, mais leur bureaucratie reste inopérante et catastrophique. Le gouvernement de ces pays sait que s'il demande à cette bureaucratie de produire des travaux sur sa sécurité nationale, il recevra un travail médiocre » a affirmé David Gompert[405].

Ainsi, de juillet 2005 à juillet 2006, Stephen Larrabee a supervisé l'organisation d'une Conférence sur l'OTAN et la Sécurité du Golfe persique, notamment dans le cadre de l'Initiative d'Istanbul, financée par l'Etat du Qatar. L'Initiative de coopération d'Istanbul, lancée au sommet de l'Alliance, organisé dans la capitale turque en juin 2004, visait à contribuer à la sécurité à long terme aux niveaux mondial et régional. Pour ce faire, elle encourageait une coopération bilatérale entre les pays du Moyen-Orient élargi et l'OTAN dans le domaine sécuritaire. Cette offre concernait principalement l'instauration d'une coopération pratique dans des domaines où l'OTAN pouvait apporter de la valeur ajoutée, notamment en matière de sécurité, avec – pour commencer – les différents États du Conseil de coopération du Golfe : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis. Le 1er décembre, c'est en présence du Secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, que la RAND a coordonné les rencontres entre les représentants de l'organisation internationale et de l'Etat du Qatar[406].

De septembre 2004 à septembre 2005, Charles Robert Roll, économiste à la RAND et ancien membre du cabinet du Secrétaire à la Défense américain (1983-1987), s'est vu confier un contrat par l'Armée qatarie afin de réfléchir aux bienfaits et méfaits d'une externalisation de certaines fonctions de soutien aux forces. D'août 2003 à novembre 2005, l'analyste politique Bruce Nardulli a également travaillé pour le ministère de la Défense qatari afin de définir des stratégies en matière de planification en cas d'atteinte à la sécurité nationale.

Toujours *via* RAND-Qatar, un contrat a été mis en place, de septembre 2005 à mars 2006, avec le ministère de la Défense indien, pour lequel l'économiste Michael Mattock a supervisé une semaine de formation à l'*analyse de systèmes*, dont la RAND s'est faite une spécialité depuis sa création.

A nouveau, comme pour la RAND Europe, les projets impliquant les questions de défense ont été pris en charge par le bureau de Washington, l'implantation au Qatar ne

[405] Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).
[406] Qatar News Agency, « Speech by NATO Secretary General Jaap de Hoop Scheffer at the State », 1er déc. 2005.

servant que de base logistique. C'est bien en ce sens qu'il nous apparaît plus adéquat de caractériser ses activités dans le cadre d'une internationalisation et non d'une transnationalisation de la RAND.

Dans cette perspective, le développement des activités de la RAND au Moyen-Orient témoigne, comme dans le cas européen, des contraintes macropolitiques qui viennent restreindre ses marges de manœuvre ou, au contraire, qui permettent de bénéficier de nouvelles opportunités de marché, telles que les études sur l'éducation. Or, cette dialectique inhérente à la relation de proximité de la RAND a été accentuée dans une autre zone géographique, la Chine.

13. L'incertain partenariat avec la Chine

Toute une littérature journalistique a été amplement consacrée à la montée en puissance, en l'espace de trois décennies, de la Chine. Devenue aujourd'hui deuxième puissance économique mondiale, celle-ci fait l'objet de multiples spéculations[407]. En 2007, le montant des capitaux étrangers en Chine s'élevaient à 75 milliards de dollars, les Etats-Unis étant devenus les premiers investisseurs. Dans le même temps, la politique budgétaire expansionniste américaine a provoqué au cours des dix dernières années une croissance de la dette publique détenue par des gouvernements étrangers, en premier lieu la Chine et le Japon.

Or cette dépendance économique croissante des Etats-Unis à l'égard de la Chine s'est accompagnée, contrairement au Japon, d'une suspicion toute aussi grandissante à l'égard des aspirations politiques et militaires du gouvernement chinois. Cette situation contradictoire a pu ainsi être illustrée par la posture duale des autorités américaines, quant au commerce avec la Chine. En l'occurrence, le développement des activités de la RAND avec celle-ci souligne ces contradictions inhérentes.

En premier lieu, James Thomson a animé, en 2004, une session de travail consistant à établir les priorités des programmes de recherche de l'organisation pour les

[407] Central Intelligence Agency, *World Factbook*, 2008. Disponible à www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/. Date de consultation : 12 mai 2008.

années à venir. Parmi les éléments prioritaires, figurait la formulation d'une posture politique face à la croissance économique et politique de la Chine[408].

Dès lors, un an plus tard, les 28 et 29 juin 2005, la RAND a organisé une conférence sur l'avenir des relations sino-américaines à l'horizon 2025 dans ses locaux de Santa Monica. L'événement avait été préparé avec le *China Reform Forum*, institut de recherche à Pekin comptant le philanthrope américain George Soros parmi ses soutiens financiers[409].

Aux côtés des chercheurs de la RAND (Tom McNaugher, Norm Levin, Scot Tanner, David Shlapak), se trouvaient le membre du Conseil d'administration, Harold Brown, ancien Secrétaire à la défense ainsi que Yuanlong Wang de la *Bank of China*, Jiacheng Wang de la *State Development and Reform Commission*, Jianfei Liu de la *China's Central Party School* et Lian Xiao de la *Chinese Academy of Social Sciences*. A nouveau, la composition du panel a témoigné de la multipositionnalité de chacun des participants dont les capitaux multiples tiraient leurs origines, tant dans le cadre national américain que chinois. Plus encore, la présence de personnalités affiliées à des organismes officiels du gouvernement chinois souligne que l'investissement de la *question chinoise* par la RAND est également passé par la détection d'interlocuteurs opportuns.

Par la suite, le 19 septembre 2007, la RAND a publiquement annoncé la réception d'une donation de deux millions de dollars de la *Cyrus Chung Ying Tang Foundation* pour établir le *Tang Institute for US-China Relations*. Le centre développe les réflexions en matière d'accords politiques entre les Etats-Unis et la Chine et ce en étant hébergé par le *RAND Center for Asia Pacific Policy*[410]. Le jour même, James Thomson, president de la RAND a souligné : « *la création de l'institut vient à un moment important dans l'histoire des relations entre ces deux nations* ». « *Nous croyons que la prévoyance et*

[408] RAND Corporate Archives. Les autres programmes de recherche prioritaires retenus étaient : « *1/ Reform of the U.S. Health Care System ; 2/ How to Promote Reform in the Islamic World and Decrease Support for Terrorism; 3/ How to Improve International Economic Development in Areas of Core RAND Strength; 4/ How to Create an Effective Policy of Reconstruction and Redevelopment of the U.S. Gulf States Region* ».

[409] RAND Archives. *RAND Items* – Issue 1596 – 28 juil. 2005.

[410] News Releases, « $2 Million Gift from Cyrus Chung Ying Tang Foundation Will Help RAND Corp. Establish China Study Institute », RAND Office of Media Relations, 19 sept. 2007.

générosité de la famille Tang aidera en fin de compte les deux nations à mieux se comprendre » a-t-il ajouté[411]. Pour sa part, Cyrus Tang[412] a expliqué :

> « *Nous sommes convaincus que l'Institut Tang permettra à notre fondation d'accomplir son objectif : la promotion d'une meilleure compréhension et d'un respect mutuel entre les Etats-Unis et la Chine. Celle-ci sera atteinte grâce à un investissement soutenu de la communauté concernée* […] *Le RAND Center for Asia Pacific Policy produira une vision de long terme et le cadre stratégique nécessaire pour développer des initiatives efficaces* ».

Lorsque l'on a demandé si une implantation future de la RAND en Chine pouvait conduire l'organisation à travailler pour l'armée chinoise, une même réponse nous a été faite. Ainsi, David Gompert nous a déclaré:

> « *Je ne pense pas que la RAND ambitionne un jour d'étudier les questions de défense pour la Chine. Tant Pékin que le Pentagone refuseraient. La relation que la RAND entretient avec la Chine entend se concentrer sur des secteurs à forte rentabilité. Mais cela ne doit pas inclure des sujets sensibles : on doit se cantonner aux relations commerciales internationales, aux études démographiques. Gardons à l'esprit que la Chine continue à développer une puissance militaire, des technologies qui visent clairement les Etats-Unis. Par conséquent, il me semble impossible de travailler avec eux sur de telles problématiques* »[413].

Le Département de la Défense octroie aujourd'hui une importante part de ses fonds à la RAND afin que celle-ci étudie le développement économique et militaire de la Chine. De cette façon, cette montée en puissance thématique dans les cahiers des charges conduit à une inflation logique du corpus de littérature stratégique consacrée aux problématiques politiques liées à la Chine[414]. Par l'ampleur des moyens consacrés, cet

---

[411] Entretiens avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

[412] Né en Chine, Cyrus Tang est arrivé aux Etats-Unis en 1950. Il y a poursuivi des études de sciences de l'ingénieur et a créé, en 1971, Tang Industries qui, en 2007, emploie plus de 3000 personnes sur 40 sites internationaux. Selon un classement du journal *Gold Sea*, la fortune de Tang le classe au second rang des Américains d'origine asiatique « *ayant le plus réussi* ».
Source: http://goldsea.com/Profiles/100/tangcyrus.html. Date de consultation: 13 mai 2008.

[413] Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

[414] Cf., MEDEIROS Evan, *Analyzing China's Defense Industries and the Implications for Chinese Military Modernization*, Santa Monica, RAND Corporation, 2004; CRANE Keith, CLIFF Roger, MEDEIROS Evan, MULVENON James, OVERHOLT William, *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005; CLIFF Roger, *The Military Potential of China's Commercial Technology*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001; BURLES Mark, SHULSKY Abram, *Patterns in China's Use of Force: Evidence from History and Doctrinal Writings*, Santa Monica, RAND

ensemble de travaux induit un véritable façonnage de la sinologie contemporaine. Déjà, au début des années quatre-vingt-dix, le professeur de science politique David Shambaugh constatait:

> « *La différence entre ce type d'études* [celles de la RAND] *et le travail purement académique est presque nulle* […] *Ce que l'Amérique connaît de la Chine contemporaine peut être calqué sans demi-mesure sur les études des chercheurs de la RAND* »[415].

Par ailleurs, on peut noter que le premier donateur privé de la RAND, la Fondation Ford, a été la première organisation philanthropique à financer massivement dans les années soixante les programmes universitaires de recherches sur la Chine, tels que le *National Committee on US-China Relations*, le *Committee on Scholarly Communication with China*, les principaux centres de recherche des grandes universités, le *Social Science Research Council*, le *Joint Committee on Contemporary China et l'Association for Asia Studies*. Puis, dans les années quatre-vingt-dix, la fondation s'est employée à financer davantage les programmes d'échange de chercheurs entre les Etats-Unis et la Chine[416].

Or dans le même temps, les ambitions chinoises apparaissent préoccupantes et leur posture internationale est jugée offensive. A plusieurs reprises depuis 2005, la RAND Corporation a été visée par des *cyberattaques*, des intrusions frauduleuses dans les serveurs informatiques de l'organisation, afin d'accéder aux dossiers classifiés du Département de la Défense qu'elle pourrait stocker. Les origines de ces *cyberattaques* sont restées floues : « *D'Asie très certainement* » nous a répondu un chercheur, quelque peu évasif. « *De Chine* » a rétorqué, assurément, un autre. Quoi qu'il en soit, elles

---

Corporation, 2000: DOWNS Strecker Erica, *China's Quest for Energy Security*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000; SOKOLSKI Richard, RABASA Angel, NEU C.R., *The Role of Southeast Asia in US Strategy Toward China*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000; BURLES Mark, *Chinese Policy Toward Russia and the Central Asian Republics*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999; BYMAN Daniel, CLIFF Roger, *China's Arms Sales: Motivations and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999 KHALILZAD Zalmay, SHULSKY Abram, BYMAN Daniel, CLIFF Roger, ORLETSKY David, SHLAPAK David, TELLIS Ashley, *The United States and a Rising China: Strategic and Military Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999; MULVENON James, YANG R.H. (Eds.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

[415] SHAMBAUGH David (Éd.), *American Studies on Contemporary China*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 1993, p. 199. Texte original: « *The difference between this kind of study and purely academic work is almost nil* […] *What America knows about contemporary China can be traced in no small measure to the China-study efforts of Rand-type researchers* ».

[416] SHAMBAUGH, *op. cit.*, p. 211.

illustrent l'ambiguïté avec laquelle les chercheurs vivent leur relation institutionnelle avec la Chine.

En 2007, William Overholt, ancien *Senior Fellow* à la *Kennedy School* d'Harvard et directeur du *RAND Center for Asia Pacific Policy* depuis 2005[417], a publié l'ouvrage remarqué *Asia, America, and the Transformation of Geopolitics*[418]. Au préalable, celui-ci a fait l'objet d'une étude interne à la RAND qui a elle-même assuré son financement.

« *Le plus grand dilemme de la politique américaine consiste à savoir comment répondre au dynamisme de la Chine et par conséquent à la perte du leadership japonais* » explique ainsi Overholt[419].

En règle générale, la ligne politique de la RAND dans ses rapports à la Chine emprunte beaucoup à l'ambivalence que les administrations politiques américaines ont entretenue sur ce point depuis la fin de la Guerre froide, percevant la Chine tour à tour comme partenaire, rivale voire ennemie[420].

Cette typologie tirée de la sociologie constructiviste d'Alexander Wendt recouvre tout un travail académique relatif au concept d'identité en théorie des relations internationales et, par extension, dans l'analyse des politiques étrangères[421]. Reprenant les acquis de l'Ecole réaliste, notamment sur l'idée d'anarchie des relations internationales, Wendt soutient que le système international se distingue dans son évolution historique par trois types de cultures anarchiques – hobbesienne, lockienne et kantienne – déterminant le comportement des Etats au travers d'un continuum conflit-coopération. A ces trois cultures, correspondent trois systèmes de relations entre les

[417] Titulaire d'un PhD de Yale University, William Overholt a été auparavant chercheur à l'Institute for Defense Analyses avant de retourner à Yale en qualité de Teaching Assistant en 1969. De 1971 à 1979 il devient directeur de recherches à l'Hudson Institute, puis il rentre dans le secteur bancaire en 1980 et reste jusqu'en 1998 avant de retourner vers la recherche à Harvard. Un précédent livre, *The Rise of China*, lui a valu le Mainichi News/Asian Affairs Research Center Special Book Prize.

[418] OVERHOLT William, *Asia, America, and the Transformation of Geopolitics*, New York, Cambridge University Press, 2007.

[419] OVERHOLT, *op. cit.*, p. 225.

[420] WENDT Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

[421] Cf., sur ce sujet MACLEOD Alex, MASSON Isabelle, MORIN David, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Revue Etudes Internationales*, 35 (1), mars 2004, pp. 7-24; HALL Rodney Bruce, *National Collective Identity. Social Constructs and International Systems*, New York, Columbia University Press, 1999; MCSWEENEY Bill, *Security, Identity and Interest. A Sociology of International Relations*, New York, Cambridge University Press, 1999.

unités se référant au caractère ou identité attribué(e) à autrui : ennemi dans une culture hobbesienne, rival dans une culture lockienne et ami dans une culture kantienne[422].

Nécessaire mais non suffisante, la théorie de Wendt peut s'avérer quelque peu limitée, tant sa démonstration obéit à une logique évolutionniste sous-jacente qui fait un peu trop commodément correspondre l'anarchie hobbesienne au système ante-westphalien[423], l'anarchie lockienne à la période de 1648 à 1989, puis l'anarchie kantienne aux lendemains de la Guerre froide marqués par les fameux *dividendes de la paix*.

Dans le cas présent, nous constatons que les systèmes de relations entre Etats-Unis et Chine se sont enchevêtrés dans le temps et dans l'espace depuis 1989. Autrement dit, l'on peut caractériser les relations des Etats-Unis et de la Chine dans le cadre de la *question nord-coréenne*[424] comme kantiennes. On les perçoit lockiennes sur le développement économique et l'expansion internationale chinoise, plus particulièrement en matière énergétique en Afrique. Enfin elles peuvent être qualifiées d'hobbesiennes, quant aux problématiques liées au statut de Taiwan[425] et aux évolutions budgétaires et technologiques de l'Armée chinoise comme hobbesienne.

Ces figures ne doivent pas sembler figées, tant elles obéissent aux fluctuations propres aux conjonctures diplomatiques. Cette complexité induit donc tout un ensemble de faux-semblants, de contradictions dont les auteurs se détachent à force de subtilité rhétorique.

---

[422] WENDT, *op. cit.*, p. 149.

[423] Les traités de Westphalie conclurent la guerre de Trente Ans et la guerre de quatre-vingts ans le 24 octobre 1648. Ces traité ont également érigé l'État-nation souverain comme socle du droit international, mettant fin – du moins en théorie - au droit du plus fort.

[424]La perception américaine d'une menace nord-coréenne en matière d'acquisition d'un arsenal nucléaire et des répercussions que celui-ci pourrait induire pour la région – plus particulièrement les traditionnels alliés, le Japon et la Corée du Sud – a conduit les autorités américaines à adopter un comportement coopératif en intégrant le principal partenaire économique de la Corée du nord, la Chine. C'est cette logique qui mena en août 2003 à l'introduction d'un cycle de négociations multilatérales (*six-party talks*) comprenant les Etats-Unis, le Japon, la Russie, les Corée du sud et du nord et la Chine. Le régime nord-coréen renonça à ce cadre diplomatique en novembre 2005 et procéda à des essais de missiles balistiques en juillet de l'année suivante.

[425] La République de Chine administre *de facto* l'île de Taïwan depuis 1949. Le gouvernement chinois considère aujourd'hui Taïwan comme une province chinoise *rebelle* dans le cadre de la politique d'une seule Chine. Les Etats-Unis ont mis un terme en 1979 à leur traité de défense avec Taïwan. Mais depuis lors, chaque administration américaine depuis lors a accordé une importance significative au rapport de force militaire dans la région en armant Taipei.

La RAND expertise la défense sud-coréenne

En octobre 2005, le député sud-coréen Jin-Ha Hwang a demandé à Bruce Bennett, expert militaire à la RAND Corporation, d'évaluer le plan de réforme de la défense annoncé un mois plus tôt par le ministère coréen de la Défense Nationale. Général retraité, Jin-Ha Hwang a entretenu des liens de longue date avec les Etats-Unis, où il a été attaché de défense de 1998 à 2001.

La note de consultance de la RAND a été livrée aux instances ministérielles sud-coréennes en décembre 2005, avant d'être discutée en janvier de l'année suivante au cours d'un séminaire tenu à l'Assemblée nationale de la République de Corée. Rendu public en 2006, ce rapport, intitulé *A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defense Reform Plan*, a été piloté par le *National Defense Research Institute*, le FFRDC de la RAND financé par le cabinet du Secrétaire à la Défense[426].

Si l'étude n'entendait pas illustrer la position de quelque instance américaine, elle a livré une analyse particulièrement critique de l'évolution budgétaire de la défense sud-coréenne. En projetant les critères d'évaluation à l'horizon 2020, Bruce Bennett affirme que les choix stratégiques actuels (la préférence qualitative à la progression quantitative des effectifs et l'amélioration des équipements) ne seraient pas à la hauteur des défis potentiels (un effondrement de la Corée du Nord, une invasion territoriale d'un acteur régional, une menace étatique ou terroriste incluant des armes de destruction massive). Bennett souligne ainsi que – contrairement à l'idée selon laquelle les capacités de défense sud-coréenne gagneraient en efficacité d'ici quinze ans – celles-ci seraient purement et simplement inadaptées face à l'environnement international dans lequel le pays serait amené à évoluer.

Dans la perspective de l'alliance américano-coréenne, Bennett exprime son inquiétude devant la montée en force d'un antiaméricanisme présent dans la jeune génération politique sud-coréenne. Associé au coût humain et financier que la présence américaine représente pour le Département de la Défense, ce constat rendrait l'alliance incertaine. Or comme Bennett le rappelle, la Corée du Sud devrait, pour autonomiser sa défense, consentir à d'immenses dépenses (cent milliards de *won*, soit quatre-vingts

[426] BENNETT Bruce, *A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defense Reform Plan*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

millions d'euros annuels) pour produire une force comparable à celle déployée actuellement par l'armée américaine.

A nouveau, l'expertise de la RAND devient ici un *outil savant* au service de la diplomatie américaine de défense, en s'attachant à entretenir les termes de la coopération militaire entre les Etats-Unis et la Corée du sud. Ce travail de promotion intellectuelle ne peut se lire sans une compréhension élargie du développement de la RAND en Asie et plus particulièrement avec et vis-à-vis de la Chine.

On retrouve cette même subtilité rhétorique lorsqu'au cours de la conférence annuelle *RAND-China Reform Forum* en 2003, Bijan Zheng et Charles Wolf ont affirmé :

> « *La relation entre la Chine et les Etats-Unis reste une des plus importantes dans le monde d'aujourd'hui. Depuis sa normalisation dans les années soixante-dix, elle s'est régulièrement améliorée, malgré des frictions et des tensions périodiques. Les dirigeants des deux pays* […] *se sont attachés à édifier une relation constructive et coopérative qui pourrait contribuer à la prospérité et la stabilité dans la région du Pacifique et le monde. Au cours des récentes années – avec le dossier des armes nucléaires nord-coréennes, la lutte anti-terroriste, la prolifération des armes de destruction massive, le crime transfrontalier et les maladies contagieuses – les Etats-Unis et la Chine ont étendu leurs intérêts communs, renforcé leur coopération et approfondi leurs relations bilatérales. L'histoire a prouvé que les relations sino-américaines dépendent, en dernier recours, d'une meilleure compréhension entre les deux peuples. De cette façon, des échanges officieux et des initiatives en matière de coopération jouent un rôle significatif et offrent leurs propres avantages* »[427].

A partir de ces éléments, la versatilité avec laquelle les experts interrogés au sein de la RAND abordent la *question chinoise* devient une illustration fidèle des passerelles

[427] Collectif, *Proceedings of the 6th Annual RAND-China Reform Forum Conference*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003, p. iii. Texte original: « *The relationship between China and the U.S. is one of the most important relationships in the world today. Since its normalization in the 1970s, the relationship has progressed steadily despite frictions and periodic ups and downs. Leaders of the two countries have viewed this relationship from their strategic perspectives and have focused on their common interests above all. As a result, they have strived to build a constructive and cooperative relationship, which has contributed to prosperity and stability in the Asia-Pacific region and the world. In recent years, in dealing with North Korean nuclear weapons, anti-terrorism, proliferation of weapons of mass destruction, cross-border crimes, and contagious diseases, the U.S. and China have expanded their common interest, strengthened the foundation of cooperation, and further developed their relations. Evidenced by history, Sino-U.S. relations ultimately depend on enhancing understanding between their peoples. In this respect, unofficial exchanges and cooperation play an important role and have their own particular advantages* ».

existant entre logiques micropolitiques et macropolitiques. Autrement dit, l'analyse des relations sino-américaines peut s'enrichir de la dimension microsociologique de notre objet, les deux échelles s'enchevêtrant continuellement.

Ainsi, les échanges entre la RAND et les autorités officielles chinoises revêtent non seulement des enjeux propres à l'organisation américaine (des opportunités de nouveaux contrats), mais aussi aux administrations centrales qui la financent : le Département de la Défense et dans une moindre mesure le Département d'Etat. En effet, l'absence de ligne directrice des principales instances politiques américaines envers la Chine induit une ambiguïté identique dans le discours de la RAND à l'égard de ce qui, aux yeux de certains parmi l'administration militaire américaine, pourrait devenir le futur grand rival, le *peer competitor*.

Devant ce nouvel exemple empirique, on rejette donc les thèses d'une synergie ou d'une *machinerie globale* américaine – pour reprendre l'expression d'Hubert Védrine. En effet, rien de plus frappant que l'observation d'administrations publiques ou privées telles que la RAND ou le Département de la Défense où les initiatives voisines ne sont pas connues, où les acteurs rentrent dans des logiques temporelles de court terme, où aucune pensée ou stratégie globale n'est mise en œuvre.

Or dans le même temps, il nous faut dépasser l'écueil théorique qui oppose transnationalisation et *soft power* pour qualifier le plus finement possible le système de relation entre la RAND et le Département de la Défense.

Si le développement du centre de réflexion à l'étranger pour en faire une *multinationale des idées*, selon l'expression d'une personne interrogée[428], n'explique pas automatiquement des postures diplomatiques américaines, le rayonnement intellectuel international de la RAND permet, pour sa part, d'aborder les enjeux d'une *américanisation* des termes, des problématiques du débat militaire en France ou ailleurs.

[428] La personne a souhaité préserver son anonymat.

2. La diffusion internationale des sciences américaines de gouvernement

L'analyse des discours des experts américains en relations internationales conduit à constater une tendance intellectuelle qui consiste non seulement à *penser le monde*, depuis Washington, mais dans le même temps à *penser pour le monde*[429].

Ainsi, interrogé dans le cadre du documentaire institutionnel *Ideas in Action*, un des chercheurs de la RAND explique innocemment :

> « *La RAND était au départ au service de l'Air Force, puis au service du Département de la Défense puis au service du gouvernement américain et je crois finalement que c'est une dynamique globale. Dans le monde de l'après-Guerre froide, la RAND se met simplement au service de tous les gouvernements soucieux de par le monde, de résoudre des problèmes complexes* »[430].

Cette croyance n'est pas seulement liée au développement institutionnel d'organismes tels que la RAND en Europe ou au Moyen-Orient. Elle trouve également son ancrage dans la force même du champ américain des études stratégiques, dans sa capacité incomparable à produire une littérature spécifique sur les relations internationales qui pourra être ensuite diffusée à l'échelle mondiale. Lors de recherches menées sur les doctrines nucléaires, l'historien français François Géré a pu observer :

> « *Robert Jervis* [professeur à *Columbia University*] *fait remarquer que l'essor de la stratégie américaine a eu pour effet de conduire autrui à penser en ses termes et selon ses concepts. C'est en grande partie vrai et cela représente, en soi, un pouvoir considérable* »[431].

---

[429] Cf., sur ce point les longs développements de Stanley Hoffmann autour de la notion de « style national » dans HOFFMANN Stanley, *Gulliver's Troubles or The Setting of American Foreign Policy*, New York, Mc Graw Hill Book Company, 1968, p. 94.
[430] ROBBINS, *Ideas in Action…*, *op. cit.*
[431] GERE, « Entre Restauration et révolution… », *op. cit.*, p. 1; il se fonde sur l'ouvrage de JERVIS Robert, *The Meaning of the Nuclear Revolution, Statecraft and the Prospect of Armageddon*, Cornell, Cornell University Press, p. 178.

Même constat chez le chercheur français Hervé Coutau-Bégarie :

> « *La recherche stratégique est aujourd'hui largement dominée par les Etats-Unis. Ce sont eux qui définissent les concepts, les méthodes, les procédures d'emploi et qui les diffusent à travers le monde, au moyen d'une littérature d'une prolixité étourdissante. Ils ajoutent ainsi à l'hégémonie des moyens une hégémonie culturelle. Rares sont ceux qui essaient encore d'y résister* »[432].

Dans cette perspective, Emanuel Adler analyse comment la communauté des experts américains en stratégies et techniques militaires nucléaires avait joué un rôle fondamental dans l'édification du traité anti-missiles balistiques de 1972[433]. Il constate que « *motivés par leur critère épistémique commun quant aux causes de la guerre – aux effets des changements technologiques sur la course aux armements et au besoin pour les adversaires nucléaires de coopérer – ces stratégistes et scientifiques ont conquis les lieux où les décisions étaient prises et les esprits de ceux qui les prenaient* »[434]. Adler souligne ainsi un phénomène important pour la théorie des relations internationales :

> « *Etudier la communauté épistémique de la maîtrise des armements permet de comprendre plus généralement les principes de la coopération internationale. Le projet repose sur l'idée selon laquelle des considérations théoriques développées dans un cadre domestique, mises en œuvre par un groupe national d'experts, ont été choisies par le gouvernement américain pour constituer la base des négociations avec les Soviétiques et sont ainsi devenues la matrice du régime de sécurité partiel du traité ABM* »[435].

Dans le cadre de la problématique de l'*Arms control*, le travail de diffusion des thèses américaines auprès des instances soviétiques s'est donc développé par

---

[432] COUTAU-BEGARIE Hervé, « La recherche stratégique en France », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 2000, p. 787.

[433] ADLER Emanuel, « The Emergence of cooperation: national epistemic communities and the international evolution of the idea of nuclear arms control », *International Organisation*, 46 (1), hiver 1992, pp. 101-145.

[434] ADLER, *op. cit.*, p. 102. Texte original: « *Energized by their shared epistemic criteria about the causes of war, the effects of technological change on the arms race, and the need for nuclear adversaries to cooperate, these strategists and scientists reached into the places where decisions are made and into the minds of the people who made them* ».

[435] *Ibid.*, p. 102. Texte original: « *The relevance of my study of the arms control epistemic community for understanding international cooperation lies in the notion that domestically developped theoretical expectations which were created by a national group of experts and were selected by the US government as the basis for negotiations with the Soviets became the seed of the ABM partial security regime* ».

l'intermédiaire de « *rencontres officielles, de conférences techniques, de forums scientifiques, de déclarations et débats stratégiques, parlementaires, de livres et articles universitaires* »[436].

En conséquence, un des enjeux majeurs recouverts par l'internationalisation de groupes tels que la RAND semble être le jeu d'import-export intellectuel auquel se prêtent les analystes de l'organisation, lors de leurs missions à l'étranger. A travers leur expertise, il ne s'agit plus seulement de déterminer – dans une démarche exclusivement économiciste – le degré d'implantation de la RAND dans tel ou tel pays.

Plus exactement, nous pouvons apprécier et mettre en perspective, d'un point de vue politique, le travail de *courtage* stratégique par lequel les chercheurs américains livrent une vision spécifique *du monde* ou plus particulièrement de la bonne manière de gérer les affaires de défense afin d'entraîner des conversions collectives à ces vues ; afin, effectivement, de penser en ces termes et selon les concepts des Etats-Unis. Pour reprendre l'expression d'Yves Dezalay, les experts peuvent ainsi être qualifiés de *marchands* de stratégies[437]. En l'occurrence, Peter Haas souligne qu'au-delà de la forme sociale particulière d'une *communauté épistémique,* la finalité de celle-ci renvoie à la construction d'un savoir consensuel (*consensus knowledge*) permettant « *d'articuler les relations de cause à effet relatives à des problèmes complexes, d'aider les Etats à identifier leurs intérêts et à formuler les problématiques pour le débat collectif et à proposer des politiques spécifiques* »[438]. En même temps, Haas prend soin de distinguer le savoir consensuel, fruit du travail d'expertise de la *communauté épistémique* de toute idée de vérité politique[439].

Cette modalité de diffusion et d'importation d'idées américaines sur le monde militaire, n'est pas donc sans induire des effets pervers, à commencer par sa

[436] *Ibid.*, p. 133. Texte original: « *Direct means were summit meetings, technical conferences, and scientific forums. Indirect means inclued Western statements, and strategic debates, congressional hearings and debates, press reports, and academic books and articles* ».
[437] DEZALAY Yves, *Marchands de droit : La restructuration de l'ordre juridique international par les multinationales du droit*, Paris, Fayard, 1992.
[438] HAAS Peter, « Introduction: epistemic communities … », *op. cit.*, p. 2. Texte original: « *Articulating the cause-and-effect relationships of complex problems, helping states identify their interests, framing the issues for collective debate, proposing specific policies* ».
[439] HAAS, *op. cit.*, p. 24. Emanuel Adler souligne pour sa part que les idées émanant de communautés épistémiques et qui deviennent dominantes, restent dépendantes de leur adéquation, ou non, aux agendas politiques des dirigeants. Cf., ADLER, *op. cit.*, p. 124.

décontextualisation sociale. Pierre Bourdieu souligne cet aspect particulier dans un article des *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*:

> « *Le fait que les textes circulent sans leur contexte, qu'ils n'emportent pas avec eux le champ de production – pour employer mon jargon – dont ils sont le produit et que les récepteurs, étant eux-mêmes insérés dans un champ de production différent, les réinterprètent en fonction de la structure du champ de réception, est générateur de formidables malentendus* »[440].

Comment en effet ne pas prendre en considération les positions occupées au sein même du monde américain de l'expertise militaire pour lire les écrits qui viennent à traverser les frontières ? Sans se limiter à une lecture aveugle de ces travaux, les acteurs interrogés en Europe ont souvent fait preuve d'une méconnaissance des propriétés mêmes du secteur d'origine de ceux-ci.

A plusieurs reprises, nous avons évoqué le contraste saisissant entre le champ américain des études stratégiques fortement autonomisé et des champs européens (allemand, britannique, français) ou qatari incertains. Le premier fonctionne selon ses propres règles, de façon différenciée, par rapport à d'autres mondes sociaux tandis qu'ailleurs, peu d'acteurs ont revendiqué leur appartenance à un tel champ. Ils n'ont pu gagner, par conséquent, la lutte symbolique conduisant à l'accession d'une identité professionnelle légitime.

Dès lors que les passerelles à l'international entre secteurs nationaux homologues se révèlent asymétriques, l'internationalisation de la RAND peut prendre un sens, non seulement de transgression de coutumes anciennes – le *diktat* du Département de la Défense américain sur les programmes de recherche – mais de véritable expansion hégémonique de l'*American way of military thinking*[441]. Un responsable exécutif au sein d'un *Think Tank* français a témoigné de ce rapport de force :

---

[440] BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145, 2002, p. 4.

[441] Sans procéder à une systématisation culturaliste, il importe de prendre en considération des logiques cognitives des institutions militaires américaines au travers de la réflexion sur l'*American Way of War*. Cf., WEIGLEY Russell, *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Indiana, Indiana University Press, 1977; CEBROWSKI Arthur, BARNETT Thomas, « The American Way of War », *Proceedings*, janv. 2003, pp. 42-43.

> « *Nous sommes obligés de suivre les Américains dans leurs concepts, leurs analyses. Des organismes comme la RAND sont envahissants car ils disposent d'échelles que l'on ne saurait espérer. Dès lors, ils produisent un travail que nous ne pouvons pas ambitionner. Nous en sommes alors réduits à du suivisme. C'est en quelque sorte une forme de provincialisme intellectuel* »[442].

Soulignons par ailleurs que ce *provincialisme intellectuel* s'est accentué du fait des technologies modernes de communication, à commencer par le vecteur aujourd'hui majeur de cette internationalisation, l'usage de l'Internet. L'interface permet, qu'il s'agisse de la RAND ou de tous ses autres concurrents, de rendre publics ses rapports.

Si les sociologues du champ littéraire peuvent poser la question de l'import/export en étudiant les mécanismes de filtrage national au travers de la traduction puis de l'édition, ces procédés disparaissent dans notre recherche. A ce titre, la RAND n'a pas besoin de déployer une stratégie éditoriale à l'étranger, la majeure partie de ses études, notes de synthèse se trouve déjà disponible pour le téléchargement sur leur site Internet.

Le rapport de force n'affecte pas seulement le cadre intellectuel et académique, autrement dit celui de la théorie militaire. Les répercussions de cette prééminence peuvent se repérer également au sein des milieux décisionnels. Ainsi, lors d'une observation participante au printemps 2006 au ministère de la Défense français, il nous a été permis de saisir de l'intérieur comment ce processus de transfert cognitif et normatif s'effectue.

En effet, dans le cadre d'un stage professionnel de trois mois, nous avons travaillé au sein du bureau Amérique du Nord de la Délégation aux Affaires Stratégiques, organe de réflexion et de synthèse sur les problématiques militaires contemporaines. De manière paradoxale, les personnes qui ont affirmé que le ministère de la Défense français n'accepterait en aucun cas d'établir un contrat de marché public, avaient incorporé, au quotidien, consciemment ou inconsciemment, la terminologie et les raisonnements spécifiques du champ américain tels que la *Transformation,* les *Network-centric capabilities*.

Dans une telle bureaucratie, le chargé de mission doit *opérer une veille de l'actualité de défense* afin de conseiller le cabinet du ministre or, faute de moyens, du poids d'une administration centrale, il en est réduit à occuper une infime partie de son

[442] L'anonymat a été conservé à la demande de la personne.

temps à une véritable analyse politique. Il devient dès lors assez fréquent de constater que certains travaux internes se bornent à reproduire des sources secondaires, des rapports issus des acteurs du champ américain des études stratégiques. Ces rapports parfois exploités sans le moindre recul peuvent provenir de la RAND, mais aussi de *Think Tanks* mentionnés plus haut comme le *Center for Strategic and International Studies* ou le *Council on Foreign Relations*.

On découvre donc que, derrière la question initiale de l'internationalisation d'un groupe, se joue la définition de thématiques prioritaires sur les agendas politiques et militaires, telles que dernièrement la *guerre contre le terrorisme*, ou encore l'énonciation des problématiques jugées pertinentes ou non – la *menace* iranienne, la politique d'armement chinoise. Par conséquent, l'ultime effet consiste en un contrôle des frontières intellectuelles de ces débats que les centres américains viennent à délimiter.

Ce dispositif par lequel la RAND offre une vision *américanisée* des études stratégiques conduit donc à concevoir son activité à travers ce qu'il est convenu aujourd'hui de nommer les *sciences de gouvernement*[443].

On trouve ici en action les mêmes dynamiques observées dans le cadre de travaux récents de socio-histoire portant sur l'avènement de techniques spécifiques d'art de gouverner en Europe. Dans les deux cas, il s'agit de saisir comment la neutralisation d'un savoir, sa prétention à l'objectivité pure et parfaite cache une mécanique préalable de construction normative de la réalité sociale et de l'action à préconiser en conséquence. Sans s'interroger sur les modalités de décodage puis de recodage de l'expertise, on en vient à épouser intégralement ou partiellement ses thèses et ce, au détriment d'une connaissance affranchie des origines sociopolitiques de celles-ci.

C'est en ce sens qu'Olivier Ihl et Martine Kaluszinski s'interrogent à propos du passage de la simple prescription à une *science* de gouvernement lorsqu'ils écrivent :

> « *Comment la conduite de l'action publique est-elle devenue objet de science ?* […] *Avec l'avènement en Europe des monarchies absolutistes, avec le développement d'administrations monopolisant les fonctions gouvernementales, les choses changent. Ce n'est plus le secret qui légitime le pouvoir. C'est la science. Avec son exigence d'intelligibilité. Puis, son exigence de rationalité. Nombreux vont être les réformateurs s'efforçant de constituer leurs savoirs en "sciences gouvernementales".*

[443] Pour une introduction à la notion de « sciences de gouvernement », cf., IHL Olivier, POLLET Gilles, KALUZINSKI Martine (Eds.), *Les Sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003.

> *Des savants évidemment, mais aussi des administrateurs, des philanthropes, des mécènes, des hommes de lettres, des magistrats. Souvent sans sépulture académique, ces figures ont eu un rôle déterminant. Elles ont imposé, sous couvert de projets réformistes, de nouvelles connaissances au cœur de l'action publique* »[444].

Autrement dit, l'analyse du corpus de production de nos acteurs permet de réfléchir à l'ingénierie rhétorique à partir de laquelle ces derniers viennent à offrir des grilles de lectures exportables, accompagnées de recommandations qui peuvent s'inscrire en quelque sorte dans une dynamique de *bonne gouvernance*, en l'occurrence des affaires militaires.

Le terme même de *gouvernance* prête à débat. De manière générale, il entend désigner l'ensemble des procédures institutionnelles, des rapports de pouvoir et des modes de gestion publics ou privés formels, aussi bien qu'informels qui régissent l'action politique réelle. La gouvernance postule que, dans des sociétés de plus en plus complexes et fragmentées sur le plan spatial aussi bien sectoriel que culturel, des mécanismes de pouvoir privés ou associatifs échappant aux institutions traditionnelles peuvent combler les carences de l'exercice vertical de l'autorité[445].

Qu'il s'agisse de la *bonne gouvernance* dans le secteur du développement, au travers du *Nation-Building*, dans le secteur de la défense avec la *Révolution dans les Affaires Militaires*, la formalisation de ces savoirs politiques renvoie à l'idée selon laquelle la bureaucratie tend à constituer ses compétences spécifiques comme une ressource à mobiliser pour revendiquer une supériorité d'action.

Par conséquent les pages suivantes s'attachent à analyser les ressorts de l'action de la RAND en direction des organisations étrangères et, plus exactement, dans le cadre d'une promotion de concepts, idées, problématiques propres à son champ d'origine.

Pour ce faire, nous analyserons dans un premier temps les modalités de la diffusion internationale d'idées militaires américaines. Puis, nous nous pencherons sur deux ingénieries contemporaines qui se sont introduites, grâce à la RAND,dans les pratiques de gouvernements étrangers : les travaux sur le *Nation-Building* et ceux relatifs à la *bonne gouvernance* militaire.

---

[444] IHL Olivier, KALUSZINSKI Martine, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue Française d'Administration Publique*, 102 (2), 2002, p. 229.

[445] Sur le sujet, cf., entre autres BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1982 ; BADIE Bertrand, *Le développement politique*, 5e éd., Economica, Paris, 1994.

21. L'efficacité de dispositifs d'inculcation de sciences américaines de gouvernement

L'inculcation d'une pratique américaine des études stratégiques ne passe pas seulement par l'implantation de bureaux dans des pays étrangers, mais également par un ensemble de dispositifs plus ou moins formalisés qui entretiennent cette relation à l'international. Cela peut être compris de différentes façons : par l'intégration des principaux chercheurs à de multiples réseaux internationaux ; par la mise en place de programmes d'échange, *visiting scholarship, visiting fellowship* grâce auxquels des haut fonctionnaires et officiers supérieurs de ministères de la Défense étrangers viennent pendant une période variable (de six mois à un an) se familiariser aux techniques, méthodes et raisonnements du champ stratégique américain.

Dans ces différents canaux de transmission d'un savoir expert, s'opèrent des transactions entre émissaires américains et interlocuteurs étrangers, au cours desquelles chacun entend obtenir des gains distincts. D'une part, il s'agit pour les chercheurs de la RAND de consolider leur expertise auprès de nouveaux auditoires et d'assurer leur domination symbolique sur les champs homologues étrangers. D'autre part, les acteurs lointains, qu'ils viennnent d'Europe, d'Asie ou encore d'Afrique, trouvent ici un profit symbolique, lorsqu'ils retournent dans leurs structures d'origine, en capitalisant une *expérience américaine* vécue comme l'ultime reconnaissance en la matière.

C'est ainsi que, par ce jeu de courtage, des acteurs tels que Stephen Larrabee, détenteur de la chaire en sécurité européenne à la RAND, peuvent faire figure de délégués aux idées américaines sur les relations entre OTAN et Union européenne. En mobilisant des réseaux de longue durée, lors de ses séjours récurrents au sein des secteurs stratégiques en France, au Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Turquie ou encore Pologne, Larrabee est devenu une sorte de diplomate de l'expertise.

Au départ, les programmes d'accueil de représentants officiels étrangers ont contribué à initier ces immersions dans les sphères d'expertises internationales. Sont ainsi accueillis chaque année des *fellows* venant de Corée du sud, d'Allemagne, du Royaume-Uni, de Suède, d'organismes tels que la *Commonwealth Foundation*. Parfois formalisé, le cadre prend souvent la forme d'un premier échange verbal entre chercheurs de la RAND

et candidat étranger. Celui-ci doit alors s'assurer d'obtenir un soutien financier de la part de son organisme d'affiliation.

Pour sa part, la France a pris soin de ménager une certaine ambiguïté. Ainsi, à l'été 2007, lorsqu'Alain Bauer, consultant en sécurité, s'est vu confier une mission par le Président Nicolas Sarkozy, afin de réfléchir à une structuration des organismes de recherche sur la *sécurité globale*, celui-ci a recommandé l'édification d'une « *RAND à la française* »[446]. On peut y voir qu'une relative négligence quant à la position exacte de notre acteur dans sa sphère sociale – la RAND n'étant pas un organisme public – se complète d'une aura indéniable de celui-ci.

En ce sens, la genèse d'un organisme tel que la Délégation aux Affaires Stratégiques et de son ambition initiale de structuration d'un champ français des études stratégiques nous fournit des clés de compréhension quant au processus d'inculcation de sciences américaines de gouvernement.

En 1992, la création en France de la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) au sein du ministère de la Défense – alors dirigé par Pierre Joxe – a répondu à l'aspiration de structurer et d'autonomiser le champ français des études stratégiques. Plus exactement, selon les textes officiels, « *elle conduit des études à caractère prospectif, y compris en ayant recours à des expertises extérieures au ministère. Elle assure, pour l'ensemble du ministère, la coordination des études à caractère politico-militaire commandées dans ce cadre* »[447].

Lorsque nous avons interrogé les chargés de mission de cette unité administrative, de multiples comparaisons ont été alors établies entre la DAS et le *Policy planning staff* du Secrétaire à la Défense américain, référence incontournable dans le discours des chargés de mission. Encore une fois, les Etats-Unis faisaient figure de repère labellisé, sorte de critère de qualité de l'entreprise.

Ce *suivisme* pour reprendre l'expression d'un des acteurs cités précédemment ne date néanmoins pas de la fin de la Guerre froide. Etudiant l'évolution de la réflexion stratégique française, l'historien Hervé Coutau-Bégarie constate :

[446] Think Tank Watcher, « La réorganisation de la pensée stratégique française », mars 2008. Disponible à : http://www.thinktankwatcher.fr/. Date de consultation : 23 avril 2008.
[447]Source internet: http://www.defense.gouv.fr/das/. Date de consultation: 14 mai 2008.

> « *Au début des années soixante, le ministère de la Défense avait pourtant été sensible aux nouveaux besoins d'analyse et de prospective. Le modèle venait déjà des États-Unis avec les "petits génies" de McNamara et les instituts de recherche stratégique comme la Rand Corporation. Une première tentative fut donc faite à l'intérieur du ministère des Armées, avec le Centre de prospective et d'évaluation qui devait jouer un rôle important dans la mise au point de la doctrine française de dissuasion* »[448].

Par ailleurs, signe de la place centrale de la RAND dans ce jeu d'import/export, Jean-Claude Mallet – premier directeur de la DAS – a pris l'initiative, en 1994, de créer un partenariat avec l'organisation américaine, celle-ci devant accueillir pendant une année des personnes du ministère français dans le cadre de *visiting fellowships*. Pendant plusieurs années, des chargés de mission ont ainsi été envoyés tels que Bruno Tertrais[449] et Marc Jeudy avant que le programme ne soit stoppé « *faute de candidats français à l'expatriation* »[450]. En 2006, le programme a été relancé à l'initiative de Stephen Larrabee, occupant alors la *Corporate Chair* en études européennes.

Outre la pratique de ces programmes d'échanges individuels, la RAND est devenue, en raison de sa proximité structurelle avec le Département de la Défense, un lieu fréquent de diplomatie informelle pour les acteurs internationaux. A l'automne 2007, Walid Joumblatt, acteur politique de la communauté druze libanaise, s'est rendu à Washington afin de convaincre les décideurs américains de se mobiliser à l'approche des élections présidentielles à Beyrouth. A cette occasion, il a été invité au bureau de la RAND à Washington pour une réunion fermée au public extérieur. Devant les convives, Joumblatt a entendu défendre ses prises de position, notamment quant à la politique américaine à l'égard de la Syrie – qu'il souhaitait plus dure – ainsi que sur la question du désarmement du Hezbollah, le mouvement chiite libanais. Le bureau de la RAND devient à l'occasion une anti-chambre de l'arène politique internationale, un forum où diplomates et hommes politiques peuvent venir tester leurs revendications.

Afin d'entretenir cet avantage et de conforter son assise en matière de savoirs politiques, l'organisation se mobilise aussi en matière de formation universitaire ou

[448] COUTAU-BEGARIE, « La recherche stratégique en France », *op. cit.*, p. 789.
[449] Bruno Tertrais est Maître de recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), chercheur associé au Centre de Recherches et d'Etudes Internationales (CERI), et membre du comité de rédaction de la revue *Critique internationale*.
[450] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).

continue, qu'il s'agisse de cycle professionnel ou d'études doctorales au sein de sa *Pardee School*. Elle a également lancé, depuis 2000, une formation à destination de cadres des administrations publiques mais également privées.

Se déroulant sur une semaine complète et comprenant trente heures effectives de formation, la session annuelle *New Security Challenges* de la RAND Corporation représente l'occasion pour celle-ci de présenter à un public extérieur l'*état* des travaux en cours au sein de l'organisation portant principalement sur des problématiques militaires.

Au cours de notre enquête de terrain, nous avons ainsi pu assister à une session d'une semaine, en novembre 2006. Destinée à faire état des recherches entreprises par l'organisation, la formation a mis l'accent sur les travaux auprès de l'armée américaine en Irak, notamment afin de déterminer des solutions techniques et tactiques, face au phénomène des engins explosifs improvisés. Diverses interventions ont également entendu souligner la faiblesse des budgets de défense des partenaires des Etats-Unis, expliquant de ce fait l'unilatéralisme de l'administration actuelle. Les travaux commandités par le cabinet du Secrétaire à la Défense sur l'Asie ont par ailleurs démontré que l'administration fédérale restait attentive à la réalisation d'un scénario de guerre avec la Chine concernant Taïwan.

Enfin, les experts de la RAND ont également organisé, le dernier jour, une simulation de crise, *The Day After*, dont le scénario postulait une vente d'armes nucléaires de la Corée du nord à Al Qaeda. Selon les propres témoignages des organisateurs, la simulation avait été organisée, quelques jours plus tôt, pour les cadres des multiples Départements de l'administration américaine.

L'institutionnalisation de telles formations professionnelles s'adressant – tant aux dirigeants américains qu'à des représentants étrangers – peut ainsi se comprendre comme l'illustration du processus de *socialisation* de la *communauté épistémique* américaine du monde militaire. John Ikenberry et Charles Kupchan définissent celui-ci comme « *un processus d'apprentissage dans lequel les normes et idées sont transmises d'une partie à une autre* »[451].

Mentionnons également la création, dès 1970, d'une école doctorale, la *Pardee Graduate School* rattachée au siège de la RAND, à Santa Monica. Cette institution

[451] IKENBERRY John, KUPCHAN Charles, « Socialization and Hegemonic Power », *International Organization*, 44, été 1990, p. 289. Texte original: « *A process of learning in which norms and ideas are transmitted from one party to another* ».

délivre ainsi des doctorats en politiques publiques (*PhD in public policy*). Néanmoins, le programme doctoral se distingue des PhD *traditionnels* en la matière qui peuvent être effectués à Harvard, UCLA ou Georgetown. Le PhD dispensé par la RAND entend en effet allier formation théorique et apprentissage pratique. Les doctorants doivent, au cours de leurs années, s'acquitter d'heures de scolarité passées à réaliser des travaux d'expertise. De cette façon, ils ont pour mission d'intégrer les équipes de chercheurs, acteurs directs du champ des études stratégiques. Dans le même temps et, de façon assez logique, la formation théorique se trouve assurée par les experts qui, au demeurant, deviennent des collègues et superviseurs, dès lors que les doctorants poursuivent leurs missions d'expertise.

Pour une grande partie, variable selon les années, ces étudiants viennent de pays étrangers et vivent leur scolarité, moins comme une étape vers une carrière académique que comme l'opportunité d'acquérir une expérience semi-professionnelle similaire, à celle pouvant être obtenue avec un *Master in Business Administration*. En la matière, les témoignages ont été éloquents:

> « *- Je ne voulais pas spécialement faire une thèse, mais je voulais faire de l'expertise en questions de défense* […]
> *-L'avantage du programme de la RAND était qu'il ne s'agissait pas de réaliser quelque chose de théorique, mais de bénéficier d'une expérience professionnelle. Je ne l'aurais sûrement pas fait sinon* »[452].

Ces multiples dispositifs favorisent un transfert régulier, et sur une longue durée, de schèmes cognitifs et normatifs en matière de recherche politique et militaire. Pour ce faire, la méthodologie quantitative, telle que l'*analyse de systèmes*, est abondamment exploitée.

On retrouve donc en quelque sorte une homologie entre le travail didactique de la RAND et le phénomène des *Chicago Boys* observé par Yves Dezalay et Bryan Garth[453]. De la même façon que des Universités, telles que celle de Chicago, ont inculqué les préceptes néolibéraux aux notables d'Amérique latine, les dispositifs de la RAND

[452] L'anonymat des personnes a été préservé à leur demande.
[453] DEZALAY, GARTH, *op. cit.*

énoncés plus haut diffusent une science militaire, pensée depuis ses locaux de Californie. Il s'agit donc, aussi, de « *fabriquer des amis de l'Amérique* »[454].

Avec ce transfert de savoirs américains sur l'art militaire, la définition d'une *culture stratégique* devient un véritable enjeu politique, que ce soit en France, en Grande-Bretagne ou encore en Géorgie. Exemple de ces échanges, la RAND a accueilli, du 5 au 12 novembre 2005, huit *policy fellows* venant du Conseil de Sécurité Nationale géorgien. Le groupe a été reçu par l'Ambassadeur Robert Hunter, *Senior Adviser* à la RAND et ancien Ambassadeur américain à l'OTAN. Les *policy fellows* ont approfondi dans ce cadre leurs compétences en matière de « *diagnostic stratégique, de planification politique, de coordination et d'application administrative* »[455].

La formation qui leur a été dispensée dans les locaux du bureau de Washington a parachevé un important projet de restructuration du dispositif institutionnel géorgien en matière de sécurité nationale débuté en 2002. En outre, cette entreprise de trois ans a été mise en œuvre par la RAND pour le gouvernement géorgien *via* un soutien financier du gouvernement américain. On rejoint donc la même logique que celle déployée lors du développement soutenu par la RAND du *Think Tank* géorgien, la *Georgian Foundation for Strategic and International Studies*. A nouveau, ce soutien à l'établissement de structures régaliennes solides pour la Géorgie s'analyse à la lumière des propres stratégies macropolitiques qui se jouent autour du pays entre les Etats-Unis et la Russie.

Ces dispositifs ne constituent *per se* que le cadre formel ou informel permettant l'apprentissage concret de sciences américaines de gouvernement. Pour saisir plus directement comment celui-ci est mis en oeuvre, il nous faut analyser les éléments didactiques mêmes, dont la RAND se fait le *passeur*.

Les deux sections suivantes présentent deux études de cas spécifiques dans lesquelles l'organisme a investi le débat, non seulement intellectuel, mais politique. Celui-ci a ainsi participé à la délimitation méthodique des termes de l'échange, à la formulation particulière des problématiques devant être jugées pertinentes. Pour appuyer notre propos, nous privilégions deux programmes de recherche particuliers: le travail de *modernisation* dans les armées et la question du *Nation-Building*. La première thématique

[454] DEZALAY, GARTH, *op. cit.*, p. 113.
[455] Source: http://georgia.usembassy.gov/events/2005/event20051112Rand.html. Date de consultation: 22 mai 2008. Texte original: « *strategic assessment, policy planning, policy coordination, and implementation* ».

présente ainsi l'avantage de percevoir comment, dans son travail d'exportation conceptuelle, la RAND peut devenir le messager non seulement des Etats-Unis mais aussi d'organisations telles que l'OTAN. La seconde permet, quant à elle, de juger de la prégnance des thèses américaines en la matière non seulement auprès des armées étrangères, mais également des administrations diplomatiques.

22. Le travail d'homogénéisation des structures militaires européennes

« *Le langage militaire est englobant, il peut vous absorber intellectuellement* » a prévenu l'ancien chercheur de la RAND, Jeremy Shapiro[456]. « *Les militaires ne comprennent que leur jargon, si vous ne le comprenez pas et ne le parlez pas, vous ne pouvez investir le champ* » a ajouté, pour sa part, l'historien Frederick Kagan[457].

Lors du travail de courtage intellectuel opéré par la RAND, on voit réapparaître les termes et les concepts déjà rencontrés dans le champ américain des études stratégiques. Ainsi, l'inculcation de sciences américaines du militaire passe par des ressorts linguistiques et théoriques mobilisés pour les besoins de la démonstration. Il s'agit, par exemple, de *network-centric capabilities*, *transformation*, *system of systems*, *dominant battlespace knowledge, information warfare*. Tous ces vocables, vidés de leur contextualisation primaire, peuvent être repérés dans la littérature stratégique au Royaume-Uni, en Allemagne, ou même en France.

Derrière cet aspect formel de l'exportation d'idées militaires, s'articule une volonté américaine, bien plus ambitieuse qu'une simple cohésion du vocabulaire international stratégique. Or, cette volonté entend refaçonner les raisonnements qui irriguent les politiques publiques de défense, sur le plan industriel, technologique et doctrinal. Dès lors, l'étude des travaux de la RAND, auprès ou au sujet des puissances militaires européennes, permet de vérifier cette idée. Comme lorsque l'organisation préparait les débats préliminaires sur le traité ABM dans les années soixante-dix, elle a participé, depuis la fin de la Guerre froide, à l'initiative américaine en faveur d'un maintien des dépenses des Etats européens consacrées à leurs capacités militaires[458]. Il s'agit bien d'un effort de mise en forme d'intérêts européens – la conservation d'armées

[456]Entretien avec Jeremy Shapiro, réalisé le 2 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[457]Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).
[458] Cf., ADLER, *op. cit.*

aptes à opérer avec les Etats-Unis – dont la RAND est devenue, parmi d'autres, le promoteur.

Pour illustrer cette thèse, évoquons une observation participante. Ainsi, en novembre 2007, un séminaire de recherche a été organisé à Paris, par la Fondation pour la Recherche Stratégique, portant sur la coopération militaire franco-américaine et l'évolution de la politique française à l'égard de l'OTAN. Au cours des échanges, un membre de la délégation américaine, chercheur à la RAND, a affirmé avec virulence :

> « *J'aimerais bien qu'on m'explique ce que nous avons à gagner avec votre politique européenne de sécurité et de défense ! Vous n'avez pas cessé de nous ennuyer avec elle pendant les années quatre-vingt-dix. Au début, on a accepté en pensant que cela nous permettrait de disposer de vrais partenaires militaires. Aujourd'hui, on connaît les résultats négatifs : votre prétention à tourner le dos à l'OTAN et la baisse générale des budgets nationaux de défense. Pouvez-vous me citer un seul point positif ?* »[459].

La controverse lancée par le chercheur américain renvoie à tout un ensemble de discours récurrents, depuis la fin de la Guerre froide, sur le déclin militaire de l'Europe – comprise, par les acteurs, comme l'*Europe occidentale*.

Nous avons montré que les carrières professionnelles des nouvelles générations d'acteurs du champ s'orientaient vers des spécialisations différentes : Asie, Moyen-Orient. Or, cette réorientation individuelle s'est accompagnée d'un impressionnant travail de critique à l'égard des budgets européens consacrés à la défense. Exceptées la France et la Grande-Bretagne, les autres Etats – Italie, Espagne, Allemagne ou Belgique – ont été accusés de *baisser la garde*.

Plus particulièrement, la critique s'est cristallisée autour de la notion de *gouffre technologique* (*technological gap*). Fréquemment évoquée, elle revêt des aspects non seulement stratégiques – au sens militaire – mais aussi industriels. En effet, nous avons découvert, lors de notre enquête de terrain, comment les méthodologies quantitatives privilégiées par l'organisation mènent à une homogénéisation de l'analyse autour des technologies et des indicateurs qui peuvent se révéler pertinents. La portion budgétaire consacrée aux programmes de recherche et développement, l'état de renouvellement des

[459] Anonyme. Séminaire restreint organisé par la Fondation pour la Recherche Stratégique, Paris, 29 et 30 nov. 2007.

équipements des armées, de leurs systèmes d'information et de commandement deviennent les repères objectivés des travaux.

De cette façon, le nouvel analyste à la RAND, débutant dans le champ, découvre rapidement les mécanismes cognitifs permettant de juger de la qualité des armées étudiées selon certains critères: *L'armée nationale favorise-t-elle le travail commun entre pilotes, terriens et marins ? La Recherche & Développement est-elle suffisamment soutenue financièrement pour garantir l'avenir ? Des programmes de système de systèmes sont-ils mis en œuvre ?* Telles sont les interrogations indigènes autour desquelles convergent les exercices d'expertise. Au *technological gap* répondent ainsi des expressions spécieuses, mais néanmoins maintes fois usitées, telles que *transformation* – le terme renvoie à une doctrine spécifique développée par Donald Rumsfeld à partir de 2001[460] – et surtout *modernisation.*

A l'origine, la *modernisation* des armées alliées a correspondu à une nécessité exprimée par les cadres civils et militaires du Département de la Défense. Ces derniers voulaient accroître la capacité de chaque armée alliée à agir dans un cadre d'interopérabilité. En outre, ce dernier terme renvoie à l'aptitude d'un pays à mener une opération de concert – sur le plan organisationnel, tactique, logistique – avec d'autres Etats.

L'ambiguïté résulte du terme même de *modernisation*. Dans la pratique, celui-ci s'apparente à un simple synonyme d'*acquisition de nouvelles technologies*. Dans ses travaux préparés pour des pays étrangers, la RAND n'a pas échappé à certains présupposés qui relèvent de ce que Gilles Deleuze appelle « *le plan d'immanence* »[461]. Autrement dit, l'idée de *modernisation* des armées et ses modalités budgétaires semblent

[460] Le terme de *transformation militaire* pose problème et aucune définition n'a fait consensus au cours du mandat de Donald Rumsfeld. Il est généralement convenu d'y voir une rationalisation de programmes d'équipement des armées jugés trop coûteux par l'ancien Secrétaire à la Défense, une stratégie d'emploi des forces qui privilégie des engagements courts et rapides et se fondant sur une infanterie légère alliée aux technologies les plus avancées en matière de guidage des missiles. Cf., KEM Jack, « Transformation militaire : fin, démarche, moyens », *Air & Space Power Journal* [Version française], print. 2008. Disponible à : http://www.airpower.au.af.mil/apjinternational/apj-f/2008/pri08. Date de consultation: 27 mai 2008.

[461] DELEUZE Gilles, GUATTARI Felix, *Qu'est ce que la philosophie ?*, Paris, Ed. de Minuit, 1991, p. 43 : « *Si la philosophie commence avec la création des concepts, le plan d'immanence doit être considéré comme pré-philosophique. Il est présupposé, non pas à la manière dont un concept peut renvoyer à d'autres mais dont les concepts renvoient eux-mêmes à une compréhension non-conceptuelle.* » Le terme peut se rapprocher dans une certaine mesure de l'*epistémè* de Foucault ou de la *doxa* de Bourdieu. Voir ZOURABICHVILI François, *Le Vocabulaire de Deleuze*, Paris, Ellipses, 2003, pp. 64-65.

renvoyer à une métathéorie de la science militaire. Elles font figures de postulats à partir desquels est amorcé le travail de courtage stratégique.

Sont dès lors mobilisés des repères cognitifs tels que les *systèmes de systèmes*, qualifiant un ensemble ordonné de systèmes d'information et de commandement (SIC) fonctionnant en commun[462]. Il peut, par exemple, s'agir de l'infanterie terrestre communiquant directement avec les pilotes de l'Armée de l'Air pour déterminer les coordonnées d'une cible au sol. La mutualisation des SIC favorise la prise de décision au plus bas niveau – contournant la verticalité classique de la chaîne de commandement – et le plus rapidement possible – réduisant les cycles de décision entre observation, détection et ciblage. Cette *pensée appliquée* s'accompagne de tout un dispositif technologique qui conduit ainsi les plus euphoriques à proclamer une *numérisation du champ de bataille* (*digitalization of battlespace*) permettant de visualiser l'ensemble des mouvements ennemis sur le théâtre des opérations[463].

Pour autant, le travail d'exportation intellectuelle – préalable à l'exportation concrète de pratiques – poursuivi par le RAND s'est parfois heurté à des traditions nationales. Si certains pays, tels que le Royaume-Uni, ont rapidement assimilé les schèmes préconisés par les experts américains, d'autres, comme la France, se sont montrés plus réticents. Au cours des années quatre-vingt-dix, on a vu s'affronter, en France, adversaires et promoteurs de l'importation du courant américain de la *Révolution des Affaires Militaires*. Dans ce contexte, l'importation symbolique des concepts militaires américains a rejoint, au cours de cette période, les modalités du développement international de la RAND. Les pays plus enclins à la diffusion de ces idées stratégiques et favorables au *savoir consensuel* ont permis, dans le même temps, au centre américain d'obtenir des contrats d'étude en la matière : Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Italie.

Au cours de cette période, David Gompert a fait partie des promoteurs les plus actifs au sein de cette communauté épistémique. En 1999, aux côtés de Martin Libicki et Robert Kugler – ce dernier étant devenu entretemps professeur à la *National Defense*

[462] Cf., OWENS William, « The Emerging US System of Systems », *Strategic Forum*, 63, fév. 1996.
[463] JOHNSON Stuart, LIBICKI Martin (Eds.), *Dominant Battlespace Knowledge*, Washington, NDU Press Book, 1995. Les deux chercheurs ont, depuis, rejoint la RAND.

University – Gompert a publié un ouvrage remarqué, intitulé *Mind the Gap : Promoting a Transatlantic Revolution in Military Affairs*[464].

Les auteurs défendent l'idée d'une exportation de la *Révolution des Affaires Militaires* en soulignant la nécessité de construire des armées compatibles entre elles (*building compatible forces*), sur le plan technologique, logistique, stratégique et tactique. Ils suggèrent la mise en place de *système de systèmes transatlantique* (*transatlantic system of systems*) et de *marché transatlantique de la Révolution dans les Affaires Militaires* (*transatlantic RMA Market*). Ils définissent la *Révolution dans les Affaires Militaires* comme « *l'utilisation des technologies de l'information pour gagner un avantage stratégique en mettant en réseau des forces armés, en gagnant une connaissance complète de la bataille et en frappant depuis n'importe quel endroit avec une précision quasi-parfaite* »[465] avant de dresser le constat selon lequel « *la qualité des munitions précises américaines (PGM) et des systèmes C4ISR (command, control, communications, computers, intelligence, surveillance and reconnaissance)s'est grandement améliorée depuis la guerre du Golfe, alors que les forces européennes restent toujours incapables de mener ne serait-ce que le type d'opérations conduites par les forces américaines en 1991* »[466].

Il s'ensuit une remise en cause de l'OTAN, en tant qu'organisation, pouvant fédérer les capacités de ses membres. Face au contexte international des années quatre-vingt-dix, Gompert, Libicki et Kugler estiment que les forces européennes doivent être structurées de sorte qu'elles puissent conduire les mêmes missions que celles assignées à l'armée américaine, telles que « *la projection de puissance, le contrôle de l'information* » et ce dans le cadre institutionnel de l'OTAN[467].

A partir de cet instant, la thèse du *gap* est devenue mobilisatrice pour de nombreux experts des deux côtés de l'Atlantique. Lorsque David Gompert a pris ses fonctions à la RAND Europe, il a entamé une collaboration scientifique avec des

---

[464] GOMPERT David, LIBICKI Martin, KUGLER Robert, *Mind the Gap: Promoting a Transatlantic Revolution in Military Affairs*, Washington, National Defense University Press, 1999.
[465] GOMPERT, LIBICKI, KUGLER, *op. cit.*, p. 15. Texte original: « *The use of information technology to gain strategic advantage by networking one's forces, gaining complete knowledge of the battle, and striking from any range with near-perfect precision* ».
[466] GOMPERT, LIBICKI, KUGLER, *op. cit.*, p. 16. Texte original: « *The quality of US precision-guided munitions (PGMs) and C4ISR (command, control, communications, computers, intelligence, surveillance and reconnaissance) has improved greatly since the Gulf War, whereas European forces still remain incapable even of the type operations that US forces conducted in 1991* ».
[467] *Ibid.*, p. 15. Texte original: « *power projection, information dominance* ».

chercheurs allemands sur ces thématiques. Ensemble, ils ont créé un *Center for Euro-Atlantic Military Analysis* dont les travaux devaient permettre d'apprécier la façon dont les problématiques proprement américaines venaient irriguer le champ des études stratégiques, si ce n'est européen, du moins des pays de l'Europe.

Le court essai *Shoulder to Shoulder*, coécrit par David Gompert et Uwe Nerlich, fait apparaître ce constat. Pour ce faire, il suffit d'apprécier comment les éléments du débat y sont formulés:

> « *Alors que l'armée américaine se transforme en une force hautement mobile et létale conçue pour des guerres expéditionnaires, les alliés européens restent focalisés sur des opérations de stabilisation. Parce que les forces traditionnelles ne peuvent collaborer efficacement avec des forces transformées, le gouffre coopératif entre les Etats-Unis et ses alliés devient difficile à surmonter et menace les intérêts vitaux américains et européens ainsi que la cohésion de l'alliance* »[468].

Ainsi le *gap* en matière d'équipements, de technologies militaires a été réduit à une querelle entre les *modernes* et les *anciens*, rejoignant le niveau métathéorique que recouvre la notion de *modernisation des armées* chez les experts américains.

Le façonnage d'*amis de l'Amérique* peut être également relevé à travers d'autres thématiques abordées, telles que la compétition industrielle. Par exemple, dans leur article « *Arming Europe* », paru dans la revue *The National Interest*, Stephen Larrabee et Seth Jones de la RAND, analysent la concentration progressive du marché européen des industries d'armement autour de quatre grands acteurs, EADS, BAE Systems, Finmeccanica et Thalès. Liant cette restructuration industrielle au développement de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD), ils s'inquiètent des conséquences pour les Etats-Unis. Autrement dit, la croissance des groupes de défense européens reste intrinsèquement dépendante des avancées en matière de PESD. Or, celle-ci ne doit pas, selon les auteurs, être envisagée dans le cadre d'une compétition avec

[468] GOMPERT David, NERLICH Uwe, *Shoulder to Shoulder: The Road to U.S.-European Military Cooperability, A German-American Analysis*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002, quatrième page de couverture. Texte original: « *As the U.S. military transforms into a highly mobile and lethal force designed for expeditionary warfare, European allies remain focused on stability operations. Because traditional forces cannot integrate or function effectively with transformed forces, the US-allied cooperability gap is becoming unbridgeable, threatening basic U.S. and European interests and alliance cohesion* ».

l'OTAN déjà existante[469]. « *Si les Européens entendent développer l'UE comme un contrepoids aux Etats-Unis et à l'OTAN – comme certains responsables français le souhaitent – les Etats-Unis pourraient être encore moins enclins à ouvrir leur marché à des firmes européennes* » en concluent-ils[470].

La *communauté épistémique*, constituée autour de l'idée d'homogénéisation des armées européennes, a renforcé sa légitimité dès l'instant où elle a été institutionnalisée, au niveau intergouvernemental. Par conséquent, en 2002, le sommet de l'OTAN, organisé à Prague, a vu les membres de l'organisation transatlantique s'engager sur la voie du développement de capacités militaires *modernes*. Face à une demande pressante exprimée par les autorités gouvernementales des Etats-Unis et dans la même logique que le *gap* énoncé auparavant, a été créé l'*Allied Command Transformation*, un organisme chargé de promouvoir l'ensemble des concepts et des idées issus de la *Révolution dans les Affaires Militaires* dans les années quatre-vingt-dix[471].

Devant cette hégémonie du mode de pensée américain, un certain ressentiment a vu le jour chez les responsables civils et militaires du ministère de la Défense français. Avec un langage pour le moins abrupte, un haut-fonctionnaire nous a confié sa frustration devant ce rapport de force :

> « *Les Américains nous refourguent tous leurs concepts fumeux* (sic.) *Cela séduit les ingénieurs d'armement* [de la DGA] *qui ne comprennent rien à un champ de bataille ! On me parle de système de systèmes, de numérisation du champ de bataille, quelles foutaises !* (sic.) *Pour numériser un champ de bataille, il faudrait déjà que l'on arrive à le délimiter. Qu'on me le désigne quand nos forces sont déployées au Liban ou en Côte d'Ivoire ! Il s'agit de théories très rentables pour les Think Tanks américains, mais très coûteuses pour nous* »[472].

Des généraux ont mis en cause, à leur tour, le bien fondé de telles importations. Un officier supérieur de l'Armée de terre française nous a expliqué:

---

[469] JONES Seth, LARRABEE Stephen, « Arming Europe », *The National Interest*, 82, hiver 2005-2006, pp. 62-68

[470] JONES, LARRABEE, *op. cit.*, p. 67. Texte original: « *If the Europeans were to develop the EU as a counterweight to the United States and NATO – as some French officials advocate – the United States might be even less inclined to open its market to European firms* ».

[471] L'ensemble des éléments diplomatiques discutés lors du sommet de Prague de 2002 est disponible à http://www.nato.int/docu/comm/2002/0211-prague/index-f.htm. Date de consultation: 27 mai 2008.

[472] L'anonymat a été conservé à la demande de la personne.

« *Les Américains disposent d'une armée très différente de la nôtre. Nous n'avions pas besoin de leurs services pour fonctionner en réseaux.* [Silence] *Tous leurs gadgets ne les sauveront pas au cours de petites guerres, de guérillas. Dans ces contextes, cela devient honnêtement ridicule de se déployer avec des technologies très chères et très inutiles ! Le problème, c'est que les Américains ne veulent pas intervenir dans ce type de conflit. La contre-insurrection ne fait pas partie de leur tradition. De plus, elle ne se "vend " pas très bien lorsque l'armée américaine doit justifier ses budgets auprès du Congrès* »[473].

Parmi les rares productions émanant de *Think Tanks* français sur le sujet, on peut également relever une critique plus modérée. A l'hiver 2007, Etienne de Durand, chercheur à l'Institut Français de Relations Internationales, refuse l'idée d'une homogénéisation sur le modèle américain dans un article intitulé « Quel format d'armée pour la France ? ». Il écrit ainsi :

« *La Révolution dans les affaires militaires (Revolution in Military Affairs, RMA) ou Transformation tant promise a doublement échoué, comme révolution opérationnelle et comme solution stratégique. Financièrement, l'incorporation des avancées technologiques se révèle très onéreuse et contribue ainsi à déclasser, sur un plan opérationnel puis politique, les systèmes militaires qui n'en disposent pas, au point de les exclure pratiquement de la prise de décision au profit des seuls Etats-Unis.* […] *La RMA donne en effet aux armées occidentales la capacité de faire encore mieux et encore plus vite ce pour quoi elles étaient déjà sans rivales* »[474].

Avec le recul sociologique nécessaire, Christophe Wasinski analyse, dans son article de *Cultures & Conflits*, consacré à la diffusion institutionnelle de la *Révolution dans les Affaires Militaires*, ce clivage entre défenseurs et détracteurs, entre *modernes* et *anciens*, en ces termes :

« *On pourrait probablement aussi y trouver* [chez les détracteurs], *dans quelques cas, des éléments relatifs à l'affirmation symbolique de la souveraineté étatique que l'on décèle traditionnellement dans la possession de certains équipements militaires. On devrait aussi se demander jusqu'à quel point la diffusion du discours sur la RMA ne repose pas aussi sur la constitution d'une "élite cosmopolite" d'officiers, d'industriels et d'intellectuels de la défense socialisée à une même série*

[473] L'anonymat a été conservé à la demande de la personne.
[474] DE DURAND Etienne, « Quel format d'armée pour la France? », *Politique Etrangère*, 4, 2007, p. 731.

d'idées stratégico-techniques, directement influencées par l'hégémonie du discours américain et sa facilité de circulation »[475].

Dans une perspective semblable, Yves Dezalay et Bryan Garth soulignent, dans leurs travaux sur le jeu d'import-export juridique entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine, que la réussite de celui-ci reste intrinsèquement liée à l'implantation et à la consolidation de *porte-paroles locaux* ainsi qu'au contenu des agendas politiques nationaux[476]. Il en est de même pour le travail d'homogénéisation des armées européennes pour lequel la RAND bénéficie de relais individuels et institutionnels divers selon les pays. Dans cette perspective, cela forme une illustration contemporaine du mécanisme hégémonique qu'Emanuel Adler observe lors des négociations russo-américaines sur le contrôle des armements, trente ans auparavant[477].

23. L'édification d'un prêt à porter institutionnel à l'usage des pays post-conflit

« *Jusqu'à ce que la fin de la Guerre froide devienne manifeste, la tendance dominante consistait à voir les conflits régionaux comme des extensions concrètes ou potentielles des rivalités des superpuissances de la Guerre froide, de leur confrontation indirecte dans les pays en développement et de leurs transferts d'armements et de technologies militaires vers ces pays* » ont écrit en 1991 William Zartman et Francis Deng[478].

La problématique de l'Etat dans les pays issus de la décolonisation est réapparue sur l'agenda international au lendemain de la Guerre froide, à la faveur de nouvelles considérations politiques. Bien qu'historiquement mal fondée, une perception s'est

[475] WASINSKI, « Créer une Révolution dans les affaires militaires … », *op. cit.*, p. 162.
[476] DEZALAY Yves, GARTH Bryant, *The Internationalization of Palace Wars: Lawyers, Economists, and the Contest to Transform Latin American States*, Chicago, University of Chicago Press, 2002, p. 33.
[477] ADLER, « The Emergence of cooperation …», *op. cit.*, pp. 101-145.
[478] DENG Francis, ZARTMAN William, « Introduction » in: DENG Francis, ZARTMAN William (Eds.), *Conflict Resolution in Africa*, Washington, Brookings Institution Press, 1991, p. 4. Texte original: « *Until the end of the Cold War became manifest, the prevailing tendency was to see regional conflicts as actual or potential extensions of the Cold War rivalries of the superpowers, their proxy confrontation in developing countries, and their transfer of weaponry and war technologies to those countries* ».

confortée autour de l'idée post-bipolaire d'un *ensauvagement*, d'un *retour à la barbarie*[479].

Plusieurs chercheurs ont pourtant corrigé cette fiction. Zaki Laïdi explique, par exemple, que « *la logique bipolaire reposait sur une étanchéité assez grande entre le front central, réputé gelé, et un théâtre périphérique, jugé plus instable et contesté ; d'où une profusion de conflits régionaux humainement coûteux, très souvent dépendants des ressources symboliques et matérielles indispensables à sa résolution* »[480]. Les conflits régionaux pendant la Guerre froide auraient ainsi fait près de 40 millions de victimes, chiffre qui aurait pu, déjà en son temps, provoquer une demande politique conséquente.

Quoi qu'il en soit, les années quatre-vingt-dix ont vu proliférer un nouvel ensemble de qualificatifs devant retranscrire les préoccupations, aux Etats-Unis et en Europe, à l'égard des Etats, qui, en Afrique, en Asie centrale, en Amérique latine, au Moyen-Orient posaient problème : *rogue state, states of concern, problem states, narco-states, terrorist states, failed* ou *failing* ou *collapsed states*[481].

L'idée de faillite, utilisée par analogie avec le cadre entrepreneurial, a alors véhiculé l'idée selon laquelle la faiblesse, l'effondrement d'un Etat tenait à sa mauvaise gestion. De nouveaux présupposés normatifs ont alors émergé en faveur d'une *bonne gouvernance* – entendue comme la pratique idoine de direction des affaires publiques – présupposés qui pouvaient garantir le rétablissement du système politique considéré[482].

Or, la question de la reconstruction post-conflit a été ravivée de manière spectaculaire, à la faveur d'un consensus post-11 septembre 2001 entre les acteurs de la

[479] Cf., notamment DELPECH Thérèse, *L'Ensauvagement : Le retour de la barbarie au XXIe siècle*, Paris, Grasset, 2005.
[480] Cf., LAIDI Zaki, « Penser l'après-guerre froide » in : LAIDI Zaki (Éd.), *L'Ordre mondial relâché : sens et puissance après la guerre froide*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 15.
[481] Cf., la généalogie du terme d'*Etat voyou* dans DRAI Pierre-Olivier, « Un concept en évolution dans un environnement post-guerre froide » in : COURMONT Barthélémy (Éd.), *Washington et les Etats voyous. Une Stratégie plurielle ?* Pari, Dalloz, 2007, pp. 10-16.
[482]Cf., sur ce débat parmi d'autres: CAPLAN Richard, POULIGNY Béatrice, « Histoire et contradictions du state building », *Critique internationale*, 28, juil.-sept. 2005, pp. 123-137; ETZIONI Amitai, « A Self-restrained Approach to Nation-building by Foreign Powers », *International Affairs*, 80 (1), 2004, pp. 1-17; FUKUYAMA Francis, « Nation-Building 101 », *The Atlantic Monthly*, janv.-fév. 2004; KUZIO Taras, « Nationalising states or nation-building? A critical review of the theoretical literature and empirical evidence », *Nations and Nationalism*, 7 (2), 2001, pp. 135-154; DARBON Dominique, « L'institutionnalisation de la confiance politique dans des sociétés projetées fragiles (à partir de cas africains) : du prêt à porter institutionnel à l'ingénierie sociale des formules politiques », Présentation, 7th Global Forum on Reinventing Government : Building Trust in Government, juin 2007.

sécurité et du développement[483]. A la suite des attentats perpétrés par Al Qaeda, le clivage que l'on prête traditionnellement au débat de politique étrangère aux Etats-Unis a semblé dépassé. Autrement dit, l'attaque sur le territoire américain, perpétrée par des groupes étrangers, ne se revendiquant d'aucun Etat, a rendu caduc l'antagonisme théorique entre une Amérique isolationniste et une Amérique interventionniste[484]. De nombreux experts gouvernementaux – et non gouvernementaux – ont alors soutenu l'idée selon laquelle les opérations de *Nation Building* devaient permettre de prévenir la formation ou l'existence continue de *zones grises* au sein d'Etats dans lesquels les groupes terroristes peuvent se développer librement[485].

Ainsi, la mise sur agenda de la problématique des Etats en faillite a entériné la concordance entre ces deux biais normatifs. La nouvelle rhétorique sécuritaire sur le terrorisme n'a pas été sans effet. A sa manière, Tony Blair a assez bien illustré cette conjonction des idées en déclarant que « *dans la guerre contre le terrorisme, les moralistes et les réalistes étaient partenaires, non antagonistes* »[486]. L'effondrement étatique a trouvé toute sa cohérence politique dès l'instant où, comme le terrorisme, il a présenté un enjeu de débat autour duquel se jouait l'avenir des guerres post-bipolaires.

Les organismes sécuritaires nationaux et internationaux ont ainsi lu les attentats comme la conséquence du désengagement des grandes puissances à l'égard des Etats *déliquescents*. Ont été alors désignés des pays tels que l'Afghanistan ou, dans une moindre mesure, le Pakistan, dont la faiblesse et/ou l'absence d'autorités régaliennes avait conduit à la formation de *zones grises*, à savoir des espaces détachés de la tutelle de l'Etat et occupés par des mouvements terroristes et mafieux. Cette lecture a accrédité un nouvel investissement diplomatique et militaire dans des régions examinées uniquement

---

[483] Cf., SAMAAN Jean-Loup, « Des Etats en faillite au *State-Building* : penser la sécurité internationale depuis 1989 », *Les Cahiers du RMES*, 3 (1), été 2006, pp. 1-17.

[484] Ce clivage, maintes fois analysé, a fait l'objet d'une célèbre démonstration par Henry Kissinger dans son ouvrage *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1994, notamment le chapitre intitulé « La charnière : Theodore Roosevelt ou Woodrow Wilson ».

[485] Peu de temps après le 11 septembre, une conférence organisée par le *Think Tank* basé à Washington, Fund for Peace, voyait le débat sur l'Afghanistan s'élargir à l'Afrique comme le montre le rapport final : « *Qui aurait cru que l'Afghanistan aurait été un lieu où le terrorisme pourrait se nourrir et organiser une attaque contre les Etats-Unis ? C'était l'endroit le plus pauvre, le plus désorganisé. L'Etat s'était effondré. Un groupe s'était organisé et proclamé gouvernement. Quelqu'un avec beaucoup d'argent est venu et devenu une importante figure. Qu'est ce qui peut empêcher les terroristes de faire de même en Afrique ? Quand les nations africaines travaillent à rétablir l'ordre, la démocratie et la stabilité, l'engagement américain est autant dans l'intérêt américain qu'africain.* » in : Fund for Peace Report, « African Perspectives on Military Intervention : Conference Summary », 1, déc. 2001, p. 12.

[486] Cité par DEMPSEY Gary T., « Nation Building's Newest Disguise », *Orbis*, été 2002, p. 416.

par les agences nationales et internationales de développement. Dès lors, cette conjonction des intérêts de deux champs, jusqu'ici assez éloignés – sécurité et développement – devait conduire à un *policy mix* ayant pour but d'accompagner des pays sortant de conflit sur le chemin de la refondation de leur *Etat* et, plus encore, de leur *Nation*.

C'est à partir de cette réorientation politique qu'ont (ré)émergé les termes *State & Nation Building*. L'immense littérature américaine – académique, experte et administrative – produite après le 11 septembre 2001, a témoigné de l'effervescence intellectuelle autour du sujet. Cependant, de manière frappante, les acteurs au sein du champ américain des études stratégiques ne se sont pas accordés sur la finalité d'une telle pratique. Pour Marina Ottaway, directrice de recherche au *Carnegie Endowment for International Peace*, il ne devait pas s'agir d'« *imposer des identités communes à des peuples profondément divisés mais d'organiser des Etats qui puissent administrer leurs territoires* »[487]. Or comme l'a reconnu Francis Fukuyama, professeur à l'Université Johns Hopkins, « *ce dont nous parlions alors ne pouvait être qualifié de Nation-Building mais de State-Building* »[488].

Pour sa part, James Dobbins a usé, dans un rapport de la RAND, d'une subtilité rhétorique qui n'a convaincu qu'à moitié. Il écrit que « *le premier objectif de toute opération de nation-building est de pacifier des sociétés violentes et non de rendre des sociétés pauvres, prospères ou des sociétés autoritaires, démocratiques* »[489].

Avec un certain recul, peut-on constater que, sur le plan théorique, l'Etat reste toujours perçu, selon une tendance téléologique, comme « *l'étape ultime d'un processus de centralisation des structures politiques qui est perçu plus ou moins explicitement comme la loi commune à l'évolution de toutes les sociétés* »[490].

Or, l'absence de réelle référence d'autorité, de *savoir consensuel* a permis à la RAND de mettre en œuvre une stratégie intellectuelle triomphante, en reconvertissant une initiative individuelle, celle de James Dobbins, au bénéfice de l'organisation. Les travaux restitués dans le long rapport dirigé par Dobbins, *America's Role in Nation-Building*[491],

[487] OTTAWAY Marina, « Nation-Building », *Foreign Policy*, sept.-oct. 2002.
[488] FUKUYAMA Francis, « Nation-Building 101 », *The Atlantic Monthly*, janv.-fév. 2004.
[489] DOBBINS James (Éd.), *The Beginner's Guide to Nation-Building*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.
[490] BADIE, BIRNBAUM, *Sociologie de l'Etat*, *op. cit.*, p. 8.
[491] DOBBINS, MCGINN, CRANE, JONES, LAL, RATHMELL, SWANGER, TIMILSINA, *op. cit*.

n'ont en aucun cas porté sur la nécessité, ni sur le bien fondé de ces opérations mais sur les *chantiers* sécuritaires, humanitaires, politiques, administratifs de la reconstruction de ces Etats effondrés. A partir de multiples graphiques – effectifs militaires, pertes humaines, populations déplacées, assistance financière proportionnelle au PIB – l'étude a entendu convertir des pratiques politico-militaires *ad hoc* en leçons rationalisées, mathématisées.

La rhétorique employée dans ces travaux n'en a pas moins été dépendante de schémas cognitifs guidés par une vision normative de ces interventions, par l'idée de diffusion de la démocratie libérale, de l'économie de marché[492].

L'étude est restée un des rapports contemporains les mieux vendus de la RAND[493], si bien que des projets semblables lui ont succédé, comme *UN's Role in Nation –Building*, *Europe's Role in Nation-Building*[494]. Plus tard, dans un rapport purement et simplement nommé *The Beginner's Guide to Nation-Building*, Dobbins définit l'ingénierie du *Nation-Building* comme « *l'usage de forces armées dans le cadre d'un effort plus large de promotion des réformes politiques et économiques afin de pacifier une société émergeant d'un conflit en son sein comme avec ses voisins* »[495]. Cette conception militaro-centrée reflète le rapport de force entre les acteurs du développement et de la sécurité dans un cadre américain, où le Département de la Défense dispose de moyens et ressources incomparables dans le domaine[496]. Qui plus est, elle nous signale combien son exportation *ex nihilo* ne rend pas compte du contexte national particulier à partir duquel elle a été initialement émise.

D'un point de vue sociologique, les politiques du *Nation-Building* n'appartiennent ni au champ de la sécurité – forces armées, forces de polices – ni au champ du développement – directions ministérielles et agences de développement nationales, organisations intergouvernementales, PNUD et Banque Mondiale – mais s'inscrivent dans une dynamique civilo-militaire et dans un double processus contemporain de

---

[492] *Ibid.*, p. XIV.
[493] Source: http://rand.org/publications/bestsellers.html. Date de consultation: 27 mai 2008.
[494] DOBBINS James, JONES Seth, CRANE Keith, RATHMELL Andrew, STEELE Brett, TELTSCHIK Richard, TIMILSINA Anga, *The UN's Role in Nation-Building From the Congo to Iraq*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005. Le second rapport n'avait pas été rendu public au moment de l'écriture de notre thèse.
[495] DOBBINS (Éd.), *The Beginner's Guide…, op. cit*.
[496] Cf., VAISSE Justin, « Les Etats-Unis : le temps de la diplomatie transformationnelle », *Cahiers de Chaillot*, 95, déc. 2006.

« *militarisation de l'humanitaire – humanitarisation du militaire* »[497]. Par conséquent, c'est aussi parce qu'il s'agit d'une synthèse entre deux lectures des *pays post-conflit* que le terme se voit attribuer diverses significations qui parfois s'opposent[498].

Le champ du *Nation-Building* a ainsi été assujetti aux rapports de force – selon les pays considérés – entre les deux champs originels. Aussi peut-on mieux comprendre, aux Etats-Unis, la définition proposée par James Dobbins.

Par ailleurs, dans une perspective historique, cette réflexion contemporaine sur la reconstruction post-conflit, dans laquelle se sont inscrits les rapports de la RAND, a été héritière du corpus constitué par le « *développementalisme triomphant* » – pour reprendre l'expression de Bertrand Badie[499] – qui est apparu, après la Seconde Guerre mondiale, au cours des phases de décolonisation. Il a atteint son apogée dans les années soixante, puis a décliné la décennie suivante[500]. La période a ainsi vu proliférer une littérature dite *développementaliste* qui, convaincue d'une loi historique, a modélisé et séquencé les étapes devant mener les anciennes colonies vers l'horizon indépassable de l'Etat-Nation. On retrouve par exemple les fameux cycles de développement de Walter Rostow[501].

Construites sur des présupposés occidentalo-centrés, les théories des années soixante ont vite déchanté. En effet, progressivement, le processus prophétisé s'est enrayé face à des réalités bien différentes : autoritarisme, corruption, guerres civiles, coups d'Etat, faiblesse structurelle de certains Etats et ethnicisation concurrençant la communauté nationale. Derrière la notion de reconstruction, c'était la problématique très ancienne de l'édification même d'un Etat qui se trouvait posée. A celle-ci, s'est ajoutée l'idée de nation, devant définir un lien civique et circonscrire – selon l'expression de Benedict Anderson – une « *communauté imaginée* »[502]. Le modèle occidental de l'Etat-Nation, consolidé au fil des siècles, a pu convaincre qu'il représentait l'étape ultime dans l'accession à la modernité politique. Or la rencontre, et même la confusion, des notions d'Etat et de nation n'est pas allée de soi, la première ayant une connotation juridique et

[497] MAKKI Sami, *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*, 2nde éd., Paris, CIRPES, 2005.
[498] Cf., la très intéressante analyse sociologique d'Aline Leboeuf, « Sécurité et développement : acteurs et consensus », *Afrique contemporaine*, 2006, 218 (2), pp. 69-83.
[499] BADIE, *Le Développement politique*, *op. cit.*, p. 1.
[500] Cf., parmi d'autres SHILS Edward, *Political Development in the New States*, La Haye, Mouton and Co, 1960; ALMOND Gabriel, POWELL Bingham, *Comparative Politics*, Boston, Little Brown, 1966.
[501] ROSTOW Walter, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communistic Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.
[502] ANDERSON Benedict, *Imagined Communities*, New York, Verso, 1983.

institutionnelle tandis que la seconde se rapportait à la dimension morale ou culturelle ou encore, ethnique d'un ensemble humain.

Il en est donc ressorti une notion caduque qui a été employée par les acteurs américains et étrangers sans que fusse – ou que soit actuellement – préétabli un référentiel commun. Or, malgré cet écueil, le *Nation-Building* est apparu comme un véritable sujet *qui importe*, comme le montre l'*US National Security Strategy* de 2002. Ce document stipule que « *les Etats-Unis sont aujourd'hui moins menacés par des Etats conquérants que par ceux qui s'effondrent* »[503]. Est-ce cette faille intellectuelle qui a permis aux travaux de la RAND de devenir les éléments incontournables du débat, et plus encore, de s'exporter au sein de pays alliés des Etats-Unis ?

Si le travail d'homogénéisation des armées européennes a pu réussir par le biais de son institutionnalisation au sein de l'OTAN, on doit se montrer beaucoup plus prudent quant au succès de la diffusion du *Nation-Building* pensé par la RAND. En effet, si le concept a, sans aucun doute, été inséré dans l'agenda international, l'absence de *savoir consensuel* et la spécificité institutionnelle que lui a conféré la définition de Dobbins – la prépondérance du militaire sur l'humanitaire – se sont rapidement heurtés aux contextes nationaux d'importation.

S'agit-il pour autant d'un échec ? L'examen des positions diplomatiques des principaux alliés européens sur le sujet souligne le fait que, devant la popularité de cette nouvelle notion des relations internationales, il est devenu nécessaire de définir une posture, négative ou positive. De cette façon, le travail de la RAND est resté encore un exercice de contrôle des thématiques jugées pertinentes.

Ainsi en France, le bureau de la prévention des conflits et de la reconstruction, créé en 2005 au ministère des Affaires étrangères, a rapidement entrepris de rédiger un document de réflexion, portant sur les théories du *Nation-Building* et ses déclinaisons possibles aux interventions françaises dans des pays sortant de conflit. Par conséquent, une diplomate nous a expliqué:

> « *L'idée nous est venue lors d'une réunion internationale, où les Australiens ont dévoilé un papier qu'un universitaire avait rédigé pour l'occasion. On s'est dit qu'il nous fallait disposer de quelque chose d'identique* […] *Qui plus est, le Nation-Building est monopolisé par les*

[503] National Security Council, *US National Security Strategy*, Washington, Government Printing Office, 2002.

Américains, nous devons investir le champ si nous ne voulons pas nous laisser guider par la définition de personnes comme [James] *Dobbins* »[504].

Les instances britanniques n'évoquent le *Nation-Building* que peu explicitement tout en cautionnant cette notion. A l'inverse, la littérature allemande le mentionne amplement, mais le plus souvent pour s'en prémunir[505]. Remarquons sur ce point, que des chercheurs allemands ont entrepris en 2005 le projet ambitieux de livrer un ouvrage écrit en anglais à vocation programmatique sur la thématique de la reconstruction, où ils s'opposent explicitement aux vues de Dobbins et la RAND[506]. Dirigé par Jochen Hippler, politiste à l'*Institute for Development and Peace* de l'Université d'Essen, *Nation-Building – A Key Concept for Peaceful Conflict Transformation?* se présente comme un ouvrage critique composé des contributions d'universitaires et de praticiens du développement.

Pour le politiste allemand, le *Nation-Building* ne peut en aucun cas se borner à résoudre la question sécuritaire, selon les finalités établies par James Dobbins. La reconstruction exige l'investissement de moyens dans l'ensemble des rouages de la société considérée. Plus encore, Hippler place, en priorité, l'amélioration des conditions de vie. Il refuse l'idée selon laquelle assurer une refondation consisterait à s'atteler principalement à l'édification d'une superstructure étatique qui, du haut, viendrait réguler les relations sociales.

Parmi les autres auteurs, Ulrike Hopp et Adolf Kloke-Lesch du Ministère fédéral pour la coopération économique et le développement (BMZ) livrent un article réfutant l'ambition d'un « *Nation-Building externalisé* » lui préférant un « *Nation-Forming endogène* »[507]. Plus précisément, les auteurs entendent se démarquer de l'approche américaine qu'ils jugent trop techniciste et trop dirigiste à l'égard de la population locale. Pour Hopp et Kloke-Lesch, on ne peut reconstruire de l'extérieur, un Etat-nation pour un peuple donné. S'ils reconnaissent que le monopole étatique de la force reste la première des priorités, ils soulignent que la seconde doit être la refonte du système politique avec

[504] Entretien, Anonyme.
[505] Cf., GERE François, SAMAAN Jean-Loup, *Au-delà du Nation-Building*, Institut Français d'Analyse Stratégique, Etude remise au Ministère des Affaires étrangères, août 2007.
[506] HIPPLER Jochen (Éd.), *Nation-Building - A Key Concept for Peaceful Conflict Transformation?*, Londres, Pluto Press, 2005.
[507] HOPP Ulrike, KLOKE-LESCH Adolf, « External Nation-Building vs Endogenous Nation-Forming – A Development Policy Perspective» in: Jochen Hippler (Éd.), *Nation-Building – A Key Concept for Peaceful Conflict Transformation?*, London, Pluto Press, 2005, p. 143.

l'établissement de parlements, la société civile devant être incitée à contribuer directement par les puissances extérieures[508].

Dans le débat autour du *Nation-Building*, rien de plus frappant que le décalage entre la perception allemande, ou française, d'une exportation hégémonique des vues de Dobbins et de son équipe, parallèlement à l'échec effectif de ces thèses au sein même du champ américain, celui *a priori* qui aurait dû en être le premier destinataire.

Au cours de la période qui a entouré l'intervention américaine en Irak, plusieurs témoignages de décideurs politiques ont attesté de ce constat. Ainsi, dans ses mémoires, Paul Bremer, en charge de l'Autorité Provisoire de la Coalition en Irak, à partir de l'automne 2003, a décrit comment, séduit par les thèses de Dobbins, il a tenté d'en faire part au Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld :

> « *J'ai envoyé un résumé du document à Don Rumsfeld. Je disais dans mon mémo : "Je pense que tu devrais réfléchir à cela". Je n'ai jamais eu de réponse de sa part à propos du rapport* »[509].

Dès lors, on observe l'effet pervers, caractérisé par Pierre Bourdieu, lorsque se met en place une *circulation internationale des idées*. En effet, celles-ci se trouvent vidées de leur contexte d'élaboration. Elles apparaissent alors comme une représentation déformée des rapports de force et des grandes lignes de partage de leur champ d'origine. En l'occurrence, nous avons pu percevoir ce décalage, lors de nos échanges avec les chargés de mission du ministère des Affaires étrangères français. Ils ont exprimé la conviction, selon laquelle ils faisaient face à une ingénierie savamment élaborée et aspirant à devenir un modèle de pensée hégémonique. Or, on a décrit ici le contexte initial d'une étude autofinancée et n'ayant reçu que peu d'attention dans son champ d'origine.

Pierre Bourdieu souligne cet aspect essentiel de la *circulation internationale des idées* lorsqu'il écrit:

> « *Ainsi, le sens et la fonction d'une œuvre étrangère sont déterminés au moins autant par le champ d'accueil que par le champ d'origine. Premièrement, parce que le sens et la fonction dans le champ originaire sont souvent complètement ignorés. Et aussi parce que le transfert d'un*

[508] HOPP, KLOKE-LESCH, *op. cit.*, p. 143.
[509] BREMER Paul, *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Threshold Editions, 2006, p. 22. Texte original: « *I sent a summary of the draft to Don Rumsfeld. "I think you should consider this", I said in my cover memo. I never heard back from him about the report* ».

> *champ national à un autre se fait à travers une série d'opérations sociales* […] *une opération de lecture enfin, les lecteurs appliquant à l'œuvre des catégories de perception et des problématiques qui sont le produit d'un champ de production différent* »[510].

Si les travaux sur le *Nation-Building*, provenant des Etats-Unis, n'ont pas créé un *savoir consensuel*, force est de constater qu'ils ont réussi à rendre pertinents une thématique et ses enjeux, même si ces éléments pouvaient, au regard de la science politique, s'apparenter à des succédanés de thèses développées plusieurs décennies auparavant.

Dans cette perspective, on perçoit combien le développement de la RAND à l'étranger, en dépit de son caractère résolument novateur, ne peut s'apparenter à la dynamique transnationaliste que l'on voit émerger dans d'autres secteurs tels que les droits de l'homme, la protection de l'environnement. Les experts de la RAND, qui diffusent leurs savoirs auprès d'instances européennes, ne s'affranchissent à aucun moment des frontières territoriales et ne constituent pas, en conséquence, des réseaux alternatifs aux Etats d'accueil[511].

Après la fin de la Guerre froide, l'accès international aux productions issues du champ des études stratégiques américain a pu conduire à négliger la sociogenèse de ces travaux, tant à l'égard des liens formels – et informels – entretenus par leurs auteurs avec les autorités américaines que des conditions de financement des études. Si les *stratégistes* de Washington *pensent le monde pour le monde*, ils écrivent, en premier lieu, pour leur principal commanditaire, le Département de la Défense. Ignorer cette propriété sectorielle revient à appréhender la littérature en question comme un produit fini et, par conséquent, à laisser de côté toutes les luttes institutionnelles et individuelles qui se jouent autour de celle-ci. C'est pourquoi notre seconde partie entend précisément étudier et spécifier les interactions entre mandataires et mandatés, dans le cadre de la refonte intellectuelle de la doctrine militaire américaine depuis 1989.

[510] BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *op. cit.*, p. 4.
[511] Cf., cette distinction dans les travaux de Margaret E. Keck et Kathryn Sikkink, notamment sur les *transnational advocacy networks* : KECK Margaret, SIKKINK Kathryn (Eds.), *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

SECONDE PARTIE

LA DIFFICILE REFONTE INTELLECTUELLE DE LA DOCTRINE MILITAIRE AMERICAINE

« *Laissez-moi commencer de la façon dont tous les discours sur les événements internationaux, ces jours-ci, devraient commencer – avec un démenti en forme de promesse. Je promets de ne faire aucune prédiction. Mais si je commets une bêtise et que vous entendez quelque chose qui ressemble à une prévision, je vous prie de noter que je suis également convaincu que l'opposé puisse arriver».*

Michael Rich, vice-Président de la RAND Corporation,

Discours au *Baltimore Hotel*, 19 février 1991.[512]

[512] RICH Michael, *National Security in the 1990s*, Discours au Biltmore Hotel, Los Angeles, 19 fév. 1991. Sources: RAND Corporate Archives. Texte original: « *Let me begin the way that all talks these days on international events should begin – with a disclaimer in the form of a pledge. I promise not to make any predictions. But, if I slip up and you hear something that sounds like a forecast, please note that I also believe that there is good chance that the opposite might happen, too* ».

La première partie de cette thèse a analysé les ressorts de l'action de la RAND Corporation face à ses concurrents du champ américain des études stratégiques. Il nous a donc été permis de mieux saisir comment l'internationalisation de notre objet constituait une stratégie cohérente face à ses rivaux. Or dans le même temps, il est apparu que ces mouvements intra et inter-sectoriels ne pouvaient être saisis dans leur réalité sociale, sans les mettre en perspective avec les propres évolutions de l'acteur central du champ, le Département de la Défense américain. Par conséquent, la tutelle exercée par celui-ci sur des organismes, tels que la RAND, nous conduit à consacrer ici une part aussi importante à la caractérisation de la relation entre les deux acteurs.

Cette seconde partie explore ainsi les interactions et interdépendances qui circonscrivent le lien entre la RAND et le Département de la Défense depuis la fin de la Guerre froide. Pour ce faire, nous partons d'une hypothèse précise : la proximité sociologique entre la RAND et l'administration militaire américaine induit des *effets de miroir* cognitifs qui permettent d'apprécier, à travers l'évolution intellectuelle de la première, celle de la seconde.

Bien évidemment, le terme d'évolution peut poser problème tant il suppose un agencement chronologique *a posteriori* créant un ordre, une logique sous-jacente, qui guiderait le processus politique et doctrinal de l'armée américaine, depuis la fin de la Guerre froide. Autrement dit, on ne doit pas ici se laisser guider par l'*illusion rétrospective* qui nous ferait croire à une chaîne rationnelle et évidente de causalités. Parce que notre travail n'a aucunement été pensé comme une historiographie, les pages suivantes ne présentent pas une *histoire des idées militaires* de 1989 à nos jours. En revanche, nous montrons comment les propriétés sociologiques des acteurs, et corollairement les *effets de champ*, tendent à s'illustrer dans la rupture macropolitique choisie. Plus précisément, par *effets de champ*, nous désignons les déplacements intra-sectoriels d'acteurs, la réorientation de leurs pratiques et la réévaluation de leurs capitaux en fonction des mutations du champ d'origine.

Il en découle deux phénomènes analysés dans les pages suivantes : la démarche de *scientifisation*, par la RAND, des incertitudes militaires sur la période donnée et les luttes au sein de celle-ci sur la définition de son identité contemporaine, en quelque sorte de son *conatus*.

Ainsi, comprendre le *travail stratégique* exécuté au quotidien par notre acteur fait apparaître les lignes de partage intellectuelles et institutionnelles au sein du champ depuis la fin de la Guerre froide : la baisse budgétaire du Département de la Défense favorisant un regain concurrentiel, le contexte militaire incitant les promoteurs de l'*Airpower* à défendre leurs thèses, l'incertitude politique des administrations successives conduisant les chercheurs à se consacrer à des problématiques logistiques et techniques.

Saisir la RAND à travers sa relation avec l'armée américaine permet, ensuite, d'appréhender au plus près comment par *effet de miroir*, l'objet d'étude se trouve soumis à des *crises* identitaires et des conflits idéologiques.

Chapitre 1
La consolidation scientifique des nouvelles préoccupations militaires

Plusieurs chercheurs de la RAND nous ont conté une même histoire, sans exactement savoir si elle partait d'une réalité originelle ou s'il s'agissait d'une légende institutionnelle :

En novembre 1989, quelques jours après la chute du mur de Berlin, la direction de la RAND aurait rassemblé son conseil d'administration dans la salle de conférence du siège de Santa Monica. S'y trouvaient ainsi réunis une quarantaine de personnes, ayant occupé divers postes à responsabilités dans des administrations fédérales. Alors que James Thomson, nouveau Président, présentait les budgets actuels de l'organisation, un administrateur, anxieux, se serait levé, aurait interrompu Thomson et lui aurait demandé « *dans quelle mesure la RAND peut-elle vivre dans un monde privé de Guerre froide ?* »

Quelque peu décontenancé, Thomson se serait tourné vers son collègue, Michael Rich qui aurait répondu « *c'est une excellente question, nous devrions engager quelqu'un qui réfléchirait à ce problème et rédigerait une étude.* » Ce à quoi, avec un léger sourire, James Thomson aurait rétorqué « *Mike, nous vendons cette camelote,* (sic.) *nous ne l'achetons pas !* »[513].

Derrière la forme humoristique de l'anecdote, se cache la crainte qui traverse les expériences individuelles qui nous sont contées. Dans le monde post-bipolaire, les experts ont souvent craint que disparaissent la pertinence, l'utilité sociale de la RAND, et l'*illusio* sectoriel, qui permettaient à des organismes de survivre financièrement. Or ce sentiment partagé par les personnes interrogées ne peut pas s'expliquer uniquement au travers de l'analyse de l'environnement concurrentiel à laquelle notre première partie a été consacrée. Il apparaît, en effet, que certaines propriétés du champ et les positions adoptées par l'acteur se trouvent modifiées lorsque l'organisation centrale – le

[513] Entretiens, Anonymes.

Département de la Défense – traverse, elle-même, une *crise*, telle que la fin de la Guerre froide. Parmi les éléments fondamentaux auxquels se soumet la RAND, figurent cette *doxa* et son corollaire, les réseaux tissés entre individus, abordés dans notre première partie. En se rapprochant au plus près des dominants pour échapper à son statut de dominé du champ, l'organisation n'en reste pas moins prisonnière des positions et prises de position que les premiers adopteront, selon les tendances politiques générales ou propres aux études stratégiques.

Autrement dit, saisir les mécanismes socio-politiques, dans lesquels la RAND se trouve imbriquée par son activité, conduit non seulement à examiner celle-ci face à ses rivaux mais aussi à penser ses positions et prises de position comme les éléments visibles d'un dispositif plus large, celui de l'élaboration des politiques américaines de défense.

On a précédemment expliqué comment la structuration et autonomisation d'un champ des études stratégiques aux Etats-Unis a permis la routinisation de l'activité d'acteurs tels que les experts indépendants, les consultants, *defense intellectuals*. Il reste néanmoins à préciser l'ingénierie particulière, à partir de laquelle la RAND, comme d'autres, vient à contribuer à des décisions politiques et militaires. Pour cela, il faut concevoir la *chose militaire* comme un objet s'intégrant aux grilles d'analyse génériques des politiques publiques[514]. De la sorte, les interactions entre la RAND et les armées américaines peuvent autant apporter à la sociologie politique que celles entre géographes et la DATAR ou maisons d'édition et ministère de la Culture[515] car, comme l'explique Pierre Muller, elles offrent une perspective directe « *pour saisir l'État à partir de son action, c'est-à-dire à partir de ses outputs* »[516]. Le *travail stratégique* de notre objet d'étude se voit ainsi intégré à une entreprise collective, qui entend déterminer les objectifs, voies et moyens d'une administration d'Etat, le Département de la Défense[517].

---

[514] Sur ce point, cf. l'article programmatique de VENNESSON, « Idées, politiques de défense et stratégie …», *op. cit.*, pp. 749-760.

[515] MASSARDIER Gilles, *L'Etat savant. Expertise et aménagement du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996 ; SUREL Yves, *L'État et le livre. Les politiques publiques du livre en France (1957-1993)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

[516] MULLER Pierre, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue Française de Science Politique*, 50 (2), 2000, p. 190.

[517] La création du Département de la Défense offre une illustration significative des rapports de force dont il est issu et qui le traversent encore. Le National Security Act de 1947 prévoit la création d'une structure administrative intégrée, regroupant les trois armées et le ministère de la Guerre. Celle-ci est complétée par un commandement militaire centralisé: le *Joint Chief of Staff* (JCS). En 1949, le Département de la Défense est créé. Le poste de Secrétaire à la Défense, pourvu de réels pouvoirs décisionnels et budgétaires, n'a laissé qu'une place symbolique aux secrétaires à la Guerre et à la Marine. Du point de vue du

Dès lors, parce que l'activité de la RAND s'inscrit dans un processus politique et militaire conduisant à la formulation de doctrines, il nous faut commencer par fixer les caractéristiques proprement sociologiques de ces dernières. Autrement dit, il importe de comprendre à quoi servent – du moins selon les acteurs – les *doctrines*, à qui elles s'adressent et comment elles s'élaborent.

D'un point de vue factuel, observons tout d'abord l'ensemble de la production doctrinale, dans laquelle l'US Air Force, l'un des principaux clients de la RAND, s'investit[518]. Il s'agit d'un corpus prolifique, qui s'est accumulé depuis la fin des années quarante. Les documents se subdivisent en échelons tactiques, opératifs et stratégiques. On peut ainsi repérer la série de documents intitulés AFTTP 3 – pour *Air Force Tactics, Techniques, and Procedures* – rassemblant quelques 1000 textes révisés sur une base quasi-annuelle, les *Air Force Doctrine Documents* (AFDD) déterminant l'emploi de la force aérienne et comprenant des textes spécialisés (par exemple AFDD 2-1.1, AFDD 3.2.1.). Outre ce corpus déjà imposant, l'Air Force s'engage régulièrement dans des exercices de prospective conduisant à des documents, tels qu'Air *Force 2010*, *Air Force 2020*. Par ailleurs, l'arrivée de Donald Rumsfeld au Département de la Défense, promoteur d'une *transformation* des armées, a conduit l'Air Force à publier *US Air Force Transformation Flight Plan*. Le corps d'armée participe également à des travaux plus généraux tels que la *Quadrennial Defense Review, National Defense Strategy, National Military Strategy*.

Nous percevons donc que l'exercice de la formulation doctrinale représente une activité fondamentale pour les militaires. Pour autant, comment peut-on définir la valeur institutionnelle, sociale que celle-ci recouvre ? Dans son ouvrage classique *The Sources of Military Doctrine*, l'universitaire américain, Barry Posen, livre les premiers éléments de définition et de spécificités de la *doctrine*. « *Au sein de la grande stratégie, la doctrine militaire pose les priorités parmi les divers forces armées et prescrit comment ces forces devraient être structurées et employées pour atteindre les fins visées* » écrit-il[519]. Il

---

commandement opérationnel, le *Chairman of the Joint Chief of Staff* doit centraliser la conduite des opérations. Son rôle est cependant resté marginal jusqu'en 1953, tandis que celui du secrétaire à la défense a rapidement pris de l'essor.

[518] Une telle recension s'avérant inutilement fastidieuse, on pourra se référer en tant que de besoin à celle réalisée par DE DURAND Etienne, IRONDELLE Bastien, *Stratégie aérienne comparée : France, Etats-Unis, Royaume-Uni*, Paris, Centre d'Etudes en Sciences Sociales de la Défense, 2006, pp. 70-72.

[519] POSEN Barry R., *The Sources of Military Doctrine: France, Britain, and Germany between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984, p. 7. Texte original: « *Within grand strategy, military*

précise ensuite « *deux questions sont importantes: quels moyens doivent être employés? Et comment doivent-ils être employés ?* »[520]. Enfin, et c'est le point le plus intéressant, Posen souligne le phénomène bureaucratique qui entoure la doctrine:

> « *La doctrine militaire inclut le mode d'action préféré d'un ensemble de services, d'un service ou d'un sous-service pour mener des guerres. Elle reflète les jugements d'officiers militaires professionnels – et à un moindre niveau mais tout aussi significatif – les leaders civils, à propos de ce qui est et n'est pas militairement possible et nécessaire* »[521].

Sur un plan politique, le Département de la Défense a pris soin à maintes reprises de formuler sa définition officielle de la *doctrine*. Parmi d'autres, on peut se pencher sur celle du général Decker, Chef d'Etat-major de l'US Army de 1960 à 1962. Ce dernier explique que la « *doctrine offre à une organisation militaire une philosophie commune, un langage commun, un dessein commun et un axe d'effort* »[522]. Apparaît ici une légère digression, quant aux aspects techniques et institutionnels mis en relief par Posen. Decker attribue à la *doctrine* une ambition plus large que la définition d'un programme, d'un aiguillon de politiques publiques. En créant une *philosophie commune*, un entre-soi guerrier, la doctrine devient l'expression officielle de ce qu'il est convenu d'appeler dans le langage indigène la *culture stratégique*.

Ce concept, apparu dans les années soixante-dix, dans le sillage de la littérature du culturalisme politique, désigne, selon l'universitaire israélien Yitzhak Klein, « *l'ensemble des attitudes et croyances professées au sein d'un appareil militaire, à propos de l'objectif politique de la guerre et de la méthode stratégique et opérationnelle la plus efficace pour l'atteindre* »[523]. Si l'on peut mettre en doute la pertinence scientifique d'un tel concept, force est de reconnaître que, chez les acteurs interrogés, la

---

doctrine sets priorities among various military forces and prescribes how these forces should be structured and employed to achieve the ends in view ».

[520] POSEN, *op. cit.*, p. 13. Texte original: « *Two questions are important: what means shall be employed? and How shall they be employed?* ».

[521] *Ibid.*, p. 14. Texte original: « *Military doctrine includes the preferred mode of a group of services, a single service, or a subservice for fighting wars. It reflects the judgments of professional military officers, and to a lesser but important extent civilian leaders, about what is and is not militarily possible and necessary* ».

[522] Cité par Joint Publication 1, *Doctrine for the Armed Forces of the United States*, Département de la Défense, 14 mai 2007, p. 27. Texte original: « *Doctrine provides a military organization with a common philosophy, a common language, a common purpose, and a unity of effort* ».

[523] KLEIN Yitzhak, « A Theory of Strategic Culture », *Comparative Strategy*, 10 (1), 1991, p. 3.

culture stratégique fait bien partie d'un ensemble de croyances partagées. On peut apprécier au plus près la prégnance de ce culturalisme dans un ouvrage classique, *The Masks of War*, de Carl Builder, ancien analyste à la RAND. Ce dernier explique ainsi, dans son introduction, la thèse qu'il défend :

> « *Ce livre avance trois arguments élémentaires : 1/ Les institutions, bien que composées de beaucoup d'individus changeant continuellement de postes, ont des personnalités distinctes et permanentes qui gouvernent leur comportement. 2/ Les plus puissantes institutions dans la sphère de la "sécurité nationale" américaine sont les corps d'armée – l'Army, la Navy et l'Air Force – et non le Département de la Défense ou le Congrès ou même leur commandant en chef, le Président. 3/ Comprendre les personnalités distinctes et continues de l'Army, la Navy et l'Air Force, permet de comprendre très exactement ce qui est arrivé et ce qui arrivera dans les sphères militaire et de "sécurité nationale" américaines* »[524].

Sur cette persistance du prisme culturaliste, le chercheur Christophe Wasinski souligne les enjeux sociologiques d'un concept tel que la *culture stratégique* :

> « *Il faut considérer qu'à travers la notion de culture stratégique, les différentes armes réalisent leur propre narration sociologique (ou "sociologisante") des évènements passés. C'est par ce biais que les acteurs et la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes se créent et gagnent en cohésion* »[525].

L'idée de narration institutionnelle permet de percevoir l'un des aspects les plus saisissants du rapport entretenu par l'armée américaine – et plus particulièrement par l'Air Force – avec le champ des études stratégiques. En effet, comment peut-on créer un entre-soi, un héritage institutionnel spécifique tout en faisant appel à des organismes extérieurs ? La RAND offre, à cet égard, un terrain extrêmement propice à l'observation indirecte de ces luttes. On peut y examiner la cohabitation, au sein de la même organisation, de centres spécifiques, les FFRDCs, financés par des organes concurrents

[524] BUILDER Carl, *The Masks of War: American Military Styles in Strategy and Analysis*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989, p. 3. Texte original: « *This book advances three simples arguments : 1/Institutions, while composed of many, ever-changing individuals, have distinct and enduring personalities of their own that govern much of their behavior. 2/The most powerful institutions in the American national security arena are the military services – the Army, Navy, and Air Force – not the Department of Defense or Congress or even their commander in chief, the president. 3/ To understand the distinct and enduring personalities of the Army, Navy, and Air Force is to understand much that has happened and much that will happen in the American military and national security arenas* ».
[525] WASKINSKI, « Créer une Révolution dans les affaires militaires… », *op. cit.*, p. 154.

du Département de la Défense : Air Force, Army, Navy, Marine Corps, cabinet du secrétaire à la Défense. Force est de constater que les arguments intellectuels sont affinés dans ces laboratoires extérieurs, que les matrices discursives s'y préparent et que les luttes bureaucratiques s'y organisent.

Dès lors, à travers la RAND, on peut déterminer les relations de dépendance entre les acteurs privés et les institutions publiques qui concourent à l'élaboration des doctrines militaires depuis la fin de la Guerre froide. On peut relier les évolutions doctrinales à leurs conditions de production telles que les réseaux d'acteurs, les cultures organisationnelles, les héritages historiques et la configuration institutionnelle.

Pour ce faire, il faut appuyer notre analyse sur des cadres conceptuels précis. En effet, si nous bénéficions d'ores et déjà de définitions de la *doctrine*, nous devons aborder celle-ci – non pas comme un simple produit fini arbitrant des rapports de force – mais comme un processus intermédiaire qui conduit les institutions du désordre discursif au consensus formalisé.

A cet égard, on trouve, dans les travaux de l'universitaire anglais Oliver Daddow, des pistes particulièrement fructueuses. En se fondant sur les politiques de défense britanniques au cours des décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix, Daddow propose un modèle d'analyse à plusieurs échelons de l'élaboration d'une *doctrine* militaire.

La première strate représente celle des rédacteurs de la doctrine, les individus chargés d'écrire le texte qui édicte la *doctrine*. La seconde désignerait les réseaux dans lesquels sont insérés les rédacteurs au sein de leur armée, en interarmées, avec l'expertise civile (universitaires, journalistes, experts indépendants). Le troisième palier contient l'environnement politique national (rapport avec les pouvoirs exécutif et législatif, influence de l'opinion publique). Le dernier niveau renvoie au contexte international (les pays alliés, les organisations internationales telles que l'OTAN, les doctrines étrangères).

Oliver Daddow conçoit donc la production de la doctrine comme une pyramide inversée, formant un entonnoir, partant du contexte international, en passant par le niveau interne et celui des réseaux jusqu'au rédacteur effectif[526]. On note que son second cercle – les réseaux – s'apparente au champ des études stratégiques. Cela permet ainsi de retracer le fil conducteur du processus doctrinal en mettant en perspective les multiples

[526] Cf., Annexe 15. DADDOW Oliver, « British Military Doctrine in the 1980s and 1990s », *Defense Studies*, 3 (3), 2003, pp. 103-113. Cf., également DE DURAND, IRONDELLE, *op. cit.*, pp. 20-21.

acteurs institutionnels qui se rencontrent et se confrontent à l'intérieur de l'administration militaire comme à l'extérieur *proche* – les autres instances de l'exécutif – et *lointain* – les institutions étrangères alliées[527].

Si la grille de lecture de Daddow permet de repérer efficacement des acteurs du processus doctrinal, elle ne nous dit rien sur les conditions d'élaboration. Il nous faut donc revenir à Barry Posen, celui-ci voyant à l'œuvre, dans ce mouvement, trois variables spécifiques : l'objet de l'organisation (*purpose*), les individus qui la composent et son environnement institutionnel[528]. Il s'agirait ainsi d'une combinaison entre les cultures des organisations, les acteurs qui les représentent et le contexte sociopolitique.

Dans le cas de Posen, comme de Daddow, les auteurs se réfèrent explicitement à l'apport des grilles d'analyse classiques de Graham Allison. Celui-ci combine les traditionnelles théories des relations internationales et le modèle dit *bureaucratique* pour appréhender la prise de décision, en matière de politique étrangère[529]. Chez Allison, trois éléments viennent structurer le processus décisionnel : les objectifs stratégiques, la configuration institutionnelle et le jeu politique.

Par ailleurs, dans un travail de recherche daté de 2006, les chercheurs français Etienne de Durand et Bastien Irondelle avancent cinq séries de facteurs concourant à des niveaux différents à la production de la doctrine militaire : « *les facteurs technologiques ; le rôle de la culture, des idées, des normes ; les calculs stratégiques liés à l'appréciation de la menace et du contexte stratégique ; les rivalités entre des organisations ayant des intérêts concurrents dans l'allocation des ressources ; le contexte politico-institutionnel* »[530].

En prenant acte de cet ensemble qui entend synthétiser les apports tant de Posen, Daddow que de Decker, on peut à présent rendre compte des effets des luttes internes au Département de la Défense, sur le champ des études stratégiques.

Enfin, il importe de s'affranchir du rôle du Congrès, élément *extrasectoriel*, propre au contexte politico-institutionnel américain, qui influe grandement sur l'administration militaire et, en conséquence, sur l'espace social étudié. Si le Président ne peut, en effet, déclarer la guerre sans l'aval du Congrès, ce dernier ne voit pas sa marge

[527] Pour un schéma illustratif du processus doctrinal selon Olivier Daddow, cf., Annexe.
[528] POSEN, *op. cit.*, pp. 42-43.
[529] ALLISON Graham, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, New York, Little Brown, 1971.
[530] DE DURAND, IRONDELLE, *op.cit.*, p. 22.

de manœuvre se limiter à ce simple rôle de veto. En l'occurrence, les parlementaires avalisent ou demandent des modifications du budget annuel que lui soumet le Secrétaire à la Défense. Les sénateurs et députés arbitrent les querelles budgétaires entre services, les mises en concurrence industrielles, les nominations et promotions d'officiers supérieurs.

Pour consolider ce rôle, chaque Chambre dispose de commissions parlementaires spécifiques sur les forces armées, les affaires étrangères, la sécurité intérieure. Celles-ci disposent de larges moyens financiers et peuvent convoquer des responsables de haut rang, tel que Donald Rumsfeld en 2004 – alors Secrétaire à la Défense – qui a été entendu pendant plus de six heures par une commission sénatoriale au sujet du scandale de la prison d'Abu Ghraib.

Par ailleurs, le Congrès se compose, outre des congressistes, des *staffers* qui viennent soutenir le travail quotidien des premiers. Les parlementaires disposent de structures d'expertises propres telles que le *Congressionnal Research Service* (CRS) et le *Government Accountability Office*. Le premier s'apparente à un centre de recherche siégeant à la Bibliothèque du Congrès et chargé de rédiger des notes de synthèse et des dossiers approfondis sur les thématiques abordées lors des débats parlementaires. Le CRS comprend notamment une section *Foreign Policy – Defense – Trade* qui permet, aux représentants et aux sénateurs, de se munir de leurs propres données, lorsque les émissaires du Département de la Défense viennent défendre leurs budgets.

Pour sa part, le *Government Accountability Office* (GAO), agence également rattachée au pouvoir législative, se rapproche d'une Cour des comptes américaine, chargée de vérifier l'efficacité des Départements de l'exécutif. Tout rapport du GAO émet ainsi des observations, des objections et des recommandations effectives qui sont ensuite reprises et exploitées par le Congrès.

Bien évidemment, comme toute institution, le Congrès reste difficilement compréhensible comme une entité marmoréenne. John Kingdon nous rappelle dans son ouvrage *Agendas, Alternatives and Public Policies,* que la dialectique entre stratégies individuelles et institutionnelles se trouve exacerbée :

> « *On doit examiner le rôle du Congrès dans la mise sur agenda avec des attentes partagées. D'une part, le Congrès est le lieu des représentants du peuple, le temple de nombreuses responsabilités constitutionnellement établies et l'objet de l'attention des médias et du public. De l'autre, le Congrès peut engendrer 535 agendas individuels, incapables de se*

coordonner. Il peut manquer de contrôle sur la mise en œuvre de ses initiatives, avoir des déficiences en matière d'expertise requise pour préparer des propositions détaillées et être à la merci de groupes d'intérêt, de circonscriptions et de pressions administratives qui le font osciller de-ci de-là, l'empêchant de fixer lui-même un agenda »[531].

Prenant acte de ces données institutionnelles et sociologiques, on peut comprendre comment les parlementaires américains se trouvent directement impliqués dans la restructuration du champ des études stratégiques. En effet, par leurs pressions exercées pendant la décennie quatre-vingt-dix en faveur d'une baisse générale du budget de défense, et plus précisément des allocations de fonds aux FFRDCs, les *congressmen* ont engagé des ruptures non négligeables dans les interactions au sein du secteur.

Reste, à présent, un dernier élément théorique à communiquer. Observer et analyser les mobilisations des acteurs au cours du processus de mise en œuvre de politiques et de doctrines ne peut pas se réduire à une étude, nécessaire mais non suffisante, des *promoteurs* de projets et des *courtiers* les entourant. Traduire une réalité sociale exige de caractériser à la fois les individus qui y contribuent et le contenu, *l'objet*, de leurs mobilisations. Comprendre les changements majeurs au sein de la sphère des études stratégiques conduit à caractériser non seulement les interactions individuelles et institutionnelles mais également le support de celles-ci – les thèses défendues. Autrement dit, il faut examiner les concepts et les théories promus et employés dans les nombreux documents officiels du Département de la Défense à travers les travaux d'expertise externe jugés *incontournables*.

De cette façon, il s'agit de penser les adaptations entrepreneuriales et intellectuelles de la RAND Corporation, de manière conjointe et fluide. Or face au contenu intellectuel des études stratégiques, l'exercice sociologique peut s'avérer délicat. Comment adopter une perspective critique quant à la *Révolution dans les Affaires*

[531] KINGDON John, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York, Longman, 2003, p. 34. Texte original: « *One comes to a consideration of the place of Congress in agenda setting with mixed expectations. On the one hand, Congress is the location of the people's representatives, the repository of many constitutionnaly established responsibilities, and the object of media and public attention. On the other, Congress may produce 535 individual agendas incapable of coordination, may lack control over implementation, may have deficiencies in the expertise necessary to draft detailed proposals, and may be at the mercy of interest groups, constituencies, and administration pressures that pull them hither and yon, preventing them from setting an agenda of their own* ».

Militaires, les *Systèmes de systèmes*, les *effects-based operations*[532] sans user nous-mêmes de termes et raisonnements indigènes ? L'autonomie d'un savoir militaire puise sa force de la clôture stricte des usages linguistiques entourant son objet. Plus que tout autre domaine, la guerre se voit délimitée, balisée par des termes tant théoriques que techniques qui forment une ossature restrictive. En conséquence, l'observateur extérieur de ce monde doit affronter le coût symbolique d'entrée dans le champ – son *langage de connivence* – et peut se trouver bien en peine lorsqu'il doit aborder, avec les acteurs interrogés, des questions pour lesquelles la confiance qui lui est accordée dépend de sa capacité à assimiler un vocabulaire et des outils rhétoriques spécifiques. Ne pas réussir à faire la distinction entre avions de combat et bombardiers ou entre UAV (*Unmanned Aerial Vehicles*) et UGV (*Unmanned Ground Vehicles*) peut avoir des effets dramatiques sur la relation au terrain.

Nous ne devons donc pas importer volontairement – voire involontairement – des éléments de langage de notre objet d'étude mais en spécifier les caractéristiques, pour mieux appréhender les transformations intellectuelles sous-jacentes qui se sont opérées au cours des deux décennies. Dans cette perspective, nous examinons les travaux de la RAND comme des outils prétendument *scientifiques* de légitimation des nouvelles préoccupations militaires américaines.

Or quel enjeu sociologique recouvre cette pratique? Dans son ouvrage, *Homo Academicus*, Pierre Bourdieu rappelle parfaitement ce que signifie le phénomène de *scientifisation* au plan sociologique :

> « *Si la scientificité socialement reconnue est un enjeu si important, c'est que, bien qu'il n'y ait pas de force intrinsèque de la vérité, il y a une force de la croyance dans la vérité, de la croyance que produit l'apparence de la vérité : dans la lutte des représentations, la représentation socialement reconnue comme scientifique, c'est-à-dire comme vraie, enferme une force sociale propre et, quand il s'agit du monde social, la science donne à*

[532] Dans une note de recherche du Laboratoire de Recherche de Défense, Philippe Coquet donne la définition des « *effects-based operation* »: « *Enoncé simplement, le concept d'opérations basées sur les effets consiste à identifier et à traiter de façon appropriée les capacités essentielles et critiques de l'adversaire, de la façon la plus efficace possible, en vue de produire un effet conforme aux objectifs définis par l'autorité politique pour l'opération ou la campagne entreprise. Capitalisant sur la destruction de cibles (ou d'autres effets par le biais de moyens non létaux), les EBO visent à générer des effets de deuxième ordre, contraignant ainsi les dirigeants adverses à réagir de façon conforme aux objectifs globaux des opérations* ». Cf., COQUET Phillipe, « Opérations basées sur les effets : rationalité et réalité », *Focus stratégique*, 1, IFRI-Laboratoire de Recherche sur la Défense, oct. 2007, p. 5.

celui qui la détient, ou qui donne les apparences de la détenir, le monopole du point de vue légitime, de la prévision auto-vérifiante »[533].

Ainsi les deux sections suivantes étudieront-elles cette dynamique en deux volets : les effets sectoriels des mutations du Département de la Défense et les traductions intellectuelles de celles-ci sur la RAND à travers sa production de rapports.

1. Les effets structurants des mutations du Département de la Défense

Pour les besoins de la démonstration, il apparaît nécessaire d'analyser les éléments macropolitiques déterminants quant à l'évolution de la RAND – et plus globalement celle du champ des études stratégiques – soit les propres mutations de l'acteur hégémonique, le Département de la Défense américain.

Dans quelle mesure peut-on qualifier les pratiques recouvertes par l'administration militaire depuis 1989 de réorientations et de mutations ? Rappelons que le changement reste, selon l'expression de Michel Dobry, « *l'une des catégories fourre-tout parmi les plus accueillantes de celles dont dispose la science politique* »[534]. Formaliser les éléments, permettant d'appréhender ce phénomène en matière de politiques publiques, exige d'interroger les indicateurs sociologiques permettant de qualifier le contexte de restructuration.

Sur ce point précis, dans un article de la *Revue Française de Science Politique*, le chercheur Pierre Muller propose une solide théorie du changement de l'action publique. Il considère ainsi qu'un changement de politique publique advient, lorsque l'on peut observer les trois changements suivants : 1) un changement des objectifs des politiques, et plus généralement, des cadres normatifs qui orientent l'action publique ; 2) un changement des instruments qui permettent de concrétiser et de mettre en mouvement l'action publique dans le domaine concerné ; 3) un changement des cadres institutionnels

[533] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 44.
[534] DOBRY, *op. cit.*, p. 15.

qui structurent l'action publique dans ce même domaine[535].

Cette section montre que le processus décisionnel au Département de la Défense permet d'examiner ces trois variables. A travers la réflexion entamée au début des années quatre-vingt-dix, sur les menaces post-bipolaires pesant sur les Etats-Unis, a émergé un scénario de référence se fondant sur la potentialité de deux conflits régionaux simultanés – les *major regional contingencies*. Sont ainsi apparus de nouveaux objectifs politiques auxquels doivent s'indexer les moyens techniques et budgétaires. La problématique des effectifs et l'ascendant pris par les nouvelles technologies – au détriment du facteur humain – ont modelé les mutations en matière de mise en œuvre de l'action publique. Enfin, la primauté bureaucratique offerte à des corps d'armée – tels que l'Air Force – et la consécration intellectuelle des travaux d'Andy Marshall et de l'*Office of Net Assessment* ont consacré le changement des cadres institutionnels. Ensemble, ces éléments permettent donc de constituer, ou plus exactement, de reconstituer un *référentiel* de politique de défense, tel que Pierre Muller le définit :

> « *Le référentiel est constitué d'un ensemble de prescriptions qui donnent du sens à un programme politique en définissant des critères de choix et des modes de désignation des objectifs. Il s'agit à la fois d'un processus cognitif permettant de comprendre le réel en limitant sa complexité et d'un processus prescriptif permettant d'agir sur le réel. De ce fait, le processus de construction d'un référentiel correspond à un double mécanisme : une opération de décodage du réel afin d'en diminuer l'opacité et une opération de recodage du réel pour définir un programme d'action publique* »[536].

Le double mouvement de *décodage cognitif* et *recodage prescriptif*, à l'œuvre dans la production du référentiel, a ainsi fait percevoir le processus de mutation en cours au Département de la Défense à partir de 1989. Or comment peut-on, à partir de cette première série de postulats, affirmer qu'ils ont produit un effet structurant sur le champ des études stratégiques et, plus particulièrement, sur la RAND ?

Il apparaît que l'administration militaire américaine, comme producteur social de règles et de propriétés sectorielles, a disposé de capacités implacables pour faire infléchir

[535] Cette théorie du changement est le fait de Pierre Muller. Cf., MULLER Pierre, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique : Structures, acteurs et cadres cognitifs », *Revue Française de Science Politique*, (1), fév. 2005, pp. 155-189.
[536] MULLER Pierre, *Les Politiques publiques*, 5e éd., Paris, PUF, QSJ, 2003, p. 63.

les routines établies durant la Guerre froide. Sur le passage entre ces deux *états* du champ, nous appuyons notre analyse sur ce que Pierre Bourdieu démontre lorsqu'il écrit :

> « *On ne peut comprendre la crise sans comprendre dans sa vérité l'ordre doxique avec lequel elle rompt et que cette rupture même fait comprendre. Il est à peine possible de décrire les deux états, organique et critique, de l'institution, autrement que dans leur relation, en passant sans cesse de l'un à l'autre, l'état critique fonctionnant comme analyseur pratique de l'état organique* »[537].

A la fois notre observation participante au sein de la RAND et nos entretiens avec des chercheurs et des consultants nous ont convaincus d'une relation directe qui dépassait la simple hypothèse de sens commun. « *1989 : le mur de Berlin s'effondre, la paix advient : la pire chose qui pouvait nous arriver !* » a ironisé Jeremy Shapiro, ancien de la RAND parti depuis à la Brookings[538]. Bien évidemment, on ne peut saisir comment cette rupture a affecté la RAND sans garder à l'esprit « *l'ordre doxique avec lequel elle rompt* » [539]. Le vice-Président exécutif Michael Rich nous a justement rappelés :

> « *Pour comprendre l'évolution de la RAND après 1989, il faut paradoxalement revenir aux années soixante. A cette époque, nous avions décidé de diversifier notre clientèle, de travailler pour des structures civiles au Pentagone mais aussi hors de la sphère militaire. Progressivement, nos contrats avec l'Air Force ont vu leur part du budget global s'amenuiser. Nous avons commencé à développer des pôles d'activité sur les questions sociales, économiques. En une décennie, ils sont devenus des piliers financiers. Puis, en 1980, Reagan est arrivé au pouvoir. Il a estimé que le gouvernement devait se désinvestir de tous ces secteurs et, inversement, que le budget de la défense devait augmenter. Par un effet de miroir, cela a eu le même impact au sein de la RAND. En l'espace de quelques années, tout notre travail de diversification a été anéanti. En 1989, nos activités défense avaient complètement étouffé les autres et représentaient 88% de notre budget annuel* »[540].

Les archives institutionnelles permettent d'apprécier les tactiques et les prises de position privilégiées à cette époque. Ainsi, lorsque, le 16 août 1989, James Thomson a pris ses nouvelles fonctions en tant que quatrième Président de la RAND Corporation, il a

[537] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit*., p. 198.
[538] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 2 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[539] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit*., p. 198.
[540] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

affirmé que l'une de ses priorités était de « *maintenir et renforcer les relations de la RAND avec [ses] clients du Département de la Défense* »[541]. Pour ce faire, la RAND s'est progressivement cantonnée à une expertise technique, non seulement parce que les membres de sa direction – James Thomson et Michael Rich – estimaient que celle-ci représentait la stratégie de développement adéquate, mais parce que cela correspondait à la propre évolution de son principal bailleur de fond, le Département de la Défense. Au cours des deux dernières décennies, l'inflation de structures propres à l'administration militaire – notamment au sein de l'Air Force – en matière de recherche fondamentale et d'analyse stratégique, a été renforcée par la victoire institutionnelle, au sein du Département de la Défense, de l'*Office of Net Assessment* d'Andrew Marshall. Ce dernier a réussi à créer puis à capter la problématique technologique de l'après-Guerre froide en édifiant la fameuse *Révolution dans les Affaires Militaires*.

« *Paradoxalement, après avoir fait beaucoup appel à la RAND pendant la Guerre froide, le Pentagone a élaboré ses propres concepts et produit ses propres innovations intellectuelles à partir de 1989* » a constaté, avec une certaine ironie, Laurent Murawiec[542].

Pour autant, il ne s'agit pas de réduire la dépendance structurelle de la RAND au prisme économiciste. Notre objet d'étude ne se borne pas à suivre les inflexions financières et les choix budgétaires de son principal client.

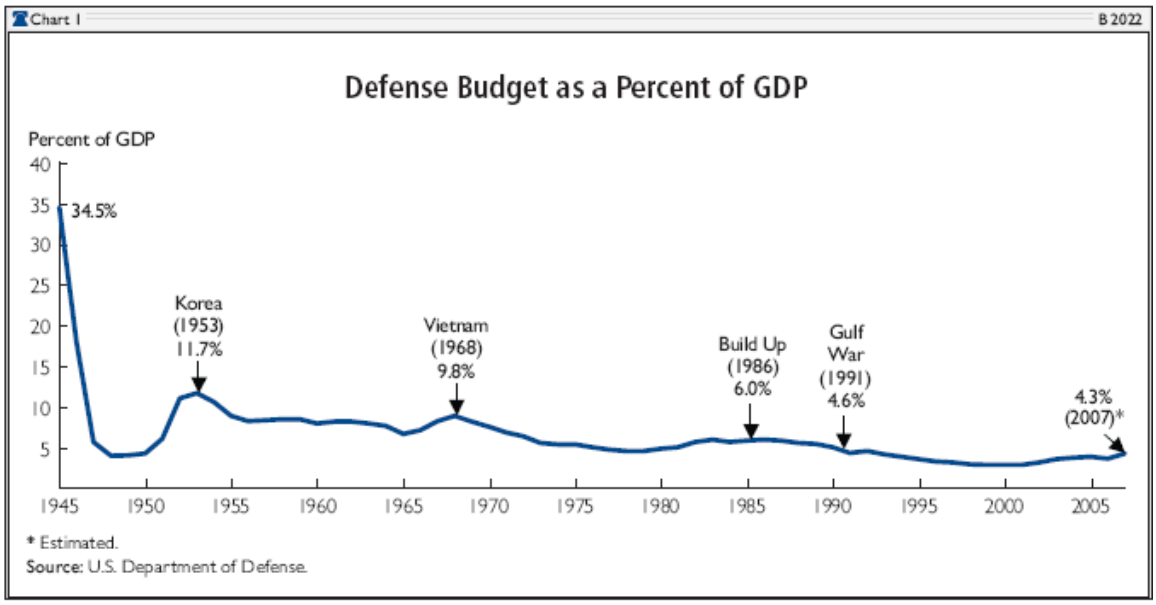
Nous entendons montrer ici que cette monocausalité peut être exagérée et qu'elle ne permet pas ni de comprendre ni d'expliquer les principaux *effets de champ* depuis 1989. C'est pourquoi nous aborderons les trois dimensions – économique, politique et militaire – des mutations du Département de la Défense ; Chacune de ces dimensions dévoile les effets structurels que peut induire un acteur occupant une position hégémonique dans un monde social délimité.

[541] THOMSON James, « The President's Message » in: *RAND Annual Report*, 1988-1989, p. iii.
[542] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 11 novembre 2006 à l'Hudson Institute (Washington).

11. La rationalisation budgétaire post-Guerre froide de l'armée américaine

En 1989, avec un certain sens diplomatique, James Thomson et Lloyd Morrisett, respectivement Président de la RAND et représentant de son Conseil d'administration, écrivent dans le rapport annuel de l'organisation que « *si les dépenses de défense américaines sont réduites dans les années quatre-vingt-dix – et tout indique que cela sera le cas – le besoin en analyses politiques, telles que celles de la RAND, va probablement grandir. De graves décisions nationales exigeront des études solides* »[543].

Il importe de replacer cette question budgétaire dans son contexte historique. Comme le tableau suivant l'indique, la perception d'un budget de la défense américain qui aurait subitement été drastiquement réduit sous les pressions d'un Congrès hostile s'avère largement erronée tant on peut constater que depuis la guerre du Viêt-Nam, le budget en question s'est stabilisé entre cinq et dix pour cent du PIB américain.



Nous nous intéressons donc moins aux aspects proprement financiers qu'institutionnels de la problématique budgétaire. Autrement dit, il s'agit de saisir comment, à partir de la fin de la Guerre froide, a émergé un nouveau *référentiel* en

[543] THOMSON James, MORRISETT Lloyd « Foreword » in: *RAND Annual Report*, 1988-1989, p. xi. Texte original: « *If US defense outlays are cut back in the 1990s, and indications are that they will be, the need for policy analysis of the kind that RAND performs is likely to increase. Hard national choices will require hard study* ».

matière de budget de la défense. De l'aveu d'un chercheur à la RAND, cela revient à comprendre comment les acteurs ont remplacé l'expression emblématique « *how much is enough ?* » par « *how less is enough ?* »[544].

On retrouve cette idée, de manière récurrente, en examinant les archives parlementaires de l'époque. Ainsi, le 31 juillet 1991, lorsque la commission budgétaire de la Chambre des Représentants a reçu le Secrétaire à la Défense Dick Cheney, son Président a introduit la séance en des termes explicites :

> « *Le jour où le Président des Etats-Unis et le Président de l'Union soviétique signeront cet accord de désarmement historique, la question sera de savoir si nous assurerons, dans le futur, la pérennité de budgets de défense devenus routiniers* [*business as usual*]. *J'aimerais vous transmettre un message : les routines quant aux dépenses de défense se sont achevées* […] *Les dépenses astronomiques – ad libitum – des budgets de défense sont derrière nous* »[545].

Dès 1988, face à une « *image moins menaçante de l'URSS* », Ronald Reagan a fait face, devant le Congrès, à des critiques quant à l'allocation des finances publiques à l'armée[546]. A l'automne 1989, les parlementaires ont imposé la plus importante coupe budgétaire au Département de la Défense depuis la fin de la guerre du Viêt-Nam. Partant d'une planification établie par le premier Secrétaire à la Défense de Reagan, Frank Carlucci, s'élevant à 315 milliards de dollars courants, puis réduite par la suite par Dick Cheney à 305,5 milliards, le Congrès a fixé le montant final à 302,9 milliards[547]. De grands programmes industriels ont ainsi été révisés à la baisse, comme le bombardier B-2, l'avion de transport stratégique C-17 ou la *Strategic Defense Initiative*.

---

[544] Il s'agit d'une référence à un des rapports les plus connus de la RAND: ENTHOVEN Alain, SMITH K. Wayne, *How much is enough: Shaping the Defense Program 1961-1969*, Santa Monica, RAND Corporation, 1971.

[545] « Defense Policy in the Post-Cold War Era », Audition devant le Comité sur le Budget de la Chambre des Représentants, 102eme Congrès, Première session, 31 juil. 1991, US Government Printing Office. Texte original: « *So, on the day that the President of the United States and the President of the Soviet Union sign this historic arms control agreement, the issue is whether we will see business-as-usual defense budgets in the future. If there is one message I would like you to take from this hearing, it is that the days of business as usual have ended for defense spending* […] *The days of big-spending, free-wheeling defense budgets are over* ».

[546] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1989-1990*, Londres, Brassey's, 1989, p. 14.

[547] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1990-1991*, Londres, Brassey's, 1990, p. 15.

L'année suivante, les opérations *Desert Shield* et *Desert Storm*, pour contenir l'invasion irakienne du Koweit, ont masqué une nouvelle baisse de 7,5%, l'administration ayant demandé 295,1 milliards de dollars qui ont été réduits, après les débats parlementaires, à 272,95 milliards. Les Représentants ont alors prévu un budget devant se stabiliser d'ici 1997 autour de 250 milliards de dollars[548].

La baisse graduelle du budget de la défense a directement concerné les contractants de l'armée américaine, à commencer par les grands groupes industriels qui ont entamé, lors des années quatre-vingt-dix, un mouvement de concentration. Des sociétés comme Lockheed-Martin ont ainsi racheté une vingtaine de firmes en l'espace d'une décennie, Raytheon une douzaine, Boeing une dizaine.

Au sein du champ des études stratégiques, les *Federally funded research & development centers* ont vu leurs allocations financières annuelles décroître alors qu'elles n'avaient cessé de s'élever durant la Guerre froide. A partir de 1995, onze organismes de recherche non lucratifs, travaillant à partir des fonds du Département de la Défense, ne pouvaient plus assurer leur survie financière[549]. Il en a découlé une phase de restructuration, celle-là même qui a été esquissée dans notre première partie. Elle permet de saisir comment les armées ont pu, à leur façon, agir sur le remodelage des acteurs du champ des études stratégiques.

Devant faire face à des charges salariales extrêmement lourdes, les organismes tels que les FFRDCs ont commencé, dans les années quatre-vingt-dix, à explorer de nouvelles opportunités contractuelles. Certains, dont la RAND, ont obtenu des contrats auprès de la *National Aeronautics and Space Administration*, au détriment de traditionnels cabinets d'étude. « *Nous avons même songé, à plusieurs reprises, à travailler directement pour les industriels de défense. Il y a eu un intense débat sur la question* » nous a confié le vice-Président exécutif Michael Rich[550].

Des compagnies lucratives comme *BDM International Inc* et *Science Applications International Corporation* – évoquée précédemment – ont alors décidé de se mobiliser devant cette nouvelle concurrence jugée déloyale. A l'été 1989, SAIC et la compagnie *TRW Inc* ont vu leurs contrats, auprès de l'*Operational Testing Office* du Département de

[548] International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1992-1993*, Londres, Brassey's, 1992, p. 17.
[549] MINTZ John, « Nonprofit Think Tanks Vie To Keep Federal Contracts; For-Profit Groups Argue for Open Bidding », *Washington Post*, 8 fév. 1995.
[550] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

la Défense, être rompus et transférés à un des FFRDCs hébergé par l'*Institute for Defense Analyses*[551]. Devant les plaintes adressées au Congrès par les firmes, une étude a été commandée au *Defense Science Board*[552].

En avril 1995, a été rendu public le rapport sur « *le rôle des centres de recherche et de développement financé par des fonds fédéraux dans la mission du Département de la Défense* »[553]. Dès la présentation, il est stipulé que le rapport entend « *établir une relation de coopération avec les maison-mères des actuels FFRDCs afin de concentrer les activités de ces organismes autour de la gestion et de l'amélioration de leurs programmes fédéraux. La diversification au-delà de ces objectifs devrait être consentie par le Département de la Défense uniquement quand celui-ci juge que celle-ci sert l'intérêt public* »[554].

Le pouvoir discrétionnaire du Département de la Défense s'est exprimé, le 15 novembre 1996, lorsque l'US Air Force a formulé son veto pour annuler la fusion entre *Aerospace Corporation* – un FFRDC spécialisé dans les problématiques spatiales – et la firme lucrative, *Science Applications International Corporation*.

Travaillant pour l'Armée de l'Air américaine depuis 1960, *Aerospace Corporation* comptait, en 1996, 3 000 employés et avait vu ses fonds fédéraux réduits de 25% depuis 1990[555]. Une fois l'annonce de la fusion entre *Aerospace* et SAIC rendue publique, l'industriel Lockheed Martin a mobilisé ses contacts auprès de l'Air Force. Il a prétexté que ce rapprochement rompait avec la tradition non-lucrative d'*Aerospace Corporation* et il a réussi, finalement, à faire intervenir les militaires dans le processus de restructuration.

---

[551] SUGARAWA Sandra, « The Mighty Voice of Mitre: Federally Funded Think Tank Has Its Critics », *Washington Post*, 20 août 1989.

[552] Organe consultatif du Secrétaire à la Défense composé d'une quarantaine de membres, le Defense Science Board, est chargé d'apporter son évaluation sur les processus d'acquisitions technologiques, scientifiques et industrielles du Département.

[553] Département de la Défense, *Report of the Defense Science Board Task Force on The Role of Federally Funded Research & Development Centers in the Mission of the Department of Defense*, Washington, Government Printing Office, avril 1995.

[554] Département de la Défense, *Report of the Defense Science Board Task Force on The Role of Federally Funded Research & Development Centers in the Mission of the Department of Defense*, Washington, Government Printing Office, avril 1995, p. 4. Texte original: « *Establish a partnership relationship with the parent corporations of the current FFRDCs that will ensure that the focus of these enterprises will be primarily the purposes of the FFRDCs. Diversificatin beyond these objectives should only be approved by the DoD when it judges that it is in the best interest of the country* ».

[555] MINTZ John, « Air Force Halts Merger of 2 Companies; Officials Feared Change in Aerospace Corp. Could Affect Spy Program », *Washington Post*, 16 nov. 1996.

On perçoit ainsi comment une mécanique d'effets pervers entre administration militaire, compagnies commerciales et FFRDCs a considérablement réduit la marge de manœuvre de ces derniers. Le 5 mars 1996, Paul Kaminski, sous-Secrétaire à la Défense pour l'Acquisition et la Technologie, était auditionné devant le comité sénatorial des forces armées afin de présenter les nouvelles pratiques édictées en matière de régulation des marchés publiques consacrés à la recherche et développement. Au cours de la séance, Kaminski a affirmé que les FFRDCs devaient se limiter à leur domaine traditionnel, leur *core work*, tout en calquant leur gestion financière sur le modèle des cabinets de conseil[556]. Face aux évolutions financières et institutionnelles du champ des études stratégiques, l'*ethos* intellectuel, que se plaisent à cultiver les chercheurs des FFRDCs, a donc été mis à rude épreuve. Les compagnies privées sont devenues, non seulement des entrants, mais également des éléments perturbateurs des routines établies au cours des décennies précédentes.

Pour la RAND, cette fronde des sociétés commerciales, conjuguée à une baisse générale des budgets des marchés publiques, s'est traduite par l'émergence d'une compétition pour les contrats. Autrement dit, les chercheurs sont devenus des *entrepreneurs de recherche* chargés par la direction de l'organisation d'obtenir les études qu'ils mettraient en œuvre. La rente historique de la RAND, acquise grâce à sa position sociologique et institutionnelle, s'est effritée et l'acteur a dû indexer sa pratique sur celle des entreprises lucratives. « *Une grande partie du travail de certains directeurs de recherche consiste à "faire" les commerciaux auprès du Pentagone* (sic.)*, à prendre le matin dans leur sacoche des propositions et à les soumettre aux haut-fonctionnaires et aux officiers supérieurs* » nous a expliqué un chercheur[557]. Il a particulièrement attiré notre attention sur la pratique au sein du FFRDC rattaché au cabinet du Secrétaire à la Défense, le *National Defense Research Institute*. « *Encore plus que les autres FFRDCs, le NDRI fonctionne à partir de contrats et la plupart des collaborateurs qui y travaillent ne s'engagent dans aucune recherche propre à la RAND, sans que le Pentagone ait signé, au préalable, un document stipulant que le marché public est établi. A mon sens, on raisonne avec des schémas du secteur privé, non de centres de recherche* »[558].

[556] KAMINSKI Paul, *Testimony*, Federal Document Clearing House Congressionnal Testimony, 5 mars 1996.
[557] Entretien, Anonyme.
[558] *Ibid.*

Les pratiques d'externalisation – consécutives à la baisse des budgets au début des années quatre-vingt-dix – ont ainsi perturbé les positions établies au sein du champ des études stratégiques, positions qui semblaient s'être fixées, malgré des contestations régulières.

En tant qu'acteur ayant pu jouir d'une proximité institutionnelle et historique, avec le Département de la Défense, la RAND a extrêmement pâti de ces effets structurels. Un ancien chercheur a expliqué que « *le modèle gestionnaire de la RAND est beaucoup trop ancien, il a légèrement évolué au début des années quatre-vingt-dix mais, concrètement, la RAND travaille à partir de schémas hérités de l'ère Reagan alors que le Pentagone a entièrement changé depuis* »[559]. Un expert, ayant assisté à toutes ces évolutions, a ajouté « *que la RAND a très difficilement accepté de voir tous ces cabinets de conseil profiter de la situation. La RAND, après tout, avait été seule pendant si longtemps que cela lui semblait revenir de droit* »[560].

Néanmoins, certains chercheurs et membres de la direction ont tenté de minimiser cet *effet de champ*. « *La RAND n'a pas été la cible des cabinets. Ces derniers visaient les gigantesques FFRDCs comme Mitre, Aerospace Corporation. Je ne suis même pas certain que la RAND ait été mentionnée, dans leurs attaques* » a affirmé James Quinlivan, de l'*Arroyo Center*[561]. Pour Michael Rich, vice-Président exécutif, il s'agissait d'« *un phénomène cyclique observé déjà au début des années soixante* »[562]. Rich a néanmoins concédé que « *les cabinets ont réussi à imposer au Congrès de nouvelles restrictions à l'égard des FFRDCs comme un plafonnement budgétaire, un numerus clausus en matière de création de FFRDCs. Au delà de ces mesures, leur but consistait seulement à affaiblir MITRE, Aerospace. La RAND représentait en quelque sorte un dommage collatéral* »[563].

Pour sa part, James Thomson, Président en exercice depuis 1989, nous a expliqué que « *les changements gestionnaires, au sein de la RAND ces vingt dernières années, ont été assez minimes, peu de choses ont véritablement changé. Mais nous nous trouvons*

[559] Entretien, Anonyme.
[560] *Ibid.*
[561] Entretien avec James Quinlivan réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[562] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[563] *Ibid.*

parfois obligés d'imposer de nouveaux modes de fonctionnement à des intellectuels et ces derniers ne sont pas toujours aptes à les mettre en oeuvre »[564].

La problématique financière qui a structuré les luttes politiques et bureaucratiques du Département de la Défense au cours de la décennie quatre-vingt-dix ne constitue pas le seul *effet de champ* notable de cette période. Se sont également ajoutées les incertitudes doctrinales qui entouraient le processus décisionnel du Département de la Défense au cours de la période considérée.

12. Les conséquences doctrinales des incertitudes politiques

Au moment de la chute du mur de Berlin, le diplomate soviétique, Alexandre Arbatov, aurait affirmé *« Nous allons vous infliger le pire des maux : vous priver d'ennemi* »[565]. Pourrait-on y voir une déclinaison contemporaine de la fameuse dichotomie schmittienne ennemi-ami comme élément fondamental de structure de la vie politique ?[566] En effet, on rencontre fréquemment cette hypothèse, au sein de la récente historiographie consacrée à la politique de défense américaine depuis la fin de la Guerre froide. Se penchant sur l'histoire du Département de la Défense, le journaliste James Carroll écrit, par exemple, sur la période qui a suivi l'effondrement de l'URSS :

> « *L'ennemi source d'unité et de motivation de la Guerre froide, avait disparu et cela produit un effet bien plus important dans les incertitudes de Washington que les erreurs et négligences d'une administration au demeurant novice. L'imaginaire politique américain, qui avait été si longtemps structuré en termes de bon et méchant, est devenu anachronique lorsqu'il s'est agi de donner un sens au monde qui se présentait alors* »[567].

Dans la sphère militaire, l'absence d'ennemi a plus particulièrement induit une incertitude quant aux conflits potentiels et, par conséquent, elle a directement influé sur le

[564] Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[565] On trouve également une référence à cette citation dans NGUYEN Eric, *La Politique étrangère des Etats-Unis depuis 1945*, Paris, Studyrama, 2004, p. 180.
[566] Cf., SCHMITT Carl, *La Notion de politique – Théorie du partisan*, trad., Paris, Flammarion, 1992.
[567] CARROLL James, *House of War: The Pentagon and the Disastrous Rise of American Power*, New York, Mariner Books, 2006, p. 453. Texte original: « *The unifying and motivating enemy of the Cold War had disappeared, and that accounted for far more of Washington's uncertainty than the flaws and foibles of the novice administration did. The bifurcated political imagination of the United States, which had for so long seen good and evil in stark relief, was useless when it came to making sense of the world coming into being now* ».

processus de planification militaire, d'entraînement des troupes, d'orientation technologique et industrielle. En 1997, dans un ouvrage portant sur les conflits futurs, *In Athena's Camp*, John Arquilla et David Ronfeldt – travaillant alors tous deux à la RAND – ont fidèlement décrit une perception, commune au sein du Département de la Défense, au cours des années quatre-vingt-dix :

> « *Regardez autour de nous. Pas de "bonne vieille guerre" ne semble poindre.* (sic.) *Il existe quelques éventualités – par exemple, dans la péninsule coréenne, ou entre la Chine et Taïwan, ou l'Inde et le Pakistan et, comme d'habitude, au Moyen-Orient – mais cela ne semble pas imminent* »[568].

Le propos rappelle grandement les *discours de la menace* tels que les présente Didier Bigo :

> « *Ces discours qui se présentent comme académiques visent avant tout à reconvertir le capital spécifique de "gestion de la menace" qu'ont les professionnels de la sécurité et à redonner aux spécialistes de relations internationales leur place de conseiller de ces professionnels* »[569].

Par quel truchement l'expertise peut-elle se révéler utile, dans un contexte politique incertain ? Apparaît une des réponses possibles lorsque l'on se penche sur les documents d'archives de la RAND. En 1991, James Thomson et Lloyd Morrisett écrivent dans le rapport annuel de la RAND que « *depuis notre perspective, la pierre angulaire de la politique de défense apparaît être la flexibilité car nous avons durement appris qu'il est impossible de prédire avec le moindre degré de certitude ce à quoi le monde ressemblera dans cinquante, dix, voire même cinq ans* »[570]. La *flexibilité* est ainsi devenu le terme de référence pour caractériser le monde des armées de l'après-Guerre froide. Or *flexibilité* suggère, pour beaucoup d'observateurs, *effectifs réduits*. En effet, comme

---

[568] ARQUILLA John, RONFELDT David, « A new epoch – and spectrum of conflict » in: ARQUILLA John, RONFELDT David, *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, Santa Monica, RAND Corporation, 1997, p. 1. Texte original: « *Look around. No "good old-fashioned war" is in sight. There are a few possibilities—for example, on the Korean peninsula; or between China and Taiwan; or India and Pakistan; and, as usual, in the Middle East—but these do not seem imminent* ».

[569] BIGO Didier, « Grands débats dans un petit monde…», *op. cit.*, p. 11.

[570] THOMSON James, MORRISETT Lloyd, « Foreword », *RAND Annual Report*, 1991-1992, p. iv. Texte original: « *From our perspective, the keystone of defense policy appears to be flexibility, for we have learned from hard experience that it is impossible to predict with any degree of certainty what the world will look like fifty, ten, or even five years from now* ».

l'explique l'historien Steven Rearden, la guerre du Golfe, en 1990-1991, a constitué « *le dernier cri de victoire pour l'immense administration militaire qui s'était constituée durant la Guerre froide* »[571]. Lorsque le Secrétaire à la Défense Dick Cheney s'est rendu, le 31 juillet 1991, devant la commission budgétaire de la Chambre des Représentants il a résumé la logique contemporaine qui allait guider son administration en affirmant « *Nous pensons qu'il est très, très important de réduire la taille de nos armées, si nous devons dépenser moins de crédits, afin de maintenir la qualité de nos forces* »[572].

Par la suite, Paul Wolfowitz, le sous-Secrétaire à la Défense en charge de la planification des politiques publiques, a tenté avec l'aide de son assistant, Scooter Libby, de rédiger un document, le *Defense Planning Guidance*, devant faire office de stratégie des Etats-Unis dans l'après-Guerre froide. Critique, James Carroll écrit que « *la tâche de Wolfowitz consistait à offrir un "emballage théorique et pratique"* (sic.) *à la mission post-Guerre froide qui puisse perpétuer l'ethos martial de cette période et les institutions qui en dépendaient* »[573].

Pour Wolfowitz, le rôle de l'armée américaine devait être de « *prévenir la résurgence d'un grand rival* »[574]. Les Etats-Unis seraient ainsi conduits à maintenir leurs contingents à l'extérieur du pays, de manière à contenir toute ambition future, de Russie ou de Chine. De cette façon, le *Defense Planning Guidance* demandait, non de démanteler, mais de poursuivre l'amélioration de l'arsenal nucléaire et, plus généralement, de maintenir le budget global de défense.

S'appuyant sur un scénario prospectif de guerre entre les Etats-Unis et l'Irak – qui a été ensuite longuement repris et commenté – Wolfowitz préconisait, par ailleurs, la notion nouvelle de *guerre préventive*. Il précisait que, pour préserver le statut de la

---

[571] REARDEN Steven, « Department of Defense » in : DECONDE Alexander, BURNS Richard Dean, LOGEVALL Frederik (Eds.), *Encyclopedia of American Foreign Policy*, 2nde éd., Volume 1, New York, Simon & Schuster, 2001, p. 449. Texte original: « *The last hurrah for the large military establishment built up over the Cold War* ».

[572] « Defense Policy in the Post-Cold War Era », Audition devant le Comité du Budget de la Chambre des Représentants, 102eme Congrès, Première session, 31 juil. 1991, US Government Printing Office. Texte original: « *We think it is very, very important to get smaller if we are going to have less money, in order to maintain the quality of force* ».

[573] CAROLL, *op. cit.*, p. 484. Texte original: « *The task that fell to Wolfowitz was to give theoretical and practical expression to a post-Cold War mission that would underwrite the continuance of a Cold War martial ethos and the institutions that depended on it* ».

[574] TYLER Patrick, « U.S. Strategy Plan Calls for Insuring No Rivals Develop », *New York Times*, 8 mars 1992.

puissance américaine, celle-ci devait désormais anticiper les menaces émergentes. Ces éléments ont été réutilisés, dix ans plus tard, par le même Wolfowitz, lorsque Donald Rumsfeld a planifié la guerre en Irak de 2003.

Une fois remis, le *Defense Planning Guidance* a été sévèrement critiqué tant par la haute hiérarchie militaire que par l'entourage du Président Bush. Les positions de Wolfowitz ont été jugées extrêmes et trop éloignées du contexte politique intérieur qui appelait à une réduction du budget militaire en faveur d'autres secteurs, tels que la relance économique, les systèmes d'éducation et de santé.

En réaction aux thèses de Wolfowitz et un an avant de succéder à Dick Cheney au poste de Secrétaire à la Défense sous l'administration Clinton, Les Aspin, alors parlementaire démocrate au Congrès, a souligné, dans un rapport, que « *les forces militaires américaines doivent être "dimensionnées" et conçues pour faire face aux menaces d'un nouvel environnement sécuritaire, non à la vieille menace qui a guidé notre planification militaire depuis quarante ans* »[575].

Le *statu quo* promu par Wolfowtiz a échoué. Face à la pression budgétaire, le format des armées américaines a été modifié, sous l'impulsion du général Colin Powell, alors *chairman* du *Joint Chiefs of Staff* jusqu'en 1993. Powell entendait faire des forces américaines des organisations plus petites mais plus mobiles, et plus flexibles. L'idée a été alors résumée par le concept de *Base force*.

L'expression *Base Force* a désigné la force minimale que Powell préconisait pour les armées américaines. Pour le futur Secrétaire d'Etat de Georges W. Bush, il s'agissait de déterminer, *via* des montages mathématiques, un effectif en-dessous duquel il ne pouvait garantir la capacité des États-Unis à préserver son statut de *superpuissance*. A l'époque, Powell a fixé ce palier à 1,6 million de militaires d'active – au lieu de 2,1 précédemment – et environ 900 000 hommes pour la réserve – contre 1,56 million.

Avec l'arrivée de Bill Clinton, Les Aspin est devenu Secrétaire à la Défense en janvier 1993 et a consécutivement lancé deux intiatives devant refaçonner la politique de défense américaine, la *Bottom-Up Review* (BUR) – *la révision de fond* – et la *Nuclear Posture Review*. Neuf mois plus tard, le 1er septembre 1993, Aspin a annoncé les résultats

[575] ASPIN Les, « National Security in the 1990s: Defining A New Basis for U.S. Military Forces », Washington, Comité des Forces Armées de la Chambre des Représentants, 6 janv. 1992, p. 20. Texte original: « *U.S. military forces must be sized and shaped to deal with the threats of a new security environment, not the old threat which drove our military planning for the last 40 years* ».

de la *Bottom-Up Review*. Est apparu ce qui allait désormais devenir le cadre politique structurant de l'Armée américain, à savoir la *régionalisation* de ses missions.

Contrairement à la *Base Force* qui se contentait de baliser des limites à ne pas franchir en matière de réduction de l'*effort de défense*, la BUR a introduit un scénario militaire qui a irrigué les doctrines de l'après-Guerre froide : celui des deux conflits régionaux majeurs, les *Major Regional Conflicts*. Les forces américaines ont ainsi été dimensionnées pour affronter l'équivalent de l'armée irakienne et de celle de Corée du nord.

Très vite, le contexte politique est apparu défavorable à Aspen : les opérations en Somalie en 1993, et en Haïti en 1994, ont fait resurgir l'aversion des militaires américains pour les opérations régionales.

Cependant, le principe des deux *Major Regional Conflicts* a été rendu légitime, l'année suivante, dans la *National Security Strategy* rédigé par le Conseil de Sécurité Nationale:

> « *En tant que nation avec des intérêts mondiaux, les Etats-Unis se doivent de maintenir des forces avec des capacités adaptées à ce dessein. Evidemment, nous cherchons à éviter une situation, dans laquelle un agresseur, dans une région du monde, serait tenté de saisir l'opportunité, lorsque les forces américaines sont massivement engagées ailleurs sur le globe. Plus fondamentalement, maintenir une force pour faire face à "deux guerres" permet de s'assurer que les Etats-Unis bénéficieront des capacités militaires suffisantes pour dissuader ou surmonter une aggression par une coalition de puissances hostiles ou par un ennemi plus considérable, plus efficace que nous ne le prévoyons aujourd'hui* »[576].

Malgré cette consolidation institutionnelle, la *Bottom-Up Review* a suscité, avec son modèle des deux conflits régionaux, au mieux une perplexité, au pire des critiques au sein du champ des études stratégiques. En réponse, le sénateur John McCain a rédigé un rapport parlementaire intitulé *Going Hollow: The Warnings Of Our Chiefs of Staff*[577]. Il y

[576] National Security Council, *A National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, Washington, Government Printing Office, 1994, p. 7. Texte original: « *As a nation with global interests, it is important that the United States maintain forces with aggregate capabilities on this scale. Obviously, we seek to avoid a situation in which an aggressor in one region might be tempted to take advantage when U.S. forces are heavily committed elsewhere. More basically, maintaining a "two war" force helps ensure that the United States will have sufficient military capabilities to deter or defeat aggression by a coalition of hostile powers or by a larger, more capable adversary than we foresee today* ».

[577] McCAIN John, *Going Hollow: The Warnings of Our Chiefs of Staff*, Washington, Government Printing Office, juil. 1993.

reprochait une vue de court terme de la part d'Aspen mettant en danger la *modernisation* des armées. Par ailleurs, certains experts ont noté que deux conflits régionaux – à l'époque, l'Irak et la Corée du nord – ne constituaient pas une menace capable de structurer des besoins militaires, comme l'URSS pouvait le faire.

Dans cette perspective, l'historien Frederick Kagan a rappelé, à juste titre, dans son ouvrage *Finding the Target* que « *certaines critiques l'ont tournée en ridicule* [la *Bottom-Up Review*]*, la présentant comme un standard arbitraire – pourquoi deux MRCs, demandaient-ils ? Pourquoi pas un seul conflit ? Ou sept ? Ou vingt ? D'autres ont soutenu que ces contingences apparaissaient trop complexes et trop incertaines pour être contenues dans un standard "MRC" ou que les Etats-Unis devaient être préparés à conduire des missions de maintien de la paix et de stabilisation plutôt que des guerres de haute intensité* »[578].

Perçue comme une simple étape transitoire, la *Bottom-Up Review* a laissé place à partir de 1997 à un nouvel exercice, la *Quadrennial Defense Review*, la révision quadriannuelle chargée de réexaminer périodiquement le format des forces armées américaines. En 1996, ayant succédé à Les Aspen, le Secrétaire à la Défense William Perry (1994-1997) a défini une posture de *preventive defense*. Celle-ci consistait en une attitude permettant d'anticiper les crises plutôt que de les subir[579].

Malgré des échanges houleux et un scepticisme implicite, le modèle des deux conflits régionaux est devenu l'objet d'un *consensus flou* au sein du champ des études stratégiques. Mais, ce consentement collectif n'a semblé recouvrir que des aspects proprement bureaucratiques et non politiques, comme peuvent nous l'indiquer les analyses d'époque telles que celle d'Etienne de Durand dans *Politique Etrangère*, datant de 1997 :

> « *Existe-t-il seulement une stratégie américaine ?* […] *Que l'on s'attache aux déclarations officielles ou aux débats entre experts et universitaires, dont on sait l'importance outre-Atlantique, il ne semble pas que l'on*

[578] KAGAN, *op. cit.*, p. 152. Texte original: « *Some critics have derided it as an arbitrary standard – why two MRCs, they ask? Why not one or seven or twenty? Others argued that contingencies were too complex and variable to be encapsulated in an "MRC" standard, or that the US should be preparing to conduct peacekeeping and stabilization mission rather than major wars* ».
[579] Cf., PERRY William, « Defense in an age of hope », *Foreign Affairs*, 75 (6), nov.-dec. 1996, pp. 64-79.

puisse parler d'une stratégie d'ensemble, comparable à ce que fut, en son temps, le "containment" »[580].

Les observations formulées aux Etats-Unis par les acteurs du champ se sont apparentées au même constat[581]. Dans un rapport de la RAND, Carl Builder explique:

« *Le processus de planification post-Guerre froide – comme en attestent la Base Force et la Bottom Up Review – a peu changé par rapport à celui de la Guerre froide, institué par Robert McNamara dans les années soixante. Nous obéissons toujours à la même logique. Malgré de nombreux changements depuis la fin de la Guerre froide – des menaces réduites, des nouveaux scénarii, des forces plus réduites etc. – le processus intellectuel devant accompagner le changement reste fortement enraciné dans la façon de penser qui s'est constituée durant la Guerre froide* »[582].

S'y est ajoutée une observation empirique : le monde de l'après-Guerre froide a vu les armées américaines majoritairement exploitées dans le cadre de missions humanitaires et de maintien de la paix, telles qu'en Afrique, dans les Balkans ou Haïti. Ces interventions ont provoqué un décalage grandissant entre les perceptions du monde contemporain exprimées dans les rapports officiels américains et les contingences internationales.

Lorsque l'on parcourt la littérature stratégique des années quatre-vingt-dix, tout un ensemble de termes et figures de style est mobilisé pour décrire cette période. Certains ont ainsi qualifié le fameux consensus avec l'expression euphémique *pause stratégique*. Les engagements des soldats américains étaient décrits par des oxymores tels que les *military operations than war*, les *small wars*, les *low-intensity conflicts*, les *lesser-included cases*. Interrogé sur ce point, l'historien Frederick Kagan rétorque :

---

[580] DE DURAND Etienne, « Les tribulations de la pensée stratégique américaine », *Politique Etrangère*, 62 (1), 1997, p. 45.

[581] Cf., notamment HOFFMANN Stanley, « A la recherche d'une politique étrangère », *Politique étrangère*, 60 (4), hiver 1994-1995, pp. 951-958 ; POSEN Barry, ROSS Andrew, « Competing Visions for US Grand Strategy », *International Security*, 21 (3), hiver 1996-1997, pp. 5-53.

[582] BUILDER Carl, *Rethinking National Security and the Role of the Military*, Santa Monica, RAND Corporation, 1995, p. 9. Texte original: « *The post-Cold War defense planning process – as evidenced in the justifications for the base and the bottom up review forces – is little changed from the Cold War defense planning process instituted by Robert McNamara in the 1960s. We are still coloring inside the same lines. Despite numerous changes since the end of the Cold War – reduced threats, new scenarios, smaller forces, etc. – the intellectual processes – how we should accommodate and evaluate these changes – and the premises – what national security is about and why we have military forces – remain firmly rooted in the manner of thinking that was born of the Cold War* ».

> « *Surtout détrompez vous et ne confondez pas les concepts avec les slogans fumeux* [*bumper stickers*], *les années quatre-vingt-dix ont été une période terrible pour la réflexion stratégique, l'administration Clinton n'en avait rien à faire* (sic.). *Par conséquent, les militaires sont passés d'une stratégie fondée sur une menace identifiée à une stratégie fondée sur des besoins capacitaires* »[583].

Après le 11 septembre 2001, le constat rétrospectif a parfois pris des accents accusateurs. « *De la chute du mur de Berlin à l'effondrement des Twin Towers et à l'invasion et occupation de l'Irak, il a manqué aux Etats-Unis une stratégie de sécurité nationale qui puisse proprement refléter la réalité d'une nouvelle époque* » ont durement affirmé Lawrence Korb et Robert Boorstin, auteurs d'un rapport, édité en 2006 par le *Think Tank*, le *Center for American Progress*, et intitulé *Integrated Power : A National Security Strategy for the 21st Century*[584]. De la même façon, dans *The Pentagon's New Map*, Thomas Barnett a affirmé, avec provocation:

> « *Alors que le Pentagone entrait dans le nouveau siècle, il apparaissait clair, pour beaucoup d'experts en stratégie, que le Département de la Défense avait simplement passé les années quatre-vingt-dix à acheter de quoi se construire une armée qui ne servait pas du tout dans les opérations du moment. Dur à entendre ? C'était le cas.* (sic.) *Mais la chose la plus étrange, c'était de constater que le Pentagone procédait constamment seul, et ce en grande partie à cause d'un leadership civil inexistant au cours de l'administration Clinton, pendant huit ans.* […] *Dans la seconde partie des années quatre-vingt-dix, on pouvait presque imaginer les militaires tels des enfants livrés à eux-mêmes* (sic.) »[585].

A partir de 2005, une production éditoriale notable s'est développée, à nouveau, autour de la question d'un nouveau *cadre stratégique* nécessaire à la politique militaire américaine. Force est ainsi de constater que, lorsque l'on rencontre responsables et

---

[583] Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

[584] KORB Lawrence, BOORSTIN Robert, *Integrated Power: A National Security Strategy for the 21st Century*, Rapport, Center for American Progress, 2006, p. i.

[585] BARNETT, *op. cit.*, p. 96. Texte original: « *As the Pentagon entered the new century, it was clear to many national security experts that the Defense Department had basically spent the nineties buying one type of military while operating another. Sound hard? It was. But the weirdest thing was, the Pentagon did this to itself and knew it was doing so all along, in large part thanks to the light leadership touch displayed by the Clinton administration for eight years.* […] *In the second half of the 1990s, it often felt as though the military was "home alone"* ».

experts à Washington, les administrations fédérales, à commencer par le Département de la Défense, semblent bien en peine pour définir ce cadre en question.

Dans un article de la revue militaire *Parameters* intitulé « *Primacy without a Plan ?* », le lieutenant-colonel Nathan Freier observe que « *beaucoup ont cru que les Etats-Unis étaient sortis de la Guerre froide comme les vainqueurs incontestés et incontestables en termes de grande stratégie, entraînant, par conséquent, la mort de celle-ci* ». Il poursuit en notant qu'« *aujourd'hui, la décision stratégique appartient à des spécialistes régionaux et des experts de politiques publiques (policy wonks) et non à de grands stratèges* »[586].

Avec un certain sens de l'ironie, Thomas Barnett écrit dans *The Pentagon's New Map* :

> « *La plupart des gens supposent qu'il y a tout un ensemble de "grandes stratégies" poursuivies au sein du gouvernement américain. Mais, étonnamment, nous cherchons toujours à remplacer la stratégie, vieille de plusieurs décennies, celle du "containment" mise en œuvre par l'Amérique pour contenir la menace soviétique* »[587].

Les incertitudes politiques ont bien évidemment induit des répercussions à tous les niveaux. Dans notre cas précis, la négligence de l'administration Clinton quant aux questions de défense et l'incapacité successive des cabinets ministériels à se doter d'un cadre fixe et d'un référentiel qui puissent créer un consensus assez large, ont laissé une marge de manœuvre à d'autres acteurs, tels qu'Andrew Marshall et son *Office of Net Assessment*. Sur ce point, James Quinlivan, directeur associé de l'*Arroyo Center* – FFRDC de la RAND rattaché à l'U.S. Army – nous a livré un témoignage intéressant à ce propos:

> « *A mon sens, le début des années quatre-vingt-dix est avant tout marqué par un vide de compétences parmi les civils du Pentagone. A la RAND, comme au sein des armées, cela a produit des conséquences directes. Nous ne savions plus qui étaient nos interlocuteurs. Le désintérêt grandissait et surtout, de façon plus fondamentale, il devenait*

[586] FREIER Nathan, « Primacy without a Plan », *Parameters*, aut. 2006, p. 8.
[587] BARNETT, *op. cit.*, p. 1. Texte original: « *Most people assume there are all sorts of 'master plans' being pursued throughout the US government. But, amazingly, we are still searching for a vision to replace the decades-long containment strategy that America pursued to counter the Soviet threat* ».

préoccupant de savoir qui serait véritablement capable, parmi les fonctionnaires, de peser sur les décisions industrielles et stratégiques »[588].

En l'absence d'une lisibilité claire de la menace future, Andrew Marshall et son équipe ont alors promu ce qui est devenu le thème incontournable du champ des études stratégiques pour la période observée : une *Révolution dans les Affaires Militaires*.

13. Le choix militaire d'une révolution technologique

« *La Révolution dans les Affaires Militaires fut le terme le plus utilisé et le plus galvaudé au sein de la communauté de défense américaine au cours des années quatre-vingt-dix* » affirme en 2006 Douglas Lovelace, directeur de recherche à l'*U.S. Army War College*[589]. On peut également citer Frederick Kagan, qui écrit dans *Finding the Target* :

> « *Au cours des années quatre-vingt-dix, les forces armées consacrèrent la majeure partie de leur temps et de leurs efforts à pérorer* (sic.) *autour d'une transformation de ses appareils* […] *Il y avait tant d'articles, de conférences, de livres et de discours à propos de la transformation et la nouvelle révolution dans les affaires militaires que les termes eux-mêmes perdirent de leur sens et devinrent quasiment ridicules. A la fin des années quatre-vingt-dix, un courrier destiné au rédacteur en chef de Parameters, la revue professionnelle de l'U.S. Army, offrit une méthode pour sélectionner au hasard des expressions de six colonnes éditoriales afin de former des phrases qui puissent pasticher les ouvrages militaires contemporains. L'expérimentation produit des résultats aussi amusants qu'effroyablement réalistes. A l'époque, il semblait impossible de trouver la moindre littérature militaire qui n'use pas de termes tels que "dominant", "agile", "focused", "synergistic", "system of systems" et "power of information"* »[590].

---

[588] Entretien avec James Quinlivan réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

[589] LOVELACE Douglas, « Foreword » in: GRAY Colin, *Recognizing and Understanding Revolutionary Change in Warfare: the Sovereignty of Context*, Strategic Studies Institute monograph, 2006, p. iii. Texte original: « *Revolution in Military Affairs (RMA) was the mot widely used, and abused, acronym in the U.S. defense community in the 1990s* ».

[590] KAGAN, *op. cit.*, p. 199. Texte original: « *In the 1990s the armed forces spent much more time and effort talking about and claiming to be engaged in transformation* […] *There were so many articles, conferences, books and speeches about transformation and the new revolution in military affairs that the terms themselves became meaningless and almost ridiculous. A letter to the editor of Parameters, the Army's professional journal, in the late 1990s offered a method for selecting random phrases from six columns to form sentences that sounded like they might have come from military writings about transformation without meaning anything. Experimenting with this method produced results as humorous as they were frighteningly realistic. It seemed impossible to find any military literature in the period that*

La notion de *révolution militaire*, telle qu'elle est exploitée dans cette littérature, renvoie explicitement à celle de *révolution scientifique* que Thomas Kuhn a conceptualisée[591].

Kuhn souhaite se déprendre des images convenues d'une science définie comme une suite ininterrompue d'avancées inexorables vers le progrès. Pour ce faire, il décrit un monde où les scientifiques développent de nouvelles conceptions, de nouvelles *vérités* de manière itérative, en revenant en arrière, en remettant en cause les données précédentes. Kuhn en dégage ainsi une structure des révolutions scientifiques en quatre étapes : 1) une période de *science normale* où un ensemble de concepts, de théories, et de travaux, formant un paradigme dominant, assure la stabilité du monde scientifique, 2) une période d'*anomalie* où un phénomène observé ou étudié vient défier le paradigme dominant et ne permet pas d'explication scientifique, 3) la crise de la *science normale* avec l'apparition de théories concurrentes qui entendent expliquer le nouveau phénomène, 4) la *révolution* et *résorption de la crise* lorsqu'une théorie devient dominante et résout l'*anomalie*, réalisant ainsi la révolution scientifique. On revient alors à la période de *science normale*.

Dans le cadre des études stratégiques, les révolutions scientifiques ne représentent pas seulement des illustrations ou des métaphores utiles, elles permettent de consolider des ambitions intellectuelles, tout en soutenant des intérêts sectoriels. Ainsi, peut-on remarquer cette posture, lorsque nous lisons David Johnson, ancien officier de l'U.S. Army et chercheur à la RAND, qui écrit dans un rapport pour l'U.S. Air Force:

> « *La culture d'un service se manifeste dans sa doctrine. Dans l'armée américaine, la doctrine est un paradigme façonné par sa culture, de façon similaire à ceux, employés par les communautés scientifiques décrites par Thomas Kuhn dans son ouvrage classique, La structure des révolutions scientifiques.* […] *Le paradigme offre des "héritages de référence" et fournit "les solutions concrètes" à l'énigme qui, employées comme modèles ou exemples, peuvent replacer des règles explicites comme le fondement de la solution aux énigmes restantes de la science normale* »[592].

---

was not studded with words like "dominant", "precise", "agile", "focused", "synergistic", "system of systems", and the "power of information" ».

[591] KUHN, *op. cit.*

[592] JOHNSON David, *Learning Large Lessons: The Evolving Roles of Ground Power and Air Power in the Post-Cold War Era*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007, p. 149. Texte original: « *Service culture is manifested in service doctrine. In the U.S. military, doctrine is a culturally shaped paradigm, similar to the paradigms employed by scientific communities, described by Thomas Kuhn in his classic study, The*

De façon frappante, la littérature militaire des années quatre-vingt-dix a consacré une place importante à des réflexions épistémologiques, qui entendaient insérer les hypothèses et les intuitions contemporaines des *stratèges* dans un corpus ancien et dans une lignée historique cohérente. Ces éléments peuvent sembler spécieux. Mais ils révèlent un élément fondamental du champ américain des analystes militaires : le besoin d'une assise intellectuelle – si ce n'est scientifique – pour des postulats s'apparentant à des prises de position, des *coups* symboliques.

Par conséquent, les tendances rappelées par Frederik Kagan, à travers les redondances lexicales de cette littérature, peuvent être évaluées à leur juste valeur à partir du moment où l'on considère la pléthore de livres parus au cours des années quatre-vingt-dix sur le sujet : *The New Face of War*, *La guerre au XXIe siècle*, *The Next World War*, *Who will fight the next war ?*, *The future of Warfare*. Construits souvent selon le même schéma, ces ouvrages entendaient mêler références historiques et prophéties sécuritaires. Ils sont devenus un exercice de style quasi obligé pour conquérir des ressources symboliques – voire financières – et se sont presque transformés en un véritable genre littéraire. Chacun devait y présenter la théorie la plus audacieuse – tout en gardant à l'esprit, bien évidemment, la *doxa* sectorielle – et la plus convaincante. Cette compétition effrénée qui s'apparente à la période kuhnienne de *crise de la science* était justifiée par des aspirations intellectuelles et la foi ostentatoire en une téléologie de la pensée stratégique. On trouve ainsi une fascinante comparaison commerciale de ce phénomène chez Laurent Murawiec, qui écrit dans son propre ouvrage du genre, *La guerre au XXI^e^ siècle* :

> « *Les polémiques au vitriol qui agitent les pages et les colonnes des revues doctrinales et militaires spécialisées, et qui débordent de plus en plus sur un public averti, correspondent bien à la manière américaine de faire : cinq ou six consortiums s'affrontent férocement pour s'emparer du marché de la téléphonie satellitaire, une ou deux compagnies au plus survivront en fin de compte. Cela n'est pas une garantie que la meilleure technologie l'emporte, c'est en général, au minimum, la certitude que les*

Structure of Scientific Revolutions. Kuhn described scientific paradigms in two ways. First, in a sociological sense, paradigms defined the "entire constellation of beliefs, values, techniques, and so on shared by the members of a given community". Second the paradigm provided "exemplary past achievements" that give "the concrete puzzle solutions which, employed as models or examples, can replace explicit rules as a basis for the solution of the remaining puzzles of normal science ».

mauvaises ne l'emporteront pas, et que le vainqueur sera dans le peloton de l'excellence. […] *La théorie du marché de Friedrich von Hayek s'applique au "marché" militaire. Il n'y a donc pas, comme y insiste fortement Andrew Marshall, "une" RMA ou "la" RMA : il y a une pluralité de visions concurrentes dont l'entre-jeu aide puissamment à définir et à affiner les conceptions* »[593].

Avec la notion de *crise de la science normale*, Thomas Kuhn insiste sur le processus de mise en forme *scientifique*, compris comme la création d'un savoir s'ornant des apparences de la nouveauté. Ainsi, son analyse s'avère-t-elle particulièrement pertinente pour mettre en perspective le langage quasi ésotérique qui traverse la littérature militaire des années quatre-vingt-dix :

« *Cette prise de conscience de l'anomalie ouvre une période durant laquelle les catégories conceptuelles sont réajustées jusqu'à ce que ce qui était à l'origine anormal devienne le résultat attendu.* […] *Au cours du développement de toute science, le premier paradigme admis donne généralement l'impression de rendre compte avec succès de la plupart des observations et des expériences facilement accessibles aux spécialistes de cette science. Son développement ultérieur exige donc généralement la construction d'un équipement compliqué, le développement d'un vocabulaire et de techniques ésotériques, et un affinement des concepts qui les éloigne de plus en plus de leur signification courante et habituelle. Cette professionnalisation conduit d'une part à une restriction énorme du champ de vision de l'homme de science et à une résistance considérable aux changements de paradigmes. La science devient de plus en plus rigide* »[594].

Pour le champ de l'expertise, la fin de la Guerre froide a donc réduit à l'inutilité un certain nombre de paradigmes et de concepts fondamentaux de cette ère. Un exemple majeur reste la littérature *nucléariste*. Au début des années quatre-vingt-dix, une grande partie des experts nucléaires ont dû diversifier leurs compétences, souvent en se dirigeant vers de nouvelles problématiques technologiques. Comme pour les questions européennes, de nombreuses personnes nous ont confié que la thématique nucléaire ne représentait plus, comme avant l'effondrement de l'URSS, une *stratégie de carrière*. On ne sera donc pas étonné de constater que, parmi les promoteurs de la *Révolution dans les*

[593] MURAWIEC, *op.cit.*, pp. 240-241.
[594] KUHN, *op. cit.*, p. 98.

Affaires Militaires, sont apparus d'anciens *nucléaristes*, à commencer par Andrew Marshall.

Les nouveaux courtiers des idées stratégiques de la décennie quatre-vingt-dix ont soutenu l'idée selon laquelle les avancées technologiques, comme la croissance exponentielle des processeurs informatiques, avaient entraîné un changement radical dans l'organisation et la compréhension du champ de bataille par le soldat. En conséquence, la guerre au XXI^{eme} siècle allait être pratiquée d'une manière novatrice et révolutionnaire.

Avant même d'être vérifiée empiriquement, cette *Révolution dans les Affaires Militaires* a permis – tant aux cadres du Département de la Défense américain qu'aux acteurs industriels et stratégiques – de combler l'absence de contenu politique dans leur référentiel global et de réactiver un mécanisme d'autolégitimation.

Or, l'idée de *révolution militaire* peut laisser sceptique et conduire à s'interroger sur l'euphorie conceptuelle que le terme a générée[595]. Dans une posture quasi schizophrénique, l'un des auteurs emblématiques de l'époque, John Arquilla, ancien de la RAND et désormais professeur à la *Naval Postgraduate School*, nous a expliqué que « *pour beaucoup, les concepts venaient légitimer les nouveaux "hochets" technologiques* (sic.) *de l'armée américaine. Leur trouver des fondements intellectuels constitue une labellisation efficace* »[596].

Or, pour saisir ces mécanismes de *labellisation*, nous devons comprendre la définition originelle de la *révolution militaire*. Sur ce point, la littérature abonde et chacun dispose d'une définition propre. L'ancien Secrétaire à la Défense de Bill Clinton, William Cohen, a expliqué qu'« *une Révolution dans les Affaires Militaires advient lorsqu'une armée nationale saisit une opportunité pour transformer sa stratégie, sa doctrine militaire, sa formation, son entraînement, son organisation, son équipement, ses opérations et ses tactiques pour atteindre des résultats militaires décisifs, d'une manière*

[595] Cf., dans la littérature: GOURE Dan, « Is there a Military-Technical Revolution in America's Future? », *The Washington Quarterly*, 16 (4), aut. 1993, pp. 175-191; ODOM William, *America's Military Revolution: Strategy and Structure After the Cold War*, Washington, American University Press, 1993; MAZARR Michael, *The Military-technical Revolution: a Structural Framework*, Washington, Center for Strategic and International Studies, mars 1993; TILFORD Earl, *The Revolution in Military Affairs: Prospects and Cautions*, Carlisle, Strategic Studies Institute, 1995; COHEN Eliot, « A Revolution in Warfare », *Foreign Affairs*, 75 (2), mars-avril 1996, p. 37- 54.

[596] Entretien téléphonique avec John Arquilla, réalisé le 12 février 2008.

fondamentalement nouvelle »[597]. En raison de son contexte politique, le propos de Cohen est resté très générique. C'est pourquoi on peut se pencher avec profit sur la définition la plus souvent citée proposée par Andrew Krepinevich, directeur du *Center for Strategic and Budgetary Assessment* – et surtout ancien assistant d'Andrew Marshall à l'*Office of Net Assessment*. Krepinevich écrit ainsi:

> « *Qu'est ce qu'une révolution militaire? C'est ce qui advient lorsque l'application de nouvelles technologies, dans un nombre significatif de systèmes militaires, est associée à des concepts opératoires innovants et à une adaptation bureaucratique, d'une manière nouvelle telle que cela altère la nature et la conduite du conflit. Elle produit une augmentation impressionnante des capacités et de l'efficacité des forces armées* »[598].

La littérature mentionnée voit chacun des auteurs amender, affiner, rectifier les propos de Krepinevich. Ainsi, dans un rapport publié par la RAND en 1999, Richard Hundley estime qu'« *une RMA induit un changement paradigmatique dans la nature et la conduite des opérations militaires qui rend anachronique une compétence fondamentale* »[599].

De son côté, Laurent Murawiec, fervent défenseur de la *Révolution dans les Affaires Militaires* décrit, en des termes euphoriques, l'apparition de cette dernière :

> « *Cinq "moteurs" principaux peuvent être discernés dans la genèse de la RMA : les leçons tirées par l'armée de terre américaine de la défaite subie au Viêt-Nam, et l'application de ces leçons au champ de bataille européen sous la forme de la doctrine dite Assault Breaker ; la perception par l'agence de recherche avancée du Pentagone, DARPA et en particulier*

[597] COHEN William, *Annual Report to the President and the Congress*, Washington, US Government Printing Office, 1999, p. 122. Cité par GRAY Colin, *Strategy for Chaos: Revolutions in Military Affairs and the Evidence of History*, Londres, Frank Cass, 2002, p. 1. Texte original: « *A Revolution in Military Affairs occurs when a nation's military seizes an opportunity to transform its strategy, military doctrine, training, education, organisation, equipment, operations, and tactics to achieve decisive military results in fundamentally new ways* ».

[598] KREPINEVICH Andrew, « Cavalry to Computer: The Pattern of Military Revolutions », *The National Interest*, 37, hiver 1994, p. 30. Texte original: « *What is a military revolution? It is what occurs when the application of new technologies into a significant number of military systems combines with innovative operational concepts and organization adaptation in a way that fundamentally alters the character and conduct of conflict. It does so by producing a dramatic increase – often an order of magnitude or greater – in the combat potential and military effectiveness of armed forces* ».

[599] HUNDLEY Richard, *Past Revolutions, Future Transformation: What can the history of revolutions in military affairs tell us about transforming the U.S. Military?*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999, p. 9. Texte original: « *An RMA involves a paradigm shift in the nature and conduct of military operations which either renders obsolete or irrelevant one or more core competencies of a dominant player, or creates one or more new core competencies, in some new dimension of warfare, or both* ».

son directeur d'alors, William Perry, de l'essor de technologies nouvelles et du champ d'application possible qui s'ouvrait à elle ; la compréhension historique de la notion de révolution militaire, et la corrélation de cette notion avec la perception des potentiels recelés par les technologies nouvelles, dont Andrew Marshall, directeur de l'Office of Net Assessment, au Pentagone depuis 1973, fut et reste le concepteur ; l'amiral William Owens, iconoclaste qui secoua les murs du Pentagone, des Chefs d'état-major interarmes et du Congrès, qui répandit et popularisa certains aspects cruciaux de la RMA »[600].

Dans le cadre de notre enquête de terrain, nous avons assisté à un module de formation adressé à des cadres industriels et administratifs, animé par Peter Wilson, analyste de défense à la RAND et consacré à la détermination de *révolutions militaires*. Wilson affirmait dans sa présentation qu'une *révolution militaire* était complète lorsqu'elle contenait un ensemble concluant d'indicateurs de rupture tels que : 1) une nouvelle technologie, 2) de nouveaux modes de production, 3) de nouveaux modes de mobilisation humaine, 4) une nouvelle doctrine alliée à de nouveaux concepts d'emploi des forces, 5) de nouvelles institutions soutenues par des promoteurs, 6) une nouvelle formation et entraînement du personnel militaire[601].

Wilson en déduisait alors quatre *révolutions militaires* qui seraient advenues au cours du 20eme siècle : 1) la RMA I (1914), créée au début de la Première Guerre mondiale, acquiert sa maturité durant la Seconde avec le développement des véhicules de combat terrien et aérien, 2) la RMA II (1945) apparaît à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et prend de l'ampleur pendant la Guerre froide avec le développement de l'arme nucléaire, 3) la RMA III (1930) renvoie à l'émergence parallèle d'une nouvelle *way of war* à travers la guerre sino-japonaise et la systématisation de la guérilla avec les conflits asymétriques et le terrorisme, 4) la RMA IV (1954) désigne la lente évolution vers les munitions précises et la *guerre réseau-centrée* dont l'essor se concrétise aujourd'hui.

Cette classification des révolutions militaires révèle une approche fondée principalement sur l'usage novateur de la technologie à des fins guerrières. Or, dans le cadre international contemporain, la RMA ne permettait pas réellement de réaliser une adéquation entre stratégie militaire et projet politique. Autrement dit, une *révolution*

[600] MURAWIEC, *op. cit.*, p. 222.
[601] WILSON Peter, « Neo-Hegelian Cycle of the Revolutions of Military Affairs (RMA)? & The 2nd Nuclear Era », Présentation, Washington, RAND Corporation, 30 oct. 2006.

militaire semblait se limiter à la consécration de nouveaux modes de comportement, de nouveaux usages de guerre.

Au regard de l'historiographie consacrée au sujet, nous observons que l'idée de *révolution militaire* se construit selon des procédés cognitifs *a posteriori* qui ne font que conforter l'illusion rétrospective du *génie militaire*[602]. Ainsi, le changement apporté par les chars de combat n'a pu être pertinent qu'à partir du moment où leur usage a été conçu pour faire face à un ennemi déterminé. De fait, les historiens militaires ont montré qu'une *révolution dans les affaires militaires* trouvait sa pertinence et sa validité lorsqu'elle s'accompagnait d'une *révolution dans les affaires stratégiques*. En l'occurrence, la *Blitzkrieg* a permis à l'armée allemande de vaincre les troupes françaises après une réflexion menée par ses généraux. Il en a été de même pour la RMA II et la dissuasion nucléaire – conçue face à la menace soviétique – et pour la RMA IV et l'usage de la guerre asymétrique devant de grandes puissances militaires.

Rappelons à nouveau que, malgré cet exposé de Wilson, la RAND n'a pas fait partie des initiateurs de la RMA. « *La RAND n'a pas joué le moindre rôle ! Elle n'a fait que suivre ce qu'Andy Marshall et ses collègues ont initié* » nous a assuré Laurent Murawiec lors de notre entretien[603].

La *Révolution dans les Affaires Militaires* a trouvé sa genèse dans la littérature militaire soviétique des années soixante-dix. Autour du maréchal Ogarkov, les généraux Gareiev, Reznichenko et Vorobiev se sont intéressés au développement des armes *intelligentes* américaines qu'ils ont comparées à l'arme nucléaire. Leurs publications ont mis en exergue ce qu'ils ont appelé une *révolution militaro-technique*. Le terme a ensuite retenu l'attention des observateurs américains et plus précisément de l'équipe d'Andrew Marshall à l'*Office of Net Assessment*[604].

En 1994, lors d'un colloque organisé par le *Strategic Studies Institute* de l'*US Army War College* à Carlisle Barracks, la formule de *Révolution dans les Affaires Militaires* s'est substituée à celle de *révolution militaro-technique*. La même année, le *Joint Requirement Oversight Council*, dirigé par l'Amiral Owens et le Général

[602] GRAY Colin, *Recognizing and Understanding Revolutionary Change in Warfare: the Sovereignty of Context*, Washington, Strategic Studies Institute monograph, 2006. Ecrite à l'attention d'un *war college*, cette monographie reste néanmoins très critique et adopte une démarche académique pour déconstruire les perceptions des années quatre-vingt-dix à l'égard des *révolutions militaires*.
[603] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[604] Cf., WASINSKI, « Créer une Révolution dans les affaires militaires … », *op. cit.*, pp. 149-164.

Shalikashvili, a défendu le concept de RMA et s'est efforcé d'orienter la planification du Département de la Défense dans cette direction. En 1996, la publication du document *Joint Vision 2010* sous l'égide du Général Shalikashvili a été considérée comme la première formulation doctrinale de la RMA.

Avec la distance académique, certains historiens ont démontré que le contenu de la RMA ne correspondait à aucun projet stratégique. Ainsi Colin Gray explique :

> « *Une fois que l'idée de RMA tomba dans le domaine public, elle se limita à une vision profondément technologique qui semblait conduire les forces armées vers un nouvel âge d'or* […] *Malheureusement, et, à nouveau, sans surprise, les critiques à l'égard des technophiles qui promettaient de faire disparaître le "brouillard de la guerre" furent écoutées trop tard* »[605].

Par ailleurs, un aspect régulièrement mis en avant par les critiques de la *Révolution dans les Affaires Militaires* renvoie à la spéciosité de son argumentaire qui, selon certains universitaires, relève plus d'un *marketing* habile que d'une pensée militaire affinée. Sceptique, le chercheur Colin Gray entreprend, dans son ouvrage *Strategy for Chaos*, d'analyser les travaux en question à la lumière de la science politique. Il conclut sévèrement :

> « *L'histoire moderne du débat stratégique américain partage quelques similitudes avec l'industrie de la mode. Les chercheurs et les organisations réussissent en étant des leaders audacieux du marché. L'industrie de l'analyse militaire prospère à travers sa capacité à attirer des fonds pour l'étude d'idées nouvelles, ou plus souvent d'idées recyclées.* (sic.) *De même que les grandes maisons de couture luttent entre elles pour leur collection saisonnière, la communauté intellectuelle de défense concourt, au sein de ses multiples formes institutionnelles, pour des parts de marché. Comme les maisons de couture ont besoin de nouveaux "designs", les théoriciens stratégiques et analystes militaires sont à la recherche de nouvelles idées, ou du moins d'idées qui semblent nouvelles* »[606].

---

[605] GRAY, *Recognizing and Understanding …*, *op. cit.*, p. 8. Texte original: « *Once the RMA idea became general property it was captured by a profoundly technological view of the revolution that seemed to beckon the Armed Forces into a new golden age of enhanced effectiveness* […] *Unfortunately, though again predictably, the counterblasts against the technophiles who promised to disperse « the fog of war » and such like improbable, not to say impossible, achievements, were taken too far* ».

[606] GRAY, *Strategy for Chaos…*, *op. cit.*, pp. 17-18. Texte original: « *The modern history of American strategic debate bears some resemblance to the fashion industry. Scholars and institutions succeed by being fairly bold market leaders. The industry of defence analysis prospers through its ability to attract*

Comme le constate le chercheur français Bruno Tertrais, *« le thème de la révolution dans les affaires militaires est aussi, et peut-être surtout, un instrument politique. Elle l'est entre l'Administration centrale et les centres de recherche, pour lesquels la RMA est nécessairement un thème porteur, c'est-à-dire générateur de crédits d'étude et de publicité* »[607]. Il s'agit justement de l'une des accusations les plus fréquemment formulées à l'encontre des promoteurs de la RMA, et plus précisément, à l'encontre d'Andrew Marshall. « *Andrew est un de ces "defense intellectuals" qui sont toujours présents pour trouver les idées qui vont convenir aux besoins de l'industrie* » a expliqué un ancien employé du Département de la Défense[608].

Selon les termes officiels des directives administratives du Département de la Défense, l'ONA entend « *développer l'évaluation de l'état des tendances et des évolutions futures des capacités militaires américaines et des potentiels militaires en comparaison de pays ou groupes de pays afin d'identifier les risques et les menaces émergents ou futurs pour les Etats-Unis* »[609].

Sans être explicite, l'empreinte de Marshall sur les documents de planification de l'armée américaine – la *Quadriennial Defense Review*, la *National Security Strategy* – au cours de la décennie quatre-vingt-dix, semble indéniable aux yeux de la majorité des observateurs[610]. Pourtant, si les dons de prescience de Marshall ont souvent été mis en scène, il apparaît que les rapports de sa cellule de réflexion ont, avant tout, illustré la période de *crise scientifique* qui traversait l'administration militaire de l'époque.

---

funding for the study and exposition of new, or, more usually, refurbished ideas. Just as the world's fashion houses strive competitively in their seasonal collection or novelty that will sell, so the defense intellectual community in its many institutional formes competes for market share in respect, official access, and cold hard cash. As fashion houses need new designs, so defense analysts and strategic theorists need new, or at least new-sounding, ideas ».

[607] TERTRAIS Bruno, « Faut-il croire à la Révolution dans les Affaires Militaires ? », *Politique étrangère*, 63 (3), 1998, p. 624. On pourra noter ici la multipositionnalité de l'auteur, tour à tour observateur et acteur du champ des études stratégiques.

[608] Cité par SILVERSTEIN Ken, « The Man From ONA », *The Nation*, 25 oct. 1999. Texte original: « *Andy's one of those defense intellectuals who're always there to come up with the stuff that backs the needs of industry* ».

[609] Department of Defense Directive 5111.11, 22 août 2001. Texte original: « *Develop and coordinate net assessments of the standing, trends and future prospects of U.S. military capabilities and military potential in comparison with those of other countries or groups of countries so as to identify emerging or future threats or opportunities for the the United States* ».

[610] Cf., notamment MADDRELL Debra, *Quiet Transformation: the Role of the Office of Net Assessment*, Washington, National Defense University, 2003.

Des études ont ainsi été consacrées à la Corée du Nord, la Chine, l'Irak. A partir de ces travaux, des *wargames*, associant d'autres services administratifs, ont été ensuite organisés. Au-delà des problématiques régionales, Marshall a été le principal initiateur du changement de perspective quasi copernicien quant à la structuration des forces armées. Pour ce faire, il a milité pour l'abandon d'une doctrine fondée sur la menace pour lui en préférer une autre qui se concentrait sur la consolidation de capacités militaires optimales.

En 1997, le comité sur la *sécurité nationale* de la Chambre des Représentants a décidé d'allouer dix millions de dollars à l'ONA qui devaient être consacrés au lancement et à l'approfondissement de travaux en matière de technologie militaire. De manière intéressante, le texte officiel stipule que l'ONA doit « *comme la RAND Corporation du début des années cinquante, poursuivre et encourager les innovations intellectuelles en matière de concepts opérationnels, de systèmes militaires et d'organisations nécessaires pour faire face aux futurs conflits et* [doit] *évaluer l'impact des innovations sur la restructuration du Pentagone, des rôles et des missions des services, des relations extérieures dans le cadre d'alliances, des structures de défense et des processus budgétaires* »[611].

Selon les témoignages rassemblés, les relations entre Marshall et les Secrétaires à la Défense de l'administration Clinton pouvaient difficilement être qualifiées d'harmonieuses. Le premier a été peu consulté par les seconds. Néanmoins, l'ascendant acquis, au cours la décennie, par les thèses de Marshall et de ses consultants – parmi lesquels Andrew Krepinevich – et la capacité de l'ONA à capter et à incarner la problématique centrale du champ des études stratégiques ont conduit à des *effets de champ* notables.

Ainsi, peut-on observer comment une *crise*, telle que la Guerre froide, a provoqué des changements qui se sont produits de manière incrémentale et fluide. Les priorités accordées aux questions budgétaires ont conduit l'administration militaire à modifier les pratiques et les postures des acteurs du champ des études stratégiques en orientant ceux-

[611] *House National Security Committee report on the FY-97 Presidential Budget*, Washington, Government Printing Office, p. 6. Texte original: « *Like the RAND Corporation of the early 1950s, would pursue and encourage intellectual breakthroughs in operational concepts, military systems and organizations needed for future warfare and assess the impact of innovation on Pentagon restructuring, service roles and missions, alliance relationships, defense structures and budgeting processes* ».

ci vers l'*ethos* du consultant. A cela s'est ajouté le *coup* gagnant d'Andrew Marshall en termes de structuration du débat militaire de la période.

Autrement dit, la *Révolution dans les Affaires Militaires* a représenté à la fois un courant de pensée militaire, mais également un outil de mobilisation et un réservoir de ressources symboliques et financières. Par ailleurs, qu'un comité parlementaire ait attribué des fonds à l'ONA, en l'apparentant à la RAND des années cinquante, rend bien compte du nouvel *état* du champ des études stratégiques. Plus exactement, on observe une migration des capitaux intellectuels, en matière de réflexion doctrinale, détenus par la RAND au cours de la Guerre froide, vers un organisme intégré à l'administration fédérale.

Les dynamiques propres au Département de la Défense – dont nous venons de retracer les mécanismes sociaux – permettent de mieux mettre en lumière la dépendance de l'expert à l'égard de son mandataire. Le premier se trouve prisonnier des prises de position et des choix politiques du second. En raison de cette dépendance, les chercheurs doivent donc s'adapter à ceux qui détiennent le pouvoir de mise sur agenda des thématiques jugées pertinentes et plus encore de *labellisation* de celles-ci.

Or, les routines établies durant la Guerre froide ont été modifiées et la RAND, plus que n'importe quel autre organisme, a vu son activité en faveur du Département de la Défense réduite à une mise en forme scientifique et légitimante d'hypothèses formulées directement au sein de l'administration. De façon dramatique, le *conseiller du prince* est ainsi devenu son porte-parole technique.

Il n'en fallait guère plus pour provoquer la nostalgie de certains envers l'*âge d'or*. Néanmoins avant d'étudier ces tensions internes, il importe de spécifier les agencements socio-politiques à partir desquels la RAND a exercé, depuis deux décennies, son travail de légitimation des agendas politiques et militaires. En se fondant sur des études de cas, nous allons à présent montrer comment celle-ci a été conduite à réaliser ce travail de légitimation et, comment, par la même occasion, au gré des méthodologies scientifiques, elle a converti avec fluidité ses anciens savoirs en expertises contemporaines.

2. Un travail de légitimation directe et indirecte des agendas politiques

Lorsque nous avons demandé à James Quinlivan, chercheur à la RAND depuis les années soixante-dix[612], comment la RAND pouvait répondre aux demandes de l'Air Force et de l'US Army, malgré les rivalités entre les deux corps d'armées, il nous a répondu avec un léger sourire, « *tout simplement en n'y arrivant pas. Parfois je dirais même que notre travail s'apparente moins à de la recherche qu'à de l'advocacy* »[613].

Si l'Army ou l'Air Force – comme toute organisation sociale – s'engagent dans un travail d'auto-légitimation, celles-ci ne disposent pas des mêmes ressources et ne les exploitent pas de la même façon pour accéder à ce statut symbolique. Par conséquent, le mode opératoire, par lequel le groupe mandatant des experts entend effectuer cette légitimation, occupe ici notre attention. Plus précisément, par l'intermédiaire du champ des études stratégiques, l'institution militaire américaine peut espérer objectiver ses pratiques et transformer ses prétentions budgétaires en discours d'expertise.

Le politiste Pierre Lascoumes observe déjà ce phénomène de reformulation légitimante, dans le contexte français, lorsqu'il constate que « *la force de la technocratie est moins la capacité d'un corps préexistant d'experts et de décideurs à reproduire sa domination historique sur un secteur que le résultat permanent de construction de savoir-faire et de légitimité* »[614].

Pour saisir la logique sous-jacente du travail de légitimation des institutions de domination, telles que les administrations militaires, il faut en revenir à Max Weber et à sa classique typologie des légitimités – charismatique, traditionnelle et rationnelle. Sur le processus même de légitimation, Weber observe en effet que « *toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité* »[615]. La domination de

[612] Diplômé en mathématiques de l'University of Colorado, James Quinlivan a rejoint la RAND en 1979. Il a tout d'abord travaillé au sein du Project Air Force avant de devenir le directeur associé de l'Arroyo Center.
[613] Entretien avec James Quinlivan réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[614] LASCOUMES, « La technocratie comme extension… », *op. cit.*, p. 187.
[615] WEBER, op. cit., p. 220.

la machine étatique peut ainsi passer par un ensemble de dispositifs non régaliens, qui permettent d'inculquer les valeurs d'un régime politique.

Sur ce point, une anecdote permet de mieux percevoir les aspects symboliques que revêt le travail de notre acteur. Lors d'un séminaire de recherche auquel il nous a été permis d'assister en février 2008, les chercheurs présents ont évoqué une récente émission télévisée dans laquelle était mentionné « *le rapport de la RAND sur l'Irak* » : « *Tout le monde pense que introduire un débat en évoquant "le rapport de la RAND stipule..." est devenu un argument imparable. En fait, lorsque vous approfondissez ce point, vous vous rendez compte que peu de gens lisent vraiment les rapports qu'ils citent* » nous a confié l'un des experts[616]. Ce pouvoir symbolique du « *rapport de la RAND* » révèle comment l'exercice de légitimation consiste également à instaurer la *force de son évidence*. Autrement dit, comme Pierre Bourdieu le rappelle au sujet des conditions de production des discours d'autorité, « *l'essentiel est que l'autorité s'affirme, si l'on peut dire, en s'affirmant* »[617] soit par sa seule existence.

Néanmoins, on peut, dans notre cas, nuancer l'analyse, en montrant que ce travail de légitimation de l'armée américaine ne répond pas à cette stratégie symbolique. Si, *a posteriori*, les rapports de la RAND peuvent venir soutenir des politiques publiques auprès des électeurs – voire de pays alliés – ils constituent au début des outils discursifs dans le cadre des luttes institutionnelles entre les corps d'armées et entre le Département de la Défense et le Congrès. Jeremy Shapiro, ancien chercheur à la RAND, a souligné ce point :

> « *L'Army ou l'Air Force n'a pas d'intérêt pour la séduisante théorie d'un nouveau chercheur à la RAND.* (sic.) *Si les études sont si grassement payées* (sic.) *cela est dû à deux raisons. Premièrement, si le Pentagone paie une étude cinq cent mille dollars qui explique comment économiser 5% sur le développement d'un nouvel avion de combat, il dispose d'un réel retour sur investissement. Deuxièmement, une étude sur la nécessité d'augmenter votre budget provenant de la RAND, un organisme perçu comme plus indépendant que n'importe quel cabinet de conseil, vous servira grandement lorsque vous irez demander des crédits devant le Congrès et que vous brandirez le fameux rapport face aux parlementaires* »[618].

[616] Entretien, Anonyme.
[617] BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, pp. 218-219.
[618] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).

Shapiro met en lumière la dualité du processus de légitimation : parce que l'expert consolide la position institutionnelle de son mandataire, il peut simultanément bénéficier d'une *légère* marge de manœuvre intellectuelle.

Par conséquent, ce recours à l'expertise devient, en raison de son processus de neutralisation, un outil politique. Par ailleurs, un autre enjeu, tout aussi fondamental, de cette *représentation de l'expertise*, pour reprendre l'expression de Sabine Saurugger[619], repose sur les gains mutuels qui en résultent et sur les *transactions collusives* qui consolident la position de chacun dans son propre champ. De même, Gilles Massardier observe-t-il, à propos des relations entre la DATAR et les géographes mandatés par celle-ci :

> « *Les professionnels de la politique y trouvent la légitimation par la scientificité. Les professionnels de la production de discours "théorique" sur le territoire intégrés à la DATAR y voient l'occasion de légitimer leur existence dans une institution où ils doivent lutter avec des membres des grands corps, c'est-à-dire avec la conception "opérationnelle" de l'aménagement du territoire* »[620].

Ce mélange des genres peut néanmoins fragiliser les frontières sectorielles ainsi que les rapports entre *dominant* et *dominé*. Jeremy Shapiro a décrit ce danger : « *Au bout d'un certain temps, vous vous exprimez comme le "client", car on oublie trop souvent que la culture militaire reste une culture globale et écrasante qui finit par vous phagocyter* »[621]. Cet élément prend tout son sens lorsqu'on le met en relation avec l'*ésotérisme conceptuel* dont a fait preuve la littérature militaire des années quatre-vingt-dix et tout le corpus consacré à la dite *Révolution dans les Affaires Militaires*.

Il importe donc de spécifier cette dynamique de décodage et recodage par lequel la RAND opère son *travail stratégique* auprès de ses mandataires. Pour cela, nous explorerons dans les trois sous-sections suivantes les éléments jugés les plus représentatifs de la période étudiée. Dans un premier temps, nous analyserons les ressorts généraux qui conduisent à la formulation du débat stratégique, selon le processus de problématisation privilégié par notre acteur. Ensuite, nous étudierons l'œuvre de

[619] Cf., SAURUGGER Sabine, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire », *Revue Française de Science Politique*, 52 (4), août 2002, p. 375.
[620]MASSARDIER Gilles, « Les savants les plus "demandés" : Expertise, compétences et multipositionnalité », *Politix*, 36, p. 179.
[621] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).

pérennisation de la filiation entre la RAND et son initiateur, l'Air Force. Puis, un nouveau champ d'étude, le *cyberespace*, nous permettra de dévoiler les stratégies déployées par les acteurs, lorsque de nouvelles opportunités intellectuelles et financières apparaissent. Enfin, grâce au réajustement des programmes de recherche autour des thématiques du terrorisme et de la contre-insurrection, au cours des années suivant les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak de mars 2003, nous saisirons mieux comment un travail d'expertise peut se structurer dans l'urgence.

21. L'adaptation à la nouvelle problématisation des questions militaires

Nous soulignions dans l'introduction de cette recherche, les écueils d'une sociologie de l'expertise qui entendrait uniquement dévoiler les stratégies des acteurs qui participent aux interactions entre la sphère politique et la sphère experte. Encore une fois, on ne peut que rappeler l'avertissement de Bernard Lahire qui écrit : « *A force de s'interroger sur les stratégies ou les intérêts des acteurs, on finit par oublier de décrire et d'analyser sérieusement ce qu'ils font et ce qu'ils disent* »[622]. Ainsi, spécifier les jeux de position au sein du champ des études stratégiques demeure nécessaire mais non suffisant, tant on ne peut comprendre – au risque d'établir des causalités fallacieuses – sans analyser sa production, comment tel acteur a acquis tel statut. Ne pas procéder à cet exercice revient en quelque sorte à *désincarner* les acteurs du champ. Bernard Lahire souligne également cet écueil de l'approche des champs :

> « *Même si cela peut paraître surprenant, la théorie des champs, attachée à étudier les luttes qui se jouent entre les agents appartenant au même univers, ou à celles qui s'instaurent entre des agents issus de champs différenciés, ne permet pas de saisir la nature et la spécificité des activités qui se déroulent dans les différents univers considérés. Les recherches sur les champs littéraire, scientifique, scolaire…, ne permettent jamais de répondre à des questions du type : Qu'est ce que la littérature ? Qu'est-ce que le droit ? Qu'est-ce que la science ? Qu'est-ce que l'école ? Questions trop anthropologiques (au sens philosophique du terme) ? Interrogations typiquement essentialistes ou substantialistes et donc illégitimes pour la sociologie ? Certainement pas* »[623].

[622] LAHIRE, *L'Esprit sociologique*, *op. cit.*, p. 129.
[623] Cf., LAHIRE, « Champ, hors-champ, contrechamp », *op. cit.*, pp. 40-41.

Dès lors, il importe de saisir comment un organisme tel que la RAND adapte ses modes de gestion mais aussi son contenu intellectuel. Ainsi, en partant des éléments structurants tels que la révision budgétaire du Département de la Défense ou l'ascendant des problématiques technologiques au détriment des interrogations stratégiques, on apprécie plus précisément la reformulation apportée par les chercheurs de la RAND de l'agenda privilégié par l'administration militaire.

Comme pour répondre à l'ensemble des critiques émises au lendemain de la Guerre froide, Michael Rich, vice-Président de la RAND, a affirmé avec précaution lors d'une conférence en février 1991 :

> « *Souvenez-vous que notre stratégie, durant la Guerre froide, ne fut pas formulée immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il y eut tout d'abord de multiples événements, à la fin des années quarante : la prise de pouvoir des communistes en Chine et Tchécoslovaquie, le test atomique soviétique, le blocus de Berlin et en dernier lieu la guerre de Corée au début des années cinquante. Ces crises permirent de délimiter la vision qui nous a guidés tout au long de la Guerre froide. Nous aurons besoin d'être aussi patients et sages dans les années à venir* »[624].

Pour ce faire, les FFRDCs de la RAND ont obtenu, au même moment, des fonds afin de définir une stratégie post-Guerre froide. De 1991 à 1992, l'*Arroyo Center* a reçu de l'US Army un budget pour conduire le projet intitulé *Beyond Containment : U.S. National Security Strategy in the Post-Cold War Era*.

Face à l'exercice de *scientifisation* des problématiques militaires, une importante proportion des experts de la RAND s'est plue à nous expliquer que leur travail n'était pas « *de répondre à une question* » mais de « *questionner la question initiale* »[625]. Dans son documentaire institutionnel, *Ideas in Action*, l'organisation se présente également avec une désinvolture minutieuse comme celle qui répond à l'administration militaire : « *Vous n'avez pas posé la bonne question, voici la bonne question !* »[626]. Cette idée représente

[624] RICH Michael, *National Security in the 1990s*, Discours au Biltmore Hotel, Los Angeles, 19 fév. 1991. RAND Corporate Archives. Texte original: « *Let me caution against any expectations that a new national security strategy will be formulated quickly. Recall that our Cold War strategy was not formulated immediately after the end of World War II. It took numerous events in the late 1940s – the Communist takeovers in China and Czechoslovakia, the Soviet atomic test, the Berlin blockade – and ultimately the Korean War in the early 1950s to shape the vision that guided us through the Cold War. We will require equal patience and equal wisdom in the years ahead* ».

[625] La réponse fut fréquente lors de nos entretiens.

[626] ROBBINS, *Ideas in Action…*, *op. cit.*

avant tout un argument au service de la stratégie de position de l'acteur face à des concurrents qui « *ne disent que ce que le client veut bien entendre* ». Néanmoins, elle a fréquemment été remise en cause par les anciens *RANDites* qui l'abordaient avec scepticisme, voire avec ironie.

En effet, le travail de légitimation scientifique, auquel s'attellent les chercheurs de la RAND, n'efface en rien les origines politiques de tel ou tel projet, du choix d'une *question* plutôt que d'une autre. Malgré leur effort stylistique de neutralisation partisane et d'objectivisation ostentatoire, les rapports de l'organisation n'en restent pas moins le résultat d'une mise en forme normative de la pratique militaire.

Cette formalisation d'un *problème* politique obéit, comme tout processus de politique publique, à des schémas narratifs. Comme l'explique effectivement Deborah Stone, chercheure à l'Université de Dartmouth :

> « *Les définitions des questions politiques revêtent généralement une structure narrative. Cela signifie qu'il s'agit d'histoires avec un début, un milieu et une fin impliquant quelques changements ou quelques transformations. Ces histoires ont des héros, des méchants et des victimes innocentes. Elles font s'affronter les forces du bien contre celles du mal.* […] *Souvent ce qui apparaît comme un conflit de détails représente en réalité un désaccord sur l'histoire fondamentale* »[627].

On comprend ainsi que la posture objective des experts ne cache guère les véritables enjeux à l'origine de leur mandat. Dans le cadre militaire, la majorité des travaux commandés à la RAND depuis 1989 peut trouver son origine dans une question fondamentale : quel corps d'armée doit voir son ascendant consolidé dans l'environnement contemporain ? Et, par conséquent, quels outils de guerre (chars, avions de combat, drones, navires) doivent être mis en avant ? Dans le contexte d'une baisse budgétaire, qui peut préserver ses acquis, voire les étendre ?

Pour l'Army ou l'Air Force, il s'agit d'une lutte pour des ressources symboliques mais aussi – et surtout – bureaucratiques. Il ne fait aucun doute que la compétition budgétaire, au sein de l'administration, a eu un impact sur les agendas de recherche des

[627] STONE Deborah, *Policy Paradox: The Art of Political Decision Making*, New York, Norton & Company, 1997, p. 138. Texte original: « *Definitions of policy problems usually have narrative structure; that is, they are stories with a beginning, a middle, and an end, involving some change or transformation. They have heroes and villains and innocent victims, and they pit the forces of evil against the forces of good.* […] *Often what appears as conflict over details is really disagreement about the fundamental story* ».

FFRDCs. Néanmoins, ces querelles institutionnelles ont simultanément pu générer des frustrations au sein du champ des études stratégiques. James Quinlivan, alors directeur de recherche à l'*Arroyo Center* – le FFRDC de la RAND affilié à l'US Army – nous a très simplement résumé la façon dont il percevait les évolutions du champ au cours de la décennie en question :

> « *Tout au long des années quatre-vingt-dix, l'armée souhaitait savoir comment rationaliser ses ressources humaines, comment faire baisser le nombre de ses volontaires, tout en ne rompant pas l'équilibre générationnel. La RAND travaillait principalement sur de tels sujets: la logistique, la rationalisation budgétaire. Il n'y avait plus vraiment de place pour de la stratégie pure* »[628].

Que le travail de stratège ait été par conséquent réduit à un exercice de porte-parole des compétiteurs administratifs n'enlève rien à l'intérêt de ces pratiques. En effet, dans les vingt dernières années, la RAND a dû affronter de nombreux défis. Nous avons retenu trois des plus importants : préserver sa filiation symbolique avec l'Air Force, investir et capter un nouveau domaine d'étude – le *cyberespace* – et s'adapter, à partir du 11 septembre 2001, à l'urgente demande politique en matière d'expertise consacrée au terrorisme et à la contre-insurrection.

22. Préserver la filiation : la RAND et l'Air Power

« *Depuis la fin de la Guerre froide, l'instrument aérien est devenu l'arme de premier recours pour l'Amérique, quand il s'agit de gérer la majeure partie des contingences qui se présentent : de la catastrophe naturelle aux guerres de haute intensité* » écrit Jeremy Shapiro en 2001 dans un rapport de la RAND, préfacé par Andrew Marshall[629].

Vingt ans après la controverse portant sur l'utilité des bombardements stratégiques au Viêt-Nam, la fin de la Guerre froide a redonné un ascendant institutionnel à l'US Air Force. Sur le plan technique, la guerre du Golfe a amplement permis ce regain

[628] Entretien avec James Quinlivan réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

[629] SHAPIRO Jeremy, « The Price of Success » in: KHALILZAD, SHAPIRO, *Strategic Appraisal…*, *op. cit.*, p. 1. Texte original: « *Since the end of the Cold War, the air instrument has become America's weapon of first resort to handle nearly all varieties of contingencies from disaster relief to major theater wars* ».

de légitimité. Le conflit a impliqué une offensive terrestre de quelques centaines d'heures précédée par une campagne de frappes aériennes de cinq semaines. Celle-ci s'est soldée par un bilan d'une efficience sans équivalent historique[630]. Les chiffres n'ont pas manqué pour appuyer les vues de l'Air Force : les avions alliés auraient effectué une moyenne de 2140 sorties quotidiennes, largué 115 000 tonnes de munitions diverses au prix de 38 avions abattus et 48 endommagés, soit un taux de pertes de seulement 0,045 appareil par sortie.

Les indicateurs sont ainsi devenus des outils de premier choix, quant à la détermination de ce qui devenait l'objet de l'agenda politique ou militaire. Or, rappelons la mise en garde de John Kingdon en ces termes :

> « *Les décideurs politiques pensent que le changement d'un indicateur représente un bouleversement complet de l'état du système ; ils définissent ce phénomène comme un problème. Le changement réel, néanmoins, est exagéré par la sphère politique. De sorte que les gens croient que cette modification symbolise une chose bien plus importante et qu'ils se rendent compte que les nouveaux chiffres ne correspondent pas à leur expérience passée. De cette façon, les transformations d'un indicateur peuvent entraîner des effets disproportionnés sur les agendas politiques* »[631].

En l'occurrence, les statistiques de la campagne aérienne menée au cours de la guerre du Golfe sont devenues les instruments politiques d'une promotion exacerbée – et disproportionnée – des théories de l'*Airpower*. Ont alors surgi les expressions médiatisées de *frappes chirurgicales, guerre zéro-mort*. Celles-ci ont été accompagnées d'hypothèses euphoriques sur l'avènement de conflits où, seule, la puissance aérienne pourrait défaire les armées adverses, sans solliciter un engagement de l'infanterie au sol. Il s'agissait, pour reprendre l'expression d'Eliot Cohen, d'une véritable *mystique* de la puissance aérienne américaine.

---

[630] Cf., sur ce point le rapport commandé par le Congrès: KEANEY Thomas, COHEN Eliot (Eds.), *Gulf War Air Power Survey (GWAPS) Summary Report*, Washington, Government Printing Office, 1993.

[631] KINGDON, *op. cit.*, pp. 92-93. Texte original: « *Policy makers consider a change in an indicator to be a change in the state of a system; this they define as a problem. The actual change in the indicator, however, gets exaggerated in the body politic, as people believe the change is symbolic of something larger and find that the new figures do not conform to their previous experience. Thus indicator change can have exaggerated effects on policy agendas* ».

La RAND a été l'un des promoteurs éminents de cette croyance, lorsqu'il a fallu en livrer une formulation experte[632]. S'en est suivi, tout au long des années quatre-vingt-dix, une bataille institutionnelle, dont les principaux adversaires sont restés l'Air Force et l'US Army. Cette dernière a en effet observé, avec inquiétude, le développement continu des thèses prétendant que les troupes terrestres devenaient inadéquates dans le cadre des conflits contemporains. Les rivalités se sont intensifiées lorsqu'un an après la guerre du Golfe, le Chef d'Etat-major de l'Air Force, le général Merril McPeak a publiquement affirmé que l'opération *Desert Storm* « *constituait la première défaite d'une armée terrestre causée par une puissance aérienne* »[633]. Les représentants de l'Army ont rétorqué que l'aviation légère terrestre, avec les hélicoptères Apache, s'était en fait avérée bien plus efficace que les bombardiers de l'Air Force. Cependant, tout au long de l'histoire de l'Armée de l'Air américaine, la croyance en une primauté de la puissance aérienne et en sa déclinaison brutale – les bombardements stratégiques – avait constitué un élément fondamental. Caroline Ziemke, chercheure à l'*Institute for Defense Analyses*, explique :

> « *Le bombardement stratégique ne constitue pas simplement une doctrine pour l'USAF ; c'est son âme et c'est ce qui lui fournit son entière raison d'être. Le bombardement stratégique apparaît aussi central pour l'identité de l'Air Force que peut l'être le Nouveau Testament pour l'Eglise catholique* »[634].

Les dérives intellectuelles et budgétaires induites par le rapport de force entre l'Air Force et l'Army ont été résumées par Frederick Kagan lorsqu'il écrit:

> « *La démesure autour des prétendus effets de la puissance aérienne dans l'opération Desert Storm eut des conséquences implacables. Cela conduisit à l'affirmation continuelle selon laquelle la puissance aérienne pouvait, à elle-seule, remporter les futures guerres. Pour certains, l'Air Force devait recevoir la part du lion des budgets de défense, les forces terrestres pouvaient être réduites, voire même éliminées – reléguées, au*

[632] Cf., l'approche critique de COHEN Eliot, « The Mystique of U.S. Air Power », *Foreign Affairs*, 73 (1), pp. 109-124.
[633] McPEAK Merrill, *Selected Works 1990-1994*, Maxwell, Air University Press, 1995, p. 18.
[634] ZIEMKE Caroline « Foreword » in: TILFORD Earl, *Setup: What the Air Force Did in Vietnam and Why*, Maxwell, Air University Press, 1991, p. ix. Texte original: « *Strategic bombing is not mere doctrine to the USAF; it is its lifeblood and provides its entire raison d'être. Strategic bombing is as central to the identity of the Air Force as the New Testament is to the Catholic Church* ».

pire, au travail de nettoyage qui suivait la victoire inévitable de la puissance aérienne »[635].

Comment la RAND a-t-elle pu procéder au travail de *scientifisation* qui lui incombait alors ? Les relations entre la RAND et l'Air Force sont restées, encore aujourd'hui, marquées par une référence généalogique passionnée, voire passionnelle. Malgré la progressive diversification de la RAND, l'Air Force a continué à être perçue par beaucoup comme son *client historique* et, donc, son interlocuteur privilégié. S'il s'agit là d'un discours récurrent lors de nos enquêtes, certaines personnes n'ont pas hésité à le contredire. « *C'est un client comme un autre, rien de plus* » a répondu Bruce Hoffman, parti de la RAND au moment de notre entretien[636]. « *L'Air Force éprouve une certaine rancune historique* (sic.) *à l'égard de la RAND qui a voulu s'émanciper dans les années soixante* » a ajouté un chercheur resté anonyme. Pire, les chercheurs français, Etienne de Durand et Bastien Irondelle, évoquent, pour leur part, une ignorance mutuelle :

« *En réalité, le "désamour" entre l'USAF et les experts civils paraît aujourd'hui si grand et si installé que deux interlocuteurs n'ont pas hésité à affirmer que, " si c'était à refaire aujourd'hui, l'Air Force ne créerait pas la RAND". Disposant en effet depuis l'après-Viêt-Nam d'une expertise interne approfondie et diversifiée, sans équivalent civil pour les questions militaro-techniques et parfaitement compétitive en matière de stratégie générale, de procédures budgétaires ou de communication politique, l'Air Force n'éprouve aucun besoin à cet égard, et estime en outre être systématiquement et injustement critiquée* »[637].

Certaines personnes interrogées ont effectivement reconnu une évolution « *plutôt négative* » dans des interactions entre la RAND et l'Air Force. Un chercheur resté anonyme nous a expliqué :

« *Pendant la Guerre froide, l'Air Force finançait la RAND sans le moindre plafonnement. Les cahiers des charges se concentraient autour*

[635] KAGAN, *op. cit.*, pp. 164-165. Texte original: « *The exaggeration of the effects of airpower in Desert Storm was nevertheless important. It led to the repeated assertion that airpower could win future wars by itself, that the Air Force should receive the lion's share of defense budgets, that ground forces could safely be cut or even eliminated – relegated, at the very least, to mopping-up duties in the wake of the inevitable airpower victory* ».
[636] Entretien avec Bruce Hoffman réalisé le 6 novembre 2006 à la Georgetown University (Washington).
[637] DE DURAND, IRONDELLE, *op. cit.*, p. 80.

de la doctrine, de la stratégie. Puis, après 1989, les questions budgétaires et les querelles entre les services ont pris le dessus. L'Air Force a demandé à la RAND de travailler dans l'urgence – ce qu'elle ne savait pas faire – de s'occuper des problèmes actuels, d'être plus réactive. Ce phénomène fut illustré par la migration progressive des chercheurs de Santa Monica vers Washington puis vers Pentagon City »[638].

Il faut néanmoins nuancer ce *désamour*. Il peut avoir certaines réalités mais il n'illustre pas, pour autant, l'intégralité de la relation contemporaine entre l'Air Force et la RAND. Sans occulter certaines de ces tensions, Jeremy Shapiro a observé :

« *Il est assez intéressant de voir comment la RAND a gardé, malgré tout, de bonnes relations avec l'Air Force alors que les choses s'avèrent bien plus difficiles avec l'Army. Je crois qu'au départ le fait que l'Air Force représente la technologie, l'innovation les rend plus prédisposés à la stimulation intellectuelle. L'Army n'a jamais eu ce goût* »[639].

Par conséquent, concevoir ce travail d'expertise de la RAND sans une analyse des acteurs à l'origine de cette généalogie serait une erreur. Au centre de cette filiation, se trouvent des individus, comme Benjamin Lambeth – à la RAND depuis 1975 – ou Natalie Crawford – chercheure depuis 1965. Les carrières de ces derniers restent extrêmement liées et mêlées à l'histoire même de l'Air Force.

Bénéficiant d'un important capital social auprès de l'Armée de l'Air américaine, Lambeth a principalement travaillé, au cours de sa carrière, sur les questions relatives à l'*Airpower*. Diplômé de science politique de Georgetown en 1968, il est entré d'abord dans le champ en tant qu'assistant de recherche à l'*Institut for Defense Analyses*. Puis en 1975, alors que les troupes nord-vietnamiennes s'emparaient de Saigon, Lambeth a rejoint la RAND où il est resté chercheur jusqu'à aujourd'hui. Lorsqu'il nous a décrit son activité, l'*affect* investi par l'auteur devenait central:

« *J'ai commencé à travailler à la RAND dans les années soixante-dix pour et avec l'Air Force. Au départ je disposais de quelques contacts avec des capitaines, des colonels. Aujourd'hui, ils dirigent l'Air Force et sont devenus des amis que je vois régulièrement. Nous entretenos des liens personnels* »[640].

[638] Entretien, Anonyme.
[639] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[640] Entretien avec Benjamin Lambeth réalisé le 23 janvier 2008 à la RAND Corporation (Washington).

Dans cette perspective, Lambeth a établi une distinction claire entre l'Air Force et les autres *clients* de la RAND. Pour appuyer son propos, il est même allé jusqu'à nous conter une récente histoire, prouvant l'importance des liens tissés entre officiers de l'Armée de l'Air et experts privés :

> « *Il y a six mois environ* [soit l'été 2007], *nous discutions avec un collègue de la RAND de la possibilité de faire une étude sur la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah. Il y avait un formidable sujet de travail sur l'évaluation de la campagne aérienne de Tsahal. J'étais extrêmement motivé mais, en même temps, je savais que cela ne pouvait pas être facile car je n'avais pas accès à certaines données. J'ai alors eu l'idée d'en parler aux responsables du Project Air Force au sein du Pentagone. Ils m'ont dit qu'ils étaient prêts à financer mon projet, mais qu'il fallait que nous parlions tout d'abord aux Israéliens pour s'assurer de leur coopération. J'ai eu alors l'occasion d'en discuter directement avec le Général Moseley* [le Chef d'Etat-major de l'Air Force] *qui est un vieil ami et qui m'a assuré de sa bienveillance. Il a immédiatement chargé son secrétariat de rédiger une lettre pour son homologue israélien en demandant à ce que Benjamin Lambeth puisse accéder aux données confidentielles de l'opération, ce projet devant contribuer à chacune des parties. Cette lettre a fait la différence : grâce à elle, nous avons pu lancer l'étude* »[641].

Lors de notre entretien, Lambeth a mis en avant les relations de proximité, tant individuelles qu'institutionnelles, entretenues par la RAND et l'Air Force. Pour ce faire, il a souligné une donnée historique: l'*âge* des deux organisations. « *La RAND fait partie de la famille Air Force. Elle a le même âge !* (sic.) » nous a-t-il expliqué[642].

Arrivé à la RAND en 1988 après avoir été analyste technique chez Northrop Corporation, Donald Stevens a ajouté, au sujet de la relation entre la RAND et l'Air Force :

> « *Le fait que la RAND soit aussi vieille que l'Air Force, que sa conception soit antérieure à l'émancipation de l'Air Force de l'Army n'est pas seulement une coquetterie. Cela signifie que l'Air Force n'a jamais vécu sans l'expertise de la RAND et ceci est fondamental. Cela explique comment le Center for Naval Analyses*[643]*, à l'inverse, ne peut jouir d'une*

[641] *Ibid.*
[642] *Ibid.*
[643] Rappelons que le Center for Naval Analyses se trouve être, comme la RAND, un FFRDC travaillant uniquement pour l'US Navy.

telle relation avec la Navy qui existe depuis deux siècles. C'est aussi la raison pour laquelle l'Army resta initialement sceptique quant à l'utilité d'un FFRDC [l'Arroyo Center] »[644].

On retrouve cette même relation affective chez Natalie Crawford. Après avoir obtenu une licence de mathématiques à UCLA, celle-ci est entrée à la RAND en 1964 alors que Lyndon Johnson, élu en janvier, renforçait le nombre de conseillers militaires américains auprès des troupes sud-vietnamiennes.

Débutant comme simple technicienne au sein du *Project Air Force*, Crawford a pris, au cours des décennies suivantes, des responsabilités comme celles de la direction de programmes puis du FFRDC. En 1997, elle est devenue vice-Présidente et directrice du PAF tandis que l'*Air Force Scientific Advisory Board* l'a nommée *co-chairman*.

Par son ancienneté, Crawford fait figure de véritable effigie de la filiation RAND et Air Force. Laurent Murawiec nous a narré l'histoire de celle qui « *a vu grandir des générations d'officiers de l'armée de l'air, les a encadrés comme élèves dans leur jeunesse. Ils sont devenus ensuite ses interlocuteurs, des décennies plus tard, lorsqu'ils ont obtenu de hautes responsabilités. Elle entretient avec eux une véritable relation maternelle*»[645]. En 2002, le journal allemand *Süddeutsche Zeitung* est même allé jusqu'à lui consacrer un portrait, pour le moins original :

« *Natalie Crawford pourrait être une femme au foyer américaine tout à fait normale qui profite de la deuxième partie de sa vie en Californie, après avoir élevé ses enfants. La coiffure est stricte, le costume décent, les lèvres maquillées et la voix aimable, bien que mesurée. Mais à la place d'une photo de familles, on trouve dans le bureau de Natalie Crawford des images et des plans d'avions de combat, des documents témoignant de sa familiarité avec des pilotes – et toujours Crawford dans un bombardier, dans le costume de l'Air Force avec ses amis officiers* »[646].

[644] Entretien avec Donald Stevens réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[645] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[646] STEINBERGER Petra, « Der kalte Gott der Zukunft; "Think Tank" im Original: Zu Besuch in der kalifornischen Rand Corporation », *Süddeutsche Zeitung*, 28 fév. 2002, p. 13. Texte original: « *Natalie Crawford könnte eine ganz normale amerikanische Hausfrau sein, die ihre zweite Lebenshälfte in Kalifornien geniesst, nachdem sie die Kinder grossgezogen hat. Die Haare sind hochgesteckt, das Kostüm ist dezent, die Lippen rot, di Stimme freundlich, wenn auch bestimmt. Aber statt Familienfotos hängen in Natalie Crawfords Büro Bilder und Pläne von Fighter Jets, Urkunden, Freundschaftsbezeugungen von Piloten – und immer wieder sie selbst: in diesem oder jenem Bomber, im Kampfanzug mit den Jungs der US-Air Force* ».

Selon Crawford, « *les relations entre les deux organisations sont, comme toute relation adulte qui dure depuis un certain temps, faites de haut et de bas* »[647]. On note ici l'importance de la comparaison spontanée avec une *relation adulte*.

Sur le plan managérial, Brent Bradley, directeur de la stratégie de la RAND, a rappelé qu'« *à la fois sur le plan intellectuel et financier, nous bénéficions de relations stratégiques avec le Département de la Défense et plus encore avec l'Air Force, notre client historique* »[648].

Dans la plupart des témoignages rassemblés, la filiation s'est voulue exclusive – aucun autre acteur du champ ne jouirait de ce statut avec l'Air Force – et unique – aucune relation entre un concurrent et un organe du Département de la Défense ne pourrait être comparable. C'est aussi à travers cette image de la filiation que peut se lire la dialectique entre l'individu et l'organisation. Autrement dit, le mécanisme précédemment désigné, par lequel la RAND convertit des ressources individuelles en capitaux collectifs, trouve sa parfaite illustration dans les portraits de Benjamin Lambeth et Natalie Crawford.

Plus encore, trouve-t-on dans le discours autour de la relation de la RAND et l'Air Force, l'idée sous-jacente d'une homologie structurale qui irait encore plus loin que la simple *mystique* d'une filiation. Comme Lambeth l'a rappelé, la RAND a été créée en 1946 alors que l'Armée de l'Air amorçait son émancipation des forces terrestres. De même, la haute technologie se présente comme une référence fondamentale à la fois de la réflexion de l'Air Force et celle de la RAND. Elle créerait donc le point commun d'une avant-garde intellectuelle et technologique partagée entre les deux institutions.

En 2007, dans l'introduction du rapport annuel du *Project Air Force*, Andrew Hoehn, directeur du FFRDC, retrace de manière quasi-lyrique la généalogie entre la RAND et l'Air Force :

> « *Depuis soixante ans, l'U.S. Air Force et le RAND Project Air Force ont collaboré pour affronter les plus importants défis sécuritaires de notre nation.* […] *En observant toute cette période passée, on remarquera, avec admiration, la capacité des deux institutions à anticiper les défis, à faire face à des choix difficiles et à apporter de nouvelles idées face à des problèmes complexes et, en apparence, intraitables. Ce qui est encore plus*

[647] Entretien avec Natalie Crawford réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[648] Entretien avec Brent Bradley réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

remarquable, c'est la capacité de ces institutions à se transformer et apprendre l'une de l'autre »[649].

Les sujets abordés par le *Project Air Force* au cours des deux dernières décennies ont effectivement traduit les grandes préoccupations au sein de l'Armée de l'Air américaine : la *modernisation* de l'armée chinoise, la militarisation de l'espace, l'emploi de la puissance aérienne dans des conflits régionaux.

Dès lors, dans quelle mesure les programmes de recherche de la RAND ont-ils subi les *effets de champ* suscités par les dynamiques politiques à l'œuvre au Département de la Défense à la fin de la Guerre froide ? Natalie Crawford nous a expliqué :

« *Après la guerre du Golfe, l'Air Force s'est embourbée* (sic.) *dans les problématiques budgétaires et sa hiérarchie a commencé à ne plus formuler de véritables cahiers des charges à notre FFRDC* [Project Air Force]. *Il s'agissait uniquement de commandes de court terme, elle ne savait pas comment penser au-delà des cinq années à venir. Elle ne savait pas comment penser les véritables enjeux géopolitiques. De ce fait, nous avons traversé une telle crise, qu'au printemps 1995, j'ai pris rendez-vous avec le Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air – que je connaissais très bien – pour redéfinir un partenariat plus étroit* »[650].

Pour sa part, Donald Stevens, chercheur depuis les années quatre-vingt au *Project Air Force*, a relativisé la perception d'une crise, en affirmant : « *il s'agit d'un cycle : tous les cinq ans une nouvelle direction prend la tête de l'Air Force et remet tout en cause : "Pourquoi la RAND travaille-t-elle sur tel sujet ? Pourquoi n'y-a-t-il pas de compétition ?". Il nous faut alors de nouveau leur expliquer leur profit et combattre cette amnésie institutionnelle. Cela me conduit à penser qu'il s'agit davantage de problèmes individuels entre experts et officiers que de tensions institutionnelles entre l'Air Force et la RAND* »[651].

Enfin, sur l'évolution géographique de la RAND, et plus particulièrement son expansion à Washington, Michael Rich, vice-Président exécutif, a expliqué :

---

[649] Project Air Force, *Annual Report 2007*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007, p. 1. Texte original: « *For 60 years, the U.S. Air Force and RAND Project Air Force have partnered to confront the nation's most pressing security challenges.* […] *What is remarkable, looking back over this time, is the ability of the two institutions to anticipate challenges, confront hard choices, and bring new thinking to enormously difficult, seemingly intractable problems. What is even more remarkable is the ability of these institutions to grow and learn from each other* ».

[650] Entretien avec Natalie Crawford réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

[651] Entretien avec Donald Stevens réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

> « *Lorsque je suis arrivé à la RAND au début des années soixante-dix et, qu'un général de l'Air Force me disait : "je dois vous voir immédiatement", je répondais : "très bien, je prends le premier avion pour Washington dès demain et nous pouvons nous voir après-demain". Aujourd'hui, de tels délais sont devenus impensables. Il y a beaucoup d'acteurs, d'organisations, le marché est surpeuplé* (sic.) *et il faut entretenir un lien de proximité physique avec le client* »[652].

A partir de ces éléments, on peut mieux saisir ce qui a conduit les chercheurs de la RAND à consolider les thèses de l'Air Force dans les années quatre-vingt-dix. Pour preuve, en 1993, la RAND a confié à six chercheurs – Christopher Bowie, David Ochmanek, Fred Frostic, Kevin Lewis, John Lund et Philip Propper – le soin d'analyser les modalités d'emploi des corps d'armées dans le contexte post-bipolaire. L'étude finale, *The New Calculus*, est rapidement devenue l'une des clés de voûte de la propagande en faveur de la suprématie de l'Air Force. Le travail prenait, tout d'abord, acte des nouvelles orientations stratégiques explicitées dans les documents officiels, la *National Military Strategy* et la *Defense Planning Guidance* : une réorientation politique vers les conflits régionaux, un format d'armée adapté à la conduite potentielle de deux conflits régionaux simultanés. Pour les universitaires, Charles Knight et Carl Conetta, il ne faisait aucun doute que « *le New Calculus de la RAND était essentiellement taillé selon un patron identique* (sic.) »[653].

Interrogée, Natalie Crawford, alors dans l'équipe de direction de *Project Air Force* a reconnu que « *The New Calculus avait, dès le départ, été spécialement commandité par l'Air Force mais pour comprendre ses thèses, il faut se remettre dans le contexte de son élaboration – celui de la Base Force. C'est au demeurant un travail admirable en matière d'analyse logistique* »[654]. Dans leur préface, les auteurs de *The New Calculus* ont explicitement admis le caractère partisan du travail :

> « *Bien que la stratégie militaire américaine contienne d'autres éléments importants tels que la dissuasion contre une attaque nucléaire ou la lutte*

[652] Entretien, Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

[653] CONETTA Carl, KNIGHT Charles, « Rand's *New Calculus* and the Impasse of US Defense Restructuring », Project on Defense Alternatives, *Briefing Report*, 4, août 1993. Disponible à: http://www.comw.org/pda/calculus.htm. Date de consultation: 16 janv. 2008. Texte original: « *Rand's New Calculus is cut essentially from the same cloth* ».

[654] Entretien avec Natalie Crawford réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

anti-terroriste, ce rapport se concentre sur les capacités de nos forces dans le cadre de conflits de théâtre pour une simple raison : comme Willy Sutton, le célèbre voleur de banques, l'a formulé "C'est là où l'argent se trouve" »[655].

L'analyse se compose ensuite d'un mélange de considérations proprement stratégiques – l'environnement militaire international – et de calculs logistiques – divisions d'infanteries, flottes navales et escadrons nécessaires[656] – pour parvenir finalement à des conclusions similaires à celle du général McPeak :

« *Non seulement la puissance aérienne moderne peut arriver rapidement là où cela pourrait être nécessaire, mais elle est également devenue beaucoup plus létale dans les opérations conventionnelles. Equipée avec des munitions avancées, soit en service, soit sur le point de devenir opérationnelles et dirigées par les systèmes modernes de C3I*[657]*, la puissance aérienne offre le potentiel nécessaire à la destruction des forces terrestres ennemies – soit en mouvement, soit en positions défensives – sur la base d'un ratio élevé, tout en détruisant les centres vitaux de l'infrastructure de combat de l'ennemi. En clair, sa mobilité, sa létalité et sa résistance rendent la puissance aérienne parfaitement adaptée aux besoins dans le contexte d'un conflit régional* »[658].

La même année, Carl Builder, figure éminente du champ des études stratégiques et plus particulièrement de la RAND, publie *The Icarus Syndrome: The Role of Air Power Theory in the Evolution and Fate of the U.S. Air Force* dans lequel il défend explicitement la thèse de la prépondérance de l'*Air Power* :

---

[655] BOWIE Christopher, OCHMANEK David, FROSTIC Fred, LEWIS Kevin, LUND John, PROPPER Philip, *The New Calculus: Analyzing Airpower's changing role in joint theater campaigns*, Santa Monica, RAND Corporation, 1993, p. 2. Texte original: « *Though U.S. national military strategy also contains other important elements, such as deterring nuclear attack and combating terrorism, this report focuses on the capabilities of forces for theater conflicts for one simple reason: As Willy Sutton, the famous bank robber, put it, "That's where the money is"* ».

[656] BOWIE, OCHMANEK, FROSTIC, LEWIS, LUND, PROPPER, *op. cit.*, p. 81: « *For force planning purposes, it should be assumed that hostile forces confronted in such conflicts comprise approximately 3,000 to 5,000 tanks and between 500 and 1,000 combat aircraft* ».

[657] C3I: *Command, Control, Communications and Intelligence*.

[658] *Ibid.*, p. 84. Texte original: « *Not only can modern airpower arrive quickly where needed, it has become far more lethal in conventional operations. Equipped with advanced munitions either in service or about to become operational and directed by modern C3I systems, airpower has the potential to destroy enemy ground forces either on the move or in defensive positions at a high rate while concurrently destroying vital elements of the enemy's war-fighting infrastructure. In short, the mobility, lethality, and survivability of airpower makes it well suited to the needs of rapidly developing regional conflicts* ».

> « *Dans le monde nouveau et difficilement domptable du commerce mondial et de nations sans frontières, les militaires et les politiques au pouvoir choisiront en ultime recours le continuum aérospatial, en raison de sa ligne de fuite unique, et de son accès universel et de sa vélocité. En conséquence, le contrôle et l'exploitation de ce médium offriront, plus que tout autre, l'éventail le plus large d'options militaires et le degré le plus élevé de puissance* »[659].

Par la suite, en 1997, Alan Vick, David Orletsky, Abram Shulsky et John Stillion ont été chargés de rédiger un rapport traitant des adaptations de l'US Air Force aux nouveaux modes de conflit, et plus particulièrement à ce qu'il était alors convenu d'appeler les *Military Operations Other Than War* (MOOTW). Dans leur étude finale, les auteurs ont ainsi expliqué que « *les trois objectifs principaux de cette étude sont: (1) d'aider l'USAF à mieux comprendre les effets des MOOTW actuelles en matière d'entraînement et de préparation, (2) d'explorer diverses options pour réduire ces effets, et (3) de proposer de nouveaux concepts opérationnels pour améliorer les capacités de l'USAF dans l'accomplissement de ses missions lors de futures MOOTW* »[660].

Nous verrons ultérieurement comment, à partir de 2001, est venue s'ajouter une nouvelle thématique, bientôt incontournable : l'usage de l'*Airpower* face au terrorisme et aux insurrections. Or, on peut déjà noter que la relation entre le mandataire *historique* et le mandaté reste soumise à des contradictions inhérentes. En effet, la proximité sociale des chercheurs et des officiers et le capital symbolique acquis au sein du champ grâce à cette filiation ne peuvent être exploités qu'à la condition d'un certain consentement implicite – voire explicite dans le cas du *New Calculus* – aux thèses du corps d'armée et à sa méta-idéologie de l'*Air Power*. Qu'ils appartiennent encore ou non à la RAND, les experts des questions aériennes interrogés dans le cadre de notre recherche, sont restés réservés lorsque la question de l'indépendance intellectuelle de l'expert a été abordée. Qui plus est, les luttes bureaucratiques, propres au Département de la Défense dans les

[659] BUILDER Carl, *The Icarus Syndrome: Air Power Theory and the Evolution of the Air Force*, Santa Monica, RAND Research Brief, oct. 1993, p. 2. Texte original: « *In the emerging, less controllable world of global commerce and borderless nations, the military medium of dominance and, hence, the choice of power elites will be the aerospace continuum because of its universal, rapid access and unique vantage point. Hence, the control and exploitation of that medium, more than any other, will offer the widest range of military options and the highest degree of military power* ».

[660] VICK Alan, ORLETSKY David, SHULSKY Abram, STILLION John, *Preparing the U.S. Air Force for Military Operations Other Than War*, Santa Monica, RAND Corporation, 1997, p. iii. Texte original: « *The objectives of this study were threefold : (1) to help the USAF better understand the effects of current MOOTW on training and readiness, (2) to explore some options to reduce those effects, and (3) to propose new concepts of operations to enhance USAF capabilities to accomplish future MOOTW tasks* ».

années quatre-vingt-dix, et la perte de l'ascendant de la RAND sur le champ des études stratégiques, ont intensifié cette soumission aux *diktats* de l'Air Force. Certains concurrents nous ont ainsi dédaigneusement décrit la « *propagande aérienne* » de la RAND[661].

Néanmoins, ce travail de réécriture *légitime* des intérêts d'une administration militaire a obéit à une logique à la fois financière et, peut-être surtout, symbolique : celle qui puisse permettre une filiation inébranlable et pérennisée entre les deux organisations.

Que la RAND ait consenti à suivre l'agenda de l'Air Force durant les années quatre-vingt-dix ne signifie pas pour autant qu'elle s'y soit cantonnée. Plusieurs tentatives de mise sur agenda peuvent être évoquées. Sur le plan sociologique, l'une des plus intéressantes reste le développement de travaux sur ce qu'il est convenu d'appeler le *cyberespace.*

23. Créer un champ de bataille : le Cyberspace depuis la RAND

Dans le cadre d'une sociologie de l'expertise militaire, l'émergence et la consolidation, au cours des vingt dernières années, d'un savoir autonome autour du *cyberspace* – terme traduit en français par *cyberespace* – constituent un des cas d'études les plus fructueux.

En 2007, le Département de la Défense américaine a officiellement défini le *cyberespace* comme « *un domaine caractérisé par l'utilisation de l'électronique et du spectre électromagnétique pour stocker, modifier et échanger des données via des systèmes en réseau et les infrastructures physiques associées* »[662].

L'investissement de nombreux chercheurs issus de la RAND – parmi lesquels David Ronfeldt, John Arquilla, Martin Libicki, Laurent Murawiec, David Gompert – dans l'apparition de cette problématique, bientôt transformée en champ d'étude légitime et délimité, permet ainsi d'apprécier les mécanismes, par lesquels des idées se

[661] Entretiens, Anonymes.

[662] GRANT Rebecca, *Victory in Cyberspace*, Air Force Association Special Report, oct. 2007, p. 3. Le document officiel *National Military Strategy for Cyberspace Operations* datant de 2006 nécessite une habilitation pour être consulté. Texte original: « *A domain characterized by the use of electronics and the electromagnetic spectrum to store, modify, and exchange data via networked systems and associated physical infrastructures* ».

transforment en principes, des hypothèses en paradigmes et des conclusions théoriques en lois tangibles.

A nouveau, pour se déprendre de l'*illusion rétrospective* qui pourrait guider une socio-histoire des doctrines militaires américaines depuis 1989, il faut appréhender au plus près les rapports de force individuels, les enjeux intellectuels et les conséquences administratives et industrielles que des études autour de cette nouvelle question ont pu induire. Etudier la structuration d'une politique publique, d'une doctrine en matière de *cyberspace* revient ainsi à s'affranchir des présupposés que Pascal Vennesson énonce lorsqu'il aborde la constitution d'une Armée de l'Air française au cours de la première partie du XX^{ème} siècle :

> « *Au cous de la genèse des capacités militaires, le contour de chaque unité est changeant. Les préférences sont floues, l'usage des armements est peu élucidé, la procédure des essais et erreurs est prédominante. L'ampleur des différences entre la boîte noire – l'Armée de l'Air toute faite – et l'institutionnalisation – l'Armée de l'Air en train de se faire – se dévoile : l'une est assurée, l'autre incertaine, l'une est formaliste et réglée, l'autre informelle et mouvante. Pour constituer une Armée de l'Air, il ne suffit pas d'additionner les avions les uns aux autres, ni de placer côte à côte les personnels.* […] *De plus, l'oubli des genèses incite à la téléologie. Les arguments structurels appréhendent l'armée de l'air par l'intelligence de sa finalité aujourd'hui et font dépendre d'elle son existence. Il faut au contraire combattre le "virus du précurseur"* »[663].

Par conséquent, comment, en l'espace d'une décennie, un terme obscur emprunté à la littérature de science fiction[664] s'est-il vu accorder le privilège de devenir l'objet de documents entiers du Département de la Défense, tels que la *National Military Strategy for Cyberspace Operations* de 2006, et d'un commandement spécifique, le *cybercommand*, de l'US Air Force ?[665]

Au cours de la dernière décennie, de nombreux efforts ont été poursuivis par les *stratégistes* pour apporter leur contribution symbolique, la caution scientifique, donc

---

[663] VENNESSON Pascal, *Les Chevaliers de l'air : Aviation et conflits au XXe siècle*, Paris, Presses de Sciences Po & Fondation pour les Etudes de Défense, 1997, p. 28.

[664] Il s'agit plus exactement d'une expression forgée par l'écrivain américain William Gibson. Cf. GIBSON William, *Neuromancien*, Paris, J'ai Lu, 2001.

[665] En mars 2008, l'US Air Force a officiellement établi un tout nouveau *Cybercommand* qui aura un an pour devenir complètement opérationnel. Le commandement s'est installé sur une base déjà existante de l'Air Force en Louisiane. Le *Cybercommand* devrait par ailleurs compter 541 hommes venant de diverses unités de l'Air Force.

légitimante, sur l'étude militaire du *cyberespace*. Or aucune notion n'a suscité, durant la même période, autant de confusions, de malentendus et d'approximations. Aujourd'hui, il est convenu de ranger les réflexions sur le *cyberspace* aux côtés de ce que l'on nomme l'*information warfare*, la guerre de l'information. Pour sa part, Martin Libicki, mathématicien de formation travaillant à la RAND depuis 1998, a publié, en 2007, un ouvrage phare, *Conquest in Cyberspace*. Celui-ci tente d'affiner le contenu des termes souvent employés[666]. Libicki livre ainsi un inventaire soigné de ce qui forme l'ossature doctrinale du *cyberespace*.

Typologie de Martin Libicki[667]

-Guerre visant les structures de commandement et de contrôle
-Guerre centrée sur le renseignement
-Opérations psychologiques
-Guerre des hackers
-Guerre économique
-Cyberguerre
- Guerre parmi les cyberêtres *à la William Gibson*

L'édifice conceptuel de Libicki ne doit pas ici occulter l'intensité des luttes intellectuelles dont il ne constitue, *a posteriori*, qu'une résultante. Par conséquent, il nous faut revenir à celles-ci et, plus exactement, à la période au cours de laquelle les concepts restaient nombreux, incertains et sans légitimité assurée. En ce sens, les travaux de deux chercheurs issus de la RAND, John Arquilla et David Ronfeldt permettent d'appréhender cette phase de *science extraordinaire*.

Au début des années quatre-vingt-dix, Ronfeldt, employé à la RAND depuis 1971, avait jusqu'alors travaillé sur l'Amérique latine, l'aire culturelle à laquelle il avait consacré son doctorat de science politique à Stanford au début des années soixante-dix. Quant à Arquilla, il avait récemment quitté l'Armée américaine. La mythologie du *stratège* appelant à une découverte révolutionnaire, à une révolution copernicienne dans l'art militaire, celle d'Arquilla et Ronfeldt a pris place au Mexique dans la région du Chiapas où l'EZLN, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale, menée par le charismatique sous-commandant Marcos s'insurgeait contre le gouvernement mexicain.

[666] LIBICKI Martin, *Conquest in Cyberspace: National Security and Information Warfare*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.
[667] LIBICKI, *op.cit.*, pp. 16-17.

Arquilla et Ronfeldt entendaient moins analyser le discours néozapatiste de l'EZLN, qu'observer les nouveaux ressorts de mobilisation, mis en œuvre par les mouvements contestataires. Les nouvelles technologies avaient permis à ces derniers de fonctionner en réseau à partir d'une hiérarchie extrêmement souple. Les auteurs ont alors avancé l'idée selon laquelle le nouvel environnement international voyait se développer des groupes usant de structures hiérarchiques flexibles, capables de mettre en difficulté les lourdes bureaucraties des institutions militaires étatiques.

En 1993, les deux chercheurs ont publié, dans la revue académique *Comparative Strategy*, un article intitulé « *Cyberwar is Coming !* »[668]. Derrière un titre devenu emblématique, les auteurs ont soutenu la thèse selon laquelle la *cyberguerre* – en tant que guerre fondée et axée sur l'information passant par les interfaces électroniques – était en passe de provoquer une véritable refonte des organisations militaires. Si les deux experts se sont voulus euphoriques, les premiers échos de l'article sont restés mitigés. Leur thèse a été accueillie par un important scepticisme.

Si le document programmatique *Joint Vision 2010* supervisé en 1995 par le général John Shalikashvili, chef d'Etat-major des armées américain, ne mentionnait guère d'*Information Warfare* ou *cyberspace*, le document *Joint Vision 2020*, publié cinq ans plus tard, a déclaré que « *le développement continu et la prolifération des technologies de l'information changent la conduite des opérations militaires*»[669].

A la suite des travaux d'Arquilla et Ronfeldt, deux notions centrales de l'art opératif militaire ont émergé : la *guerre réseau-centrée* et le *système de systèmes*[670]. Développés au sein même de l'administration militaire, ces concepts ont mis en perspective l'arrivée des innovations technologiques des décennies précédentes dans l'armée à partir une refonte fondamentale de l'*agir ensemble* de celle-ci. Autrement dit, grâce à l'ensemble des systèmes d'information et de commandement reliés entre eux, le soldat moderne s'insérait dans une architecture en réseaux dont il deveaint lui-même un *système*.

---

[668] ARQUILLA John, RONFELDT David, « Cyberwar is Coming! », *Comparative Strategy*, 12 (2), print. 1993, pp. 141-165.
[669] Cf., GRANT Rebecca, *Victory in Cyberspace*, Air Force Association Special Report, oct. 2007, p. 15.
[670]CEBROWSKI Arthur, GARTSKA John, « Network-centric Warfare, its Origin and Future », *Proceedings*, US Naval Institute, janv. 1998; OWENS William, « The Emerging U.S. System-of-Systems », *Strategic Forum*, fév. 1996.

Devant le succès progressif, les chercheurs de la RAND sont devenus prolifiques, publiant plusieurs études progressivement intégrées aux bibliographies des écoles militaires : *In Athena's Camp* est édité en 1997, *The Emergence of Noopolitik* en 1999, *Swarming and the Future of Conflict* en 2000, *Networks and Netwars* en 2001. Tout a semblé alors conduire vers un inventaire ésotérique où se mêlaient les termes d'*information warfare*, *information-aged warfare*, *noopolitik*, *swarming warfare*, *netwar*, *network-centric warfare*.

Pour commencer, *In Athena's Camp* fait figure d'objet éditorial hors du commun. Financé par le cabinet du Secrétaire à la Défense, le livre dirigé par Arquilla et Ronfeldt rassemble des contributions diverses et variées de chercheurs de la RAND mais également d'autres acteurs du champ des études stratégiques. La préface est ainsi confiée à Alvin et Heidi Toffler. Ces derniers, *futurologues* et associés dans leur propre cabinet de stratégie Toffler Associates, ont bénéficié d'une importante visibilité éditoriale grâce à des livres tels que *Future Shock* en 1970, *The Third Wave* en 1980 ou *War and Anti-War : Survival at the Dawn of the Twenty-First Century* en 1993 qui se sont vendus à plus de dix millions d'exemplaires. Les Toffler se sont notamment rendus célèbres, dans le champ des études stratégiques, en prophétisant dans leur ouvrage *The Third Wave* l'arrivée d'une troisième révolution, informationnelle, qui succèderait aux révolutions agraire et industrielle et qui entraînerait un profond réagencement des modes d'organisation des sociétés humaines. Composée d'études quelque peu conventionnelles sur la *croissance de menaces transnationales* ou encore *l'impact des nouvelles technologies sur l'art de la guerre*, *In Athena's Camp* laisse la place également à des contributions iconoclastes telles que celle de Richard Szafranski, colonel retraité et travaillant chez Toffler Associates, qui porte le titre intriguant de « *Neocortical Warfare ? The Acme of Skill* ». Dans un style volontiers ésotérique, et en s'appuyant sur une approche organiciste – les Etats fonctionneraient comme des corps humains – Szafranski soutient que « *la guerre néocorticale est une guerre qui s'efforce de contrôler ou de façonner le comportement des organismes ennemis mais sans détruire les organismes. Elle s'exécute en influençant, au point même de réguler la conscience, les*

perceptions et la volonté de la direction de l'adversaire : le système néocortical de l'ennemi »[671].

Deux ans plus tard, *The Emergence of Noopolitik* a entendu affiner les hypothèses d'Arquilla et Ronfeldt en érigeant un nouveau terme au rang de paradigme :

> « *A nos yeux, un nouveau paradigme est devenu nécessaire –il est, en fait, déjà en train d'émerger – et que nous nommons Noopolitik. Il s'agit de la forme de savoir-faire dont nous soutenons l'arrivée, et qui devrait être associée à la noosphère, le domaine informationnel le plus large de l'esprit (du grec noos) sous lequel le cyberespace (par exemple l'Internet) et l'infosphère (le cyberespace et les médias) sont inclus. La Noopolitik définit la politique étrangère à l'ère de l'information, soulignant la primauté des idées, des valeurs, des normes, des lois, de l'éthique. Elle tend à accréditer l'idée de "soft power" au détriment du "hard power"* »[672].

En 2000, leur nouvel essai stratégique, *Swarming and the Future of Conflict*, entendait cette fois-ci livrer les clés d'une doctrine d'emploi des forces armées américaines:

> « *L'essaimage semble, en apparence, amorphe mais il s'agit d'une voie stratégique structurée et coordonnée pour frapper depuis toutes les directions, avec une force viable de près comme de loin. Cette stratégie ne deviendra opérante que si elle est conçue autour du déploiement d'une myriade de petites unités de manœuvres dispersées et en réseau. Développer une force d'essaimage implique, entre autres, des changements radicaux dans les structures militaires actuelles* »[673].

---

[671] SZAFRANSKI Richard, « Neocortical Warfare? The acme of skill » in: ARQUILLA, RONFELDT (Eds), *In Athena's Camp…*, *op. cit.*, p. 404. Texte original: « *Neocortical warfare is warfare that strives to control or shape the behavior of enemy organisms, but without destroying the organisms. It does this by influencing, even to the point of regulating, the consciousness, perceptions and will of the adversary's leadership: the enemy's neocortical system* ».

[672] ARQUILLA John, RONFELDT David, *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999, p. x. Texte original: « *In our view, a new paradigm is needed – in fact, it is already emerging – which we call noopolitik. This is the form of statecraft that we argue will come to be associated with the noosphere, the broadest informational realm of the mind (from the Greek noos) under which cyberspace (i.e, the Net) and the infosphere (cyberspace plus the media) are subsumed. Noopolitik is foreign-policy behavior for the information age that emphasizes the primacy of ideas, values, norms, laws, and ethics – it would work through "soft power" rather than "hard power"* ».

[673] ARQUILLA John, RONFELDT David, *Swarming and the Future of Conflict*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000, pp. vii-viii. Texte original: « *Swarming is seemingly amorphous, but it is a deliberately structured, coordinated, strategic way to strike from all directions, by means of a sustainable pulsing of force and/or fire, close-in as well as from stand-off positions. It will work best – perhaps it will only work – if it is designed mainly around the deployment of myriad, small, dispersed, networked maneuver units.*

L'idée d'essaimage a même été développée dans le cadre de l'école doctorale de la RAND, la *Pardee School*, où Arquilla et Ronfeldt ont encadré les recherches d'un doctorant, Sean Edwards. Celui-ci a ainsi soutenu, en 2004, sa thèse intitulée *Swarming and the Future of Warfare*[674]. Ce recours aux passerelles académiques établies par la *Pardee School* témoigne donc de la mobilisation par les experts d'un savoir qui puisse devenir légitime. Or, en dépit des efforts de conceptualisation d'Arquilla et Ronfeldt, de nombreux acteurs du champ des études stratégiques ont persisté à se montrer sceptiques à l'égard de leurs notions. Dans une synthèse française, le chercheur Bruno Tertrais explique, non sans une certaine pointe de méfiance :

> « *La guerre à l'âge de l'information comprendrait deux modes, conceptualisés par deux analystes de la RAND, John Arquilla et David Ronfeldt. Le premier, la cyberwar, représenterait un mode de conduite de la guerre dans laquelle l'information acquiert une place centrale. Le second, la netwar, représenterait de nouveaux modes de conflit dans lesquels les forces armées régulières n'ont plus leur place. Une variante de la netwar serait le concept de strategic information warfare imaginé par d'autres analystes de la RAND, dans lequel un adversaire s'attaquerait, par des moyens informatiques, aux structures administratives et économiques d'un Etat (transport, distribution d'énergie, système bancaire…). Cette rencontre du bombardement stratégique et de la guerre de l'information serait la nouvelle menace stratégique à laquelle les Etats industrialisés pourraient avoir à faire face à l'avenir* »[675].

Quant à Laurent Murawiec, il n'a pas caché son mépris lorsqu'il nous a confié « *La netwar relève du charlatanisme!* (sic.) *Il faudrait leur montrer des schémas d'offensives menées par les tribus tatars au XII*^{eme} *siècle, il n'y a rien de nouveau avec la netwar!* »[676]. L'inflation de paradigmes et de théories postérieures à 1989 et les critiques particulièrement incisives dont ces idées ont fait l'objet renvoient à toute la compétition intellectuelle – notamment pour la conquête de l'ensemble de ressources symboliques

---

Developing a swarming force implies, among other things, radical changes in current military organizational structures ».

[674] Une version électronique de la thèse de doctorat est disponible à : http://rand.org/pubs/rgs_dissertations/RGSD189/. Date de consultation : 20 avril 2008. Edwards a par ailleurs publié une version plus courte de ses travaux : EDWARDS Sean, *Swarming on the Battlefield : Past, Present and Future*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

[675] TERTRAIS, « Faut-il croire à la Révolution dans les Affaires Militaires? », *op. cit.*, p. 619.

[676] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

qu'une victoire échéante induirait, le cas échéant – que se sont livrés les acteurs lors des phases *extraordinaires* des révolutions scientifiques. Dans une remarquable analyse des tactiques académiques, Thomas Kuhn met en lumière ces mécanismes :

> « *Face à une crise, les scientifiques adoptent une attitude différente à l'égard des paradigmes existants et la nature de leurs recherches change en conséquence. La prolifération des variantes concurrentes du paradigme, le fait d'être disposé à essayer n'importe quoi, l'expression d'un mécontentement manifeste, le recours à la philosophie et à des discussions sur les fondements théoriques, tous ces signes sont autant de symptômes d'un passage de la recherche normale à la recherche extraordinaire* »[677].

Malgré les attaques dont Arquilla et Ronfeldt ont fait l'objet, leurs travaux sont aujourd'hui repris dans plusieurs documents constituant l'immense littérature grise qui circule au sein du Département de la Défense. Ainsi, la sociogenèse du champ d'étude des cyberguerres, telle qu'elle nous a été décrite par Ronfeldt, fait apparaître de nombreux éléments d'analyse, remarqués déjà dans les pages précédentes, quant aux dynamiques sectorielles propres :

> « *J'avais fait carrière comme expert sur l'Amérique latine, je ne maîtrisais pas les questions militaires. Cela relevait du domaine de compétence de John* [Arquilla]*, pas du mien. Puis, nous avons conçu cette notion de cyberguerre. Les directeurs de la RAND n'ont pas montré d'engouement particulier, ils trouvaient l'idée étrange mais au Pentagone, le capitaine Carpenter qui travaillait sur le C3I* [Command, Control, Communications, & Intelligence] *nous a reçu et a écouté notre exposé. Il a estimé que nos hypothèses méritaient d'être explorées et a alors appelé la direction de la RAND pour dire que son bureau était prêt à financer une étude* »[678].

Cette première phase d'investissement intellectuel de Ronfeldt et Arquilla permet de repérer trois éléments clés à l'œuvre dans le champ : la reconversion de savoirs post-Guerre froide[679], la nécessaire interaction entre individus à travers le fameux *exposé* pour soutenir le projet et enfin la captation, par la RAND, des capitaux propres de ses chercheurs. Selon Ronfeldt, ces mécanismes se sont, par la suite, étendus:

[677] KUHN, *op. cit.*, p. 132.
[678] Entretien avec David Ronfeldt réalisé le 30 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[679] David Ronfeldt a ainsi dû élargir ses compétences, son expertise initiale sur l'Amérique latine ne pouvant suffir à soutenir financièrement son poste.

> « *La RAND s'est ensuite appropriée les concepts de netwar et de cyberwar comme si ça lui appartenait. Arquilla a alors quitté l'organisation pour aller travailler à la Naval Postgraduate School. Il a tout de même continué à travailler pour la RAND en qualité de consultant. Les interlocuteurs au Pentagone ont continuellement changé : après Carpenter, ce fut le capitaine Dick O'Neil. Il fut l'un des plus intéressés par ces questions. Puis, après son départ, les choses se sont compliquées, le Pentagone commençait à parler de network-centric warfare, de system of systems. Tout s'est passé comme si les militaires et les cadres du Département de la Défense détenaient, eux seuls, le monopole de ces termes. Je me suis ainsi retrouvé face à un Secrétaire adjoint qui a froncé les sourcils lorsque j'ai parlé de "netwar" et qui m'a demandé "avez-vous le droit d'utiliser ce mot ? ". J'étais effaré* »[680].

Les frustrations mises en scène par Ronfeldt permettent donc de saisir comment le travail de *scientifisation* de la RAND exige de se soumettre à la *doxa* du dominant qui, lui seul, peut capter une thématique et la *labelliser*. Ainsi, si la RAND des années cinquante entendait fixer les termes du débat stratégique, l'inflation d'organismes propres au Département de la Défense, et l'ascendant consacré de l'*Office of Net Assessment* ont provoqué un basculement dramatique dans les interactions entre mandataire et mandaté, ce dernier voyant sa marge de manœuvre se réduire extrêmement.

Face à la rentabilité financière limitée des travaux de Ronfeldt et Arquilla, la RAND a décidé, au milieu des années quatre-vingt-dix, de modifier son *offre* à l'attention des militaires. Est alors apparue une série de *wargames* préparés et pilotés par deux chercheurs, Roger Molander et Peter Wilson, qui s'adressaient à des hauts responsables civils et militaires. Un chercheur resté anonyme nous a expliqué :

> « *Les wargames de Roger* [Molander] *et Peter* [Wilson] *ont été une opération payante pour la RAND. Cela revenait moins cher que de lancer une étude et ça rapportait plus* (sic.). *Au fond, l'ambition sous-jacente n'était pas intellectuelle, le Pentagone décidait, seul, de la pertinence des théories sur l'information warfare. Le plus incroyable fut la façon dont, sans la moindre reconnaissance pour Arquilla et Ronfeldt, la RAND demanda à des chercheurs, alors étrangers à ces problématiques, de s'en charger* »[681].

[680] Entretien avec David Ronfeldt réalisé le 30 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[681] Entretien, Anonyme.

En 1996, à la demande du cabinet du Secrétaire à la Défense, Roger Molander, Andrew Riddile et Peter Wilson ont rédigé une synthèse accompagnant un des fameux *wargames* et intitulée *Strategic Information Warfare*. Le document entendait résumer les enjeux contemporains de l'*Information Warfare* quant aux problématiques de sécurité nationale[682]. De manière particulièrement intéressante, les auteurs ont établi la relation entre environnement post-bipolaire et *Information Warfare*.

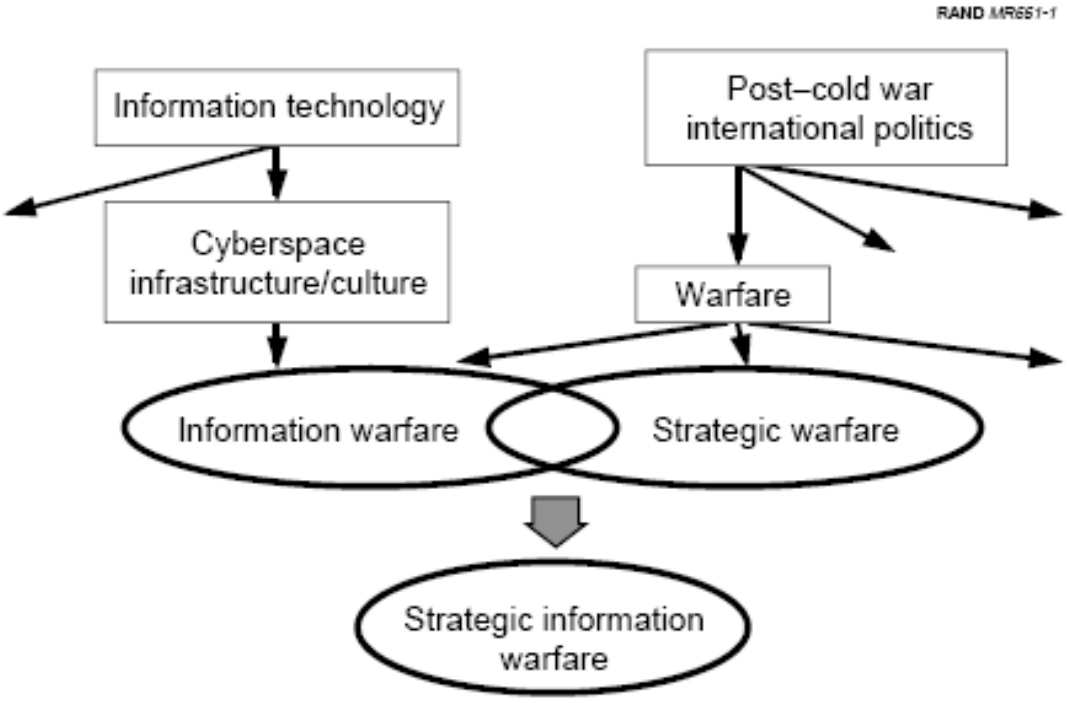


Figure 1—Strategic Information Warfare

[683]

Comme chez Arquilla et Ronfeldt, on trouve ici la volonté de disposer d'un savoir novateur, volonté qui se fonde, en grande partie, sur l'idée de *nouveaux conflits, nouveaux outils*. Ainsi, Ronfeldt nous a répété combien l'insurrection zapatiste au Mexique au début de 1994, avec son organisation en réseaux, lui a permis de comprendre

[682] MOLANDER Roger, RIDDILE Andrew, WILSON Peter, *Strategic Information Warfare: A New Face of War*, Santa Monica, RAND Corporation, 1996.
[683] MOLANDER, RIDDILE, WILSON, *op. cit.*, p. 2.

que les conflits à venir se dérouleraient avec des petits groupes d'individus reliés entre eux.

La confusion, qui régnait alors, a conduit le Département de la Défense à établir officiellement un terme de référence pour l'ensemble de ces théories. En conséquence, l'administration militaire a inclus, sous le vocable *information operations*, les opérations psychologiques, les ruses militaires, la sécurisation des opérations[684], les opérations informatiques en réseau et la guerre électronique. Or, à en juger par la littérature qui s'y rattache, fusionner les opérations dites de guerre psychologique – les *psyops* – et les opérations contre les réseaux informatiques – *computer-networks operations* – n'a pas permis d'effacer la confusion[685].

Néanmoins, le désordre conceptuel n'a pas ralenti le rythme des nouvelles publications. Dans le sillage des innovations intellectuelles dans le domaine du *cyberespace*, tracé par Arquilla, Ronfeldt, Molander et Wilson, est paru un document, pour le moins curieux et fascinant, rédigé en 2001 par un chercheur français, Laurent Murawiec. Arrivé depuis peu à la RAND, il a préparé ce rapport pour Andrew Marshall à l'*Office of Net Assessment.* L'étude, à diffusion restreinte, s'intitulait *Aristotle in Cyberspace : toward a theory of information warfare*[686]. De manière pour le moins atypique dans ce type d'exercice, Murawiec consacre cinquante pages sur quatre-vingt à l'analyse de la rhétorique (*the art of persuasion*) énumérant les catégories aristotéliciennes de l'art oratoire et les figures de style mobilisées. Certaines personnes interrogées, collègues de Murawiec, ont ironisé : « *Laurent* [Murawiec] *semble avoir redécouvert Aristote et il en est arrivé à croire que finalement, tout avait été inventé par les Grecs* »[687].

Il n'en reste pas moins que, dans une préface au rapport, Alberto Coll, professeur au *Naval War College*, affirme : « *Nous avions besoin de quelqu'un qui ferait pour la guerre informationnelle ce que Mahan et Corbett ont fait pour la puissance maritime*,

[684] Cela désigne le processus d'identification d'informations critiques qui peuvent mettre en danger les troupes. Par exemple, l'armée américaine a retiré durant l'opération *Iraqi Freedom* certaines informations non-classifiées du site internet public du Département de la Défense, estimant que les militaires irakiens pouvaient les exploiter.
[685] Nous devons une dette à Peter Wilson pour nous avoir expliqué ces éléments.
[686] Dans le cadre de notre séjour à la RAND, il nous a été permis de la consulter.
[687] Entretien, Anonyme.

Douhet pour la puissance aérienne et Clausewitz pour la guerre en général. Cette monographie constitue un bon début »[688].

Elaborant une théorie qui puisse contribuer à la délimitation d'un nouveau savoir militaire, Murawiec écrit dès les premières pages:

> « *Tel qu'il est constitué à présent, le champ semble couvrir un éventail déconcertant de sous-catégories : guerre psychologique, ruse, cyberguerre, protection des informations critiques, attaques informatiques, exploitation des réseaux informatiques, guerre en réseau et autres. La confusion est naturelle. Lorsque les gens ont commencé à construire des automobiles, des centaines, si ce n'est des milliers, de tentatives ont été opérées pour trouver un terme décrivant l' "automobile". La variété de contours, de méthodes, de matériaux et de solutions proposés pour les problèmes variés d'un véhicule autopropulsé fut également déconcertante. Cela exigea du temps et de l'expérience, et engendra beaucoup de compétition et d'échecs avant de parvenir à un équilibre. Nous pouvons nous attendre au même processus dans le champ de la guerre informationnelle, telle qu'elle a émergé au cours de la révolution numérique qui s'est engagée au cours du dernier quart de siècle* »[689].

La foi énoncée par Laurent Murawiec en la constitution inexorable d'un savoir spécifique, et d'une ingénierie de l'*Information Warfare* fait écho au constat que Pierre Bourdieu établit en observant les luttes de légitimité entre les disciplines académiques :

> « *On sait que les constructions idéologiques que des individus ou des groupes artistiques ou politiques peuvent produire pour donner à leurs "choix" dans les domaines les plus divers, politiques, esthétiques, éthiques, les apparences de la cohérence, se présentent en fait comme des*

---

[688] MURAWIEC Laurent, *Aristotle in Cyberspace : toward a theory of information warfare*, Rapport préparé pour le Directeur du Net Assessment, Département de la Défense, nov. 2001, p. 2. L'amiral Alfred Mahan (1840-1914) écrivit en 1890 *The Influence of Seapower Upon History* qui en fit le penseur de la stratégie maritime tandis que Giulio Douhet, général italien, publia en 1921 *Command of the Air*, un ouvrage devenu classique de la stratégie aérienne. Texte original: « *We need someone to do for information warfare what Mahan and Corbett did for sea power, Douhet for air power, and Clausewitz for war in general. This monograph is a good start* ».

[689] MURAWIEC, *op. cit.*, p. 5. Texte original: « *As presently constituted, the field seems to cover a bewildering array of subsets: psychological warfare, deception, cyberwar, critical information protection, computer network attack, computer network exploitation, netwar, and more. The confusion is normal. When people started building automobiles, hundreds, if not thousands of attempts were made which bore the name of "automobile", and other names too. The variety of shapes, methods, materials, solutions proposed to the various problems of a self-propelled vehicle, was equally bewildering. It took time and experience, much competition and failures, to winnow, to rationalize, to weed out. We can only expect the same to hold true in the field of "information warfare" as opened up by the digital revolution of the last quarter century* ».

combinaisons d'éléments logiquement disparates qui ne tiennent ensemble que par la force intégratrice des dispositions ou des positions communes ; si bien que des disciplines qui, comme l'histoire de la philosophie, de l'art ou de la littérature, traitent comme autonomes des constructions n'ayant en elles-mêmes ni toute leur raison ni toute leur raison d'être, ou qui, comme la philosophie du droit, l'esthétique ou l'éthique, tendent à donner pour fondé dans l'unité de la raison ce qui repose en fait sur l'unité de la croyance ou, d'un mot, sur l'orthodoxie d'un groupe, redoublent simplement l'effet propre de ces constructions qui réside précisément dans l'illusion de la genèse purement rationnelle et franche de toute détermination »[690].

Dans ce phénomène de *science extraordinaire*, on trouve des postures explicitement prophétiques. Malgré leurs divergences, les écrits de Ronfeldt, Arquilla, Szafranski ou Murawiec prennent tous, en effet, des accents messianiques. Par ailleurs, la comparaison d'Alberto Coll avec Clausewitz, Mahan et Douhet est pleine de sens : il s'agit ici de gagner le rang de *précurseur*, de *stratège*. La confusion intellectuelle devient ainsi effervescence conceptuelle, et les résultats incertains s'apparentent à des passerelles vers le *progrès stratégique*.

Plus encore, la juxtaposition des figures historiques, membres d'un *panthéon* invisible de la stratégie militaire, conduit à réfléchir à propos de l'ambition intellectuelle qui mobilise les écrits en matière de *cyberspace*. Il ne s'agit plus en effet de déterminer l'usage militaire de la mer, de la terre ou de l'air mais de réseaux informatiques. Comme l'explique justement Laurent Murawiec, « *le cyberespace n'a pas précédé l'humanité, il n'était pas là, attendant en quelque sorte que l'homme le découvre, l'explore et l'exploite. Le cyberespace est une invention humaine intégrale* »[691].

De manière assez originale, on trouve une certaine distance dans les prises de position de Martin Libicki, évoqué précédemment. Outre le fait qu'il réfute dans son ouvrage programmatique *Conquest in Cyberspace* l'idée même d'une *cyberwar* – un pur et simple fantasme à ses yeux[692] – il nous a confié, lors de notre rencontre :

« *Je suis fasciné par la façon dont les gens se sont convaincus, au cours des années quatre-vingt-dix, que, désormais, le maître du monde, le*

[690] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 91.
[691] MURAWIEC, *Aristotle in Cyberspace…*, *op. cit.*, p. 62. Texte original: « *Cyberspace did not predate mankind, it was not ever there and waiting, so to speak, for men to discover, explore it and exploit it, cyberspace is wholly man-made* ».
[692] Cf., le premier chapitre « *Hostile Conquest as Information Warfare* » in: LIBICKI, *op. cit.*, pp. 15-49.

> *magicien ultime était devenu l'informaticien. Vous trouvez cet imaginaire dans toute la culture populaire : regardez tous les films qui sortent sur ce sujet, les livres et articles qui nous prédisent un Pearl Harbor numérique. La réalité est très éloignée et les gens seraient déçus de découvrir que les informaticiens sont loin d'être omnipotents* »[693].

Par ailleurs, l'un des traits les plus remarquables de la reconversion des experts dans le champ du *cyberespace* reste la prégnance de leurs anciens savoirs. En l'occurrence, les chercheurs de la RAND qui ont investi ce nouveau domaine, au milieu des années quatre-vingt-dix, étaient, pour la plupart, issus des études nucléaires : David Gompert, Martin Libicki, Peter Wilson, Roger Molander. Ce dernier, ancien consultant nucléaire pour le Conseil de Sécurité Nationale, sous l'administration Carter, nous a fait part de sa retenue à l'égard des cyberguerres :

> « *Je suis toujours resté perplexe quand certaines personnes euphoriques nous expliquaient que les cyberguerres étaient devenues le nouvel horizon stratégique, que celles-ci allaient devenir la grammaire minimale des conflits de demain, comme la bombe atomique avait pu l'être. C'est peut-être ma vieille expérience en la matière mais je reste persuadé qu'un bombardement nucléaire de Moscou a un impact beaucoup, beaucoup plus stratégique qu'une cyberguerre* (sic.) »[694].

Dans cette perspective, il semble intéressant d'analyser la littérature liée au phénomène du *cyberespace* à la lumière des enjeux intellectuels et financiers soulevés par la fin de la Guerre froide. Si la thématique des *cyberwars* n'a, en aucun cas, résulté de l'effondrement de l'URSS, l'intensité avec laquelle les acteurs du champ l'ont investie en a indéniablement découlé. Ainsi, ce corpus – encore en devenir – permet à l'observateur extérieur de saisir comment les individus s'organisent face au changement. Mais, il nous conduit aussi – et surtout – à comprendre comment, selon le postulat foucaldien édicté précédemment, le changement nous ouvre aux dynamiques sous-jacentes, et aux mobilisations propres du monde social spécifié. Dans le cas présent, cela s'est apparenté à une inflation des concepts militaires et à une fluidité des reconversions d'expertise.

[693] Entretien avec Martin Libicki réalisé 12 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).
[694] Entretien avec Roger Molander réalisé le 8 février 2008 à la RAND Corporation (Washington).

Ce phénomène peut également s'observer dans un domaine qui, au moment de nos entretiens, avait alors complètement accaparé l'attention intellectuelle et financière des organisations au sein du champ : la lutte contre le terrorisme.

24. S'adapter dans l'urgence : du terrorisme à la contre-insurrection

« *Depuis trente ans, la RAND a été un leader mondial en matière de recherche et d'analyse sur le terrorisme* » nous assurent les documents promotionnels de l'organisation[695]. Or nous évoquions dans notre première partie comment des parcours individuels d'experts avaient pu soudainement devenir rétrospectivement des victoires professionnelles à la lumière des nouvelles préoccupations politiques post-11 septembre. « *L'idée selon laquelle la RAND aurait travaillé pendant très longtemps sur le terrorisme, tel un prophète seul dans le désert, peut être séduisante mais la réalité veut que ces travaux sont restés marginaux et que la RAND, comme tout le monde, suivait la tendance conjoncturelle. Or, celle-ci n'était sûrement pas du côté des études sur le terrorisme* » nous a rapporté un chercheur[696].

Pourtant, la déformation rétrospective reste une posture efficace. En témoigne la scène d'ouverture d'*Ideas in Action*, le documentaire promotionnel de la RAND, qui se présente comme un montage mêlant des images, au ralenti, de débris d'immeuble, de fumée et de poussières, survolant les rues de New York et rappelant explicitement les attentats du 11 septembre 2001. En arrière-plan, une musique dramatique suggère la gravité du sujet. Vient s'immiscer, en voix *off*, le propos d'un chercheur qui affirme solennellement :

> « *Le terrorisme est un acte de violence conçu dans l'intention de créer une atmosphère de peur. Ainsi jusqu'à présent, heureusement, les Etats-Unis n'ont pas vécu le drame de ce type d'attaques terroristes, que nous avons pu observer dans d'autres endroits du monde. Mais, dans le même temps, nous ne sommes pas immunisés contre des attaques terroristes. Cela reste concevable. Nous pourrions voir par exemple des avions détournés essayant de percuter des édifices majeurs* »[697].

[695] RAND Archives. Cf., également www.rand.org/research_areas/terrorism/. Date de consultation : 22 fév. 2008.
[696] Entretien, Anonyme.
[697] ROBBINS, *Ideas in Action…, op.cit*. Texte original: « *Terrorism is an act of violence calculated to create an atmosphere of fear. Thus far, fortunately the United States did not experience the kind of terrorist*

Apparaît alors à l'écran Brian Jenkins, interrogé par la télévision américaine en 1983. Suit le générique annonçant le documentaire. L'effet remarquable de la mise en scène des propos prophétiques de Jenkins consiste en une déformation volontaire de l'activité de la RAND. Cette scène d'ouverture soutient l'illusion d'un traitement intellectuel de la problématique du terrorisme par l'organisation et, plus encore, d'une connaissance prospective, voire d'une véritable prescience de celle-ci.

Comprendre comment la RAND a dû s'adapter en un temps réduit à la rapide mise sur agenda de la *Global War on Terror* – pour reprendre les termes de George W. Bush[698] – ne permet pas seulement de mesurer la fluidité, avec laquelle les experts peuvent offrir une nouvelle compétence au service du décideur. Cela met également en lumière l'effort poursuivi par les mandataires – l'Air Force, la Navy, l'Army ou le Marine Corps – pour fonder et prouver leur pertinence, si ce n'est leur prééminence, pour répondre à cette nouvelle *menace*. On a en effet rappelé comment les années quatre-vingt-dix avaient été marquées par les batailles budgétaires entre les services et l'ascendant acquis, à l'occasion, par l'Armée de l'Air.

A ce rapport de force, s'est substitué un agenda politique inédit où la menace principale ne devenait plus un Etat mais un acteur non-étatique. Avérée ou non, cette conception a donc sous-entendu que les acteurs traditionnels devaient ajuster leur discours et leur présentation d'eux-mêmes. En quoi la puissance aérienne pouvait-elle combattre le *terrorisme*? Le déploiement d'importantes troupes terrestres permettait-il de détruire les bases de l'ennemi ?

Comme l'ensemble du champ des études stratégiques, la RAND s'est trouvée impliquée dans le processus de décodage et recodage de ce nouvel agenda politique et militaire. Or, un premier constat s'est imposé : celui de la reconversion d'anciennes approches cognitives et normatives à l'égard de la *Global War on Terror*. Celles-ci ont été mobilisées à travers l'usage fréquent d'analogies historiques pour mettre de l'ordre et *rassurer* les décideurs et les mandataires d'expertise.

---

attacks we have seen in other places but as the same time, we are not immuned to terrorist attacks. It is conceivable. What you could see for instance is hijacked planes trying to crash into major buildings ».

[698] Dans les premières semaines qui ont suivi les attaques du 11 septembre 2001, il fut question de *Crusade against terorrism*, terme rejeté en raison de sa connotation historique envers les populations arabes.

Il apparaît donc que la RAND s'est engagée, depuis le 11 septembre 2001, dans un travail de mise en cohérence historique de ses nouveaux contrats de recherche sur les *mouvements politiques violents* et le *terrorisme islamiste* avec les thématiques originelles de la *soviétologie* et de la *sécurité européenne*. La mise en scène de cette transition historique sans faille – de la soviétologie à l'islamologie – a entendu fabriquer l'illusion d'une clairvoyance intellectuelle qui aurait permis aux chercheurs d'opérer la mue post-bipolaire en toute fluidité.

Le rapport *Building Moderate Muslim Networks*, publié en 2007, par Angel Rabasa, Cheryl Benard, Lowell H. Schwartz et Peter Sickle, constitue, à cet égard, un des meilleurs exemples[699]. Les auteurs écrivent purement et simplement qu'« *il est nécessaire, aujourd'hui, de tirer les leçons de l'expérience de la Guerre froide, de déterminer leur validité face aux caractéristiques du monde musulman contemporain. Il faut développer une "feuille de route" destinée à la construction de réseaux musulmans modérés et libéraux* »[700]. On retrouve donc l'idée d'*historiens thaumaturges* d'Henri Rousso[701].

Soulignons de plus que l'étude a fait l'objet d'une donation par la *Smith Richardson Foundation*, fondation créée en 1935 par Henry Smith Richardson – le magnat, créateur du *Vicks Vaporub*. Pendant la Guerre froide, la fondation a joué un rôle significatif dans le financement de la recherche, qui soutenait la cause anticommuniste et la promotion de l'économie de marché. Outre la RAND, de nombreuses cellules d'expertise ont bénéficié, durant cette période, de fonds de la *Smith Richardson Foundation* : le *Center for Strategic and International Studies*, l'*American Enterprise Institute*, la *School of Advanced International Studies* de Johns Hopkins, la Brookings, la Hudson ou encore le *Council on Foreign Relations*.

Building Moderate Muslim Networks soutient que trois analogies peuvent être établies entre le contexte de la Guerre froide et celui de la *guerre contre le terrorisme*. Tout d'abord, comme à la fin des années quarante, les Etats-Unis feraient aujourd'hui

---

[699] RABASA Angel, BENARD Cheryl, SCHWARTZ Lowell, SICKLE Peter, *Building Moderate Muslim Networks*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

[700] RABASA, BENARD, SCHWARTZ, SICKLE, *op. cit.*, p. iii. Texte original: « *What is needed at this stage is to derive lessons from the experience of the Cold War, determine their applicability to the conditions of the Muslim world today, and develop a « road map » for the construction of moderate and liberal Muslim networks* ».

[701] ROUSSO Henry, « L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1 (1), janvier-mars 1984, p. 105-121.

face à « *un environnement géopolitique confus et mêlé de multiples nouvelles menaces* »[702]. Ensuite, une nouvelle architecture institutionnelle aurait émergé, pour faire face à ces *menaces* : aujourd'hui, le *Department of Homeland Security*[703], en 1947, le Département de la Défense, la CIA et le Conseil de Sécurité Nationale. Enfin, comme au cours de la Guerre froide, « *les Etats-Unis sont engagés dans une guerre, qui est, à la fois une bataille des armes et une bataille d'idées, dont la victoire ultime sera obtenue seulement lorsque les idéologies extrémistes seront discréditées aux yeux des populations qui les accueillent et dans l'esprit de ceux qui les soutiennent tacitement* »[704].

De même, Michael Rich, vice-Président exécutif, a soutenu, lors de notre rencontre dans son bureau de Santa Monica:

> « *Vous savez, je pense que le contexte actuel est semblable à celui qui a présidé à la création de la RAND en 1946. Dans les deux cas, nous affrontons un nouvel ennemi majeur, difficile à cerner, nous ne savons pas comment réunir nos alliés ni quelles institutions privilégier. Les défis sont similaires et ceci rend l'activité de la RAND toujours aussi pertinente* »[705].

Dans la section consacrée aux carrières individuelles, nous avions expliqué comment des individus, tels que Bruce Hoffman – spécialisé dans les questions de terrorisme – se sont vus, au lendemain des attaques du 11 septembre, propulser sur le devant de la scène. Il en a été de même pour Brian Jenkins, ancien membre des forces spéciales de l'US Army au Viêt-Nam, et souvent décrit comme le *doyen* des recherches sur le terrorisme. A présent consultant occasionnel pour la RAND, Jenkins a débuté son activité en 1970. En 2004, le même Jenkins a rédigé à la demande de la DARPA – *Defense Advanced Research Projects Agency* – une note de synthèse classifiée à propos d'Al Qaeda et intitulée *The Operational Code of the Jihadists*. La référence se voulait explicite : le titre renvoyait à l'un des premiers ouvrages classiques de la soviétologie *The Operational Code of the Politburo* de Nathan Leites, publié par la RAND en 1951. En

[702] RABASA, BENARD, SCHWARTZ, SICKLE, *op. cit.*, p. 35.
[703] Le département de la Sécurité intérieure des États-Unis (*United States Department of Homeland Security*) est un département de l'administration fédérale américaine créé en novembre 2002 à l'initiative du président George W. Bush, rassemblant 22 organisations officielles préexistantes en réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Son objectif est d'organiser et d'assurer la sécurité intérieure du pays.
[704] RABASA, BENARD, SCHWARTZ, SICKLE, *op. cit.*, p. 36. Texte original: « *The United States is involved in a war that is both a battle of arms and a battle of ideas, a war in which ultimate victory will be achieved only when extremist ideologies are discredited in the eyes of their host populations and tacit supporters* ».
[705] Entretien avec Michael Rich, à Santa Monica, à la RAND Corporation, réalisé le 31 janvier 2008.

quelque sorte, l'intertextualité devait assurer la continuité des ressources symboliques acquises par l'organisation.

Sur le plan administratif, l'expertise de la RAND en matière de terrorisme a été refaçonnée. Au printemps 2003, la direction a annoncé la création du *Center for Terrorism Risk Management Policy*. Formellement, la nouvelle sous-organisation importe peu mais le procédé, dont elle est issue, apparaît, lui, plus intéressant. En effet, ne souhaitant pas développer un projet *ex nihilo*, la RAND s'est servie des ressources humaines et symboliques de deux de ses centres existants, le *RAND Institute for Civil Justice* et le programme *RAND Public Safety and Justice*. Par ailleurs, le nouveau centre a été conçu comme une *joint venture* avec *Risk Management Solutions*, une société spécialisée dans la fourniture de services en matière de gestion des risques de catastrophe. Par conséquent, le recours à un cabinet de conseil permet de noter la manière dont les pratiques nouvellement établies dans le champ sont devenues, en l'espace d'une décennie, des *routines*.

Par ailleurs, dans le cadre de la *Global War on Terror*, la thématique de la contre-insurrection, *counterinsurgency* s'est ajoutée au terrorisme. Celle-ci est résumée par les acteurs américains à travers l'acronyme *COIN*. Plusieurs publications ont témoigné des efforts réalisés par la RAND, en vue de préserver une visibilité sur le sujet.

A l'automne 2006, paraît un ouvrage hors du commun intitulé *On "Other War"* écrit par Austin Long et sous-titré *Lessons from Five Decades of RAND Counterinsurgency Research*. Doctorant en science politique au *Massachussetts Institute of Technology*, Long a passé plusieurs mois à la RAND, dans le cadre d'un programme d'accueil de jeunes chercheurs. Après des échanges informels avec James Dobbins, directeur du *National Defense Research Institute* – le FFRDC auquel Long était rattaché – ce dernier a entrepris un travail oscillant entre une histoire intellectuelle et une étude à visée décisionnelle, « *part intellectual history and part policy recommendation* »[706].

L'auteur a ainsi recensé l'ensemble des travaux rédigés par des chercheurs de la RAND, de 1955 à 2006, portant sur le phénomène de la contre-insurrection. « *Pendant près de cinq décennies, la RAND s'est trouvée à l'avant-garde des efforts tendant à améliorer l'apprentissage en matière de contre-insurrection, et conduisant pour ce faire*

[706] LONG Austin, *On "Other War": Lessons from Five Decades of RAND Counterinsurgency Research*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006, p. 2.

des recherches approfondies dès la fin des années cinquante » écrit Long. Pour ce faire, il cite des figures anciennes et illustres telles que Brian Jenkins, Léon Gouré ou Stephen Hosmer[707]. Signalons par exemple que ce dernier – docteur en science politique de Yale et chercheur à la RAND depuis 1961 – travaille aujourd'hui sur les conflits en Irak et Afghanistan, après avoir débuté sa carrière, quarante ans plus tôt, en examinant le *comportement du Vietminh*.

Dans le même temps, la RAND a réédité l'ouvrage *Pacification in Algeria, 1956-1958* de David Galula[708]. Au cours de sa carrière militaire, l'officier français, Galula (1919-1967) a été affecté en Chine, en Grèce, puis à Hong Kong pendant la guerre d'Indochine et enfin, en Algérie, à la fin des années cinquante. Au début des années soixante, avant de prendre sa retraite, il a bénéficié d'un programme d'échange, lui permettant d'être accueilli au *Center for International Affairs* à Harvard. Il a alors écrit un livre, publié en 1964 et intitulé *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*. Près de quarante ans plus tard, l'US Army et le Marine Corps se sont appropriés de longs extraits de l'ouvrage pour divulguer un nouveau *Field Manual* consacré à la contre-insurrection[709]. Il n'en a pas fallu plus pour que la RAND décide de rééditer un texte, jusqu'ici classifié, que Galula avait rédigé à l'invitation de l'organisation en 1962.

Pacification in Algeria, 1956-1958 n'entend pas être un ouvrage académique, il s'agit de la retranscription de l'expérience de l'auteur, lors de l'insurrection algérienne. Il décrit l'incapacité de l'armée française à comprendre qu'elle lutte contre une insurrection et déplore l'absence d'une doctrine de contre-insurrection.

Dans sa préface, Bruce Hoffman écrit : « *Ses mots, écrits près de quarante ans auparavant, gardent indéniablement leur pertinence en raison des défis auxquels sont aujourd'hui confrontés les Etats-Unis en Irak – ainsi qu'ailleurs, face aux mouvements d'insurrection que nous serons amenés à combattre dans le future* »[710].

Ces publications sont arrivées à un moment soigneusement choisi. En effet, au cours des mois qui les ont précédées, de multiples officiers de l'Air Force s'étaient

[707] LONG, *op. cit.*, p. 2. Texte original: « *For almost five decades, RAND has been at the forefront of the effort to improve learning on COIN, conducting extensive research beginning in the late 1950s* ».
[708] GALULA David, *Pacification in Algeria, 1956-1958*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.
[709] US Army, Marine Corps, *Counterinsurgency*, FM 3-24, Washington, Government Printing Office, 2006.
[710] HOFFMAN Bruce, « Foreword to the New Edition » in: GALULA, *op. cit.*, p. vii. Texte original: « *His words, written over forty years ago, have a continuing, undeniable relevance, given the challenges that today confront the United States in Iraq – as well as with insurgencies elsewhere that we will likely face in the future* ».

exprimés pour s'alarmer du vide doctrinal de leur institution[711]. Celle-ci avait ainsi été accusée de n'accorder qu'un intérêt minime aux *small wars*, en amont – au sein des écoles de formation – comme en aval – dans l'élaboration des doctrines et des *contrats opérationnels*.

Dès sa création, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Air Force avait obtenu la gestion de l'arme nucléaire, propulsant sa réflexion militaire à un échelon plus élevé que celui des autres corps d'armées. Les historiens rappellent aujourd'hui qu'exceptée la fin des années soixante, marquée par l'engagement au Viêt-Nam, aucune place dans la doctrine de l'Air Force n'a jamais été accordée à la contre-insurrection[712].

Ces critiques internes à l'Air Force ont surgi tandis que le Marine Corps et l'US Army publiaient conjointement le manuel évoqué plus haut[713]. Amorcée en 2004, cette collaboration *interarmées* a renouvelé la doctrine des deux services, qui n'avaient rien diffusé quant à la contre-insurrection, depuis plus de deux décennies – vingt ans pour l'US Army, vingt-cinq pour le Marine Corps. Sur le plan des rivalités institutionnelles, il s'agit bien évidemment d'un *coup* tactique pour les deux. Il ne semble ainsi pas innocent de consacrer uniquement trois pages au rôle de la puissance aérienne dans une annexe qui, tout en préservant le style effacé de l'exercice, réduit celle-ci, purement et simplement, à une fonction de soutien[714].

La mise en forme ostentatoire d'un manuel rénové tend, dans ce monde social, à s'apparenter à une captation à la fois symbolique, intellectuelle et institutionnelle de la problématique de la contre-insurrection. Or cela ne pouvait bien évidemment pas rester sans conséquence pour les rivaux bureaucratiques de l'Army et du Marine Corps.

En conséquence, l'Air Force s'est à son tour mobilisé et a mandaté une équipe du FFRDC *Project Air Force*, pour soutenir son rôle dans le cadre *contre-insurrectionnel*. En 2005, cinq chercheurs de la RAND, Alan Vick, Adam Grissom, William Rosenau, Beth Grill, Karl Mueller, ont supervisé le contrat intitulé *The USAF's Role in Countering Insurgencies*. Publié l'année suivante, le rapport final illustre la fonction légitimante de

[711] Pour un point de situation des débats militaires américains sur cette période, cf., RAFFENNE François, SAMAAN Jean-Loup, « Le débat stratégique américain. Lignes de partage 2006-2007 », *Politique étrangère*, 72 (4), 2007, pp. 863-874.
[712] DREW Dennis, « US Airpower Theory and The Insurgent Challenge: A Short Journey to Confusion », *Journal of Military History*, 62 (4), oct. 1998, pp. 809-832.
[713] US Army, Marine Corps, *op. cit*.
[714] *Ibid.*, p. E-1.

l'expertise offerte par la RAND, à commencer par le titre explicite du travail : *Air Power in the New Counterinsurgency Era : The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Missions*[715]. Pour soutenir leurs conclusions, les auteurs rappellent que « *ce travail s'appuie sur plus de quarante années de travail de la RAND consacrées à l'insurrection, aux opérations de paix et à d'autres types de conflits de moindre importance* »[716].

Une fois la légitimité historique de l'organisation recréée, les chercheurs peuvent consolider la position de l'Air Force en écrivant :

> « *Malgré le fait que sa contribution puisse sembler moins évidente pour l'observateur néophyte, le récit historique doit être clair et consistant : la puissance aérienne a offert des contributions majeures à la contre-insurrection dans un large domaine d'actions* »[717].

Ces lectures nous offrent donc une intéressante reconstitution des légitimités. Au même moment, le *Central Command Air Forces* (CENTAF) commanditait une étude à Benjamin Lambeth[718]. En se fondant sur les données transmises par l'Air Force, le travail en question devait livrer une évaluation opérationnelle de l'usage des forces aériennes durant l'opération *Enduring Freedom*[719]. Lambeth conclut qu'« *en somme, l'opération Enduring Freedom a bénéficié d'un soutien, amplement mérité.* […] *Au regard des tactiques, des techniques et des procédures, Enduring Freedom a offert un laboratoire permettant de tester, dans une situation de combat réel, la plupart des modalités les plus avancées de la puissance aérienne qui ont été développées au cours des deux dernières décennies* »[720].

---

[715] VICK Alan, GRISSOM Adam, ROSENAU William, GRILL Beth, MUELLER Karl, *Air Power in the New Counterinsurgency Era: The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Missions*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

[716] VICK, GRISSOM, ROSENAU, GRILL, MUELLER, *op. cit.*, p. iii. Texte original: « *This works builds on more than 40 years of RAND Corporation work on insurgency, peace operations, and other types of lesser conflicts* ».

[717] *Ibid.*, p. 112. Texte original: « *Although its contributions may be less obvious to the casual observer, the historical record is clear and consistent: Air power has made major contributions to counterinsurgency in a broad range of settings* ».

[718] L'United States Central Command Air Forces (USCENTAF) est la composante aérienne de l'United States Central Command (USCENTCOM) un commandement régional unifié.

[719] « *Enduring Freedom* » est le nom de l'opération militaire lancée par les États-Unis dans la guerre d'Afghanistan depuis 2001 en riposte aux attentats du 11 septembre 2001.

[720] LAMBETH Benjamin, *Air Power against Terror: America's Conduct of Operation Enduring Freedom*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005, pp. xxviii—xxix. Texte original: « *In all, Operation Enduring Freedom earned far more by way of deserved accolades than demerits.* […] *With respect to tactics,*

Par ailleurs, comme au Viêt-Nam quarante ans plus tôt, des chercheurs de la RAND ont été progressivement détachés, à partir de 2003, en Irak et Afghanistan. Cette disposition a pu rester informelle telle que dans le cas de David Gompert. Ayant participé à l'Autorité provisoire de la Coalition en 2003, ce dernier a accompagné le nouveau chef d'Etat-major des Armées, l'Amiral Mullen, lors d'un voyage officiel en Irak et en Afghanistan à l'automne 2007. « *Je connais Mullen depuis très longtemps, il voulait partager avec moi ses impressions de terrain* » a expliqué Gompert[721].

Plus fréquemment, la RAND a envoyé des experts chargés d'étudier les deux conflits en cours, pour des périodes allant de quelques semaines à six mois[722]. Avant de partir en Irak, les *RANDites* devaient se soumettre à un entraînement militaire dispensé par le Marine Corps dans la région d'Atlanta, en Géorgie. Une fois arrivés sur le sol irakien, ils étaient encadrés par les Marines qui *sous-traitaient* leur sécurité auprès d'un contractant privé.

Ces *détachements* ont fait l'objet de contrats de recherche très lucratifs. En 2007, une cinquantaine de chercheurs de la RAND travaillaient sur un projet d'un montant de vingt millions de dollars, consacré à la détection des *engins explosifs improvisés* (*improvised explosive devices*), l'une des plus importantes causes de dommage pour l'armée américaine en Irak[723].

Les thématiques retenues et leurs affectations budgétaires démontrent ainsi l'aspect conjoncturel des requêtes militaires. Par exemple, nous avons pu – lors de notre observation participante – contribuer à une étude commanditée par le Département de la Défense, qui portait sur la définition de *tactiques novatrices* afin d'éviter le recours direct à des armes létales dans des contextes de guerre urbaine[724].

---

techniques, and procedures, Enduring Freedom offered a laboratory for testing, in a live combat setting, some of the most significant air power advances to have taken place in more than two decades ».

[721] Réunion restreinte au personnel de la RAND, nov. 2007.

[722] A titre anecdotique, on pourra examiner les offres d'emploi rendues publiques sur le site de l'organisation où celle-ci recherche des *anthropologues militaires* capables de se déplacer en Irak et Afghanistan. Disponible à: http://rand.org/jobs/. Date de consultation : 20 avril 2008.

[723] Les engins explosifs improvisés ou EEI - en anglais, *Improvised Explosive Device* ou IED - sont principalement employés lors de conflits asymétriques par les mouvements terroristes, de guérilla ou par des unités commandos. Un EEI est un engin positionné ou fabriqué de manière improvisée et incorporant des composants chimiques explosifs, incendiaires ou toxiques. Il est conçu pour détruire, handicaper, ralentir ou distraire. Il peut incorporer des éléments provenant d'arsenaux militaires (par exemple une grenade), mais le plus souvent il est composé d'un assemblage de pièces non militaires.

[724] Cf., RAFFENNE, SAMAAN, *op.cit.*

Par ailleurs, le rapport, *America's Role in Nation Building* – évoqué précédemment – publié par la RAND, offre une éloquente illustration des mécanismes de récupération des savoirs d'experts par l'administration militaire. En effet, les acteurs de la lutte bureaucratique, au sein du Département de la Défense, n'avaient alors pas d'intérêt particulier pour les présupposés développementalistes que Dobbins avançait. Néanmoins, ils ont exploité et déformé l'une des conclusions techniques de l'étude en question : le *ratio* nécessaire de troupes terrestres en Irak.

Revenons au contexte sociopolitique qui a entouré la publication du rapport. A l'automne 2002, durant l'élaboration du plan d'invasion de l'Irak, le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le Chef d'Etat-major de l'US Army, le Général Eric Shinseki, se sont opposés sur la question des moyens militaires à mettre en œuvre. Conformément aux idées véhiculées par la littérature de la *Révolution dans les Affaires Militaires*, Rumsfeld voulait faire la démonstration qu'une armée légère en nombre et extrêmement mobile est capable de remporter une guerre en un temps éclair. Pour sa part, Shinseki souhaitait disposer d'au moins 500 000 soldats. Rumsfeld a rétorqué qu'il accepterait, au grand maximum, 250 000 hommes déployés. Shinseki a mis un point d'orgue à leur litige, en défendant ses vues, le 25 février 2003, devant la commission des Forces Armées du Sénat[725]. Il a quitté ses fonctions, l'été suivant.

Or l'étude de Dobbins avançait, elle-même, le nombre de troupes nécessaires en Irak. S'appuyant sur un article économétrique, publié huit ans plus tôt, par un mathématicien de la RAND, James Quinlivan, dans la revue militaire *Parameters*, Dobbins a affirmé que vingt soldats devaient être déployés pour mille civils dans un pays occupé. En conséquence, l'Irak étant composé d'environ 25 millions d'habitants, il était requis d'envoyer 500 000 hommes au sol[726].

A la suite de la publication du rapport, James Dobbins a envoyé une copie à son ancien collègue du Département d'Etat, Paul Bremer, devenu entretemps l'envoyé présidentiel en Irak, en charge de la reconstruction. D'après les mémoires publiés par Bremer, *My Year in Iraq*, ce dernier aurait ensuite directement transmis une copie à

[725] Cf., sur ce point, les récits détaillés des luttes bureaucratiques précédant l'opération Iraqi Freedom dans WOODWARD Bob, *State of Denial: Bush at War, part III*, New York, Simon & Schuster, 2006 et FALLOW James, *Blind Into Baghdad: America's War in Iraq*, New York, Vintage, 2006.
[726] QUINLIVAN James, « Force Requirements in Stability Operations », *Parameters*, hiver 1995, pp. 59-69.

Donald Rumsfeld, en soulignant l'extrait précis où le besoin de 500 000 soldats était expliqué :

> « *L'analyse était stupéfiante. Je soutenais les efforts de Donald Rumsfeld afin de transformer l'armée américaine pour que celle-ci puisse répondre aux défis nouveaux du 21ème siècle. Rumsfeld concevait des unités plus petites, plus agiles, bénéficiant de "multiplicateurs" tels que les armes de précision et les forces spéciales.* […] *Mais la situation sur le terrain en Irak soutenait-elle le jugement selon lequel nous n'avions besoin que d'un tiers des forces d'occupation suggérées par l'étude de la RAND? Cette après-midi-là, je photocopiais un résumé du rapport que j'envoyais à Don Rumsfeld. "Je pense que tu devrais examiner ceci" disais-je dans mon mémo de couverture. Par la suite, je n'ai jamais obtenu de réponse de sa part, à propos du rapport* »[727].

Lorsque nous avons interrogé James Dobbins quant à la promotion du rapport par Paul Bremer, il a répondu, quelque peu embarrassé, que « *Paul* [Bremer] *n'a retenu de notre étude que ce qui pouvait lui servir. Le rapport comprend 280 pages mais il fallait y trouver quelque chose qui puisse aider les revendications de Paul et de l'U.S. Army* »[728]. Le double jeu de la RAND dans les luttes bureaucratiques n'en devient que plus délicat. Comment l'organisation peut-elle consolider les positions de l'Air Force dans les opérations de stabilisation tout en soutenant les revendications numériques de l'Army ?

Cette schizophrénie reste inhérente au travail de légitimation, dans lequel notre acteur est engagé. Néanmoins, elle permet de réfléchir – au-delà de la simple reformulation *scientifisante* des combats entre armées – aux tensions évidentes que cette dynamique sectorielle peut susciter au sein de l'organisation, entre chercheurs et gestionnaires ou, parmi les chercheurs eux-mêmes. Les contradictions institutionnelles peuvent ainsi conduire à des dissensions intellectuelles et à des scandales individuels. Il s'agit de la conséquence ultime de la refonte du champ des études stratégiques américain depuis 1989.

---

[727] BREMER Paul, *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope*, New York, Simon & Schuster, 2006, p. 10. Texte original: « *The analysis was stunning. I agreed with Secretary Rumsfeld's efforts to transform the American military to meet the emerging challenges of the 21st century. Rumsfeld envisioned smaller, more agile units, augmented by "multipliers" such as precision weapons and Special Forces.* […] *But did the situation on the ground in Iraq support the conclusion that we would need only a third of the occupation forces suggested by the RAND study? That afternoon, I had a summary of the draft copied and sent it down the corridor to Don Rumsfeld. "I think you should consider this", I said in my cover memo. I never heard back from him about the report* ».

[728] Entretien avec James Dobbins réalisé le 6 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Chapitre 2

Le désenchantement des intellectuels bureaucrates

Le monde américain des études stratégiques repose aujourd'hui sur deux grandes postures. La première privilégie un raisonnement, un *ethos*, dit, intellectuel. La seconde se rapproche davantage de l'idée de *conseil*, de recommandation technique. La RAND a fourni une parfaite illustration de cette bipolarisation sectorielle, en oscillant structurellement entre les deux.

Comme les travaux de Thomas Medvetz le soulignent, les organisations peuvent ne pas se distinguer pour mieux se différencier[729]. Or, pour leur part, les individus agissent, en revanche, dans un sens ou un autre, plus ou moins indépendamment de ces institutions. Face aux propriétés générales de cette sphère, face à sa *doxa*, des tensions apparaissent. Comme le monde académique, celui de la stratégie tend à restreindre les marges de manœuvre, à édicter des parcours individuels canoniques et, inversement, à isoler les acteurs qui n'incorporent pas ces règles. Pierre Bourdieu décrit les querelles consubstantielles du milieu universitaire :

> « *De même que l'on verra s'opposer, au sein des facultés des lettres et des sciences humaines, l'orthodoxie des professeurs canoniques, passés par la voie royale des concours, et l'hérésie tempérée des chercheurs et des professeurs marginaux ou originaux, souvent parvenus à la consécration par des voies de traverse, de même on distingue, au sein des facultés de médecine, les défenseurs d'un ordre médical inséparable d'un ordre social et fondé sur les concours et leurs rites de consécration propres à assurer la reproduction du corps, et les innovateurs hérétiques qui, tels les*

[729] MEDVETZ, *op. cit.*, pp. 2-3: « *There is a basic correspondence between structure and identity in the world of think tanks. Policy experts understand their distinctive social role in terms that mirror their intermediate location in social space. Lacking an established definition of what it means to be a policy expert, such actors typically improvise one using the ready-made made cultural materials supplied by the more established institutional domains to which they are linked* ».

inspirateurs de la réforme des études médicales, sont parvenus par des voies détournées, c'est-à-dire, bien souvent, par l'étranger (les Etats-Unis notamment) et qui, faute de posséder les titres sociaux ouvrant l'accès aux positions socialement dominantes, ont trouvé dans des institutions marginales, plus ou moins prestigieuses, Muséum, Faculté des sciences, Institut Pasteur, Collège de France, la possibilité de poursuivre une carrière de chercheurs plus réussie scientifiquement que socialement »[730].

De façon identique, s'est ici progressivement dévoilée une lutte entre les détenteurs d'un savoir ordonné et ordonnateur et d'une pratique conforme aux tendances dominantes – l'ascendant progressif des cabinets de conseil – et les promoteurs marginaux d'un redéploiement sectoriel à la faveur de la posture intellectuelle. Autrement dit, la RAND, elle aussi, s'est trouvée traversée par les logiques antinomiques de l'*orthodoxie* face à l'*hérésie*.

Selon les positions occupées par chacun dans le champ, il fait face à deux conceptions spécifiques du *travail stratégique*. Celles-ci peuvent s'apparenter aux deux entreprises de production culturelle repérées par Bourdieu dans *Les Règles de l'art* :

« *Une entreprise est d'autant plus proche du pôle commercial que les produits qu'elle offre sur le marché répondent plus directement ou plus complètement à une demande préexistante, et dans des formes préétablies. Il s'ensuit que la longueur du cycle de production constitue sans doute une des meilleures mesures de la position d'une entreprise de production culturelle dans le champ. On a ainsi, d'un côté, des entreprises à cycle de production court, visant à minimiser les risques par un ajustement anticipé à la demande repérable, et dotées de circuits de commercialisation et de procédés de faire-valoir (publicité, relations publiques, etc.) destinés à assurer la rentrée accélérée des profits par une circulation rapide de produits voués à une obsolescence rapide ; et, de l'autre, des entreprises à cycle de production long, fondé sur l'acceptation du risque inhérent aux investissements culturels et surtout sur la soumission aux lois spécifiques du commerce d'art : n'ayant pas de marché dans le présent, cette production tout entière tournée vers l'avenir tend à constituer des stocks de produits toujours menacés de retomber à l'état d'objets matériels* »[731].

Ces deux types d'entreprise intellectuelle servent ainsi de matrice aux discours que l'on peut repérer au sein du champ. Mais plus encore, l'ascendant pris par le premier

[730] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 87.
[731] BOURDIEU, *Les Règles de l'art*, *op. cit.*, p. 236.

modèle – laissant le mandataire décider des priorités – suscite la frustration des promoteurs du second. Or, pour comprendre le phénomène de *désenchantement des intellectuels bureaucrates* – soit les acteurs participant à la rationalisation continue d'une pensée militaire – nous devons revenir aux travaux du sociologue Max Weber.

Celui-ci accorde dans son œuvre une place centrale au processus de rationalisation des activités sociales, qui se caractérise par la différenciation des activités: religieuses, économiques, politiques, scientifiques, culturelles[732]. Avec des nuances méthodologiques et analytiques, la sociologie durkheimienne montre également que toute société se caractérise par une division du travail qui crée des strates différenciées en son sein[733].

Chez les deux sociologues, la différenciation devient synonyme de complexification et de diversification des structures qui, ensemble, forment l'ossature de la société. Néanmoins, si pour Durkheim, cette division du travail crée le lien social et occupe de la sorte une fonction d'intégration, dont découle la solidarité entre les individus, Weber insiste quant à lui, sur la technicisation croissante induite par ce processus rationnel. Il annonce un *désenchantement du monde*, expression reprise, depuis, par le philosophe Marcel Gauchet[734]. Plus exactement, il aurait existé, pour Weber, un monde *enchanté* dominé par la magie et les rites, dans lequel l'homme vivait harmonieusement. Par opposition, la rationalisation aurait conduit à un recul du religieux et du magique dans les rapports qu'entretiennent les individus avec leur environnement. Ainsi la rationalisation enlèverait aux éléments leur part de mystère et marginaliserait la place du mythe.

La notion wébérienne de *désenchantement* nous permet de mettre en perspective une dimension spécifique aux luttes individuelles, qui structurent l'activité contemporaine de notre objet d'étude. Néanmoins, la *période enchantée* de Max Weber doit être comprise au même titre hypothétique que l'idée d'*état de nature* chez les philosophes du contrat social, comme Jean-Jacques Rousseau, Thomas Hobbes ou John Locke. Elle n'a de réalité que dans le discours qui permet – à partir de sa description – d'observer, avec un nouveau regard, la situation contemporaine. Dans notre cas précis,

[732] WEBER, *op. cit.*
[733] DURKHEIM Emile, *De la Division du travail social*, Paris, Quadrige, PUF, 1991.
[734] GAUCHET Marcel, *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, Gallimard, 1985.

une *période enchantée* n'implique ni magie ni religiosité mais recouvre une même opposition quant au phénomène de rationalisation et de bureaucratisation.

En effet, face à la restructuration du champ des études stratégiques, de nombreux chercheurs interrogés ont invoqué un *âge d'or*, situé dans les années cinquante, voire soixante. Cet argument atteste d'une rhétorique de la nostalgie, entendant mettre en accusation les pratiques contemporaines qui ont conduit à une *standardisation de l'expertise de défense*. Depuis son émergence à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le secteur étudié n'a cessé d'intégrer de nouveaux acteurs et d'accroître les ressources humaines et financières des organisations. La RAND Corporation ne comprenait qu'une cinquantaine de chercheurs, plus ou moins permanents, en 1948, qui travaillaient à Santa Monica. Ils étaient devenus une centaine dix ans plus tard – dont une dizaine à Washington. En 2008, environ 1500 salariés étaient répartis entre les bureaux de Santa Monica, Washington, Pittsburgh, Cambridge et Doha.

Cet accroissement administratif a induit de nouvelles stratégies institutionnelles : une diversification de son *offre* d'expertise et une segmentation des activités internes au sein de multiples sous-directions, d'unités, de bureaux.

Dans le même temps, la montée en force des cabinets de conseil au sein du champ des études stratégiques a entraîné un phénomène de repositionnement parmi les structures d'expertise, telles que la RAND, dont les pratiques se sont dès lors rapprochées de la sphère commerciale, plutôt qu'académique. Cette indexation a été dictée selon les mêmes critères définis plus haut. De nouvelles modalités régulatrices – et donc contraignantes – sont venues jalonner le travail des analystes américains. Ajoutées à cela, les propres évolutions du Département de la Défense en termes budgétaires et intellectuels – l'ascendant du courant de la *Révolution dans les Affaires Militaires* – ont provoqué des *effets de champ* particulièrement forts pour les FFRDCs : des agendas de recherche centrés sur les avancées technologiques et une instrumentalisation accrue des rapports commandités par les corps d'armées en raison de leurs luttes bureaucratiques.

Lorsque l'on en vient à percevoir cet enchaînement sectoriel, on peut donc comprendre le développement d'une rhétorique parallèle d'un certain *désenchantement* parmi les individus. Certaines figures du champ américain des études stratégiques, telles que John Arquilla, Laurent Murawiec ou Steven Simon, ont en effet eu recours à la figure d'un *âge d'or* hypothétique. Son usage a principalement tendu à engager une lutte

institutionnelle sur la définition et l'*identité* de la recherche stratégique et des organismes promoteurs de celle-ci.

Or, une analyse rigoureuse de la socio-histoire du champ permet de se déprendre de cette vision. Elle montre comment la RAND, à l'instar d'autres acteurs, participe et a toujours participé à un ensemble de dispositifs propres au travail d'expertise qui tendent, sous couvert de *scientifisation* des problématiques politiques, à fixer les limites des débats et à imposer une conception techniciste de ceux-ci. Néanmoins, au regard des propriétés sectorielles inhérentes à la RAND, il importe de déterminer en quoi la figure du stratège, du *defense intellectual*, comme idéal-type mobilisé dans les luttes discursives, a pu devenir source de conflictualité. Plus encore, nous devons spécifier les enjeux d'un usage de la notion problématique d'*identité* d'un acteur : qu'apprend-t-on au sujet des répertoires d'action ? Inversement, comment cet argumentaire est-il réfuté par les responsables institutionnels actuels ?

Dans cette perspective, la notion wébérienne de *désenchantement* s'avère donc fructueuse pour analyser les tensions et les contradictions qui animent aujourd'hui le champ des études stratégiques – et plus particulièrement la RAND. Dès lors, les deux sections qui suivent exploreront les luttes contemporaines au sein de l'organisation et la consécration, ou plus exactement, la consolidation d'une idéologie techniciste de l'expertise politique.

1. Les luttes organisationnelles autour de l'identité de la RAND

Pour commencer, les luttes renvoient à la question des stratégies individuelles déployées par les acteurs étudiés : Quel répertoire d'action déploient-ils ? Plus particulièrement, quel but peut être poursuivi par l'investissement d'une lutte discursive autour de l'*identité* de la RAND ?

En raison de la confusion entre concept indigène et dénomination académique, la notion d'*identité* reste problématique. Souvent citée, elle peut masquer de fausses évidences et, pour nous en prémunir, il faut revenir au texte programmatique de Rogers

Brubaker, « *Au-delà de l'identité* », publié en 2001 dans *les Actes de la recherche en sciences sociales*. Brubaker explique ainsi :

> « *Entendue comme un motif ou un fondement de l'action sociale ou politique, l'"identité" est fréquemment opposée à l' "intérêt" dans un effort pour mettre en lumière et conceptualiser les modes non instrumentaux de l'action sociale. Avec un léger déplacement de l'accent analytique, on l'utilise pour souligner de quelle manière l'action – individuelle ou collective – peut être gouvernée par des "autocompréhensions particularistes" plutôt que par un intérêt personnel supposé universel* »[735].

Ces « *autocompréhensions* » deviennent donc les ressorts mobilisés par les chercheurs pour disqualifier l'équipe dirigeante qu'ils visent. Elles permettent de revêtir les conflits individuels d'une ampleur collective. Mais plus encore, on découvre au sein des matrices discursives des acteurs, que les « *autocompréhensions* » restent socialement situées dans l'espace et dans le temps. L'identité à laquelle ils se réfèrent ne peut être comprise comme un présent social *ex nihilo* mais comme le fruit de combats passés.

Dès lors, afin de mieux saisir ces luttes, nous abordons, pour commencer, les contestations autour de la resectorisation de l'acteur au sein de son champ. Nous poursuivons le propos en explorant les conséquences de ce changement avec la mobilisation rhétorique pour le retour à un *âge d'or*. Enfin, nous soulignons comment s'est développée une compétition interne à l'organisation, en raison de l'investissement de nouvelles sphères de l'expertise politique.

11. Le repositionnement sectoriel contesté de la RAND

Comprendre au mieux les conséquences en termes cognitifs du repositionnement sectoriel de notre acteur peut se faire à partir d'une analyse précise de *situations critiques* et de *crises*. Celles-ci viennent corriger de vieilles croyances et consolider les nouvelles propriétés du champ. On en revient à la prescription de Michel Dobry, lorsqu'il écrit :

> « *Il s'agit de penser les crises à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'état – passages à des états critiques – des systèmes sociaux. A l'encontre de toutes les formes de réification des institutions, il*

[735] BRUBAKER Rogers, « Au-delà de l'"identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, 139 (3), p. 71.

s'agit dès lors d'aborder les "structures", "organisations" ou "appareils" en tenant compte de leur sensibilité aux mobilisations, aux coups échangés, à l'activité tactique des protagonistes des crises. Mais il s'agit aussi de déchiffrer simultanément les logiques de situation qui, dans de tels contextes, tendent à s'imposer à ces acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements »[736].

L'une des meilleures illustrations de la resectorisation contestée de la RAND nous est offerte avec ce qui a été nommée *l'affaire Laurent Murawiec*. Cet événement s'avère particulièrement riche d'enseignements en termes de sociologie du scandale, de mobilisations multisectorielles et d'analyse d'*accidents biographiques*.

Le 10 juillet 2002, Laurent Murawiec, chercheur français de la RAND depuis deux ans, a été invité par Richard Perle, président du *Defense Policy Board* – une instance consultative du Département de la Défense – à réaliser une présentation de ses récents travaux sur l'équilibre stratégique au Moyen-Orient. Ce jour-là, les membres d'honneur du *Defense Policy Board* siégeaient : parmi d'autres, Henry Kissinger, James Schlesinger, Harold Brown, les amiraux David Jemeriah et William Owens.

Remplissant les contraintes de la fameuse présentation *power point* dont nous avions souligné la scénographie, Murawiec a commencé par expliquer que « *le monde arabe a été en état de crise systémique au cours des 200 dernières années* » puis que « *tous les Etats arabes sont, soit des Etats en faillite, soit sur le point de le devenir* » [737]. Ont suivi quelques affirmations sous forme de slogans comme : « *dans le monde arabe, la violence n'est pas une continuation de la politique par d'autres moyens, la violence est politique, la politique est violence* ». Une fois cette synthèse, pour le moins baroque, de l'histoire du monde arabe accomplie, l'auteur s'est concentré, devant son audience, sur le rôle de l'Arabie saoudite et a soutenu que « *les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne de terreur, des planificateurs aux financiers, des cadres aux fantassins, des idéologues à la pom-pom girl* (sic.) ». Concernant les activités de la famille royale saoudienne, Murawiec a affirmé qu'« *il y a une "Arabie", mais elle n'a pas besoin d'être*

[736] DOBRY, *op. cit.*, pp. 39-40.
[737] Cf., Annexe *L'affaire Laurent Murawiec*. Texte original: « *The Arab world has been in a systemic crisis for the last 200 years* […] *All Arab states are either failing states or threatened to fail* […] *In the Arab world, violence is not a continuation of politics by other means* -- violence is *politics, politics* is *violence* […] *The Saudis are active at every level of the terror chain, from planners to financiers, from cadre to foot-soldier, from ideologist to cheerleader, There is an "Arabia," but it needs not be "Saudi"* […] *Iraq is the tactical pivot, Saudi Arabia the strategic pivot* ».

"saoudite"». Il a alors achevé sa présentation par une diapositive suggestive : « *l'Irak est le pivot tactique, l'Arabie Saoudite est le pivot stratégique* ».

Le 6 août, soit presque un mois après cette présentation restée classifiée, Thomas Ricks, un journaliste spécialiste des questions de défense au *Washington Post*, publiait un article intitulé « *Briefing Depicted Saudis as Enemies* » (« *Une présentation décrit les Saoudiens comme des ennemis* »). Ricks écrit qu'« *une présentation donnée le mois précédent lors d'un comité consultatif du Pentagone a décrit l'Arabie saoudite comme un ennemi des Etats-Unis et a recommandé que les représentants américains adressent un ultimatum à la famille royale afin de stopper le soutien au terrorisme. En l'absence de réaction, les Américains seraient amenés à saisir les champs pétroliers et les actifs financiers saoudiens investis aux Etats-Unis* »[738].

Tandis que Richard Perle a refusé tout commentaire auprès de la presse, le service des relations publiques de la RAND a informé le *Washington Post* que Laurent Murawiec n'était pas disponible pour un entretien. Victoria Clarke, porte-parole du Département de la Défense a immédiatement émis une déclaration officielle stipulant que « *ni les présentations ni les commentaires des membres du Defense Policy Board ne reflètent les vues officielles du Département de la Défense* […] *L'Arabie saoudite est un ami de longue date et un allié des Etats-Unis. Les Saoudiens coopèrent pleinement dans la guerre contre le terrorisme et disposent de l'appréciation profonde du Département et de l'Administration* »[739]. La majorité des membres du *Defense Policy Board* a décliné les requêtes de Thomas Ricks sollicitant des commentaires. Pour autant, les diplomates saoudiens ne sont pas restés silencieux. Le prince Bandar Bin Sultan, ambassadeur d'Arabie saoudite aux Etats-Unis, a déclaré : « *Je pense qu'il s'agit d'un travail fallacieux, superficiel et malhonnête en termes de données. Répéter des mensonges n'en constitue pas une réalité* »[740].

---

[738] RICKS Thomas, « Briefing Depicted Saudis as Enemies », *Washington Post*, 6 août 2002. Texte original: « *A briefing given last month to a top Pentagon advisory board described Saudi Arabia as an enemy of the United States and recommended that US officials give it an ultimatum to stop backing terrorism or face seizure of its oil fields and its financial assets invested in the United States* ».

[739] Texte original: « *Neither the presentations nor the Defense Policy Board members' comments reflect the official views of the Department of Defense* […] *Saudi Arabia is a long-standing friend and ally of the United States. The Saudis cooperate fully in the global war on terrorism and have the Department's and the Administration's deep appreciation* ».

[740] Texte original: « *I think that it is a misguided effort that is shallow, and not honest about the facts. Repeating lies will never make them facts* ».

Le lendemain, 7 août, la publication de l'article de Ricks a étendu la portée de l'*affaire*. Lors d'une conférence de presse, Donald Rumsfeld qualifiait le travail du *Washington Post* de « *regrettable* » et la fuite à l'origine du scandale de « *terrible faute professionnelle qui pouvait clairement s'avérer nuisible*»[741]. Au même moment, Colin Powell, alors Secrétaire d'Etat, certifiait au prince Saud Faisal, le ministre des Affaires étrangères saoudien, que la présentation de Laurent Murawiec « *ne reflète ni les vues du président des Etats-Unis, ni celles du gouvernement américain* ». Le même jour, le prince ajoutait, dans un communiqué : « *il est regrettable de trouver des personnes, dans certains endroits, qui essaient de distiller la suspicion et saper* (sic.) *les liens historiques et solides entre nos deux pays. Je suis convaincu de leur échec* »[742].

En moins de vingt-quatre heures, Laurent Murawiec était devenu l'une des personnes les plus contactées par les médias, recevant « *deux cents demandes d'entretien »*[743]. Au même moment, le magazine électronique *Slate* révélait que Murawiec avait appartenu, dans les années quatre-vingt, au groupe dirigé par Lyndon LaRouche, un homme politique américain d'extrême-droite. Or, *Executive Intelligence Review*, la revue tenue par Lyndon LaRouche, a publié un portrait pour le moins critique de celui qu'elle appelle désormais « *Laurent d'Arabie Murawiec* » :

> « *Monsieur Murawiec a fait carrière grâce à l'argent* (sic.). *Il a rejoint la Marc Rich Foundation, du fugitif Marc Rich, localisée à Paris*[744]. *il a ensuite dirigé un cabinet douteux d'affaires stratégiques, GeoPol, hébergé par une banque suisse spécialisée dans le blanchiment d'argent de la drogue. Puis il s'est lancé en France dans une carrière d'expert, en soutenant les scénarios de l'Office of Net Assessment du Pentagone quant à une cyberguerre. Enfin, il a rejoint finalement la RAND Corporation à Washington* »[745].

---

[741] RICKS Thomas, « Views Aired in Briefing on Saudis Disavowed », *Washington Post*, 7 août 2002.
[742] Texte original: « *It is unfortunate that there are people in some quarters who are trying to cast doubt and undermine the solid and historic ties between our two countries. I am confident they will not succeed* ».
[743] JARREAU Patrick, « Le parcours atypique de Laurent Murawiec, consultant de la Rand », *Le Monde*, 12 août 2002.
[744] Lors de son retour en France à la fin des années quatre-vingt-dix, Laurent Murawiec aurait obtenu une bourse de la Fondation Marc Rich. Rich, homme d'affaires ayant fait fortune dans le pétrole, avait été condamné en 1983 par la justice américaine pour avoir contourné l'embargo établi par l'administration Carter contre l'Iran. Réfugié en Suisse, il est grâcié en 2001 par Bill Clinton.
[745] Cité par SHAFER Jack, « The Continuing Saga of Laurent (of Arabia) Murawiec », *Slate*, 27 août 2002. Texte original: « *Monsieur Murawiec went from money from then-fugitive Marc Rich's Paris based Marc Rich Foundation; to a dubious strategic affairs consultancy, GeoPol, hosted by a narcotics money-laundering Geneva, Switzerland bank; to a think-tank career in France promoting Pentagon Office of Net Assessments (ONA) digital cyberwar scenarios; to his posting to the Rand Corporation in Washington* ».

L'*affaire Murawiec* arrivait à son dernier acte. Une semaine après les informations recueillies par le *Washington Post*, l'agence de presse *Dubai News* affirmait avoir obtenu un entretien téléphonique avec le chercheur de la RAND dans lequel ce dernier aurait expliqué, dans un langage ordurier :

> « *Mon expérience dans votre partie du monde* [le monde arabe] *m'a convaincu que, pour faire simple, personne ne peut encadrer les Saoudiens* (sic.)*. Tout le monde sait que ce n'est qu'une bande de trous du cul* (sic.) *qui sont arrogants, prétentieux et qui se comportent toujours de façon dégueulasse* (sic.). *Les gens dans votre région me racontent ces histoires depuis vingt ans. Je ne vous raconte donc rien de nouveau* »[746].

Murawiec a refusé d'authentifier sa voix sur l'enregistrement audio, niant tout entretien avec *Dubai News*. S'il n'est pas revenu – du moins jusqu'au moment de notre entretien – sur son déni, il n'a fait aucun doute, pour ses collègues de la RAND, que la voix enregistrée était la sienne. « *C'est tout à fait Laurent, ce mélange d'analyse judicieuse et de déferlement ordurier* » a concédé Jeremy Shapiro[747].

Interrogé par Jack Shafer du média *Slate*, James Thomson, président de la RAND, n'a souhaité ni confirmer ni infirmer l'authenticité du document audio. Il a simplement émis une opinion, affirmant que « *les propos en question font clairement abstraction du "think" de Think Tank* »[748]. Par conséquent, en septembre 2002, la RAND Corporation a licencié Murawiec. Lors de notre entretien, toujours sensible à l'évocation de cet épisode, le chercheur ne s'est pas attardé sur les détails de l'*affaire*. Il a souligné, avec un ton colérique et dans le même langage imagé, que « *ces couards* (sic.) *de Thomson* [James, le Président de la RAND] *et Rich* [Michael, vice-Président exécutif] *ont voulu sauver leur peau* (sic.) »[749].

Cet épisode nous offre ainsi une étude de cas détaillée à partir de laquelle les outils de la sociologie des crises permettent de saisir comment l'*affaire Murawiec* illustre, pour reprendre l'expression de Damien De Blic et Cyril Lemieux, « *la force*

[746] Cité par SHAFER, *op. cit.*. Texte original: « *My experience of your part of the world is that most people hate the Saudis' guts, not to make too fine a point about it. Everybody knows they are a bunch of lazy assholes that are arrogant, too big for their shoes, which behave in a consistently disgusting manner. People in your region have told me that for 20 years. But I am not telling you anything new* ».
[747] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[748] SHAFER, *op. cit.*
[749] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

instituante » du scandale[750]. De Blic et Lemieux expliquent qu' « *en tant que dégradation statutaire,* [le scandale] *conduit à des repositionnements, à une redistribution des cartes institutionnelles, voire à des remises en cause brutales des rapports institués, il donne lieu, souvent, à des refontes organisationnelles, à la production de nouveaux dispositifs légaux, à la validation collective de pratiques inédites* »[751].

Pour procéder à cette reconfiguration, l'une des propriétés fondamentales du scandale, que le politiste Hervé Rayner énonce dans *Dynamique du scandale*, consiste à se déployer à la croisée de plusieurs secteurs sociaux. Rayner rappelle pour cela qu'« *un scandale dit "politique" parce qu'il affecte des politiciens, n'aurait pas lieu d'être sans l'intervention d'acteurs externes au milieu politique, issus en général des secteurs judiciaire (avocats, magistrats), médiatique ou économique* »[752].

Par conséquent, l'*affaire Murawiec* met tout d'abord en scène les acteurs du champ des études stratégiques. Le *Defense Policy Board*, comme instance consultative du Département de la Défense, représente un des lieux d'interaction entre les multiples organisations énoncées auparavant (consultants, universitaires, membres de *Think Tanks*). Néanmoins ce n'est qu'à partir de l'instant où les dynamiques internes à ce secteur viennent à être découvertes et littéralement *dénoncées* par un champ extérieur, celui des médias (d'abord le *Washington Post* puis les revues *Slate* et *Executive Intelligence Review*) que l'épisode devient une *affaire*[753]. De ce point de vue, la temporalité de l'épisode rappelle que c'est la dénonciation publique qui fait naître le *scandale*. Il a donc fallu attendre un mois entre l'événement lui-même et sa conversion en *affaire*. Revenant, un an plus tard, sur son *accident biographique*, dans le livre *Princes of Darkness*, Murawiec souligne ce décalage :

> « *Peu de temps après* [la présentation au *Defense Policy Board*], *je partis en vacances en Europe, l'esprit reposé, en ayant le sentiment que j'avais accompli mon devoir. Après quelques semaines consacrées à Shakespeare*

[750] DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve : Eléments de sociologie pragmatique », *Politix*, 71 (18), 2005, pp. 9-38
[751] DE BLIC, LEMIEUX, *op. cit.*, p. 12.
[752] RAYNER Hervé, *Dynamique du scandale : De l'affaire Dreyfus à Clearstream*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2007, p. 4.
[753] Précisions ici sur le plan de la terminologie que nous usons indifféremment des mots *scandale* et *affaire*. Bien que certains sociologues entendent les différencier, nous considérons comme Hervé Rayner que « *la pertinence de ces distinctions terminologiques semble limitée car nous ne pouvons opposer le scandale à l'affaire comme s'il s'agissait de réalités phénoménales d'un seul bloc dissociables une fois pour toutes. Comment d'un trait de plume distinguer ce qui relèverait de l'affaire?* ». Cf., RAYNER, *op. cit.*, p. 5.

en Angleterre, à ma famille et celle de ma fiancée et à mes amis en France, je retournai dans la chaleur oppressante d'août sur les bords du Potomac. Quelques jours plus tard, la foudre frappa: le Washington Post publiait en première page le contenu de ma présentation en sous-titrant "Une présentation dépeint les Saoudiens comme des ennemis, un ultimatum est exigé auprès du Pentagone" »[754].

L'article du *Washington Post* joue ici un rôle central dans la dynamique du scandale. Il révèle « *l'immense pouvoir d'extension du scandale, la force hautement déstabilisatrice que constituent dans les sociétés modernes les médias de masse* »[755].

A l'ingérence du champ médiatique s'ajoute alors celle du champ politique, *a fortiori* international. L'événement initialement réservé au monde des études stratégiques devient une *crise* diplomatique au cours de laquelle porte-paroles et représentants diplomatiques se doivent de diffuser des communiqués et établir des déclarations redondantes. Il est rappelé que les propos tenus par Murawiec ne sauraient être tenus pour représentatifs des positions du Département de la Défense ou de toute autre administration fédérale. On peut donc déceler deux éléments majeurs dans la force instituante de l'*affaire Murawiec*. Tout d'abord, sa signification la plus apparente et la plus étendue renvoie à l'ambiguïté et à l'extrême fragilité des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite depuis le 11 septembre 2001. Interrogés par Thomas Ricks, les membres du *Defense Policy Board* n'ont pas semblé réfuter les thèses de Murawiec. « *Je pense que c'est une erreur de considérer l'Arabie Saoudite comme un pays ami* » a expliqué Kenneth Adelman. « *Je dirais que l'Arabie Saoudite constitue, pour nous, une préoccupation majeure* » a concédé Eliot Cohen[756].

Mais – au-delà de la controverse proprement diplomatique recouverte par le scandale – une véritable *resectorisation* des acteurs stratégiques s'est instituée, ou du moins s'est confirmée. Le malaise avec lequel la direction de la RAND a abordé l'épisode permet de saisir comment celui-ci a mis en lumière publiquement le rôle de

[754] MURAWIEC Laurent, *Princes of Darkness: the Saudi Assault on the West*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, 2003, p. xii. Texte original: « *Soon thereafter, I flew off for a vacation in Europe, my mind at rest, with the feeling that I had done my duty. After a few weeks devoted to Skakespeare in England, to my family and friends in France, and to my fiancée's family, I returned to the oppressive heat of early August on the banks of the Potomac. A few days later, the thunderbolt struck: the Washington Post printed on the front page the contents of my briefing under the resounding headline: "Briefing Depicted Saudis as Enemis, Ultimatum Urged to Pentagon Board"* ».

[755] DE BLIC, LEMIEUX, *op. cit.*, p. 32.

[756] RICKS, « Briefing Depicted Saudis as Enemies », *op. cit*. Texte original: « *I think it is a mistake to consider Saudi Arabia a friendly country"; « I would say that Saudi Arabia is a huge problem for us* ».

simple *exécutant* auquel le Département de la Défense l'a assujetti. La crise a ainsi mis en évidence une dimension explicite de la *resectorisation* opérée jusqu'ici. Bourdieu souligne à juste titre l'effet révélateur de cette dynamique :

> « *Et l'on ne peut comprendre la crise sans comprendre dans sa vérité l'ordre doxique avec lequel elle rompt et que cette rupture même fait comprendre. Il est à peine possible de décrire les deux états, organique et critique, de l'institution, autrement que dans leur relation, en passant sans cesse de l'un à l'autre, l'état critique fonctionnant comme analyseur pratique de l'état organique* »[757].

La nécessité institutionnelle pour la RAND de se distinguer de Laurent Murawiec, dès lors qu'il devient un acteur ne respectant pas les propriétés contemporaines du champ et donc un hérétique bafouant une composante implicite de la *doxa* de la politique étrangère américaine, nous permet de percevoir la mécanique inversée de la reconversion collective des capitaux individuels. Plus exactement, les chercheurs interrogés ont partagé une perception commune selon laquelle « *Laurent* [Murawiec] *a été abandonné par la RAND* » comme si l'organisation était comprise comme une entité autonome et désincarnée qui s'érigerait au-dessus de ses experts[758]. Plus encore, la *resectorisation* a induit des tensions individuelles et a ranimé les luttes pour l'*identité* de la RAND. L'évocation d'un *âge d'or* n'a jamais été aussi prégnante que lorsque nous avons évoqué *l'affaire Laurent Murawiec*. Jeremy Shapiro, parti depuis l'épisode travailler à la Brookings, a émis l'hypothèse :

> « *L'affaire Murawiec représente le meilleur exemple de ce que l'organisation fut et de ce qu'elle n'est plus. Il y a cinquante ans, Herman Kahn pouvait aborder les moyens permettant de raser la Pologne* (sic.). *Aujourd'hui ce n'est plus possible. Je pense sincèrement que Laurent* [Murawiec] *n'aurait eu aucun problème à cette époque ayant dit ce qu'il a pu dire* »[759].

Lorsque nous sommes revenus avec lui sur ces aspects-là, Murawiec a également mobilisé cette imagerie :

[757] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op. cit.*, p. 198.
[758] Entretiens, Anonymes.
[759] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).

> « *Jeremy* [Shapiro] *a tout à fait raison. Au tout départ, la RAND était composée d'une bande de savants fous* (sic.) *qui imaginaient la guerre nucléaire sur les plages de Californie : pensez, par exemple, à Herman Kahn. Kahn était un dément avec une centaine d'idées originales sortant de son cerveau quotidiennement* (sic.)*. On leur allouait des fonds fédéraux pour qu'ils animent le débat stratégique, pour qu'ils innovent. Depuis, l'idée s'est complètement diluée à cause de la bureaucratisation de la RAND* »[760].

Si ce recours à l'idée d'un *âge d'or* peut recouvrir une réalité de l'activité de la RAND, il permet aussi – et surtout – de mettre en perspective les conflits internes à l'organisation en vue de la définition de son *ethos*. L'*affaire Murawiec* a admis l'institution de ces nouvelles pratiques du champ des études stratégiques et la clarification de la *resectorisation* d'acteurs comme la RAND. Par conséquence, les événements similaires qui ont suivi n'ont pas provoqué la même dynamique de scandalisation.

Ainsi a éclaté, en 2005, un nouveau contentieux au sein de la structure de recherche lorsqu'un de ses collaborateurs, Steven Simon, expert sur le Moyen-Orient, a publié avec Daniel Benjamin, chercheur au *Center for Strategic and International Studies*, un ouvrage polémique intitulé *The Next Attack : The Failure of the War on Terror and a Strategy for Getting It Right*. Les premières lignes de l'essai se veulent explicites :

> « *Nous sommes en train de perdre. Quatre ans et deux guerres après les attaques du 11 septembre 2001, l'Amérique se dirige droit vers une répétition des événements de ce jour-là, voire peut-être même pire. Contre notre plus dangereux ennemi, notre position stratégique s'affaiblit* […] *Les Etats-Unis – et leur leadership – semblent ne pas avoir compris la dynamique de l'insurrection idéologique illustrée par les signes avant-coureurs de quatre avions commerciaux détournés* »[761].

Un peu plus loin, Simon et Benjamin affirment: « *nous déblayons la voie pour la future attaque et celles qui viendront après* »[762]. Ceci pourrait, *a priori*, s'apparenter à une critique assez commune de la littérature stratégique de cette période. Or, le livre est

[760] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[761] BENJAMIN Daniel, SIMON Steven, *The Next Attack : The Failure of the War on Terror and a Strategy for Getting It Right*, New York, Henry Holt and Co, 2005, pp. xiii-xiv. Texte original: « *We are losing. Four years and two wars after the attacks of September 11, 2001, America is heading for a repeat of the events of that day, or perhaps something worse. Against our most dangerous foe, our strategic position is weakening.* […] *The United States – and certainly its leadership – appears not to have comprehended the dynamic, ideologically driven insurgency whose heralds were four hijacked commercial jets* ».
[762] BENJAMIN, SIMON, *op. cit.*, p. xv. Texte original: « *We are clearing the way for the next attack - and those that will come after* ».

néanmoins rentré en conflit avec l'une des clauses internes établies par la RAND stipulant que les employés sont soumis, comme les fonctionnaires, à un devoir de réserve à l'égard de tout jugement sur les politiques publiques poursuivies par l'administration fédérale. Prié d'annuler la publication auprès de son éditeur, Simon a refusé la requête. En conséquence, la direction a décidé de le poursuivre en justice. Celui-ci a néanmoins vu sa cause défendue :

> « *J'ai remporté ce procès ridicule. La RAND n'a pas supporté qu'un de ses chercheurs attaque ses clients en affirmant que la politique poursuivie depuis le 11 septembre s'avérait catastrophique. Elle est devenue une simple boîte de conseil* (sic.). *On remporte les contrats et après on réfléchit pour savoir qui pourra travailler dessus* […] *Mes relations avec la structure se sont détériorées lorsqu'au cours de l'été 2003, la Maison Blanche a demandé à* [James] *Dobbins et moi-même de faire une présentation de la situation en Irak. J'ai dit qu'il fallait négocier avec les milices immédiatement sinon on risquait une guerre civile. Mais Dobbins m'a dit "Pas maintenant, ils ne veulent pas entendre cela, pas tout de suite". On a finalement dit ce que l'administration voulait entendre* »[763].

De manière intéressante, Simon a vu dans le fait même de publier son ouvrage un ressort pour *venger*, en quelque sorte, son orgueil intellectuel. Plus significatif encore, cet épisode récent, à l'issue duquel Simon, comme Murawiec, quitta l'organisation et partit travailler dans un *Think Tank*, le *Council on Foreign Relations*, ne s'est pas transformé en *scandale*. Il n'a suscité ni publicisation de la part des médias ni mobilisation ostentatoire du champ politique. La *non-affaire Simon* prouve qu'entretemps, les pratiques en exercice se sont stabilisées au sein du champ des études stratégiques, en raison de la *force instituante* du scandale précédent.

Il n'en reste pas moins que nos entretiens ont révélé, pour certains chercheurs, une frustration intellectuelle et un sentiment de dépossession de leur savoir au profit de leur institution de rattachement. On peut évoquer à nouveau le cas de John Arquilla et David Ronfeldt. Si le premier a quitté la RAND au milieu des années quatre-vingt-dix, le second

[763] Entretien avec Steven Simon réalisé le 2 novembre 2006 au Council on Foreign Relations (Washington). Le 18 avril 2003, peu après le début de l'occupation d'Irak, l'Autorité provisoire de la coalition donna pour premier ordre de déstituer le parti Baath au pouvoir. Ce processus de *débaasification de l'Irak*, comme il est communément appelé, s'inspirait d'un programme similaire de *dénazification de l'Allemagne*, mis en œuvre par les forces alliées après la défaite des nazis en 1945. Le démantèlement des structures administratives et militaires a provoqué une recrudescence de la violence en permettant aux milices chiites et sunnites de bénéficier d'une *main d'œuvre* nouvelle.

est resté et nous a fait part de sa vision, pour le moins amère, de la dynamique institutionnelle à laquelle adhère l'organisation. Il nous a confié :

> « *J'ai toujours été écoeuré de voir comment toutes les idées innovantes ont été accueillies avec scepticisme et froideur par la RAND. La direction n'a jamais pris le moindre risque à l'égard de travaux qui sortaient des sentiers battus. On retrouve toujours le même schéma : un ou des chercheur(s) font des heures supplémentaires – non payées – pour explorer une idée nouvelle mais qui, hélas, ne crée pas de consensus. La RAND laisse le chercheur travailler, mais se dégage de toute responsabilité. Puis, quand l'idée remporte du succès, le Pentagone commence à s'y intéresser : quelqu'un dans l'administration lit un article, déforme l'idée initiale, y prête attention et décide que des fonds doivent être débloqués. Alors et alors seulement, la RAND devient confiante et accepte l'idée. Mais elle s'adresse indifféremment à ses ressources humaines, sans la moindre reconnaissance à l'égard des chercheurs à l'origine de l'idée. A cet égard, notre cas reste exemplaire. Lancer une étude ou une simple réflexion sur la netwar ne leur plaisait pas. Ils ont donc demandé à d'autres chercheurs qui n'étaient pas du tout impliqués dans nos travaux de proposer au Pentagone un produit de base, une série de wargames qui ne dérangeraient pas les militaires et serait bien plus rentable. John* [Arquilla] *et moi avons été évincés. Mais nous ne sommes pas les seuls, de nombreux chercheurs ont subi ces vexations* »[764].

A Paris, Bruno Tertrais, ancien *visiting fellow*, a justement expliqué que « *la RAND est un endroit étrange à définir où on embauche des penseurs, mais pour qu'ils ne pensent pas* »[765]. Le déplacement sectoriel, produit par l'entrée des cabinets de conseil dans le champ des études stratégiques, a donc provoqué une tension centrale au sein d'un organisme comme la RAND. Il a conduit celle-ci à une hybridation de plus en plus éloignés des cadres académiques ou de ceux des *Think Tanks*.

Ce mélange des ambitions intellectuelles et commerciales trouve des illustrations concrètes dans les parcours individuels. Par exemple, lorsque nous avons rencontré James Dobbins, un ancien haut-fonctionnaire du Département d'Etat, pour l'interroger sur son arrivée à la RAND, il nous a expliqué :

> « *Lorsque je suis arrivé, j'étais un ancien diplomate qui avait passé toute sa carrière dans l'administration. Il me fallait écrire, publier car c'était la*

[764] Entretien avec David Ronfeldt réalisé le 30 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[765] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).

meilleure façon d'acquérir une véritable légitimité dans un organisme comme la RAND, c'est son ethos »[766].

Comme nous l'évoquions en tout début de cette thèse, le travail quotidien de l'analyste est pensé selon des critères académiques mais se trouve administré selon des modalités commerciales. A ce titre, on ne peut omettre de décrire tous les dispositifs qui rappellent continuellement au chercheur que chacune de ses activités doit être *couverte* par un contrat. Ainsi, le séminaire de recherche informelle est méticuleusement minuté pour justifier les honoraires. La commande d'ouvrages auprès des services de documentation doit être accompagnée d'une facture justifiant précisément l'achat et lui attribuant un numéro administratif le rattachant à un contrat en cours. La lecture même des documents de recherche se trouve comptabilisée. De cette manière, les experts n'entament leur travail de collecte des données qu'une fois que le Département de la Défense a exécuté la démarche d'attribution d'un marché public.

Tous ces détails, devenus invisibles en raison de leur intégration à l'*ethos* professionnel, contribuent à neutraliser toute initiative hors du cadre et toute ambition pouvant interférer avec la *doxa* sectorielle. « *D'une certaine façon vous avez plus de marge de manœuvre dans l'administration française qui reste chaotique* (sic.) *qu'à la RAND où tout est minutieusement réglé* » a souligné Laurent Murawiec[767].

Or dans le même temps, si ce verrouillage semble implacable à l'intérieur de l'organisation, celle-ci soigne, à l'extérieur, la construction d'une identité qui ne correspond bien évidemment pas du tout aux réalités du terrain.

Les dispositifs régulateurs qui accompagnent les individus dans leur activité quotidienne rentrent directement en conflit avec cette présentation de soi. A ce titre, l'une des analogies les plus fécondes avec le champ des études stratégiques reste celle du champ littéraire. D'une certaine façon, le *defense intellectual* entend se présenter comme un écrivain. Que ce soit chez Laurent Murawiec, David Ronfeldt, Steven Simon, John Arquilla – tous en rupture avec les pratiques édictées par l'équipe dirigeante – on constate les mêmes prédispositions *auctoriales*. Plus exactement, dans *Les Règles de l'art*, Bourdieu décrit le statut social de l'écrivain d'une manière, qui s'apparente à celui que l'on peut conférer au *stratège* dans notre champ étudié :

[766] Entretien avec James Dobbins réalisé le 1er novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[767] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

> « *La représentation charismatique de l'écrivain comme "créateur" conduit à mettre entre parenthèses tout ce qui se trouve inscrit dans la position de l'auteur au sein du champ de production et dans la trajectoire sociale qui l'y a conduit : d'une part la genèse et la structure de l'espace social tout à fait spécifique dans lequel le "créateur" est inséré, et constitué comme tel, et où son "projet créateur" lui-même s'est formé ; d'autre part la genèse des dispositions à la fois génériques et spécifiques, communes et singulières, qu'il a importées dans cette position* »[768].

Par extension, le *defense intellectual* s'apparente, en raison des contraintes et des luttes sectorielles subies, à la fois au créateur littéraire et au metteur en scène *auteur* qu'André Bazin et les réalisateurs de la *Nouvelle Vague* ont théorisé et défendu[769]. Comme ceux-ci ont *mis entre parenthèses* les conditions sociologiques de production de leurs œuvres pour s'en approprier intégralement le contenu, les experts veillent à mettre en avant leurs travaux propres. A la captation institutionnelle de leurs capitaux, ils opposent les articles écrits en leur nom. Leurs publications hors du cadre des éditions de la RAND sont promues comme des actes individuels qui viennent justement renforcer leur posture et intensifier leur lutte à l'égard des logiques sectorielles.

Alors que le scandale Murawiec a achevé de convaincre que la RAND est devenue un exécutant de l'administration militaire américaine, comment les experts actuels perçoivent-ils ces contradictions ? En règle générale, celles-ci ne sont pas occultées mais les conclusions divergent. Ainsi, David Johnson, directeur de programmes depuis 1998 à la RAND, a livré une comparaison pour le moins étonnante : « *Comme aurait dit Winston Churchill, la RAND est le pire endroit pour faire de la recherche à l'exception de tous les autres* »[770].

Lors de notre enquête, la question de l'identité professionnelle de la RAND a fréquemment été soulevée, et plus particulièrement quant à la place accordée à la recherche. Assez prolixe au sujet de son ancien employeur, Laurent Murawiec affirme :

> « *La RAND est devenue un rentier bedonnant* (sic.)*. Elle vit sur ses acquis historiques et croît continuellement. C'est la logique du gigantisme américain : vous vous étendez toujours plus. Mais cela devient ridicule, on*

[768] BOURDIEU, *Les Règles de l'art*, *op. cit.*, p. 314.
[769] Cf., notamment MARY Phillipe, *La Nouvelle Vague et le cinéma d'auteur. Socio-analyse d'une révolution artistique*, Paris, Seuil, 2006.
[770] Entretien avec David Johnson réalisé le 7 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

ne peut pas faire de la recherche à 1 000. Vous scindez la RAND, vous en faites dix structures de recherche séparées et bien distinctes et les choses deviennent bien plus saines »[771].

Jeremy Shapiro ajoute de son côté :

« *Il s'agit initialement d'une organisation non lucrative or la direction souhaite continuellement son expansion, c'est un contre sens* […] *J'avoue que parfois, je ne savais pas – et je ne sais toujours pas – quelle était l'utilité de la RAND, ni quel était le sens de mon travail* »[772].

Ici aussi, les *defense intellectuals* semblent adopter la même posture d'autonomisation de leur pratique que les écrivains français du XIX[ème] siècle :

« *Il ne fait pas de doute que l'indignation morale contre toutes les formes de soumission aux pouvoirs ou au marché, qu'il s'agisse de l'empressement carriériste qui porte certains littérateurs à poursuivre les privilèges et les honneurs, ou de l'asservissement aux demandes de la presse et du journalisme qui précipite feuilletonistes et vaudevillistes dans une littérature sans exigences et sans écriture, a joué un rôle déterminant, chez des personnages comme Baudelaire ou Flaubert, dans la résistance quotidienne qui a conduit à l'affirmation progressive de l'autonomie des écrivains* »[773].

Face aux revendications *auctoriales*, se trouvent les arguments gestionnaires et commerciaux. On trouve des résonances inattendues de ces conflits dans la description que Pierre Bourdieu fait dans *Homo Academicus* de ce qu'il appelle les « *managers scientifiques* » :

« *Ces managers scientifiques, occupés à rechercher des crédits pour leurs "laboratoires", à fréquenter les comités et les commissions où s'acquièrent les relations, les informations et les subventions nécessaires au bon fonctionnement de leurs entreprises* […] *introduisent des problèmes nouveaux, souvent empruntés tels quels et sans critique préalable aux hommes d'action, et une manière nouvelle de les aborder ; ils produisent des œuvres d'un ton et d'un style qui cumulent la neutralité du compte rendu positiviste et la fadeur du rapport bureaucratique pour obtenir l'effet de respectabilité propre à couvrir de l'autorité de la science les recommandations de l'expert* […] *Mais surtout les salariés de la*

[771] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[772] Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).
[773] BOURDIEU, *Les Règles de l'art*, *op. cit.*, p. 106.

> *recherche qui se multiplient à mesure que se développent les grandes unités de production différenciées socialement et techniquement ne peuvent plus s'entourer de l'aura charismatique qui s'attache à l'écrivain ou au professeur traditionnels, petits producteurs indépendants mettant en œuvre leur seul capital culturel, prédisposé à être perçu comme don de la grâce* »[774].

C'est bien la logique sous-jacente qui conduit Laurent Murawiec à préconiser la scission en de multiples petits centres. En effet, la structure de la RAND ne permet pas, ou plus, au chercheur de prétendre à un statut d'*auteur*, tant il s'insère dans des dynamiques sociales qui le ramènent continuellement à sa réalité bureaucratique. On retrouve ainsi la même « *fadeur du rapport bureaucratique* », dénoncée par Bourdieu chez les *managers scientifiques*, dans les études publiées par la RAND et ce en raison d'une procédure spécifique de réécriture. Plus exactement, l'organisation fait appel à des *écrivains techniques* (*technical writers*) chargés de policer le style des travaux et de les rendre homogènes et impersonnels. « *Il s'agit d'un travail abominable* (sic.)*, ils réécrivent vos papiers pour les rendre indigestes. Je me suis battu plus d'une fois contre eux, il était hors de question que mes écrits soient aussi ennuyeux que la plupart des rapports de la RAND* (sic.) » s'est exclamé Laurent Murawiec[775]. Un chercheur resté anonyme a ajouté : « *Ce style policé, uniformisé est, à mon sens, ce qui différencie en grande partie la RAND d'organisations comme la Brookings ou le Council on Foreign Relations : ici, tout est régulé, vous n'avez aucune marge de manœuvre face à un processus organisé qui remodèle intégralement les rapports* »[776]. Preuve de cet exercice de contrôle stylistique, le Département des publications distribue aux analystes un guide d'écriture détaillé dans lequel sont consignées des règles fondamentales. Ainsi le nouvel expert découvre *comment écrire une préface* :

> « *Les préfaces remplissent une fonction importante mais limitée : leur fonction principale est de décrire aux lecteurs le contexte dans lequel l'étude a été menée et doit être comprise. La préface doit être impersonnelle car elle représente une déclaration institutionnelle et non celle d'un auteur* »[777].

[774] BOURDIEU, *Homo Academicus*, *op.cit.*, pp. 162-163.
[775] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[776] Entretien, Anonyme.
[777] Source: RAND Archives.

On peut trouver des spécifications similaires pour les introductions, les développements et les conclusions. De même, le travail doit faire l'objet de multiples contrôles avant de devenir une publication. Dans un premier temps, les directeurs du programme de recherche doivent donner leur accord. Puis, un premier *écrivain technique* se charge de la relecture et des corrections éventuelles. Par la suite, chaque pôle d'activité dispose d'une *unité d'assurance de qualité* (*quality assurance unity*) qui évalue le document selon les critères institutionnels. Enfin, deux chercheurs, l'un travaillant dans le centre et l'autre extérieur à la RAND, sont mandatés pour juger le texte. C'est seulement à l'issue de cette démarche, que le texte peut être considéré pour être diffusé. Bien évidemment cette bureaucratisation extrême de l'expertise ne peut que rentrer en conflit avec la posture auctoriale qu'entretiennent les individus mentionnés plus haut. Il en résulte une rhétorique, permettant à ces derniers d'invoquer l'idée d'un *âge d'or* de l'organisation, aujourd'hui révolu.

12. La mobilisation conflictuelle d'un âge d'or

Le fait que le service de communication de l'organisation s'attache à soigner son héritage institutionnel et sa filiation avec l'Air Force provoque une réaction critique parmi les experts militaires. Ces derniers mobilisent les mêmes outils mais à partir d'une logique inversée. En effet, les personnes interrogées ont souvent rappelé que « *le marché d'aujourd'hui soumettait l'organisation à une pression constante* »[778], qu'« *autrefois, il n'y avait pas la même obligation de rendre des comptes, quant aux sommes investies par le Département de la Défense* »[779]. Sont ainsi mises en cause les pratiques de gestion de la recherche et la qualité et l'indépendance de celle-ci. Par exemple, Maren Leed, travaillant désormais auprès du vice chef d'Etat-major des armées, a souligné que « *le modèle de gestion de la RAND a été élaboré durant la Guerre froide. Or, la gestion du Département de la Défense a changé depuis* »[780].

[778] Entretien avec Bruce Hoffman réalisé le 6 novembre 2006 à la Georgetown University (Washington).
[779] Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[780] Entretien avec Maren Leed réalisé le 30 octobre 2006 à Pentagon City (Arlington).

Cette approche est souvent consolidée par l'historiographie dédiée à l'organisation – et citée par les chercheurs[781]. De nombreuses personnes interrogées ont mentionné l'ouvrage du journaliste Fred Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, consacré, selon les termes de la quatrième de couverture, à « *l'histoire inédite du petit groupe d'hommes qui prépara les plans et façonna les politiques de recours à la Bombe* ». Dans sa préface, l'historien Martin Sherwin écrit :

> « *Au centre de cette arène figurait la RAND Corporation, le Think Tank né de la Guerre froide, financé par l'Air Force et voué à cette idée selon laquelle tous les problèmes – y compris celui de la guerre nucléaire – pouvaient être gérés par le biais d'une analyse rationnelle. Elle fut conçue à la fin des années 1940 pour "penser l'impensable" auprès d'un corps militaire qui se trouvait y avoir peu pensé. Les "defense intellectuals" de la RAND inventèrent un nouveau langage, un nouveau lexique. Ils l'enseignèrent à une génération entière de leaders politiques et militaires pour leur permettre de concevoir les problèmes de la guerre et de la paix* »[782].

Dans son chapitre intitulé « *On the beach at RAND* », Kaplan décrit l'ambiance régnant au sein de l'organisation dans les années cinquante :

> « *Ceci est la RAND Corporation. Au plus fort de la Guerre froide, la plupart des chercheurs de la RAND Corporation se contentaient de s'asseoir, de penser, d'écrire et de transmettre des mémos, tout en rêvant à de nouvelles idées sur la guerre nucléaire. Isolé du brouhaha du reste du monde* (sic.), *les hommes et les femmes (surtout des hommes) de la RAND nourrissaient un esprit de corps, un sens de la mission et affichaient un air de confiance et de présomption. Dans une large mesure, ce fut cette atmosphère, cette intoxication qui donna progressivement naissance à une doctrine sur les armes nucléaires, la dissuasion nucléaire, le combat nucléaire; cette doctrine s'identifia intrinsèquement à la RAND*

[781] Divers travaux ont porté directement ou indirectement sur l'organisation et plus particulièrement sur les deux premières décennies (1948-1968): ROBBINS, *Ideas in Action…, op. cit.*; COLLINS, *Cold War Laboratory…*, *op. cit.*; KAPLAN Fred, *The Wizards of Armageddon*, New York, Simon and Schuster, 1983; ROBIN, *The Making of the Cold War Enemy…*, *op. cit.*

[782] KAPLAN, *op. cit.*, p. 4. Texte original: « *At the center of that pit was the RAND Corporation, the original cold war Think Tank, funded by the Air Force and dedicated to the proposition that all problems – including the problem of nuclear war – could be controlled by rational analysis. Established in the late 1940's to "think about the unthinkable" for the military service that appears to have thought about little else, RAND's "defense intellectuals" invented a new language and vocabulary and in the process, taught an entire generation of political and military leaders to view the problems of war and peace* ».

et cela propagea l'idée selon laquelle la "RAND way" représentait la seule façon légitime de penser à la bombe »[783].

En 1972, l'aura qui a entouré l'organisation a incité le journaliste américain David Halberstam à consacrer un ouvrage sur l'élite civile travaillant au sein du Département de la Défense ou pour un des organismes gravitant autour de celui-ci. Intitulé *The Best and The Brightest*, le livre a reçu un franc succès, au moment même où la guerre du Viêt-Nam se prolongeait. Cette expression est durablement restée associée à la RAND. Plus généralement, dans un article paru, à l'été 1991, dans la revue *International Studies Quarterly*, le politiste Stephen Walt s'est interrogé sur la perception récurrente d'un *âge d'or* des études stratégiques. Il a ainsi expliqué:

« *Avant la Seconde Guerre mondiale, l'intérêt pour les affaires militaires et stratégiques était tout d'abord limité aux soldats professionnels et les études sur les problématiques militaires étaient confinées à l'histoire militaire et diplomatique.* […] *Comme chacun peut l'imaginer, la révolution nucléaire jeta une ombre sur le champ et les analystes de l'"Age d'or" vouèrent leurs efforts à comprendre ses implications.* […] *La plupart des recherches séminales durant l'"Age d'or" furent conduites dans des Think Tanks comme la RAND Corporation. L'accès à l'information et le cadre institutionnel avantageux constituèrent des atouts évidents. Mais leur relation étroite avec le Département de la Défense a pu encourager ces chercheurs à voir les problèmes de sécurité nationale selon une perspective excessivement militaire* »[784].

Plus loin dans le texte, Walt énonce trois raisons quant à la fin de l'*âge d'or* : l'appauvrissement intellectuel des doctrines nucléaires, la guerre du Viêt-Nam et une

[783] *Ibid.*, p. 51. Texte original: « *This is the RAND Corporation, and during the peak of the Cold War, most of its occupants did little but sit, think, talk, write, pass around memoms, and dream up new ideas about nuclear war. Isolated from the hurly-burly of the rest of the world, the men and women (mostly men) of RAND nurtured an esprit de corps, a sense of mission, an air of self-confidence and self-importance. It was, in large mesure, this atmosphere, this intoxication, that induced the gradual creation of a doctrine concerning nuclear weapons, nuclear deterrence, nuclear war-fighting; that identified this doctrine with RAND, and that propagated the notion that "the RAND way" was the only legitimate way of thinking about the bomb* ».

[784] WALT Stephen, « The Renaissance of Security Studies », *International Studies Quarterly*, 35 (2), juin 1991, p. 214. Texte original: « *Prior to World War II, interest in strategy and military affairs was primarily limited to the professional military, and scholarship on military issues was confined to military and diplomatic history.* […] *As one would expect, the nuclear revolution cast a large shadow over the field, and analysts in the "Golden Age" devoted most of their efforts to understanding its implications.* […] *Much of the seminal research during the Golden Age was conducted at think tanks like the RAND Corporation. Access to information and a supportive institutional setting were obvious assets, but their close relationship with the Defense Department may have encouraged these scholars to view national security problems from an excessively military perspective* ».

dernière – l'échec de renouvellement des générations – apparaissant comme la plus significative, sur le plan sociologique :

> « *Un problème fut lié à l'échec de la première vague de chercheurs dans la formation d'un groupe significatif de jeunes doctorants. Bien que des individus comme Albert Wohlstetter à l'Université de Chicago et William Kaufman au MIT eussent formé un certain nombre de protégés, ces derniers se tournèrent plus facilement vers l'administration ou le conseil* »[785].

Selon Walt les mutations accentuées après la fin de la Guerre froide pouvaient, donc, déjà être observées dès le fameux *âge d'or*. Autrement dit, l'inachèvement disciplinaire de la stratégie et l'incapacité de ses promoteurs à investir les arènes académiques et son autonomisation en champ professionnel pourraient avoir été la raison initiale dans le rapport de force sectoriel perdu par la figure du *defense intellectual* au profit du consultant.

Pour notre objet, cette perception d'une identité perdue se double fréquemment d'une mise en accusation des membres de la direction actuelle, qui ont pris leurs fonctions en 1989. Elles visent explicitement le Président James Thomson et son vice-Président exécutif Michael Rich et illustrent l'intensité des conflits : « *Thomson détient une responsabilité accablante dans l'appauvrissement intellectuel de l'organisation, il a préféré s'occuper des équilibres financiers plutôt que des idées : la moindre controverse le hérisse* »[786] a déclaré Laurent Murawiec. Stephen Simon, parti au *Council on Foreign Relations* en 2006, a expliqué : « *Thomson est gentil mais c'est un vieil homme* (sic.), *il s'est entouré d'adjoints, d'avocats, et franchement quand vous mettez un Think Tank entre les mains d'avocats, cela finit mal* (sic.) »[787]. Une chercheure de longue date nous a confié, quant à elle :

> « *Je suis à la RAND depuis longtemps et j'ai vu comment les choses ont évolué. Thomson, Rich sont des personnes respectables. Mais ce sont des gestionnaires et ils ont brisé quelque chose. J'ai essayé d'en parler avec*

[785] WALT, *op. cit.*, p. 215. Texte original: « *A second problem was the failure of the first wave of scholars to produce a significant group of PhD students. Although individuals like Albert Wohlstetter at the University of Chicago and William Kaufmann at MIT did train a number of protégés, they were more likely to become consultants or government officials* ».
[786] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).
[787] Entretien avec Steven Simon réalisé le 2 novembre 2006 au Council on Foreign Relations (Washington).

Bruce [Hoffman, directeur du bureau de la RAND à Washington jusqu'en octobre 2006] *mais il était lui-même lassé et résigné* »[788].

Interrogé, Hoffman a nuancé le propos, en indiquant que « *l'organisation a dû faire face à de nouvelles contraintes qui l'obligeaient à réviser son modèle organisationnel. Cela ne va pas sans résistance, la réaction est humaine* »[789]. Pour sa part, le Président James Thomson, s'est justifié :

> « *Je suis dans le conseil d'administration de plusieurs grandes firmes et des changements interviennent fréquemment ; à la RAND par contre, le personnel est constitué d'intellectuels pour qui la moindre transformation est perçue comme une révolution* »[790].

Par ailleurs, lorsque nous avons évoqué avec Thomson le documentaire *Ideas in Action* consacré au centre et plus spécifiquement le traitement visuel réservé aux prémisses de celui-ci, il a répondu, quelque peu gêné :

> « *Le réalisateur d'Ideas in Action s'est découvert une passion pour les origines de la RAND ! Il trouvait cette période fascinante et si cela n'avait tenu qu'à lui, il aurait arrêté son film aux années quatre-vingt. C'est à mon sens une vue biaisée. Mais les gens ont été séduits* »[791].

En conséquence, le film présente l'histoire du centre, en empruntant une imagerie des années cinquante, mêlant photos et musique d'époque dont on trouve des échos dans la série *Happy Days* ou le film *American Graffiti*. La réaction de Thomson souligne, pour sa part, les grandes lignes de partage quand on en vient à évoquer l'histoire de la RAND. De la même façon, interrogé sur l'*âge d'or*, Michael Rich, cible de multiples attaques, nous a offert une mise en scène soignée lorsque nous l'avons interrogé dans son bureau de Santa Monica. « *L'âge d'or est quelque chose qui me fait toujours sourire* » a-t-il rétorqué, tout en s'emparant d'un vieil ouvrage d'archives. « *Il s'agit de l'index des études de la RAND de 1946 à 1962, soit le fameux "âge d'or". Les gens s'imaginent que parce que Herman Kahn, Albert Wolhstetter ont travaillé ici, la RAND était peuplée*

[788] Entretien, Anonyme.
[789] Entretien avec Bruce Hoffman réalisé le 6 novembre 2006 à la Georgetown University (Washington).
[790] Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).
[791] *Ibid.*

d'une centaine de "big thinkers". Faites le test, ouvrez une page au hasard ! ». La page ouverte contenait les intitulés d'études délivrées à la fin des années cinquante à l'US Air Force tels que *Simulation de la logistique nécessaire à un déploiement rapide*, *Effets urbains d'une déflagration nucléaire*, *Nouveaux avancements en ingénierie aéronautique*. Content de son effet, Rich a ajouté :

> « *Vous trouvez que c'est de la haute voltige intellectuelle ? Je vous rappelle que notre premier rapport portait sur la faisabilité technique d'un satellite, c'était le pain quotidien* (sic.) *de la RAND pendant ce fameux âge d'or. Le fait est que les gens n'ont retenu que Kahn, Brodie, Wolhstetter ! J'irais même plus loin en affirmant que la RAND d'aujourd'hui ressemble beaucoup plus à celle que les gens s'imaginent qu'elle était à ses débuts* »[792].

Indéniablement, dans les discours de Laurent Murawiec, de Jeremy Shapiro ou encore de Steven Simon, les figures d'Herman Kahn, Bernard Brodie et Albert Wolhstetter se trouvent panthéonisées. La contradiction vient d'ailleurs du fait que les chercheurs critiques à l'égard de la direction usent des mêmes ressorts rhétoriques que celle-ci, mobilisant les mêmes images et les mêmes personnes. Seulement, si les premiers les exploitent pour souligner une rupture, les seconds le font pour convaincre d'une continuité. Or, la rhétorique de l'*âge d'or* reste avant tout une pratique constitutive d'un entre-soi des chercheurs. Comme dans d'autres contextes socioprofessionnels, ce travail de mémoire crée un lien, une intimité collective[793].

Dans sa thèse d'histoire sur le rôle de la RAND dans l'histoire de la pensée stratégique, Andrew May consacre une section à ce qu'il appelle « *le caractère de la RAND* », section au cours de laquelle il développe ce qui constitue l'origine de l'*âge d'or* invoqué aujourd'hui :

> « *Tous ces différents facteurs – la position privilégiée de la RAND, la distance physique du centre gouvernemental (qui reflétait et encourageait une distance intellectuelle vis-à-vis de la politique) aida à promouvoir l'atmosphère à la RAND. La nature du personnel lui-même y contribua également: la plupart des analystes étaient des hommes ayant la trentaine, avec des diplômes de troisième cycle délivrés par les institutions les plus*

[792] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[793] Cf., HAMMAN Philippe, « Quand le souvenir fait lien… De la délimitation des domaines de validité des énoncés recueillis par le sociologue en situation d'entretien », *Sociologie du Travail,* 44 (2), avril-juin 2002, pp. 175-191.

prestigieuses du pays, et beaucoup – si ce n'est la plupart – avaient servi comme jeunes officiers durant la Seconde Guerre mondiale. Les standards intellectuels de haute tenue et la jeunesse relative des stratégistes se combinèrent aux autres aspects pour conférer à la RAND une certaine expression de jeunesse, d'intelligence, de vigueur, de gravité (une organisation née pour travailler sur les problèmes les plus importants de la nation). Dans le meilleur des cas, cela conduisit les stratégistes à se surpasser. Dans le pire des cas, cela les rendit trop confiants envers des solutions intellectuelles. Cela les incita à mépriser l'Air Force (et souvent le public américain également) et à manifester une arrogance que beaucoup trouvaient insupportable »[794].

Plus encore, le discours nostalgique devient ici une source de conflit, une mise en accusation à l'égard de ceux qui, nommément ou non, ont bafoué cet héritage. Si son évocation peut être sincère, elle n'en reste pas moins un outil dans les luttes discursives auxquelles participent les chercheurs et les gestionnaires pour définir l'*identité pure* de leur organisation. Au *mercantilisme* de l'équipe dirigeante contemporaine, les critiques opposent les valeurs présumées de l'*âge d'or* : la prise de risque, la liberté intellectuelle, l'esprit d'avant-garde. De cette façon, Herman Kahn, qui a inspiré à Stanley Kubrick le personnage du *Dr. Strangelove*, devient, comme nous l'avons déjà mentionné, « *un dingue qui avait une centaine d'idées originales qui sortaient de son cerveau quotidiennement* »[795].

Par définition, le mythe de l'*âge d'or* ne peut être circonscrit chronologiquement. Preuve en est l'absence de consensus parmi les chercheurs qui l'évoquent. Certains estiment que la fin de la Guerre froide clôt cette période, d'autres mentionnent l'arrivée des cabinets de conseil dans le champ des études stratégiques au début des années quatre-

[794] MAY Andrew, *The RAND Corporation and the Dynamics of American Strategic Thought, 1946-1962*, Doctorat d'histoire, Emory University, 1998, pp. 47-48. Texte original: « *All of these different factors – RAND's privileged position, the physical remoteness from the center of government (which reflected and encouraged an intellectual remoteness from politics) helped to foster the atmosphere at RAND. The nature of the staff itself also contributed: most analysts were men in their early thirties, with postgraduate degrees from the nation's most prestigious institutions, and many, if not most, had served as junior-level officers during World War II. The high intellectual standards and relative youth of the strategists combined with the other aspects to give RAND a certain character of youth, intelligence, vigor, and importance (borne of working on the nation's most important problems). At best, this spurred the strategists to excel. At worst, it bred over-reliance on intellectual solutions, contempt for the Air Force (and often for the American public as well), and an air of arrogance many found repugnant* ».

[795] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

vingt. La guerre du Viêt-Nam est également citée, et plus spécifiquement l'affaire des *Pentagon papers*[796]. Un chercheur resté anonyme soutient par exemple :

> « *Nixon a voulu mettre la RAND en faillite. Il voulait stopper tous les fonds fédéraux. A mon sens, les Pentagon papers ont marqué la fin d'une RAND libre et innovante. Dès cet instant, l'Air Force a décidé de renforcer la sécurité des informations diffusées et des habilitations. Le droit de regard du Département de la Défense s'est accentué et en conséquence, la direction a privilégié la stabilité financière au détriment de l'indépendance intellectuelle* »[797].

L'usage de l'identité comme création d'*autocompréhensions* – au sens de Rogers Brubaker – nous permet de saisir la façon dont le conflit entre Laurent Murawiec et la direction de la RAND ne se limite pas à un simple contentieux professionnel : il devient un affrontement autour de l'institution toute entière. L'accusé peut alors adopter la posture du défenseur d'un bien commun, en l'occurrence de l'*âge d'or* continuellement évoqué. Pour leur part, James Thomson et Michael Rich – ainsi que le personnel les soutenant – refusent la dimension collective que suppose la question identitaire et préfère nous évoquer une *affaire personnelle*, un *cas à part*.

Or la resectorisation amorcée dans les années quatre-vingt-dix et mise en lumière par le *scandale Murawiec* ne représente pas le seul motif de conflit mobilisant la notion d'*identité* institutionnelle. Le repositionnement de la RAND au sein du champ des études stratégiques s'est en effet accompagné d'un autre phénomène : l'investissement de nouvelles sphères sociales. Autrement dit, la fin de la Guerre froide a marqué le début précis du travail de diversification financière de l'organisme.

[796] Rappelons que les *Pentagon Papers* désignent le document *United States-Vietnam Relations, 1945-1967: A Study Prepared by the Department of Defense*. Il s'agit de 47 volumes totalisant 7000 pages *secret-défense* émanant du Département de la Défense, à propos de l'implication politique et militaire des États-Unis dans la guerre du Viêt-Nam de 1945 à 1971. Ils furent rédigés à la demande de Robert McNamara, alors au poste de Secrétaire à la Défense, en 1967. La majorité de ces 4000 pages de texte assorties de 3000 pages d'analyse ont été illégalement transmises à la rédaction du *New York Times* au début de l'année 1971 par Daniel Ellsberg, ancien chercheur de la RAND.

[797] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

13. L'investissement controversé de sous-secteurs de l'expertise politique

Le 3 mars 2008, l'agence de presse Reuters émettait une dépêche intitulée « *Les parents doivent avoir plus de discussions avec leurs enfants à propos des questions sexuelles* »[798]. Elle rapportait qu'une étude menée à partir d'entretiens avec 312 enfants de Californie du sud, allant de 11 à 15 ans, avait révélé que les parents devaient introduire des sujets d'éducation sexuelle à travers des conversations répétées. En outre, « *plus les parents parlent avec leurs enfants, plus leurs relations sont étroites* » écrit Steven Martino, dans un rapport publié par la RAND Corporation cité par Reuters[799].

Force est de reconnaître que la trajectoire de la RAND peut être séquencée en multiples phases de *différenciation*[800]. Ainsi, nous devons rappeler que dans le documentaire *Ideas in Action*, un des employés exprime, sous une forme narrative extrêmement simple, la croyance quasi-développementaliste cultivée par une part de la RAND :

> « *Au début, nous œuvrions pour l'Air Force. Puis, au bout d'un certain temps, nous avons aussi conduit des missions pour le cabinet du Secrétaire à la Défense, l'Army, le Marine Corps. Alors, nous avons aussi abordé les questions sociales, raciales, juridiques. Nous avons travaillé pour la mairie de New York. Après la Guerre froide, nous nous sommes mis à développer des activités pour l'Europe et le Moyen-Orient. Par conséquent, je pense que l'horizon de la RAND, aujourd'hui, est bien de servir l'intérêt public global* »[801].

Il ressort de cette hypothèse l'idée d'un certain évolutionnisme de la RAND qui peut être résumé en quatre phases : 1) *Première phase (1948-1960)* : l'US Airforce se distingue des précédentes institutions militaires en autonomisant sa réflexion par la création d'un centre d'études opérationnelles, 2) *Deuxième phase (1960-1970)* : la RAND

[798] REUTERS, « Parents urged to go beyond "big talk" about sex », 3 mars 2008.
[799] *Ibid.*
[800] On qualifiera ce processus de *différenciation* en se fondant sur l'idée de différence chez Pierre Bourdieu. En effet, selon ce dernier, « *l'idée de différence, d'écart, est au fondement de la notion même d'espace, ensemble de positions distinctes et coexistantes, extérieures les unes aux autres, définies les unes par rapport aux autres, par leur extériorité mutuelle et par des relations de proximité, de voisinage ou d'éloignement et aussi par des relations d'ordre* » in: BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 20.
[801] ROBBINS, *op. cit.*

s'émancipe de la tutelle de l'Armée de l'Air en travaillant pour la branche civile du Département de la Défense, l'*Office of Secretary of Defense*. 3) *Troisième phase (1970-1989)* : la RAND se différencie du champ des études stratégiques en développant de nouveaux pôles sur les questions sociales et judiciaires, 4) *Quatrième phase (1989-aujourd'hui)* : la RAND désindexe la référence américaine et s'implante à l'étranger en se présentant comme acteur international.

Toutefois, afin de ne pas sous-estimer l'importance qu'ont initialement revêtu les programmes d'études sociales au sein de la RAND, rappelons ici les propos de Michael Rich :

> « *Avant 1989, nous étudions les questions sociales, juridiques, mais cela restait marginal. N'oubliez pas que les années Reagan avaient extrêmement affaibli ces départements à la RAND. Alors qu'aujourd'hui, ils sont devenus très importants, presque autant que ceux dédiés aux questions de défense* »[802].

Brent Bradley, directeur de la stratégie du groupe, a également souligné que « *le programme de recherche sur le système de santé de la RAND est devenu le programme qui génère le plus de fonds. C'est notre pôle d'excellence et, malheureusement, trop peu de gens le savent* »[803].

La première grande décision institutionnelle de diversification a ainsi eu lieu le 14 juillet 1966 lorsque le Conseil d'administration s'est entendu pour mettre un terme à l'exclusivité des études militaires. Déjà à l'époque, la nouvelle orientation à l'égard des recherches en matière sociale avait provoqué des dissensions[804]. David Jardini, docteur en histoire et auteur d'une thèse sur les études sociales au sein de la RAND Corporation[805] décrit la période en ces termes :

> « *Malgré la stabilisation des relations avec la direction de l'Air Force et l'apparente revitalisation des liens opérationnels entre la RAND et l'armée, un sentiment envahissant de crise préoccupait les chercheurs de la RAND, au début des années soixante. Déjà apparent parmi les analystes scientifiques en 1961, il se diffusa progressivement à travers la*

[802] Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[803] Entretien avec Brent Bradley réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).
[804] Source: RAND Archives.
[805] JARDINI David, *Out of the Blue Yonder: The RAND Corporation's Diversification into Social Welfare Research, 1946-1968*, Doctorat d'Histoire, Carnegie Mellon University, 1996.

RAND, comme si l'organisation avait perdu de sa vigueur, et que les problématiques nationales les plus importantes avaient migré au-delà de l'éventail de la RAND et que les recherches en cours étaient devenues dangereusement limitées et datées »[806].

Par ailleurs, cette stratégie de développement a moins correspondu à une évolution intellectuelle – donc idéalement libérée de toute dimension lucrative – qu'à l'émergence d'une demande politique en matière d'expertise sociale, liée au projet de *Big Society* de Lyndon Johnson. Henry Rowen, arrivé à la présidence en 1966, a d'abord approché le maire de New York, John Lindsay. Le 8 janvier 1968, il a annoncé, avec celui-ci, la signature de quatre contrats d'études mandatés par le *New York Police Department*, le *Fire Department*, la *Housing and Development Administration* ainsi que la *Health Services Administration*. Nouvellement créé, le *New York City-RAND Institute* représentait alors la source de la moitié des revenues dans le domaine social.

Ce n'est qu'en 1971 que le *Department of Health, Education and Welfare*, devenu aujourd'hui *Department of Health and Human Services*, a alloué à l'organisation une subvention reconduite sur quinze ans. Elle a permis à la RAND de prétendre au statut de « *plus important programme de recherche dévolu aux politiques de santé dans l'histoire des Etats-Unis*»[807].

Aujourd'hui, le pôle santé dispose de 175 chercheurs employés à temps plein. L'éventail des sujets et thématiques socio-politiques mis sur l'agenda des chercheurs de l'organisation conduit à appréhender celle-ci au-delà de son rôle d'exécutant des armées américaines. Ses diverses activités étendent cette fonction pour la faire participer à ce que Michel Foucault qualifierait d'entreprise générale d'*orthopédie morale de la société*. En effet, il ne s'agit plus seulement de déterminer le choix des armes adéquates et la primauté bureaucratique de tel ou tel corps d'armées. Il s'agit également de prescrire la *bonne* sexualité adolescente, de déterminer le débat sur la conduite au volant des personnes âgées, de décider des pratiques idoines en matière de politique culturelle ou d'établir les éléments clés d'une réforme de l'enseignement supérieur. Avec quelque

[806] JARDINI, *op. cit.*, p. 264. Texte original: « *Despite the stabilization of relations with Air Force leadership and the apparent revitalizing of RAND's operational connections in the military, a growing sense of crisis gripped RAND's research staff during the early 1960s. Already apparent among the scientific analysts by 1961, feelings gradually spread throughout RAND that the organization was losing vigor, that the most important national issues were migrating beyond RAND's purview, and that RAND's research efforts were becoming dangerously narrow and stale* ».
[807] Source: RAND Archives.

surprise, on peut ainsi découvrir au sein des multiples sous-directions de *RAND Health* des programmes destinés à la gérontologie, à l'enfance, à la maternité et à la consommation de drogue. La *William and Flora Hewlett Foundation* a, par exemple, financé une étude, en 2007, sur la faisabilité d'un système de base de données pour l'Etat de Californie, permettant de suivre l'évolution scolaire d'un enfant depuis l'école maternelle jusqu'au lycée. Dans un communiqué de presse, Georges Vernez de la RAND a expliqué ainsi que « *les éducateurs ont besoin d'information précise sur l'inscription des étudiants, l'efficacité des programmes et les facteurs qui influencent la façon dont les étudiants évoluent au sein du système éducatif, des systèmes de données enregistrées sur les étudiants peuvent fournir cette information et répondre aux questions qui sont le cœur de l'efficacité éducative* »[808].

D'autres exemples ne manquent pas : en 1999, le Département d'Education a mandaté le *RAND Reading Study Group* pour réaliser une étude portant sur l'illettrisme. Le travail devait identifier un programme de recherche et de développement pouvant améliorer les capacités de compréhension écrite chez les enfants en bas-âge[809]. Par ailleurs, un rapport de 2001, écrit par Jaana Juvonen, a entendu s'attaquer à la question de la violence dans les lycées américains et plus exactement au phénomène des fusillades[810].

Un *rapport technique* adressé au *Department of Health and Human Services* a même été consacré à la sexualité adolescente[811]. Comme l'indique le résumé du travail, il ne s'agit pas d'une simple étude sociologique entendant synthétiser des dynamiques contemporaines dans l'initiation sexuelle juvénile :

> « *Dans les faits, plus de 80% des premières relations amoureuses se développent à l'adolescence et les expériences vécues à ce moment de la vie peuvent entraîner des conséquences majeures pour le reste de l'existence quant à la santé émotionnelle des adolescents, à leur*

[808] RAND News release. Disponible à: http://www.rand.org/news/press/2008/01/29/. Date de consultation: 10 mars 2008. Texte original: « *Educators need accurate information on student enrollment and retention, the effectiveness of programs and the factors that influence how students move through the education system, student unit record data systems can provide that information and answer the questions that are at the core of educational effectiveness* ».

[809] SNOW Catherine (Éd.), *Reading for Understanding: Toward an R&D Program in Reading Comprehension*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

[810] JUVONEN Jaana, *School Violence: Prevalence, Fears, and Prevention, Issue Paper*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001.

[811] KARNEY Benjamin, BECKETT Megan, COLLINS Rebecca, SHAW Rebecca, *Adolescent Romantic Relationships as Precursors of Healthy Adult Marriages: A Review of Theory, Research, and Programs*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

compétence scolaire et sociale et à leur confiance en eux-mêmes. Les conséquences peuvent même être plus importantes au sein des populations défavorisées où les taux de maladies sexuellement transmissibles, de violence conjugale et de grossesse adolescente sont élevés, voire disproportionnée. Reconnaître l'importance des relations amoureuses adolescentes dans le cadre d'un développement adulte sain laisse penser que le choix de ces relations pourrait poser directement les jalons de mariages stables. En accord avec cette stratégie, la récente législation, allouant des fonds pour la Healthy Marriage Initiative, décrit une éducation centrée sur la relation entretenue dans le cadre du lycée comme une des huit activités éligibles pour un soutien »[812].

Au printemps 2008, *RAND Health* a également rendu publique une étude dirigée par Rajeev Ramchand tendant à *prouver* que les adolescents travaillant à côté de leurs études scolaires sont plus enclins à devenir fumeurs[813]. Ces multiples études illustrent la croissance exponentielle de la portion du travail de la RAND liée aux questions de santé. En l'espace de dix ans, le budget a ainsi été multiplié par quatre, passant de 14 millions de dollars en 1995 à 54 millions en 2006[814]. Par ailleurs, en 2005, un mémorandum interne diffusé par le bureau de la direction a édicté les *priorités de recherche* (*research priorities*) de l'organisation pour les années à venir: la réforme du système de santé arrivait en tête[815].

Observons enfin que, le 21 décembre 2005, a été officiellement créé le *RAND Gulf States Policy Institute* – soit moins de quatre mois après que l'ouragan Katrina se soit abattu sur la Louisiane et ses Etats voisins:

« *Une semaine après les destructions causées par Katrina, les chercheurs de la RAND étaient sur le terrain pour identifier les problèmes et offrir les compétences d'une organisation de recherche non lucrative. Après le choc de Katrina, la RAND a débloqué un fond d'un montant d'un million de*

[812] KARNEY, BECKETT, COLLINS, SHAW, *op. cit.*, p. xiv. Texte original: « *Indeed, more than 80 percent of first romantic relationships occur during adolescence, and experiences in these relationships can have potentially lifealtering consequences for adolescents' emotional health, social and academic competence, and self-esteem. The consequences may be even more significant within low-income populations, where rates of sexually transmitted diseases (STDs), intimate partner violence, and teen pregnancy are disproportionately high. Recognizing the importance of adolescent romantic relationships to healthy adult development suggests that targeting those relationships directly may lay the foundation for subsequent healthier marriages in adulthood. Consistent with this strategy, the recent legislation allocating funds for the Healthy Marriage Initiative describes relationship-focused education in high schools as one of eight activities eligible for support* ».

[813] RAND Health, « Teens Who Work Are More Likely to Smoke », *Fact Sheet*, mars 2008.

[814] Source: RAND Archives.

[815] Cf., Annexe 8.

dollars pour financer des projets de grande envergure. La recherche initiée sur fonds propres fut rendue possible grâce à la générosité de nombreux donateurs et aux revenus obtenus par la recherche financée par des clients. Certains de ces projets ont fourni une assistance technique aux commissions locales et de l'Etat dans la région du Golfe »[816].

Par conséquent, pour mettre en place le *Gulf States Policy Institute*, la RAND s'est associée à J*ackson State University*, *Tulane University*, *Tuskegee University*, l'*University of New Orleans*, l'*University of South Alabama*, l'*University of Southern Mississippi* et la *Xavier University*. Robert Galbraith Jr, vice-Président de l'*University of South Alabama* a ainsi expliqué que « *la spécificité de la RAND s'appuie sur sa réputation et les moyens qu'elle met en œuvre pour élaborer un produit de recherche qui puisse repérer le problème exact* »[817].

Nous voyons ainsi que la lutte entre postures entrepreneuriales et intellectuelles s'est dissociée d'une lutte menée entre les programmes de recherche. Les études stratégiques – autrefois monopole de la RAND – sont désormais devenues un pôle parmi d'autres. En cela donc, la RAND fait figure de projet transversal, ou plus exactement trans-sectoriel, qui n'est pas sans engendrer des conflits avec les experts *historiques*, issus du champ d'origine de l'organisation. Rappelons ainsi que la RAND Europe a suscité de vifs débats internes lors de sa création, et plus précisément quant à la question de la stratégie de développement privilégiée. Nos entretiens dans les locaux de Cambridge font apparaître la volonté continue de se détacher du champ des études stratégiques. « *Il fallait indubitablement que la RAND investisse d'autres domaines, comme ceux de la logistique, des questions sociales, sinon elle risquait d'être appréhendée uniquement comme un appendice du Pentagone, un centre tourné exclusivement vers les problématiques militaires* » a expliqué l'actuel directeur de la RAND Europe, Jonathan

[816] Source: http://rand.org/rgspi/projects/. Date de consultation : 24 oct. 2008. Texte original: « *Within a week of Katrina's destruction, RAND researchers were on the ground identifying issues that would benefit from the nonprofit research organization's ability to analyze data and provide policy options. After Katrina struck, RAND set aside $1 million to fund a handful of time-sensitive and potentially high-impact projects. RAND-initiated research uses discretionary funds made possible both through its donors' generosity and the fees earned by client-funded research. Some of these projects have provided technical assistance to state and local recovery commissions in the Gulf States region* ».

[817] Cité par JAFARI Samira, « Gulf States Policy Institute created to study hurricane recovery », *The Associated Press State & Local Wire*, 21 déc. 2005.

Grant[818]. A l'inverse, Stephen Larrabee, travaillant depuis Washington sur les questions de défense, a indiqué, pour sa part:

> « *Je n'ai jamais souscrit à l'idée – mise en œuvre par la direction au début des années quatre-vingt-dix – et qui consiste à se développer en Europe en faisant tout, sauf des études stratégiques. L'argument était le suivant : la RAND était connue, trop connue même, pour être un organisme incontournable sur les questions militaires. La direction ne voulait pas de cet affichage en Europe, elle a préféré investir dans des questions de transport, de logistique. Or, à mon sens, on aurait dû justement miser sur le savoir-faire que tout le monde nous attribuait et qui avait construit notre légitimité. Ce débat initial n'a jamais été résolu et c'est probablement l'une des raisons du demi-échec de la RAND Europe* »[819].

En dépit de la stratégie de développement de sa direction, la RAND reste encore aujourd'hui identifiée comme une organisation travaillant strictement pour le Département de la Défense. Pourtant, force est de constater qu'elle a su anticiper un mouvement de diversification qui s'est depuis généralisé à d'autres acteurs du champ. Par exemple, à l'été 2007, la Brookings a annoncé la création du *Elberg Center for Health Care Reform*, un centre dirigé par Mark McClellan, l'ancien directeur de *Medicare* pour l'administration Bush et le commissaire de la *Food and Drug Administration*. On ne saurait donc saisir les dynamiques et les tensions qui l'animent sans mentionner l'ensemble de projets qui font de notre acteur une institution appartenant à la fois – mais sans exclusivité – au champ des études stratégiques et à un ensemble de sous-champs de l'expertise politique. La RAND semble donc traverser et fréquenter plus ou moins durablement des espaces sociaux différents et parfois même contradictoires. Par conséquent, elle devient porteuse d'une conception spécifique de l'expertise politique qui, elle aussi, contribue au désenchantement des *defense intellectuals*.

[818] Entretien avec Jonathan Grant réalisé le 15 février 2007 à la RAND Europe (Cambridge).
[819] Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

2. La consécration d'une idéologie techniciste

Le degré de technicisation que l'on observe aujourd'hui dans la science militaire américaine peut, de prime abord, renvoyer à son lien prétendument naturel avec les innovations technologiques et industrielles contemporaines. Pourtant, cela reviendrait à ne pas voir qu'elle reste le fruit d'une lutte de plus de cinquante ans pour l'autonomisation d'un savoir particulier autour du fait guerrier[820].

On a rappelé que la RAND était née de cette entreprise mais il nous faut revenir sur les rapports de force et les victoires symboliques auxquelles ce projet a abouti durant la Guerre froide pour en comprendre les dynamiques actuelles. Sans une sociographie de cette conquête, les combats pour l'affirmation d'une *identité* de la RAND, et plus généralement du champ des études stratégiques, ne peuvent être pleinement compris.

Ce dispositif de *technologies de pouvoir*, dans lequel s'insère l'organisation, n'est pas sans rappeler l'établissement d'un système moderne des délits et des peines tel que le conçoit Michel Foucault dans *Surveiller et punir*[821]. L'institutionnalisation continue d'une science du militaire annexée à la conduite des guerres et l'extension de ses méthodes et ses outils aux multiples mondes sociaux de l'expertise – de la santé, de la criminalité – peuvent rappeler comment, en l'espace d'un siècle, le monde légal décrit par Michel Foucault, codifie, réglemente et met en scène les châtiments du coupable. La science pénale moderne s'est constituée en ingénierie du pouvoir savamment orchestrée qui introduisait une péréquation entre délit et peine, un équilibre rationalisé entre le coupable et sa sentence. Pour sa part, la science militaire engendrée à la fin de la Seconde Guerre mondiale a procédé à partir d'un même schéma, d'une même dynamique d'objectivisation.

S'il n'existe aucun manuel explicite et officiel d'une science militaire, les efforts poursuivis par ses promoteurs ont, néanmoins, permis aux acteurs de légitimer leur pratique en forgeant un *illusio* devenu pérenne. Par conséquent, cette même entreprise a pu délimiter un espace distinct des autres mondes sociaux, consacré à cette activité. Or

[820] Sur la sociologie des évolutions technologiques, cf., LATOUR Bruno, LEMONNIER Pierre (Eds.), *De la Préhistoire aux missiles balistiques : L'intelligence sociale des techniques*, Paris, La Découverte, 1994.
[821] FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

d'un point de vue méthodologique, comment analyser un savoir qui semble alors diffus voire *dispersé* ? Comment agencer des déclarations, des postures affichées par des membres de la RAND en un projet idéologique cohérent ? On trouve une solution épistémologique chez Foucault lorsqu'il défend :

> « *Il peut y avoir un "savoir" du corps qui n'est pas exactement la science de son fonctionnement, et une maîtrise de ses forces qui est plus que la capacité de les vaincre : ce savoir et cette maîtrise constituent ce qu'on pourrait appeler la technologie politique du corps. Bien sûr, cette technologie est diffuse, rarement formulée en discours continus et systématiques ; elle se compose souvent de pièces et de morceaux ; elle met en œuvre un outillage ou des procédés disparates. Elle n'est le plus souvent, malgré la cohérence de ses résultats, qu'une instrumentation multiforme* »[822].

Pensée et démontrée historiquement par Foucault, cette évolution des techniques pénales renvoie aux réflexions philosophiques d'Habermas dans *La technique et la science comme « idéologie »* :

> « *La rationalisation croissante de la société est liée à l'institutionnalisation du progrès scientifique et technique. Dans la mesure même où la science et la technique s'introduisent dans les sphères institutionnelles de la société et où, par là, elles transforment les institutions elles-mêmes, les anciennes légitimations se trouvent détruites* »[823].

Dans notre cas, les « *anciennes légitimations* » en question se trouvent être celles des militaires sur l'objet de la *stratégie*. En effet, dès 1949, on retrouve les éléments de tension entre les *anciens* et les *modernes*. Dans son article programmatique, « *Strategy as a Science* », Bernard Brodie de la RAND écrit :

> « *Ce n'est pas simplement que le lancement d'une guerre ou la préparation de celle-ci requiert de nombreuses compétences auxquelles le soldat ne prétend pas. Il se trouve également que sa seule compétence est incomplète au regard d'un élément fondamental – une authentique compréhension de la stratégie militaire.* […] *Créer les simples fondations*

[822] FOUCAULT, *op. cit.*, p. 34.
[823] HABERMAS Jurgen, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973, p. 4.

d'un tel système demanderait un énorme investissement académique et la profession militaire n'a pas cette vocation »[824].

Pour Brodie, le savoir de la guerre se doit donc d'obéir à une initiative rationalisante, pouvant être mise en œuvre uniquement grâce à des universitaires civils. Dans cette perspective, la relation de filiation entre la RAND et l'Armée de l'Air américaine a parfaitement correspondu à ce dessein. La primauté de l'instrument aérien, de la puissance de l'Air Force n'a pas seulement été le résultat d'un nouveau rapport de force bureaucratique au détriment des armées terrestres et maritimes ni de sa prise en charge de l'arme nucléaire, nouvellement créée. Elle a également découlé d'une corrélation directe entre l'idéologie techniciste animant les promoteurs d'une science militaire et l'optimisme nouvellement annoncé à l'égard d'une rationalisation du champ de bataille rendue possible avec l'avènement de l'aviation de combat[825].

Avant 1945, les travaux de réflexion sur la guerre étaient principalement restés d'inspiration historique et philosophique et avaient toujours pris des précautions quant à l'éventualité d'une prédictivité du phénomène guerrier. Dans *De la guerre*, Clausewitz écrit ainsi qu'« *en guerre tout baisse de niveau par suite d'innombrables contingences secondaires qui ne peuvent jamais être examinées d'assez près sur le papier, de sorte que l'on reste loin en deçà du but* »[826]. L'idée de *friction* – entendue comme hasard de la confrontation et *brouillard de la guerre* – reste une des notions fondamentales du général prussien. Or la création de l'aviation a profondément modifié les perspectives de la littérature stratégique. Cette innovation technologique a bouleversé le rapport des penseurs au champ de bataille. La géographie militaire en a été altérée et étendue. Le premier grand penseur de la guerre aérienne, Giulio Douhet, n'avait qu'une infime intuition du degré de *scientifisation* qui découlerait de ses travaux lorsqu'il écrivit dans *La guerre de l'air* en 1921 que la guerre moderne devait être menée en bombardant les

[824] BRODIE Bernard, « Strategy as a Science », *World Politics*, 1 (4), juil. 1949, pp. 467-468. Texte original: « *It is not simply that the waging of war or the preparation for it requires many skills to which the soldier makes no pretentions. It is that the skill which is peculiarly his own is incomplete with respect to the fundamental – a genuine understanding of military strategy.* […] *Creating the mere foundations of such a framework would require a huge enterprise of scholarship and the military profession is not a scholarly calling* ».
[825] Cf., COHEN, « The Mystique of U.S. Air Power », *op. cit.*, pp. 109-124.
[826] CLAUSEWITZ Carl Von, *De la Guerre*, trad., Paris, Ed. de Minuit, 1955, p. 108.

centres vitaux de l'ennemi, soit non seulement ses centres de commandement militaires mais aussi ses villes[827].

Dans cette perspective, la restructuration contemporaine du secteur et le redéploiement de ses acteurs autour de thématiques mobilisatrices telles que *la Révolution dans les Affaires Militaires* apparaît alors moins comme une rupture avec le monde de la Guerre froide que comme la perpétuation de croyances défendues pendant cette période.

21. La sociogenèse d'une science de la stratégie

Les dynamiques post-Guerre froide n'ont pas créé au sein du champ des études stratégiques l'idéologie techniciste dont la RAND est devenue l'un des principaux représentants. Mais elles l'ont consolidée. Pour comprendre ce phénomène, il nous faut revenir aux prémisses de la *recherche opérationnelle* militaire mentionnée précédemment. Plus particulièrement, il apparaît nécessaire d'en dégager les principes fondateurs qui ont animé sa constitution en savoir autonome et légitime.

Pour Bernard Brodie, l'un des plus ardents promoteurs d'un savoir militaire rationalisé, Douhet est le seul penseur notable de la guerre aérienne avant 1945, quand bien même il lui reproche une méconnaissance de l'arithmétique nécessaire à la planification de bombardements[828]. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, selon Brodie, la science militaire doit aller bien plus loin dans son degré de sophistication : à chaque action de l'ennemi doit correspondre une série de décisions et de procédures adéquates. Justement, le bombardement des villes japonaises à la fin de la Seconde Guerre mondiale a entendu s'appuyer sur les calculs des scientifiques américains conduits à dresser une carte rationnelle des destructions. A chaque vulnérabilité doit donc répondre un ensemble de cibles précises et jugées égales[829].

[827] DOUHET Giulio, *La Guerre de l'air*, trad., Paris, Journal « Les Ailes », 1932.
[828] Cf., BRODIE Bernard, *The American Scientific Strategists*, Santa Monica, RAND Corporation, 1964, p. 5.
[829] Sur l'évolution de ce mode d'emploi de l'arme aérienne, cf., PAPE, *Bombing to win…*, *op. cit.* Sur une étude de cas contemporaine: VENNESSON Pascal, « Bombarder pour convaincre? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo », *Cultures et conflits*, 37, 2000 [uniquement en ligne]. Disponible à : http://www.conflits.org/document395.html. Date de consultation: 29 avril 2008.

L'*analyse de systèmes* bientôt mise en œuvre à la RAND a entendu classer, ordonner, assigner, hiérarchiser selon des procédés hérités des mathématiques et des jeunes sciences de gestion. Il fallait alors se défaire de toute idée d'aléas de la guerre, de contingence, de hasard du phénomène conflictuel.

En mars 1945, Edward Bowles, conseiller scientifique du Général Arnold – fondateur, quatre ans plus tard, de l'Air Force – a prononcé un discours dans lequel il expliquait le dessein poursuivi à travers la *recherche opérationnelle* :

> « *Le but recherché est clair: nous ne devons plus attendre que les contraintes de la guerre nous conduisent à agencer les éléments (militaires, industriels, universitaires) en une sorte de machine opérationnelle, handicapée par des inefficacités, des retards et des périls induits par une action discontinue. Au contraire, en période de paix, nous devons, systématiquement et délibérément, les coupler afin de former un partenariat de travail permanent et établir ainsi les fondations nécessaires à la préservation de notre sécurité nationale.* […]. *Pour réussir, ce concept doit transcender les questions de doctrine; il doit devenir un état d'esprit si fermement ancré en nous-mêmes au point de devenir une philosophie invincible* »[830].

Dans son discours, Bowles exprimait l'ambition originelle qui avait présidé à la formation du champ des études stratégiques. En outre, il soulignait que les militaires ne devaient plus être les seuls acteurs dynamiques de cette sphère. Vingt-cinq ans plus tard, Alain Enthoven et K. Wayne Smith – deux anciens analystes de la RAND – ont publié un ouvrage emblématique *How Much is Enough?*. Celui-ci s'apparente à un pamphlet en faveur de la *recherche opérationnelle* et de sa déclinaison, l'*analyse de systèmes*. Les auteurs livrent ainsi une définition ambitieuse de cette dernière notion :

> « *Premièrement, le mot "systèmes" indique que chaque décision devrait être prise en considération d'un contexte aussi large que possible. Dans la plupart des cas, les décisions impliquent des éléments qui font partie d'un univers plus large ou d'un système.* […] *Le bombardier stratégique, le*

[830] Cité par COLLINS, *Cold War Laboratory…*, *op. cit.*, p. 17. Texte original: « *The course to be pursued is clear; we must not wait for the exigencies of war to drive us to forge these elements [military, industry, and educational institutions] into some sort of working machine, replete with inefficiencies, delays, and the perils induced by discontinuity of action. Rather, we must in peacetime systematically and deliberately couple these elements together so as to form a continuing working partnership, and thereby lay the foundation for maintaining our national security. To be real this relationship must be blessed by mutual understanding of the essentiality of this trinity of interests to our preservation as a balanced, healthy, secure nation. To be successful, this concept must transcend being merely doctrine; it must become a state of mind, so firmly imbedded in our souls as to become an invincible philosophy* ».

champ aérien, le pilote, l'essence et les bombes formant les parties d'un "système" d'arme. […] *L'analyse de systèmes souligne l'intérêt explicite de tous les facteurs qui influent sur une décision particulière car tous constituent, ensemble, le système. Le terme "analyse" souligne le besoin de réduire un problème complexe à ses parties élémentaires afin de mieux le comprendre. L'analyse de systèmes prend un problème complexe et évalue les facteurs significatifs, afin que chacun puisse être étudié grâce à la méthode la plus appropriée.* […] *L'analyse de systèmes est une approche raisonnée à des problèmes de choix hautement compliqués dans un contexte caractérisé par une grande incertitude* »[831].

On voit ici comment entre le discours de Bowles et le texte d'Enthoven et Smith, la foi en une science militaire a été mise en application et consolidée au sein du champ. L'historienne Sharon Ghamari-Tabrizi rapporte, par exemple, dans une biographie consacrée à Herman Kahn – une des figures charismatiques de l'époque – les croyances qui animaient les chercheurs de la RAND à la fin de la décennie quarante :

« *A partir de mai 1949, les analystes sentirent qu'ils étaient sur le point d'arriver à une science de la guerre. Ils avaient combiné ensemble des études des systèmes offensives et défensifs en une "grande analyse de systèmes" qui – à n'importe quel moment – pourrait fournir pour les besoins de l'étude l'allocation optimale des ressources entre attaque et défense. La méthode pour assembler cette totalité était désormais devenue claire et limpide* »[832].

En même temps que les promoteurs de la science militaire à la RAND ont affiné leurs analyses et complexifié leurs modèles, ils ont assuré l'émergence du champ des études stratégiques. Or si la sociographie de ce monde nous enseigne que celui-ci résulta

[831] ENTHOVEN Alain, SMITH K. Wayne, *How much is enough? Shaping the Defense Program, 1961-1969*, New York, Harper & Row, 1971, pp. 61-62. Texte original: « *First, the word « systems » indicates that every decision should be considered in as broad a context as necessary. In most cases, decisions deal with elements that are parts of a larger universe, or system.* […] *The strategic bomber, the airfield, the pilot, the fuel, and the bombs are all parts of one weapon "system".* […] *Systems analysis emphasizes the explicit consideration of all factors that bear on a particular decision in terms of the system these factors together constitute. The word "analysis" emphasizes the need to reduce a complex problem to its component parts for better understanding. Systems analysis takes a complex problem and sorts out the tangle of significant factors so that each can be studied by the method most appropriate to it.* […] *Systems analysis is a reasoned approach to highly complicated problems of choice in a context characterized by much uncertainty* ».

[832] GHAMARI-TABRIZI Sharon, *The Worlds of Herman Kahn: The Intuitive Science of Thermonuclear War*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 138. Texte original: « *By May 1949 the analysts felt that they were close to arriving at a science of war. They had laced together offensive and defensive systems studies into "a master systems analysis that would provide, for any given time within the study's horizon, the optimal allocation of resources between attack and defense. The method for assembling the totality had by now become clear* ».

d'un *besoin* scientifique exprimé par les administrations militaires, à travers un partenariat formalisé entre l'Air Force et de jeunes universitaires, force est de constater que ce même monde a remporté son autonomie *face* aux armées.

Au cours des décennies suivantes, les vifs débats entre civils et militaires au sujet de cette technicisation du savoir stratégique ont témoigné de l'intensité de cette querelle fondamentale. En effet, la *philosophie invincible* d'Edward Bowles n'a pas été adoptée sans de nombreuses crises institutionnelles au sein même du Département de la Défense. Les relations établies entre les services militaires et les structures civiles ont entraîné une multitude de rivalités et de conflits récurrents. En l'occurrence, James Forrestal – le premier Secrétaire à la Défense de l'histoire des Etats-Unis – a affirmé, devant l'ampleur des différends : « *la mission des armées en temps de paix est de détruire le Secrétaire à la Défense* »[833].

Dans ce contexte, la RAND est devenue un promoteur de premier plan de la *recherche opérationnelle*, de l'*analyse de systèmes* appliquée au cadre militaire. Néanmoins, ce n'est qu'avec la nomination de Robert McNamara au poste de Secrétaire à la Défense le 21 janvier 1961 que le clivage – entre *scientifiques de la stratégie* et généraux – s'est aggravé au point de créer une bipolarisation pure et simple au sein du Pentagone.

L'arrivée de McNamara a provoqué des disputes bureaucratiques de plus en plus intenses à propos du rapport que les administrations militaires devaient entretenir avec les organismes périphériques consacrés à l'expertise stratégique. A son arrivée au Département de la Défense, McNamara s'est entouré de plusieurs experts issus de la RAND comme Alain Enthoven, Charles Hitch et Harold Brown. Face la volonté du nouveau Secrétaire à la Défense de Kennedy d'asseoir la supériorité civile sur les armées américaines, ces dernières sont rapidement rentrées en conflit avec les membres du cabinet de McNamara. Ce dernier partageait avec les chercheurs de la RAND, une même perception des problématiques de défense. S'il n'en était pas, lui-même, un grand connaisseur, il entendait appliquer au sujet les méthodes de gestion qu'on lui avait enseignées, deux décennies auparavant, à la *Harvard Graduate School of Business Administration* et qu'il avait mises en application, dix ans plus tard, à la tête du géant

[833] Cité par STEVENSON Charles, *SECDEF: The Nearly Impossible Job of SECRETARY OF DEFENSE*, Washington, Potomac Books, 2006, p. 7. Texte original: « *The peacetime mission of the Armed Services is to destroy the Secretary of Defense* ».

automobile *Ford Motor Company*. Il se trouvait ainsi en parfaite adéquation intellectuelle avec les tenants de l'*analyse de systèmes*.

S'ajoutant au climat de tensions institutionnelles, l'*esprit de corps* de la RAND a bientôt fait l'objet de critiques et de reproches parmi les militaires américains, qui les accusaient d'une croyance excessive en la *recherche opérationnelle*. Curtis LeMay, Chef d'Etat-major de l'Air Force à partir de juin 1961, s'est exclamé :

> « *Les "Whiz Kids" sont les individus les plus égotistes que je n'ai jamais vus dans ma vie. Ils ne manifestaient aucune foi, aucun respect en l'armée. Ils pensaient que les méthodes de résolution des problèmes de la Harvard Business School résoudraient tous les conflits dans le monde* »[834].

De même, l'historien Charles Stevenson rapporte que lorsqu'Harold Brown, conseiller scientifique de Robert McNamara, exposa à LeMay les raisons qui poussaient le Secrétaire à la Défense à annuler la livraison du bombardier stratégique RS-70, LeMay répondit alors : « *Pourquoi ? Ce fils de pute était en classe de seconde au lycée quand je bombardais le Japon !* (sic.)»[835]. Dans un livre paru en 1965 et explicitement intitulé *America is in danger*, LeMay a maintenu sa défiance à l'égard des pratiques édictées par les conseillers de McNamara venus de la RAND :

> « *La profession militaire a été envahie par des érudits qui se sont présentés comme des oracles populaires au-dessus de la stratégie militaire. Ces "defense intellectuals" ne sont pas contestés parce que les officiers professionnels actifs sont officiellement astreints à un devoir de réserve devant le débat public. Finalement, l'armée est souvent empêtrée dans des stratégies non professionnelles.* […] *Les "experts" d'un champ dans lequel ils n'ont pas d'expérience, proposent des stratégies fondées sur des espoirs et des peurs plutôt que sur les faits et les jugements raisonnés* »[836].

---

[834] *Ibid.*, pp. 30-31. Texte original: « *The Whiz Kids are the most egostitical people that I ever saw in my life. They had no faith in the military; they had no respect for the military at all. They felt that the Harvard Business School method of solving problems would solve any problem in the world* ».

[835] *Ibid.*, p. 31. Texte original: « *Why, that son of a bitch was in junior high school when I was out bombing Japan!* ».

[836] LEMAY Curtis, *America is in Danger*, New York, Funk & Wagnalls, 1968, pp. viii. Texte original: « *The military profession has been invaded by pundits who set themselves up as popular oracles on military strategy. These "defense intellectuals" go unchallenged simply because the experienced professional active duty officers are officially prohibited from entering into public debate. The end result is that the military is often saddled with unprofessional strategies.* […] *"Experts" in a field where they have no experience, they propose strategies based upon hopes and fears rather than upon facts and seasoned judgements* ».

Dans *The Wizards of Armageddon*, le journaliste Fred Kaplan a également rappelé un épisode emblématique au cours duquel Alain Enthoven, conseiller de Robert McNamara, a été vivement critiqué – en raison de sa faible expérience militaire – par un général de l'Air Force. Tandis que ce dernier défendait la pertinence de ses plans de guerre nucléaire, Enthoven lui rétorqua : « *Mon Général, j'ai combattu dans autant de guerres nucléaires que vous* »[837]. Pour sa part, le général Thomas White, prédécesseur de LeMay au poste de Chef d'Etat-major, a écrit, en 1963, dans une tribune du *Saturday Evening Post*:

> « *Je suis profondément suspicieux à l'égard de ces iconoclastes fumeurs de pipe* (sic.) *qui répondent au fameux nom de "defense intellectuals" et qui ont envahi notre capitale. Je ne crois pas que la plupart de ces jeunes professeurs, trop sûrs d'eux-mêmes, parfois arrogants, ces mathématiciens et autres théoriciens aient une vision globale et une motivation suffisante pour faire face au type d'ennemi que nous affrontons* »[838].

Pour White toujours, les chercheurs de la RAND abordaient la guerre comme une activité qui « *pouvait être réglée sur un échiquier dans le grand hall d'une université* »[839]. Pourtant, les méthodes de la science militaire ont fait florès. A la même époque, sous l'administration Kennedy puis Johnson, s'élabora le *Program, Planning, Budgeting System* (PPBS) – un appareil institutionnel d'analyse économique des politiques publiques qui étendait l'*analyse de systèmes* développée par la RAND à tous les domaines d'action de l'Etat. D'une certaine manière, Gaston Bachelard énonçait donc d'une intuition juste lorsqu'il évoquait la systémisation d'une science portant sur les activités humaines et écrivait dans *La Formation de l'esprit scientifique* que « *la science*

---

[837] KAPLAN, *op. cit.*, p. 254. Texte original: « *General, I have fought just as many nuclear wars as you have* ». Au-delà des vertus rhétoriques de la réplique d'Enthoven, on touche ici à un aspect particulier de l'expertise stratégique nucléaire, à savoir son absence de matériau empirique vérifiable. Autrement dit, l'absence de précédent en matière de guerre nucléaire fait de ce savoir ce qu'Emanuel Adler appelle une « *science imaginiaire de la stratégie nucléaire* ». Cf., ADLER, « The Emergence of cooperation… », *op. cit.*, p. 107.

[838] WHITE Thomas, « Strategy and the Defense Intellectuals », *Saturday Evening Post*, 4 mai 1963. Texte original: « *I am profoundly apprehensive of the pipe-smoking, tree-full-of-owls type of so-called professional 'defense intellectuals' who have been brought into this nation's capital. I don't believe a lot of these often overconfident, sometimes arrogant, young professors, mathematicians and other theorists have sufficient worldliness or motivation to stand up to the kind of enemy we face* ».

[839] WHITE, *op. cit.*. Texte original: « *could be settled on a chessboard in an ivy-covered Great Hall* ».

de la réalité ne se contente plus du comment phénoménologique; elle cherche le pourquoi mathématique »[840].

En partie à cause de la suspicion inhérente dans le système politique des Etats-Unis à l'égard des armées, les civils américains ont pu remporter la conquête symbolique de l'objet militaire. Cependant, cette *victoire* n'a trouvé son équivalent nulle part ailleurs dans le monde. En France, au cours de la Guerre froide, la réflexion stratégique est demeurée, en grande partie, monopolisée par les militaires. A l'exception notable de Raymond Aron, les auteurs les plus importants en la matière sont restés les généraux Gallois, Beaufre et Poirier. Une initiative civilo-militaire forgée dans les années soixante et s'inspirant d'un organisme similaire à la RAND, a d'ailleurs échoué en raison d'un conflit entre Aron et Beaufre[841]. Par ailleurs, l'existence d'un corps technique propre au ministère de la Défense – les ingénieurs d'armement – et s'appuyant sur le statut particulier de l'Ecole Polytechnique, a garanti une *autosuffisance* – du moins perçue comme telle – de l'administration à l'égard de ce type d'activités. Ces conditions n'ont donc pas laissé une grande marge de manœuvre pour voir apparaître des stratégies sectorielles similaires à celles des acteurs américains.

Pour autant, la victoire symbolique, puis institutionnelle, qui a permis aux experts tels qu'Alain Enthoven, Charles Hitch ou encore Andrew Marshall d'accéder à des postes importants au sein du Département de la Défense a été, paradoxalement, à l'origine de la dynamique sectorielle qui a conduit, plusieurs décennies plus tard, la RAND à redéfinir son activité.

22. Les conséquences sectorielles d'une conquête bureaucratique

Devant l'histoire intellectuelle du champ des études stratégiques, on a pu observer une réappropriation remarquable des agendas conceptuels par le Département de la Défense. Nous avons en effet déjà noté comment le courant de la *Révolution dans les Affaires Militaires* avait émergé au sein de l'*Office of Net Assessment* (ONA) d'Andrew Marshall. Or, force est de constater que cette cellule de réflexion, chargée d'analyser les

[840] BACHELARD Gaston, *La Formation de l'esprit scientifique*, Paris, Librairie Philosophique Vrin, 1970, p. 5.
[841] COUTAU-BEGARIE, « La recherche stratégique en France », *op. cit.*, p. 790.

capacités des armées étrangères, est issue de la volonté d'ériger cette activité au rang de science militaire[842]. L'ONA a initialement été une déclinaison bureaucratique de la victoire des *defense intellectuals* au cours des années soixante. A travers l'entreprise de Marshall, on voit, en effet, émerger une discipline aspirant à l'autonomie de son savoir. C'est au sein même de la RAND que ce dernier a entrepris une réflexion semi-épistémologique sur le *Net assessment*, lorsqu'il menait ses recherches sur l'armée soviétique au cours des années cinquante[843].

Pourtant, le terme de *Net assessment* présente les mêmes défauts conceptuels constatés ailleurs : une absence de consensus autour de sa définition, des objectifs théoriques imprécis et une méthodologie variable selon ses promoteurs. Il n'en reste pas moins que, malgré ces limites scientifiques, il est devenu un véritable outil de mobilisation au service des *stratèges*.

Le Département de la Défense définit aujourd'hui le *Net assessment* comme « *l'analyse comparée des facteurs militaires, technologiques, politiques, économiques gouvernant les capacités militaires des nations* »[844]. Pour sa part, Thomas Mahnken, professeur à l'Université Johns Hopkins et ancien chargé de mission à l'*Office of Net Assessment*, explique dans son séminaire doctoral :

> « *Le Net assessment entend offrir aux décideurs des évaluations objectives de la posture actuelle des Etats-Unis face à des ennemis potentiels dans des zones de compétition militaire. Il s'agit d'identifier les problèmes et les opportunités qui émergent et qui pourraient affecter la politique américaine dans le futur. Ces évaluations prennent en compte les objectifs stratégiques, les doctrines, les concepts opérationnels et les capacités militaires fondamentales – plus particulièrement les forces et les faiblesses – des pays concurrents, des alliances et des autres acteurs internationaux* »[845].

---

[842] La littérature sur ce point reste assez réduite: MARSHALL Andrew, « Problems of Estimating Military Power », RAND Document, Santa Monica, RAND Corporation, 1966; FRIEDBERG Aaron, « The Assessment of Military Power: A Review Essay », *International Security*, 12 (3), hiv. 1987-1988, pp. 190-202; MEARSHEIMER John, POSEN Barry, COHEN Eliot, « Correspondence: Reassessing Net Assessment », *International Security*, 13 (4), print. 1989, pp. 128-179.

[843] Cf., notamment MARSHALL Andrew, « A Program to Improve Analytic Methods Related to Strategic Forces », *Policy Sciences*, nov. 1982, p. 48.

[844] US Department of Defense Directive 5111.11, Washington DC, Government Printing Office, août 2001. Texte original: « *Comparative analysis of military, technological, political, economic and other factors governing the relative military capabilities of nations* ».

[845] Disponible à http://www.saisjhu.edu/programs/ir/strategic/courses/docs/NA_2006_Syllabus.pdf. Date de consultation: 18 déc. 2007. Texte original: « *Net assessment aims at providing top decision makers with objective assessments of where the United States currently stands relative to prospective opponents in key*

Plus que n'importe quelle méthode ou pratique professionnelle, le *Net assessment* se situe volontairement dans un flou quant à ses vertus académiques et décisionnelles : s'agit-il d'une réflexion sur la définition de la puissance ou d'une évaluation précise des capacités militaires des adversaires ou alliés ?

L'une des premières conséquences de cette *disciplinarisation* devient alors l'homogénéisation de situations empiriquement isolées. Par conséquent, l'*analyse de systèmes*, matrice du *Net assessment*, obère la spécificité intrinsèque des objets étudiés, les particularismes historiques et politiques des contextes : chaque structure militaire doit rentrer dans un cadre cognitif prédéterminé. Laurent Murawiec nous a révélé : « *J'étais particulièrement impressionné à la RAND par les mathématiciens érudits qui, en un mois, pouvaient vous "créer une armée". Ainsi, la Lituanie ou un autre pays venait voir la RAND pour restructurer son armée et les Américains "sortaient" des formules extrêmement détaillées : les effectifs et la logistique nécessaires, les implantations territoriales préférables* »[846].

Quand bien même des universitaires ont entendu contribuer à un débat épistémologique sur le sujet, le *Net assessment* semble, avant tout, procurer aux décideurs des analyses synthétisant les multiples sources de renseignement militaire et les reformuler selon la méthode consacrée. Paul Bracken de *Yale University* a ainsi confirmé que « *le Net assessment reste une des principales grilles de lecture pour analyser la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis* […] *il est devenu une part importante du langage utilisé par les décideurs du Département de la Défense* […] *pourtant le Net assessment demeure pour beaucoup une sorte de mystère* »[847]. Bracken est même allé jusqu'à établir une comparaison fascinante pour établir le caractère fondamental du *Net assessment* dans les schèmes cognitifs des décideurs du Département de la Défense:

---

areas of long-term military competition, and builds upon major trends and asymmetries to identify emerging problems and opportunities that could affect the U.S. position in the future. These assessments take into account the strategic goals, doctrines, operational concepts, and fundamental military capabilities (especially strengths and weaknesses) of competing countries, alliances, and other international actors ».

[846] Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

[847] BRACKEN Paul, « Net Assessment: A Practical Guide », *Parameters*, 36 (1), print. 2006, p. 90. Texte original: « *Net assessment is one of the principal frameworks for analysing the national security strategy of the United States*… [and] *has become an important part of the language spoken by leaders in higher levels of the Department of Defense… [yet] net assessment remains something of a mystery for many people* ».

« *Tout officier qui ne comprend pas cette "lingua franca" sera handicapé pour discuter avec la hiérarchie civile. Les officiers supérieurs ont besoin de comprendre le langage utilisé : si quelqu'un est muté en Russie, il est préférable qu'il parle russe. De la même façon si quelqu'un obtient un poste de décideur militaire ou civil au Pentagone, il a besoin de comprendre le Net assessment* »[848].

On peut trouver une contradiction dans le texte assez consensuel de Bracken. Celle-ci apparaît lorsque Bracken, après avoir convaincu que le *Net assessment* peut faire figure de référentiel, prend ses distances à l'égard de toute tentative de systématisation d'un savoir :

« *Le Net assessment n'est ni un art – tel que celui de la mise en scène – ni une science – telle que la chimie. C'est une pratique et comme toute pratique elle dispose de qualités distinctes qui peuvent être enseignées.* […] *On pourrait comparer le Net assessment à Wall Street. Tout le monde à Wall Street bénéficie, plus ou moins, de la même information disponible sur le marché des valeurs et les performances des entreprises. Les Etats-Unis disposent des lois sécuritaires les plus transparentes du monde. Les bilans et les déclarations des entreprises représentent des informations publiques facilement disponibles. Mais quelques acteurs de Wall Street jouent mieux que d'autres. Détenir des données est important, mais ce n'est pas suffisant. Au bout d'un certain temps, quelques acteurs utilisent une information pour faire plus de profit que les autres. Le Net assessment renvoie à la même logique : il utilise les données qui sont largement disponibles et crée des idées stratégiques qui procurent un avantage décisif. Il propose des voies dans le domaine de plus en plus dangereux de la sécurité nationale. A ce titre, il devrait probablement rester un cadre important pour longtemps* »[849].

---

[848] BRACKEN, *op. cit.*, p. 90. Texte original: « *Any officer who doesn't understand this lingua franca will be at a disadvantage in communicating with the civilian leadership. Senior officers need to comprehend the language used – if one receives a staff assignment to Russia, he would be a lot better off if he spoke Russian; likewise, if one anticipates a senior military or civilian assignment in the Pentagon, he or she needs to understand net assessment* ».

[849] *Ibid.*, p. 100. Texte original: « *Net assessment is neither an art, like filmmaking, nor a science, like chemistry. It is a practice, and like all practices it has distinctive skills which can be learned.* […] *An interesting metaphor for net assessment is to compare it to Wall Street. Everyone on Wall Street has more or less the same information available to them about stock prices and company performance. The United States has the most transparent securities laws in the world. Balance sheets and operating statements of companies are public information and are readily obtainable. But some Wall Street players do better than others. Having data is important. But it isn't enough. Time after time some players use information that is available to all to make a lot more money than other players. Net assessment is like this. It uses data that are widely available and creates strategic insights that lead to decisive advantage. It offers paths through the increasingly dangerous landscape of national security, and it is likely to remain an important framework for a long time to come* ».

Malgré une rhétorique séduisante, Bracken ne convainc pas de la solidité scientifique du *Net assessment*. D'un côté, son recul académique l'oblige à la retenue et à la modestie de l'entreprise ; de l'autre côté, l'ambition décisionnelle du *Net assessment* implique que les acteurs s'en réclamant mobilisent des savoirs et des outils pour lesquels ils peuvent revendiquer une *objectivité*. En conséquence, il apparaît tout à fait symptomatique de voir à travers le *Net assessment* le phénomène plus large d'une évolution continue des savoirs militaires vers une prétendue autonomie.

L'*Office of Net Assessment* s'apparente donc à la victoire concrète des *defense intellectuals* mais, dans le même temps, il opère un déplacement au sein même du champ pour lequel Marshall s'était battu. Parce que ce dernier a rejoint le Département de la Défense pour y mettre en œuvre son entreprise à l'intérieur même de l'institution, il a réduit les instances de promotion de la science militaire telles que la RAND à un rôle d'exécutant. Il ne faut donc pas voir seulement dans la restectorisation de notre objet, le résultat uniquement de transformations bureaucratiques, économiques ou politiques, mais aussi l'aboutissement d'une idéologie de la *stratégie* et la conquête du pouvoir par ses initiateurs. En même temps que ceux-ci conquièrent les lieux de domination au Département de la Défense, ils quittent les structures de recherche à partir desquelles ils manœuvraient.

Or, tandis que le *Net assessment* est devenu une routine cognitive des administrations militaires américaines, l'effondrement de l'URSS a mis à l'épreuve les sous-bassements implicites sur lesquels s'étaient appuyés Marshall et ses associés. Si le contexte politique relativement prédictif de la Guerre froide a permis aux chercheurs américains d'autonomiser un savoir militaire particulier, la rupture post-bipolaire – avec toutes les conséquences qu'elle a entraînées sur le plan stratégique et doctrinal – a rendu caduc le *conatus* des acteurs. Ces derniers ont conforté leurs positions sociales pendant cinq décennies en se fondant sur une ingénierie intrinsèquement dépendante de son contexte macropolitique. La victoire d'une science militaire a donc sous-tendu ses propres dysfonctionnements dès lors que le cadre bipolaire – sa référence métapolitique – avait disparu.

De la *Révolution dans les Affaires Militaires* aux *cyberguerres*, une phase de *science extraordinaire* s'est déroulée durant la décennie quatre-vingt-dix et a échoué – du moins jusqu'à aujourd'hui – à consacrer un paradigme mobilisateur en termes d'environnement

sécuritaire. Ceci a donné l'image d'un monde d'experts qui, par une sorte *d'effet de champ* pervers, se suffisait à lui-même, s'auto-alimentait sans la moindre liaison avec ses mondes sociaux voisins.

23. La désindexation politique de la recherche militaire

L'*analyse de systèmes*, à laquelle avait été initialement préparée la RAND, a été consolidée lorsqu'après la Guerre froide, en l'absence d'*ennemi officiel*, le Département de la Défense américain a laissé les promoteurs de la *Révolution dans les Affaires Militaires* diffuser leurs thèses sur l'innovation technologique au service de la guerre. Dans un article paru dans la revue *Foreign Affairs* en 2002, le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, proche d'Andrew Marshall et de l'*Office of Net Assessment*, explique ainsi cette réorientation intellectuelle :

> « *Nous avons décidé d'en finir avec la vieille stratégie fondée sur les menaces qui a dominé la planification militaire de notre pays pendant la moitié d'un siècle. Nous avons adopté une approche fondée sur les capacités, une stratégie qui se focaliserait moins sur qui pourrait nous menacer et davantage sur la façon dont nous pourrions être menacés et ce dont nous aurions besoin pour dissuader et nous défendre face à de telles menaces. C'est comme si nous devions faire face à des voleurs. Par définition, nous ne pouvons pas savoir qui veut s'introduire dans notre maison ni quand. Mais vous pouvez savoir comment ils le feraient. Vous savez qu'ils peuvent s'attaquer à votre serrure. Vous avez donc besoin d'un solide verrou à votre porte d'entrée. Vous savez qu'ils peuvent essayer de passer par la fenêtre. Vous avez donc besoin d'un bon système d'alarme. Vous savez qu'il est préférable de les stopper avant qu'ils n'entrent. Vous avez donc besoin d'une force de police qui patrouillera dans le voisinage et gardera les voyous loin de chez vous* »[850].

[850] RUMSFELD Donald, « Transforming the Military », *Foreign Affairs*, 81 (3), 2002, pp. 24-25. Texte original: « *We also decided to move away from the old "threat-based" strategy that had dominated our country's defense planning for nearly half a century and adopt a new "capabilities-based" approach – one that focuses less on who might threaten us, or where, and more on how we might be threatened and what is needed to deter and defend against such threats. It's like dealing with burglars: You cannot possibly know who wants to break into your home, or when. But you do know how they might try to get in. You know they might try to pick your lock, so you need a good, solid, dead bolt on your front door. You know they might try breaking through a window, so you need a good alarm. You know it is better to stop them before they get in, so you need a police force to patrol the neighborhood and keep bad guys off the streets* ».

On voit donc s'opérer un glissement cognitif de la planification militaire qui substitue à la primauté du politique celle de la technique. On repère une métaphore qui devient bientôt récurrente : celle de la mécanique. De manière similaire, dans une tribune parue dans *The Hill* en mars 2006, le Président de la RAND, James Thomson, rappelle l'entreprise à laquelle son organisme adhère :

> « *Nous rassemblons les faits, nous considérons ce qu'ils signifient et nous établissons, en conséquence, des recommandations quant aux mesures nécessaires à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif désiré. Dans toutes nos études, nous cherchons à mesurer – autant que faire se peut – les effets probables de mesures spécifiques, de manière à ce que les gouvernements et les compagnies ne finissent pas par dépenser d'énormes sommes d'argent et des années d'effort pour mettre en œuvre des solutions inefficaces.* […] *Faire de l'efficacité, le principe moteur du processus décisionnel revêt un sens car cela aide les décideurs politiques et les entrepreneurs à comprendre quelles mesures apparaissent les plus adaptées pour atteindre divers buts et obtenir des résultats. Il s'agit d'un standard qui est à la fois mesurable et accessible.* […] *Lorsque vous cherchez un mécanicien qui peut réparer votre voiture, vous voulez le mécanicien le plus efficace – en dépit de son affiliation politique ou de son idéologie. Vous comprenez que le mécanicien a besoin de regarder de plus près votre voiture avant de diagnostiquer le problème et de savoir ce qu'il doit faire* »[851].

La métaphore mécaniste prend ici tout son sens. Elle renvoie en effet à tout un ensemble de présupposés sur la conduite des politiques publiques. Elle conforte l'idée d'une science militaire comme combinaison de données objectivées sur la guerre. Plus encore, elle consolide la vision techniciste qui irrigue les sciences de gouvernement contemporaines tendant depuis les caméralistes allemands à s'éloigner d'un simple *art* de la politique. La mécanique en appelle à des mouvements systématiques et des lois physiques. Elle constitue un ensemble de technologies et de techniques qui met en

[851] THOMSON James, « In Political Analysis, Just the Facts, Please », *The Hill*, 8 mars 2006. Texte original: « *We gather the facts, figure out what they mean and then make recommendations about what actions are needed to reach the desired goal. In all our studies, we seek to find out – as best we can – what the consequences of particular actions are likely to be so that governments and businesses don't wind up spending huge sums of money and years of effort to implement ineffective solutions.* […] *Making effectiveness the key driver of the decision making process makes sense because it helps policymakers and business executives understand which actions will best achieve various goals and get results. This is a standard that is both measurable and practical.* […] *When you look for a mechanic who can fix your car, you want the mechanic who is most effective – regardless of his or her political affiliation or ideology. And you understand that the mechanic needs to take a close look at your car before analyzing the problem and figuring out what to do* ».

lumière le rôle d'un acteur tel que la RAND tant dans son secteur d'activité principal – la défense – que dans l'ensemble des sphères d'expertise – la santé, la justice, la sexualité – dans lesquelles elle s'est investie.

La métaphore mécaniste entend suggérer l'objectivisation idéale à laquelle la RAND souhaite répondre : une objectivisation qui se veut dénuée de considération politique et idéologique parce qu'elle renvoie à un savoir technique. Par définition, elle reste donc neutre. Il s'agit d'une déclinaison contemporaine de la croyance philosophique en un processus de *dévoilement de la vérité* à partir des techniques[852].

Dès lors, au cours des dernières années, l'une des activités les plus rémunératrices – mais des plus discrètes – de la RAND a consisté à répondre à des demandes des bureaux d'ingénierie de l'armée américaine. Ceux-ci la chargent d'apprécier les systèmes d'armes en cours de développement. Lors de notre enquête de terrain, nous avons ainsi pu suivre une étude tendant à évaluer, pour l'*Army Science Board*, le programme industriel *Future Combat Systems* (FCS) dont la maîtrise d'œuvre est assurée par les contractants privés, Boeing et SAIC. Colossal contrat de plus de 200 milliards de dollars sur une dizaine d'années, le FCS représente l'une des déclinaisons technologiques du courant de la *Révolution dans les Affaires Militaires*. Il s'agit d'un ensemble de systèmes d'armes – blindés, drones aériens et terrestres, capteurs et véhicules de reconnaissance – reliés par un réseau informatique commun et devant permettre de passer d'une infanterie de masse à de petites unités mobiles et rapides.

En 2000, l'*Arroyo Center* – le FFRDC de la RAND rattaché à l'U.S. Army – a obtenu un contrat permettant de procéder à des modélisations et des simulations, dans le but de juger de la pertinence opérationnelle du FCS. Le rapport final *Exploring Technologies for Future Combat Systems Program* livre ainsi des recommandations d'ordre technique mais dont les présupposés intellectuels restent flous. Que l'on en juge par ce que les auteurs écrivent :

> « *En résumé, nous avons conclu qu'un ennemi qui se cache, use de ruses et agit de manière décentralisée pourrait être très difficile à contenir à partir des outils à venir (même à l'horizon temporel 2015-2020). Alors que combiner l'usage de capteurs organiques, tactiques et d'outils à*

[852] Il s'agit là d'une thématique récurrente dans la philosophie des techniques. Cf., entre autres HEIDEGGER Martin, « La question de la technique » in : *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, 1958, p. 9.

distance s'avère très prometteur quant à la détection de l'ennemi. Ces systèmes tendent à devenir beaucoup plus contraignants dans des environnements complexes. […] *L'ennemi peut toujours se redéployer, évitant une guerre d'usure.* […] *La question évidente, défiant tout programme d'amélioration technologique de long terme, se pose ainsi : que ferait l'ennemi pour le contrer ?* »[853].

A travers ce propos, nous voyons que l'ennemi devient une pure abstraction rhétorique, sans réelle détermination concrète. A la suite des prescriptions précédentes d'Andrew Marshall et de Donald Rumsfeld, la RAND a entendu livrer des recommandations réduites exclusivement aux enjeux technologiques recouverts par les programmes industriels extrêmement coûteux comme le *Future Combat Systems*.

Or, après les attentats du 11 septembre 2001, ces systèmes ont subitement semblé anachroniques. Les ingénieurs d'armement, les militaires, les industriels et les experts du champ des études stratégiques ont alors dû répondre à de multiples accusations du Congrès. La mise sur agenda de la *Global war on terror* a directement interféré sur l'approche techniciste qui irriguait les rapports et les études livrés au Département de la Défense au cours des années précédentes. Ainsi, au printemps 2007, les parlementaires ont-ils dirigé une série de *hearings* portant sur l'allocation ou non de 3,7 milliards de dollars au *Future Combat System*. Certains anciens promoteurs du FCS, comme le Général-major Scales ou Lawrence Korb, chercheur dans le *Think Tank*, le *Center for American Progress*, assuraient désormais les Représentants de l'inanité du programme dans le contexte actuel des guerres d'Irak et d'Afghanistan[854]. Pour autant, le biais techniciste introduit par la science militaire est resté comme ancrage solide des rhétoriques post-11 septembre 2001. La façon dont l'US Army a rapidement défendu les qualités opérationnelles du FCS – lors d'une conférence publique à Washington à

[853] MATSUMURA John, STEEB Randall, HERBERT Thomas, GORDON John (Eds.), *Exploring Technologies for Future Combat Systems Program*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002, pp. xvii-xviii. Texte original: « *In summary, we found that an enemy who relies on cover, concealment, deception, intermingling, and dispersion will be very difficult to monitor from overhead assets (even in the 2015-2020 time frame of the analysis). While combined uses of organic, tactical sensors and remote assets show much promise in finding enemy assets, these systems tend to become much more constrained in areas with dense foliage.* […] *The enemy can still reinforce, possibly at a faster rate than the attrition.* […] *The obvious question facing any long-term technology improvement program is what the enemy can do to counter it* ».

[854] HENROTIN Joseph, « Le FCS de moins en moins apprécié », *Technologie & Armement*, 6, juin-juil. 2007, p. 13.

l'automne 2007 – en atteste[855]. Les représentants militaires du programme ont soutenu que les capteurs et les drones terrestres et aériens du FCS permettaient, images à l'appui, de détecter les *engins explosifs improvisés* (*improvised explosive devices*) et de mener des missions de reconnaissance extrêmement risquées contre les mouvements insurgés irakiens et afghans. En l'espace de quelques années, le contrat technologique le plus coûteux de l'U.S. Army est donc passé d'un programme destiné à défaire un *ennemi* étatique, selon des modes de planification classiques, à un ensemble de systèmes efficaces face à des guérillas.

Or, devant les controverses politiques suscitées par un tel programme, on comprend mieux pourquoi l'*US Army Science Board* a souhaité défendre ses choix budgétaires auprès du Congrès, en faisant appel à un acteur du champ des études stratégiques qui se présenterait comme son promoteur *indépendant*. En cela, l'accréditation par la RAND du *Future Combat Systems* met en lumière, pour reprendre les propres termes du politiste Gilles Massardier, « *les effets de la légitimité de la parole savante "autorisée" sur un objet : elle permet la monopolisation de sa fabrication et de sa vente* »[856].

De même, en 2004, le cabinet du Secrétaire à la Défense a demandé à l'Air Force d'effectuer une analyse approfondie de la recapitalisation de son avion ravitailleur KC-135 appelé à être renouvelé. L'appel d'offre industriel destiné à la construction d'une nouvelle flotte aérienne a suscité des propositions d'EADS en partenariat avec l'américain Northrop Grumman et de Boeing, le constructeur du KC-135. Afin de définir ses critères techniques de sélection, l'Air Force a fait appel à la RAND et plus précisément à son FFRDC, *Project Air Force*. Le rapport final, rendu public en 2006, a fait état de détails extrêmement précis et a préconisé que le nouvel avion soit dérivé d'un modèle commercial afin de réduire les coûts[857].

Cette expertise technique peut s'avérer problématique, lorsqu'elle aborde la question de certains équipements pouvant prêter à controverse. Ainsi, en 2005, Benjamin Lambeth a obtenu, pour la RAND, un contrat d'étude auprès de l'U.S. Navy afin

[855] Observation participante dans le cadre du congrès annuel de l'Association of the United States Army (AUSA), 9 octobre 2007. L'AUSA est une association de droit privé qui entend défendre les intérêts de l'US Army, notamment en matière de traitement salarial des soldats et d'équipement industriel du service.
[856] MASSARDIER, « Les savants les plus "demandés" … », *op. cit.*, p. 174
[857] KENNEDY Michael, BALDWIN Laura, BOITO Michael, CALEF Katherine (Eds.), *Analysis of Alternatives (AoA) for KC-135 Recapitalization*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006, p. 12.

d'évaluer la pertinence des porte-avions dans la *guerre contre le terrorisme*. A la même époque, de nombreuses critiques avaient été formulées au sein du champ des études stratégiques quant à l'inertie doctrinale et technologique de la marine américaine[858]. Or, sans surprise, Lambeth a livré des conclusions modérées au terme desquelles aucun programme industriel n'a été remis en cause. En réaction, John Arquilla, ancien de la RAND, a exprimé de vives critiques :

> « *Néanmoins, la conclusion de Lambeth favorise grandement un investissement continu afin de moderniser nos porte-avions et ce dans l'espoir, comme il le dit lui-même, que "le processus de changement progressif dans l'aéronavale militaire continuera à se développer dans une voie qui tendra à l'amélioration révolutionnaire". Lambeth croit en l'idée ordinaire – que l'on retrouve au sein de la Navy et ailleurs – selon laquelle de petites étapes dans un processus d'amélioration se traduisent naturellement en un grand bond vers le progrès* »[859].

Autrement dit, l'expertise de la RAND joue ici comme instrument du consensus, comme outil assurant la prolongation des traditions budgétaires et industrielles et entretenant l'idée d'un *déterminisme technique*[860]. Le réquisitoire d'Arquilla à l'encontre de l'*idée ordinaire* d'une avancée vers le progrès technologique trouve un écho chez Habermas. Celui-ci remarquait déjà que « *l'évolution du système social paraît être déterminée par la logique du progrès scientifique et technique. La dynamique immanente à ce progrès semble produire des contraintes objectives auxquelles doit se conformer une politique répondant à des besoins fonctionnels* »[861].

On retrouve également cette question au cœur des travaux du sociologue Donald McKenzie sur l'amélioration du guidage des missiles nucléaires durant la Guerre froide. Le chercheur explique :

---

[858] Cf., entre autres, VEGO Milan, « Searching for a Strategy », *Armed Forces Journal*, avril 2007; ARQUILLA John, *Worst Enemy: The Reluctant Transformation of US Military*, New York, Ivan R. Dee, 2008.

[859] ARQUILLA, *op. cit.*, p. 69. Texte original: « *Lambeth's conclusion, however, greatly favors a continuing investment in and incremental improvement of our flattops, in the hope that, as he puts it, "this process of evolutionary change in naval strike aviation will continue to develop in a way that portends a revolutionary improvement…" Lambeth believes in the widespread preference, among the navy and elsewhere, for small steps in an improvement process that will ultimately result in a great leap forward* ».

[860] Cf., AKRICH Madeleine, « Comment sortir de la dichotomie technique/société : Présentation des diverses sociologies de la technique » in: LATOUR, LEMONNIER (Eds.), *op. cit.*, p. 106.

[861] HABERMAS, *op. cit.*, pp. 45-46.

> « *Mes recherches sur le guidage des missiles ont été inspirées par mon scepticisme quant au bien-fondé du point de vue, selon lequel l'accroissement de la précision était un "développement naturel" de la technologie. La conviction qu'il n'y avait "aucun moyen d'arrêter le progrès" dans ce domaine me dérangeait profondément, présupposé qui expliquait qu'au cours des négociations sur le désarmement des années 1960 à 1989, on n'ait jamais tenté d'enrayer l'accroissement de la précision* »[862].

McKenzie montre ainsi que le développement d'un guidage de plus en plus précis des missiles nucléaires a avant tout obéi à une logique bureaucratique qui devait permettre à l'Air Force d'attester de la prépondérance de ses bombardiers sur les sous-marins nucléaires d'attaque de la Navy[863]. Il en conclut que « *la construction sociale des techniques ne doit pas être comprise comme un choix rationnel entre des options dont les caractéristiques techniques sont évidentes : d'où la nécessité de parler, par exemple, de la précision telle qu'elle est perçue par les différents acteurs ; l'influence des facteurs sociaux s'étend donc aux caractéristiques techniques mêmes des technologies* »[864].

Certes, la technique façonne, en partie, les usages sociaux qui en sont fait. Cependant, les conditions politiques qui prévalent à son exploitation induisent un biais inhérent dans le rapport fondamental que l'expert entretient avec son objet d'étude. Autrement dit, le travail d'analyse et de *scientifisation* s'inscrit bien dans la poursuite de luttes institutionnelles. La déformation découlant de la *situation d'expertise* entraîne v entre les groupes industriels de défense, les organismes militaires et les *defense intellectuals* – des schèmes cognitifs communs et fortement intégrés aux *ethos* collectifs. Ils sont par ailleurs enracinés, à cause de la longévité de l'activité même de la *recherche opérationnelle*. Comme nous l'a rappelé Bruno Tertrais :

> « *La RAND se concentre sur la technologie – contrairement aux Think Tanks de Massachussetts Avenue – mais je ne pense pas pour autant qu'on puisse parler de connivence entre cette organisation, les industriels de*

[862] McKENZIE Donald, « Ordinateurs et missiles de croisières: la sociologie des techniques contemporaines » in : LATOUR, LEMONNIER (Eds.), *op. cit.*, p. 136.
[863] Les bombardiers de l'Armée de l'Air américaine étaient alors jugés extrêmement précis mais vulnérables en cas d'attaque soviétique tandis que les sous-marins, perçus comme invulnérables, disposaient d'une précision de tir moindre.
[864] McKENZIE, *op. cit.*, p. 139.

l'armement et le Pentagone. Il s'agit plutôt d'une culture commune acquise au fil des décennies »[865].

A certains égards, on pourrait y voir une des conséquences de la *philosophie invincible* à laquelle Edward Bowles aspirait. Pour approfondir l'analyse, on peut souligner que cette *culture commune* renvoie à toute une historiographie américaine aspirant à essentialiser ce qu'elle appelait une *American Way of War*. Autrement dit, certains éléments de la conduite de la guerre des Etats-Unis présenteraient des récurrences telles, que l'on pourrait déterminer une attitude générale et généralisable du pays face aux conflits militaires. Ce débat entre historiens et militaires se révèle utile car il souligne, à nouveau, la prédominance de la technologie dans la politique de défense américaine. On peut raisonnablement douter d'une *American Way of War* tendant à substantialiser la conduite de la guerre par les institutions américaines. Néanmoins, celle-ci représente un énoncé mobilisateur aussi bien pour le théoricien que pour le praticien. Elle est devenue une référence institutionnelle qui ne peut pas être écartée lorsque l'on en vient à étudier les querelles bureaucratiques au sein du Département de la Défense et le recours à l'expertise *scientifisante*.

Cette *American Way of War* représente – comme la notion de *culture stratégique* – le moyen pour les militaires de réaliser « *leur propre narration sociologique des événements passés* »[866].

Notons que cette expression d'*American Way of War* est apparue en 1973 dans l'ouvrage du même nom de l'historien Russell Weigley[867]. Celui-ci consacre peu de pages au concept lui-même, préférant faire dérouler une description de l'histoire militaire du pays. Dans cette logique, il en déduit que la puissance militaire américaine se déploie dans des conflits de *haute intensité* où elle entend remporter une large victoire sur son adversaire. Or, comme le fait justement remarquer Antulio Echevarria dans une étude de 2004, « *la plupart des analyses établies par Weigley sur l'American way of war pourraient s'appliquer également aux styles guerriers de l'Allemagne, de la France ou*

[865] Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).
[866] WASINSKI, « Créer une Révolution dans les affaires militaires…», *op. cit.*, p. 154.
[867] WEIGLEY, *The American Way of War…*, *op. cit.*

du Royaume-Uni »[868]. En outre, l'histoire semble même contredire Weigley à travers la guerre des Philippines au tournant du XX[eme] siècle et la révolte des Boxers. En fait, le chercheur Max Boot en conclut dans son ouvrage *The Savage Wars of Peace* que les soldats américains ont plus souvent combattu dans des conflits dits de *basse intensité* que dans de grandes campagnes, telles que celles de la Seconde Guerre mondiale[869].

L'idée d'*American Way of War* reste donc empreinte d'affirmations quelque peu spécieuses, voire sans fondement. Pour reprendre l'analyse de l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, elle fait apparaître « *ce défaut propre à beaucoup de travaux anglo-saxons sur l'activité guerrière qui* […] *finissent par essentialiser le combat, sa violence, les hommes qui s'y affrontent, au prix d'une forme d'intemporalité qui pousse combat et combattants hors de l'histoire* »[870].

On peut également noter cette tendance chez le politiste Colin Gray. Ainsi, dans une récente monographie, Gray établit une longue liste des invariants de la prétendue conduite américaine de la guerre. Son attention se concentre sur la dépendance technologique de la stratégie militaire américaine[871]. Il explique :

> « *L'American Way of War repose sur l'exploitation des machines. On pourrait dire que la puissance aérienne en est un synonyme et que son emploi comme instrument militaire primordial, comme instrument de choix est devenu une routine.* […] *La nécessité a créé la préférence.* […] *La conduite de la guerre civile américaine qui consista en des combats sanglants fut logistique. Elle profita de l'exploitation de la puissance industrielle que les observateurs étrangers trouvaient extraordinaire. Les soldats américains disent que l'être humain compte avant tout mais, dans la pratique, l'American Way of War – que ce soit dans le passé, le présent et le futur – reste exclusivement tournée vers la technologie* »[872].

---

[868] ECHEVARRIA Antulio, *Toward An American Way of War*, Washington, Strategic Studies Institute Monograph, 2004, p. v. Texte original: « *Much of what Weigley said about the American way of war would apply to the German, French, or British methods of warfare as well* ».

[869] BOOT Max, *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York, Basic Books, 2002.

[870] AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Combattre : Une anthropologie historique de la guerre moderne*, Paris, Seuil, 2008, p. 208.

[871] GRAY Colin, *Irregular Ennemies and the Essence of Strategy: Can the American Way of War Adapt ?*, Washington, Strategic Studies Institute Monograph, 2006, p. 30.

[872] GRAY, *op. cit.*, pp. 35-36. Texte original: « *The exploitation of machinery is the American way of war. One may claim that airpower is virtually synonymous with that way of war, and that its employment as the leading military instrument of choice has become routine.* […] *Necessity bred preference and then excellence, and the choice of mechanical solutions assumed a cultural significance that has endured.* […] *The way of war that succeeded in that most bloody of America's struggles was logistical, having been enabled by an exploitation of raw industrial power that foreign observers found awesome. American*

Il apparaît donc peu surprenant d'observer la récurrence de cette croyance dans les travaux programmatiques d'acteurs du champ des études stratégiques. Dans un ouvrage, paru en 1995 et intitulé *Dominant Battlespace Knowledge*, deux chercheurs de la RAND, Martin Libicki et Stuart Johnson, soutiennent que le *brouillard de la guerre* clausewitzien s'est dissipé. Grâce aux nouvelles technologies, expliquent-ils, les soldats vont pouvoir disposer d'un savoir optimal quant au champ de bataille. Jeffrey Cooper, un des contributeurs de l'ouvrage, écrit ainsi :

> « *La connaissance supérieure du champ de bataille* [*Dominant Battlespace Knowledge*] *offre une connaissance complète des objets et des moindres événements. Elle permet à ses détenteurs de faire face au "brouillard de la guerre", de contrôler les contingences de l'environnement et les effets concrets des décisions prises sur le champ de bataille; elle place donc les commandants en situation de commandement en temps réel* »[873].

L'idée suivant laquelle les Etats-Unis seraient une puissance militaire techno-centrée conduit à analyser les grandes tendances intellectuelles relatives au champ des études stratégiques produites au cours de la décennie quatre-vingt-dix, non comme une anomalie ou un épiphénomène, mais plutôt comme la consécration d'un mythe pérenne et mobilisateur. Autrement dit, la *Révolution dans les Affaires Militaires* n'a pas entendu opérer un véritable revirement des cadres cognitifs de l'administration militaire américaine. Elle a aspiré à reformuler et à moderniser certains présupposés diffusés par l'idée d'*American Way of War* puis systématisés par les promoteurs civils d'une science de la guerre.

A la lumière de ces éléments, on peut parfaitement remettre l'*état* contemporain du champ dans sa perspective historique. Enfin, on comprend d'autant mieux les enjeux de la posture *scientifisante* des experts. Si la RAND entend démontrer son objectivité par son aspiration scientifique, elle incarne cette scientificité *in abstracto*. Autrement dit, ce

---

soldiers say that the human being matters most, but, in practice, the American way of war, past, present, and prospectively future, is quintessentially and uniquely technology-dependent ».

[873] COOPER Jeffrey, « Dominant Battlespace Awareness and Future Warfare » in: JOHNSON Stuart, LIBICKI Martin (Eds.), *Dominant Battlespace Knowledge*, Washington, NDU Press Book, 1995, p. 39. Texte original: « *Dominant Battlespace Knowledge provides synoptic integrative knowledge, not just data on discrete objects and events. DBK lets its possessors pierce the fog of war and thus master the unfolding progression of circumstance, decisions, and actions in the battlespace; it puts commanders in real-time command* ».

positionnement repose sur une légitimité symbolique telle que, pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu, « *l'essentiel est que l'autorité s'affirme, si l'on peut dire, en s'affirmant.* »[874]. La *rencontre* entre les méthodes analytiques des cellules d'expertise telles que la RAND et les croyances militaires américaines en une *American Way of War* ne doit pas masquer l'existence de luttes explicites autour de cette combinaison et des conséquences intellectuelles et politiques qu'elle induit. De nombreuses personnes interrogées s'en sont pris, de façon virulente, à l'idée d'une science militaire. Interrogé sur le rôle de la RAND dans l'élaboration de la politique militaire américaine, Frederick Kagan, chercheur dans le *Think Tank* conservateur, l'*American Enterprise Institute*, a affirmé avec dédain :

> « *Je ne lis pas les rapports de la RAND. Je ne fais pas confiance à leurs analystes. Ce n'est d'ailleurs pas à eux qu'on confiera la "grande" stratégie. Leur travail consiste à dire si oui ou non le Joint Strike Fighter*[875] *sera utile. Sans surprise, ils répondront ce que les services veulent entendre. Ils s'occupent des problématiques technologiques, capacitaires et non des fondamentaux politiques* »[876].

Dans son livre, *Finding the Target*, Kagan dénonce précisément le biais technologique qui a animé les rapports de force au sein du champ des études stratégiques, en faveur de la RAND puis de l'*Office of Net Assessment* d'Andrew Marshall[877]. Il expose ainsi une conception antithétique de la guerre :

> « *En tant qu'activité humaine, la guerre, est sujette aux diktats de la nature humaine. Cette dernière ayant très peu changé au cours des siècles, la guerre est restée, elle aussi, une activité très stable dans sa conduite. Les idées sur la manière de conduire les guerres fondées sur une compréhension de la psychologie humaine sont généralement restées valides pour toute l'existence de l'humanité* »[878].

---

[874] BOURDIEU, *Ce que parler veut dire*, *op. cit.*, pp. 218-219.

[875] Le *Joint Strike Fighter* est un avion multirôle en cours de développement par le constructeur Lockheed Martin, avec comme principaux partenaires Northrop Grumman et BAE Systems, et qui doit entrer en service à l'horizon 2010-2011.

[876] Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

[877] KAGAN, *op. cit*.

[878] *Ibid.*, p. xv. Texte original: « *War, as a human activity, is subject to the dictates of human nature. Since that nature has changed very little over the ages, war itself has remained very stable in certain critical ways. Ideas about how to fight wars based upon an understanding of human psychology have generally remained valid for all of human existence* ».

Au sein du secteur, la posture techniciste promue par la RAND et ses travaux ne fait donc pas œuvre de consensus, mais plutôt de tendance dominante. D'une part, est mise en avant l'idéologie d'une analyse scientifique de la conflictualité qui, en 1949 comme dans les années quatre-vingt-dix, conduit les acteurs les plus euphoriques à prétendre à la parfaite connaissance du champ de bataille et ce en se fondant sur ses modalités technologiques. De l'autre, des individus au sein d'organismes moins liés à l'administration militaire – les *Think Tanks*, les Universités – font preuve de scepticisme explicite à l'égard de ce biais et soulignent la primauté d'une analyse des ressorts humains de la guerre. Or, à la lumière des enjeux de *labellisation* scientifique, on comprend bien qu'en aspirant à une objectivisation similaire à celle des sciences dites dures, la RAND ne peut accepter cette dernière approche.

Par conséquent, la pérennisation de son activité s'est mise en œuvre au prix d'un consentement : celui du rôle d'*exécutant* qui applique les techniques d'une science militaire. Par ignorance volontaire ou non de ces propriétés du jeu sectoriel, les individus qui rentraient en contradiction avec le *conatus* de l'organisation – Laurent Murawiec, Steven Simon – ont dû quitter l'organisation. Ceux qui restent, préfèrent le plus souvent éviter la controverse. Quant à ceux qui adhèrent – implicitement ou explicitement – à cette représentation des études stratégiques, ils reprennent à leur compte les propos prosaïques des auteurs du fameux rapport *The New Calculus* : *« C'est là où les crédits se trouvent* »[879].

[879] BOWIE, OCHMANEK, FROSTIC, LEWIS, LUND, PROPPER, *op. cit.*, p. 2.

CONCLUSION

Notre recherche a été animée et guidée par la volonté de rendre compte de l'impact d'une rupture internationale, telle que la fin de la Guerre froide, sur les experts politiques américains. Dès lors, l'idée de restructuration du champ des études stratégiques a constitué le fil conducteur à partir duquel s'est articulée notre problématique : comment un acteur créé pour et par la Guerre froide pouvait-il lui survivre ?

Pour répondre à notre question initiale, nous avons exploré, à Washington et Santa Monica, des archives publiques et privées. Nous avons conduit des entretiens avec de multiples acteurs de l'époque passée et contemporaine, dans les centres de recherche et les administrations américaines. Enfin, nous avons eu la chance d'observer l'activité de la RAND de l'intérieur en y travaillant durant douze mois.

A l'issue de cette thèse, nos résultats peuvent être sources d'enseignement sur trois plans : 1) l'analyse *macrosociologique* de la politique internationale ; 2) le rapport de l'expertise au politique ; 3) enfin, la socio-histoire des savoirs militaires et de leur circulation internationale.

Tout d'abord, l'observation d'un acteur tel que la RAND a permis d'apprécier les nouvelles orientations au sein d'une bureaucratie comme le Département de la Défense américain, à partir de 1989. De multiples liens de filiation – financiers ou idéologiques – ont continué d'être entretenus entre le centre d'expertise et son commanditaire public. De cette façon, nous avons rapidement compris que l'étude du premier dépendait intrinsèquement de celle du second. C'est pourquoi, tout au long de nos recherches, identifier une évolution micropolitique telle que celle de la RAND n'a jamais signifié, pour nous, procéder à une monographie. En effet, celle-ci aurait ignoré tout un volet indispensable et fondamental de l'expertise, à savoir sa dépendance au politique. Or, rien n'est plus frappant que l'observation des principaux programmes de recherche, des cahiers des charges et des publications du champ des études stratégiques américain. Ces éléments nous ont ainsi offert un miroir fidèle des problématiques et des rapports de force qui animent les armées américaines. Dans cette perspective, nous avons pu analyser, au

sein même du secteur, le dépérissement progressif de thématiques telles que celle de la sécurité européenne, l'*arms control*. Ces travaux ont été alors classés au second rang des agendas politiques, du fait de la montée en force des questions proprement technologiques – autour de la fameuse *Révolution dans les Affaires Militaires*. Enfin, nous avons pu constater comment – à partir des attentats du 11 septembre 2001 – l'apparition exponentielle de travaux sur le terrorisme et l'islam politique a remis en cause l'ensemble des présupposés savamment consolidés durant la décennie précédente.

En conséquence, la réussite bureaucratique de la science militaire, telle qu'elle avait été imaginée par Andrew Marshall et ses contemporains, n'a eu d'égal que son échec politique. Indirectement, la RAND a permis de saisir ce mécanisme. A partir de l'instant où celle-ci est devenue un simple *exécutant*, soumis aux *desiderata* du Département de la Défense, elle a joué comme miroir cognitif de ce dernier. Or, nous avons pu constater combien les thématiques étudiées au sein de la RAND au cours des vingt dernières années ont illustré les choix – et les *non-choix* – politiques des administrations successives (Bush, Clinton, W. Bush). A travers les multiples archives dépouillées, nous avons ainsi pu retracer les incertitudes doctrinales frappant les militaires aux lendemains de la Guerre froide. Plus encore, la remise en contexte de l'expertise dans son environnement macropolitique a permis d'apprécier à leur juste valeur les concepts et les documents programmatiques émis durant cette période (*Base Force*, *Major Regional Contingencies*, *Global War on Terror*).

Notre ambition a donc consisté à offrir une lecture sociologique de la politique étrangère américaine – et par extension des relations internationales contemporaines – qui rende compte à la fois des grandes décisions gouvernementales, la *high politics*, et de la construction initiale des argumentaires politiques par les experts. A partir de cette grille de lecture dynamique, nous avons utilisé la RAND comme une véritable *boîte noire* enregistrant les rapports de force de l'administration militaire américaine au cours des vingt dernières années. C'est bien par son biais que nous avons pu remettre en perspective la bataille statistique qui s'est déroulée, en 2003, entre le Secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et le Chef d'Etat-major de l'US Army, le Général Shinseki, à propos du nombre de soldats devant être déployés en Irak. Ce sont aussi les cahiers des charges du FFRDC, *Project Air Force*, qui ont témoigné de débats houleux entre corps d'armée au sujet des doctrines de contre-insurrection.

Au-delà de ces premières leçons, ces multiples études de cas renvoient également au second enseignement sociologique de la thèse, à savoir la compréhension des *situations* d'expertise. En effet, les interactions de la RAND, avec ses concurrents, ses commanditaires et, par extension, avec le champ politique – le Congrès, la Maison blanche – ont permis de mettre en lumière les caractéristiques du *travail stratégique* : les carrières individuelles, les positionnements institutionnels, les *effets de champ* structurels et conjoncturels.

Comme nous en faisions état en introduction de cette thèse, la littérature française portant sur le phénomène des *Think Tanks* est jusqu'à présent restée à l'égard de son objet très descriptive, voire normative. Peu d'efforts ont été entrepris pour aborder leur activité dans une perspective propre à la sociologie politique. L'ambition de nos recherches a donc été de pallier ce manque, en démontrant les mécanismes de *scientifisation*, de labellisation et de légitimation. Pouvait-on comprendre la prolifération d'ouvrages relatifs à la *Révolution dans les Affaires Militaires*, sans considérer les conditions financières, et corollairement intellectuelles, qui s'étaient imposées aux *Think Tanks* et FFRDCs dès 1990 ?

Notre travail a par conséquent entendu rappelé que les *situations* d'expertise ne peuvent être appréhendées *in abstracto* comme le résultat naturel d'une demande politique et d'une offre scientifique. De fait, celles-ci ont été – et sont toujours – la conclusion de luttes entre individus ou entre institutions. Ainsi, loin de l'image d'une *science pure*, la *situation* d'expertise relève, fondamentalement, du politique.

Or, nous avons vu que ce rapport de force pouvait créer des contradictions au sein d'une organisation composée d'individus qui entendent jouir d'une posture de stratège, ou *stratégiste*, digne de l'*écrivain* ou du *cinéaste-auteur*. La multiplication de concurrents et l'accroissement des enjeux commerciaux depuis la fin de la Guerre froide ont accentué l'asymétrie politique-expert des *situations* d'expertise, au détriment du second. Dans notre cas, cette resectorisation a pu être illustrée par certains *scandales* dont le plus éloquent reste l'*affaire Murawiec*.

L'*illusio* initial du champ s'est donc considérablement effrité en l'espace d'un demi-siècle. Dès lors, la redéfinition identitaire mise en oeuvre dans des organismes tels que la RAND les a conduits à se diversifier dans l'ensemble du spectre de l'expertise politique : les questions juridiques, sociétales ou sanitaires.

Toutefois, notre travail ne s'est pas limité à repérer les contradictions inhérentes au *travail stratégique*. Il a également pris soin d'explorer le contenu précis des prises de position de la RAND, des experts qui la composent et, plus généralement, des grandes figures du champ américain des études stratégiques. Comme pour les *situations* d'expertise, nous avons veillé à replacer les idées défendues, les thèses développées ou encore les polémiques lancées dans leur contexte socio-historique. Garder à l'esprit cette temporalité signifie bien qu'un champ reste historiquement *situé* et que ses grandes lignes de partage découlent des luttes passées. On en veut pour preuve la façon dont la soviétologie – et avec elle ses schèmes cognitifs – a inspiré les travaux contemporains sur l'islamisme ou la Chine.

En préservant cette dimension temporelle, on a pu aussi montrer combien l'étude de la RAND dans son environnement actuel s'avérait particulièrement féconde pour observer des savoirs *en devenir*. A ce titre, la sociogenèse d'une science des *cyberguerres* s'est révélée dans toute sa richesse. Pour ce faire, nous avons examiné les travaux de John Arquilla, David Ronfeldt, Peter Wilson, Martin Libicki[880]. Nous avons interrogé les témoins et les acteurs de cette entreprise inachevée. A partir de ces matériaux, nous avons pu nous déprendre de l'*illusion rétrospective* qui tendait à décrire ces savoirs comme des connaissances finies et constituées en raison de leur institutionnalisation.

La genèse des *cyberguerres* que nous avons présentée nous a conduit à observer une science militaire encore embryonnaire. Cette dernière rend compte de l'exploitation de repères cognitifs hérités de la Guerre froide – tels que les principes de la dissuasion nucléaire – au profit d'une nouvelle discipline stratégique. Or, parcourir cette littérature à la lumière des enjeux politiques et militaires qu'elle a suscités, permet de constater le contraste saisissant entre une expertise incertaine et une exploitation institutionnelle déjà avancée de ses résultats.

Dans cette perspective, et grâce à la sociogenèse mise en oeuvre dans cette thèse, nous pouvons mieux comprendre pourquoi les années quatre-vingt-dix – avec la *Révolution dans les Affaires Militaires*, l'*information warfare*, les *systèmes de systèmes* – annonçaient déjà les errements conceptuels contemporains. Par exemple, lors de nos

[880] ARQUILLA John, RONFELDT David, « Cyberwar is Coming! », *Comparative Strategy*, 12 (2), print. 1993, pp. 141-165; MOLANDER Roger, RIDDILE Andrew, WILSON Peter, *Strategic Information Warfare: A New Face of War*, Santa Monica, RAND Corporation, 1996; LIBICKI Martin, *Conquest in Cyberspace: National Security and Information Warfare*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

entretiens avec John Arquilla et David Ronfeldt, nous avons pu constater que ces derniers ne reconnaissaient plus du tout leurs idées dans ce que le Département de la Défense américain – et par extension les alliés transatlantiques – présentait à présent sous le même vocable.

Au-delà du débat militaire *stricto sensu*, il apparaît donc que ce terrain recouvre de nouvelles pistes en matière d'épistémologie des *théories en action* : le pouvoir d'énonciation des experts à travers l'émergence d'un nouveau *jargon* à partir de néologismes tels que *la guerre néocorticale*, la *netwar*, la *noopolitik*[881] ; la traduction politique des hypothèses *via* le filtrage bureaucratique de la théorie initiale.

Ce sont ces mêmes mécanismes que nous avons trouvés à l'œuvre dans le cadre des luttes autour d'une ingénierie du *State* et *Nation Building*. Rappelons, à ce titre, que les travaux sur le sujet de James Dobbins ont été déformés, puis exploités en Irak par Paul Bremer et l'US Army afin de servir leurs intérêts face à l'agenda de Donald Rumsfeld, alors Secrétaire à la Défense. En outre, la publicité du rapport *America's Nation-Building*[882] qui a découlé de son exploitation politique aux Etats-Unis a conféré aux luttes de Washington une dimension internationale. En effet, des organes diplomatiques en France, en Allemagne ou Royaume-Uni en sont bientôt arrivés à considérer l'étude comme une véritable boîte à outils *officielle* en matière de reconstruction de pays post-conflit.

Dans le cas des *cyberguerre* comme du *Nation-Building*, notre analyse a donc pris soin de ne pas séparer les stratégies des acteurs de leurs discours. Les deux restent en effet liés de façon consubstantielle et l'étude de l'un passe obligatoirement par l'étude de l'autre.

Une fois cette démarche entreprise, nous avons également découvert que les activités de la RAND pouvaient – directement et indirectement – s'apparenter à des vecteurs internationaux de la puissance américaine. En effet, un tel organisme devient un outil d'influence lorsque ses travaux font l'objet d'une circulation internationale et que ses idées et ses paradigmes se répandent à travers le monde. Ce fut d'ailleurs l'enjeu principal de l'implantation physique ou simplement intellectuelle de la RAND en Europe,

[881] SZAFRANSKI Richard, « Neocortical Warfare? The Acme of Skill » in: ARQUILLA John, RONFELDT David (Eds.), *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, Santa Monica, RAND Corporation, 1997, pp. 395-416; ARQUILLA John, RONFELDT David, *Swarming and the Future of Conflict*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.
[882] DOBBINS, MCGINN, CRANE, JONES, LAL, RATHMELL, SWANGER, TIMILSINA, *op. cit*.

au Moyen-Orient ou en Asie. Cette exportation n'a pas seulement représenté une lutte symbolique ou une conquête interétatique du savoir stratégique légitime, elle a également revêtu des conséquences implacables aux plans économique et industriel.

En atteste la façon dont la pensée stratégique américaine – à travers la RAND ou d'autres cellules – a irrigué le processus décisionnel de l'OTAN, notamment au sein de structures telles que l'*Allied Command Transformation*[883]. L'investissement d'organismes d'expertise américains dans la problématique de la *modernisation* des armées a gagné en visibilité, dès lors qu'il s'est accompagné d'une internationalisation des travaux. En usant de ce levier, les responsables politiques ont pu étendre ce qui s'apparentait initialement à une question réservée au Département de la Défense, à l'ensemble des membres de l'Alliance Atlantique.

Dès cet instant, nous avons abandonné le simple niveau de la controverse scientifique : en effet, lorsqu'elle atteint ses objectifs, la diffusion de l'expertise militaire américaine se décline en des choix politiques, des décisions budgétaires, des préférences technologiques et des redéfinitions du paysage industriel.

Dans ce continuum retraçant le parcours d'une idée politique jusqu'à sa déclinaison technique, les experts jouent un rôle à part entière et deviennent les acteurs – et les instruments – de la *gouvernementalité* chère à Michel Foucault[884].

En conclusion de notre travail – et vingt ans après la fin de la Guerre froide – force est donc de constater que la RAND et ses homologues américains disposent d'une aura intacte, voire plus importante. Pour parvenir à ce stade, le développement exponentiel de la circulation internationale des idées a constitué un atout primordial. Malgré le caractère prosaïque de ce phénomène, nous ne soulignerons jamais assez combien l'Internet a pu accentuer la diffusion des travaux américains. Cependant, cet outil a toujours été tributaire de la capacité des Etats-Unis à investir les grands débats internationaux de l'époque.

[883] Le Commandement allié *Transformation*, commandé par le SACT (Commandant suprême allié *Transformation*) a été créé pour promouvoir et superviser la transformation continue des forces et capacités de l'Alliance.

[884] Le terme désigne l'exercice du pouvoir qui n'est pas une domination unilatérale mais une relation de pouvoir, la rencontre entre de multiples techniques de domination. Cf., GRANJON Marie-Christine (Éd.), *Penser avec Michel Foucault : Théorie critique et pratiques politiques*, Paris, Karthala, 2005, p. 43.

A l'inverse, on peut s'étonner de l'absence des Français au sein des *communautés épistémiques* contemporaines. Cette inexistence se remarque unanimement, qu'il s'agisse des problématiques régionales (sur la Chine, le Moyen-Orient), institutionnelles (la réforme de l'ONU, la rénovation de l'OTAN) ou encore opérationnelles (la numérisation des outils de guerre, l'usage accru d'engins automatisés sur le champ de bataille).

Or, un exemple de cette contradiction nous sera offert en avril 2009 à l'occasion d'un sommet-anniversaire de l'OTAN. Celui-ci aura lieu en France et en Allemagne et devrait, selon toute vraisemblance, être marqué par le retour de l'armée française dans la structure militaire intégrée de l'Alliance Atlantique.

D'ores et déjà, de nombreux observateurs ont souligné la nécessité de réévaluer le *Concept stratégique* de l'organisation. Celui-ci a été initialement élaboré entre octobre 1949 et avril 1950. Il exposait alors une stratégie d'opérations de grande envergure pour la défense de territoires. A deux reprises, il a été modifié depuis la fin de la Guerre froide. En 1991, il a pris en compte les réductions substantielles de la taille des forces intégrées et a souligné le besoin de préparation et d'amélioration visant à augmenter leur mobilité, leur souplesse et leur capacité d'adaptation aux différentes circonstances, parmi lesquelles la gestion de crises et le maintien de la paix. En 1997, le second amendement au document a ajouté des moyens politiques et militaires complémentaires. Il a mis l'accent sur la coopération avec d'autres Etats partageant les objectifs de l'Alliance et a formellement reconnu le développement de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne.

A Washington, les tractations diplomatiques et militaires, émanant des débats internationaux lors des redéfinitions du *Concept stratégique* de l'OTAN, ont été souvent préparées au préalable en commanditant des travaux à la RAND ou à d'autres acteurs tels que le *Center for Strategic and International Studies*. Contrairement aux Etats-Unis, la France n'a jamais bénéficié, lors de ces précédents exercices, d'outils d'expertise.

Aussi pouvons-nous voir la stratégie américaine de formation des agendas interationaux à nouveau déployée par le biais de nombreux travaux portant sur les dossiers jugés prioritaires de l'OTAN : l'avenir de la *NATO Response Force* (des forces armées d'un haut degré de réactivité, capables d'être rassemblées et projetées dans un très court délai de 5 à 30 jours), les enjeux opérationnels de l'intervention de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) en Afghanistan ou encore l'*état* de l'armée

française en cas de réintégration à la structure intégrée de l'Alliance[885]. A l'inverse, les experts français restent marginaux dans le corpus qui se crée actuellement à propos de la rénovation de l'OTAN.

Dans ce contexte, la mise en perspective du *travail stratégique* avec ses conditionnalités politiques permet de saisir les ressources susceptibles d'être mobilisées. En l'espèce, il ne s'agit pas de discuter du choix diplomatique d'une éventuelle réintégration de la France, mais plutôt de constater l'écart entre le dessein politique et les outils à sa disposition.

Face à ce diagnostic, et sans succomber à la tentation du misérabilisme, nous pouvons, en matière de conclusion, émettre une hypothèse. Le champ américain des études stratégiques n'a pas trouvé et ne trouvera vraisemblablement pas de déclinaison possible dans les pays européens. Cependant, le développement au cours de la dernière décennie, de l'expertise politique destinée aux administrations de l'Union européenne tend à se rapprocher de celui qui a pris place aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale. La prolifération de bureaux d'étude, de *lobbies* et de *Think Tanks* travaillant auprès des directions de la Commission européenne s'apparente au mouvement qui anime le secteur que nous avons étudié ici. Nous voyons ainsi se former et se structurer un champ bruxellois autour des questions diplomatiques et militaires : l'Institut Français de Relations Internationales a, par exemple, créé une antenne belge et le *Think Tank*, *Security & Defense Agenda*, bénéficie de fonds internationaux afin de conduire des programmes de recherche centrés sur les problématiques militaires de l'OTAN et de l'UE. Avec l'accroissement exponentiel de ces acteurs, Bruxelles fait donc aujourd'hui figure de *laboratoire de l'expertise*[886].

Dès lors, pourrait-elle devenir une future Washington ? Il est encore trop tôt pour en décider mais l'idée peut séduire. En tous les cas, elle a charmé les dirigeants de la RAND qui a ouvert son propre bureau dans la capitale belge en septembre 2008.

---

[885] Sur ces thématiques, cf., entre autres, SMITH Julianne, WILLIAMS Michael, *What Lies Beneath: The Future of NATO through the ISAF Prism*, Washington, Center for Strategic and International Studies, 2008; MICHEL Leo, « Defense Transformation à la française and US Interests », *Strategic Forum*, Institute for National Strategic Studies, sept. 2008; ASMUS Ronald, «Europe's Eastern Promise: Rethinking NATO and EU Enlargement », *Foreign Affairs*, 87 (1), janv.-fév. 2008, pp. 95-106.

[886] Cf., SAURUGGER Sabine, BELOT Céline, MAGNETTE Paul (Eds.), *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2008.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sciences Sociales. Généralités. 356
1. Eléments de méthodologie 356
A. Ouvrages 356
B. Périodiques 356
2. Eléments théoriques 356
A. Ouvrages 356
B. Périodiques 358

II. Sociologie de l'expertise 358
A. Ouvrages 358
B. Périodiques 359

III. Sociologie des Relations Internationales. 359
1. Généralités. 359
A. Ouvrages 359
B. Périodiques 361
2. Les acteurs non gouvernementaux 361
A. Ouvrages 361
B. Périodiques 362

IV. La politique étrangère et de défense américaine 363
1. Historiographie 363
A. Ouvrages 363
B. Périodiques 365
2. Les acteurs de la politique étrangère 365
A. Ouvrages 365
B. Périodiques 366
3. La RAND Corporation 367
A. Ouvrages 367
B. Périodiques 367
C. Travaux universitaires 367
D. Document audiovisuel 368
4. Travaux des acteurs du champ 368
A. Ouvrages 368
B. Rapports 369
C. Périodiques 373

I. Sciences Sociales. Généralités.

1. Eléments de méthodologie

A. Ouvrages

BACHELARD Gaston, *La Formation de l'esprit scientifique*, Paris, Librairie Philosophique Vrin, 1970.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 1998.

BECKER Howard S., *Les Ficelles du métier*, Paris, La Découverte, 2002.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, CHAMBOREDON Jean-Claude, *Le Métier de sociologue : préalables épistémologiques*, Paris, Bordas, 1968.

BOURDIEU Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.

BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980.

CEFAI Daniel (Ed.), *L'Enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

DELAS Jean-Pierre, MILLY Bruno, *Histoire des pensées sociologiques*, Paris, Sirey, 1997.

DELOYE Yves, VOUTAT Bernard (Eds.), *Faire de la science politique : Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002

LAHIRE Bernard, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005.

B. Périodiques

WEBER Florence, « Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse. Entretien avec Florence Weber. Gérard Noiriel », *Genèses*, (2), 1990, pp. 138-147.

2. Eléments théoriques

A. Ouvrages

BADIE Bertrand, BIRNBAUM Pierre, *Sociologie de l'Etat*, Paris, Grasset, 1982.

BECKER Howard, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985.

BERNOUX Philippe, *La Sociologie des organisations : initiation théorique, suivie de douze cas pratiques*, Paris, Seuil, 1993.

BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Ed. de Minuit, 1982.

BOLTANSKI Luc, THEVENOT Laurent, *De la Justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982.

BOURDIEU Pierre, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

BOURDIEU Pierre, *Les Règles de l'art : Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1998.

CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, *L'Acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1992.

DELEUZE Gilles, GUATTARI Felix, *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit, 1991.

DEGENNE Alain, FORSE Michel, *Les Réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, 1994.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1992.

EISENSTADT S.N., *Social Differentiation and Stratification*, Londres, Scott, Foresman and Company, 1971.

FOUCAULT Michel, *Les Mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1966.

FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir: Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

GOFFMAN Erving, *Asiles. Etude sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

HUGHES Everett, *Men and their Work*, Glencoe, The Free Press, 1958.

IHL Olivier, *Le Mérite et la République : Essai sur la société des émules*, Paris, Gallimard, 2007.

KUHN Thomas, *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983.

LAHIRE Bernard (Éd.), *Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999.

LAHIRE Bernard, *La Condition littéraire : La double vie des écrivains*, Paris, La Découverte, 2006.

LAHIRE Bernard, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

LATOUR Bruno, WOOLGAR Steve, BIEZUNSKI Michel, *La Vie de laboratoire: La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte, 2005.

LE BART Christian, *Le Discours politique*, Paris, PUF, 1998.

MERCKLE Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, 2004.

MULLER Pierre, *Les Politiques publiques*, 5e éd., Paris, PUF, 2003.

OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, 1998.

RAYNER Hervé, *Dynamique du scandale : De l'affaire Dreyfus à Clearstream*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2007.

SAINSAULIEU Renaud, *L'Identité au travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

SCHMITT Carl, *La Notion de politique – Théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992.

STONE Deborah, *Policy Paradox: The Art of Political Decision Making*, New York, Norton & Company, 1997.

B. Périodiques

AGRIKOLIANSKY Eric, « Carrières militantes et vocation a la morale: les militants de la LDH dans les années 1980 », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 27-46.

BOLTANSKI Luc, « La cause de la critique », *Raisons politiques*, 3, 2000, pp. 159-184.

BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31, 1980, pp. 2-3.

BOURDIEU Pierre, « La représentation politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 38, février 1981, pp. 3-24.

CHAZEL François, « La mobilisation politique – problèmes et dimensions », *Revue Française de Science Politique*, 25 (3), 1975, pp. 502-516.

COSTEY Paul, « L'*illusio* chez Pierre Bourdieu. Les (més) usages d'une notion et son application au cas des universitaires », *Revue Tracés*, 8, print. 2005, pp. 13-27.

DE BLIC Damien, LEMIEUX Cyril, « Le scandale comme épreuve : Éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, 71 (18), 2005, pp. 9-38.

FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue Française de Science Politique*, 51 (1-2), 2001, pp. 199-217.

GRANOVETTER Mark, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), mai 1973, pp. 1360-1380.

MULLER Pierre, « L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique », *Revue Française de Science Politique*, 50 (2), 2000, pp. 189-208.

MULLER Pierre, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique : Structures, acteurs et cadres cognitifs », *Revue Française de Science Politique*, 55 (1), 2005, pp. 155-189.

VILTARD Yves, « L'étrange carrière du concept foucaldien d'épistémè en science politique », *Raisons Politiques*, 3, 2006, pp. 193-202.

II. Sociologie de l'expertise

A. Ouvrages

DAMAMME Dominique, RIBEMONT Thomas (Eds.), *Expertise et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 2000.

DUBOIS Vincent, DULONG Delphine (Eds.), *La Question technocratique : de l'invention d'une figure aux transformations de l'action publique*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999.

ESTADES Jacqueline, REMY Elisabeth, *L'Expertise en pratique. Les risques liés à la vache folle et aux rayonnements ionisants*, Paris, L'Harmattan, 2003.

HABERMAS Jurgen, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.

IHL Olivier, POLLET Gilles, KALUZINSKI Martine (Eds.), *Les Sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003.

MASSARDIER Gilles, *L'Etat savant. Expertise et aménagement du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996.

RHODES R.A.W., MARSH David (Eds.), *Policy Networks in British Government*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

SUREL Yves, *L'État et le livre. Les politiques publiques du livre en France (1957-1993)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

THEYS Jacques, KALAORA Bernard (Eds.), *La Terre outragée. Les experts sont formels*, Paris, Autrement, 1992.

TREPOS Jean-Yves, *La Sociologie de l'expertise*, Paris, PUF, 1996.

B. Périodiques

GILLET Sylvie, « Questions d'URSS ou la soviétologie en question », *Politix*, 18 (5), 1992, pp. 21-48.

LABORIER Pascale, « La bonne police. Sciences camérales et pouvoir absolutiste dans les Etats allemands », *Politix*, 48, 1999, pp. 7-35.

HECLO Hugh, « Issue Networks and the Executive Establishment » in: KING Anthony (Éd.), *The New American Political System*, Washington, American Enterprise Institute Press, 1978.

IHL Olivier, KALUSZINSKI Martine, « Pour une sociologie historique des sciences de gouvernement », *Revue Française d'Administration Publique*, 102 (2), 2002, pp. 229-243.

MASSARDIER Gilles, « Les savants les plus « demandés » : Expertise, compétences et multipositionnalité », *Politix*, 36, pp. 163-180.

RESTIER-MELLERAY Christiane, « Experts et expertise scientifique », *Revue Française de Science Politique*, 40 (4), 1990, pp. 546-585.

III. Sociologie des Relations Internationales.

1. Généralités.

A. Ouvrages

BADIE Bertrand, SMOUTS Marie-Claude, *Le Retournement du monde : sociologie de la scène internationale*, 3e éd., Paris, Presses de Sciences Po & Dalloz, 2007.

BATTISTELLA Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

BULL Hedley, *The Anarchical Society: a Study of Order in World Politics*, Londres, Macmillan, 1977.

CHARILLON Frédéric (Éd.), *Politique Etrangère, Nouveaux Regards*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

DEVIN Guillaume, *Sociologie des relations internationales*, 2e éd., Paris, La Découverte, 2007.

HALL Rodney Bruce, *National Collective Identity. Social Constructs and International Systems*, New York, Columbia University Press, 1999.

HIBOU Béatrice (Éd.), *La Privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999.

HOFFMANN Stanley, *Janus and Minerva. Essays in the Theory and Practice of International Politics*, Boulder, Westview Press, 1987.

LAIDI Zaki (Éd.), *L'Ordre mondial relâché : sens et puissance après la guerre froide*, Paris, Presses de la FNSP, 1993.

LAROCHE Josepha, *Politique Internationale*, 2e éd., Paris, L.G.D.J., 2000.

MCSWEENEY Bill, *Security, Identity and Interest. A Sociology of International Relations*, New York, Cambridge University Press, 1999.

MERLE Marcel, *Sociologie des relations internationales*, 3e éd., Paris, Dalloz, 1982.

POSEN Barry R., *The Sources of Military Doctrine: France, Britain, and Germany between the World Wars*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

ROCHE Jean-Jacques, *Théories des relations internationales*, 5e éd., Paris, Montchrestien, 2004.

ROSENAU James, *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

ROSENAU James N., CZEMPIEL Ernst Otto (Eds.), *Governance without Government: Order and Change in World Politics*, 3e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

SMOUTS Marie-Claude (Éd.), *Les Nouvelles relations internationales : pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

SMOUTS Marie-Claude, BATTISTELLA Dario, VENNESSON Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2003.

STRANGE Susan, *States and Markets: An Introduction to International Political Economy*, Londres, Pinter, 1988.

STRANGE Susan, *The Retreat of the State: the Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

WENDT Alexander, *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.

B. Périodiques

ARON Raymond, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales ? », *Revue Française de Science Politique*, 27 (5), 1967, pp. 837-861.

BADIE Bertrand, « Ruptures et innovations dans l'approche sociologique des relations internationales », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 68-69, 1993, pp. 65-74.

BADIE Bertrand, « Les grands débats théoriques de la décennie », *Revue Internationale et Stratégique*, 41, print. 2001, pp. 47-55.

BIGO Didier, « Grands Débats dans un Petit Monde – Les Débats en Relations Internationales et leurs Liens avec le Monde de la Sécurité », *Cultures et Conflits*, automne-hiver 1995, pp. 8-30.

DEVIN Guillaume, « Norbert Elias et l'analyse des relations internationales », *Revue Française de Science Politique*, 45 (2), 1995, pp. 305-327.

IKENBERRY John, KUPCHAN Charles, « Socialization and Hegemonic Power », *International Organization*, 44 (3), été 1990, pp. 283-315.

MACLEOD Alex, MASSON Isabelle, MORIN David, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Revue Etudes Internationales*, 35 (1), mars 2004, pp. 7-24.

VENNESSON Pascal, « Idées, politiques de défense et stratégie : enjeux et niveaux d'analyse », *Revue Française de Science Politique*, 54 (5), 2004, pp. 749-760.

2. Les acteurs non gouvernementaux

A. Ouvrages

ARTS Bas, NOORTMANN Math, REINALDA Bob (Eds.), *Non-State Actors in International Relations*, Burlington, Ashgate, 2001.

BADIE Bertrand, *La Fin des territoires*, Paris, Fayard, 1995.

BADIE Bertrand, *Un Monde sans souveraineté*, Paris, Fayard, 1999.

BADIE Bertrand, *La Diplomatie des droits de l'Homme. Entre éthique et volonté de puissance*, Paris, Fayard, 2002.

CHARILLON Frédéric, *La Politique étrangère à l'épreuve du transnational : une étude des diplomaties française et britannique dans la guerre du Golfe*, Paris, L'Harmattan, 1999.

COHEN Samy, *La Résistance des Etats. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2003.

COLONOMOS Ariel, *Eglises en réseaux – Trajectoires politiques entre Europe et Amérique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000.

COX Robert W., JACOBSON Harold K., *The Anatomy of Influence: Decision Making in*

International Organization, New Haven, Yale University Press, 1973.

DEVIN Guillaume (Éd.), *Les Solidarités transnationales*, Paris, L'Harmattan, 2004.

DEZALAY Yves, *Marchands de droit*, Paris, Fayard, 1992.

DEZALAY Yves, GARTH Bryant G., *La Mondialisation des guerres de palais : La restructuration du pouvoir d'Etat en Amérique latine, entre notables du droit et Chicago boys*, Paris, Seuil, 2002.

GUILHOT Nicolas. *Financiers, philanthropes. sociologie de Wall Street 1970-1990*, Paris, Raisons d'Agir, 2006.

KECK Margaret, SIKKINK Kathryn (Eds.), *Activists beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

KEOHANE Robert O., NYE Joseph S. Jr. (Eds.), *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972.

KRASNER Stephen (Éd.), *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1983.

LAROCHE Josepha, *Les Prix Nobel*, Paris, P.U.F., 1995.

LATOUR Bruno, LEMONNIER Pierre (Eds.), *De la Préhistoire aux missiles balistiques : L'intelligence sociale des techniques*, Paris, La Découverte, 1994.

RUGGIE John Gerard, *Constructing the World Polity: Essays in International Institutionalization*, New York, Routledge, 1998.

STONE Diane, DENHAM Andrew, GARNETT Mark (Eds.), *Think Tanks across Nations*, Manchester, Manchester University Press, 1998.

STONE Diane, DENHAM Andrew, (Eds.), *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

STONE Diane, *Capturing the Political Imagination: Think Tanks and the Policy Process*, Londres, Frank Cass, 1996.

RISSE-KAPPEN Thomas (Éd.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

B. Périodiques

ADLER Emanuel, « The Emergence of cooperation: national epistemic communities and the international evolution of the idea of nuclear arms control », *International Organisation*, 46 (1), hiver 1992, pp. 101-145.

BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, déc. 2002, pp. 3-9.

DENORD François, « Le prophète, le pèlerin et le missionnaire: la circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, déc. 2002, pp. 9-21.

GUILHOT Nicolas, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et

la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 151-152, 2004, pp. 37-48.

HAAS Peter, « Introduction: Epistemic Communities and International Policy. Coordination », *International Organization*, 46 (1), 1992, pp. 1-35.

RUGGIE John, « International Responses to Technology », *International Organization*, 29 (1), été 1975, pp. 569-570.

SAURUGGER Sabine, « L'expertise : un mode de participation des groupes d'intérêt au processus décisionnel communautaire », *Revue Française de Science Politique*, 52 (4), 2002, pp. 375-401.

STRUYK Raymond J., « Transnational Think Tank Networks: Purpose, Membership and Cohesion », *Global Networks*, 2, 2002, pp. 83-89.

STONE Diane, « Introduction: Global Knowledge and Advocacy Networks », *Global Networks*, 2, 2002, pp. 1-11.

IV. La politique étrangère et de défense américaine

1. Historiographie

A. Ouvrages

AMBROSE Stephen E., *Rise to Globalism, American Foreign Policy since 1938*, New York, Penguin Books, 1997.

BALZACQ Thierry, DE NEVE Alain (Eds.), *La Révolution dans les affaires militaires*, Paris, Economica, 2003.

BOOT Max, *The Savage Wars of Peace: Small Wars and the Rise of American Power*, New York, Basic Books, 2002.

BROWN, Seyom, *The Faces of Power : Constancy and Change in United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, 2nde éd., New York, Columbia University Press, 1994.

CARROLL James, *House of War: The Pentagon and the Disastrous Rise of American Power*, New York, Mariner Books, 2006.

DECONDE Alexander, BURNS Richard Dean, LOGEVALL Frederik (Eds.), *Encyclopedia of American Foreign Policy*, 2nde éd, New York, Simon & Schuster, 2001.

ELLSBERG Daniel, *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*, New York, Viking, 2002.

GRAY Colin, *Strategy for Chaos: Revolutions in Military Affairs and the Evidence of History*, Londres, Frank Cass, 2002.

HAASS, Richard, *The Reluctant Sheriff: The United States after the Cold War*, New York, COFR, 1997.

HENROTIN Joseph, *L'Airpower au 21e siècle : enjeux et perspectives de la stratégie aérienne*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

HERSH Seymour, *The Price of Power: Kissinger in the Nixon White House*, New York, Summit Books, 1983.

HOFFMANN, Stanley, *Gulliver empêtré – Essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*, Le Seuil, Paris, 1971.

JENTLESON, Bruce, PATERSON, Thomas (Eds.), *The Encyclopedia of US Foreign Relations*, New York, Oxford University Press, 1997.

KALB Marvin, KALB Bernard, *Kissinger*, Boston, Little, Brown & Company, 1974.

LACORNE Denis (Éd.), *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006.

LIND Michael, *The American Way of Strategy: U.S. Foreign Policy and the American Way of Life*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

LINDSAY, James, RIPLEY, Randall (Eds.), *US Foreign Policy After the Cold War*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1997.

MELANDRI Pierre, VAISSE Justin, *L'Empire du milieu: les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la Guerre froide*, Paris, Odile Jacob, 2001.

MELANDRI Pierre, RICARD Serge (Eds.), *Les Etats-Unis et la fin de la Guerre froide*, Paris, L'Harmattan, 2005.

MELANDRI, Pierre, *La Politique extérieure des Etats-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1997.

NGUYEN Eric, *La Politique étrangère des Etats-Unis depuis 1945*, Paris, Studyrama, 2004.

NYE Joseph, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1991.

NYE Joseph, *Soft Power. The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004.

NYE Joseph, *The Paradox of American Power: Why the World's Only Superpower Can't Go it Alone*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

NYE Joseph, *The Powers to Lead*, New York, Oxford University Press, 2008.

ROBIN Ron, *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

RIPLEY Randall B., LINDSAY James M. (Eds.), *U.S. Foreign Policy After the Cold War*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1997.

SCOTT, James (Éd.), *After the End – Making US Foreign Policy after the Cold War*, Durham, Duke University Press, 1998.

WEIGLEY Russell, *The American Way of War: A History of United States Military Strategy and Policy*, Indiana, Indiana University Press, 1977.

B. Périodiques

BOHAS Alexandre, « The Paradox of Anti-Americanism: Reflection on the Shallow Concept of Soft Power », *Global Society*, 20 (4), oct. 2006, pp. 395-414.

BRAILLARD Philippe, MASPOLI Gianluca, « La révolution dans les affaires militaires : paradigmes stratégiques, limites et illusions », *Annuaire Français de Relations Internationales*, 3, 2002, pp. 630-645.

COHEN Eliot A., « The Mystique of US Air Power », *Foreign Affairs*, 73 (1), janv.-fév. 1994, pp. 109-124.

DE DURAND Etienne, « Les tribulations de la pensée stratégique américaine », *Politique Etrangère*, 62 (1), 1997, pp. 45-56.

GERE François, « Entre restauration et révolution. La pensée stratégique américaine », *Stratégique*, 49, 1991, pp. 3-22.

HOFFMANN Stanley, « An American Social Science: International Relations », *Daedalus*, 106, été 1977, pp. 41-59.

LASSWELL Harold D., « The Garrison State », *The American Journal of Sociology*, 46 (4), janv. 1941, pp. 455-468.

NYE Joseph, « Soft Power and American Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, 119 (2), 2004, pp. 255-270.

NYE Joseph, « The Decline of America's Soft Power », *Foreign Affairs*, 83 (3), 2004, pp. 16-20.

POSEN Barry, ROSS Andrew, « Competing Visions for US Grand Strategy », *International Security*, 21 (3), hiver 1996-1997, pp. 5-53.

TALMADGE Caitlin, « Transforming the Pentagon: McNamara, Rumsfeld and the Politics of Change », *Breakthroughs*, 15 (1), print. 2006, pp. 12-21.

VAISSE, Justin, « Les Etats-Unis sans Wilson – l'internationalisme américain après la Guerre froide », *Critique internationale*, 3, print. 1999, pp. 97-106.

WALSH John, « Pentagon Papers: Repercussions for Rand and Other Think Tanks? », *Science*, New Series, 173, juil. 1971, pp. 313-315.

2. Les acteurs de la politique étrangère

A. Ouvrages

ABELSON, Donald E., *American Think-Tanks and their Role in US Foreign Policy*, New York, MacMillan Press, 1996.

ALLISON, Graham, ZELIKOW, Philip, *Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis*, 2nde éd., New York, Addison – Wasley, 1999.

DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison Blanche: La formulation de la politique étrangère des Etats-Unis*, Laval, 2 nde éd., Presses de l'Université Laval, 2004.

DAVID Charles-Philippe, BALTHAZAR Louis, VAISSE Justin, *La Politique étrangère des Etats-Unis: fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

DICKSON Paul, *Think Tanks*, New York, Atheneum, 1971.

GRANT Alan, *The American Political Process*, 7e éd., New York, Routledge, 2004.

GUILHOT Nicolas, *Financiers, philanthropes. Vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*, Paris, Editions Raisons d'agir, 2004.

GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers: Human Rights and the Politics of Global Order*, New York, Columbia University Press, 2005.

KAPLAN Fred, *The Wizards of Armageddon*, New York, Simon and Schuster, 1983.

KINGDON John, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York, Longman, 2003.

NYE Joseph, *Bound to Lead: the Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1991.

ROBIN Ron, *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

SCHULZINGER Robert D., *The Wise Men of Foreign Affairs: The History of the Council on Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 1984.

SMITH James Allen, *The Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*, New York, The Free Press, 1991.

SHOUP Lawrence H., MINTER William (Eds.), *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and U.S. Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977.

STEVENSON Charles, *SECDEF: The Nearly Impossible Job of SECRETARY OF DEFENSE*, Washington, Potomac Books, 2006.

WALA Michael, *The Council on Foreign Relations and American Foreign Policy in the Early Cold War*, Oxford, Berghahn Books, 1994.

B. Périodiques

FAUPIN Alain, « La pensée au service de l'action : les think tanks américains », *La Revue Internationale et Stratégique*, 52, hiver 2003, pp. 97-105.

GUILHOT Nicolas, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 151-152, 2004, pp. 37-48.

McGANN James, « Academics to Ideologues: A Brief History of the Public Policy Research Industry », *PS: Political Science and Politics*, 25 (4), pp. 733-740.

MEDVETZ Thomas, « Hybrid intellectuals: Think tanks and public policy experts in the United States », Research Paper, University of Berkeley, 2006

NDIAYE Pap, « Le complexe militaro-industriel » in : LACORNE Denis (Éd.), *Les Etats-Unis*, Paris, Fayard, 2006, pp. 419-437.

NYE Joseph N., « Soft Power and American Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, 119 (2), 2004, pp.255-270.

Radical History Review, « The Cold War and Expert Knowledge: Essays on the National Security State», 63, hiver 1995.

RAFFENNE François, SAMAAN Jean-Loup, « Le débat stratégique américain. Lignes de partage 2006-2007 », *Politique étrangère*, 72 (4), 2007, pp. 863-874.

US Foreign Policy Agenda, « The role of Think Tanks in U.S. Foreign Policy », 7 (3), novembre 2002.

VAISSE Justin, « Petit guide des revues et des thinks tanks américains : les très riches heures des relations internationales aux Etats-Unis », *Revue Internationale et Stratégique*, 34, été 1999, pp. 134-145.

VENNESSON Pascal, « Les relations internationales dans la science politique aux Etats-Unis », *Politix*, 11 (41), 1998, pp. 176-194.

WALT Stephen, « The renaissance of Security Studies », *International Studies Quarterly*, 35 (2), juin 1991, pp. 211-239.

WASINSKI Christophe, « Créer une Révolution dans les affaires militaires : mode d'emploi », *Cultures & Conflits*, 64, 2006, pp. 149-164.

3. La RAND Corporation

A. Ouvrages

COLLINS Martin, *Cold War Laboratory: Rand, the Air Force, and the American State, 1945-1950*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2002.

GHAMARI-TABRIZI Sharon, *The Worlds of Herman Kahn: The Intuitive Science of Thermonuclear War*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

LIGHT Paul C., *The Four Pillars of High Performance*, New York, McGraw Hill, 2004.

ROBIN Ron, *The Making of the Cold War Enemy: Culture and Politics in the Military-Intellectual Complex*, Princeton, Princeton University Press, 2003.

SMITH Bruce L. R., *The Rand Corporation: Case Study of a Nonprofit Advisory Corporation*, Cambridge, Harvard University Press, 1966.

B. Périodiques

SPECHT R.D., « RAND – A Personnal View of its History », *Operations research*, 8 (6), nov.-déc. 1960, pp. 825-839.

C. Travaux universitaires

JARDINI David, *Out of the Blue Yonder: The Rand Corporation's Diversification into Social Welfare Research, 1946-1968*, Thèse de doctorat, Département d'Histoire, Carnegie Mellon University, 1996.

MAY Andrew David, *The RAND Corporation and the Dynamics of American Strategic Thought, 1946-1962*, Thèse de doctorat, Département d'Histoire, Emory University, 1998.

D. Document audiovisuel

ROBBINS Richard, *Ideas in Action: 60 Years of Rand*, Santa Monica, 2005.

4. Travaux des acteurs du champ

A. Ouvrages

ARQUILLA John, *Worst Enemy: The Reluctant Transformation of US Military*, New York, Ivan R. Dee, 2008.

ASMUS Ronald, *Opening NATO's Door: How the Alliance Remade Itself for a New Era*, New York, Columbia University Press, 2002.

BARNETT Thomas P.M., *The Pentagon's New Map: War and Peace in the Twenty-First Century*, New York, G.P. Putnam's Sons, 2003.

BENJAMIN Daniel, SIMON Steven, *The Next Attack: The Failure of the War on Terror and a Strategy for Getting It Right*, New York, Henry Holt and Co, 2005.

BUILDER Carl, *The Masks of War: American Military Styles in Strategy and Analysis*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1989.

ELLSBERG Daniel, *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*, New York, Viking, 2002.

ENTHOVEN Alain, SMITH K. Wayne, *How much is enough: Shaping the Defense Program 1961-1969*, Santa Monica, RAND Corporation, 1971.

GALULA David, *Pacification in Algeria, 1956-1958*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

GOMPERT David, LIBICKI Martin, KUGLER Robert, *Mind the Gap: Promoting a Transatlantic Revolution in Military Affairs*, Washington, National Defense University Press, 1999.

GOMPERT David, GODEMENT Francois, MEDEIROS Evan, MULVENON James, *China on the Move: A Franco-American Analysis of Emerging Chinese Strategic Policies and Their Consequences for Transatlantic Relations*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005.

KAGAN Frederick, *Finding the Target: The Transformation of US Military Policy*, New York, Encounter Books, 2006.

HOFFMAN Bruce, *Inside Terrorism*, New York, Columbia University Press, 2006.

JOHNSON David, *Fast Tanks and Heavy Bombers: Innovation in the U.S. Army, 1917-1945*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

LIBICKI Martin, *Conquest in Cyberspace: National Security and Information Warfare*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

MAULNY Jean-Pierre, *La Guerre en réseau au XXI^e siècle: Internet sur les champs de bataille*, Paris, Le Félin, 2006.

MAZZARR Michael, *The Military-technical Revolution: a Structural Framework*, Washington, Center for Strategic and International Studies Press, 1993.

MURAWIEC Laurent, *La Guerre au XXI^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2000.

MURAWIEC Laurent, *Princes of Darkness: The Saudi Assault on the West*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, 2003.

ODOM William, *America's Military Revolution: Strategy and Structure after the Cold War*, Washington, American University Press, 1993.

ORR Robert (Éd.), *Winning the Peace: An American Strategy for Post-Conflict Reconstruction*, Washington, CSIS Press, 2004.

OVERHOLT William, *Asia, America, and the Transformation of Geopolitics*, New York, Cambridge University Press, 2007.

SHAMBAUGH David (Éd.), *American Studies on Contemporary China*, Armonk/Washington, East Gate Book, M.E. Sharpe, Inc, Woodrow Wilson Center Press, 1993.

ULLMAN Harlan, WADE James, *Shock & Awe: Achieving Rapid Dominance*, Arlington, NDU Press, 1996.

B. Rapports

ARQUILLA John, RONFELDT David (Eds.), *In Athena's Camp: Preparing for Conflict in the Information Age*, Santa Monica, RAND Corporation, 1997.

ARQUILLA John, RONFELDT David, *The Emergence of Noopolitik: Toward An American Information Strategy*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

ARQUILLA John, RONFELDT David, *Swarming and the Future of Conflict*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

BENNETT Bruce, *A Brief Analysis of the Republic of Korea's Defense Reform Plan*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

BIRKLER John, SCHANK John F., ARENA Mark V., SMITH Giles K., LEE Gordon T. *The Royal Navy's New-Generation Type 45 Destroyer: Acquisition Options and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

BOWIE Christopher, OCHMANEK David, FROSTIC Fred, LEWIS Kevin, LUND John, PROPPER Philip, *The New Calculus: Analyzing Airpower's Changing Role in Joint Theater Campaigns*, Santa Monica, RAND Corporation, 1993.

BOWIE Christopher, HAFFA Robert, MULLINS Robert, *Future War: What Trends in America's Post-Cold War Military Conflicts Tell Us About Early 21st Century Warfare*, Northrop Grumman's Analysis Center, janvier 2003.

BREWER Dominic J, AUGUSTINE Catherine H., ZELLMAN Gail L., RYAN Gery, GOLDMAN Charles A., STASZ Cathleen, CONSTANT Louay, *Education for a New Era: Design and Implementation of K–12 Education Reform in Qatar*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

BRODIE Bernard, *The American Scientific Strategists*, Santa Monica, RAND Corporation, 1964.

BUILDER Carl, *Rethinking National Security and the Role of the Military*, Santa Monica, RAND Corporation, 1995.

BURLES Mark, *Chinese Policy Toward Russia and the Central Asian Republics*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

BURLES Mark, SHULSKY Abram, *Patterns in China's Use of Force: Evidence from History and Doctrinal Writings*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

BYMAN Daniel, CLIFF Roger, *China's Arms Sales: Motivations and Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

CLIFF Roger, *The Military Potential of China's Commercial Technology*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001.

COOK Cynthia R., ARENA Mark V., GRASER John C., PUNG Hans, SOLLINGER Jerry M., YOUNOSSI Obaid, *Assembling and Supporting the Joint Strike Fighter in the UK: Issues and Costs*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003.

CRANE Keith, CLIFF Roger, MEDEIROS Evan, MULVENON James, OVERHOLT William, *Modernizing China's Military: Opportunities and Constraints*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005.

DOBBINS James, MCGINN John G., CRANE Keith, JONES Seth G., LAL Rollie, RATHMELL Andrew, SWANGER Rachel, TIMILSINA Anga, *America's Role in Nation-Building From Germany to Iraq*, Santa Monica, RAND Corporation, 2003.

DOBBINS James, JONES Seth, CRANE Keith, RATHMELL Andrew, STEELE Brett, TELTSCHIK Richard, TIMILSINA Anga, *The UN's Role in Nation-Building From the Congo to Iraq*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005.

DOBBINS James (Éd.), *The Beginner's Guide to Nation-Building*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

DOWNS Strecker Erica, *China's Quest for Energy Security*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

EDWARDS Sean, *Swarming on the Battlefield: Past, Present and Future*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

GOMPERT David, NERLICH Uwe, *Shoulder to Shoulder: The Road to U.S.-European Military Cooperability, A German-American Analysis*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

HUNDLEY Richard, *Past Revolutions, Future Transformation: What can the history of revolutions in military affairs tell us about transforming the U.S. Military?*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

JOHNSON David, *Learning Large Lessons*, RAND Corporation, Santa Monica, 2006.

JOHNSON Stuart, LIBICKI Martin (Eds.), *Dominant Battlespace Knowledge*, Washington, NDU Press Book, 1995.

JUVONEN Jaana, *School Violence: Prevalence, Fears, and Prevention*, Issue Paper, Santa Monica, RAND Corporation, 2001.

KARNEY Benjamin, BECKETT Megan, COLLINS Rebecca, SHAW Rebecca, *Adolescent Romantic Relationships as Precursors of Healthy Adult Marriages: A Review of Theory, Research, and Programs*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

KEANEY Thomas, COHEN Eliot (Eds.), *Gulf War Air Power Survey (GWAPS) Summary Report*, Washington, Government Printing Office, 1993.

KENNEDY Michael, BALDWIN Laura, BOITO Michael, CALEF Katherine (Eds.), *Analysis of Alternatives (AoA) for KC-135 Recapitalization*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

KHALILZAD Zalmay, SHULSKY Abram, BYMAN Daniel, CLIFF Roger, ORLETSKY David, SHLAPAK David, TELLIS Ashley, *The United States and a Rising China: Strategic and Military Implications*, Santa Monica, RAND Corporation, 1999.

KHALILZAD Zalmay, SHAPIRO Jeremy, *Strategic appraisal: aerospace power in the 21st century*, Santa Monica, RAND Corporation, 2001.

KHALILZAD Zalmay, LIBICKI Martin, MULVENON James, *Information Warfare: Toward First Principles*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

KOSAR Kevin, *The Quasi Government: Hybrid Organizations with Both Government and Private Sector Legal Characteristics*, Congressional Research Service, 2007.

LAMBETH Benjamin, *Air Power against Terror: America's Conduct of Operation Enduring Freedom*, Santa Monica, RAND Corporation, 2005.

LARRABEE Stephen, GREEN Jerrold, LESSER Ian, ZANINI Michele, *NATO's Mediterranean Initiative: Policy Issues and Dilemmas*, Santa Monica, RAND Corporation, 1998.

LONG Austin, *On "Other War": Lessons from Five Decades of RAND Counterinsurgency Research*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

MADDRELL Debra, *Quiet Transformation: The Role of the Office of Net Assessment*, Washington, National Defense University, 2003.

MARSHALL Andrew, « Problems of Estimating Military Power », *RAND Document*, Santa Monica, RAND Corporation, 1966.

MATSUMURA John, STEEB Randall, HERBERT Thomas, GORDON John (Eds.), *Exploring Technologies for Future Combat Systems Program*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

MEDEIROS Evan, *Analyzing China's Defense Industries and the Implications for Chinese Military Modernization*, Santa Monica, RAND Corporation, 2004.

McGANN James, *Responding to 9/11: Are Think Tanks thinking Outside the Box?*, working paper, Foreign Policy Research Institute, 2003.

MOLANDER Roger, RIDDILE Andrew, WILSON Peter, *Strategic Information Warfare: A New Face of War*, Santa Monica, RAND Corporation, 1996.

MULVENON James, YANG R.H. (Eds.), *The People's Liberation Army in the Information Age*, Santa Monica, RAND Corp, 1999.

RABASA Angel, BENARD Cheryl, SCHWARTZ Lowell H., SICKLE Peter, *Building Moderate Muslim Networks*, Santa Monica, RAND Corporation, 2007.

RANQUET Robert, *"Think Tanks" and the National Security Strategy Formulation Process: A Comparison of Current American and French Patterns*, Washington, National Defense University, 1994.

Report of the Defense Science Board Task Force on Federally Funded Research and Development Centers (FFRDC) and University Affiliated Research Centers (UARC), Independent Advisory Task Force, Washington, Government Printing Office, 1997.

ROTSKER Bernard D., *I Want You! The Evolution of the All-Volunteer Force*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces and Resources For a New Century, A Report of The Project for the New American Century, sept. 2000.

SNOW Catherine (Éd.), *Reading for Understanding: Toward an R&D Program in Reading Comprehension*, Santa Monica, RAND Corporation, 2002.

SOKOLSKI Richard, RABASA Angel, NEU C.R., *The Role of Southeast Asia in US Strategy Toward China*, Santa Monica, RAND Corporation, 2000.

VICK Alan, ORLETSKY David, SHULSKY Abram, STILLION John, *Preparing the U.S. Air Force for Military Operations Other Than War*, Santa Monica, RAND Corporation, 1997.

VICK Alan, GRISSOM Adam, ROSENAU William, GRILL Beth, MUELLER Karl, *Air Power in the New Counterinsurgency Era: The Strategic Importance of USAF Advisory and Assistance Missions*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006.

C. Périodiques

ARQUILLA John, RONFELDT David, « Cyberwar is Coming! », *Comparative Strategy*, 12 (2), print. 1993, pp. 141-165.

ASMUS Ronald, KUGLER Richard, LARRABEE Stephen, « What Will NATO Enlargement Cost? », *Survival*, aut. 1996, pp. 5-26.

BRODIE Bernard, « Strategy as a Science », *World Politics*, 1 (4), juil.1949, pp. 467-488.

CEBROWSKI Arthur K., GARSKA John J., « Network-Centric Warfare: Its Origin and Future », *Proceedings magazine*, 124 (1), janv. 1998, pp. 28-35.

COHEN Eliot, « A Revolution in Warfare », *Foreign Affairs*, 75 (2), mars-avril 1996, pp. 37-54.

CORRELL John T., « What happened to Shock and Awe? », *Air Force Magazine*, nov. 2003, pp. 52-57.

JONES Seth, LARRABEE Stephen, « Arming Europe », *The National Interest*, 82, hiver 2005-2006, pp. 62-68.

LARRABEE Stephen, ASMUS Ronald, KUGLER Richard, « Building A New NATO », *Foreign Affairs*, 17 (4), sept.-oct. 1993, pp. 28-40.

QUINLIVAN James, « Force Requirements in Stability Operations », *Parameters*, hiver 1995, pp. 59-69.

TERTRAIS Bruno, « Faut-il croire à la Révolution dans les Affaires Militaires ? », *Politique étrangère*, 63 (3), 1998, pp. 611-629.

ANNEXES

Annexe 1 Liste des entretiens 375
Annexe 2 L'exposé de Laurent Murawiec sur l'Arabie saoudite 378
Annexe 3 La couverture médiatique de l'*affaire Murawiec* 389
Annexe 4 Données administratives de la RAND 396
Annexe 5 Organisation de la RAND Corporation 403
Annexe 6 La pénétration de la RAND en Europe 406
Annexe 7 La RAND et *ses* Prix Nobel 414
Annexe 8 Priorités de recherches de la RAND (établies en 2005) 420
Annexe 9 Détail du programme de formation professionnelle de la RAND 421
Annexe 10 Stratégie de communication de la RAND 423
Annexe 11 Méthodologie institutionnelle 426
Annexe 12 Liste des participants à la conférence sur le Nation-Building en Irak 438
Annexe 13 Les ressources individuelles au service de la RAND 440
Annexe 14 Consignes régissant les projets conduits pour des gouvernements, des entreprises et autres entités étrangères 442
Annexe 15 Processus doctrinal américain selon le modèle de Daddow 444

Annexe 1
Liste des entretiens

Cette liste contient les noms des personnes nous ayant formellement reçu pour procéder à un entretien dans le cadre de notre thèse. Elle ne fait état ni des personnes qui ont souhaité parler en préservant leur anonymat – une trentaine de ces entretiens est exploitée dans la démonstration – ni de celles qui nous ont fait part de leurs vues, dans un cadre informel.

Entretiens réalisés aux Etats-Unis

A) Le personnel de la RAND

Entretien avec Brent Bradley réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec James Dobbins réalisé le 1er novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Natalie Crawford réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec Andreas Goldthau réalisé le 28 septembre 2007à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec David Gompert réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec John Gordon réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec David Johnson réalisé le 7 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Benjamin Lambeth réalisé le 23 janvier 2008 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Stephen Larrabee réalisé le 8 octobre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Martin Libicki réalisé 12 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Austin Long réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Roger Molander réalisé le 8 février 2008 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec David Ochmanek réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec James Quinlivan réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec Michael Rich réalisé le 31 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec David Ronfeldt réalisé le 30 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec Steven Simon réalisé le 2 novembre 2006 au Council on Foreign Relations (Washington).

Entretien avec Donald Stevens réalisé le 28 janvier 2008 à la RAND Corporation (Santa Monica).

Entretien avec James Thomson réalisé le 27 octobre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Michael Wermuth réalisé le 6 novembre 2006 à la RAND Corporation (Washington).

Entretien avec Peter Wilson réalisé le 8 novembre 2007 à la RAND Corporation (Washington).

B) Acteurs du champ

Entretien avec Daniel Byman réalisé le 22 octobre 2007 à la Georgetown University (Washington).

Entretien avec Jean-François Delpech réalisé le le 27 octobre 2006 à US Crest (Washington).

Entretien avec Bruce Hoffman réalisé le 6 novembre 2006 à la Georgetown University (Washington).

Entretien avec Frederick Kagan réalisé le 4 octobre 2007 à l'American Enterprise Institute (Washington).

Entretien avec Thomas Keaney réalisé le 4 octobre 2007 à l'Université Johns Hopkins (Washington).

Entretien avec Maren Leed réalisé le 30 octobre 2006 Pentagon City (Arlington).

Entretien avec Laurent Murawiec réalisé le 23 octobre 2007 à l'Hudson Institute (Washington).

Entretien avec Jeremy Shapiro réalisé le 6 novembre 2006 à la Brookings Institution (Washington).

Entretiens réalisés en France

Entretien avec Dominique David réalisé le 28 avril 2006 à l'IFRI (Paris).

Entretien avec Pierre-Olivier Drai réalisé le 22 mai 2006 au ministère de la Défense (Paris).

Entretien avec Gustav Lindstrom réalisé le 11 septembre 2006 à l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne (Paris).

Entretien avec Robert Ranquet réalisé le 23 mai 2006 au ministère de la Défense (Paris).

Entretien avec Bruno Tertrais réalisé le 4 avril 2006 à la Fondation pour la Recherche Stratégique (Paris).

Entretien avec Justin Vaisse réalisé le 7 avril 2006 au ministère des Affaires étrangères (Paris).

Entretien avec Hubert Védrine réalisé le 1er mars 2006 au Cabinet Hubert Védrine Conseil (Paris).

Entretiens réalisés au Royaume Uni

Entretien avec Jonathan Grant réalisé le 3 mars 2007 à la RAND Europe (Cambridge).

Entretien avec Hans Pung réalisé le 3 mars 2007 à la RAND Europe (Cambridge).

Annexe 2
L'exposé de Laurent Murawiec
sur l'Arabie saoudite

Source : Anonyme.

Sortir les Saoudiens d'Arabie ***Taking Saudi Out of Arabia***

Laurent Murawiec, chercheur de la RAND au *Defense Policy Board*, le 10 juillet 2002

Diapositive 1

Taking Saudi out of Arabia:
Contents

- The Arab Crisis
- « Saudi » Arabia
- Strategies

Sortir les Saoudiens d'Arabie
Sommaire

- *La crise arabe*
- *L'Arabie « saoudite »*
- *Stratégies*

Diapositive 2

The Arab Crisis ***La crise arabe***

Diapositive 3

The systemic crisis of the Arab World

- The Arab world has been in a systemic crisis for the last 200 years
- It missed out on the industrial revolution, it is missing out on the digital revolution
- Lack of inner resources to cope with modern world

La crise systémique du monde arabe

- Le monde arabe a subi une crise systémique au cours des 200 dernières années
- Il n'a pas exploité la révolution industrielle, il est en train de rater la révolution numérique
- Le monde arabe n'a pas les capacités de faire face au monde moderne

Diapositive 4

Shattered Arab self-esteem

- Shattered self-esteem
- Could God be wrong?
- Turn the rage against those who contradict God: the West, object of hatred
- A whole generation of violently anti-Western, anti-American, anti-modern shock-troops

La fierté arabe brisée

- La fierté arabe brisée
- Dieu, pourrait-il avoir tort?
- Retourner la rage contre ceux qui contredisent Dieu : l'Occident devenu objet de haine
- L'émergence d'une génération entière de troupes d'anti-occidentaux virulents, d'anti-américains et d'anti-modernité.

Diapositive 5

What has the Arab world produced?

- Demographic and economic problems made intractable by failure to establish stable polities aiming at prosperity
- All Arab states are either failing states or threatened to fail
- Since independence, wars have been the principal output of the Arab world

Qu'est ce que le monde arabe a produit?

- Les problèmes démographiques et économiques ont rendu impossible l'établissement de communautés politiques stables visant la prospérité
- Tous les Etats arabes sont soit des Etats en faillite soit des Etats sur le point de le devenir
- Depuis l'indépendance, les guerres ont été la principale résultante du monde Arabe

Diapositive 6

The Crisis of the Arab world reaches a climax

- The tension between the Arab world and the modern world has reached a climax
- The Arab world's home-made problems overwhelm its ability to cope
- The crisis is consequently being exported to the rest of the world

La crise du monde arabe atteint son paroxysme.

- La tension entre le monde arabe et le monde moderne a atteint son paroxysme.
- Les problèmes endogènes du monde arabe le rendent incapable de surmonter la crise.
- Par conséquent, la crise est exportée au reste du monde.

Diapositive 7

How does change occur in the Arab world?

- There is no agora, no public space for debating ideas, interests, policies
- The tribal group in power blocks all avenues of change, represses all advocates of change
- Plot, riot, murder, coup are the only available means to bring about political change

Comment les changements peuvent-ils se produire dans le monde arabe?

- Il n'y a ni agora, ni lieux publics pour débattre des idées, des intérêts et des décisions politiques.
- Le groupe tribal au pouvoir empêche toute possibilité de changements et réprime tous les partisans du changement
- Complot, émeute, meurtre, coup d'Etat sont les seules moyens pour mener à un changement politique

Diapositive 8

The continuation of politics by other means?

- *In the Arab world, violence is not a continuation of politics by other means -- violence* **is** *politics, politics* **is** *violence*
- *This culture of violence is the prime enabler of terrorism*
- *Terror as an accepted, legitimate means of carrying out politics, has been incubated for 30 years ...*

La continuation de la politique par d'autres moyens?

- Dans le monde arabe, la violence n'est pas la continuation de la politique par d'autres moyens, la violence **est** politique, la politique **est** violence.
- Cette culture de la violence est le terreau principal du terrorisme.
- La Terreur en tant que moyen accepté et légitime de mise en œuvre de la politique est employé depuis 30 ans ….

Diapositive 9

The crisis cannot be contained to the Arab world alone

- The crisis has irreversibly spilled out of the region
- 9/11 was a symptom of the "overflow"
- The paroxysm is liable to last for several decades
- U.S. response will decisively influence the duration and outcome

La crise ne pas être restreinte seulement au monde arabe

- La crise s'est fatalement répandu dans la région
- Le 11 septembre était un symptôme de cette crise
- Cette situation paroxystique devrait durer encore plusieurs décennies.
- La réponse américaine déterminera la durée et le résultat.

Diapositive 10

« *Saudi* » *Arabia*

L'Arabie « saoudite »

Diapositive 11

The old partnership

- Once upon a time, there was a partnership between the U.S. and Saudi Arabia
- Partnerships, like alliances, are embodied in practices, ideas, policies, institutions, people -- which persist after the alliance has died

Le vieux partenariat

- Il était une fois un partenariat entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.
- Les partenariats, comme les alliances sont incarnés par des pratiques, des idées, des décisions politiques, des institutions et des personnalités qui perdureront au-delà de l'alliance.

Diapositive 12

« Saudi » Arabia

- An instable group: Since 1745, 58% of all rulers of the House of Saud have met a violent demise
- Wahhabism loathes modernity, capitalism, human rights, religious freedom, democracy, republics, an open society – and practices the very opposite
- As long as enmity had no or little consequences outside the kingdom, the bargain between the House of Saud and the U.S. held.

L'Arabie «saoudite »

- Un groupe instable: depuis 1745, 58% des dirigeants de la Maison des Saoud ont connu une mort violente .
- Le wahhabisme est hostile à la modernité, au capitalisme, aux droits de l'homme, à la liberté de culte, à la démocratie, à la république, à l'idée d'une société ouverte – et pratique l'exact opposé.
- Tant que cette hostilité n'avait pas ou peu de conséquences hors du Royaume, le marché entre la Maison des Saoud et les Etats-Unis perdurait.

Diapositive 13

Means, motive, opportunity

- 1973: Saudi Arabia unleashes the Oil Shock, absorbs immense flows of resources -- *means*
- 1978: Khomeiny challenges the Saudis' Islamic credentials, provoking a radicalization and world-wide spread of Wahhabism in response -- *motive*
- 1979-1989: the anti-Soviet *Jihad* gives life and strength to the *Wahhabi* putsch within Sunni Islam -- *opportunity*. The Taliban are the result

Moyens, objectifs, opportunité

- 1973: l'Arabie saoudite déclenche le choc pétrolier, absorbe un immense flux de ressources – *moyens*
- 1978: Khomeiny remet en cause la légitimité des islamistes saoudiens, provoquant une radicalisation et une expansion mondiale du Wahhabisme – *objectifs*
- 1979-1989: Le *jihad* anti-soviétique crée et consolide la main-mise du wahhabisme sur l'islam sunnite – *opportunité* : les Talibans en sont le résultat.

Diapositive 14

The impact on Saudi policy

- Wahhabism moves from Islam's lunatic fringe to center-stage -- its mission now extends world-wide
- Saudis launch a putsch within Sunni Islam
- Shift from pragmatic oil policy to promotion of radical Islam
- Establish Saudi as "the indispensable State" -- treasurers of radical, fundamentalist, terrorist groups

L'impact sur la politique saoudienne

- Le wahhabisme passe des franges de l'islamisme à son centre de gravité – sa mission est aujourd'hui mondiale.
- Les Saoudiens lancent une offensive au cœur de l'islam sunnite.
- Passage d'une politique énergétique pragmatique à une promotion de l'Islam radical.
- Cela a fait de l'Arabie saoudite « l'Etat indispensable » – les trésoriers de groupes radicaux, fondamentalistes, terroristes.

Diapositive 15

How Saudis see themselves

- God placed the oil in the kingdom as a sign of divine approval
- Spread Wahhabism everywhere, but keep the power of the al-Saud undiminished
- Survive by creating a Wahhabi-friendly environment -- fundamentalist regimes -- throughout the Moslem world and beyond

Comment les Saoudiens se voient

- Dieu a placé le pétrole dans leur Royaume comme signe d'approbation divine.
- Diffusion du wahhabisme à travers le monde mais préservation du pouvoir des Saouds.
- Survivre par la création d'un environnement enclin au wahhabisme – des régimes fondamentalistes de par le monde musulman et au delà.

Diapositive 16

The House of Saud today

- Saudi Arabia is central to the self-destruction of the Arab world and the chief vector of the Arab crisis and its outwardly-directed aggression
- The Saudis are active at every level of the terror chain, from planners to financiers, from cadre to foot-soldier, from ideologist to cheerleader
- Saudi Arabia supports our enemies and attacks our allies
- A daily outpouring of virulent hatred against the U.S. from Saudi media, « educational » institutions, clerics, officials -- Saudis tell us one thing in private, do the contrary in reality

La Maison des Saoud aujourd'hui

- L'Arabie saoudite est en grande partie responsable de l'autodestruction du monde Arabe et le principal vecteur de la crise arabe et de sa propagation dans le monde.
- Les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne de terreur, des planificateurs aux financiers, du cadre au soldat d'infanterie, de l'idéologue à la *pom-pom-girl*.
- L'Arabie saoudite soutient nos ennemis et attaque nos alliés.
- Un déballage quotidien de haine virulente contre les Américains de la part des médias saoudiens, des institutions « *éducatives* », du clergé, des représentants officiels – les Saoudiens nous disent une chose en privé et font le contraire en réalité.

Diapositive 17

Strategies

Stratégies

Diapositive 18

What is to be done?

- During and after World War I, Britain's India Office backed the House of Saud; the Foreign Office backed the Hashemites. The India Office won
- But the entire post-1917 Middle East settlement designed by the British to replace the Ottoman Empire is fraying
- The role assigned to the House of Saud in that arrangement has become obsolete -- and nefarious

Que devons-nous faire?

- Pendant et après la Première Guerre mondiale, le Bureau des Indes britannique a soutenu la Maison des Saouds alors que le ministère des Affaires étrangères britannique soutenait les Hachémites : le Bureau indien a finalement gagné.
- Cependant l'accord post-1917 portant sur le Moyen-Orient, conçu par les Anglais pour remplacer l'Empire Ottoman, s'est effiloché.
- Le rôle assigné à la Maison des Saouds dans cet accord est devenu obsolète et malfaisant.

Diapositive 19

« *Saudi Arabia* » *is* not *a God-given entity*

- The House of Saud was given dominion over Arabia in 1922 by the British
- It wrested the Guardianship of the Holy Places -- Mecca and Medina -- from the Hashemite dynasty
- There is an « Arabia» but it needs not be « Saudi »

« L'Arabie saoudite » n'est pas une entité divine

- En 1922, les Britanniques attribuèrent à la Maison des Saoud le contrôle de l'Arabie.
- Elle arracha la garde des Lieux Saints – La Mecque et Médine – des mains de la dynastie hachémite.
- Il y a une Arabie, mais elle n'a pas besoin d'être « saoudite ».

Diapositive 20

An ultimatum to the House of Saud

- Stop any funding and support for any fundamentalist madrasa, mosque, ulama, predicator anywhere in the world
- Stop all anti-U.S., anti-Israeli, anti-Western predication, writings, etc., within Arabia
- Dismantle, ban all the kingdom's "Islamic charities," confiscate their assets
- Prosecute or isolate those involved in the terror chain, including in the Saudi intelligence services

Un ultimatum à la Maison des Saouds

- Stopper tout financement et tout soutien aux madrassa, aux mosquées, aux oulémas et aux prédicateurs fondamentalistes, où qu'ils se trouvent dans le monde.
- Arrêter toutes les prédications, tous les écrits anti-américains, anti-israéliens, anti-occidentaux en Arabie.
- Démanteler et interdire toutes les « organisations de charité islamiques » dans le Royaume et confisquer leurs avoirs.
- Poursuivre ou isoler ceux qui sont impliqués dans la chaîne de terreur, les services de renseignements saoudiens inclus.

Diapositive 21

Or else ...

- What the House of Saud holds dear can be targeted:
  —***Oil***: the old fields are defended by U.S. forces, and located in a mostly Shiite area
  —***Money***: the Kingdom is in dire financial straits, its valuable assets invested in dollars, largely in the U.S.
  —***The Holy Places***: let it be known that alternatives are being canvassed

Sinon...

- Les principaux biens de la Maison des Saouds peuvent être visés:
  – **Pétrole** : les vieux champs sont défendus par les forces américaines, et sont situés dans une zone à majorité chiite.
  – **Argent** : le Royaume est en sérieuse détresse, ses actifs sont largement investis en dollars aux Etats-Unis.
  – **Les lieux saints** : montrons leur nos alternatives.

Diapositive 22

Other Arabs?

- The Saudis are hated throughout the Arab world: lazy, overbearing, dishonest, corrupt
- If truly moderate regimes arise, the Wahhabi-Saudi nexus is pushed back into its extremist corner
- The Hashemites have greater legitimacy as Guardians of Mecca and Medina

Les autres Arabes?

- Les Saoudiens sont haïs dans tout le monde arabe: paresseux, dominateurs, malhonnêtes, corro--mpus.
- Si des régimes réellement modérés émergent, le réseau wahhabite-saoudien sera repou--ssé dans ses retranchements extrémistes.
- Les Hachémites ont une plus grande légitimité en tant que gardiens de la Mecque et de la Médine.

Diapositive 23

Grand strategy for the Middle East

• Iraq is the tactical pivot

• Saudi Arabia the strategic pivot

• Egypt the prize

Grande stratégie pour le Moyen-Orient

• L'Irak est le pivot tactique

• L'Arabie Saoudite, le pivot stratégique

• L'Egypte, le Prix

Annexe 3

La couverture médiatique de l'*affaire Murawiec*

Washington Post

Un exposé présente les Saoudiens comme des ennemis

Un expert exhorte le Pentagone à émettre un ultimatum

Par Thomas E. Ricks
Washington Post
Mardi 6 août 2002. Page A01

Une présentation faite le mois dernier au *Defense Policy Board* du Pentagone a décrit l'Arabie saoudite comme un ennemi des Etats-Unis, et a recommandé que les dirigeants émettent un ultimatum afin de stopper le soutien au terrorisme. Sinon quoi, l'Arabie saoudite devrait faire face à la saisie de ses champs pétroliers et de ses avoirs financiers investis aux Etats-Unis.

« *Les Saoudiens sont actifs à tous les niveaux de la chaîne de terreur, des planificateurs aux financiers, du cadre au soldat d'infanterie, de l'idéologiste à la pom-pom-girl* » stipule la présentation explosive. Celle-ci a été exposée le 10 juillet devant le *Defense Policy Board*, un groupe d'éminents intellectuels et d'anciens hauts fonctionnaires qui conseille le Pentagone sur sa politique de défense.

« *L'Arabie Saoudite soutient nos ennemis et attaque nos alliés* » énonce la présentation préparée par Laurent Murawiec, un analyste de la RAND Corporation. Un point révélateur joint à la dernière des 23 diapositives de la présentation alla encore plus loin, décrivant l'Arabie Saoudite comme « *le noyau du mal, le moteur d'entraînement, le plus dangereux adversaire* » du Moyen-Orient.

La présentation n'illustrait pas les vues ou la vision du comité ou d'une politique gouvernementale officielle, et en fait, allait à l'encontre de l'actuelle position du gouvernement américain qui considère l'Arabie Saoudite comme un allié majeur dans la région. Cependant, elle représente aussi un point de vue grandissant à l'intérieur de l'administration de Bush – spécialement dans l'équipe du vice-Président Cheney et la direction civile du Pentagone – et parmi les auteurs néoconservateurs et les penseurs étroitement liés aux responsables administratifs.

Un représentant de l'administration révèle que l'opinion sur l'Arabie saoudite a rapidement changé au sein du gouvernement américain. « *Les gens avaient l'habitude de justifier le comportement saoudien* » dit-il. « *Vous n'entendez plus ça à présent. Il n'y a aucun doute que les gens admettent la réalité : l'Arabie Saoudite est un problème* ».

L'idée d'offrir une analyse anti-saoudienne devant le *Defense Policy Board* semble liée au débat grandissant à propos de l'éventualité d'une attaque militaire américaine pour écarter Saddam Hussein du pouvoir en Irak. Le président du comité est l'ancien représentant du Pentagone, Richard N. Perle, un des partisans les plus importants, à Washington, d'une telle invasion. La présentation a défendu l'idée selon laquelle la suppresion d'Hussein inciterait des changements en Arabie saoudite – qui est le problème le plus important en raison de son rôle dans le financement et le soutien aux mouvements islamistes radicaux.

Perle a refusé de répondre à nos demandes d'entretien. Un porte-parole de la RAND a fait savoir que Murawiec, un ancien conseiller du ministère de la Défense français, qui analyse désormais les questions de sécurité internationale pour la RAND, n'était pas disponible pour faire des commentaires.

« *Ni les exposés ni les commentaires des membres du Defense Policy Board reflète les vues officielles du Département de la Défense* » a informé Victoria Clarke, la porte-parole du Pentagone dans un communiqué écrit et émis la nuit dernière. « *L'Arabie saoudite est un ami de longue date et un allié des Etats-Unis. Les Saoudiens coopèrent intégralement dans la guerre contre le terrorisme et ont la profonde reconnaissance du Département et de l'Administration* ».

Murawiec a dit dans sa présentation que les Etats-Unis devaient exiger de Riyadh un arrêt du financement des islamistes fondamentalistes dans le monde et un arrêt de toute déclaration anti-americaine et anti-israélienne dans son pays, et ce en « *poursuivant en justice ou en isolant ceux qui sont impliqués dans la chaîne de terreur, les services de renseignements saoudiens inclus* ».

Si les Saoudiens refusent de s'exécuter, la présentation continue, les champs pétroliers saoudiens et les avoirs financiers étrangers doivent être « *visés* », bien que le « *comment* » n'a pas été spécifié.

Le rapport conclut que le changement de régime en Irak altérera le comportement saoudien. Cette idée, populaire parmi quelques penseurs néoconservateurs, consiste à penser que lorsque l'invasion américaine aura écarté Hussein du pouvoir, un régime successeur ami des Américains deviendra le principal exportateur de pétrole en Occident. Ce pétrole diminuera la dépendance américaine aux exportations saoudiennes d'énergie, et, par conséquent, permettra aux gouvernement américain de pouvoir finalement confronter la maison des Saouds quant à son soutien au terrorisme.

« *La route du Moyen-Orient passe par Bagdad* », dit un représentant va-t-en guerre de l'administration. « *Une fois que vous avez un régime démocratique en Irak, comme ceux qu'on a aidé à établir en Allemagne et au Japon après la 2nde Guerre Mondiale, il existe beaucoup de possibilités* ».

Des deux douzaines de personnes qui assistèrent à la réunion du *Defense Policy Board*, seulement une, l'ancien Secrétaire d'Etat, Henry A. Kissinger, est intervenu pour objecter aux conclusions anti-saoudiennes de la présentation. Quelques membres du comité furent clairement d'accord avec les remarques Kissinger, d'autres non.

Une source résuma les remarques commentaires de Kissinger par : « *Les Saoudiens sont pro-américains, ils doivent gérer une région difficile et au bout du compte on peut les contrôler* ».

Kissinger a refusé de commenter la réunion. Il a affirmé que son cabinet de conseil ne travaillait pas avec le gouvernement saoudien et n'avait pas de clients en affaires avec l'Arabie saoudite.

« *Je ne considère pas que L'Arabie Saoudite est un adversaire stratégique des Etats-Unis* » dit Kissinger. « *Ils font des choses que je n'approuve pas, mais je ne les considère pas comme un adversaire stratégique* ».

Les autres membres du comité sont l'ancien vice-Président Dan Quayle, les anciens Secrétaires à la défense James Schlesinger et Harold Brown ; les anciens Présidents de la Chambre des représentants Newt Gingrich et Thomas Foley, plusieurs officiers de carrière à la retraite, tels que les deux anciens vice chefs d'Etat-major, les amiraux retraités David Jeremiah et William Owens.

Invité à réagir, le Prince Bandar bin Sultan, l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis, a indiqué qu'il ne prenait pas la présentation au sérieux. « *Je pense qu'il s'agit d'un travail superficiel et malhonnête par rapport aux faits*. *Répéter des mensonges n'en fera jamais des faits* ».

« *Je pense que cette opinion défie la réalité* » a ajouté Adel al-Jubeir, un conseiller en politique étrangère auprès du Prince Abdullah ibn Abdulaziz. « *Les deux pays sont amis et alliés depuis plus de 60 ans. Leur relation a fait face à de multiples turbulences dans la région et reste toujours robuste* ».

Dans les années 1980, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ont joué un rôle majeur dans le soutien à la résistance afghane, face à l'invasion soviétique en Afghanistan, versant des milliards de dollars pour la fourniture d'armes et d'autre soutiens logistiques pour les mujaheddins.

A la fin de la décennie, la relation est même devenue plus étroite quand les militaires américains ont déployé un demi-million d'hommes sur le territoire saoudien pour repousser l'invasion du Koweit par Saddam Hussein. Plusieurs milliers de troupes américaines sont restées sur le sol saoudien, principalement pour exécuter des manoeuvres aériennes dans la région. Leur présence a été citée par Oussama ben Laden comme une des principales raisons de son attaque contre les Etats-Unis.

Les vues anti-saoudiennes exprimées dans la présentation semblent populaires surtout chez les penseurs néoconservateurs qui constituent un groupe influent mais relativement petit au sein de l'administration Bush.

« *Je pense que c'est une erreur de considérer l'Arabie Saoudite comme un pays ami* » a confié Kenneth Adelman, un ancien assistant du Secrétaire à la Défense Donald H. Rumsfeld, et membre du *Defense Policy Board*.

Dans les récentes semaines, deux magazines néoconservateurs ont sorti des articles similaires à la tonalité de la présentation du Pentagone. Le numéro du 15 juillet du *Weekly Standard*, édité par William Kristol, un ancien chef d'Etat-major de Quayle, prédisait « *la future confrontation saoudienne* ». L'actuel numéro de *Commentary*, publié par l'*American Jewish Committee*, contient un article titré, « *Nos Ennemis, les Saoudiens* »

« *De plus en plus de gens usent partiellement de cet argument, et un petit nombre en use intégralement* » explique Eliot Cohen, un expert sur la stratégie militaire à l'Université John Hopkins. « *L'Arabie Saoudite avait l'habitude d'avoir beaucoup d' apologistes*

dans ce pays…Maintenant, ils sont une poignée et la plupart ont des intérêts économiques ou des liens de longue date là-bas. »
Cohen, un membre du *Defense Policy Board*, a refusé de discuter des échanges autour de la présentation de Murawiec. Cependant il a tout de même dit qu'il identifiait plus l'Arabie Saoudite comme un problème que comme un ennemi. « *L'accord qu'ils ont passé avec les fondamentalistes est définitivement une menace, donc je dirais que l'Arabie Saoudite est un gros problème pour nous*. »
Mais, selon certains, cette vue est loin d'être dominante dans le gouvernement américain. « *L'heure de vérité approche pour l'Arabie Saoudite* » dit Robert Oakley, ancien ambassadeur américain au Pakistan.
Pour Oakley, la meilleure approche n'est pas de confronter l'Arabie Saoudite mais de soutenir ses efforts de réformes. « *Notre meilleur espoir est le changement par la réforme et cela peut seulement venir de l'intérieur* ».

Texte original :

Washington Post

Briefing Depicted Saudis as Enemies

Ultimatum Urged To Pentagon Board

By Thomas E. Ricks
Washington Post Staff Writer
Tuesday, August 6, 2002; Page A01

A briefing given last month to a top Pentagon advisory board described Saudi Arabia as an enemy of the United States, and recommended that U.S. officials give it an ultimatum to stop backing terrorism or face seizure of its oil fields and its financial assets invested in the United States.
The Saudis are active at every level of the terror chain, from planners to financiers, from cadre to foot-soldier, from ideologist to cheerleader," stated the explosive briefing. It was presented on July 10 to the Defense Policy Board, a group of prominent intellectuals and former senior officials that advises the Pentagon on defense policy.
« Saudi Arabia supports our enemies and attacks our allies » said the briefing prepared by Laurent Murawiec, a Rand Corp. analyst. A talking point attached to the last of 24 briefing slides went even further, describing Saudi Arabia as « the kernel of evil, the prime mover, the most dangerous opponent » in the Middle East.
The briefing did not represent the views of the board or official government policy, and in fact runs counter to the present stance of the U.S. government that Saudi Arabia is a major ally in the region. Yet it also represents a point of view that has growing currency within the Bush administration -- especially on the staff of Vice President Cheney and in the Pentagon's civilian leadership -- and among neoconservative writers and thinkers closely allied with administration policymakers.

One administration official said opinion about Saudi Arabia is changing rapidly within the U.S. government. « People used to rationalize Saudi behavior » he said. « You don't hear that anymore. There's no doubt that people are recognizing reality and recognizing that Saudi Arabia is a problem ».

The decision to bring the anti-Saudi analysis before the Defense Policy Board also appears tied to the growing debate over whether to launch a U.S. military attack to remove Saddam Hussein from power in Iraq. The chairman of the board is former Pentagon official Richard N. Perle, one of the most prominent advocates in Washington of just such an invasion. The briefing argued that removing Hussein would spur change in Saudi Arabia -- which, it maintained, is the larger problem because of its role in financing and supporting radical Islamic movements.

Perle did not return calls to comment. A Rand spokesman said Murawiec, a former adviser to the French Ministry of Defense who now analyzes international security affairs for Rand, would not be available to comment.

« Neither the presentations nor the Defense Policy Board members' comments reflect the official views of the Department of Defense » Pentagon spokeswoman Victoria Clarke said in a written statement issued last night. « Saudi Arabia is a long-standing friend and ally of the United States. The Saudis cooperate fully in the global war on terrorism and have the Department's and the Administration's deep appreciation »

Murawiec said in his briefing that the United States should demand that Riyadh stop funding fundamentalist Islamic outlets around the world, stop all anti-U.S. and anti-Israeli statements in the country, and « prosecute or isolate those involved in the terror chain, including in the Saudi intelligence services ».

If the Saudis refused to comply, the briefing continued, Saudi oil fields and overseas financial assets should be « targeted » although exactly how was not specified.

The report concludes by linking regime change in Iraq to altering Saudi behavior. This view, popular among some neoconservative thinkers, is that once a U.S. invasion has removed Hussein from power, a friendly successor regime would become a major exporter of oil to the West. That oil would diminish U.S. dependence on Saudi energy exports, and so -- in this view -- permit the U.S. government finally to confront the House of Saud for supporting terrorism.

« The road to the entire Middle East goes through Baghdad » said the administration official, who is hawkish on Iraq. « Once you have a democratic regime in Iraq, like the ones we helped establish in Germany and Japan after World War II, there are a lot of possibilities ».

Of the two dozen people who attended the Defense Policy Board meeting, only one, former secretary of state Henry A. Kissinger, spoke up to object to the anti-Saudi conclusions of the briefing, according to sources who were there. Some members of the board clearly agreed with Kissinger's dismissal of the briefing and others did not.

One source summarized Kissinger's remarks as, « The Saudis are pro-American, they have to operate in a difficult region, and ultimately we can manage them ».

Kissinger declined to comment on the meeting. He said his consulting business does not advise the Saudi government and has no clients that do large amounts of business in Saudi Arabia.

« I don't consider Saudi Arabia to be a strategic adversary of the United States »Kissinger said. « They are doing some things I don't approve of, but I don't consider them a strategic adversary ».

Other members of the board include former vice president Dan Quayle; former defense secretaries James Schlesinger and Harold Brown; former House speakers Newt Gingrich and Thomas Foley; and several retired senior military officers, including two former vice chairmen of the Joint Chiefs of Staff, retired admirals David Jeremiah and William Owens.

Asked for reaction, Prince Bandar bin Sultan, the Saudi ambassador to the United States, said he did not take the briefing seriously. « I think that it is a misguided effort that is shallow, and not honest about the facts » he said. « Repeating lies will never make them facts ».

« I think this view defies reality » added Adel al-Jubeir, a foreign policy adviser to Saudi leader Crown Prince Abdullah ibn Abdulaziz. « The two countries have been friends and allies for over 60 years. Their relationship has seen the coming and breaking of many storms in the region, and if anything it goes from strength to strength ».

In the 1980s, the United States and Saudi Arabia played major roles in supporting the Afghan resistance to the Soviet invasion of Afghanistan, pouring billions of dollars into procuring weapons and other logistical support for the mujaheddin.

At the end of the decade, the relationship became even closer when the U.S. military stationed a half-million troops on Saudi territory to repel Hussein's invasions of Kuwait and Saudi Arabia. Several thousand U.S. troops have remained on Saudi soil, mainly to run air operations in the region. Their presence has been cited by Osama bin Laden as a major reason for his attacks on the United States.

The anti-Saudi views expressed in the briefing appear especially popular among neoconservative foreign policy thinkers, which is a relatively small but influential group within the Bush administration.

« I think it is a mistake to consider Saudi Arabia a friendly country » said Kenneth Adelman, a former aide to Defense Secretary Donald H. Rumsfeld, who is a member of the Defense Policy Board but didn't attend the July 10 meeting. He said the view that Saudi Arabia is an adversary of the United States « is certainly a more prevalent view that it was a year ago ».

In recent weeks, two neoconservative magazines have run articles similar in tone to the Pentagon briefing. The July 15 issue of the Weekly Standard, which is edited by William Kristol, a former chief of staff to Quayle, predicted « The Coming Saudi Showdown ». The current issue of Commentary, which is published by the American Jewish Committee, contains an article titled, « Our Enemies, the Saudis ».

« More and more people are making parts of this argument, and a few all of it » said Eliot Cohen, a Johns Hopkins University expert on military strategy. « Saudi Arabia used to have lots of apologists in this country. . . . Now there are very few, and most of those with substantial economic interests or long-standing ties there ».

Cohen, a member of the Defense Policy Board, declined to discuss its deliberations. But he did say that he views Saudi Arabia more as a problem than an enemy. « The deal that

they cut with fundamentalism is most definitely a threat, [so] I would say that Saudi Arabia is a huge problem for us » he said.
But that view is far from dominant in the U.S. government, others said. « The drums are beginning to beat on Saudi Arabia » said Robert Oakley, a former U.S. ambassador to Pakistan who consults frequently with the U.S. military.
He said the best approach isn't to confront Saudi Arabia but to support its reform efforts. « Our best hope is change through reform, and that can only come from within » he said.
© 2002 The Washington Post Company

Annexe 4

Données administratives de la RAND

Principaux clients et donateurs

- Universités
- Commerces et industries
- Gouvernement
  - Autorités fédérales
  - Autorités fédérées
  - Etrangers
- Fondations
- Organisations internationales
- Organisations professionnelles
- Autres organisations non-lucratives

Universités

Andrews University
Dartmouth Institute for Security Technology Studies
George Washington University
Harvard University
The Johns Hopkins University
Kent School
Los Angeles Community College
Oregon Health and Science University
Rutgers University
Stanford University
University of California, Berkeley
University of California, Los Angeles
University of California, San Diego
University of California, San Francisco
University of Maryland
University of Michigan
University of Minnesota
University of Pittsburgh
University of Southern California
University of Washington

Industrie

ABM Engineering
Alan's Medical Systems, Inc.
Amgen
Amtrak
AstraZeneca International
Blue Cross & Blue Shield of Rhode Island
Cerner Corporation
Colorado Health Networks
Concurrent Technologies Corporation
CorSolutions
DMJMH+N
Edison Schools, Inc.
Educare Corporation
Eli Lilly and Company
Equitable Resources, Inc.
Ford, General Motors, and Daimler Chrysler
Health Services Advisory Group
Hewlett-Packard Development Company
Honda Motor Company
Humana Inc.
The Leads Corporation
Merck & Co., Inc.
Pfizer Inc.
PNC Financial Services Group
Row Sciences
Save the World Air, Inc.
Telomer Consortium
ValueOptions
Wells Fargo

Wellpoint Health Networks, Inc.

Westat Research Corporation

Gouvernement: Autorités fédérales

Agency for International Development
Department of Agriculture
Department of Commerce
  National Institute of Standards and Technology
Department of Defense
  Counterdrug Technology Development Program
  Department of the Air Force
  Department of the Army
    Biometrics Management Office
  Department of the Navy
    Marine Corps
  Joint Staff
  Office of the Secretary of Defense
    Assistant Secretary of Defense (Command, Control, Communications and Intelligence)
    Deputy Secretary of Defense
    Under Secretary of Defense for Acquisition, Technology, and Logistics
      Defense Advanced Research Projects Agency
      Defense Threat Reduction Agency
      Missile Defense Agency
    Under Secretary of Defense (Comptroller)
    Defense Finance and Accounting Service
      Director, Program Analysis and Evaluation
    Under Secretary of Defense for Personnel and Readiness
      TRICARE Management Activity
    Under Secretary of Defense for Policy
      Director, Net Assessment
  U.S. Coast Guard
Department of Education
Department of Energy
    National Renewable Energy Laboratory
  Oak Ridge National Laboratory
Department of Health and Human Services
  Administration for Children and Families
  Agency for Healthcare Research and Quality
    Assistant Secretary for Planning and Evaluation
  Centers for Medicare and Medicaid Services
  Centers for Disease Control and Prevention
    National Institute for Occupational Safety and Health
  Health Resources and Services Administration
  National Institutes of Health
    National Center for Complementary and Alternative Medicine
    National Heart, Lung, and Blood Institute
    National Institute on Aging
    National Institute on Alcohol Abuse and Alcoholism
    National Cancer Institute
    National Institute of Child Health and Human Development
    National Institute for Dental and Craniofacial Research
    National Institute on Drug Abuse
    National Institute of Environmental Health Sciences
    National Institute of Mental Health
    National Institute of Nursing Research
  Substance Abuse and Mental Health Services Administration
Department of Homeland Security
  Federal Emergency Management Agency
Department of Justice
  Federal Bureau of Investigation
  National Institute of Justice
    Office of Justice Programs
Department of Labor
Department of State
Department of Transportation
  Federal Railroad Administration
Department of Veterans Affairs
Environmental Protection Agency
Medicare Payment Advisory Commission
National Reconnaissance Office
National Science Foundation

Social Security Administration
Unified Commands
United States Capitol Police
U.S. Intelligence Community

Gouvernement: Autorités fédérées

State of California
  Air Resources Board
  California Arts Council
  California Legislative Analyst's Office
  California State Auditor
    Bureau of State Audits
  Department of Industrial Relations
  Department of Social Services
  Department of Transportation (CalTrans)
California City and County Offices
  City of Los Angeles
  Los Angeles County
  Los Angeles County Probation Department
  Los Angeles County Proposition 10 Commission, California
  Los Angeles Unified School District
  Orange County Probation Department
  San Diego County
    Chief Probation Officers of California
  Santa Barbara High School District
  Ventura County Probation Agency
City of Cincinnati
Commonwealth of Pennsylvania
  Allegheny Intermediate Unit
  University Center for Southwest Pennsylvania
New Mexico Workers' Compensation Administration
New York City Palliative Care Quality Improvement
City of Seattle
Tennessee Department of Education

Gouvernements étrangers

Australian Ministry of Defense
Danish Ministry of Transport
Dutch Ministry of Education, Culture, and Science
Dutch Ministry of Transport, Public Works, and Water Management
Dutch Railways
European Commission, Directorate General Education and Culture
European Commission, Directorate General Enterprise
European Commission, DG TREN
Fraport AG (Germany)
German Ministry of Education and Research
German Ministry of Environment
German Ministry of Transport
Italian Ministry of Defense
Lithuanian Ministry of Defense
Mexico
  Secretary of Public Education
United Kingdom
  Department for Transport
  Medical Research Council
  Ministry of Defence
  National Audit Office
  National Health Service
  Office of Science and Technology
Romanian Ministry of Defense
State of Qatar
  Armed Forces
  Supreme Education Council
  Supreme Council for Family Affairs

Fondations

Arthritis Foundation
Archstone Foundation
BEST Foundation
California Endowment
California HealthCare Foundation
Carnegie Corporation of New York
Casey Family Programs
Edna McConnell Clark Foundation
Core Knowledge Foundation
Energy Foundation

The Ford Foundation
Bill and Melinda Gates Foundation
William T. Grant Foundation
Hartford Foundation
John Randolph and Dora Haynes Foundation
Heinz Foundation
Howard Heinz Endowment
The William and Flora Hewlett Foundation
James Irvine Foundation
Japan Foundation Center for Global Partnership
Christian A. Johnson Endeavor Foundation
The Robert Wood Johnson Foundation
Ewing Marion Kauffman Foundation
Korea Foundation
Lila Wallace—Reader's Digest Fund
The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Medi-Cal Policy Institute
National Energy Foundation
The Nuffield Trust
Open Society Institute
David and Lucile Packard Foundation
Qatar Foundation
The Rockefeller Foundation
Alfred P. Sloan Foundation
Smith Richardson Foundation
The Spencer Foundation
Starr Foundation
U.S.-China Legal Cooperation Foundation

Organisations internationales

Arthritis Research Campaign (ARC), United Kingdom
Berlin-Brandenburg Flughafen Holding
Information Assurance Advisory Council (IAAC)
Korean Institute of Science and Technology
Evaluation and Planning (KISTEP)
Matt MacDonald Group
STIF, Syndicat des Transports en Ile-de-France
SIKA, Swedish Institute for Communication Analysis

Organisations professionelles

AARP
American Medical Association
American Physical Society
American Society of Clinical Oncology
Blue Cross and Blue Shield Association
Building Industry Institute
Building Owners Management Association—Los Angeles
Health Industry Manufacturers Association
National Board for Professional Teaching Standards

Autres Organisations non-lucratives

American Institutes for Research
Arkansas Tobacco Settlement Commission
Battelle Pacific Northwest Laboratories
DC Asthma Coalition
District of Columbia Primary Care Association
Group Health Cooperative of Puget Sound
Health Research, Inc.
Healthy Home Resources, Inc.
Institute for Health Policy Solutions
Integrated Healthcare Association
National Bureau of Economic Research
National Chamber Foundation
National Forum for Health Care Quality Measurement and Reporting
Nuclear Threat Initiative
Oklahoma City National Memorial Institute for the Prevention of Terrorism
Research Triangle Institute
Sandia Laboratories
Shelter Partnership Inc.

Conseil d'administration de la RAND au 1er septembre 2008

Ann McLaughlin Korologos, Présidente du Conseil d'administration, Présidente Emérite du Aspen Institute; Ancienne Ministre du Travail.

Jerry I. Speyer, vice Président du Conseil d'administration, Président de Tishman Speyer Properties, Inc.

Carl Bildt, ancien Premier Ministre de Suède.

Harold Brown, Conseiller, Center for Strategic and International Studies.

Frank C. Carlucci, Président Emérite, The Carlyle Group.

Lovida H. Coleman, Jr., Associé, Sutherland, Asbill & Brennan LLP.

Robert Curvin, ancien Président, Greentree Fondation.

Pedro Jose Greer, Jr., M.D., Doyen Adjoint, Université de Miami School of Medicine.

Rita E. Hauser, Président, The Hauser Foundation, Inc.

Karen Elliott House, Editeur, The Wall Street Journal, vice Président, Dow Jones and Company, Inc.

Jen-Hsun Huang, Président et Directeur Général, NVIDIA Corporation.

Paul G. Kaminski, Président Honorifique et Directeur Général, Technovation, Inc.

Philip Lader, Président honorifique, The WPP Group.

Arthur Levitt, Conseiller *Senior*, The Carlyle Group.

Bonnie McElveen-Hunter, Président et Directeur général, Pace Communications, Inc.

Lloyd N. Morrisett, ancien Président, The Markle Foundation.

Paul H. O'Neill, ancien Secrétaire au Trésor.

Ronald Olson, Associé, Munger, Tolles & Olson LLP.

John Edward Porter, Associé, Hogan & Hartson.

John S. Reed, ancien Président honorifique, Citigroup; Président Honorifique, New York Stock Exchange.

Donald B. Rice, Président honorifique, Président et Directeur Général, Agensys, Inc.

James E. Rohr, Président Honorifique et Directeur Général , The PNC Financial Services Group.

James F. Rothenberg, Président, Capital Research and Management Company.

James A. Thomson, Président, RAND Corporation.

Membres consultatifs de la RAND

Peter S. Bing, Administrateur de la RAND, 1988-1998; 1999-2002.

Lewis M. Branscomb, Administrateur de la RAND 1972-1982; John F. Kennedy School of Government, Harvard University.

William T. Coleman, Jr., Administrateur de la RAND 1972-1975, 1977-1987; Associé, O'Melveny & Myers.

Michael Collins, Administrateur de la RAND 1979-1989.

Richard P. Cooley, Administrateur de la RAND 1971-1981, 1982-1992; ancien Président honorifique et PDG de Seafirst Corporation.

Harold J. Haynes, Administrateur de la RAND 1988-1989; Conseiller *Senior*, Bechtel Group Inc.

Walter Humann, Administrateur de la RAND 1979-1989; 1990-2000; Président du Comité exécutif , Hunt Consolidated, Inc.

Walter E. Massey, Administrateur de la RAND 1983-1991, 1993; Président, Morehouse College.

Michael M. May, Administrateur de la RAND 1972-1982, 1983-1993; Center for International Security and Cooperation (CISAC), Stanford University.

G. G. Michelson, Administrateur de la RAND 1984-1994; 1995-1998; Federated Department Stores.

Newton N. Minow, Administrateur de la RAND 1965-1975; 1976-1986; 1987-1997; Conseil, Sidley & Austin.

Walter F. Mondale, Administrateur de la RAND 1991-1993; ancien Ambassadeur des Etats-Unis au Japon.

J. Richard Munro, Administrateur de la RAND 1984-1994.

Paul G. Rogers, Administrateur de la RAND 1979-1989; Associé, Hogan & Hartson.

Henry S. Rowen, Administrateur de la RAND 1967-1972; Professeur Emérite à Stanford University; Ancien Président, RAND.

Brent Scowcroft, Administrateur de la RAND 1984-1988; 1993-1997; The Scowcroft Group.

Donald W. Seldin, M.D., Administrateur de la RAND 1975-1985, 1986-1993; Professeur de médecine à la University of Texas.

Eleanor B. Sheldon, Administrateur de la RAND 1972-1982.

Gustave H. Shubert, Administrateur de la RAND 1973-1989; Directeur de Recherche et Conseiller pour la Direction, RAND.

Dennis Stanfill, Administrateur de la RAND 1978-1988; Ancien co-Président et Directeur général, Metro-Goldwyn-Mayer Inc.

Frank Stanton, Administrateur de la RAND 1957-1967, 1968-1978; Président Emérite, CBS Inc.

Charles H. Townes, Administrateur de la RAND 1965-1970; Professeur de physique à l'University of California, Berkeley.

George H. Weyerhaeuser, Administrateur de la RAND 1975-1985;Président Honorifique, Weyerhaeuser Company.

John White, Administrateur de la RAND 1973-1977; ancien Secrétaire adjoint à la Défense.

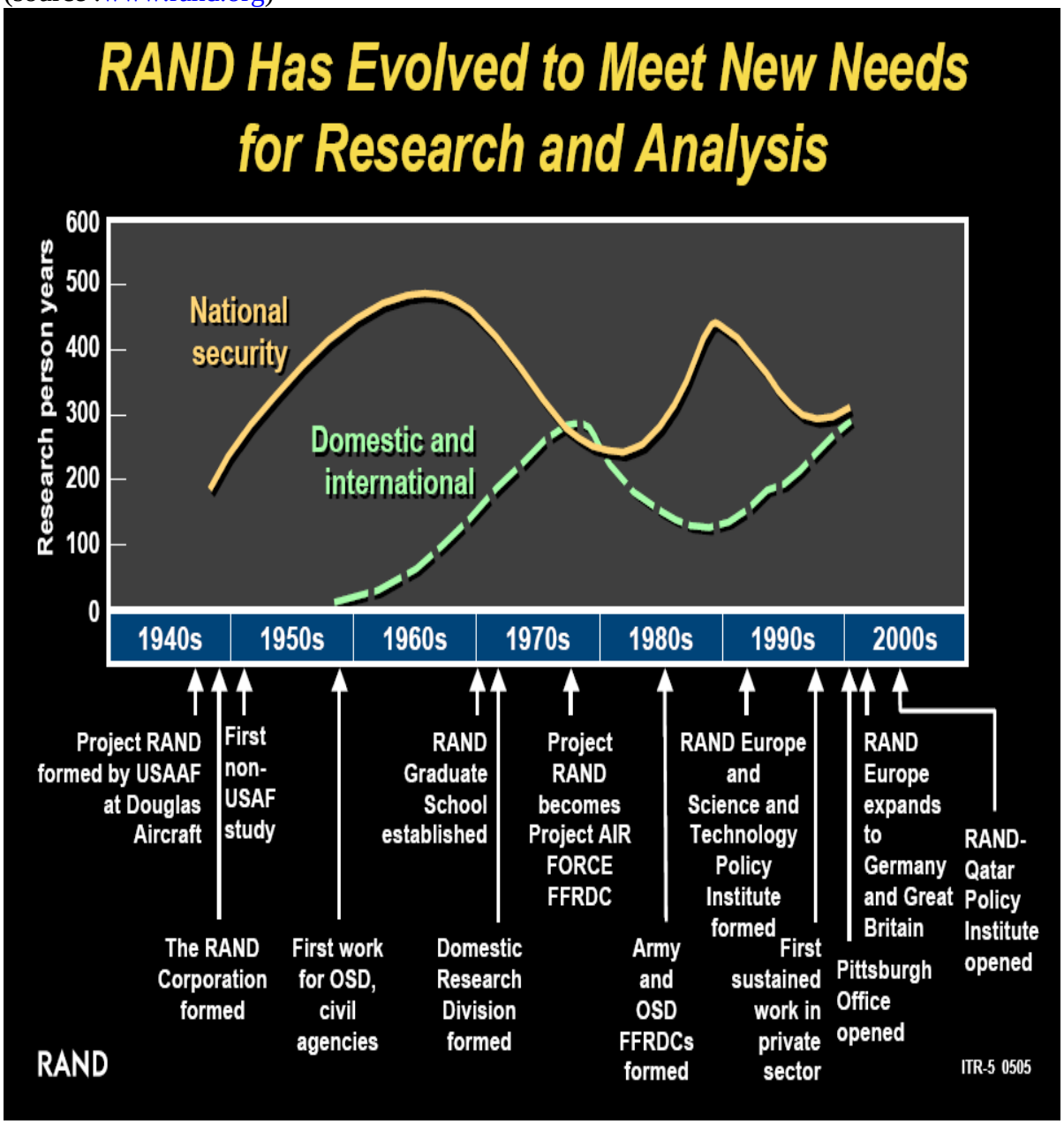
James Q. Wilson, Administrateur de la RAND 1994-2004; James A. Collins Professeur Emérite à la University of California, Los Angeles.

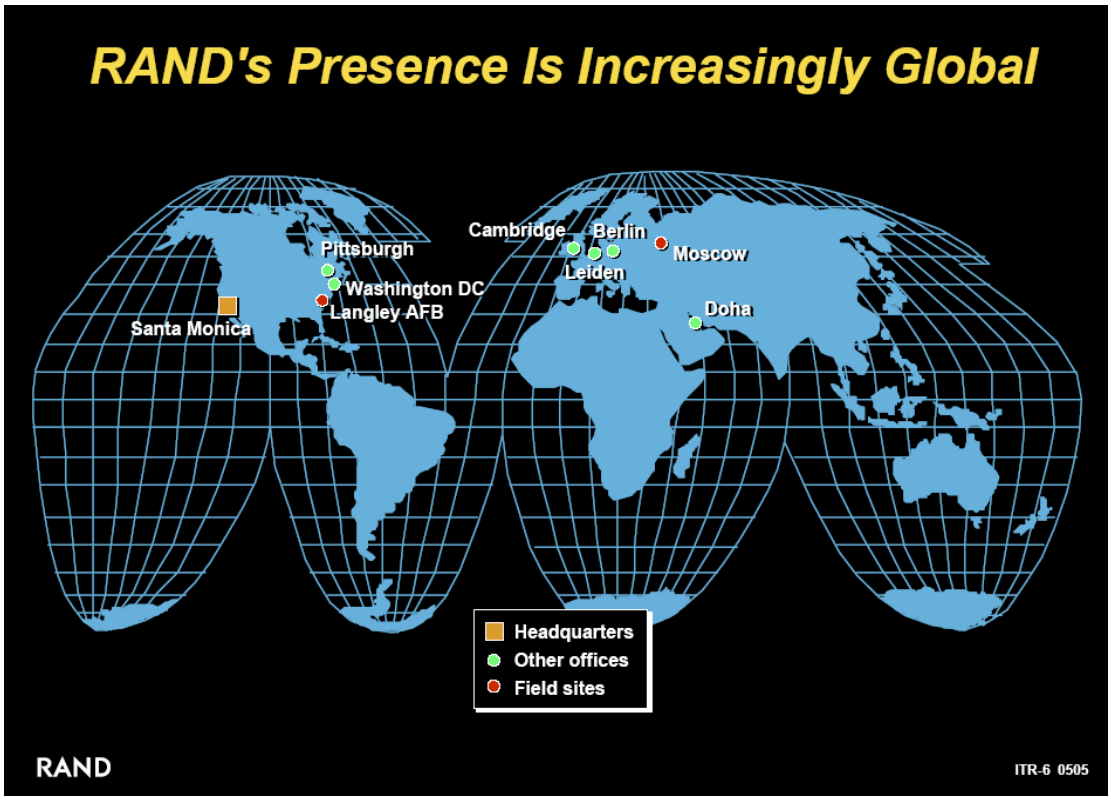
Charles Zwick, Administrateur de la RAND 1969-1979, 1980-1990, 1991-1999.

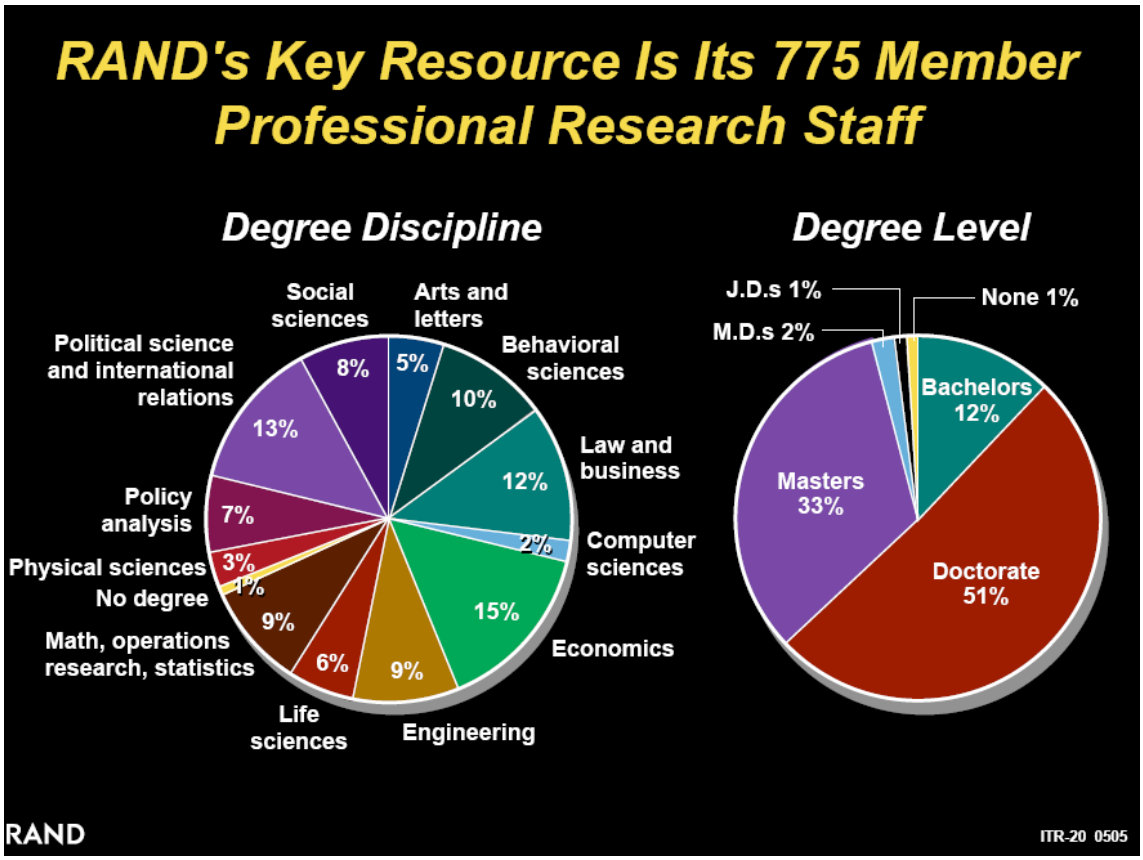
Annexe 5

Organisation de la RAND Corporation

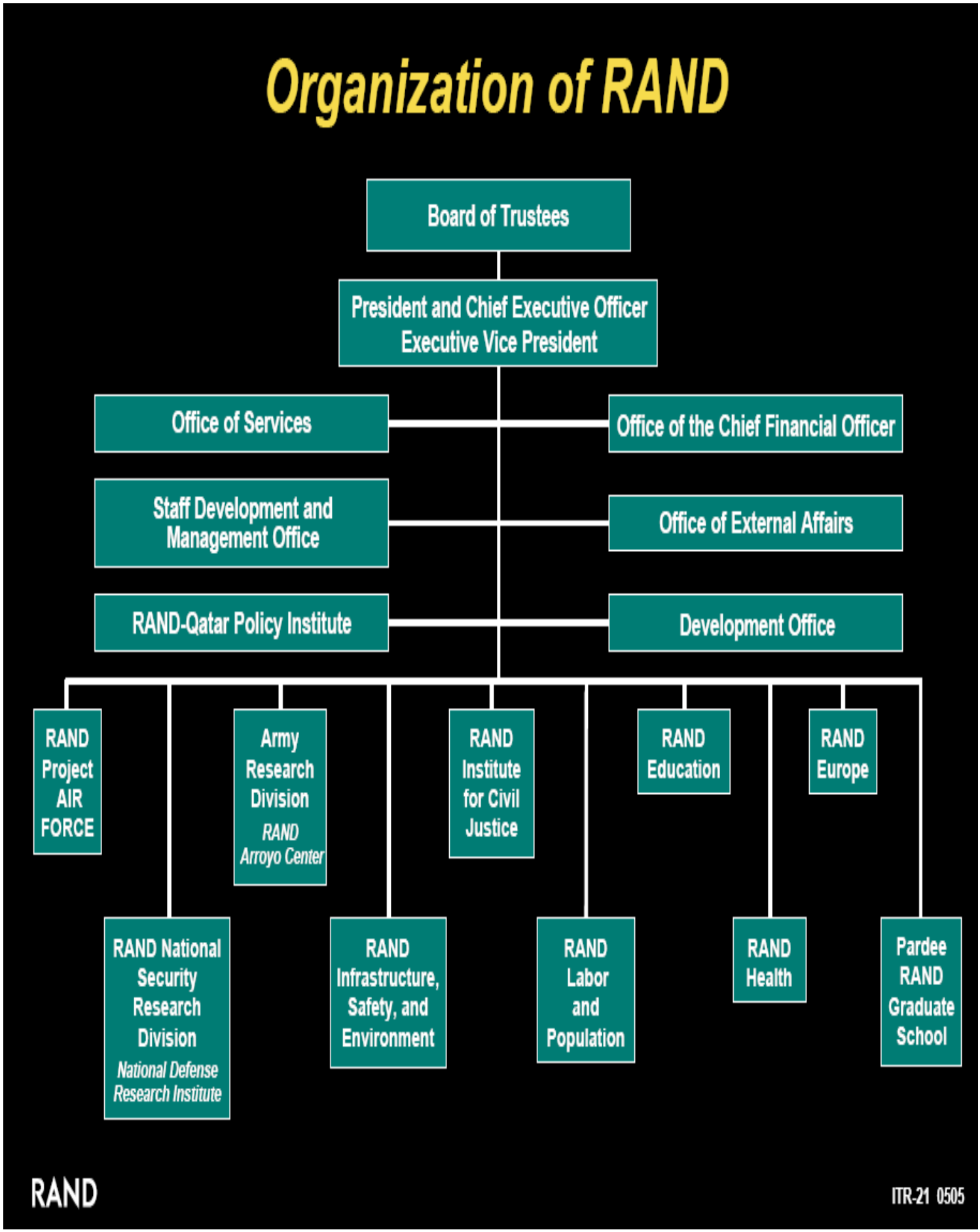
Présentation visuelle des activités de l'organisation
(source :www.rand.org)




RAND's Presence Is Increasingly Global
Cambridge
Berlin
Moscow
Leiden
Pittsburgh
Washington DC
Langley AFB
Santa Monica
Doha
Headquarters
Other offices
Field sites
RAND
ITR-6 0505


RAND's Key Resource Is Its 775 Member Professional Research Staff
Degree Discipline
Social sciences
Arts and letters
Behavioral sciences
Law and business
Computer sciences
Economics
Engineering
Life sciences
Math, operations research, statistics
No degree
Physical sciences
Policy analysis
Political science and international relations
8%
5%
10%
12%
2%
15%
9%
6%
9%
1%
3%
7%
13%
Degree Level
J.D.s 1%
None 1%
M.D.s 2%
Bachelors 12%
Masters 33%
Doctorate 51%
RAND
ITR-20 0505

Organization of RAND



Annexe 6
La pénétration de la RAND en Europe

Financial Times

Samedi 5 juillet 1997

Comment l'Est a été conquis
Tout commença par un rêve californien et un Allemand ascète et se finit par des pleurs et des accolades

Bruce Clark

Santa Monica, mars 1993.

Ils l'appellent la République populaire de Santa Monica ou *Soviet Monica*. C'est un séduisant mélange de jus de fruits fraîchement pressé, de loyers protégés pour les classes moyennes et de plages si grandes que l'on a presque besoin de prendre un bus pour se mouiller les pieds. Santa Monica, c'est le quartier Islington à Londres avec le bronzage en plus et un entraîneur personnel appelé Chad.

Les habitants de Santa Monica – parmi lesquels des acteurs exilés de la vilenie hollywoodienne et des rockers âgés retirés de l'incessante surcharge de la côte Est – partagent la plage avec des stratèges militaires. En bermuda et chemise hawaïenne, ils développent d'ambitieuses idées sur l'harmonie internationale et stockent des scénarios de guerre sophistiqués au cas où le monde merveilleux de la paix n'adviendrait finalement pas.

Le bunker de ces chercheurs ressemble à une grande boîte, le siège social de la RAND Corporation donnant sur la plage. L'organisation a acquis une certaine célébrité dans les années 60 comme le *think tank* du Pentagone. Sans aucun doute californiens dans leur vision, ses experts sont encouragés à défier les tabous et à se poser d'audacieuses questions à propos des futurs conflits.

Durant la Guerre froide, la RAND était occupé par le Viêt-Nam, la dissuasion nucléaire et des scénarios invraisemblables et sans fins inspirés par des technologies dignes de *Star Wars*. Mais au début de 1993, le nouveau président en place, Clinton, a promis de se concentrer « *tel un laser* » sur l'économie. En conséquence, le budget de la défense a diminué. Les Russes rentraient chez eux et l'OTAN venait de perdre sa raison d'être qui se résumait à garder les Russes dehors, maintenir les Américains en place et mater les Allemands.

Face à des demandes réduites pour les théories classiques de guerre, les spécialistes de la RAND se lancèrent dans une refonte complète de la carte politique et militaire de l'Europe, avec, au centre, la nouvelle Allemagne entourée d'un ami français et de nouveaux membres de l'OTAN issus de l'ancien bloc soviétique. L'Est a été conquis sans une seule balle tirée.
Mais le changement géopolitique le plus important de la fin du 20ème siècle n'était pas évident, l'OTAN aurait pu être désintégrée, les Américains auraient pu abandonner la défense de l'Europe, celle-ci aurait pu être morcelée en de multiples fiefs et la Russie aurait pu être poussée vers la banqueroute. Mais à la place, l'histoire tourna favorablement grâce à une rencontre chanceuse entre des esprits et quelques improbables relations individuelles. L'alchimie personnelle fit la politique internationale.

Les formalités de l'accord seront exposés cette semaine, lorsque les Chefs de gouvernements de l'OTAN et les futurs membres se rencontreront à Madrid pour inviter la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque à joindre le club militaire occidental. Mais cette rencontre trouve ses origines dans une étrange combinaison du rêve californien de la RAND Corporation et de la détermination d'un lointain théoricien de la géopolitique, un Allemand, qui pensait à peu près la même chose au même moment.
Comme beaucoup d'habitants d'Hambourg, Volker Ruhe n'éprouvait aucune difficulté dans le monde de la langue anglaise. Il parlait la langue avec une formidable aisance, comme on peut l'attendre d'un ancien professeur et élève de l'école public d'Hurstpierpoint dans le sud de l'Angleterre. Mais le ministre de la Défense allemand n'était pas un rêveur décoloré par le soleil, son style était fait de Doc Martens, de costumes austères et de vacances passées à faire du vélo dans les îles froides de la Mer du Nord.
Une flamboyance désinvolte était impensable pour l'intendant des forces armées allemandes. Chaque mouvement, chaque mot devait être pesé. [...] Qu'il fut le premier à appeler à un élargissement de l'OTAN n'était pas une garantie qu'il accepterait n'importe quoi. Pourtant ses mots inquiétaient les Britanniques, réticents à des changements qui pourraient amenuiser l'influence de Londres.
« *Sans nos voisins d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, l'unité stratégique de l'Europe serait une illusion* » explique Ruhe. A peu près au même moment, il tomba sur une version préliminaire d'un papier sur le futur de l'OTAN rédigé par trois analystes de la RAND et qui se raccordait parfaitement à ses propres idées.
Ruhe demanda au trio d'étoffer leurs pensées – tandis que pour des non-initiés, ils semblaient s'amuser à trouver une nouvelle signification au sigle «OTAN», les experts savaient qu'ils essayaient de fomenter le futur de l'Europe. Juste au moment où les contrats du Pentagone se tarissaient, le ministre de la Défense allemand devint le 1er non-Américain à engager le bureau d'études militaires.
Il y avait une troisième pièce dans ce puzzle politique : une personnalité de haut niveau. Ruhe et ses âmes sœurs californiennes avaient un ami important – Richard Holbrooke, un ancien banquier new-yorkais devenu ambassadeur des Etats-Unis à Bonn. Avec l'instinct d'un courtier repérant la tendance pour en tirer profit, Holbrooke vint partager l'opinion allemande selon laquelle Washington et Bonn devaient co-gérer la zone instable entre l'Allemagne et la Russie.

Mais il y avait trop de sceptiques en ces jours-là. Stephen Larrabee, un des membres de la Troïka de la RAND, se souvient de la réaction d'un initié de la Maison Blanche face à l'article « *Building a New Nato* » qu'ils avaient écrit pour le magazine bi-mensuel, *Foreign Affairs*. « *Tout le monde à Washington pense que vous êtes fous, exceptées deux personnes* » Heureusement, l'une d'entre elles était William Jefferson Clinton.

Budapest, Décembre 1994.

Un regard d'horreur était visible sur le visage épuisé de Bill Clinton alors qu'il écoutait une diatribe féroce de Boris Eltsine. « *L'Europe, qui n'a pas encore jeté l'héritage de la Guerre Froide, risque de plongé dans une Paix froide* » prévint-il avec une puissante et intimidante voix.
Il y avait un conflit qui faisait rage en Bosnie, et avec Washington et Moscou soutenant des positions différentes, la transition d'une confrontation vers une coopération avait été stoppée. « *Pourquoi semer les graines de la discorde?* » Eltsine tonna.
Clinton n'avait pas voulu venir à Budapest et son instinct politique avait raison. La ville romantique et délabrée le long du Danube regorgeait de 50 chefs se pavanant et se bousculant face à l'exiguïté du lieu. C'était le sommet de trop : la relance d'un forum à la sécurité branlante dont l'acronyme, OSCE, on le découvrit plus tard, était une obscénité en langue maltaise.
Les conseillers de Clinton le firent venir pour une demi-journée et cela paraissait déjà trop. Pour un Président qui chorégraphie chaque geste, chaque rencontre *spontanée*, et exploite chaque moment de ses voyages à l'étranger, il était intolérable de recevoir ces remarques cinglantes et improvisées.
De retour à Washington, le Président eut du mal à faire face au désaccord entre ses lieutenants à propos des propositions émergentes relatives à la sécurité européenne. Il y avait ceux comme Richard Holbrooke – travaillant désormais sur les affaires européennes au Département d'État – qui défendaient passionnément l'élargissement de l'OTAN. Mais il y en avait d'autres qui soulignaient l'importance de garder Eltsine heureux en n'élargissant pas l'Alliance. Clinton refusa de juger – il ne pouvait faire face au conflit.
Les observateurs de Clinton confièrent que ces sentiments partagés reflétaient deux expériences contradictoires survenues en avril 1993. Tout d'abord, il rencontra Eltsine à Vancouver et l'encouragea à se préparer au combat pour les batailles internes en Russie. « *Gagne, Boris, gagne !* » il lui dit en aparté.
Puis il rencontra les dirigeants polonais et tchèques à l'ouverture du Musée de l'Holocauste, à Washington, et songea à voix haute aux « *groupes fous et pervers* » qui continuaient de menacer l'Europe et le Monde.
Après quoi, Clinton fut profondément réticent pour choisir entre la Russie et l'Europe centrale. Gardant à l'esprit les idées des chercheurs de la RAND, il voulait que l'OTAN acquiert des attaches formelles avec la Russie et prenne des membres en plus – mais le message de Budapest était que la Russie ne coopèrerait pas.
Le passage d'Eltsine à l'OSCE est toujours évoqué par les représentants américains comme « *un sombre moment* » de la diplomatie moderne. La pire chose, pour Clinton était que les diplomates d'Europe occidentale avaient un certaine sympathie pour les plaintes de Eltsine.

L'autre cauchemar de Clinton était que l'OTAN n'existerait pas assez longtemps pour s'élargir. Au début de l'année 1995, les troupes anglaises et françaises menaçaient de quitter le sol meurtri de Bosnie. A moins qu'il ne puisse éviter un désastre dans les Balkans, l'OTAN paraissait plus susceptible de perdre que de gagner des membres.
L'équipe de la RAND avait prévenu que l'Europe pouvait chuter – leurs peurs n'étaient pas loin de devenir des faits : « *l'Europe se dirige vers une crise... Le dénouement de la question européenne dépend de la volonté politique et de la vision stratégique afin de lutter contre les causes* ».
Traduction parmi d'autres choses : séduire et manipuler les Russes.

Moscou, Mai 1997.

Les diplomates soviétiques pleurent rarement en public. Mais il n'y avait pas d'erreur quant aux larmes sur les joues d'un conseiller de Yevgeny Primakov, le ministre russe des Affaires étrangères, alors qu'ils faisaient face à la presse devant un Hôtel de Moscou.
Ce n'était pas à cause du Pollen que les yeux de l'entourage de Primakov étaient humides. Ce qu'ils apprécièrent était l'éloge mielleuse de leur supérieur par un important visiteur qui ne pouvait se permettre de passer pour un flagorneur occidental. Javier Solana, le visage affable de l'alliance militaire occidental, déclara que Primakov était « *un négociateur coriace qui avait toujours eu les intérêts de son pays à cœur...* »
Au cours de l'année qu'il a fallu pour négocier un accord formel entre l'OTAN et la Russie – permettre l'élargissement de l'OTAN sans aliéner la Russie – l'alliance et son ancien ennemi ont beaucoup appris sur les caprices de chacun.
La courbe d'apprentissage était raide et cahoteuse pour Solana, l'ancien ministre espagnol des Affaires étrangères, dont la barbe, les lunettes et le sourire perpétuel ont personnifié l'OTAN depuis qu'il en était devenu secrétaire général en 1995. Il était un charmeur – avec un instinct méditerranéen pour user du langage du corps et aussi pour garder la face.
Si Solana était l'Espagnol préféré de Washington, Primakov était un des Russes les moins appréciés : son faible pour l'Irak et Saddam Hussein ne plaisait guère. En tant que natif du Caucase, il pouvait aussi faire place au charme du Sud, sa réserve verbale se composait à la fois de vinaigre et de miel.
Au cours d'une réunion précoce entre Solana et Primakov, l'Espagnol prit son stylo Mont-Blanc et dessina un diagramme du nouvel OTAN, imaginé en Californie et à Bonn : l'élargissement, les liens avec la Russie, un futur sécurisé pour l'Europe.
Primakov n'était pas impressionné. Qui était Solana, à part un prétentieux fonctionnaire? Primakov pouvait s'adresser au principaux joueurs, les États-Unis, la France, l'Allemagne. Pourquoi supporter Solana? Il déroba alors le Mont-Blanc de Solana. L'Espagnol savait à propos des « *concessions de sa poche* », mais celle-ci était la première.
Les choses devaient s'améliorer et s'améliorèrent. Quelques mois plus tard, Primakov, à contrecœur, décrivit Solana comme « *sympatichny* » – c'est à dire agréable ou plus précisément agréable à regarder. Au début de cette année, Solana alla à Moscou, et Primakov l'emmena marcher dans la neige. Finalement, après plusieurs réunions tendues, ils se tenaient devant la presse s'embrassant.

Grâce aux baratins de Solana, Clinton put rencontrer les dirigeants européens cette semaine-là à Madrid sans la peur d'une crise globale. Le Président américain avait appris de ses erreurs précédentes. De retour en 1994, un Ouest indécis avait présenté un partenariat OTAN-Russie comme une faveur que Moscou devait retenir ou refuser.
Plus tard, l'Ouest envoya un message encore plus dur à travers un subtile personnage, Solana, et sa bonhomie. La Russie pouvait accepter ou refuser le partenariat, mais l'Ouest poursuivrait avec un OTAN élargi de toute façon. Eltsine pouvait difficilement dire non à un heureux dénouement.
Le nouvel ordre sécuritaire européen, imaginé au son des vagues du Pacifique et des tempêtes atlantiques, est passé dans des mains éminentes et obscures puis dans le domaine de la sagesse conventionnelle et des traités soigneusement confectionnés. Appelons ça la *théorie ondulatoire* de l'histoire.

Texte original :
Financial Times

July 5, 1997, Saturday

How the east was won.
It began with California dreaming and a German ascetic; it ended in hugs and tears.

Bruce Clark

Santa Monica, March 1993.

They call it the People's Republic of Santa Monica or Soviet Monica. It's a seductive mixture of freshly squeezed fruit juice, a rent-protected lower middle class and a beach so wide you almost need to take a bus to get your feet wet. Santa Monica is London's Islington with a sun tan and a personal trainer called Chad.
The Santa Monicans, who include acted-out exiles from the grubbiness of Hollywood and ageing rockers retreating from the relentless overload of the East Coast, share the beach with defence boffins. In long shorts and open-necked floral shirts, they bring ambitious ideas about international harmony, and stock sophisticated war scenarios, in case utopia should happen to fail.
The boffins' bunker is the box-like, beach-side headquarters of the Rand Corporation, which came to prominence in the 1960s as the Pentagon's think-tank of choice. Unmistakably Californian in outlook, its pundits are encouraged to challenge taboos and ask the big, bold questions about the future of conflict.
In cold war times, Rand was kept busy by Vietnam, nuclear deterrence and the endless fantasy scenarios inspired by Star Wars technologies. But by early 1993, with the newly installed President Clinton promising to focus "like a laser" on the economy, defence was for downsizing. The Russians were going home, and Nato, the North Atlantic Treaty

Organisation, had lost much of its reason for being: keeping the Russians out, the Americans in and the Germans down.
With demand flagging for classical war theories, Rand specialists turned their hand to a fundamental redrawing of Europe's political and military map - with Germany at the centre, not the edge, flanked by a friendly France and new Nato members from the old Soviet bloc. The east was won without a shot being fired.
But the most important geo-political shift of the late 20th century was not a foregone conclusion. Nato could have disintegrated, the US could have abandoned European defence, Europe could have dissolved into quarrelling fiefdoms, and Russia could have been pushed to the brink. Instead, history turned favourably on a chance meeting of minds and a couple of unlikely personal relationships. Personal chemistry made international policy.
The formalities of the agreement will come this week when Nato heads of government and would-be members meet in Madrid to invite Poland, Hungary and the Czech Republic to join the western military club. But this meeting had its origins in an odd combination of California dreaming at the Rand Corporation and the determination of another distant defence theorist, a German, who was thinking much the same thing at the same time.
Like many natives of Hamburg, Volker Ruhe was at home in the English-speaking world. He spoke the language with formidable, almost pedantic fluency, as one would expect from a former schoolteacher and pupil of Hurstpierpoint public school in southern England. But the German defence minister was no sun-bleached dreamer; his style was Doc Martens, conservative suits and vigorous bicycling holidays on chilly North Sea islands.
Careless flamboyance was unthinkable for the steward of Germany's armed forces. Every move, every word had to be weighed. In March 1993, Ruhe addressed the International Institute for Strategic Studies in London, often a forum for the hypothetical. That he was one of the first to call for Nato enlargement was no guarantee that anything would come to pass, though his words worried Britons reluctant to accept changes that would lessen London's clout.
"Without our neighbours in central and eastern Europe, the strategic unity of Europe would remain a torso and an illusion," Ruhe said. About the same time, he happened across an early draft of a paper on Nato's future by three Rand analysts that dovetailed neatly with his own ideas.
Ruhe asked the trio to flesh out their thinking - while to outsiders they may have been just fiddling with an acronym "Nato", the theorists knew that they were attempting to plot the future of Europe. Just as Pentagon contracts were drying up, the German defence minister became the first non-American to hire the corporation's military expertise.
There was a third piece in this policy and personality jigsaw. Ruhe and his Californian soul-mates had an important friend - Richard Holbrooke, a former New York banker who became US ambassador to Bonn. With a bond dealer's instinct for spotting a trend, and leveraging it, Holbrooke came to share the German's view that Washington and Bonn must co-manage the volatile area between Germany and Russia.
But there were too many sceptics in these early days. Stephen Larrabee, one of the Rand troika, remembers the reaction of a White House insider to "Building a New Nato" which they had written for the wonks' bimonthly magazine, Foreign Affairs. "Everybody in

Washington thinks you're mad, except two people." Thankfully, one of them was William Jefferson Clinton.

Budapest, December 1994.

A look of horror was visible on Bill Clinton's exhausted face as he listened to a snarling diatribe from Boris Yeltsin. "Europe, which has not yet discarded the legacy of the cold war, risks plunging into cold peace," he warned in a booming, intimidating voice.

There was conflict raging in Bosnia, with Washington and Moscow backing different sides, and the steady evolution from confrontation to co-operation had been halted. "Why sow the seeds of discord?" Yeltsin thundered.

Clinton had not wanted to come to Budapest, and his political instincts were right. The romantic, dilapidated city on the Danube was bursting at the seams as 50 strutting leaders jostled for space. This was one summit too many: the relaunching of a large, loose security forum whose acronym, OSCE, it was later realised, is an obscenity in Maltese.

Clinton's advisers had made him come for half a day - and it seemed far too long. For a President who choreographed every gesture, every "spontaneous" encounter, and milked every moment on his overseas trips, it was intolerable to receive this unscripted tongue-lashing.

Back home in Washington, the President struggled to cope with a rift between his lieutenants over the emerging proposals for remaking European security. There were those, like Richard Holbrooke, now at the State Department, doing European affairs, who passionately supported Nato enlargement. But there were others who emphasised the importance of keeping Yeltsin happy by not expanding the defence alliance. Clinton refused to adjudicate - he couldn't cope with negativity.

Clinton-watchers said these mixed feelings reflected two contradictory experiences in April 1993. First, he met Yeltsin in Vancouver and encouraged him to gird for battle in Russia's internal struggles. "Win, Boris, win!" he stage-whispered.

Then he met the Polish and Czech leaders at the opening of the Holocaust Museum in Washington, and mused out loud on the "depraved and insensate bands" who were still threatening Europe and the world.

After that, Clinton was deeply reluctant to choose between Russia and central Europe. Taking his cue from the Rand boffins, he wanted Nato to have formal ties with Russia, and take in extra members - but the message from Budapest was that Russia would not co-operate.

Yeltsin's appearance at the OSCE is still remembered by US officials as a "dark moment" in modern diplomacy. The worst thing, for Clinton, was that west European diplomats had some sympathy for Yeltsin's complaints.

The other nightmare for Clinton was that Nato might not last long enough to expand. By early 1995, British and French troops were threatening to quit the killing grounds of Bosnia. Unless it could avoid disaster in the Balkans, Nato seemed more likely to lose, not gain, members.

The Rand team had warned that Europe could fall apart - their fears were fast becoming facts: "Europe is headed toward crisis . . . Whether Europe unravels for a second time this century depends on [summoning] the political will and strategic vision to address the causes."

Translated, that meant, among other things, seducing and manipulating the Russians.

Moscow, May 1997.

Soviet-trained diplomats rarely weep in public. But there was no mistaking the tears on the cheeks of an adviser to Yevgeny Primakov, the Russian foreign minister, as they faced the press outside a Moscow mansion.

It was not the pollen count which moistened the eyes of Primakov's entourage. What they appreciated was an important visitor's unctuous praise for their boss, who could not afford to be seen as a western toady. Javier Solana, the affable face of the western military alliance, declared that Primakov was "a tough negotiator who always had the interests of his country at heart . . .".

In the year it had taken to negotiate a formal agreement between Nato and Russia - letting Nato enlarge without alienating Moscow - the alliance and its former enemy had gained some knowledge of each other's quirks.

The learning curve had been steep and bumpy for Solana, the former Spanish foreign minister, whose bearded, bespectacled and perpetual smile had personified Nato since he became secretary general in 1995. He was a charmer - with a Mediterranean feel for body language, presentation and saving face.

If Solana was Washington's favourite Spaniard, Primakov had been one of its least favourite Russians: a Middle East hand with a soft spot for Iraq and Saddam Hussein. As a native of the Caucasus, he, too, could turn on the southern charm; his verbal store contained both vinegar and honey.

At an early meeting between Solana and Primakov, the Spaniard took out his prized Mont Blanc fountain pen and drew a diagram of the new Nato, as pioneered in California and Bonn: enlargement, ties with Russia, a secure future for Europe.

Primakov was unimpressed. Who was Solana but a jumped-up civil servant? Primakov could address the main players, the US, Germany, France. Why suffer Solana? He then pinched Solana's Mont Blanc. The Spaniard knew about negotiators "pocketing concessions", but this was a first.

Things had to - and did - get better. A few months later, Primakov grudgingly described Solana as "sympatichny" - nice, or, more precisely, pleasant-looking. At the beginning of this year, Solana went to Moscow, and Primakov took him for a long walk in the snow. Finally, after many tense meetings, they were standing before the press, hugging each other.

Thanks to the sweet-talking Solana, Bill Clinton can meet European leaders this week in Madrid without fear of global crisis. The US president had learned from his early mistakes. Back in 1994, an indecisive west had presented Nato-Russia partnership as a favour which Moscow might withhold or deny.

Later, the west sent a tougher message through a more subtle messenger, Solana, he of the bonhomie. Russia could take or leave partnership, but the west would proceed with a larger Nato anyway. Yeltsin could hardly say no to a happy ending.

The new European security order, dreamed up to the sound of Pacific breakers and Atlantic storms, had passed through hands, prominent and obscure, into the realm of conventional wisdom and carefully crafted treaties. Call it the wave theory of history.

Annexe 7

La RAND et *ses* Prix Nobel

Source: www.rand.org

La RAND félicite les lauréats 2007 du prix Nobel

Leonid Hurwicz
Consultant de la première heure pour la RAND, Leonid Hurwicz a partagé le Prix Nobel d'Economie avec Eric Maskin et Roger Myerson. Leonid était un consultant de la RAND au cours des années 40 et 50.

Robert Lempert
Robert Lempert, scientifique spécialisé en Physique à la RAND, est un expert en science et en politique technologique. Il était un participant du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique qui a été récompensé par le Prix Nobel de la Paix avec le vice-Président Al Gore.

Les chercheurs

Luis Walter Alvarez, consultant pour la RAND de 1945 à 1951, puis de 1954 à 1966. Il a été lauréat du Prix Nobel de Physique en 1968 pour son travail incluant la découverte de plusieurs particules de résonances.

Kenneth Joseph Arrow a été consultant de la RAND depuis 1948. Il était le co-lauréat avec Sir John R. Hicks du Prix Nobel d'Economie en 1972. Arrow est connu pour ses contributions au système de protection économique et sa théorie de l'équilibre économique général.

Robert J. Aumann, consultant pour la RAND de 1962 à 1974. Il a partagé le Prix Nobel d'Economie de 2005 avec Thomas Schelling pour avoir contribué à la meilleure compréhension du conflit et de la coopération à partir de l'analyse de la théorie des Jeux.

Gary Stanley Becker, consultant de la RAND en 1957. Il a été récompensé du Prix Nobel d'Economie en 1992. Il applique les méthodes économiques aux aspects du comportement humain jusqu'alors considéré comme le domaine plus ou moins exclusif de la sociologie, de la criminologie, de l'anthropologie et de la démographie.

Ronald Harry Coase, rattaché à la RAND au début des années 60. Il a été récompensé du Prix Nobel d'Economie en 1991.

Gerard Debreu, rattaché à la RAND au début des années 50. Il a gagné en 1983 le Prix Nobel d'Economie pour sa contribution à la théorie de l'équilibre général.

Murray Gell-Mann, consultant de la RAND de 1956 à 1989 et de 1991 à 1994. Il a reçu le Prix Nobel de Physique en 1969 pour son travail sur la théorie des particules élémentaires.

James Heckman consultant de la RAND en 1974 ainsi que de 1975 à 1976. Il a partagé avec Daniel L. McFadden le Prix Nobel d'Economie en 2000. Heckman a remporté le prix pour son travail pionnier en économétrie et en microéconomie.

Leonid Hurwicz, consultant de la RAND à la fin des années 40 et au début des années 50. Il a été récompensé du Prix Nobel d'Economie en 2007 pour avoir posé les fondations de la théorie des mécanismes de conception.

Henry Alfred Kissinger, consultant de la RAND de 1961 à 1969. Il a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1973. Kissinger a été le 56ème Secrétaire d'Etat des Etats-Unis de 1973 à 1977.

Tjalling Charles Koopmans, consultant de la RAND en 1948 et encore de 1952 à 1966. Il a partagé le Prix Nobel d'Economie en 1975 avec Leonid Kantorovich d'URSS.

Willard Frank Libby, consultant à la RAND en 1953-54 puis en 1969-1980. Il était un chimiste dont la technique de récupération de données au carbone 14 est devenue un outil d'une extrême valeur pour les archéologues, les anthropologues et les scientifiques spécialisés en sciences de la terre.

Harry M. Markowitz, à la RAND de 1951 à 1957, et de 1960 à 1962, puis consultant de 1962 à 1967. Il a été le co-lauréat (avec Merton H. Miller and William F. Sharpe) du Prix Nobel d'Economie en 1990 pour ses théories sur l'évaluation des risques et des récompenses du marché boursier et sur l'évaluation des actions et obligations.

Maria Goeppert Mayer, consultante à la RAND de 1953 jusqu'en 1970. Elle a partagé le Prix Nobel de Physique avec J. Hans D. Jensen d'Allemagne de l'Est pour leur proposition de modèle de protection nucléaire.

John Forbes Nash, Jr., consultant à la RAND de 1950 à 1954. Il a été récompensé en 1994 du Prix Nobel d'Economie pour son important travail sur la théorie des jeux mathématiques.

Edmund S. Phelps, à la RAND Corporation de 1959 à 1960. Il a été récompensé en 2006 du Prix Nobel d'Economie pour son travail relatif aux compromis entre les objectifs économiques comme l'inflation et l'emploi.

Paul Anthony Samuelson, consultant à la RAND de 1948 jusqu'en 1990. Il a été récompensé en 1970 du Prix Nobel d'Economie pour sa contribution à la théorie économique.

Dr. Thomas Schelling, lauréat en 2005 du Prix Nobel d'Economie. Il a travaillé à la RAND pendant 50 ans. Il a reçu le prix pour « *avoir amélioré notre compréhension du conflit et de la coopération à travers l'analyse de la théorie des jeux* ».

Theodore William Schultz, consultant à la RAND de 1956 à1972. Il a partagé le Prix Nobel d'Economie en 1979 avec Sir Arthur Lewis pour ses études influentes sur le rôle du « *capital humain* » – éducation, talent, énergie, et volonté – dans le développement économique.

William Forsyth Sharpe, à la RAND de 1957 à 1961. Il a partagé le Prix Nobel d'Economie en 1990 avec Harry M. Markowitz et Merton H. Miller. Leurs premiers travaux ont conçu l'économie financière comme un champ d'étude à part entière.

Herbert Alexander Simon, consultant à la RAND de 1951 à 1976. Il est connu pour sa contribution à de nombreux champs incluant la psychologie, les mathématiques, les statistiques et la *recherche opérationnelle*, qu'il synthétisa dans une théorie clé qui lui rapporta le Prix Nobel d'Economie en 1978.

Vernon L. Smith, consultant à la RAND en 1959. Il a été le co-lauréat du Prix Nobel d'Economie en 2002.

Robert Merton Solow, consultant à la RAND de 1951 à 1961. Il a été récompensé en 1978 du Prix Nobel d'Economie pour sa contribution aux théories de la croissance économique.

James Tobin, consultant à la RAND de 1964 à 1965. Il a gagné le Prix Nobel d'Economie en 1981 pour sa contribution à l'étude des marchés financiers.

William Spencer Vickrey, consultant à la RAND en 1967 et 1968. Il a partagé le Prix Nobel d'Economie avec l'économiste Britannique James A. Mirrlees.

Membres du Conseil d'administration

Ernest Orlando Lawrence, membre de la RAND de 1956 à 1958. Il a été le lauréat du Prix Nobel de Physique de 1939 pour son invention du cyclotron, le premier accélérateur de particules pour réaliser de hautes énergies.

Edwin Mattison McMillan, membre de la RAND et consultant de 1959 à 1969. Il a partagé le Prix Nobel de Chimie en 1951 avec Glenn T. Seaborg pour sa découverte de l'élément 93, le neptunium, le premier élément plus lourd que l'uranium.

Charles Hard Townes, membre de la RAND de 1965 à 1970. Il a remporté le Prix Nobel de physique en 1964 pour son rôle dans l'invention du laser.

Texte original :

RAND Congratulates 2007 Nobel Laureates:

Leonid Hurwicz
Early RAND consultant Leonid Hurwicz shared the Nobel Prize in Economics with Eric S. Maskin and Roger B. Myerson. Leonid was a RAND consultant during the forties and fifties.

Robert Lempert
Robert Lempert, Senior Physical Scientist at RAND, is an expert in science and technology policy, with a special focus in climate change, energy, and the environment. He was a contributor to the Intergovernmental Panel on Climate Change, which was awarded the Nobel Prize for Peace along with Vice President Al Gore.

Luis Walter Alvarez, RAND consultant from 1945 to 1951, then again from 1954 to 1966, was awarded the Nobel Prize for Physics in 1968 for work that included the discovery of many resonance particles (subatomic particles having extremely short lifetimes and occurring only in high-energy nuclear collisions).

Kenneth Joseph Arrow has been a RAND consultant since 1948. He was co-winner with Sir John R. Hicks of the Nobel Prize for Economics in 1972. Arrow is known for his contributions to welfare economics and to general economic equilibrium theory.

Robert J. Aumann, RAND consultant from 1962 to 1974, shares the 2005 Nobel Prize in Economics with Thomas Schelling for having enhanced our understanding of conflict and cooperation through game-theory analysis.

Gary Stanley Becker, a RAND consultant in 1957 and again from 1968 to 1980, was awarded the Nobel Prize for Economics in 1992. He applied the methods of economics to aspects of human behavior previously considered more or less the exclusive domain of sociology, criminology, anthropology, and demography.

Ronald Harry Coase, affiliated with RAND in the early sixties, was awarded the Nobel Prize for Economics in 1991.

Gerard Debreu, affiliated with RAND during the early fifties, won the 1983 Nobel Prize in Economics for his fundamental contribution to the theory of general equilibrium.

Murray Gell-Mann, RAND consultant from 1956 to 1989 and from 1991 to 1994, received the Nobel Prize in physics in 1969 for his work on the theory of elementary particles.

James Heckman was a RAND consultant in 1974 and again from 1975 to 1976. He and Daniel L. McFadden shared the Nobel Prize for Economics in 2000. Heckman won the award for his pioneering work in econometrics and microeconomics.

Leonid Hurwicz, a RAND consultant through the University of Chicago during the late forties and fifties, was awarded the Nobel Prize in Economics in 2007 for having laid the foundation for mechanism design theory. He shares the award with Eric S. Maskin and Roger B. Myerson. Hurwicz is Regents' Professor of Economics (Emeritus) at the University of Minnesota.

Henry Alfred Kissinger, a RAND consultant from 1961 to 1969, received the Nobel Peace Prize in 1973. Kissinger was the 56th Secretary of State of the United States from 1973 to 1977, continuing to hold the position of Assistant to the President for National Security Affairs that he first assumed in 1969 until 1975.

Tjalling Charles Koopmans, RAND consultant in 1948 and again from 1952 to 1966, shared the Nobel Prize for Economics in 1975 with Leonid Kantorovich of the Soviet Union. The two men independently developed a rational method, called activity analysis, for allocating resources so as to attain a given economic objective at the lowest cost.

Willard Frank Libby, RAND consultant from 1953-54 and again from1969-1980, was a chemist whose technique of carbon-14 (or radiocarbon) dating provided an extremely valuable tool for archaeologists, anthropologists, and earth scientists.

Harry M. Markowitz, an employee from 1951 to 1957, again from 1960 to 1962, and then a consultant from 1962 to 1967, was the co-winner (with Merton H. Miller and William F. Sharpe) of the 1990 Nobel Prize for Economics for theories on evaluating stock-market risk and reward and on valuing corporate stocks and bonds.

Maria Goeppert Mayer, a consultant at RAND from 1953 until 1970, shared one-half of the 1963 Nobel Prize for Physics with J. Hans D. Jensen of West Germany for their proposal of the shell nuclear model. (

John Forbes Nash, Jr., consultant at RAND from 1950 to 1954, was awarded the 1994 Nobel Prize for Economics for his landmark work, first begun in the 1950s, on the mathematics of game theory.

Edmund S. Phelps, whose first job was a year spent at the RAND Corporation (1959 to 1960), was awarded the 2006 Prize in Economics for extending our understanding of tradeoffs between economic objectives, such as inflation and employment.

Paul Anthony Samuelson, RAND consultant from 1948 until 1990 and served on the Governor's Board of the RAND Graduate School, was awarded the Nobel Prize for Economics in 1970 for his fundamental contributions to nearly all branches of economic theory.

Dr. Thomas Schelling, recipient of the 2005 Nobel Prize in economics, had a nearly 50-year affiliation with RAND, including one year as a staff economist in the late 1950s. He received the prize « *for having enhanced our understanding of conflict and cooperation through game-theory analysis* » — analysis that was conducted in part while at RAND.

Theodore William Schultz, a RAND consultant from 1956 to 1972, shared the 1979 Nobel Prize for Economics with Sir Arthur Lewis for his influential studies of the role of « *human capital* »—education, talent, energy, and will—in economic development.

William Forsyth Sharpe, employee 1957 to 1961, again in 1965, and a consultant from 1963 to 1964 and then from 1965 to 1971, shared the Nobel Prize for Economics in 1990 with Harry M. Markowitz and Merton H. Miller. Their early work established financial economics as a separate field of study.

Herbert Alexander Simon, a RAND consultant from 1951 to 1976, was known for his contributions to a number of fields, including psychology, mathematics, statistics, and operations research, all of which he synthesized in a key theory that earned him the 1978 Nobel Prize for Economics.

Vernon L. Smith, a RAND consultant in 1959, was the co-recipient of the Nobel Prize for Economics in 2002 for his use of laboratory experiments in economic analysis, which laid the foundation for the field of experimental economics. He shared the award with Israeli-born psychologist Daniel Kahneman.

Robert Merton Solow, a consultant at RAND from 1951 to 1961 and again from 1962 to 2002, was awarded the 1987 Nobel Prize for Economics for his important contributions to theories of economic growth.

James Tobin, RAND consultant from 1964 to 1965, won the Nobel Prize for Economics in 1981 for his contributions to the theoretical formulation of investment behavior offered valuable insights into financial markets.

William Spencer Vickrey, a consultant at RAND during 1967 and 1968, brought innovative analysis to the problems of incomplete, or asymmetrical, information. He shared the 1996 Nobel Prize for Economics with British economist James A. Mirrlees.

Board of Trustees

Ernest Orlando Lawrence, a RAND trustee from 1956 to 1958, was the winner of the 1939 Nobel Prize for Physics for his invention of the cyclotron, the first particle accelerator to achieve high energies.

Edwin Mattison McMillan, RAND trustee and consultant from 1959 through 1969, shared the Nobel Prize for Chemistry in 1951 with Glenn T. Seaborg for his discovery of element 93, neptunium, the first element heavier than uranium.

Charles Hard Townes, RAND trustee from 1965 to 1970, is a joint winner with the Soviet physicists Aleksandr M. Prokhorov and Nikolay G. Basov of the Nobel Prize for Physics in 1964 for his role in the invention of the maser and the laser.

Annexe 8 :
Priorités de recherches de la RAND (établies en 2005)[1]

- Réforme du système de santé américain
- Changement de politique face à la croissance de la Chine et l'Inde dans l'ordre politique, économique et social mondial
- Comment promouvoir la réforme dans le monde musulman et faire baisser le soutien au terrorisme
- Comment améliorer le développement économique international dans les domaines forts de la RAND comme:
    1. Education
    2. Santé
    3. Eau
    4. Infrastructure
    5. Energie
    6. Sécurité
- Comment créer une politique efficace de reconstruction et redéveloppement de la région de la Nouvelle Orléans.

[1] Source: RAND Archives. Texte original: « *Research Priorities (established in 2005): Reform of the U.S. Health Care System/ Policy Change needed because of the effect of the growth of China and India on the global political, economic and social order/ How to promote reform in the Islamic world and decrease support for terrorism/ How to improve international economic development in the areas of core RAND strength, such as:- Education – Health –Water –Infrastructure – Energy –Security/ How to create an effective policy of reconstruction and redevelopment of the U.S. Gulf States region* ».

Annexe 9
Détail du programme de formation professionnelle de la RAND

New Security Challenges :
Policy Issues and Analytic Approaches

30 octobre 2006 – 2 novembre 2006, Washington, RAND Corporation

Intitulés des modules de la formation

■ Le rôle des Etats-Unis dans le processus de Nation-Building, *par James Dobbins*
■ Les quatre révolutions dans les affaires militaires *par Peter Wilson*
■ Le débat sur la défense anti-missile balistique *par David Mosher*
■ Al Qaeda : en retraite ou en marche ? *par Bruce Hoffman*
■ Le renseignement au vingt-et-unième siècle *par James Bruce*
■ L'évolution du rôle des forces terrestres et aériennes *par David Johnson*
■ Initiation à la modélisation *par Dan Fox*
■ Planning stratégique au sein du système politique américain *par Lynn Davis*
■ Changements stratégiques en Asie *par Roger Cliff*
■ Modélisation haute résolution et simulation *par John Matsumura et Randall Steeb*
■ Le jeu « le Jour d'après » *par Roger Molander et Peter Wilson*
■ Alliances et coalitions : évolution des partenariats américains *par Nora Bensahel*
■ Contrer les objets explosifs improvisés en Irak *par Walter Perry*
■Contrer l'insurrection globale/locale *par David Gompert*

Origine professionnelle des participants

■ Ministère de la Défense roumain (1 personne)
■ US Joint Force Command (1 personne)
■ Agence suédoise de recherche en défense (1 personne)
■ Institut pour les études de sécurité régionale et globale (1 personne)
■ Office of the Secretary of Defense (1 personne)

- Department of Homeland Security (1 personne)
- US Central Command (2 personnes)
- US Army Training and Doctrine Command (1 personne)
- National Defense University (2 personnes)
- Indian Navy (1 personne)
- Agence canadienne de recherche et de développement de défense (3 personnes)
- The Boeing Company (2 personnes)
- US Army War College (1 personne)
- Ambassade australienne, mission militaire (1 personne)
- Cornell University (1 personne)
- The Fletcher School (1 personne)
- Ministère de la Défense français/ Université de la Sorbonne (auteur)

Annexe 10

Stratégie de communication de la RAND

Source: www.rand.org, Date de consultation: 24 oct. 2008.

Questions fréquemment posées

Est-ce-que RAND est un acronyme ?

A l'origine, le terme RAND est une contraction de « ***R**esearch **and D**evelopment* ». Aujourd'hui, la RAND conduit des recherches sur plus de 1000 sujets par an, mais n'est pas impliquée dans le développement de technologies.

Quand la RAND a-t-elle été créée ? Certains de vos documents disent que vous avez démarré en 1946; d'autres disent en 1948.

La RAND a débuté en 1946 comme un projet de recherche (*Project RAND*) soutenu par un seul client, l'Air Force. Le projet était développé à la Douglas Aircraft à Santa Monica, en Californie. Deux ans plus tard, avec le soutien de la Fondation Ford, la RAND est devenue un centre de recherche indépendant et non lucratif consacré à l'exploration des problèmes les plus complexes et les plus importants auxquelles notre société était exposée.

Qu'est ce qu'un *Think Tank*?

Il est généralement admis que le terme *Think Tank* a été pour la première fois associé à la RAND Corporation dans les années soixante. Auparavant, un *Think Tank* était un institut de recherche qui trouvait de nouvelles idées pouvant influencer les politiques publiques. Mais à partir des années 70, beaucoup de *Think Tanks* se sont associés à des programmes politiques ou idéologiques spécifiques. La RAND est strictement non partisane. Nos valeurs les plus profondes sont la qualité et l'objectivité. Et notre seule fidélité va aux faits et aux preuves. Nous ne nous considérons plus dorénavant comme un *Think Tank*, mais nous reconnaissons que d'autres continuerons à s'en réclamer.

Frequently Asked Questions

Is RAND an acronym?

The RAND name originated as a contraction of **R**esearch **and D**evelopment. Today RAND conducts research on more than 1,000 topics in a typical year, but we are not involved in technology development.

When was RAND created? Some of your material says you started in 1946; some says 1948.

RAND began in 1946 as a research project (Project Rand) backed by a single client, the Army Air Forces. The project was developed at Douglas Aircraft in Santa Monica, California. Two years later, with Ford Foundation support, RAND became an independent, nonprofit research institution committed to exploring the most complex and consequential problems facing our society.

What is a think tank?

It is generally acknowledged that the term "think tank" was first applied to the RAND Corporation in the 1960s. Back then, a think tank was a research institute that came up with new ideas that could influence public policy. But starting in the 1970s, many think tanks became associated with specific political or ideological agendas. RAND is strictly nonpartisan. Our core values are quality and objectivity. And our only fealty is to facts and evidence. We no longer refer to ourselves as a think tank, though we recognize that others will still do so.

Pourquoi ne pas être installé à Washington avec les autres *Think Tank* ?

Pendant de longues années, la RAND a eu un bureau dans Washington, en plus de son siège social à Santa Monica, en Californie. A la suite de la croissance de notre organisation, nous avons déménagé à Arlington, en Virginie, où 300 membres de la RAND sont maintenant installés. Nous avons ouvert un autre bureau sur la côte Est à Pittsburgh, en Pennsylvanie, en 2000, et environ 200 membres du personnel de la RAND y travaillent.

Pourquoi vous faire appeler « *corporation* » **si vous êtes à but non lucratif?**

Lors de notre création, en 1948, avec l'aide de la Fondation Ford, « *corporation* » apparaissait comme le terme juste. Actuellement, un débat persiste à la RAND pour savoir si nous devrions supprimer ou non « *corporation* » de notre nom. Par ailleurs, pendant près de dix ans, du milieu des années 80 au milieu des années 90, nous avons abandonné le mot « *corporation* ». Une étude interne a suggéré que, bien que le mot « *corporation* » ne soit pas le terme approprié pour une institution à but non lucrative, la RAND Corporation est largement reconnue comme un *label* et d'autres organisations ont adopté le mot « *RAND* ». Malgré le fait que nous ayons repris notre nom originel, nous sommes fiers d'être une organisation de loi 501 bénéficiant de nombreux et généreux soutiens philanthropiques.

Comment la RAND sélectionne-t-elle des projets?

Cela dépend de l'unité de recherche qui se charge du travail. Certaines unités qui conduisent des recherches en politique économique et sociale comme *RAND Health*, *RAND Education*, *RAND Labor and Population* sont en compétitions avec d'autres organisations et Universités pour l'attribution des fonds accordés par les agences gouvernementales et les fondations privées. Nos *federally funded research and development centers* – le *RAND Project AIR FORCE*, le *RAND National Defense Research Institute* et le *RAND Arroyo Center* – sont des centres historiquement financés par le Département de la Défense pour mener des recherches à court et long terme sur les questions de sécurité

Why aren't you located in Washington, D.C., with the other think tanks?

For many years, RAND had an office in Washington, D.C., in addition to our headquarters campus in Santa Monica, California. As our organization grew, we moved to Arlington, Virginia, where 300 RAND staff are now based. We opened a second East Coast office in Pittsburgh, Pennsylvania, in 2000, where almost 200 RAND staff are located.

Why do you call yourself a corporation if you're a nonprofit?

When we set ourselves up as a nonprofit corporation back in 1948 with the help of the Ford Foundation, "corporation" seemed like the right word. We've actually struggled with keeping "corporation" as part of our name, and for about a decade (from the mid-1980s to the mid-1990s) we dropped the word "corporation." Subsequent reviews of our brand suggested that while corporation was something of a misnomer for a nonprofit institution, (a) the RAND Corporation was widely recognized as a brand and (b) other organizations had assumed the word "RAND," making RAND alone no longer unique. Though we have rebranded ourselves with our original name ("the RAND Corporation"), we are proud to be a 501(c)(3) organization with many generous philanthropic supporters.

How does RAND select projects?

It really depends on which research unit is doing the work. Some units that conduct research in social and economic policy—e.g., RAND Health, RAND Education, RAND Labor and Population—compete with other organizations and universities for funds from government agencies and private foundations. Our federally funded research and development centers—i.e., RAND Project AIR FORCE, the RAND National Defense Research Institute, and the RAND Arroyo Center—are long-standing research centers funded annually through the Department of Defense budget to carry out short- and long-term research on national security questions.

De plus, la RAND utilise le soutien philanthropique et les dotations de l'organisation pour les projets innovants (par exemple, la recherche sur le HIV dans les années 80) ou trop urgents (par exemple, l'assistance auprès des Etats de Louisiane et d'Alabama après les Ouragans Katrina et Rita).

Est-ce que la plupart de vos recherches ne sont-elles pas classifiées SECRET Défense?

Non. Environ 95% de nos recherches ne sont pas classifiées et sont accessibles au public gratuitement à travers le téléchargement gratuit sur notre site web. Visitez notre librairie en ligne et parcourez les titres disponibles : environ 8000 titres sont en lignes. [...]

Depuis les 30 dernières années, nous avons ouvert nos archives aux universitaires qui veulent étudier notre histoire. Cela inclut l'accès aux documents déclassifiés et aux notes internes.

Est-ce que tout le monde à la RAND dispose d'une habilitation *secret-défense*?

Non. Beaucoup de gens à la RAND n'ont pas d'habilitation *secret-défense* et n'ont pas accès aux zones classifiées.

Doit-on être citoyen américain pour travailler à la RAND?

Non. Actuellement le personnel de la RAND est constitué d'une quarantaine de nationalités différentes et les étudiants de la *Pardee RAND Graduate School* viennent de 20 pays différents.

Qui peut visiter la RAND?

La RAND invite les gens qualifiés à des forums politiques plusieurs fois par an. [...]. Nous permettons périodiquement aux personnes qui le souhaitent de visiter de notre siège social qui a reçu la certification du *U.S. Green Building Council's Gold Leadership in Energy and Environmental Design* (LEED) en avril 2006 et le prix d'excellence du *Urban Land Institute* en mai 2007. […]

In addition, RAND uses philanthropic support and the organization's own endowment for projects that are either too new (e.g., HIV research in the 1980s) or too urgent (e.g., providing assistance to the U.S. Gulf States region immediately after Hurricanes Katrina and Rita) to have client support.

But isn't most of your research classified SECRET?

No. Roughly 95 percent of our research is unclassified and is publicly available (and at no cost, through free downloads from our Web site). Visit our online bookstore and browse through available titles; about 8,000 titles are now online. We're also in the process of putting our entire 60-year unclassified legacy online. It is true that, to recoup the cost of printing, we sell the hard copies of our books.

For the past three decades, we have opened our archives to academics who want to study our history. This includes access to declassified documents and internal memorandums.

Does everyone at RAND have a secret clearance?

No. Many people at RAND do not have a security clearance and never venture into the classified areas.

Do you have to be a U.S. citizen to work at RAND?

No. At present, the RAND staff is made up of people from nearly 40 nations, and the Pardee RAND Graduate School student body is made up of graduate fellows from 20 nations.

Can anyone visit RAND?

RAND invites people in the community to Policy Forums several times each year. You can learn more about the events we offer on our Calendar of Events. We also periodically offer tours of our headquarters campus, which received the U.S. Green Building Council's Gold Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) certification in April 2006 and the Urban Land Institute Award for Excellence in May 2007. […]

Annexe 11

Méthodologie institutionnelle

Source: www.rand.org. Date de consultation : 13 sept. 2008.

Standards de la RAND pour des recherches et des analyses de haut niveau

Standards Généraux pour une recherche de haut niveau
Perpétuer la Tradition des Recherches de Qualité

Pendant 60 ans, le nom de la RAND a été synonyme de *grande qualité*, comme le montrent les recherches et analyses objectives des principales problématiques à l'ordre du jour de la politique nationale et internationale. A la RAND Corporation, nous sommes fiers de cette réputation et de celle de nos chercheurs. Nous soutenons les experts qui ont construit cette notoriété et l'ont maintenu. De même, nous sommes fiers du processus qui a évolué pour assurer la qualité de nos études et de nos analyses. Bien que les débats internes sur la qualité ont toujours fait partie intégrante de la vie de la RAND, nous avons décidé, il y a environ huit ans, de rédiger un document décrivant les standards de qualité pour toutes les recherches conduites par la RAND. Celui-ci était conçu à la fois comme un guide pour ceux qui travaillent à la RAND et comme une série de principes à partir desquels nos divisions de recherches et nos programmes superviseraient leurs propres procédés de *contrôle qualité*. Les standards initiaux ont émergé d'une *conversation* longue et animée dans les couloirs et sur la messagerie de la RAND. Ils furent d'abord postés sur notre page *web* interne en 1997 et ont fait ensuite l'objet de discussions sans fin, menant à des perfectionnements. Nous appuyant sur les suggestions de nombreux associés de la RAND, de ses clients et de ses donateurs, nous avons décidé de publier les standards de qualité de la recherche à la RAND dans la forme que vous voyez maintenant afin de souligner les valeurs fondamentales de la RAND, valeurs de qualité et d'objectivité. Ceci est la 3ème édition. Nous espérons que vous trouverez ces informations utiles, et que les discussions et les perfectionnements poursuivront.

Jim Thomson, Président et Directeur Général
Michael Rich, Vice Président Executif
Juin 2004

Il n'y a pas une série de standards absolus qui assurerait automatiquement la qualité d'un produit. Néanmoins, il existe des standards généraux (et généralement mesurables) pour la recherche de haute qualité qui sont largement appréciés au sein de la RAND et au-delà. Ces standards sont appliqués pour juger de la qualité des recherches de la RAND.

La problématique de la recherche doit être bien formulée

La formulation de la problématique est reconnue comme une force des recherches de la RAND. Pour qu'une recherche soit utile, une problématique doit être formulée d'une façon qui démontre l'utilité de l'étude. Les recherches doivent formuler la problématique dans son contexte le plus complet possible, afin d'éviter toute question médiocre, naïve ou irréaliste. Lorsqu'elle est approuvée, la formulation de la problématique conduit à une recherche bien menée.

L'approche doit être bien conçue et bien exécutée

La sélection de l'approche choisie est étroitement liée à la formulation de la problématique, la première devant être cohérente avec la seconde. Pour certains types de recherches, définir clairement les méthodologies est nécessaire – par exemple, la pratique des sondages ou des modélisations. La sélection ou la combinaison de méthodologies doivent être étayées par leur adéquation avec la problématique.
Là où on ne peut appliquer clairement des méthodologies quantitatives, l'approche analytique doit toujours être décrite et expressément justifiée si elle repose sur des éléments originaux ou controversés. L'introduction d'une nouvelle méthode ou l'application d'une ancienne conduisent le chercheur à argumenter quant aux avantages de celle-ci par rapport à des méthodes alternatives. Évidemment, des recherches bien conçues ne garantissent pas une grande qualité. L'approche doit aussi être bien mise en oeuvre. La recherche de haut niveau doit faire preuve de rigueur, de prouesses techniques et de créativité dans son exécution.

Les données et les hypothèses doivent être solides

Les données et les hypothèses sont les contributions-clés du travail de recherche. Les méthodes de production de données et leur champ d'application doivent être clairement spécifiés : la donnée doit être correctement examinée et utilisée. L'équipe de recherche doit indiquer la confiance avec laquelle la donnée peut être exploitée. Les informations présentées comme des faits doivent être correctes et vérifiables.
Les hypothèses fondamentales d'une étude doivent être explicitement identifiées et défendues. Elles peuvent masquer les incertitudes qui affectent la validité des conclusions et des recommandations. Les recherches de haut niveau consolident fréquemment leurs résultats en diversifiant les hypothèses afin d'analyser les scénarios alternatifs.

Les conclusions doivent être utiles et faire avancer la connaissance

Les conclusions représentent un nouveau savoir qui peut être intégré à une littérature existante. Elles peuvent être utiles de nombreuses façons, pour les lectorats de la RAND. Pour les décideurs, les conclusions peuvent fortement influer sur une politique particulière. Elles peuvent également contribuer à un débat en cours, en aidant à encadrer ou informer les échanges. Pour les analystes, les conclusions ont une valeur empirique et

font avancer le savoir préexistant. Elle peuvent aussi mettre en avant la fiabilité d'une nouvelle théorie.

Les conséquences et les recommandations doivent logiquement découler des conclusions et doivent minutieusement être expliquées

A partir de ses conclusions, une équipe de chercheurs déduit des conséquences et peut formuler des recommandations. Ces activités de recherches représentent la partie *think* de *Think Tank*. Les recherches de haut niveau explorent minutieusement les implications de leurs conclusions. Elles examinent les situations où la nouvelle connaissance et l'ancienne sont en harmonie et où elles ne le sont pas; elles jugent si les théories existantes et les structures conceptuelles ont été renforcées ou doivent être modifiées. Pour recommander un plan d'action, cette étape est primordiale.
En raison de la nature de la mission de la RAND, les actions de ces clients peuvent affecter les ressources et le bien-être de plusieurs millions d'individus – parfois même de régions ou de pays entiers. Par conséquent, les recommandations doivent logiquement découler des conclusions et des implications. Elles doivent être fortement soutenues par celles-ci.

La documentation doit être précise, compréhensible et convaincante. Le ton doit rester neutre

Les standards de qualité s'appliquent aussi à la façon dont la recherche est documentée. La documentation inclut les documents imprimés (y compris à partir d'Internet) et les présentations orales. Les standards s'appliquent aux éléments à la fois textuels et graphiques. L'exactitude de ces derniers est particulièrement saillante en tant qu'indicateur de la qualité et de la crédibilité de la recherche. La documentation d'une recherche de haut niveau doit inclure tous les nécessaires avertissements. Le lectorat de la RAND a besoin de mesurer la confiance avec laquelle il peut apprécier l'exactitude de la démonstration.

La plupart des recherches sont riches et complexes dans leurs conclusions et leurs implications et peuvent proposé de nombreuses recommandations. Une documentation convaincante fait apparaître le plus important et le met au premier plan. Une documentation de grande qualité doit rendre la recherche compréhensible pour le lecteur. Une documentation compréhensible est bien formulée et bien organisée. Elle peut intégrer un texte avec des graphiques ou des photos pour éclairer les idées nouvelles et complexes. La documentation doit rester neutre. Elle ne doit sembler ni trop plate parce que désengagée ni trop émotionnelle parce que partisane. Presque toutes les recherches de la RAND participent à au moins deux séries d'échanges : une entre les analystes et une autre entre les décideurs. Un ton neutre convient aux deux communautés ainsi qu'à des lectorats plus larges parmi le grand public.

Les chercheurs doivent démontrer la compréhension des précédentes études

Une recherche de haut niveau doit être construite à partir d'anciens travaux qu'elle enrichit. La compréhension des précédents travaux, par les chercheurs, doit être évidente dans le travail : dans la formulation de la problématique, dans les débats, les conclusions et les conséquences identifiées. Ne pas démontrer cette compréhension des recherches précédentes affaiblirait la qualité de la recherche en dépit des bons éléments qui pourraient subsister.

La recherche doit être pertinente pour le client et les autres personnes impliquées

Les recherches de la RAND se concentrent sur des problèmes pratiques et la méthode de recherche implique de fréquentes interactions avec ses clients. Ces derniers sont d'ailleurs reconnus comme une importante source de l'expertise. Néanmoins, parce que la RAND conduit ses recherches dans l'intérêt public, une recherche de haut niveau doit aussi être pertinente pour d'autres personnes impliquées dans le domaine politique. Les interactions avec une vaste série d'intervenants peuvent aider à assurer la pertinence des recherches et l'applicabilité des recommandations.

Les recherches doivent être objectives, indépendantes et équitables

La RAND est digne de confiance en partie parce que ses recherches sont respectées pour leur objectivité. L'objectivité fait figure, en science, d'élément déterminant dans le succès d'une analyse. Elle permet de rendre l'exploitation de la recherche optimale. Fréquemment, la réputation d'objectivité de la RAND, combinée à d'autres aspects permet à ses recherches de devenir influentes.
L'indépendance renvoie à l'indépendance intellectuelle et non à l'indépendance financière, à laquelle la RAND ne peut prétendre. En partie pour éviter tout jugement sur la partialité supposée de ses travaux, la RAND a instituée des mesures et des mécanismes stricts pour assurer une indépendance intellectuelle. La RAND dispose d'un rigoureux processus de *contrôle qualité,* ses chercheurs remettent continuellement en cause l'adéquation de leurs analyses et de leurs méthodes et publient régulièrement leurs recherches dans des revues à comité de lecture. Toutes les recherches de la RAND entendent s'adresser aux publics à la fois scientifiques et politiques. Les recherches de la RAND cherchent l'équilibre entre des perspectives rivales en les traitant équitablement, en les présentant avec exactitude, et en les mesurant selon leur mérite.

Standards spécifiques pour une recherche de haut niveau

Les standards pour une recherche de haut niveau décrits précédemment sont ceux que la RAND utilise généralement dans la conduite et l'évaluation de toutes ses études. Il existe d'autres standards que seules les études les plus remarquables rencontrent. Les standards additionnels décrivent des critères spécifiques de qualité que la RAND utilise pour préserver son héritage institutionnel. Ils sont essentiels pour définir l'originalité d'une étude de la RAND.

La recherche est détaillée et cumulative

Avec le temps, la RAND s'est distinguée par sa volonté et son habilité à aller au delà de l'objet initial du travail demandé par son client. Poursuivre la réflexion peut éclairer des problèmes à long terme ou peut identifier de nouvelles difficultés spécifiques. Le mode de recherche pluridisciplinaire de la RAND favorise l'analyse des problèmes par une large variété de perspectives pouvant être synthétisées dans un ensemble cohérent.

La recherche est innovante

La RAND est réputée pour les solutions innovantes qu'elle apporte à des problèmes complexes. Toute recherche de haut niveau se doit d'apporter de la connaissance dans un domaine de recherche – soit de nouvelles idées ou de nouvelles conclusions. Si la recherche se distingue aussi par la nouveauté de sa formulation, de son approche, de ses idées, alors elle est innovante. Si elle développe de nouvelles méthodes ou idées, si elle applique les anciennes d'une nouvelle façon, ou les adapte à de nouveaux domaines problématiques, elle est innovante.

La recherche est pérenne

Une grande partie de la politique de recherche de la RAND répond à des préoccupations immédiates et spécifiques de ces clients. Historiquement cependant, la RAND a cherché à aller au delà du court terme et à établir des idées d'une valeur permanente. Les meilleurs solutions ont supporté l'épreuve du temps. Dans certains cas, les conclusions de la recherche initialement controversées ont été reconnues. Parfois, une percée méthodologique, comme la programmation linéaire, a été mise en oeuvre. A chaque fois, la recherche a entendu acquérir une valeur pérenne. Cette quête de la pérennité scientifique a fourni l'argument le plus convaincant pour assurer la solidité du matériau empirique des recherches et faire de celles-ci des documents légitimes aux yeux de la communauté scientifique.

Les principes institutionnels de la RAND

La mission de la RAND – son travail – est d'aider à améliorer les politiques publiques et la prise de décision *via* la recherche et l'analyse. Notre dévouement à l'intérêt public est intrinsèque à cette mission. Il se vérifie à travers le choix de notre statut d'organisation à but non lucratif et non partisane et un engagement pour exceller dans nos activités.
Cet engagement repose sur les contributions que le personnel et les associés de la RAND fournissent depuis longtemps. La RAND existe à travers eux – et l'institution dépend de ces talents, de leur dévouement, et de leur jugement éclairé. En retour, la RAND s'efforce d'offrir un cadre dans lequel son personnel peut être productif, avoir la fierté de ses contributions, évoluer professionnellement, et créer une *camaraderie*.
Une partie importante de cet environnement provient d'une série de principes institutionnels qui édictent des normes de conduites formelles et informelles pour la RAND et tous ses employés et autres associés. Ces principes viennent d'une part de notre dévouement à l'intérêt public. Ils résultent aussi bien des caractéristiques de la

RAND mentionnées plus haut que des attentes de nos clients à l'égard de la RAND. Enfin, ils résultent de nos obligations en tant que membres de l'équipe de la RAND :

- Nous sommes dévoués à la qualité et à l'objectivité dans notre travail.
- Nous évitons à la fois l'apparence et la réalité du conflit d'intérêt.
- Nous nous sommes engagés à l'intégrité, à l'impartialité, à l'égalité des chances et au respect de l'autre dans nos relations avec nos clients, nos associés d'affaires et le public.
- Nous gérons consciencieusement nos ressources financières et les informations sensibles diffusées au sein de la RAND ou par nos clients.
- Nous respectons les obligations légales et réglementaires qui encadrent nos missions.
- Nous assurons la responsabilité de protéger le nom et la réputation de la RAND en tant que source de fiabilité pour des recherches et des analyses de grande qualité qui se veulent objectives et non partisanes .

Ces principes sont soutenus par des mesures et des procédures internes à la RAND qui fournissent un cadre pour de nombreuses situations éthiques ou légales habituellement rencontrées à l'intérieur de la RAND.
Evidemment, toutes les circonstances ne sont pas prises en compte par des mesures écrites. Lorsque le personnel de la RAND n'est pas certain de la façon de procéder dans un cas donné, il dispose de multiples personnes expérimentées vers qui se tourner.

Responsabilités institutionnelles et personnelles

Les principes institutionnels de la RAND prennent vie dans les actions et le comportement d'individus associés à celle-ci. L'observation de ses principes honore la RAND et ses collègues. De la même manière, ne pas obéir aux principes peut les affecter. Nous comptons avant tout sur la confiance et la responsabilité personnelle de chacun pour appliquer ces principes dans les activités de la RAND, que ce soit dans les lieux de travail de la RAND ou dans n'importe quel autre cadre. Les dirigeants et les superviseurs ont une responsabilité dans l'apprentissage des autres des principes institutionnels de la RAND et de ses mesures et procédures.
Parallèlement la RAND doit s'assurer que tous les dirigeants disposant d'une autorité discrétionnaire font preuve d'une intégrité personnelle irréprochable.

Texte original :

RAND Standards for High-Quality Research and Analysis

General Standards for High-Quality Research

Perpetuating the Tradition of Quality Research

For 60 years, the RAND name has been synonymous with high-quality, objective research and analysis on issues at the top of the national and international policy agendas. We at the RAND Corporation are proud of that reputation and of the

researchers and support specialists who built and sustain it, and we are likewise proud of the process that has evolved to ensure the quality of our studies and the analytical products that result from them. Although internal discussions about quality have always been an integral part of RAND life, about eight years ago we decided to draft a description of the quality standards for all RAND research —both as a guide for those of us who work at RAND and as the set of principles by which our research divisions and programs would shape their individual quality assurance processes. The initial standards grew out of a lengthy and lively « conversation » in the RAND hallways and on the RAND email network. They were first posted on our internal Web page in 1997 and have been the subject of continuous discussion and refinement. Based on suggestions by many RAND associates, clients, and donors, we decided to publish RAND's research quality standards in the form you now see as a way of emphasizing the importance of RAND's core values of quality and objectivity to all aspects of our institution. This is the third edition. We hope you will find this information useful, and we hope the discussion and refinements will continue.

Jim Thomson, President and CEO
Michael Rich, Executive Vice President
June 2004

There is no set of absolute standards that, if observed, will automatically ensure the quality of a particular research effort or product. However, there are general (and generally measurable) standards for high-quality research that are widely appreciated in the RAND community and beyond. These standards are applied in judging the quality of RAND's research.

The research problem should be well formulated

Problem formulation is recognized as a strength of RAND's research style. For research to be useful, a problem must be formulated in a way that ensures it can be, if not solved, at least addressed with a substantial measure of success. Research addressing a practical problem must formulate it within as full a context as possible, to avoid coming up with answers that are suboptimal, naïve, or infeasible. So long as the broadly formulated problem remains tractable, the research is potentially more useful, more valuable, and, perhaps, enduring. An improved formulation of the problem can become a major research output.

The research approach should be well designed and well executed

The selection of the research approach is closely tied to problem formulation, and the approach must be appropriate to the problem. For some types of research, clearly defined formal methodologies are appropriate — e.g., regression analyses, validated models, or survey protocols. The selection of a methodology or combination of methodologies should be buttressed by arguments about the soundness of that approach for the problem on which it is being brought to bear.

Where no clear formal methodologies apply, the analytic approach should always be described, and it should be defended if it is at all novel or controversial. The introduction of a new method or the application of an old method to a new problem obligates the researcher to be prepared to argue its advantages over alternative methods. Obviously, well-designed research does not guarantee high quality. The research approach must also be executed well. High-quality research should display rigor, technical prowess, and creativity in its execution.

The data and assumptions should be sound

Data and assumptions are key inputs to the research. Data-generation methods and database fields should be clearly specified, and the data should be properly screened and manipulated. The research team should indicate with what confidence data can be used and believed. Information presented as factual should be correct and verifiable.
Major assumptions underlying a study must be explicitly identified and defended. Assumptions can mask uncertainties that affect the validity of findings and the expedience of recommendations. High-quality research often enhances the robustness of its results by varying assumptions in order to analyze alternative scenarios.

The findings should be useful and advance knowledge.

Findings represent new knowledge that must be integrated with existing knowledge. They can be useful in a number of ways to two of RAND's major audiences. For decisionmakers, high-quality findings bear importantly on a particular decision. Or they may contribute to an ongoing debate, helping to frame or inform the discussions in a policy area. For analysts, findings have empirical value and augment previous knowledge. They may also suggest that a theory can be held with more confidence, needs refinement, or must be rejected.

The implications and recommendations should follow logically from the findings and be explained thoroughly

Based on its findings, a research team derives implications and may develop recommendations. These critical research activities represent much of the "think"in a "think tank."High-quality research thoroughly explores the implications of its findings. It examines where the new knowledge and old knowledge are congruent and where they are not; it examines whether existing theories and conceptual frameworks have been strengthened or must be modified. To recommend a course of action is a highly accountable step.
Because of the nature of RAND's mission, the actions of its clients may affect the resources or well-being of many millions of individuals — even entire nations or regions. For this reason, recommendations must follow logically from a study's findings and implications and be strongly supported by them.

The documentation should be accurate, understandable, cogent, and temperate in tone

Quality standards also apply to the way in which research is documented. Documentation includes paper-based documents, oral presentations, and Web-based formats. The standards apply to both textual and graphical elements. Accuracy is particularly salient as a prima facie indicator of the quality and credibility of research. High-quality research documentation must include all necessary caveats. RAND's audiences need to know the confidence with which they can regard the accuracy of what is presented.

Much research is rich and complex in its findings and implications and may present numerous recommendations. Cogent documentation makes apparent what is most important and brings it to the foreground. High-quality documentation should make research understandable to its intended audiences. Understandable documentation is well expressed and well organized and may integrate text with graphical or pictorial elements to illuminate complex and novel ideas. High-quality research documentation should be temperate in tone. It should sound neither so flat as to appear unengaged nor so emotional as to appear partisan. Almost all RAND research participates in at least two intersecting sets of discussions: one among analysts and the other among decisionmakers. A temperate tone is best suited to both communities, as well as to wider audiences, such as the general public.

The research should demonstrate understanding of previous related studies

High-quality research should build on and contribute to other research. The relationships between a given study and its predecessors should be rich and explicit.

The research team's understanding of past research should be evident in many aspects of its work, from the way in which the problem is formulated and approached to the discussion of the findings and their implications. Failure to demonstrate an understanding of previous research lowers the perceived quality of the research and its products despite any other good characteristics they may possess.

The research should be relevant to the client and other stakeholders

RAND's research has a strong focus on practical issues, and its research style involves frequent interactions with its clients, who are recognized as an important source of expertise. Nevertheless, because RAND conducts its research in the public interest, a high-quality study must also be relevant to other stakeholders in the policy domain. Interaction with a broad set of stakeholders can help to ensure the relevance of the research and the practicality of its recommendations.

The research should be objective, independent, and balanced

RAND is trusted in part because its research is respected for its objectivity. Objectivity is valued in science as a contributor to analytic success, and it often helps to improve the likelihood that research will be used. Often, it is RAND's reputation for objectivity, in combination with other aspects of quality, that results in its research becoming influential.

Independence refers to intellectual independence, not financial independence, which RAND usually cannot claim. In part to counter any inference that its research may be biased by its relationship to research clients or grantors, RAND has instituted strong policies and mechanisms to ensure intellectual independence. RAND has a rigorous quality assurance process, its researchers commit themselves to seeking and using critical assessments of their work in all phases, and it routinely publishes its peer-reviewed research in the public domain. All RAND research faces the challenge of addressing both scientific perspectives and policy perspectives. RAND research seeks balance among competing perspectives by treating them fairly, portraying them accurately, and weighting them according to merit.

Special Standards for High-Quality Research

The standards for high-quality research described previously are general ones that RAND uses in the conduct and evaluation of all its studies. There are other standards that only the most outstanding studies meet. The additional standards below describe special qualities of studies that RAND uses to define its institutional legacy. They are essential to characterizing what it means for research to be "RAND-like."

The research is comprehensive and integrative

Over the years, RAND has been distinguished by its willingness and ability to go beyond the scope of work a client might originally propose when doing so could illuminate longer-term or broader-based issues in addition to those generated by a specific research question. RAND's multidisciplinary research style enables the analysis of problems from a wide variety of perspectives that can be synthesized into a coherent whole.

The research is innovative

RAND has a reputation for producing innovative solutions to complex problems. All high-quality research is expected to add to the understanding of the research area — i.e., to make findings or to draw conclusions that were not previously recognized. But if the research is also distinguished by freshness of design, approach, or ideas, it is innovative. If it develops new methods or ideas, applies old ones in new ways, or adapts them to new problem areas, it is innovative.

The research is enduring

Much of RAND's policy research is undertaken in response to the immediate, specific concerns of its clients. Historically, however, RAND has sought to go beyond the short term and to gain insights that have enduring value. The best solutions have stood the test of time. This is most obvious in cases where research findings were controversial when the work was performed but, in retrospect, are perceived to be sound and correct. It is also clear in cases where a breakthrough methodology, such as linear programming, was developed. It is this quest for enduring value that has provided the most compelling

argument for documenting research results and, whenever possible, placing research products in the public domain.

RAND's Institutional Principles

RAND's mission - its work - is to help improve policy and decisionmaking through research and analysis. Intrinsic to this mission is our dedication to the public interest; our chosen status as an independent, not-for-profit and non-partisan organization; and a commitment to excellence in what we do.

That commitment to excellence rests upon the contributions that RAND staff and associates have long provided. RAND is its people - and the institution depends upon and is well served by the talents, dedication, and good judgment of its staff. In turn, RAND strives to provide a setting in which its people can be productive, take satisfaction from their contributions, grow professionally, and find camaraderie with their colleagues.

An important part of that setting is a set of institutional principles that provide several formal and informal norms of conduct for RAND and all of its employees and other associates. These principles come in part from our dedication to the public interest - and the duty of trust that goes with it. They arise, as well, from the other characteristics of RAND mentioned above, the expectations of our clients about RAND, and from the necessities of RAND's legal responsibilities. And, finally, they come from our obligations to one another as equal and valued members of the RAND team.

- We are dedicated to quality and objectivity in our work.
- We avoid both the appearance and reality of conflict of interest.
- We are committed to integrity, fairness, equal opportunity, and respect in our relationships with one another, our clients, business associates, and the public.
- We are conscientious stewards of the financial resources, property, and sensitive information entrusted to us by RAND and our clients.
- We respect the legal and regulatory obligations that arise from our mission and the setting in which we operate.
- We share responsibility to protect RAND's name and reputation as a trusted source of high quality, objective, and non-partisan research and analysis.

These principles are supported by RAND's internal policies and procedures. The policies and procedures provide practical guidance for many of the ethical and legal/regulatory situations commonly encountered within RAND, as well as many other subjects.

Not all circumstances can be covered by written policies, of course. When RAND staff are unsure of how to proceed in a given instance, they have many experienced management resources to turn to.

Personal and Organizational Responsibilities

RAND's institutional principles take life in the actions and attitudes of individual RAND associates. Observing these principles honors RAND and colleagues alike and failure to support them can adversely affect colleagues and RAND alike. We rely foremost upon trust and the personal responsibility of each person to apply these principles in their

RAND activities, whether in the physical workplaces of RAND or in any other setting in which they may be seen as representing RAND. Managers and supervisors have a special responsibility to learn about, act within, and advise others regarding RAND's institutional principles and its policies and procedures. In parallel, RAND must ensure that all associates entrusted with discretionary authority or the care of RAND or client resources exhibit the highest standards of personal integrity.

Annexe 12

Liste des participants à la conférence sur le Nation-Building en Irak

Source : **www.rand.org**. Date de consultation : 13 sept. 2008.

Frederick Barton
Center for Strategic and International Studies

Carl Bildt
RAND

Derek Boothby

Anthony Brenton
British Embassy

Richard Caplan
Oxford University

Frank Carlucci
RAND

Patrick Clawson
Washington Institute for Near East Policy

Keith Crane
RAND

Graham Day
Office of the High Representative

James Dobbins
RAND

Michael Doyle
Princeton University

Bill Durch
Stimson Center

Manfred Eisele

Scott Feil
Institute for Defense Analyses

Robert Gelbard

David Harland
UN Department of Peacekeeping Operations

Ray Jennings
United States Institute of Peace

Seth Jones
RAND

Bernard Kouchner

Rollie Lal
RAND

Robert Malley
International Crisis Group

Gail McGinn
Office of the Secretary of Defense

Jerry McGinn
RAND

Mark Medish
Akin, Gump, Strauss, Hauer and Feld, LLP

Eric Morris
UNHCR

Kendall Myers
US Department of State

Robert Oakley
National Defense University

Jim O'Brien
The Albright Group, LLC

Dick Owens
Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance

Kenneth Pollack
Brookings Institution

Andrew Rathmell
RAND

Kim Savit
Senate Committee on Foreign Relations

Miriam Schafer
RAND

Jim Schear
National Defense University

Michael Schoenbaum
RAND

Eric Schwartz
Council on Foreign Relations

Steven Simon
RAND

Walter Slocombe
Caplin & Drysdale

Julia Taft
UN Bureau for Crisis Prevention and Management

Dov Zakheim
US Department of Defense

Fatemeh Ziai
UN Office of the Secretary General

Annexe 13
Les ressources individuelles
au service de la RAND

A. Iconographie du Rapport Annuel 2006 de la RAND Corporation[1]

Our strength is our people.

[1] RAND Corporation, *Profiles in Problem-Solving*, Rapport annuel, 2006, p. 2 de couverture.

B. Promotion institutionnelle des accomplissements individuels

(source : www.rand.org)

Researcher Spotlight
Lynn E. Davis
Director, Washington Office

Lynn E. Davis is Director of the Washington Office and a Senior Political Scientist at the RAND Corporation. Her current research focuses on strategic planning, citizen preparedness, and Army strategic and force planning. From 1993-1997, Lynn served as Under Secretary of State for Arms Control and International Security Affairs. She was a member of the Secretary of State's Accountability Review Board in 1998 that investigated the embassy bombings in East Africa.

Prior to joining the State Department, Lynn was Vice President and Director of the Arroyo Center at RAND. She has also served on the staffs of the Secretary of Defense, the National Security Council, and the Senate Select Committee on Intelligence. She has taught at Georgetown University, the National War College, and Columbia University.

Her recent RAND publications include: Hurricane Katrina Lessons for Army Planning and Operations; Stretched Thin: Army Forces for Sustained Operations; Army Forces for Homeland Security; Coordinating the War on Terrorism; Individual Preparedness and Response to Chemical, Radiological, Nuclear, and Biological Terrorist Attacks.

Lynn has a PhD in Political Science from Columbia University. She is a member of the Council on Foreign Relations and the Trilateral Commission.

Focus sur un chercheur
Lynn E. Davis
Directrice, Bureau de Washington

Lynn E. Davis est la directrice du bureau de Washington et chercheure à la RAND Corporation. Ses recherches portent sur la planification stratégique, les conditions d'alerte civile et les programmes d'emploi des forces de l'Army. Lynn a été sous Secrétaire d'Etat pour la maîtrise des armements de 1993 à 1997. Elle a également été membre de l'*Accountability Review Board* du Secrétaire d'Etat en 1998.

Avant de rejoindre le Département d'Etat, Lynn a été vice-Présidente et directrice de l'*Arroyo Center* de la RAND. Elle a travaillé au Département de la Défense, au Conseil de Sécurité Nationale et au comité sur le renseignement du Sénat. Ellle a été enseignante à *Georgetown University*, au *National War College* et *Columbia University*.

Récentes publications à la RAND: *Hurricane Katrina Lessons for Army Planning and Operations*; *Stretched Thin: Army Forces for Sustained Operations*; *Army Forces for Homeland Security*; *Coordinating the War on Terrorism*; *Individual Preparedness and Response to Chemical, Radiological, Nuclear, and Biological Terrorist Attacks*.

Lynn a obtenu son doctorat en science politique à *Columbia University*. Elle est membre du *Council on Foreign Relations* et de la Commission Trilatérale.

Annexe 14 :

Consignes régissant les projets conduits pour des gouvernements, des entreprises et autres entités étrangères

Source : RAND Archives.

Conformément à sa charte sur l'intérêt public, la RAND peut travailler pour des clients non-américains. De tels clients peuvent être des gouvernements étrangers, des organisations non-gouvernementales ainsi que des entités lucratives ou non lucratives étrangères. Tout travail de cette nature doit être mené en conformité avec les consignes suivantes:

1. Le travail de la RAND pour des clients non-américains doit être conforme aux lois, régulations, contrôles et sanctions américains et ne doit pas être contraire aux directives officielles américaines. La RAND doit strictement se conformer à :

a. La loi sur les pratiques de corruption à l'étranger qui lie non seulement la RAND elle-même mais aussi ses employés et toute personne ou entité agissant en son nom.

b. Les contrôles d'exportation américains, parmi lesquels les régulations en matière de circulation internationale d'armement sont applicables à la RAND.

c. Les régulations américaines gouvernant le traitement éthique des sujets humains et la préservation d'information personnelle.

2. En addition à cela, les activités de la RAND par le biais de la RAND Europe et le *RAND-Qatar Policy Institute* ou par celui de toute unité sur le sol américain sous contrat avec un pays étranger doivent se conformer aux lois de ces pays.

3. La RAND n'exécutera aucun contrat étranger ou ne développera aucun partenariat avec un client dont l'intention serait d'exploiter l'accès à des informations privilégiées ou sensibles et à une connaissance ou une influence de la RAND sur ses clients fédéraux américains.

4. La RAND ne mettra en oeuvre des travaux dans le secteur de la défense qu'uniquement pour des pays qui sont des alliés ou ont des relations de coopération avec les Etats-Unis. Toute amélioration des capacités militaires de tels pays résultant du travail de la RAND devra être compatible avec la préservation des intérêts de sécurité des Etats-Unis. La RAND informera le Département de la Défense de toute obtention de contrat et des résultats de celui-ci auprès de bailleurs de fond étrangers.

5. La RAND, *via* le vice-Président de la *National Security Research Division* (NSRD), interrogera le cabinet du Secrétaire à la Défense avant de s'engager dans tout contrat auprès d'une entité étrangère dans le secteur de la défense. Seulement la NSRD et la RAND Europe sont autorisées à conduire des travaux de défense pour des clients étrangers.

Texte original :

GUIDELINES GOVERNING PROJECTS CONDUCTED FOR FOREIGN GOVERNMENTS BUSINESSES, OR OTHER ENTITIES:

Consistent with its public interest charter, RAND can and will work for non-US clients. Such clients may include foreign governments, foreign non-govermental organizations, and foreign private profit and not-for-profit entities. All work of this nature must be conducted according to the following guidelines.
RAND work for non-US clients must comply with applicable U.S. laws, regulations, controls, and sanctions and must not be contrary to official U.S. policies. Specifically, RAND must comply strictly with the US Foreign Corrupt Practices Act, which binds not only RAND itself but also its affiliates and all persons and entities acting on its behalf and US export controls, of which the International Traffic in Arms Regulations are of broadest applicability to RAND US regulations governing ethical treatment of human subjects and the safeguarding of private information.
In addition to complying with applicable US laws, RAND operations and work done by RAND Europe or the RAND-Qatar Policy Institute or by US-based units under contract in foreign countries must comply with the laws of those countries.
[…] RAND will undertake no foreign work or relationships that are meant by the prospective client to exploit the access, privileged or sensitive information and knowledge, or influence RAND with US government clients and sponsors or with the US public. RAND will not be involved in any activity that could require registration as a foreign agent. RAND will perform work in the defense field only for countries that are allies of or have other cooperative defense relationships with the United States. Any improvements in the defense capabilities of such countries as a result of RAND work should be compatible with US security interests. RAND will make the fact and results of all foreign defense-related work transparent to the US Department of Defense and will duly apprise its foreign sponsors. […]RAND, via the vice president, National Security Research Division (NSRD), will consult with the Office of the Secretary of Defense before undertaking foreign work in the defense field. Only NSRD and RAND Europe are authorized to contract and conduct RAND's non-US defense work for foreign clients. Appropriate DoD offices may have access to the results of defense work conducted for foreign clients.

Annexe 15:
Processus doctrinal américain
selon le modèle de Daddow

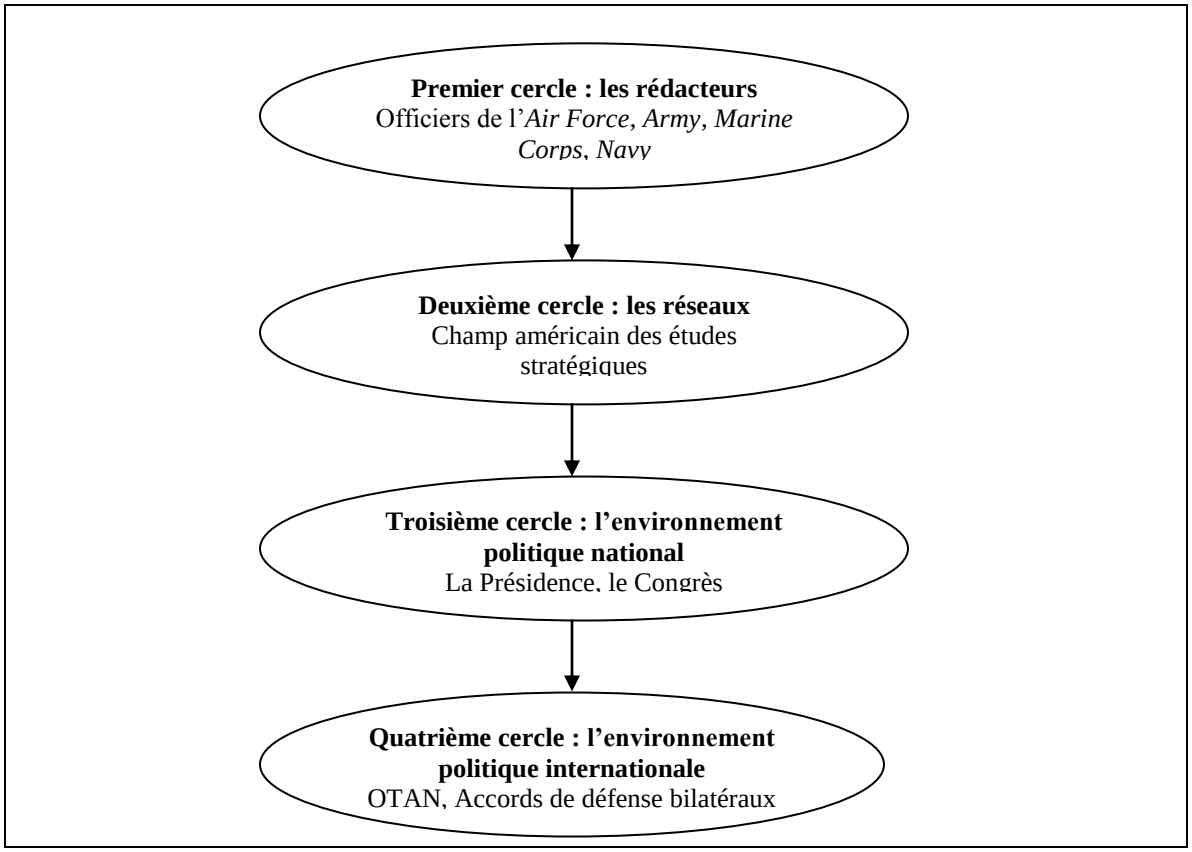


Table des matières

Résumé **2**

Introduction **6**
A. La crise intellectuelle de l'après-Guerre froide aux Etats-Unis 10
B. Les stratèges civils au cœur des mobilisations 17
C. Apport d'une sociologie de l'expertise militaire 22

Partie I
La restructuration de la RAND dans le champ militaro-intellectuel **33**

Chapitre 1: Les dynamiques pérennes des interactions militaro-intellectuelles **39**

1. Les pratiques routinisées de l'externalisation scientifique **46**
11. La distance sociale des Universités dans le champ stratégique 46
12. La relative marge de manœuvre intellectuelle des *war colleges* 51
13. La visibilité extra-sectorielle des *Think Tanks* 53
14. L'hybridation originelle des *Federally Funded Research and Development Centers* 60
15. La stratégie gagnante d'entrée des cabinets de conseil 66
16. Un investissement marginal des acteurs industriels 70

2. L'institutionnalisation de carrières individuelles autour de la RAND **76**
21. Une interpénétration structurelle entre dominants et dominés 79
22. Consolidation de réseaux et constitution de *communautés épistémiques* 89
23. Les nouvelles stratégies de carrières induites par l'après-Guerre froide 104
24. La reconversion institutionnelle des capitaux individuels 112

Chapitre 2: L'internationalisation novatrice de la RAND **124**

1. Des stratégies de régionalisation représentatives de la politique étrangère américaine **134**
11. L'européanisation difficile de la RAND 135
12. Eduquer le Moyen-Orient: la RAND au Qatar 151
13. L'incertain partenariat avec la Chine 158

2. La diffusion internationale des sciences américaines de gouvernement..... 167
21. L'efficacité de dispositifs d'inculcationde sciences américaines de gouvernement 174
22. Le travail d'homogénéisation des structures militaires européennes 180
23. L'édification d'un prêt à porter institutionnel..... 188
à l'usage des pays sortant de conflit 188

Partie II
La difficile refonte intellectuelle de la doctrine militaire américaine..... 198

Chapitre 1: La consolidation scientifique des nouvelles préoccupations militaires 202

1. Les effets structurants des mutations du Département de la Défense 212
11. La rationalisation budgétaire post-Guerre froide..... 216
de l'armée américaine..... 216
12. Les conséquences doctrinales des incertitudes politiques 222
13. Le choix militaire d'une révolution technologique..... 231

2. Un travail de légitimation directe et indirecte des agendas politiques..... 243
21. L'adaptation à la nouvelle problématisation des questions militaires 246
22. Préserver la filiation : la RAND et l'*Air Power*..... 249
23. Créer un champ de bataille : le *Cyberspace* depuis la RAND..... 261
24. S'adapter dans l'urgence : du terrorisme à la contre-insurrection 275

Chapitre 2: Le désenchantement des intellectuels bureaucrates 286

1. Les luttes organisationnelles autour de l'identité de la RAND 290
11. Le repositionnement sectoriel contesté de la RAND..... 291
12. La mobilisation conflictuelle d'un âge d'or..... 306
13. L'investissement controversé de sous-secteurs de l'expertise politique..... 314

2. La consécration d'une idéologie techniciste..... 321
21. La sociogenèse d'une science de la stratégie..... 324
22. Les conséquences sectorielles d'une conquête bureaucratique 330
23. La désindexation politique de la recherche militaire..... 335

Conclusion 347

Bibliographie 355
Annexes 374
Table des matières 445